



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

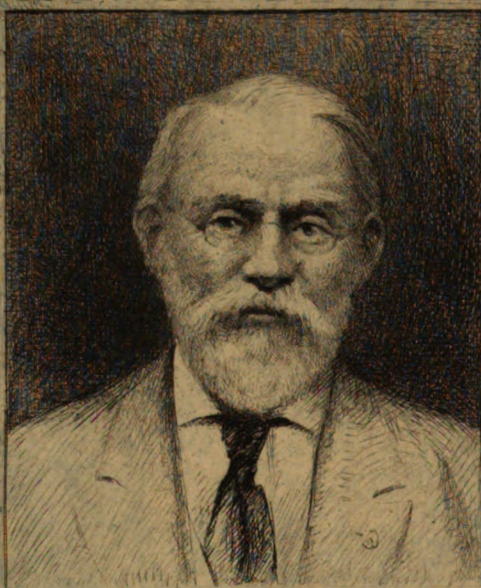
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 50063 2

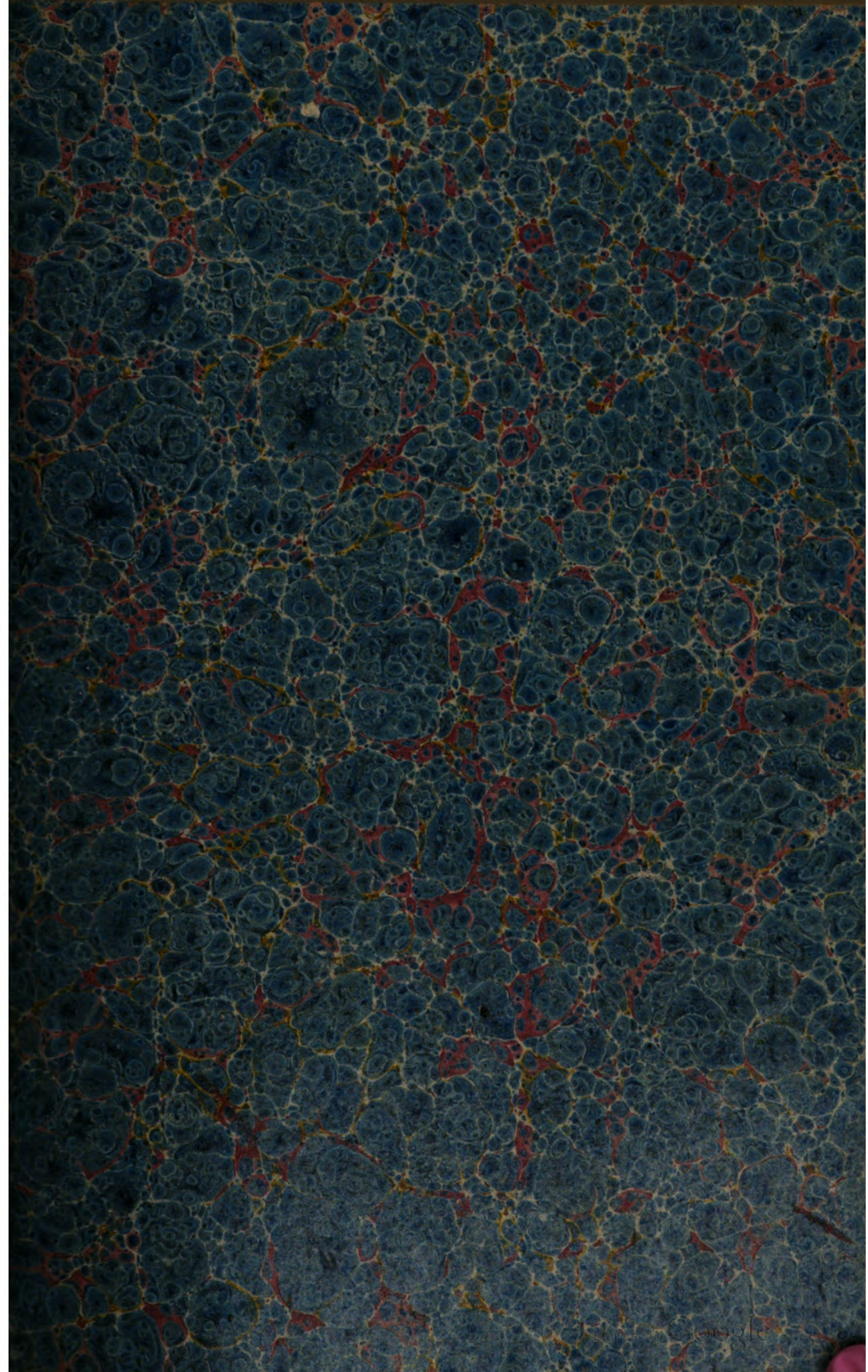




SILAS WRIGHT DUNNING  
BEQUEST  
UNIVERSITY OF MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY

*Wright 1920*







Pl.  
1921



DC  
611  
.F811  
A8







# ANNALES FRANC-COMTOISES.

REVUE

RELIGIEUSE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

---

QUATRIÈME ANNÉE.

TOME VIII.

---

BESANÇON,  
J. JACQUIN, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

Grande-Rue, 14, à la Vieille-Intendance.

1867.





Dunning  
Nijhoff  
8-7-26  
13603

# ANNALES

## FRANC-COMTOISES.

REVUE

RELIGIEUSE, HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

---

### L'ABBÉ BALLANCHE, CURÉ DE MORTEAU.

---

Il y a vingt ans, les prêtres des montagnes du Doubs se plaisaient à interroger un vieillard vénéré, une des gloires du sacerdoce, qui avait porté les chaînes dans les mauvais jours de la révolution française, et qui était l'un des derniers acteurs de ces scènes si glorieuses pour l'Eglise de Besançon. Il racontait ce qu'il avait vu, ce qu'il avait souffert, et l'on y ajoutait tout bas ce que sa modestie lui faisait cacher. C'était l'abbé Ballanche, dont le nom réveille encore dans nos montagnes des sentiments d'affection et de respect qui tiennent de la vénération. Né à Combe-la-Motte, près de Morteau, d'une famille de laboureurs unie par quelque lien de parenté au célèbre Ballanche, il fit ses premières études de latinité à Montbenoit, où il eut pour condisciple le général comte Morand. Ayant perdu son père et sa mère de très bonne heure, il fut admis aux Orphelins à Dole, y termina ses humanités et sa philosophie, et il se trouvait élève de l'abbé Moyse quand la révolution éclata. La défection du maître jeta les disciples dans une grande inquiétude, car ils entendaient porter les jugements les plus contradictoires sur la constitution faite en vue d'assujettir le clergé au pouvoir civil et de le détacher du saint-siège. En attendant le jugement du pape, Ballanche et ses amis les plus soucieux d'éclaircir le doute consultèrent les directeurs du séminaire de Besançon. La réponse fut qu'ils pouvaient achever les cours de l'année. Le jeune Ballanche fut-il soupçonné d'avoir pris les devants pour faire con-

damner l'abbé Moyse? Songeait-on à jeter la terreur parmi les élèves, en sévissant contre celui qui avait le plus d'ascendant sur eux, et qui, par la fermeté de son caractère, la perspicacité de son esprit, présageait un des plus redoutables adversaires des nouvelles doctrines? Jamais il ne sut le dernier mot des rigueurs exercées contre lui; mais il fut arrêté, conduit dans les prisons de Dole à l'âge de dix-neuf ans, sans qu'on lui donnât aucun motif de cette étrange incarcération. Il ignore même d'où lui venait le coup qui l'avait frappé. L'abbé Moyse, étant des Gras, près de Morteau, ne pouvait être indifférent à ce compatriote, dont il étudiait les dispositions, et dont la conquête l'eût comblé de joie; s'il ne fut pas le dénonciateur, du moins il ne vint pas le consoler ni lui prêter son secours tout-puissant. Toutefois, l'on crut que c'était assez de l'intimidation pour ouvrir les yeux au jeune étudiant sur les périls auxquels l'entraînait son ardente fidélité à l'Eglise. Il fut presque aussitôt mis en liberté, et l'épreuve, qui fait plier les âmes faibles, ne servit qu'à tremper son âme généreuse. Il sortit des prisons de Dole avec une aversion encore plus marquée pour la servitude que l'on demandait du clergé.

Les vacances le ramenèrent au sein de sa famille dans les montagnes de Morteau, qui ressentaient vivement la secousse révolutionnaire. Nulle part les deux courants d'opinions contraires ne s'étaient choqués plus rudement et avec plus de persistance. Quoique la révolution parût tout d'abord avoir dominé la situation, les contre-coups la tenaient encore en échec, au moment où elle s'annonçait déjà très menaçante; et les patriotes, en prenant les armes contre les défenseurs du clergé, donnaient les plus singuliers exemples d'attachement à l'ancienne foi. Le club y fonctionnait avec activité, dans la grande salle de l'hôtel de ville; les femmes s'y rendaient en foule, coiffées du bonnet rouge, ou portant de petites cocardes qui flottaient sur leurs têtes; les Suisses y arrivaient pour se divertir, et offraient des bonnets rouges aux enfants qu'ils rencontraient dans les rues. C'était le soir, devant une statue de Brutus, que se tenaient ordinairement les séances. Tandis que dans beaucoup de villages des montagnes on avait pleuré la mort de Louis XVI, à Morteau l'on avait fabriqué un mannequin à deux visages, pour signifier que le roi avait trahi la France, on l'avait promené par la ville, en le faisant précéder de douze flambeaux en guise de cierges, et enfin on l'avait enterré au pied de l'arbre de la liberté en chantant l'hymne patriotique composé par un habitant du lieu :

Enterrons la royauté  
Au pied de l'arbre de la liberté.



Ce fut le bataillon de Morteau qui arriva des premiers pour mettre en fuite et disperser la troupe de la petite Vendée qui se déployait en avant de Bonnétage ; mais les jeunes volontaires, après avoir poursuivi les fugitifs au delà des frontières de la Suisse, allèrent en grand nombre visiter l'abbé Darçot, curé de Montandon et ancien vicaire de Morteau, qui s'était retiré à l'abbaye de Bellelay, dans le val de Tavanne, pour échapper à la persécution. Ils restèrent plusieurs jours à le fêter, car « ils l'aimaient beaucoup, » disait un vieillard contemporain.

L'abbé Ballanche suivait ces flux et ces reflux de l'opinion ; il se rendait à Morteau à la dérobée, cherchant à se dissimuler le danger toujours croissant qui le menaçait. Quand Marat fut tombé sous le couteau de Charlotte Corday (13 juillet 1793), la Convention rendit la loi des suspects, qui donnait le droit d'emprisonner quiconque était soupçonné de ne pas aimer la révolution. Ce fut un redoublement de violences qui ne laissèrent plus de sécurité à personne. Il était temps pour le jeune Ballanche de se dérober à l'espionnage dont il était environné. Il avait songé à cultiver la terre avec ses deux sœurs, en attendant des jours meilleurs pour se préparer au sacerdoce ; mais, comprenant de quelle utilité sa jeunesse pourrait être à l'Eglise dans ces temps désastreux, quand les prêtres fidèles étaient exilés, emprisonnés ou réduits à se cacher dans les bois et les hameaux, il voulut partager leur sort. Ce fut vers la Suisse qu'il tourna ses regards. Un grand nombre d'ecclésiastiques l'y avaient devancé, avec des étudiants courageux que le désir de sacrifier leur ardente jeunesse pour sauver l'ancienne foi mettait au-dessus de tous les dangers. C'était d'ailleurs un si douloureux spectacle que celui de sa patrie, dominée par des hommes de sang, obligée d'écouter la voix des moines défroqués, des prêtres déshonorés, qu'il n'éprouva pas beaucoup de peine à se résigner à l'exil. Sa jeune sœur Agnès, qui n'était guère moins compromise que lui aux yeux des patriotes de Morteau, et qui fut portée sur la liste des émigrés, voulut l'accompagner, comptant bien travailler pour lui pendant qu'il serait occupé à l'étude et aux exercices préparatoires au sacerdoce. Ils s'acheminèrent ensemble vers Fribourg, n'ayant pour unique ressource qu'une somme de 36 francs et le petit trousseau de l'exilé. Ils y arrivèrent dans les derniers mois de l'année 1793.

Fribourg était alors encombré d'émigrés. Dès l'année 1789, les grandes familles de la capitale et des provinces y avaient afflué avec un empressement et une joie qui n'avaient d'égal que leur aveuglement. Ils croyaient aller faire un voyage en Suisse et que tout serait fini au retour.

On avait vu arriver successivement M<sup>me</sup> la duchesse de Conti, sous le nom de comtesse de Fiel (9 juin 1790) ; M<sup>lle</sup> d'Harcourt (8 juillet) ; la comtesse de la Salle ; le vicomte du Lac ; la comtesse de Rostaing, de Franche-Comté (3 juillet) ; puis le baron d'Estrée avec la comtesse de Baleure (1791), la comtesse de Besse et M<sup>me</sup> de Rochechouart (1791) ; toute la famille du comte de Rougé ; le baron de Jugnié et sa famille ; M. et M<sup>me</sup> de Bouclans (1793) ; M<sup>me</sup> Adélaïde de Durfort, duchesse de Lorges ; M. le duc de Noailles, grand d'Espagne (1793) ; et beaucoup d'autres moins connus, mais d'un rang aussi élevé et d'une fortune aussi opulente. Ils avaient promené quelque temps leur luxe, leurs équipages, leur longue suite de familiers et leur train de grands seigneurs dans cette modeste ville de Fribourg aux mœurs patriarcales, sans se douter qu'ils allaient être bientôt de splendides pauvres, à la charge de leurs hôtes, émerveillés d'abord de les recevoir. Quand les événements prirent en France un caractère menaçant, que les biens des émigrés furent mis sous le séquestre et que les armées de la république commencèrent à épouvanter l'Europe, on les rappela à leur véritable situation. Dès l'année 1792, un arrêté du grand conseil avait réglé l'état de leurs maisons et réduit le nombre de leurs domestiques. On eut peur que les idées nouvelles qui bouleversaient si profondément la France ne fussent répandues dans les campagnes par les gens de leur suite, beaucoup moins éloignés de ces innovations que leurs maîtres : il leur fut défendu de s'établir à la campagne, sauf à quelques-uns de ceux qui étaient arrivés les premiers. La crainte de la disette fit prendre des mesures plus sévères. Il fut statué, le 28 septembre 1792, que l'on ne garderait pas au delà de quarante-huit heures les nouveaux arrivants, et comme la fraude des bons habitants de Fribourg qui se laissaient toucher aux supplications et aux larmes, ne cessait de grossir le nombre des réfugiés, les ordonnances se suivaient en des termes qui marquent l'anxiété croissante des magistrats. M<sup>me</sup> de la Trémouille, accompagnée de son fils et du précepteur de cet enfant, s'était vue, de même que M. de Castellane, repoussée de Morat, dont le bailli n'avait pu prendre sur lui de les recevoir. Fribourg avait consulté Berne à cet égard, et la réponse n'ayant pas été favorable, on avait félicité le bailli de son refus courageux (4 octobre 1792). Une seule exception avait d'abord été faite en faveur des ecclésiastiques, dont le sort inspirait plus de compassion. On savait que la mort les attendait dans leur patrie, s'ils ne trahissaient la foi ; les religieuses affluaient dans les couvents ; la détresse où elles étaient réduites faisait vivement ressortir la brutalité de leurs persécu-

teurs et la haine dont ils étaient animés contre tout ce qui tenait à la religion. Mais, enfin, les autorités se croyaient hors d'état de recevoir un plus grand nombre de prêtres ; on en comptait 624 à Fribourg et aux environs sur la fin de 1792. Le grand conseil décida, en conséquence, le 11 octobre, que l'on ne tolérerait plus que ceux auxquels on avait déjà donné une autorisation de séjour. Le gouvernement, n'ayant pris ces mesures qu'à contre-cœur, n'en pressa pas vigoureusement l'exécution ; il se laissait facilement circonvenir et autorisait les particuliers à céder, à son exemple. Un des compagnons de M. Receveur, fondateur de la Retraite des Fontenelles, étant arrivé à Fribourg avec un détachement de sa communauté, alla demander au gouverneur la liberté de fixer sa petite troupe à la campagne. Le gouverneur paraissait bien décidé à rester inébranlable, opposant à toutes les prières les termes exprès des nouveaux édits, et ajoutant que des pauvres n'ayant rien pour subsister seraient à charge à la république. Alors le suppliant posa sur la table une bourse de 500 francs, due à la charité des habitants de la Suisse, et non-seulement il le rassura, mais il obtint de lui des paroles de bienveillance. D'après les conseils de ce magistrat, il se rendit à la Roche, et ne fut point inquiété par le bailli ; le grand conseil, saisi de cette affaire à deux reprises, le 12 mars et le 24 octobre 1793, accorda d'abord un délai, puis s'abstint de prononcer.

C'est au milieu de cette affluence d'étrangers et dans ces circonstances difficiles que M. Ballanche et sa sœur entrèrent à Fribourg. Deux jeunes ecclésiastiques arrivés avant lui, l'abbé Gonin, plus tard chanoine de la métropole de Besançon, et l'abbé Charles de Bretenièrre, mort supérieur général de la Retraite des Fontenelles, lui offrirent de partager une petite chambre qu'ils avaient louée ; sa sœur fut placée dans la ville. Comme ses deux amis, n'ayant d'autre but que de hâter son admission à la prêtrise, il fréquenta sur-le-champ les cours de théologie donnés par les directeurs du séminaire de Besançon. Une pauvre femme leur apportait un peu de nourriture. Quelques heures de loisir étaient employées à tricoter de petits ouvrages de laine que de charitables dames voulaient bien leur acheter. Le jeune Ballanche aimait les travaux d'horlogerie, pour lesquels il se sentait de l'aptitude ; sans travailler lui-même, il imaginait des combinaisons ingénieuses par lesquelles il réalisait certains bénéfices, que la situation toujours plus gênée de la ville rendait plus nécessaires. Ayant sous les yeux tant de familles princières réduites au dernier dénuement, il en fut touché jusqu'au fond de l'âme, et, songeant à la différence que l'argent crée entre les hommes, à ce pouvoir que Dieu lui a donné dans



le monde, il en conserva toute sa vie des préoccupations financières, qui semblaient le reporter au milieu de ce triste spectacle de sa jeunesse, et qui le mirent toujours en état de subvenir à toutes les infortunes.

A l'ordination du 5 avril 1794, il reçut la tonsure et les ordres mineurs des mains de l'évêque de Lausanne, M<sup>re</sup> Emmanuel de Lentzbourg; son compagnon, Charles de Bretenièrre, fut ordonné prêtre; l'abbé Gonin l'avait été à la fin de 1793. L'avenir devenait de jour en jour plus alarmant : le gouvernement pressait le départ des prêtres arrivés depuis Pâques 1793. Le nombre en était si grand, que la commission des étrangers proposa, le 11 septembre 1794, de réduire à mille ceux qui résidaient dans le canton et à 400 les autres émigrés. Les évêques de Lausanne, de Châlons, de Gap, de Sisteron, de Riez, de Meaux, après avoir présenté une requête en faveur des prêtres qui étaient sous le coup des derniers règlements, avaient obtenu, le 22 août 1793, un sursis de trois semaines, puis on avait un instant fermé les yeux sur les réfractaires. En octobre 1794, pour obtenir une prolongation de séjour jusqu'au printemps, les évêques offrirent de livrer aux greniers de l'Etat une quantité de blé et de riz suffisante pour l'entretien de leurs protégés. — Les registres de la chancellerie portent : Il est répondu *oui* à cette demande. Les évêques donnèrent trois mille sacs de froment.

Pour se soustraire aux injonctions du grand conseil, on avait recours à un moyen qui fut souvent employé pour les jeunes ecclésiastiques : on les attachait comme précepteurs aux enfants de la ville. L'abbé Ballanche eut l'entrée dans la famille Maillardo; ce qui augmenta ses ressources et l'établit dans la tolérance légale, car une ordonnance permettait de garder les précepteurs à condition de les nourrir à domicile. Plusieurs de ses compagnons d'étude n'avaient pu trouver cette planche de salut. Ces jeunes gens se pressaient en foule autour des chaires de théologie, attendant avec impatience la fin de leur noviciat sacerdotal, pour retourner dans leur patrie et y prendre part aux dangers de l'Eglise. Trente-un Franc-Comtois s'étaient présentés aux différents ordres en 1792, vingt-six en 1793; les diocèses d'Autun, de Langres et du midi de la France, en fournissaient également un nombre considérable. M. Babey, supérieur du séminaire de Besançon, venait encourager cette troupe de lévites, et en même temps apporter des lettres de M<sup>re</sup> de Rhosy pour l'évêque de Lausanne (1). Malgré l'admiration que l'on avait pour ces

(1) Pièces tirées de l'évêché de Fribourg par M. l'abbé Gremaud, professeur au collège de cette ville.

jeunes gens intrépides, le gouvernement n'avait pu fermer les yeux sur leur grand nombre, et les menaces que la république française, victorieuse de tous ses ennemis, faisait entendre aux cantons helvétiques par la bouche de ses représentants, commandaient bien un peu de circonspection. Qui savait si ces farouches jacobins ne viendraient pas un jour atteindre les émigrés dans leur paisible retraite, et disperser la pépinière sacerdotale de Fribourg? L'abbé Ballanche ne fut pas plus que les autres à l'abri de ces appréhensions. Il fut statué par le grand conseil que tous les étudiants reçus les années précédentes pourraient encore demeurer; ils étaient quatre-vingts; les autres seraient forcés de partir. Ici l'intervention des évêques obtint beaucoup de grâces. Il fallait bénir la Providence de n'avoir pas plus à souffrir; mais les grands seigneurs, qui arrivaient toujours, étaient plus rudement traités. Cette affligeante nécessité où se voyait amené le gouvernement fribourgeois, laissa de douloureux souvenirs dans l'esprit de M<sup>me</sup> de Montagu; son habile historien s'en est inspirée dans quelques pages qui renferment une plainte contre Fribourg. M. Chassot, archiviste de cette ville, péniblement surpris de ce blâme, quand il savait tout ce que sa patrie avait fait pour les émigrés, a chargé son collaborateur, M. Joseph Schnewly, de tirer des archives et de réunir tous les documents relatifs à l'émigration. C'est à cette invitation que l'on doit un précieux travail inédit, dans lequel M. Schnewly n'a rien oublié. L'on y suit jour par jour toutes les vicissitudes du temps. Si en y puisant nous nous sommes laissé presque entraîner au delà du sujet, c'est une faute qui, nous l'espérons, nous sera pardonnée.

L'abbé Ballanche, ordonné sous-diacre le 28 février 1795, fut prêtre le 12 juillet. Il n'avait plus rien à demander à Fribourg et ne souhaitait plus que de venir donner sa jeunesse et sa vie sacerdotale à sa patrie. Il dit adieu à la Suisse dans l'automne de 1795, emportant l'amitié du jeune Yenni, destiné au siège épiscopal de Fribourg. Plus tard, l'évêque se souvint de l'abbé Ballanche, et lui ouvrit sa cathédrale pour une station du carême, honneur qui le mit en regard avec un prédicateur en renom.

Notre bon curé ne parlait jamais de Fribourg, de tant de bien qu'on lui avait fait, de cette réunion de prêtres exilés, dont plusieurs devaient courir tant de dangers pour la foi, sans être vivement touché de reconnaissance et d'attendrissement.

De retour en France, M. l'abbé Ballanche célébra la messe dans une chambre qu'il revit avec joie dans des temps plus heureux, et résida prin-

ciatement dans son pays natal, à Combe-la-Motte, sans se croire obligé de se cacher avec soin au milieu de ses concitoyens. Quoique l'on eût confisqué son modeste patrimoine, il espérait par un coup d'audace intimider les patriotes et rendre le cœur aux honnêtes gens. A la mort de Robespierre, un immense cri de joie avait déjà retenti dans les prisons et annoncé le commencement d'une ère de délivrance; mais les hommes de sang avaient reparu, et la tentative du jeune prêtre fut prématurée. Comme il sonnait sa messe à l'église de Combe-la-Motte, une troupe forcenée accourut à l'instant, le cerna de toutes parts et le conduisit à Morteau. Emmené le lendemain au fort de Joux, il n'y passa qu'une nuit, et fut dirigé vers Besançon par la gendarmerie, qui le lia sur un canon. Il passa la nuit dans l'ancienne cure de Nods, enchaîné à un gendarme qui avait la chaîne autour du corps, pour ne pas lui donner la tentation de s'évader. On l'enferma dans la prison militaire, aujourd'hui remplacée par un arsenal. Il eut pour compagnon de captivité un prêtre avancé en âge, et un capucin échappé deux fois aux mains des persécuteurs.

Besançon, qui avait déjà donné tant de marques de compassion pour les malheureux menacés de la hache révolutionnaire, s'émut du sort de ces généreux prisonniers. Le célèbre Curasson, jeune avocat dans la fleur de son talent, et animé des sentiments religieux qu'il avait emportés du séminaire, les défendit devant leurs juges; mais, voyant ses efforts inutiles auprès de ces hommes résolus à prononcer la peine de mort, il glissa sous la porte de la prison un billet pour avertir ses clients de songer à un autre moyen de salut. Des dames, en grand nombre, qui avaient suivi les débats, se mirent en devoir de préparer leur évasion en envoyant dans leur cachot trois mille francs qu'ils promirent à la gardienne, si elle consentait à leur ouvrir la porte pendant la nuit. Celle-ci eût agréé de bon cœur la proposition, et se fût échappée avec eux pour se soustraire à la vengeance de la révolution; mais la lune était dans son plein, il eût été facile de les découvrir, et il y allait de leur tête. Un expédient plus hardi fut imaginé. Le cachot des trois prêtres communiquait à une chambre qui n'était pas occupée; à l'aide des clefs qu'on leur procura, ils y entrèrent, se mirent à percer la voûte en recevant sur des matelas les pierres qui tombaient, afin de ne pas éveiller l'attention des gardes et des voisins: les instruments nécessaires leur étaient apportés du dehors. Deux jours et trois nuits furent consacrés à ce travail. Quand il fut achevé, l'abbé Ballanche et l'intrépide capucin embrassèrent le vieux prêtre, qui refusait de s'engager dans une entreprise aussi périlleuse, et



qui leur dit en les quittant : « Je crains fort de vous revoir demain avec les menottes aux mains et les fers aux pieds. » Ils pénétrèrent sur les combles, vers huit heures et demie du soir ; mais le temps était clair : comment échapper à l'œil des gardes et des sentinelles multipliées autour d'eux, et de la foule qui circulait dans les rues ? Les dames de Besançon y avaient songé. Des jeux, des danses, des divertissements organisés par elles sur la place de Chamars, envoyaient au loin les chants et les explosions de joie : tout ce qu'il y avait de plus menaçant dans la ville y était accouru. Un avocat de Dole, qui était dans le secret, et d'autres jeunes gens, répondaient de la cour des prisons par de bruyants éclats de rire. L'éclair des baïonnettes brillant aux rayons de la lune, et une grande confusion de gens, fut tout ce qu'aperçurent les deux fugitifs, jetant du haut des combles un dernier regard sur le poste des soldats. Ils s'avancèrent le long de la rue Neuve, remontèrent la rue de la Préfecture, évitant de faire craquer les tuiles et de les faire tomber du haut des toits. Une partie de leurs bienfaitrices étaient en prière ; d'autres, échelonnées de rue en rue, se tenaient en observation : deux d'entre elles attendaient devant la porte du séminaire. M. Ballanche et son compagnon eurent bientôt parcouru tout le chemin, attachèrent les cordes au chéneau d'une maison, et descendirent dans la rue Saint-Vincent. Les dames les conduisirent d'abord dans une maison de la rue de la Vieille-Monnaie, puis dans une autre de la rue du Clos, où bon nombre de leurs libératrices étaient réunies. Des trois mille francs qu'on leur avait donnés, ils ne voulurent rien garder, se contentèrent des provisions de bouche, remercièrent l'assemblée, et se dirigèrent par la porte de Bregille pour s'évader au plus tôt. La sentinelle, gagnée, ne les arrêta pas ; leur guide s'en retourna ; une barque était préparée aux bords du Doubs. Ils franchirent la rivière dans la direction du Champ-Brûlé, et après avoir traversé les vignes, les broussailles, ils s'assirent dans la forêt de Chail-luz, vis-à-vis du Grand-Vaire, où ils commencèrent à respirer un peu et à mesurer toute l'étendue des dangers qu'ils venaient de courir. De là, le P. capucin s'achemina vers Vesoul, tandis que l'abbé Ballanche gagna les hautes montagnes. Dans une nuit, il arriva jusqu'à une ferme du Bélieu connue des prêtres fugitifs.

Là il ne se reposa qu'un jour : un vieux prêtre qui ne craignait pas de risquer sa vie pour aller au secours des malades et des mourants, lui conseilla de réserver sa jeunesse pour d'autres périls et de regagner la Suisse, car la recrudescence révolutionnaire et la nouvelle de sa délivrance ne manqueraient pas de lancer des patriotes à sa poursuite, et de

compromettre les habitués de la maison et la famille entière. Cédant à ces considérations, il tourna de nouveau les yeux vers Fribourg, passa le Doubs à pied sec au-dessus des rochers du Saut, et alla retrouver ses anciens maîtres et ses amis, qui, fort étonnés de le voir et d'entendre son histoire, avouèrent qu'ils le croyaient mort. Son retour en France eut lieu quelques jours après. Les directeurs du séminaire de Besançon lui assignèrent, pour théâtre de son zèle, la partie du diocèse qui s'étendait dans la Bourgogne, à cause de l'abandon plus grand où elle était restée. Il rentra secrètement à Morteau, visita sa famille à Combe-la-Motte, et, muni d'une sorte de passe-port, reprit de grand jour la route de Besançon. Comme il sortait de cette ville par la porte Notre-Dame, une affiche attira son attention. C'était l'ordre d'arrêter l'abbé Ballanche et le P. capucin qui s'étaient enfuis de la prison militaire : le signalement était donné fort au long. Il riait dans sa vieillesse en rappelant que la nation l'avait déclaré *bel homme dans son ensemble*.

Le lieu choisi pour sa résidence fut la petite ville de Seurre en Bourgogne. Elle est située sur la Saône, dans une très agréable position, et compte près de 4,000 habitants. Ses travaux, ses courses dans une paroisse aussi populeuse, l'exposèrent maintes fois aux plus grands dangers : toujours il sut échapper, grâce à la résolution, à la merveilleuse activité, qui le distinguèrent jusque dans son grand âge. Une fois, poursuivi de près par les patriotes, il se jeta dans une barque sur la Saône, fit force de rames, et toucha la rive opposée, tandis que ceux qui croyaient l'atteindre furent entraînés par le courant. La paix ayant été rendue à l'Eglise, il resta vicaire de M. Simon, curé de Seurre, jusqu'en 1804. Des prêtres éminents du diocèse d'Autun l'avaient connu dans l'exil ; l'abbé Antoine Receveur, fondateur de la congrégation de la Retraite, qui l'avait vu dans la solitude de la Roche, près de Fribourg, le signala à l'évêque d'Autun, et le fit nommer vicaire de la cathédrale. A ce poste s'ajoutèrent la direction d'une communauté religieuse et l'administration de la paroisse de Monthelon, située à six kilomètres de la ville. Pendant deux ans, l'évêque le suivit avec une satisfaction toute paternelle au milieu de ses veilles, de ses travaux incessants, et, plus tard, il voulut l'avoir pour l'assister à son lit de mort ; mais l'abbé Ballanche ne put se rendre à l'appel de cette voix si chère.

Malgré tant de soins, il songeait aussi à l'éducation de la jeunesse. Il ouvrit d'abord une pension, y réunit de nombreux élèves, et la transforma en petit séminaire. M. Léveillé, chanoine d'Autun et ancien curé de Mâcon, signale encore aujourd'hui ses succès dans le rétablissement de

cette pépinière sacerdotale. Un décret de Napoléon, qui obligeait toutes les pensions, tous les petits séminaires de l'empire, à se fondre dans les collèges, ferma cette école naissante. La voix publique appelait à la direction du collège d'Autun l'habile et infatigable chef de pension. Cette charge lui fut confiée en 1813. Entouré des vives sympathies de la ville et d'une nombreuse jeunesse, M. Ballanche créa pour les enfants qui n'aspiraient pas aux carrières libérales, une école séparée, qui est devenue l'établissement des frères de la Doctrine chrétienne. La douce et paternelle affection qui l'attachait à l'enfance, se réveilla trente ans après, d'une façon aussi frappante qu'inespérée pour lui. Lors des campagnes d'Afrique, de 1840 à 1843, la renommée lui apporta plusieurs fois le nom d'un général dont il prenait un singulier plaisir à entendre raconter les exploits contre les Kabyles : les journaux avaient pour lui le plus grand charme dès qu'il espérait y rencontrer ce nom, qu'il prononçait en souriant : c'était celui du général Changarnier. On ignorait généralement la cause de cette joyeuse et discrète impression ; il craignait de la découvrir ; ce n'est guère que dans l'intimité d'une conversation sans défiance, qu'il parlait du jeune Changarnier, du collège d'Autun. Après plus de cinquante ans, l'illustre général s'est souvenu de l'abbé Ballanche, et a voulu envoyer à la mémoire de son ancien maître une parole de reconnaissance et de filial attachement (1).

Pendant les cent-jours, les opinions politiques bien avouées de M. l'abbé Ballanche le firent destituer par le commissaire impérial Thibaudeau, ancien jacobin, qui passait à Autun. Alors il reporta toutes ses pensées vers son diocèse, où plusieurs fois les directeurs du séminaire de Besançon l'avaient pressé de revenir. Après la mort de Claude Lecoz, il accéda aux vœux de ses amis. Bien résolu à ne témoigner aucune préférence pour le poste qui lui serait assigné, il ne put cependant se défendre d'une profonde émotion quand il s'entendit proposer la cure de Morteau ou celle de Moirans dans le Jura. Morteau, c'était pour ainsi dire sa patrie : il connaissait si bien les maux qu'il faudrait guérir, il y avait laissé tant de personnes chéries, et tant d'autres qu'il se croyait appelé à rendre aux consolations de la foi ! Il y avait encore un motif qui le faisait pencher en faveur de Morteau. A son départ d'Autun, il avait réalisé une somme d'argent par la vente de sa maison ; il pensait en disposer dans

(1) C'est à sa prière et à celle d'un respectable Père de la Retraite d'Autun, que M. Xavier Faivre, fixé dans cette ville, et neveu de M. Ballanche, nous a transmis ces précieux renseignements.

des vues élevées auxquelles nulle situation ne répondait mieux que celle de Morteau. Il accepta donc la cure de Morteau et y fut installé le 30 novembre 1815.

Qui eût dit que l'homme si incapable de transiger avec les idées de la révolution, revoyant les exaltés révolutionnaires et les enfants de ceux qui l'avaient livré lui-même, trouverait dans son cœur assez de paix, de charité, d'amour des âmes, pour effacer tous les souvenirs, dissiper tous les nuages, et, s'il ne pouvait les gagner tous, au moins pour se faire bénir et aimer de tous. Tel fut cependant le résultat de son long ministère de trente-quatre années, pendant lequel des commotions sociales ravivèrent plus d'une fois ses douloureux souvenirs. Il savait gré aux femmes de Morteau de l'énergie qu'elles avaient déployée quatre ans avant son arrivée. A la mort de l'abbé Lamarche, en 1811, M<sup>re</sup> Claude Lecoz nomma pour le remplacer un prêtre jureur. Le jour où il venait s'installer, les dames de la ville, parmi lesquelles se trouvait M<sup>me</sup> Tournier, se réunirent au nombre d'environ quarante, et allèrent demander au vicaire, M. Parandier, les clefs de la cure et de l'église. Les ayant obtenues, moitié par ruse, moitié par violence, elles fermèrent toutes les portes et allèrent à la rencontre du curé, qui s'avancait du côté de l'ancien prieuré, lui protestèrent que jamais il n'aurait l'entrée du presbytère, que son seul parti était de s'en retourner : ce qu'il fit sans parlementer, et la paroisse demeura quatre ans privée de pasteur. Cette fermeté allait bien au caractère de l'abbé Ballanche ; elle lui inspirait de la confiance, et quoique le vovage prolongé de cette église eût été funeste, il travaillait de bon cœur au milieu des familles qui n'avaient pas craint de dire anathème à tous les souvenirs néfastes de 1793.

Le plus profond respect accueillit cette vertu des temps antiques, sévère à elle-même, indulgente aux autres, et toujours incapable de transiger avec le mal, qui d'ailleurs n'osait se présenter devant lui pour le braver. On savait ses souffrances d'autrefois, les dangers extraordinaires dont la Providence l'avait sauvé ; et tout ce que l'on racontait de son courage au milieu des épreuves de l'exil, ne pouvait plus étonner, lorsqu'on le voyait braver les fatigues, le froid, les jeûnes, comme s'il eût été encore au temps de la persécution, restant souvent à l'église jusqu'à midi sans prendre de nourriture, couchant sur un grabat de chartreux, et comptant si peu avec lui-même, qu'il s'en allait à pied dire la messe à Besançon. Un nuage cependant s'éleva dans l'esprit de ses paroissiens, d'autant plus étonnés du blâme répandu contre lui, qu'il ne semblait pas dénué de fondement. Malgré ses abondantes aumônes connues de tous, et

malgré celles qui n'étaient connues que d'un petit nombre, il fut accusé d'aimer l'argent. Les dix mille francs qu'on lui avait payés à Autun pour sa maison, lui avaient été demandés par une riche et noble famille, obligée de racheter ses biens aliénés par la nation. N'ayant pu se refuser à des prières bien faites pour le toucher, il constitua une rente viagère dont le montant, versé régulièrement, lui donna l'idée d'autres placements de ce genre. Ses revenus augmentèrent; on continuait à murmurer, et il continuait à s'enrichir. S'il avait senti, dans la misère de l'exil, que l'argent est une des puissances du monde, et que Dieu, dans l'ordre de sa providence, a fait dépendre le sort de bien des âmes d'un peu de terre ou de métal, l'expérience n'avait point détruit ses convictions. Fort du témoignage de sa conscience, et bien à l'abri de la passion des âmes vulgaires, il réalisa les sommes dont il avait besoin pour servir la cause de Dieu et de ses paroissiens. S'il ne tint pas assez compte de l'opinion publique en une matière où elle a quelque droit de censurer, et s'il dépassa un peu la limite en poursuivant un but éminemment digne de son âme généreuse, c'est qu'il n'appartient qu'aux grands saints de toujours équilibrer parfaitement leurs vertus, pour qu'elles répandent une lumière inaltérable sur toutes les parties de leur vie. Son goût pour les ouvrages d'horlogerie, auxquels il s'était appliqué dans sa jeunesse, et principalement dans son exil de Fribourg, se réveilla plus fort que jamais. Son plus agréable passe-temps était de suivre les progrès de cette industrie sur les frontières de la Suisse, de se rendre compte des inventions et de la marche du commerce. Sa distraction préférée était de descendre, par un jour de soleil, auprès de la maison de M. Pertusier, et de vérifier au cadran solaire la régularité de ses montres. Il en avait toujours un grand nombre de la meilleure qualité, qu'il vendait à fonds perdus. Quelques-uns de ses clients, voyant leurs charges se multiplier avec les années, ne lui épargnèrent pas les railleries; mais tous reconnurent sa générosité. Un employé des douanes, lassé de verser des annuités sans fin pour le prix d'une montre qu'il avait achetée à ces conditions, et craignant de la payer un prix exorbitant, la rapporta et demanda pour seule grâce que le marché fût rompu. L'abbé Ballanche fit plus, il rendit au douanier tout l'argent que celui-ci avait déboursé.

Il n'avait pas attendu jusqu'à cette heure de pourvoir l'église d'ornements sacerdotaux, de cloches et de vases sacrés, et de restaurer ce vaste monument qui portait l'empreinte des dévastations de 1793. Mais on fut bien étonné d'apprendre, en 1825, qu'il était propriétaire de l'an-



cien couvent des bénédictins et de ses dépendances. Trois ans après, il offrait à la commune de lui céder cette maison, moyennant 2,400 francs payés comptant, et une rente viagère de 800 francs, dont 200 seraient réversibles sur la tête de sa sœur Agnès, sa compagne de Fribourg. Il réserva que la commune y placerait à perpétuité des écoles pour les enfants des deux sexes, et un hospice pour les vieillards et les infirmes de la commune. Sur les recommandations du préfet, on se hâta d'accepter de telles offres, et la ville entra en possession sur-le-champ. M. Ballanche n'avait d'autre vue que d'établir des congrégations religieuses à Morteau pour l'éducation de la jeunesse, mais il lui fallait attendre le produit de ses rentes pour aller en avant, et ce ne fut qu'en 1836 qu'il reprit l'exécution de son œuvre. Il se rendit à Paris, où, grâce à l'intervention du fils de sa sœur, M. Xavier Faivre, alors chef de bureau au ministère de l'instruction publique, il obtint de M. de Salvandy l'autorisation de fonder un hospice et un établissement des frères de la doctrine chrétienne à Morteau. Le respectable frère Philippe lui prêta un concours bienveillant et habile, qui leva toutes les difficultés. Quarante mille francs furent versés par M. Ballanche, et les frères s'établirent à Morteau à la fin de 1839.

Pendant ses dernières années on l'avait souvent entendu parler du cinquantième anniversaire de sa prêtrise : il annonçait le désir de le célébrer avec pompe; toute la ville de Morteau attendait ce jour avec impatience. Quand il vit que Dieu lui accorderait cette année 1845, il réfléchit que l'anniversaire de son ordination de Fribourg allait rappeler tout ce qui s'en était suivi, et le mettre en évidence aux yeux de ses paroissiens, pour lesquels son exemple avait toujours été une si éloquente prédication d'humilité; sa conscience s'alarma. Il cessa d'en parler; plus le jour approchait, plus sa discrétion était grande. Cependant personne autour de lui n'avait oublié. Ceux qui pénétraient ses intentions n'en avaient qu'un plus grand désir de rendre la fête solennelle, et de faire violence à sa vertu, qui n'avait jamais rien offert de plus touchant. Les vieillards aiment tant à faire connaître les glorieux souvenirs de leur jeunesse ! Cette fois le vicaire se crut en droit de commander. Il appela M. Verdot, aujourd'hui curé de Vesoul, pour présider à la cérémonie. Ne pouvant refuser cet honneur auquel il ne s'attendait pas, M. Verdot eut à décider l'abbé Ballanche à cette fête et à redire aux habitants de Morteau quelque chose de sa vie. Il faillit échouer dans la première partie de sa tâche. M. Ballanche ne voulait rien entendre, rien permettre, rien tolérer. Il fallut prier, remonter la déception de la paroisse entière, qui avait attendu

ce jour avec impatience pour lui donner une preuve de son affection et de sa reconnaissance, assurer que ses refus auraient de fâcheuses conséquences ; enfin il céda, à condition qu'on ne parlerait pas de lui. M. Verdot le rassura, sans lui promettre que son nom ne serait pas prononcé, et pour calmer davantage ses craintes, il débuta dans son discours par ces conseils de l'Apôtre : « *Vide ministerium quod accepisti in Domino. (Col., iv, 17.)* Voyez le ministère que vous avez reçu du Seigneur. » Il dit que M. Ballanche avait souvent réfléchi au ministère saint dont il était chargé, qu'en ce moment solennel, en présence de ses nombreux paroissiens, il faisait une halte entre le passé et l'avenir, pour considérer les travaux accomplis et ceux qui lui restaient à terminer. Alors, malgré l'embarras du vieillard, il rappela dans quelles circonstances le jeune prêtre s'était voué au sacerdoce, avec quel noble courage il avait envisagé la persécution, l'exil et les menaces des puissants de la terre, pour ne songer qu'à défendre la cause de Jésus-Christ et de son Eglise ; puis, ouvrant le cœur du vénéré pasteur, il le montra reprenant une jeunesse nouvelle, pour aimer davantage cette famille que Dieu lui avait donnée, pour attirer sur elle de plus abondantes bénédictions du Ciel, et remplir avec une fidélité inébranlable les devoirs qu'il s'était tracés dans l'exil cinquante ans auparavant... Enfin il s'adressa aux paroissiens, leur demanda s'ils avaient répondu aux soins d'un tel ministère, s'ils avaient senti la sainteté, la grandeur de ce sacerdoce, qui veille de tant de manières au bonheur de la famille et de la société. L'auditoire fut vivement ému, quand au nom de tous il lui offrit l'expression des vœux et des prières qui montaient pour lui vers le Ciel....

La joie était rendue au pieux vieillard à mesure qu'il envisageait les détails et la suite de cette fête, qui réunissait comme à son insu dans son presbytère, outre les magistrats de la ville et ses amis, de généreux chrétiens, qu'il était fier de voir à ses côtés. M. Xavier Marmier prononça, sur la dignité et l'action du sacerdoce, quelques-unes de ces paroles fraîches et vivantes que l'on aurait crues tombées de la bouche de l'abbé Lacordaire.

La vieillesse, en brisant l'activité de M. Ballanche, ne lui avait pas rétréci le cœur : lui qui avait traité tant d'affaires, éprouvé dans sa jeunesse tant de malignité de la part des hommes, était resté candide et confiant jusqu'à mériter les reproches de ses intimes confidents. Fidèle aux traditions des anciens, qui prêtaient sans signature et ne perdaient rien, il n'inscrivait pas même le nom de ses débiteurs, ni le terme des échéances, recevait les différentes sommes qu'on lui apportait sans les trouver jamais incomplètes. Lorsque sa mémoire se fut affaiblie, il était

évident qu'il courait des risques de plus d'une sorte, et il ne voulait pas s'arrêter à le supposer. Un jour, pour le convaincre de son aveugle bonne foi, un prêtre du voisinage lui réclama trois mille francs qu'il disait lui avoir prêtés. M. Ballanche allait les donner quand on se récria, car il ne devait rien. Il sourit, mais n'abandonna pas son ancienne simplicité. Ce fut dans son église qu'il contracta la maladie à laquelle il succomba en 1850. Son habitude de la pénitence lui avait fait cacher son mal ; quand il le découvrit, il était trop tard. Sa mort fut un deuil public. M. l'abbé de Vaultier, supérieur du séminaire de Consolation, qui a donné naguère à la Grande-Chartreuse sa science et son héroïque piété, fit son oraison funèbre ; mais son plus bel éloge est dans les regrets qu'il emporta, dans les larmes qu'il fit couler, et dans ce souvenir vivace qu'il a laissé au sein des familles de Morteau et au cœur de tous les prêtres qui l'ont connu. Sa mort révéla de nouveau l'injustice de l'accusation que l'on avait portée contre lui, et dont il avait pleuré devant ses amis. L'amour de l'argent était si loin de son cœur, qu'avec ses 18,000 francs de rente annuelle, il laissa 10,000 francs de dettes, que son homme d'affaires, M. Boutey, de Besançon, couvrit avec le mobilier. Il avait trop le sentiment de la dignité ecclésiastique pour songer à enrichir sa famille, mais il avait l'âme trop bien faite pour ne pas s'occuper d'elle. Le fils de sa sœur Jeanne, M. Xavier Faivre, qui avait passé sa jeunesse auprès de lui, devint par ses soins chef de bureau du ministère de l'instruction publique, et fut particulièrement honoré de l'amitié de M. de Salvandy, qui le fit décorer de la Légion d'honneur. La ville d'Autun entend quelquefois sa parole éloquente et facile dans les réunions de la société d'horticulture, dont il est vice-président. Ses conseils aux cultivateurs rappellent la sollicitude paternelle de M. Ballanche pour les familles de Morteau. Si le vénérable prêtre ne récolta pas lui-même des moissons aussi abondantes qu'il l'aurait voulu dans ce champ des âmes si profondément dévasté par l'impiété de 93, il eut du moins la consolation de recueillir et de bénir les dernières larmes de la plupart de ceux qu'avait égarés la révolution, et il fonda des œuvres qui demandaient sa fortune pour être conduites à bonne fin.

En payant ce modeste tribut à la mémoire du bienfaiteur de Morteau, nous devons remercier M. le curé actuel de cette ville, M. Parent, curé de Noël-Cerneux, M. l'abbé Jacquot, M. Jules Roy et surtout M. l'abbé Perny, qui ont bien voulu y contribuer par la communication d'une foule de renseignements aussi édifiants qu'authentiques.

L'abbé NARBÉY.

# LÉGENDES FRANC-COMTOISES.

## LA VIGNE DE LA MOTTE DE VESOUL.

(Suite et fin.)

---

J'avais à peine achevé la lecture de la légende, que les sentiments des auditeurs se montrèrent au grand jour. Albéric et Albert battirent des mains, deux ou trois autres amis crièrent bravo ; mais, en revanche, un gros monsieur, de Briaucourt, dont les bâillements prolongés avaient plus d'une fois décelé l'ennui, grommela quelques mots donnant à entendre que ce qu'il trouvait de plus beau..., c'était la fin.

Sa somnolence était d'autant plus excusable qu'il n'aime que le genre sérieux, et qu'il était venu à pied depuis Corre dans la matinée.

Albéric fut piqué de ce qu'il regardait comme un manque de convenance. « Vous dites, Monsieur, que dans cette légende le fond ne vaut pas mieux que la forme. Je regrette que vous n'ayez pas entendu les explications données par Amédée sur la manière d'être et d'écrire du capitaine Tranchant. La forme est vive et originale comme il l'était lui-même : Son style pourrait être plus recherché sans doute, mais il me semble qu'il est coulant, facile à lire, et ne porte nullement à la mélancolie et au sommeil. Est-ce d'ailleurs dans une légende, écrit moitié léger, moitié sérieux ; qu'il convient d'emboucher la trompette épique ?

— En littérature, comme en toute autre chose, on ne peut guère disputer sur les goûts, répondit le gros homme ; moi je préfère le grave au plaisant, et l'utile à l'agréable. Si votre capitaine voulait écrire de l'histoire, que ne faisait-il, par exemple, comme a fait dom Grappin, d'Ainvelle, cousin issu de germain de ma défunte mère. Voilà un homme sérieux, qui écrit posément, et a toujours dans son arsenal des pièces à l'appui de ce qu'il avance !

— J'en conviens très volontiers, mais c'est justement parce que dom Grappin et ses consorts sont trop sérieux qu'on ne les lit guère. Vous ne trouveriez pas dans toute la Franche-Comté un éditeur qui voudût offrir au public sa volumineuse histoire de Luxeuil, telle qu'il l'a écrite, et cet ouvrage, fort estimable du reste, n'aura jamais les honneurs de l'impression, parce qu'il ne trouverait que fort peu de lecteurs.

— Ajoutez à cela, interrompit Albert, qu'il faut prendre l'humanité telle qu'elle est, et non telle qu'on voudrait la voir. Or l'humanité au *xix<sup>e</sup>* siècle a horreur des gros livres et des livres trop sérieux. L'honorable exception que monsieur fait à la règle, ne sert qu'à la confirmer. Le capitaine Tranchant, tout en n'écrivant pas pour le public, connaissait son monde. Au lieu de présenter l'histoire locale avec ces détails secs et arides et ce style monotone qui conviennent à un commissaire-priseur inventoriant les archives d'un notaire, il la vivifie et l'anime en quelque sorte. Sous sa plume, elle prend un corps, elle revêt des formes sensibles, elle agit, elle parle à l'esprit et quelquefois au cœur. Par une mise en scène rigoureusement conforme à l'histoire, il évite l'écueil contre lequel la plupart de nos chroniqueurs voient briser leur barque, et quelquefois sombrer leurs fonds. Il me semble que cette méthode en vaut une autre. Quant aux citations, j'admets fort bien que les gens sérieux les exigent, et sont dans leur droit; mais il faut reconnaître aussi que les gens frivoles, qui sont en majorité, s'en occupent fort peu, et que quand ils voient un livre hérissé de notes justificatives et de textes français ou latins, ils reculent et disent: C'est un ouvrage savant, je n'en suis pas! Au reste, le capitaine, qui avait horreur de la pédanterie, ne voulait pas faire étalage de ces notes; mais je suis persuadé qu'elles existent, comme nous l'annonçait son estimable neveu en commençant la lecture.

— A ce compte, riposta le critique, vous admettez qu'à part la mise en scène, l'auteur peut appuyer tout ce qu'il dit sur des autorités sérieuses.

— Certainement, je l'admets; et je suis sûr que le neveu doit être prêt à rendre raison de toutes les allégations de l'oncle. Ai-je dit vrai, Amédée?

— Ce serait présomptueux de répondre oui; mais si vous voulez me faire vos observations, je crois être à même d'y répondre d'une manière satisfaisante.

— Eh bien, soit, dit notre gros Aristarque. D'abord, le nom de ses héros me paraît ridicule. Est-il permis de s'appeler Bibi Gousse-d'Ail, Martin Blancpoil ou l'abbé Sifroi? Je croyais la tradition des sires de



Faucogney bien autrement merveilleuse. Qui est-ce qui s'est jamais avisé aussi de donner le nom d'abbaye au chapitre de Calmoutier ? Saint Pierre de Tarentaise est-il jamais venu à Bithaine, et Frédéric Barberousse à Vesoul ? Si Vesoul était une ville romaine ou le chef-lieu du comté de Port, ainsi que l'ont démontré plusieurs dissertations, comment se fait-il qu'il n'avait pas seulement une église paroissiale au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, tandis qu'on en trouve dans de simples hameaux ? Et les foires de Ronchamp, qui en a jamais entendu parler ? Quelles relations pouvait avoir le curé de Rioz avec le prieur du Marteroy, et pourquoi se plaindre du curé de Faverney, qui était peut-être le meilleur curé de son temps ? Voilà des observations, et il y en aurait, sans doute, bien d'autres à faire, si j'avais tout entendu.....

— Permettez que j'y ajoute encore les miennes, dit le pétulant Albéric. Je trouve pour ma part le capitaine trop exclusif quand il dit que notre département est bien arriéré pour les publications historiques. Il me semble mal inspiré quand il fait entretenir les armes et raccommoder les arbalètes du château par un perruquier comme Grégoire Musquin. Ne se hasarde-t-il pas un peu dans les intentions qu'il prête à Frédéric Barberousse ? Quelle idée saugrenue de faire tourner un chien galeux autour de la Motte pour traîner l'écusson d'un chevalier coupable, et d'annoncer par la bouche d'un sacristain qu'un pourceau sera exorcisé et pendu !

— Voilà bien des objections, Messieurs, et si j'ai besoin des notes de mon oncle, j'ai besoin aussi de votre indulgence pour y répondre. Commençons par vous, Albéric.

Vous reprochez au capitaine d'avoir rabaissé la gloire du département et de ses écrivains, en disant qu'à part l'*Histoire de Gray*, nous n'avions pas d'ouvrage spécial traitant notre histoire. Il aurait pu, sans doute, y joindre les Monographies de Lure et de Cherlieu ; mais pouvait-il parler de la *Galerie biographique de la Haute-Saône* et du *Dictionnaire des communes du département*, puisque ces ouvrages n'étaient pas nés ?

L'*Histoire de Jonvelle*, la monographie la plus complète que nous ayons jusqu'à présent, n'avait point encore paru ; celle de Faverney était à l'état de prospectus et aurait pu y rester sans inconvénient pour le public, qui se contentait du travail de dom Grappin. On ne prévoyait pas encore le moment où M. l'abbé Brultey se déciderait à donner au public les chroniques monastiques qui lui ont valu à quatre reprises différentes les récompenses de l'Académie de Besançon (1), pas plus

(1) L'*Histoire de l'Abbaye de Clairefontaine* est sous presse.

qu'on ne prévoit le moment où M. Ch. Gauthier fera connaître aux amateurs le résultat de ses curieuses recherches sur Oiselay et sur Marnay. J'avoue bien volontiers que depuis trois ou quatre ans nous avons fait de vrais progrès et de précieuses acquisitions ; mon oncle y eût applaudi tout le premier.

Quant au raccommodage des arbalètes du château par le barbier de Vesoul, cela repose sur un document historique incontestable, sur le compte des dépenses du château, où l'on voit qu'on payait « 5 sols 1/2 par arbalète, grosse ou menue, remise à point (1) ; » seulement le titulaire s'appelle Jean Milat, au lieu de se nommer Grégoire Musquin. Qu'importe le nom, puisque la chose est réelle ?

Les intentions de Barberousse ne lui sont nullement prêtées à titre gratuit. Je lis ici, en marge de toutes les citations, l'indication de leur source. Elles sont tirées de contemporains assez connus, puisqu'ils s'appellent Jean de Salisbury, Pierre de Blois, et le pape Alexandre III dans sa correspondance.

L'idée de faire trainer par un chien galeux l'écusson brisé d'un chevalier coupable peut être originale, mais elle n'est autre que l'application de la peine infamante décernée par le droit d'alors contre les félons et les traîtres.

L'idée d'exorciser et de pendre un pourceau, toute saugrenue qu'elle paraisse, pouvait si bien germer dans le cerveau d'un homme du XII<sup>e</sup> siècle, fût-il même sacristain, que longtemps encore après on fit à ces animaux et à bien d'autres les honneurs d'une procédure en règle. On n'en saurait donner de meilleures preuves qu'en vous renvoyant, comme le fait le capitaine, aux archives de Dijon, où vous trouverez à la date de 1393 la note suivante (2) :

« Item, payé à Nequando Vigneur, bourreau de Besançon, pour le faict » d'avoir pendu une truie qui avait dévoré un enfant, septante-cinq sols, » cy, LXXV sols. »

Vous y trouverez aussi, sous la date de 1413, des lettres patentes du duc et comte de Bourgogne, permettant au seigneur de Tréchatteau d'élever des fourches patibulaires, « pour y pendre une truie malfaisante, » que ses officiers retenaient en prison depuis cinq ans. »

— Voilà des explications satisfaisantes, dit Albéric, et je m'avoue vaincu. Mais que dites-vous de Bibi Gousse-d'Ail, Martin Poilblanc, et de tout ce qui s'ensuit ?

(1) Chambre des comptes, B, 1688.

(2) B, 1461.

— Je dis que Bibi Gousse-d'Ail est un nom parfaitement en harmonie avec l'époque où on le portait. Prenez votre dictionnaire, et vous verrez que *stica* veut dire gousse d'ail. C'est Columelle qui l'a décidé, ce n'est pas le capitaine Tranchant qui l'invente. Au moyen âge, chacun avait un surnom. N'avons-nous point parmi les grands : Louis le Fainéant, Richard Cœur de Lion, Henri le Loup, Etienne Tête Hardie, Gauthier sans Avoir, Pierre le Cruel, Charles le Sage et Jean sans Peur ? Ainsi, parmi les hommes du peuple, chacun ajoutait à son nom le nom de son père ou l'indication du métier qu'il exerçait lui-même. Dans les chartes de la Haute-Saône, j'en trouve mille exemples : un berger s'appelle (1) Hugo qui lie la vache ; un forgeron se nomme Robert qui fend la guerre, parce qu'il fabrique des épées ; un homme léger à la course s'appelle Pierre Jambe de Cerf, etc. Quant aux le Blanc, le Roux, le Gras, le Riche, le Gai, le Renard, la Belette, ils sont innombrables. Si vous trouvez Bibi Gousse-d'Ail ridicule, que direz-vous de l'ingénieur en chef du duc de Bourgogne, qui réparait nos fortifications et nos digues au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle : il s'appelait Jean le Chien (2) ! ou du conseiller de la cour des comptes qui approuvait en 1430 les dépenses effectuées à la vigne de la Motte : il s'appelait, sauf votre révérence, Barthélemy à la Truye (3). Cela valait-il Martin Blancpoil ou l'abbé Sifroi ? car pour l'abbé Sifroi, je n'y puis que faire, mais c'est vraiment son nom, et dom Grappin en personne ne lui en donne pas d'autre. Du reste, vérifiez les noms des grands personnages cités, et vous verrez qu'ils existent réellement, et figurent comme témoins dans toutes les cours plénières tenues par l'empereur.

La légende du sire de Faucogney ne contient pas mal de merveilleux, puisqu'il échappe à la mort et trouve le secret de faire mille lieues en quelques heures de sommeil. Elle est exposée d'après la tradition de l'abbaye de Bithaine et du pays ; si quelque amateur songe à l'embellir, il a toute liberté de le faire, comme de contrôler la description du site et les chartes de fondation de Bithaine.

Le premier qui s'est avisé de donner le nom d'abbaye au chapitre de Calmoutier, est le pape saint Léon IX, qui dans une bulle datée de l'an 1049, confirme la donation de l'abbaye de Calmoutier à Saint-Jean de Besançon (4). Ses successeurs, entre autres Grégoire VIII, ont (1187) donné

(1) Hugo ligans vaccam..... Robertus scindens guerram. (Cart. d'Accey et de Corneux, 1132-1184).

(2) Inventaire des archives de Bruxelles.

(3) Ibid.

(4) Abbatiam de Colomonasterio. (Cart. Arch. Bis.)

le titre d'abbé au doyen, qui le prend d'ailleurs dans les actes publics où il figure (1) en qualité de juge (1169). En suivant leurs traces, le capitaine ne se compromet guère.

Pour se convaincre que saint Pierre de Tarentaise a séjourné à Bithaine, il suffit d'ouvrir sa vie écrite par Geoffroi d'Hautecombe, ou de lire Surius et les Bollandistes au 8 mai. On verra comment le Ciel se déclara pour lui, et obligea l'abbé à le bien recevoir.

La cour plénière tenue par Frédéric Barberousse à Vesoul, au retour de Saint-Jean-de-Losne, est un des faits les plus certains de notre histoire locale. La date, les personnages, le jugement du prévôt de Mathay, ont été conservés avec la plus scrupuleuse exactitude. L'absence d'église paroissiale à Vesoul ne prouve rien contre l'importance du château, qui, outre sa chapelle dédiée à Notre-Dame et à saint Michel, avait encore le Marteroy pour satisfaire à la dévotion de ses habitants; elle prouve seulement que, faute de données suffisantes, on a exagéré de beaucoup l'importance de la ville.

Une indication précise, tirée des archives de l'ancien chapitre (2), prouve que les prétentions du vicaire de Saint-Georges à secouer le joug du prieuré et de l'église paroissiale étaient réelles. La cause ne fut jugée qu'en 1165, et le turbulent messire Arnoux fut obligé de se soumettre au prieur et, qui plus est, d'aller manger et coucher au Marteroy.

Il est probable que sans les efforts réitérés des prieurs, l'érection de la paroisse n'aurait pas eu lieu à leur profit, et encore ce fut le pape Innocent IV qui se mêla de cette affaire (1247) (3).

Si les foires de Ronchamp ne font pas autant de bruit que celles de Beaucaire, on n'en peut rien conclure, sinon que, comme bien d'autres institutions, elles ont disparu avec le temps. Mais on trouve aux archives de Dijon (4) une charte originale de 1271, dans laquelle Othon, comte palatin de Bourgogne, considérant leur importance et voulant la maintenir, prend sous sa protection tous ceux qui s'y rendent ou qui en reviennent.

Ne croyez pas non plus que les relations du chapelain de Rioz avec le Marteroy, et les accusations portées contre le curé de Faverney, sont

(1) Wido, abbas Calmosiaci. (Cart. Bethanie, H, 224.)

(2) Arch. de la Haute-Saône, G, 38.

(3) Facta est (erectio) interventu D. Villelmi, quondam archiepiscopi Bisuntini.... tempore felicitis recordationis SS. DD. nostri D. Innocentis papæ quarti..., etc. (*Mémoire de Jean de Felyens, 1472.*)

(4) B, 1060.

de pure fantaisie. Le prieur Humbert était né dans les environs de Rioz; du moins, il y possédait des biens qu'il donna, soit à Bellevaux, soit au Marteroy, qui les garda jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle (1). Il devait naturellement connaître le curé d'une paroisse où il était propriétaire, et, voyant en lui un homme capable, il n'avait rien de mieux à faire que de lui confier le rapport.

Le chapelain de Faverney n'en était pas à sa première épreuve. Déjà longtemps auparavant, saint Bernard avait dénoncé sa conduite équivoque (2), l'accusant de se mêler trop d'affaires extérieures, et conseillant à l'abbesse de le renvoyer, ce dont elle ne put venir à bout, car il était aussi intrigant qu'il était peu régulier. Pour être juste, je dois remarquer que saint Bernard n'a jamais flatté les moines et les clercs comtois, quand il s'agissait de défendre ses frères de Cherlieu ou de Clairefontaine, mais les plaintes contre le chapelain étant réelles, on peut croire qu'elles étaient motivées.

— A ce compte, répliqua le critique, ce récit serait beaucoup plus sérieux qu'il n'en a l'air, et renfermerait une foule d'indications vraiment historiques.

— C'est, répondit Albert, une conclusion à laquelle on arrive forcément en face des citations que le capitaine épargnait aux lecteurs paresseux.

— Au reste, se hâta d'observer Amédée, vous pourriez vous convaincre du sérieux que mon oncle apportait à ce genre de travail, ou plutôt de récréation, car c'en était une pour lui, en jetant un coup d'œil sur la fin et en voyant les preuves sur lesquelles elle est appuyée.

— Est-ce que l'histoire n'est pas finie? exclamèrent deux ou trois voix en même temps.

— Elle l'est pour le vulgaire qui se contente d'un dénouement quelconque, elle ne l'est pas pour les amateurs, tant qu'ils peuvent se faire cette question : Qu'est devenue la vigne de la Motte ?

— La réflexion a bien son mérite, remarqua mon voisin, et j'aimerais, pour ma part, savoir ce que le capitaine aurait répondu à cette question.

— Rien de plus facile, car elle est résolue très nettement dans son manuscrit. Il s'est rendu compte de tout, et a poussé l'histoire de la

(1) Humbertus, prior de Martereto, laudantibus canonicis Ticalino, Vidone, Gysleberto et reliquis, dedit ecclesiæ Bellevallensi quidquid habebat in Fonte Lanæ (Filain)..., etc. An. 1159. (Cart. Bellev.)

(2) Lettre à l'abbesse Odiardo.



vigne depuis le temps de Barberousse jusqu'aux vendanges de 1862. Il a même, à l'aide de documents assez précis, dressé un plan fidèle de la Motte, de la vigne et des lieux où se sont passés les faits principaux de la légende.

— L'histoire d'une vigne pendant 700 ans doit être bien monotone, observa l'impitoyable critique en se levant.

— Aussi, Monsieur, ne voulons-nous nullement vous obliger à en entendre la lecture, ce serait par trop abuser de votre patience, riposta vivement Albert, qui avait peine à se contenir. »

Quand le fier Aristarque se fut retiré, Albéric s'écria :

« Je donne dix mille francs à celui qui prouvera que les importuns n'ont pas leur utilité. Celui-là n'a-t-il pas fait gagner au capitaine le prix d'exactitude, à son neveu le prix de douceur, tandis qu'il a failli faire perdre le prix de modération à maître Albert.

— Soit, dit Albert, puisque je n'ai pas perdu le prix, je demande pour récompense à savoir ce qu'est devenue la vigne de la Motte, et j'exige cette fois toutes les citations et les preuves à l'appui, comme du temps de Chevalier et de dom Grappin.

— Vous l'avez voulu, Messieurs ; votre désir sera satisfait, mais personne n'aura le droit de se plaindre. Nous commençons :

On écrit l'histoire d'une contrée, d'une province ou d'un canton ; pour-quoi n'écrirait-on pas l'histoire d'un champ ou d'une vigne, lorsque ce champ ou cette vigne ont une histoire ?

Quand je parcours les livres qui me retracent l'histoire de tel royaume ou de tel comté qu'il vous plaira, je reconnais bien volontiers que ce sont les hommes et les événements qui forment la partie là plus intéressante du récit ; mais peut-on nier que le territoire et les différentes vicissitudes qu'il doit éprouver, les transformations qu'il doit subir, soient dépourvus d'intérêt pour celui qui l'habite ?

Un empire m'apparaît d'abord humble dans ses commencements et faible dans son origine, puis il grandit aux dépens de ses voisins, ou diminue à leur profit. Tour à tour, ses barrières sont solides, ses frontières inviolables, ou ses limites sont franchies et ses forteresses démantelées. Tantôt gouverné par un bon prince ou écrasé par un tyran, respecté par ses ennemis ou confisqué par des voisins avides de se l'annexer, il subit le sort de toutes les choses humaines, et, selon la remarque d'Horace, si le cours des ans lui enlève de nombreux avantages, il lui en apporte aussi de fort grands. C'est là l'invariable histoire de tous les lambeaux de terrain qui composent notre globe, qu'ils soient vastes

comme l'empire de toutes les Russies, ou microscopiques comme la principauté de Monaco, les plus habiles n'en sauraient tirer autre chose, et si l'on a pu imprimer récemment deux magnifiques volumes in-4° sur l'histoire de cette principauté liliputienne, pourquoi ne pourrais-je pas écrire en quelques pages l'histoire authentique de la vigne de la Motte?

Cette fantaisie, qui ne me coûtera, du reste, que la peine de mettre par ordre chronologique des faits positifs enregistrés pendant sept siècles dans les papiers de trente générations de notaires et d'employés du domaine, porte sa morale avec elle. En montrant qu'un lopin de terre, témoin muet, mais vivant, des douleurs et des joies du passé, peut avoir dans sa modeste chronique des faits qui ne sont pas sans analogie avec ceux que représentent les annales des plus grands empires, ne prouvera-t-elle pas que dans les petites choses comme dans les grandes, l'humanité est faible, incertaine, sujette à l'erreur et destinée à des épreuves de toute sorte? Ne prouvera-t-elle pas que nous avons tort de nous étonner trop des changements et des révolutions, et de ne pas attendre l'avenir avec plus de confiance en Dieu que d'appréhension dans la malice des hommes?

Quand même les documents de l'époque sont muets sur le sort de la vigne que l'industrie de Bibi Gousse-d'Ail et de Grégoire Musquin avait si heureusement conservée à la maison de Faucogney, il n'est pas permis de douter qu'une ère nouvelle ne s'ouvrît pour cet héritage si convoité.

La vigne de la Motte devint historique dans le comté de Bourgogne, et les soins dont elle fut l'objet montrent assez que ses maîtres y attachèrent un grand prix.

Parmi les époques fameuses pour elle, nous citons d'abord l'année 1184.

En 1183, l'impératrice Béatrix avait repris le château de Vesoul en fief de l'archevêque de Besançon. Gislebert de Faucogney continuait à en jouir paisiblement, et songeait sans doute à reculer les limites de sa vigne, quand une série de mauvaises années vint anéantir ses projets. Eu lisant la chronique de Saint-Médard, monument contemporain et digne de foi, j'y trouve, à l'an 1184, cette phrase laconique et désolante : « Au mois de juin, toutes les vignes furent brûlées par la gelée et les moissons aussi... ; l'année suivante, il y eut sécheresse terrible, la famine fut grande, et la peste emporta beaucoup de victimes (1). »

En revanche, la chronique de Saint-Denys enregistre le fait suivant,

(1) *Spicil.*, II, 811.

cinquante-cinq ans plus tard : « En cette année (1241), il ne tomba » aucune pluie depuis le dimanche après Noël jusqu'au jour de l'Exaltation de la sainte Croix (14 septembre). Le vin fut si fort, qu'on n'en » pouvait point boire sans y mettre de l'eau, et il y eut un mal d'yeux » général (1). » Je le crois bien ! ce mal d'yeux atteignait sans doute ceux qui oubliaient de mettre de l'eau dans leur vin. Il faut que l'usage d'en mettre ait été bien rare, pour qu'une chronique grave ait pris la peine de le signaler.

La vigne de la Motte, qui avait dû souffrir beaucoup pendant les guerres de Méranie, soutint dignement sa réputation, et suivit la fortune de ses maîtres pendant le XIII<sup>e</sup> siècle. Les prieurs du Marteroy, qui furent généralement en excellents termes avec les Faucogney, eurent le talent de s'annexer quelques parcelles de cet héritage que les successeurs de Gislebert avaient agrandi de la vigne Giboul, et d'une autre vigne qu'Aymé de Faucogney acheta pour 38 sols, à Hugues du Marteroy, en 1259.

Vers l'an 1320, un long mur entourait les possessions du prieuré, et pour arrondir les contours du domaine de Saint-Nicolas, Henri, Jean et Gislebert IV<sup>e</sup> du nom, n'hésitèrent point à rogner quelque chose du leur. Dans des actes nombreux, ils répètent que, loin de vouloir diminuer le Marteroy, ils veulent l'augmenter et confirmer ses privilèges, parce que leurs parents y sont inhumés (2), et qu'on y prie pour le repos de leurs âmes. Dès cette époque, on remarque la tendance du monastère à faire l'acquisition des vignes qui l'avoisinent, tandis qu'il délaisse ou acense volontiers celles qu'il possède dans les villages environnants, mais on ne peut encore prévoir le jour où la vigne de la Motte viendra en sa possession, car elle forme la dépendance la plus précieuse et la plus nécessaire du château.

La guerre des barons lui fut extrêmement funeste. Les sires de Faucogney ayant pris parti contre le duc Eudes de Bourgogne, furent battus, et leurs possessions grandement maltraitées par le vainqueur.

Les enquêtes qui restent encore, nous donnent de curieux détails sur la manière dont on faisait la guerre dans ces temps malheureux, où

(1) *Spicil.*, II, 815. — On en trouve l'acte, Chambre des comptes, V, 150.

(2) Voici la formule qui se trouve au commencement de ces actes : « Ego Gislebertus, vicecomes, volens potius amplificare quam diminuer locum Martheroy, in quo pater meus et mater mea tumulati sunt..., dono eidem ecclesie, et canonicis ibi Deo servientibus, vineam, etc..... » (Arch. de la Haute-Saône, G.)

chaque village était armé contre son voisin, et quelquefois contre lui-même.

Si les Vésuliens allaient couper le bois de Moncey, enlever le blé et l'avoine de Colombier, saisir le bétail de Comberjon et de Dampvalley (1), les paysans à leur tour prenaient revanche en taillant les vignes de la Motte à grands coups de hache.

La dévastation et l'incendie de la ville par les routiers qui succédèrent à la peste noire, la dispersion et l'éloignement des habitants, furent encore plus funestes au vignoble que le siège victorieusement soutenu par le château contre les grandes compagnies (1360). Les bonnes murailles du *castrum Vesullum* résistèrent, il passa pour imprenable ; mais les vaincus, en se retirant à Noroy qu'ils occupèrent pendant quatre ans, l'observaient du haut de leurs remparts, et les courses continuelles dont ils sillonnaient le pays, rendirent la culture du vignoble impossible. Les dommages supportés par Jean de Faucogney à cette triste époque furent si grands, que le duc Eudes de Bourgogne se crut obligé de lui faire restitution par son testament (2).

Alors l'étoile des Faucogney pâlit, et cette race héroïque, qui avait lutté avec une énergie digne d'une meilleure cause, disparaît tout à coup. Trois fois dans dix ans, la mort vient moissonner ses chefs, et par un retour inopiné de la fortune, il ne reste de cette noble maison qu'une femme dont le mari doit défendre l'héritage ou conquérir la dot : les armes à la main.

Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, saisit habilement l'occasion. Ce que ses prédécesseurs n'ont pu s'approprier complètement par la force, il va l'acquérir à prix d'argent. Bien qu'il achète la terre de Faucogney à un prix exorbitant, il ne croit pas la payer trop, puisqu'elle lui donne les clefs du Comté sur les confins d'Alsace et de Lorraine ; puisqu'elle lui livre ces montagnes où les troupes bourguignonnes ont trouvé de si rudes adversaires.

Le marché se consomme en 1374, et les armes du duc remplacent la bannière des Faucogney, qui disparaît sans retour.

Quand on lit dans les pièces originales les tristes détails de l'état où la Franche-Comté était réduite, on se fait une juste idée de ce que pouvait être celle de toutes les cultures qui exige le plus de soins et d'assiduité, la culture de la vigne.

(1) Enquête sur la guerre de Montagu, B, 866.

(2) Voir dom PLANCHER, Testament d'Eudes de Bourgogne.

Depuis vingt-cinq ou trente ans, la famine, la peste et la guerre semblaient s'acharner sur notre infortunée province. A peine y comptait-on encore cent mille habitants. Pour payer les rançons promises aux routiers et Bretons qui couraient librement le pays, le gouvernement ducal en était réduit à faire « escheller » les maisons fortes des nobles, à enfoncer les portes des gens d'église, afin d'en obtenir quelque subside. Les loups s'étaient si prodigieusement multipliés, qu'ils venaient en plein jour dans les bourgs et les villes, et qu'après avoir ordonné une chasse générale dans tout le pays (1379), le duc en était réduit à faire placer dans les campagnes 2,500 hameçons ou crocs de fer, cachés dans des morceaux de viandes, « afin d'attraper les loups et de les faire mourir (1). »

Les terres étaient en friche; la sécheresse extraordinaire survenue en 1364 avait achevé de ruiner la vigne écrasée par les Bretons en 1360. Il fallut du temps pour la remettre en valeur. Grâce aux comptes généraux déposés aux archives ducales, on peut suivre, année par année, les travaux exécutés dans notre vigne, qui, malgré son changement de maître conserva le nom de vigne de Faucogney.

Chaque année le trésorier de Vesoul, chargé de toutes les recettes et dépenses des châtellenies appartenant au souverain, montait à cheval après la Saint-Martin d'hiver et se rendait à Dijon. Le trésorier général de Bourgogne employait trois jours à vérifier les comptes que le fidèle intendant apportait en croupe, et dont le double était déposé dans les archives ducales. C'est là qu'on retrouve, dans de magnifiques registres de parchemin qui pourraient servir de modèle à nos comptabilités modernes, les détails propres à faire connaître les travaux nécessités par notre vigne, et l'usage que l'on faisait de ses produits.

Ces comptes généraux sont très complets de l'an 1360 à l'an 1488. Il nous suffira d'en reproduire un seul pour donner l'idée du soin que les ducs de Bourgogne prenaient du vieil héritage des Faucogney.

Cy est le compte des deppenses faites pour la vigne à Mons., sise sous le chastel de Vesoul, dicte vigne de Faulcougney.

La taille en febvrier estant dehue par les vigneronns ne figure au présent compte . . . . . Néant.

Pour le premier cop (coup) en mars, payé aux aydes pris par les six vigneronns, à raison de deux sols par jour . . . . . XXV sols.

Item, pour le second cop en juing. . . . . XIX sols VI den.

Le salaire des vigneronns n'est pas compris dans cette somme; les

(1) Ces détails se trouvent, Chambre des comptes, B, nos 1464 à 1467.

terres et maisons dont le château leur laissait la jouissance servaient à rémunérer leur travail.

La vigne de la Motte était divisée en deux parties inégales par le chemin qui conduisait du prieuré aux Haberges, et du bourg au château. Quand l'époque de la maturité approchait, on prenait de grandes précautions pour conserver les fruits. Les ouvertures de la haie étaient remplies avec des épines; et de grands pieux auxquels on clouait des perches destinées à maintenir des fascines serrées l'une contre l'autre, ou de mauvaises planches clouées à claire voie, formaient une barrière souvent insuffisante contre les maraudeurs, que deux gardes guettaient jour et nuit jusqu'à la vendange....

Item, pour ce que laditte vigne soit sur le grand chemin, en deux costés, on y mit deffenses en pauls (pieux), fagots, planches et espines, pour faire lesquels il cousta onze sols trois deniers. XI sols III den.

Item à Pierre Lambert et Tiennot le Loup, pour vingt journées de garde et guet contre les robbeurs et pillars, vingt sols dix deniers, cy . . . . . XX sols X den.

Item à Jehan Morel, tonnelier de Charriez, pour estre venu avec son varlet, lesquels mirent six jours à restablir les tonneaux et vaissels du celier. . . . . XV sols VI den.

Item pour quatre journées à laver lesdits vaissels, à un sol VI deniers l'une . . . . . VI sols.

Pour sept douzaines de cercles; les cercles des petits vaissels estant à quatre engrognes la douzaine, et ceux des grands trois blancs. XI sols.

Item au jour de la vendange, qui fut le pénultième de septembre, furent employés quatre-vingts vendangeurs et vendangeuses, qui furent, en raison de six engrognes l'un. . . . . XL sols.

Item furent vingt-trois porteurs. . . . . XXXII sols.

Item étant commandées les voitures de courvée dehues par hommes tenant charrue, en firent, Jacquot Renaul, IIII; Jehan de Colomostier, V; Jehan de Graisse, III; Perrin des Haberges, IIII.....; en tout XXXI voitures.

Lesquels furent conduites en l'ostel où sont les vins Mons., en la ville, avec huit aydes charretons pour ayder à décharger, à six engrognes l'un.

Aux caves de Mons., furent quatre hommes employés à tirer le vin, mettre la genne au treuil (pressoir) et entonner le tout dans les cuves. . . . . XIV sols VI den.

Item, pour l'homme qui garda les treuils ou l'on treuilla deux jours et deux nuicts . . . . . VI sols II den.



Item pour le surveillant qui fut là de jour et de nuit, pour voir entonner les vins et empêcher les ruses et les fraudes. V sols VI den.

Item pour le surveillant qui gardait les cuves pendant la nuit, cy . . . . . VI sols.

Item pour quatre livres de chandelle qui furent usées dans le service des treuils et des caves. . . . . II blancs.

La deppense générale fut pour la vendange de dix francs huit gros et demy (1).

Je gravissais un jour les pentes escarpées de la Motte, et en considérant l'immense quantité d'échalas et de bois qu'absorbe la culture de la vigne selon la méthode vésulienne, je me hasardai à interroger un vigneron, et lui demandai si la ville de Vesoul possédait des forêts où l'on pût se procurer le bois nécessaire. Il me regarda d'un air narquois, et, me montrant dans une friche voisine un poirier sauvage flanqué de deux buissons étiques, il me dit : Voilà les quarts en réserve de la ville ! Quant aux pauvres vignerons, ils vont chercher des échalas où ils peuvent en trouver ! J'ai pu me convaincre que cette disette de bois ne date pas d'aujourd'hui. En 1380 et en 1450, c'était absolument la même chose. Les quelques hectares du bois de Chanois, sans cesse ravagés par les maraudeurs, ne pouvaient suffire à l'entretien de la vigne seigneuriale, qui exigeait chaque année mille échalas nouveaux.

Item pour mille echallas, que furent pris tant es bois de Chanois, qu'au Mongargan de Borgnon, à Provenchiers et Breurey, à deux sols et demy le cent. . . . . XXV sols.

La vendange se faisait toujours à Chariez huit jours plus tôt qu'à Vesoul. Cet usage n'a point changé, et l'on reproche encore aux habitants de Chariez de vendanger trop tôt, de produire des vins trop verts et trop longs à se faire.

Quand le vin de la Motte était dans les caves de la ville, ou dans le cellier du château, qui porta même sous les ducs le nom de *Celier de Faulcougney*, un employé des domaines ducaux le visitait régulièrement, car ce vin devait être vendu au grand marché qui se tenait dans la première quinzaine de mai.

La visite de 1403, faite par Jean Donnet, de Vesoul, expert constitué, constate que sur vingt-trois muids provenant de la dernière récolte, il y en a dix-huit prêts à livrer au commerce.

En 1440, on remarque que le vin vieux a perdu sa couleur ; on en pré-

(1) Comptes de l'an 1402 et 1425. (B, 1529, 1624.)

vient le duc Philippe le Bon, qui donne ordre au trésorier de Vesoul, Mathieu Regnault, d'acheter « du gros vin » pour redonner de la couleur à celui qui avait perdu la sienne. Cela prouverait qu'alors comme aujourd'hui, certains consommateurs tenaient beaucoup à la couleur du vin.

Le pays de Blamont, les comtés de Ferrette, de Montbéliard et la terre de Lure, fournissaient les principaux acheteurs; cependant, lorsque les vignes des environs de Jussey et de Vauvillers venaient à manquer, les seigneurs et les gens d'église s'approvisionnaient à Vesoul, et le compte de 1431 nous apprend que l'abbé de Clairfontaine crut faire un excellent marché en achetant toute la récolte, qui se montait à quarante-quatre muids, moyennant dix-huit gros (36 sous) pièce (1).

A certaines époques, lorsque les ducs étaient à court d'argent — ce qui n'était pas rare — on envoyait des émissaires sur tous les marchés à dix lieues à la ronde, pour s'informer du prix de toute chose. En 1396, ces émissaires rapportent à la duchesse que les céréales sont à vil prix, et que les 667 poules dont elle dispose pour le moment ne donneront qu'une somme insignifiante. Mieux vaut vendre le vin de la Motte, qui n'est nullement déprécié et trouvera facilement des acheteurs.

On voit par ces détails minutieux et tirés de la vie intime de nos anciens souverains (2), que la vigne de la Motte avait son importance à leurs yeux, et que s'ils préféraient les crûs de leurs vignes de Beaune, de Nuits et de Chenove à ceux des vignes de Vesoul, Echenoz et Vaivre, ils ne dédaignaient nullement de mettre dans leur escarcelle ducal les cent florins que la vieille vigne des Faucogney leur rapportait annuellement.

Mais l'âge d'or va finir, et nous arrivons brusquement à l'âge de fer. La décadence du vignoble de Vesoul s'annonce par de tristes symptômes. Un prieur du Marteroy, « bon homme, » disent les enquêtes du temps, « mais qui ne s'y entendoit que bien à point, » laisse dépérir les biens du prieuré. Les bras manquent, les maisons et pressoirs tombent en ruines. La vigne de la Motte se ressent du voisinage; Charles le Téméraire, qui daigne l'honorer d'un coup d'œil en 1474, demande sans cesse de l'argent et rend toute amélioration impossible. Quelques années après, arrive la catastrophe finale. Après de longues inquiétudes, la ville de

(1) B. 1728, f° 23.

(2) Tous ces détails sont tirés des Archives ducaltes. — Dijon, série B, de 1510 à 1745, passim.

Vesoul est attaquée par les troupes de Louis XI. Malgré sa défense héroïque, elle est prise d'assaut, ses habitants sont massacrés; le château, forcé, est condamné à la destruction; ses créneaux et ses tours sont renversés, un long pan de muraille tombe sur la malheureuse vigne, qui est en outre sillonnée par les énormes pierres qui se détachent des remparts ébranlés. Des vingt ou vingt-cinq maisons qui composaient les Haberges, il n'en reste qu'une seule debout, et encore n'osa-t-on l'habiter que quatre ou cinq ans plus tard. Une requête adressée à Louis XI nous apprend que dans ces ruines, où il ne reste guère d'intact que la chapelle avec sa statue de la Vierge, « les brigands et larrons se cachent et se meussent pour y faire mauvais coups et aultres choses. » Chacun refuse de payer l'impôt aux Français, et le trésorier, au lieu d'inscrire complaisamment les 3,764 livres 4 gros 6 engrognes qu'il tirait chaque année de la terre de Vesoul, se contente d'écrire sur son magnifique vélin cette phrase lamentable pour un receveur :

#### RECEPTE DE VESOUL.

##### NÉANT,

Pour ce que la terre fut donnée à Mons. Philippe de Hochberg, et que les gens tiennent party contre le roy (1).

La vigne de la Motte sentit tout le poids du *Væ victis*. On la maltraitait en haine de ses anciens maîtres; on ne voulut point la cultiver en haine des nouveaux. Tant qu'elle fut censée appartenir à Louis XI ou à ses créatures, elle demeura en friche et à moitié ensevelie sous les décombres.

Si j'en cherche la cause, je la trouve exprimée dans la plainte d'un prieur du Marteroy, qui valait certainement mieux que son latin : *Causantibus guerris et aliis calamitatibus*, dit-il.... La guerre atroce de Louis XI avait ruiné Vesoul, et quand l'archiduc Philippe passe dans cette ville en 1504, il en parle avec compassion. Cependant la vigne se relève avant le château et on la voit figurer encore sur les registres du trésorier de Vesoul au xvi<sup>e</sup> siècle. La bonne princesse Marguerite d'Autriche eut le talent de maintenir la neutralité pendant les guerres qui ensanglantèrent la France et l'Empire. Lorsque son neveu Charles-Quint lui succéda, en 1530, dans le comté de Bourgogne, le vignoble de Vesoul avait réparé ses pertes, et la vigne de la Motte, débarrassée en partie des pierres qui avaient écrasé

(1) Arch. de la Haute-Saône, G. 89.

(2) B. 1784-88.

ses respectables ceps et replantée nouvellement, figurait avec honneur au pied des murailles ébréchées et des tours lézardées du vieux château. Les comptes de Jean de Boisset, trésorier de Vesoul (1), nous apprennent que ses produits sont toujours estimés et fournissent leur contingent au trésor impérial, car la vigne de la Motte est devenue alors vigne impériale.

L'affection que Charles-Quint porte aux « Vesoulois » leur fait accorder de nombreux privilèges. On songe à relever le château. C'est sous ses décombres que le prieur du Marteroy, Simon Perrot, fait rechercher les archives du pays, dont on retrouva des titres, dit Gollut, « mais tant pourris qu'il n'y heut moyen d'en tirer la lecture. » Par suite des travaux exécutés, le château de la Motte, qui avait été pendant longtemps dans un aussi triste état que les fortifications de la ville, malgré les innombrables ordonnances qui en pressaient la reconstruction, se trouva sur un pied respectable. La vigne parut pendant quelques années être revenue aux beaux jours où Jobard, III<sup>e</sup> du nom, présidait à ses destinées, du temps de Frédéric Barberousse et de Gislebert de Faucogney.

Hélas ! ce calme trompeur présageait des orages ! Voici à deux ou trois reprises la peste qui enlève environ la moitié de la population. A peine trouve-t-on des fossoyeurs pour enterrer les morts (2), il ne faut plus songer pendant six ans à creuser des fosses dans les vignes. Les vigneron, découragés, laissent croître les ronces et les épines dans le royal héritage de Philippe II. Quatre années se sont écoulées depuis la disparition de la peste ; à peine les ronces et les épines sont-elles arrachées, qu'arrive un fléau plus redoutable encore. Cette fois notre vigne ne sera plus seulement maltraitée et démembrée, elle sera supprimée.

Je ne sais pourquoi on a donné le nom de général à Tremblecourt — on le donne à tant d'hommes qui ne le méritent guère ; — mais quand on suit, les archives à la main, les traces sanglantes de ce chef d'aventuriers, lancé sur notre pays par la France, on croit relire l'itinéraire des Vandales à travers l'Espagne et l'Afrique. Si quelque coin de terre eut à se plaindre de lui, ce fut certainement la vigne de la Motte.

Après ses faciles succès des rives de la Saône et de l'Ognon, Tremblecourt arrive devant Vesoul, le 12 février 1595. Les bourgeois, fidèles aux vieilles traditions, voulaient se défendre vaillamment ; mais que pouvaient 300 citoyens, aidés d'une ou deux compagnies de conscrits venus la veille des prévôtés de Cromary et Montbozon, contre 6,000

(1) Archives du Nord. — Lille. — Comptes de 1538 à 1543.

(2) Archives communales de Vesoul, A, 8.

hommes victorieux et bien armés? D'ailleurs, n'avaient-ils pas l'éternelle excuse de leurs remparts en mauvais état? On capitula donc, moyennant 12,000 écus de rançon; Tremblecourt promit tout ce qu'on voulut, et, comme on pouvait s'y attendre, ne tint rien, et, traitant la ville en pays conquis, il la livra au pillage.

Les Espagnols, surpris par la brusque attaque des Lorrains, mirent à les poursuivre toute la gravité et la lenteur qui caractérisaient leurs opérations. Enfin, ils arrivèrent dans les derniers jours d'avril, et le connétable de Castille reprit la ville le 2 mai. Tremblecourt avait eu le temps de se mettre en mesure et de se retrancher dans le château. Craignant que les ennemis ne se servissent du prieuré et des Haberges pour les travaux d'attaque, il fait démolir et brûler le tout, dès les premiers temps de son installation. Les quatre cloches du prieuré sont cassées, la vénérable église de Saint-Nicolas renversée, les cloîtres minés par la base, les planchers et les poutres servent à construire dans les fossés du château « des baraques et maisonnements » pour loger les vainqueurs. Le marché passé pour ces constructions, entre Tremblecourt et les frères Patenaille, charpentiers, existe encore aux archives de la ville (1), et il est probable que ces ouvriers félons ne furent jamais payés. Mais les Lorrains eurent à lutter contre un ennemi qu'ils n'attendaient point. Les quinze ou vingt voitures de bois qui formaient la provision du château furent bien vite épuisées, et le mois de mars fut rigoureux. Pour neutraliser les effets du froid, pour cuire les aliments nécessaires, les soldats abattirent les arbres, extirpèrent les buissons, et saccagèrent les maisons qu'ils n'avaient pas brûlées. Grâce à sa proximité du château, la vigne de la Motte fut la plus maltraitée; ils la taillèrent à coups de hache, et ses ceps alimentèrent les feux de leurs bivouacs.

Ce n'était que le commencement. Si les vainqueurs étaient mal à l'aise, les vaincus pouvaient à peine respirer. Il était défendu aux Vésuliens « de converser deux à deux » et de sortir de la ville, sous peine de mort ou d'une rançon de 1,500 écus par tête. Le soin qu'il fallait mettre à les surveiller, la crainte d'être surpris par le connétable de Castille, qui approchait, empêchant les Lorrains de faire du bois, ils arrachent les racines de la malheureuse vigne. Ce fut le « premier cop » qu'elle reçut. Après le siège de la ville, les Espagnols firent celui du château, qui résista trois semaines et capitula le 23 mai. La vigne de la Motte, sillonnée par les boulets des parties belligérantes, dut se

(1) Arch. de Vesoul, titre : Faits de guerre.

contenter de ce singulier labourage, qui fut son « second cop » pour cette année. Elle devint le théâtre du combat ; de fréquentes sorties et des luttes acharnées firent couler des flots de sang sur sa terre desséchée par un soleil de feu. Le puits de la Motte tarit, l'eau manqua, et quand Tremblecourt sortit avec les hommes qui lui restaient, la vigne tout entière était à peu près dans le même état que le chemin qui la traversait.

Les joies de la victoire n'enivrèrent pas les Vésuliens ; le départ de l'ennemi ne réparait point les désastres causés par son occupation ; les espérances étaient anéanties, non-seulement pour une année, mais pour longtemps, et les vigneronns souhaitaient de grand cœur la disparition d'un château qui leur devenait si funeste. Le gouverneur du Comté, Claude de Vergy, qui n'avait pas su défendre le pays menacé, et s'occupait bien plus de ses intérêts particuliers que de ceux de la province, voulut du moins se donner les honneurs d'une facile victoire, en empêchant le retour de ces scènes sanglantes. Il défendit d'abord au prieur du Marteroy de relever son prieuré, et lui ordonna « d'en distraire et emporter les matériaux épars sur le sol, dans la crainte que les ennemis ne viennent à autrefois s'en servir pour faire le siège du chasteau ou de la ville. » La cour d'Espagne enchérit encore, en employant un remède héroïque, qui devait préserver à tout jamais la vigne de la Motte des fureurs de la guerre : elle ordonna de raser le château « à fond de terre. » Cet ordre sauva le reste des Haberges, qui était aussi condamné à disparaître.

Le château de la Motte fut démoli par les corvéables et retrahants du voisinage, qu'il protégeait depuis plus de sept siècles. Au lieu du brillant séjour où les princes tenaient cour plénière, on n'aperçut plus, à partir de 1600, que d'immenses monceaux de pierres et d'affreux murgers, sur lesquels les ronces et les épines ne tardèrent point à régner sans opposition ; le chemin qui conduisait au sommet de la montagne disparut avec le manoir et le prieuré (1).

La vigne de la Motte, étant du domaine royal, devait suivre le sort du château et passer à d'autres mains, puisque le domaine disparaissait. L'incertitude où l'on resta longtemps sur la destination à laquelle on affecterait le sommet de la colline, la fit laisser en friche pendant de longues années. Enfin, en 1622, un ingénieur ayant présenté au roi un

(1) Un Mémoire de l'époque résume ainsi l'état des constructions : « Prioratus, illiusque ecclesia, domus, habitatio ac tota fabrica... solo adæquata, combusta, ac funditus eversa. » (G, 65.)

projet fort original, auquel on eut le bon esprit de ne pas donner suite, conduisit le gouvernement à statuer d'une manière définitive.

On proposait au roi d'Espagne de faire bâtir, avec les débris du château, une vaste tour ronde dans laquelle les habitants se retireraient en cas d'alarme.

Philippe III répondit par un refus, permit à ceux qui le voudraient de bâtir aux Haberges, et ne parait pas s'être occupé de la vénérable friche, qui avait été autrefois vigne impériale et royale. Les receveurs des finances la vendirent sans doute avec les autres terres du domaine ; la partie occidentale resta en friche, devint propriété de la ville et de différents particuliers, tandis que la partie orientale passa entre les mains du prieur du Marteroy, curé de Vesoul.

Les religieux du Marteroy s'étaient réfugiés à Pont, et, ne pouvant rebâtir leur monastère, avaient pris à cœur d'en conserver l'emplacement ; ils employèrent de longues années à le niveler et planter en vignes (1). Le nouveau prieur, Christophe Duplan (1629), se proposait peut-être de faire de ce coin de terre une vigne en état de soutenir la vieille renommée du « vin de Faucogney, » lorsque la peste, la famine et la guerre viennent entraver tous ses desseins. Il suffit de nommer la guerre des Suédois, pour comprendre les rudes épreuves qui attendaient notre vigne au berceau.... Un procès-verbal rédigé en 1649 nous apprend qu'elle n'avait pas été cultivée depuis douze ans !

Le remède vint cependant de l'excès même du mal. Le chapitre de Calmoutier, dont les épreuves avaient encore surpassé celles du Marteroy, ne pouvait plus se relever de ses ruines. On pensa qu'en l'unissant au prieuré, et ne faisant qu'un seul corps des deux, on empêcherait l'un et l'autre de disparaître complètement. L'acte d'union signé par Alexandre VII (1656) sauva la vigne de la Motte. Les nouveaux chanoines de Vesoul, n'ayant de ressource que dans les champs et les vignes qui formaient leur dotation, avaient le plus grand intérêt à les faire valoir. Ils donnèrent un soin particulier à l'entretien et à l'extension des vignes qu'ils possédaient à la Motte. La double conquête de la Franche-Comté par les Français ne les détourna pas de ces soins. Pendant seize ou dix-sept ans, nous assistons à la résurrection de notre vigne. C'est un état nouveau qui grandit, fait des conquêtes sur les murgers, s'annexe les *friches* voisines, et demande une législation nouvelle.

(1) Tout le canton de vignes qui occupe la partie orientale de la Motte porte encore le nom de Marteroy; il contient 53 parcelles (nos 167 à 220).

Transportons-nous dans la salle des séances du chapitre. Les vénérables chanoines sont réunis à l'assemblée solennelle du 1<sup>er</sup> janvier 1673. Personne ne manque, car il serait privé de ses revenus pour un an, s'il manquait ce jour-là. Le nouveau doyen, messire Brouhard, expose dans un discours parfaitement motivé : « que les biens du chapitre, partagés en neuf prébendes, une par chanoine, ont été cultivés et améliorés considérablement depuis vingt-deux ans, mais qu'on a reconnu la nécessité de réserver une partie de ces biens pour en employer le revenu à soutenir les droits du corps, qui ne pouvaient être suffisamment soutenus avec les biens de Calmoutier mis en réserve pour cela ; qu'il paraît convenable de ne partager entre les chanoines que les vignes du prieuré, et de former de tout le reste une masse commune, sur laquelle on prendra les frais d'administration, etc. »

Cette proposition, mise aux voix et débattue avec tout le soin que les chanoines apportaient d'ordinaire dans ces sortes de questions, est adoptée à l'unanimité. On procède au partage, et, après avoir scrupuleusement examiné la position, l'étendue, l'état d'entretien et le produit des vignes, on arrive à en faire neuf parts, qui sont censées se valoir, bien que leur étendue ne soit pas la même, puisque les deux plus grandes renferment 24 ouvrées, et les deux plus petites seulement 16 et 17. En tout 188 ouvrées (1).

A dater de ce jour, la partie de notre vigne tombée dans le domaine ecclésiastique ne voit plus que des années prospères. On lui prodigue les échalas, les ébourgeonnements, on ne lui ménage ni les fosses ni les coups de pioche, et même on lui accorde quelquefois les bénéfices d'une fumure abondante (2).

Sans être ce qu'on appelait alors une « fontaine de vin, » la vigne de la Motte redevient un des héritages les plus estimés de la contrée, son cépage un des mieux goûtés, son vin un des plus renommés du crû. C'est une vraie vigne de chanoine. Les hommes semblent désormais impuissants à lui nuire. Protégée par Saint-Georges de Vesoul, solidement amarée à la barque de Saint-Nicolas du Marteroy et de Notre-Dame de Calmoutier, elle suit tranquillement le cours de ses destinées, et vogue en paix sans redouter autre chose que les gelées du printemps, les grêles de l'été et les pluies de l'automne.

Aussi est-ce de grand cœur que les vénérables chanoines permettent

(1) Délibérations du chapitre, G, 38.

(2) 1,500 échalas ; 508 fosses ; 20 voitures de fumier en 1673. G, 35.



aux vigneronns vésuliens de continuer la vieille tradition en vertu de laquelle ils sonnent la grosse cloche de la ville à trois heures du matin , chaque dimanche du temps pascal. S'ils veulent d'abord honorer la résurrection du Sauveur, ils espèrent bien aussi, par cette naïve démonstration de leur foi , écarter les gelées d'avril et de mai, aussi fréquentes qu'elles sont redoutables dans nos contrées.

Pendant quarante ans, rien ne trouble cette monotone succession d'années bonnes ou médiocres ; mais en 1709 , un cri de détresse se fait entendre : les froids rigoureux du mois de janvier ont fait périr les trois quarts des ceps. Tandis que les vigneronns jettent les hauts cris, les chanoines, à qui de modestes avances rendaient, sans doute , la résignation plus facile, se contentent de soupirer, en consignait dans leurs registres l'état de gêne où ce désastre va les réduire pour plusieurs années , puis ils replantent courageusement leurs vignes.

Une plaie nouvelle est signalée à l'occasion de ce renouvellement des ceps détruits par le froid. On se dégoûte du plant de pineau , et , dans l'espoir d'obtenir une récolte plus abondante, les vigneronns du voisinage le remplacent par le gamet.

Persuadés que cette innovation portera un coup fatal à la vieille réputation des vins de la Motte, les Vésuliens s'alarment, et le corps municipal de la ville, dans une délibération solennelle (1717) invite les habitants d'Echenoz à ne point déshonorer le pays en plantant du gamet , sans respect pour les anciennes ordonnances (1).

On ne pouvait dépasser la limite des exhortations et des prières. Si elles n'empêchèrent pas l'invasion du plant décrié par les Vésuliens , elles la retardèrent du moins beaucoup, et quand la révolution arriva , les vignes de la Motte avaient encore bonne réputation. On en trouve une preuve frappante dans les procès-verbaux d'estimation et de vente des biens ecclésiastiques. Tandis que les champs et les prés affectés à la dotation du chapitre et des maisons religieuses sont vendus ou plutôt donnés à vil prix, les vignes atteignent des chiffres relativement considérables.

Le régime de liberté qu'inauguraient les acquéreurs des biens soi-disant nationaux, devint funeste à la réputation de la Motte. De même que le peuple supplantait les aristocrates , ainsi le gamet supplanta rapidement le pineau, la qualité du vin s'altéra, et, comme si ce n'eût point été suffisant pour la malheureuse vigne d'être déshonorée par ce plant vulgaire, on la calomnia.

(1) Archives de la Haute-Saône, 1, Q, 107, 122, C, 35.

On voulut faire croire à tout le pays que de tout temps elle avait produit un vin détestable. De mauvais plaisants prétendirent même que ce vin jouait un rôle dans les procédures d'autrefois, et quand les juges inquisiteurs avaient fait subir au patient l'épreuve de l'eau sans pouvoir le forcer à avouer son crime, ils avaient une ressource suprême pour le décider à parler, en lui ingurgitant un affreux breuvage ; ils s'écriaient : « Apportez le vin de la Motte !... »

Pourquoi les vigneron de Vesoul, autrefois si soucieux de la renommée de leur vignoble, n'ont-ils pas châtié les auteurs de cette calomnie comme ils méritaient de l'être ?

La révolution, qui prétendait tout renouveler et se croyait éternelle, voulut même faire disparaître le vieux nom de la Motte, qui semblait importuner les plus fortes têtes d'alors. Sur la demande de « la société populaire et montagnarde des sans-culottes de Vesoul, » la municipalité, qui ne savait rien lui refuser, décida que désormais la Motte s'appellerait la Montagne, en l'honneur de la partie la plus tapageuse de la Convention nationale. Puis l'enthousiasme gagnant, il fut décidé que : « sur le sit (*sic*) pyramidale qui s'élève au milieu du vallon, on élèverait un obélisque en pierre solide, rappelant le souvenir des époques les plus intéressantes de la révolution (1). »

C'était l'arrêt de mort de la grande croix de bois qui, depuis la destruction du château, couronnait la Motte, et que les Vésuliens regardaient comme le palladium de leur cité. J'ai vu le plan du monument de la Montagne. Ce devait être une colonne ou obélisque surmonté d'un bonnet phrygien. Toute simple que fût cette décoration, je crois qu'elle ne monta guère plus haut que les assises de la première pierre. La pauvreté de la caisse municipale et la chute de Robespierre, qui arriva bientôt après, refroidirent singulièrement l'ardeur des sociétaires montagnards. Ils s'accordèrent cependant une fête parfaitement ridicule à l'occasion de ce monument éphémère. C'était Robespierre jeune qui avait donné l'idée de cette solennité d'un genre nouveau, dans une visite faite à Vesoul quelque temps auparavant. Le mauvais temps en fit retarder l'exécution jusqu'au 23 germinal an II (12 avril 1794). Il faut lire dans le galimatias du temps la brochure de 57 pages destinée à raconter les magnificences de cette fête, « dont une foule de citoyens contemplaient le charmant spectacle depuis la ville. » Emblèmes païens, costumes débraillés, discours furibonds, citoyennes sans vergogne, musique tendre

(1) Registre de délibérations, I, 1.

et patriotique, rien n'y manque; mais l'idée la plus originale est, sans contredit, celle des jeunes gens qui voulurent former un piquet de cavalerie et tentèrent bravement l'ascension. Ils avaient compté sans les tristes sentiers qui serpentaient à travers l'ancienne vigne de la Motte. A peine s'y furent-ils engagés que les chevaux s'effarouchèrent, et, se lançant dans les vignes, mirent le cortège en désordre et désarçonnèrent leurs cavaliers; les plus adroits et les plus admirés furent ceux qui regagnèrent la plaine.

Cet incident nous montre que le sommet de la montagne était inabordable. Quiconque a vu la Motte il y a vingt ans, se souvient qu'il en était encore ainsi, et qu'un étroit sentier, bordé de buissons épais et semé de pierres roulantes, était la seule voie qui s'offrit au visiteur pour atteindre la grande croix plantée au sommet de la colline. Les défrichements successifs ont mis en valeur une partie des fossés et de l'enceinte du vieux château. Le cadastre de Vesoul, exécuté sous le premier empire, atteste qu'il ne reste à l'état de friche et de murger qu'une surface de 42 ares; par suite de ventes ou mutations diverses, l'emplacement de la vigne de la Motte se trouve morcelé en une trentaine de parcelles appartenant aux cantons de Porte-Haute et du Marteroy.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1854, époque à laquelle une circonstance aussi douloureuse qu'elle était imprévue vint donner à la vigne de la Motte un relief inattendu, et lui ouvrit de nouvelles destinées.

Qui ne se souvient de l'invasion du choléra en 1854? Tous les cœurs étaient sous l'impression des tristes nouvelles arrivées d'Orient. Nos soldats, débarqués sur les plages lointaines de la Turquie, se flattaient de vaincre, ils n'arrivaient que pour mourir. Mais, tandis que nous versions des larmes sur leur mort prématurée, le fléau qui les moissonnait traverse la mer et s'abat sur la mère-patrie. Que se passait-il ailleurs? On ne s'en occupait guère, et les plus intrépides lecteurs de journaux laissaient tomber avec découragement des feuilles dont le silence avait quelque chose de sinistre. En cachant la gravité du mal, on ne faisait que l'aggraver.

Ce fut le 16 juillet que les premiers symptômes parurent dans mon village; le lendemain, quatorze personnes avaient cessé d'exister.... Et dès ce moment la mort, ce roi des épouvantements, comme on l'a si bien appelée, mit des populations entières en fuite. Nos malheureux paysans, égarés par la frayeur, devinrent cruels pour leurs parents et leurs amis, afin de se sauver eux-mêmes, et ce fut après avoir amoncelé les cada-

vres de 5,000 victimes que le fléau vint frapper aux portes de Vesoul. C'était le dimanche 30 juillet. Toute incertitude cessa, et en voyant quatre personnes atteintes dans l'espace de deux heures, chacun se dit : Le voici.

Bien que la ville fût convenablement aérée et pourvue de rhum ; bien que les pharmaciens du lieu eussent recommandé dans la quatrième page du *Journal de la Haute-Saône* les amulettes de camphre et les ceintures de flanelle qui devaient servir de rempart contre le fléau, le bon sens des Vésuliens leur disait qu'il serait prudent d'avoir d'autres préservatifs, et le curé de la paroisse alla au devant du vœu général, en annonçant que le soir même on se rendrait en procession à Notre-Dame d'Echenoz pour lui demander la préservation de la ville.

Notre-Dame d'Echenoz ou de Solborde est un pèlerinage qui remonte à deux cents ans à peu près. Mais la statue informe qui en est l'objet accuse une antiquité beaucoup plus reculée. J'ai de bonnes raisons de croire que cette statue vénérable n'est pas autre que celle de l'antique Notre-Dame du Castel de Vesoul, vénérée autrefois dans la chapelle castrale, puis rapportée au Marteroy, descendue à Pont, transportée à Solborde, et enfin dans l'église d'Echenoz ; mais ce n'est point ici le moment d'exposer ces raisons.

Donc, le 30 juillet 1854, toute la ville de Vesoul s'ébranlait pour venir à Notre-Dame d'Echenoz. La longueur de la procession atteignait trois kilomètres, et les pèlerins avaient une contenance parfaite, bien qu'un bon nombre d'entre eux ne fussent pas extraordinairement versés dans la dévotion. La nécessité apprend tant de choses !

Les sombres prévisions de l'avenir arrachaient des larmes à plusieurs. Touché de démonstrations qui étaient trop spontanées pour n'être pas sincères, entraîné aussi par ce sentiment d'affection pour ses ouailles qui est le caractère distinctif du bon pasteur, l'instigateur du pèlerinage fit vœu de bâtir au sommet de la Motte un monument de reconnaissance à Marie, *pour avoir préservé sa paroisse*.

J'aime cette audace de la foi.

En face de la science timide et irrésolue qui dit : Essayez ceci, — usez de cela, — faites ce que vous pourrez, — j'aime à voir la foi inébranlable et confiante qui dit : Dieu est un bon père, j'attends tout de lui. Quand même il me tuerait, j'espérerais encore !

Vous admirez la ténacité de ces Romains qui mettent en vente le champ sur lequel Annibal est campé. N'admirez-vous pas la foi de ce peuple qui élève un monument de reconnaissance au moment même où il

est le plus menacé ? Car la foi du pasteur était partagée, comprise et appréciée par le troupeau. Quand, de retour à l'église, le curé de Vesoul annonça le vœu qu'il avait fait, chacun y applaudit, et dix mille francs d'offrandes recueillis en quatre jours prouvèrent que le peuple l'avait pleinement ratifié.

Devant un pareil élan, la municipalité ne pouvait rester en arrière, et, considérant qu'en dehors de toute raison morale, l'exécution du projet ne pouvait qu'embellir le paysage (1), elle concéda volontiers les quarante-deux ares de friche sur lesquels s'élevait l'ancien donjon de la Motte.

La difficulté la plus grande était d'arriver à cette friche. Comment amener les matériaux de construction à travers des sentiers impossibles ? On eut l'idée d'acheter une bande de terrain pour élargir le passage ; la raideur de la pente ne permit pas d'y donner suite.

Il n'y avait qu'un seul moyen, c'était d'acheter les vignes pour y tracer à l'aise un chemin praticable. Le promoteur de l'œuvre se dévoua sans trop calculer les suites, et après de laborieuses négociations, il se trouva propriétaire de toute la partie supérieure de l'ancienne vigne impériale et ducal.

Le 19 avril 1855, un ingénieur traçait le nouveau chemin, qui fut bientôt mis en état par les généreuses corvées des ouvriers, des vigneron et des jeunes gens des écoles. Le 12 août suivant, le cardinal archevêque de Besançon bénissait la première pierre du monument en présence de 10,000 personnes. Depuis les beaux jours de Frédéric Barberousse, la vigne de la Motte n'avait pas été traversée par une assistance aussi nombreuse.

C'était le prélude du pèlerinage qui allait commencer. Une grotte creusée dans le rocher servit de sanctuaire. Au-dessus s'éleva le monument destiné à recevoir et à recouvrir la statue colossale de la Vierge Immaculée. Il fallut deux ans pour mener à bonne fin cette œuvre, que retardaient des difficultés de plus d'un genre. Pendant ce temps, le chemin nouveau qui serpente à travers la vigne, se consolide et s'affermir ; une double rangée de peupliers d'Italie et de sapins toujours verts dessine ses capricieux contours. Quatorze grandes croix espacées sur ses bords rappellent d'une manière saisissante la voie douloureuse du Calvaire, et invitent le pèlerin au repos et à la prière. Le 9 août 1857, tout est prêt, et la ville entière est en fête pour célébrer l'inauguration du monument de

(1) Délib. du 14 août 1854.

sa reconnaissance. Les confrères de Saint-Vincent peuvent être fiers, car depuis des siècles leurs vignes n'ont pas été visitées par aussi belle et nombreuse compagnie. Deux cardinaux et 135 prêtres y représentent le clergé, toutes les autorités civiles et militaires figurent dans le cortège, et 12 ou 15,000 étrangers se sont joints à la population de la ville pour porter aux pieds de la statue vénérée l'expression des sentiments dévoués de tout le pays.

Ne vous semble-t-il pas que Notre-Dame de la Motte remplace dignement l'antique Notre-Dame du Castel de Vesoul ? Ne trouvez-vous pas que les Vésuliens du *xix<sup>e</sup>* siècle font les choses tout aussi grandement que leurs ancêtres pouvaient les faire ?

Sans doute vous aimez mieux voir un pèlerinage de la sainte Vierge au sommet de la Motte, que les ruines de la vieille tour rêvée par les Espagnols, ou le bonnet phrygien imaginé par Robespierre cadet. Mais enfin quelle influence cette nouvelle destination aura-t-elle sur le sort de la vigne qui nous occupe depuis si longtemps, et, en définitive, quel est l'heureux mortel qui obtiendra cet héritage si convoité ?

Au lieu d'être inabordable comme elle l'était depuis cent cinquante ans, la vigne de notre légende est traversée par un chemin qui en fait un lieu de promenade, sinon des plus faciles, du moins des plus pittoresques ; mais ces dehors agréables et rians ne l'empêchent point d'avoir ses tribulations comme autrefois.

En l'achetant de ses deniers pour assurer le succès de son œuvre, le fondateur du pèlerinage s'imposait une lourde charge, et cette charge n'a guère fait qu'augmenter avec le temps. Pour tirer parti de ce domaine improvisé, il fallait trouver un homme capable de le faire valoir. — Le plan était tout tracé, le jardin et la maison de l'ermite — c'est ainsi qu'on le baptisait d'avance — étaient préparés ; mais on s'aperçut bientôt que de nos jours, s'il est facile de bâtir un ermitage, il ne l'est pas autant de trouver un ermite. Il s'en présenta deux qui, au lieu de cultiver la vigne et de payer loyer, prétendaient bel et bien qu'on les paierait eux-mêmes. A défaut d'ermite ami du travail, on accepta un homme se disant propre à tout, qui se chargea de cultiver la vigne et le jardin, à condition qu'on lui laisserait semer de la luzerne dans certaines parties du terrain qu'il désigna.

Ceci se passait au mois de février 1859. J'ai fait l'ascension de la Motte à cette époque, et en voyant l'ermite et sa femme extirper les infortunés ceps de cette vigne chérie, je n'ai pu m'empêcher de songer aux soldats de Tremblecourt, qui firent jadis la même opération. Heureu-

sement qu'on mit des bornes au zèle de cet infatigable arracheur ; il n'eût pas laissé un cep debout.

Quand il eut tout brûlé, il décampa sans bruit et eut assez de conscience pour ne pas emporter la clef. On était au mois d'avril, temps propice pour les semailles, il fallut bien en profiter, et, selon la pittoresque expression d'un ouvrier, la pauvre vigne « tourna en luzerne. »

Les choses en sont là et ne paraissent pas devoir s'améliorer de sitôt. La vigne de la Motte, tour à tour objet de tant de convoitises et de déceptions, reste à la charge de son généreux propriétaire, et tout porte à croire qu'il complètera son œuvre en donnant à Notre-Dame ce terrain légendaire que tant de jeunes couples se sont vainement disputé.

Chers compatriotes de la Haute-Saône, quand vous irez à Vesoul et que vos loisirs vous le permettront, ne manquez pas de faire l'ascension de la Motte. Je ne sais combien de géographies ou d'itinéraires anciens ont stéréotypé cette phrase : Vesoul, ville assise au pied d'une montagne si haute qu'il faut une heure et demie pour en atteindre le sommet. N'en croyez rien, sachez que depuis l'église paroissiale au monument de la Vierge, la distance, à vol d'oiseau, ne dépasse point 460 mètres, et qu'en marchant tranquillement, on opère l'ascension en une demi-heure et la descente en un quart d'heure.

Outre la vue magnifique dont vous jouirez du sommet de la colline et le contentement que vous éprouverez en arrivant près de l'image qui remplace la Vierge miraculeuse du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, il vous sera loisible de vérifier l'exactitude de ce récit et de faire les réflexions que ses différentes phases vous auront suggérées.

Ami voyageur, quand vous contournerez la belle colline vésulienne, en suivant le chemin de fer de Paris à Bâle, saluez la protectrice du pays, dont la statue attirera tout d'abord vos regards ; puis, en voyant cette verte ceinture qui court mélancoliquement sur le flanc de la montagne de Marie, souvenez-vous que la vigne de la Motte, faute d'avoir trouvé deux mortels heureux pour la posséder, menace de « tourner complètement en luzerne » ou ne peut que devenir l'apanage d'un habitant des cieux. Que cette pensée, en vous rappelant qu'il est inutile de chercher le bonheur parfait sur la terre, vous aide à supporter patiemment les épreuves de la vie, à ne point désirer trop vivement ce que vous n'avez pas. Le sort qui vous est échu sera le meilleur de tous si vous savez vous en contenter.

J. MOREY.



## LES FRANC-COMTOIS A L'EXPOSITION.

---

« Eh bien ! Monsieur de V..., vous voilà donc aussi à l'Exposition universelle ? » J'étais à peine assis, moi vingt-sixième, sur l'impériale d'un immense omnibus, lorsque mon voisin de droite m'interpella en ces termes. C'était un jeune notaire de notre ville, accouru comme moi à ce rendez-vous général qui attire à Paris le monde entier ; je n'étais pas non plus tout à fait un inconnu pour mon voisin de gauche, et la conversation qui s'engagea entre ces trois enfants de la Franche-Comté me fit bientôt comprendre que ce dernier était un artiste de Gray, très connu dans la ville et dans les environs ; Paris ne devait l'arrêter que peu de jours ; il allait partir pour Londres et visiter dans Piccadilly un de ses plus illustres confrères attaché à la personne de la reine Victoria. Voilà donc les trois Franc-Comtois, les vingt-trois autres habitants du toit de l'omnibus, et vingt-quatre aristocrates se prélassant dans l'intérieur à l'abri de la pluie et du soleil, en tout cinquante créatures humaines, roulant ensemble vers l'Exposition universelle. Vous croyez peut-être que ce mode de transport m'a déplu ; pas du tout. Deux jours après, la voiture géant passait encore devant moi dans la rue de Rivoli ; il pleuvait à verse ; les aristos de l'intérieur toujours au complet, je grimpe encore sur le toit, mon parapluie à la main ; un monsieur, également en parapluie, régnait seul sur l'impériale déserte, il m'en fait les honneurs ; c'était encore un Comtois, c'était notre aimable et brillant pianiste Louis Lapret, qui, tous les jours, de trois heures à quatre, joue les pianos de Herz et des premiers facteurs de Paris. J'allais dire : Heureux pianos !... heureux, si la gloire faisait le bonheur ; mais la gloire d'un piano s'achète comme toutes les autres ; et ces instruments illustres, s'ils pouvaient parler avec des paroles, nous diraient tout ce qu'ils souffrent sous la main nerveuse de notre jeune compatriote. Cependant l'immense machine, conduite par trois chevaux, glisse



sur les rails du chemin de fer américain ; nous sommes au pont d'Iéna. Oui, Messieurs les Prussiens, sur le pont d'Iéna, un des plus beaux ponts de Paris, une de nos plus glorieuses victoires ; mais il n'est heureusement plus question de Prussiens, ni de victoires. Traversons sans arrière-pensée ce pont fameux, arraché par l'avant-dernier roi de France aux fureurs de ces insolents étrangers. Nous voici dans cette immense enceinte du Champ-de-Mars où tout Paris a tenu tant de fois ; écartons tous les souvenirs qui se pressent en foule ; fermons les yeux aux éblouissantes merveilles qui nous entourent ; courons droit à nos chers Comtois ; et d'abord cherchons le modeste emplacement où l'horlogerie bisontine a étalé ses produits. Ici, tout est simple et sans faste ; beaucoup de besogne et peu de bruit. C'est la devise de l'horlogerie bisontine, représentée par la montre ; la montre, cette active et silencieuse ouvrière qui ne parle qu'à voix basse, et qui travaille tant que le jour dure. Personne ne sait en France l'importance de notre fabrique ; on ignore qu'en 1866, sur 310,849 montres fabriquées en France, Besançon en a produit 305,435, c'est-à-dire la presque totalité ; Besançon est donc le seul centre de fabrication des montres en France ; c'est ce fait commercial si peu connu du public que l'exposition collective du Doubs a pour but de mettre en évidence. *Exposition collective* : pourquoi cette expression si générale qui ne désigne personne, qui semble vouloir laisser ignorer les noms de nos puissantes maisons. Certes, les Parisiens n'auraient point agi comme nous ; ils auraient encadré leurs produits dans le velours et dans la soie ; au-dessus de vitrines coquettes, ils auraient inscrit en lettres d'or leurs noms les plus illustres ; chaque individualité aurait voulu briller comme une étoile dans le paradis de l'exposition. Dans la vitrine comtoise, il faut chercher les noms de nos compatriotes placés sans prétention et sans éclat à côté de leurs produits ; c'est ainsi que j'ai découvert les noms de MM. Savoie, Fernier, Jeannot-Droz, Montandon, Bouttey, Cressier, Héinrich, Julien Przyalgowski, Bossy, Victor Girard, Boitel, etc. : j'en passe, et des meilleurs ; mais comment les distinguer au sein de cette égalité fraternelle où il leur a plu de se confondre ? Et pourtant cette disposition collective a sa raison d'être. Sauf quelques artistes isolés qui n'ont peut-être pas tous les sourires de la fortune, il y a peu d'étoiles dans la fabrication bisontine. Les chefs de nos grandes maisons sont plutôt, en général, des commerçants que des artistes ; c'est en produisant de bonnes montres en abondance qu'ils se sont emparés complètement du marché français, et qu'ils commencent à entamer les marchés étrangers ; ils n'auraient point

sta.  
dis

atteint ce résultat, s'ils eussent voulu concentrer leurs efforts dans des œuvres parfaites qui s'achètent peu, parce qu'elles coûtent fort cher et qu'elles ne répondent pas aux besoins de la vie. C'est ainsi que l'horlogerie occupe à Besançon seulement une population d'environ 15,000 âmes et que son chiffre d'affaires pour 1866 s'élève à seize millions.

Le travail de l'horlogerie se divise en une infinité de parties, qui forment une foule de petits ateliers composés le plus souvent des membres d'une même famille. La fabrication des boîtes d'or et d'argent occupe seule 105 ateliers, composés chacun de sept ou huit ouvriers. Enfin, de grands ateliers travaillent pour l'exportation : des quantités considérables de ressorts, de cadrans, etc., s'expédient pour l'Angleterre, l'Allemagne et l'Amérique.

Nous avons emprunté quelques-uns des détails qui précèdent à une *Notice sur la fabrication de l'horlogerie à Besançon et dans le département du Doubs, présentée à l'appui de son exposition collective*. Nous lui prendrons textuellement les intéressants détails qu'elle contient sur les centres de fabrication qui alimentent la fabrique bisontine.

*Arrondissement de Montbéliard.* Après Besançon, on rencontre dans le département du Doubs des milliers d'ouvriers s'occupant de la fabrication de l'horlogerie de gros et de petit volume, c'est-à-dire des mouvements de pendule et des ébauches, finissages et échappements pour montres.

C'est dans l'arrondissement de Montbéliard notamment que s'établit la presque totalité des blancs roulants qui alimentent la fabrique de pendules de Paris. On appelle blancs roulants les mouvements d'une pendule, composés des roues taillées, arrondies, des pignons pivotés ; le tout mis en place, ainsi que le barillet. Par blancs roulants pour montres, on désigne les mouvements au même degré d'avancement.

Les maisons Japy frères, Japy, de Berne-Seloncourt, Roux et C<sup>ie</sup>, Marti et C<sup>ie</sup>, représentent un chiffre fort important de production, et le dépôt que ces maisons ont fondé en commun, boulevard du Prince-Eugène, livre aux horlogers de Paris 300,000 mouvements de pendules par an.

Quelques-unes de ces maisons construisent aussi les mouvements des télégraphes électriques ; MM. Roux et C<sup>ie</sup> apportent une attention et un soin particulier à ce genre de fabrication.

Le travail de l'horlogerie de petit volume accuse une production non moins remarquable, puisque MM. Japy frères ont fabriqué en 1865, 638,640 ébauches ou finissages de montres, dont 502,392 ont été livrés à la Suisse, et 136,248 à Besançon.

Les maisons Louis Japy, à Berne-Seloncourt, Beurnier frères, Baudroit, Gondelfinger et Bichet, et Vuillequez, à Seloncourt, produisent annuellement 215,000 ébauches de montres et finissages, dont une partie est exportée en Suisse.

Dans ce même arrondissement, se trouvent beaucoup d'autres ateliers qui s'occupent de la construction des porte-échappements pour les pendules de voyage, l'une des spécialités de l'industrie parisienne. Enfin, comme industrie étant étroitement liée à l'horlogerie, il faut citer la fabrication des boîtes à musique, qui a pris une grande extension sous l'impulsion de M. Auguste Lépée, à Sainte-Suzanne; en effet, plus de 30,000 pièces sont livrées annuellement au commerce par cette maison.

Les horlogers des cantons de Saint-Hippolyte, du Russey et de Malche, s'adonnent plus spécialement à la fabrication des assortiments pour les échappements à ancre, à cylindre, à verge, et exportent en Suisse, en Angleterre et en Allemagne, de nombreux produits dont les spécimens figurent dans la vitrine de l'exposition collective du Doubs.

*Arrondissement de Pontarlier.* Les cantons de Pontarlier et de Morveau comptent aussi beaucoup d'ouvriers se livrant à la fabrication des cylindres, des ancres et des roues; ils font de nombreux envois à Genève et aux autres fabriques suisses.

Depuis quelque temps la fabrication des blancs roulants pour montres prend dans ces mêmes cantons un grand accroissement; ce qui tient au perfectionnement de la qualité des produits, à tel point que tout fait présager que dans un avenir prochain ces produits feront une sérieuse concurrence à ceux si bien réputés de la vallée du lac de Joux, dont nous avons été jusqu'à ce jour tributaires.

*Arrondissement de Baume.* Dans l'arrondissement de Baume, il a été créé, sous la direction de MM. Meusy frères, une fabrique de plantages qui mérite d'être mentionnée.

*Outils d'horlogerie.* Les fabriques de Besançon, des Gras et de Montécheroux, font en France et à l'étranger un commerce considérable pour la fourniture et la confection des machines et outils d'horlogerie.

La fabrication des limes pour horlogerie occupe aussi à Besançon et dans l'arrondissement de Montbéliard une foule d'ateliers dont les produits trouvent également un écoulement facile en France et à l'étranger.

Il nous reste à parler de l'école municipale d'horlogerie de Besançon et de son exposition. Cette école, créée en 1862, est appelée à concourir efficacement au perfectionnement de notre horlogerie. Son but est de

former des horlogers instruits, connaissant toutes les parties de leur art, qu'ils étudient mathématiquement et par principes. Il y a du tâtonnement dans l'exécution d'une montre ; l'espace très circonscrit dont l'horloger dispose ne lui permet pas d'appliquer dans toute leur rigueur géométrique les lois qui règlent les engrenages et les communications de mouvements. Il doit cependant, comme tout artiste, aspirer à la perfection idéale et la réaliser autant que le lui permettent les moyens dont il dispose. Combien sont éloignés de cet idéal ces milliers d'ouvriers qui reçoivent des ébauches toutes faites, et qui n'aspirent qu'à les voir marcher sous leurs doigts, sans se soucier outre mesure de la régularité de leur course. L'école d'horlogerie fait elle-même ses ébauches ; elle travaille *de toutes pièces*, comme on dit, et si les jeunes élèves n'arrivent pas à la perfection au bout des trois ans que l'école exige, ils possèdent, du moins, l'éducation première, sans laquelle on ne peut jamais être ni un bon littérateur, ni un bon peintre, ni un bon horloger.

Je suis trop mauvais juge pour apprécier la perfection des produits exposés par l'école d'horlogerie ; j'ai surtout remarqué une montre d'une grosseur insolite ; j'ai demandé l'usage de ce meuble impossible ; son exécution est due à une idée très ingénieuse de M. Sire, le savant directeur de notre école ; cette grosse montre est un objet d'étude ; M. Sire, en exagérant les dimensions, a voulu que les élèves pussent se rendre compte, en dehors de toute routine et de tout tâtonnement, de la marche d'une montre et même des irrégularités auxquelles son exécution est forcément astreinte ; ceux qui voudront connaître à fond le but de cet immense engin, doivent s'adresser à l'habile directeur de l'école. J'en parle à dessein, parce qu'il a été l'objet, faute d'être compris, de plus d'une critique au moins hasardée.

Pourquoi tous ces efforts n'ont-ils obtenu qu'une simple médaille d'argent ? Comment cette ville, qui représente à elle seule l'horlogerie de toute la France, a-t-elle été si mal récompensée ? J'ignore comment les intérêts de notre horlogerie bisontine ont été soutenus à Paris par ses patrons officiels ; ce qui est certain, c'est que notre fabrique, unique en France, je le répète, n'a pas été heureuse dans ce grand combat. Peut-être doit-on s'en prendre à ce manque d'individualité, à ce caractère collectif que je signalais en commençant. On ne couronne pas une fabrique, on couronne un homme.

Je ne sais plus trop comment je suis arrivé de la galerie des meubles, où l'horlogerie a trouvé sa place, à la galerie des arts, où je cherchais d'autres Comtois. Ici, bien entendu, l'exposition n'a plus ce caractère

collectif et égalitaire dont nous parlions tout à l'heure. Il n'y a, en effet, rien de moins égalitaire qu'une exposition de peinture. Tout y procède par individualité, et la Franche-Comté y est représentée par les noms les plus illustres : Gérôme, Giacomotti, Courbet même ; car lui aussi est *illustre*, dans le sens du mot latin. Gérôme a une exposition superbe, et se place, avec Meissonnier, à la tête des grands peintres contemporains. Je ne puis résister à décrire, pour ceux qui ne les ont vus qu'en passant, quelques-unes des toiles qui portent son nom. N'ayez pas peur, je ne ferai aucune philosophie, pas même un sermon sur *l'art et la vocation des artistes*, comme le R. P. Félix ; je vous dirai tout bonnement ce que j'ai vu ; chacun pourra y trouver, suivant son goût, de la philosophie ou le sujet d'un sermon.

Quel est cet empereur gras et huileux, assis nonchalamment sur le podium, au plus bel endroit du Colysée ? Sa couronne de lauriers contraste avec ses traits avachis ; des parfums brûlent devant cette ignoble face : c'est l'empereur Vitellius. Un homme en toge lui présente au bas du podium, quatre malheureux qui vont mourir ; ces quatre victimes armées pour le combat tendent leurs bras et leurs glaives vers le magnanime empereur, et semblent lui offrir leurs vies, vendues dès longtemps aux plaisirs du peuple romain. Derrière eux, un gladiateur mourant roule sur l'arène ; au fond du tableau, deux jeunes esclaves traînent sur le sable un je ne sais quoi qui n'a plus de nom dans aucune langue. L'homme à la toge, face servile et vulgaire, semble blasé sur l'offrande qu'il va faire à César, et, pourtant, il y a peut-être un peu de pitié dans son regard.... Le groupe des gladiateurs est superbe ; la dernière figure est admirablement dessinée : on ne peut se défendre d'un sentiment d'indignation et de pitié, en voyant la résignation stupide de ces hommes qui vont mourir pour amuser le peuple-roi. Oui, c'est bien cela :

Ave, Cæsar, morituri te salutant.

L'empereur sourit ; une jeune et belle femme assise derrière lui s'occupe à peine de ce qui se passe : pour fixer sur l'enceinte ses regards distraits, elle attend que le sang coule. Le groupe des gladiateurs qui fait l'intérêt du tableau, se détache en sombre sur une magnifique lumière que le *velarium*, incomplètement étendu, laisse tomber sur l'arène et sur les gradins du Colysée.

Deux augures ne peuvent se regarder sans rire ; ceux de M. Gérôme ne démentent pas le proverbe. L'un d'eux est un vieux vaurien d'une majestueuse obésité, admirablement campé sur ses jambes : rien de plus

beau, de plus simple, de plus fort que les plis de ses vêtements ; c'est du Fra Bartolomeo. Il tient du bout des doigts son bâton augural, qu'il regarde avec dédain ; c'est un philosophe, un sceptique, qui ne rit que du bout des lèvres. L'autre est un drôle plus débraillé : il rit à se tordre ; il rit de si bon cœur, qu'il est obligé de s'appuyer contre le socle de marbre qui supporte les cages des poulets sacrés. Mais n'allez pas croire que son rire soit une grimace ; non, le peintre est trop sûr de lui pour descendre jusque-là. Ces deux figures sont excellentes : pendant que ces messieurs s'égaient aux dépens des dieux, les poulets sacrés semblent tout à fait livrés à eux-mêmes ; un sac plein de grain s'ouvre à demi et laisse échapper la pâture des prophétiques oiseaux. Ceux-ci, oubliés au fond de leurs cages, tendent leur col, qui s'allonge, et picotent en vain leurs auges vides. Personne ne me soupçonnera de croire aux augures ; je puis donc dire, sans me compromettre, et après avoir admiré la facture du tableau, que tout ce scepticisme n'est pas de mon goût. Je me rappelle encore le temps où nous lisions le bon Rollin ; Rollin ne croyait ni à Jupiter ni aux augures, et cependant il donna le nom d'impie à ce Lucullus qui noyait les poulets sacrés en disant : « Faites-les boire, puisqu'ils ne veulent pas manger. » Je suis de l'avis de Rollin, et ces impies me dégoûtent et me blessent.

Encore M. Gérôme ; cette fois, nous sommes en Egypte : sur une aire circulaire, s'étale une couche épaisse de paille ; deux bœufs traînent majestueusement une espèce de charpente portée sur des roues basses ; deux fellahs sont établis sur la machine roulante ; le premier, assis comme sur un trône, tient levé son bras gauche, qui porte comme un sceptre un aigillon flexible. Son compagnon, debout derrière lui, charge de son poids l'instrument destiné à briser la paille ; un monceau de paille hachée occupe le centre de l'aire et coupe la ligne de l'horizon. Un zénith étincelant éclaire toute la scène. Rien de plus admirable que l'ordonnance de la lumière dans ce tableau. Il y a de l'air, ce qui manque quelquefois aux scènes de Gérôme. La composition est superbe.

Allons voir étendu sur le pavé du sénat, aux pieds de la statue de Pompée, le dictateur César : son siège, renversé, roule sur les degrés qui en faisaient un trône : « Que César se tienne ferme sur son siège, dit le Cassius de Shakespeare, car nous l'y secouerons. » Il est tombé ; Casca se retire en montrant son poignard. Brutus, Cassius, tous les conspirateurs, leurs épées à la main, s'éloignent lentement. Ce groupe est tout entier dans la lumière, tandis que le corps du dictateur, à moitié dans l'ombre, semble attendre qu'Antoine et ses amis viennent le tirer

de la poussière où le laissent les sénateurs tremblants ; ceux-ci ont quitté leurs sièges, et sur une chaise vide, l'un d'eux, dans sa frayeur, a laissé son manteau.

La *Phryné devant l'aréopage* et l'*Almée* représentent presque le même sujet. Je ne sais dans quelle page oubliée d'Hérodote M. Gérôme a été chercher l'histoire de sa Phryné ; l'histoire anecdotique est devenue très à la mode de nos jours : notre siècle aime à y chercher la couleur locale des siècles passés. La plume embarrassée s'arrête devant la description de cette page honteuse : qu'il nous suffise de dire que la figure principale du tableau, malgré sa complète nudité, est encore plus chaste que les vieillards immondes assis sur les bancs de l'aréopage. Une petite Minerve, bien petite, habillée jusqu'au cou, tourne le dos à la courtisane, et semble se détourner de cette scène indigne ; mais ce spectateur de marbre proteste seul, et son attitude raide et glacée ne suffit pas à venger la morale outragée ; c'est pourtant la seule pensée spiritualiste de ce tableau devenu célèbre. Nous n'osons pas dire, nous, pauvres ignorants, que le genou gauche de la Phryné nous semble un peu tordu ; assurément nous nous trompons.

Voici comment un excellent critique appréciait l'*Almée* en 1864, dans les *Annales franc-comtoises* :

« Jusqu'à présent, les peintres ont représenté de préférence les almées comme de poétiques filles de l'air, fixant du regard le firmament étoilé et dansant au son des harmonies célestes que Pythagore a le premier entendues. Notre compatriote, M. Gérôme, a préféré nous montrer une almée dans sa triste vérité, et l'interpréter aussi prosaïquement qu'Aristaxène interprétait la musique lorsqu'il l'expliquait par les mathématiques. Il nous a donc fait l'exhibition d'une seconde Phryné de bas étage, non plus au milieu d'un aréopage d'Athènes, mais dans un café oriental où les juges athéniens ont changé leur draperie en oripeau barbare, et où la nouvelle Phryné, au lieu de se cacher la figure, montre à travers son expression plus que ne laisse voir la nudité de la première. Le peintre a pleinement réussi, car son almée est un chef-d'œuvre immonde, et la bestialité de ses spectateurs une perfection. »

Ces deux tableaux rappellent le *Lupanar antique* qui s'étale dans le plus bel endroit des salons du prince Napoléon au Palais-Royal.

Mais nous devons nous borner aux peintures de l'Exposition universelle.

Je quitte à regret M. Gérôme, et cependant, en m'éloignant de lui, je ne puis m'empêcher de jeter un coup d'œil sur son *Prisonnier*. La

nuit est calme ; le ciel est pur ; une barque glisse sur les flots, entraînée par deux rameurs noirs aux formes athlétiques ; un malheureux est couché en travers d'un bord à l'autre, les pieds et les mains pris dans des entraves ; quelle souffrance dans cette figure gonflée par une douleur muette et sans espoir ! Comme le ciel et la mer s'harmonisent avec cette physionomie sombre, qui semble dominée par le sentiment d'un fatalisme inexorable ; mais j'en ai dit assez ; il faut étudier en détail ces œuvres admirables, qui remuent jusqu'au fond de l'âme, tandis que la pureté de la forme enchante le regard. Et, pourtant, notre noble province n'a pas dit là son dernier mot. M. Giacomotti est aussi un de nos compatriotes ; il a fourni à l'Exposition universelle trois charmants portraits d'un dessin superbe, d'une peinture à la fois forte et facile, et deux tableaux d'histoire, oui, deux vrais tableaux d'histoire qu'on a déjà vus au salon en 1864 et 1865 : *Agrippine quittant le camp*, et *l'Enlèvement d'Emymone*. Le premier de ces tableaux représente Agrippine fuyant la fureur des soldats. « On vit alors, dit Tacite, un spectacle déplorable : l'épouse de Germanicus, enceinte, fugitive et emportant son fils dans ses bras ; autour d'elle, les femmes éplorées qu'elle entraînait dans sa fuite. » La voilà bien, en effet, portant dans ses bras un enfant superbe, aux yeux de tigre, un jeune monstre qui sera Caligula. Le regard d'Agrippine est plein d'une douleur stoïque ; son type est celui d'une médaille romaine ; le caractère des femmes qui l'accompagnent est heureusement varié ; la peinture est solide, le dessin irréprochable. Voici en quels termes l'historien du Salon de 1865 appréciait dans ce recueil l'*Enlèvement d'Emymone* : « La fille du roi d'Argos, providence de l'aride Argolide, pour laquelle elle obtint du dieu le royaume des ondes, vogue debout sur le dos d'un triton qui de sa bouche lance un jet d'eau. Un autre triton la soutient de ses bras vigoureux. Par suite d'un caprice de Borée et de la maladresse d'un triton, son vêtement est prêt à la quitter. Mais Emymone le saisit à deux mains sur l'épaule en jetant un cri d'effroi plein d'un sentiment de pudeur. Ce mouvement lui fait lever les deux coudes à droite et à la hauteur de la tête, qui, penchée en sens opposé, équilibre admirablement la figure et balance la ligne avec grâce. La draperie tombe en arrière, ce qui a permis de détacher la figure entièrement sur elle ; l'artiste en a profité pour nous montrer dans une gamme claire les ressources de sa palette.

» Il n'y a dans cette figure nul pédantisme, nulle ostentation archaïque, rien non plus de trop moderne qui rabaisserait au niveau d'une scène familière la représentation d'un sujet épique. Emymone est une fille de



la race de Pindare , aux lignes savantes , aux extrémités choisies , aux lèvres faites pour remporter le prix de Mégare et de Philiosie , pleine de vie avec un incarnat irradié par la beauté du diable. Cette figure , dans son genre , est une des mieux réussies de l'exposition. Une science reste à apprendre à l'artiste , celle de séparer d'une main délicate le païen du classique. »

Cette dernière remarque , malheureusement trop juste , s'applique aux œuvres de Gérôme comme à celles de Giacomotti.

Nos peintres comtois sont , on peut bien le dire , à la tête des peintres français ; on pourrait en dire autant des sculpteurs. Clésinger , il y a dix ans , tenait la tête de la statuaire française. Aujourd'hui , personne ne fait un buste comme M. Iselin. Nous avons vu à l'Exposition les bustes de l'empereur , du président Boileau et de Bugnet ; je ne connais pas le président Boileau , une figure de magistrat d'une laideur assez respectable ; l'empereur et notre savant jurisconsulte sont très bien réussis ; dans ce genre , modeste en apparence , M. Iselin sait allier l'idéal avec l'étude consciencieuse de la nature ; sa sculpture atteint la vérité du moulage sans exclure la noblesse du style.

*La Jeunesse de Bacchus* , de M. Perraud , a eu lors de son apparition , en 1863 , les honneurs du grand prix ; elle brille maintenant au musée du Luxembourg ; chacun se souvient de ce groupe si bien conçu , si beau de lignes. Quant à l'exécution , c'est la pureté de l'art antique avec la grâce de l'art moderne ; c'est surtout la nature dans son triomphe. Que devient le réalisme grossier à côté de cette vérité attrayante ?

On se rappelle la statue de *la Foi* de M. Jules Franceschi : grande et noble figure , très bien conçue , très bien dessinée , un peu froide peut-être , et dépaycée au milieu des sujets qui l'entourent. Une autre statue du même artiste , figure comme bronze dans la section des arts industriels. L'exécution est digne du talent de l'auteur ; c'est bien là l'école de Rude , dont M. Jules Franceschi est le fidèle disciple. Nous pourrions peut-être nous plaindre du choix du sujet : la mythologie commence à nous rassasier , et voici encore une Hébé : c'est une charmante académie , mais vraiment c'est un peu usé ; on regrette que tant de talent n'ait pas été employé à reproduire une idée ; ce n'est pas ainsi que les grands artistes comprenaient leur mission , lorsqu'on croyait à Dieu , à la patrie , à la religion , à la gloire. L'art était alors la manifestation la plus complète de la pensée humaine. Eh quoi ! cette langue si riche des arts , qui renferme le génie de toutes les langues , ne serait plus pour l'artiste qu'une langue morte ? et lorsqu'il peut retracer aux yeux de tous une

scène touchante, une action noble et vertueuse, il asservirait son ciseau à la reproduction banale et stérile d'une figure purement académique ?

Nous avons un plus grave reproche à faire à nos sculpteurs comtois, et c'est le plus sérieux de tous : c'est que le public n'entend plus parler d'eux. Que sont devenus Clésinger, Petit, Demesmay, Soitoux, d'autres sans doute que nous oublions, tant ils se laissent oublier eux-mêmes ? Petit, comme Clésinger, a figuré parmi les célébrités ; nous retrouvons Soitoux dans toutes les listes des jurés des expositions ; mais leurs œuvres, où sont-elles ? Et cependant le génie est comme la noblesse : il oblige.

Mais il faut dire adieu aux Muses ; il faut quitter ces riantes cimes du Parnasse où triomphe Apollon ; c'est un autre dieu qu'il faut invoquer, un dieu noir et boiteux, qui préside aux destinées financières de notre province, le dieu des forges, le sombre Vulcain. Certes, nos pauvres forges comtoises auraient bien besoin d'un dieu pour sortir de la triste situation qu'on leur a faite. Et pourtant elles font encore une brillante figure à l'Exposition universelle. Le plus important de nos établissements est sans contredit la Compagnie des hauts-fourneaux, fonderies et forges de Franche-Comté. Cette agglomération industrielle, étendue à quatre départements, comprend vingt-deux usines, occupant cinq mille cinq cents ouvriers, mises en mouvement par :

Forces vapeur,	1,600 chevaux.
Forces hydrauliques,	3,175
Ensemble,	<u>4,775</u>

Elle réunit : huit hauts-fourneaux au bois, produisant 6,000 tonnes fontes fines (trois en non-activité) ;

Cinq hauts-fourneaux au coke, produisant 35,000 tonnes fontes au coke ;

Quarante-deux feux d'affinerie au bois, quarante fours à puddler, vingt-quatre fours à réchauffer ;

Huit tréfileries et cinq pointeries, comprenant onze cent soixante-huit bobines et trois cents machines à clous, produisant 8,000 tonnes fils de fer et 3,500 tonnes de clous.

Laminiers complets à tôles, fers-blancs, fers spéciaux, fers marchands, cylindrant 23,000 tonnes.

Ateliers de construction, livrant annuellement 1,000 tonnes de machines et appareils divers.

Ateliers de galvanisation et d'étamage, opérant sur 1,000 tonnes de fils de fer.

L'exposition de Fraisans n'a pas visé, ainsi que cela peut se remarquer ailleurs, à l'exceptionnel et à l'extraordinaire ; elle s'est attachée à produire une série d'échantillons identiques à ce qui se livre chaque jour en France et à l'étranger.

Les phases successives de la production sont indiquées par l'exhibition de minerais en roche et en grains, de fontes et fers au bois et au coke et de leurs dérivés.

L'ensemble de ces produits est agencé sous un cadre décoratif formé par deux colonnes de fers Zorès entretoisés, reliées sur le sol par un spécimen de barrière roulante en fer et à leur sommet par un cintre élégant, surmonté d'un treillis en fil de fer.

Cette disposition, dont les proportions embrassent 12 mètres en largeur sur 10 mètres en hauteur, encadre un immense gradin chargé de produits variés : minerais, fontes, cassures de fer, clouterie, fers-blancs, fils de fer, etc.

Au-dessus se détache une tôle de 2 mètres de largeur sur 6 mètres de longueur, pesant 1,200 kilog.

Le fond est formé d'une quantité de barres de fers dits spéciaux, dont les profils des plus variés correspondent à la diversité des besoins de la construction.

Cette collection renferme entre autres les fers Zorès, dont le laminage, spécialisé à Fraisans, a été longtemps considéré comme impossible par les hommes les plus compétents.

Ces fers reçoivent de nombreuses applications pour la construction des planchers en fer, des ponts, des colonnes, etc., et dans ces dernières années, ils ont aidé à la réalisation d'un système de traverses en fer, exposé dans une autre partie de la galerie des machines, et qui paraît avoir résolu, de la façon la plus pratique, la question de la substitution du fer au bois dans la construction des voies ferrées.

L'exposition d'Audincourt est extrêmement intéressante ; elle présente naturellement les divers échantillons des mines qu'elle emploie, des fontes brutes et moulées, des fers forgés et laminés, des tôles minces, des grosses tôles et des fers-blancs. Ses fontes, refondues en deuxième fusion, donnent des moulages très résistants au choc et tenaces au feu. Coulées en lingotières, elles durcissent à la surface, prennent la trempe et servent à fabriquer des cylindres de laminoirs, des croisements de voie, etc. La compagnie fabrique des cylindres de 600 millimètres de diamètre, et de 1<sup>m</sup>70 de longueur de table

Les épreuves à froid, faites sur les fers forgés, sont très remarquables ;

la résistance de ces fers est constatée par le pliage en forme de nœud d'une barre ronde de 10 centimètres de diamètre, par des essieux d'artillerie noués dans leur milieu.

Comme preuve de la qualité des fers employés à la fabrication des tôles minces, l'exposition d'Audincourt présente une caisse de 300 feuilles de tôle de 325/244 millimètres, pesant seulement 12 kilogr.; leur épaisseur moyenne est de 1/17<sup>e</sup> de millimètre, moindre que celle d'une feuille de papier; rien ne saurait mieux prouver l'extrême malléabilité de la matière employée. Comme difficulté de laminage, Audincourt expose deux feuilles de 1<sup>m</sup> sur 2<sup>m</sup>, qui n'ont que 1/4 de millimètre d'épaisseur.

Si vous voulez voir une merveille, regardez la machine à faire des vis de M. Japy, de Beaucourt; c'est un véritable courant continu de vis qui coulent comme d'une source inépuisable. Cette machine a des mains, elle a des articulations: elle a l'adresse, le fini, la précision. M. Japy, de Beaucourt, a obtenu un grand prix et la croix de la Légion d'honneur.

Voici maintenant les outils de menuiserie, ciseaux, scies circulaires, fers de rabots, de MM. Peugeot et Jackson, de Pont-de-Roide. C'est une exposition superbe; elle a valu à M. Peugeot une médaille d'or et la croix de la Légion d'honneur.

Une longue énumération de ces utiles produits serait fatigante et monotone. Nous n'avons ni la prétention ni le pouvoir de raconter toutes les merveilles métallurgiques que produit notre Franche-Comté. Nous aimerions bien mieux pouvoir annoncer aux actionnaires de nos grandes entreprises que leurs titres reprennent de la valeur. C'est une histoire déplorable que celle de nos usines; nous les voyons, depuis douze ans, luttant avec l'énergie du désespoir contre une position inouïe; à chaque baisse de fer, redoublant de sacrifices pour atteindre le bon marché, cet idéal qui recule chaque année devant leurs efforts. Actuellement encore, une phase nouvelle semble commencer pour cette malheureuse industrie; tous les hommes capables du pays, les notabilités de l'intelligence et de la fortune, se réunissent, dit-on, pour la sauver de la ruine. Espérons que leurs efforts combinés relèveront cette entreprise, à laquelle est attachée, en partie, la fortune financière de notre province. Pour cela, il faut plus que de l'intelligence, il faut du dévouement; ceux auxquels cet honneur semble réservé, couronneraient noblement leur carrière.

CHARLES DE VAULCHIER.



# ANNIE VARANGE.

NOUVELLE FRANCO-CHINOISE (1).

(Suite.)

---

## VII.

### LES FLEURS FANÉES.

Après le départ de son fils, M<sup>me</sup> Lebel mena une vie très retirée. Tout le jour elle restait seule dans sa chambre, et, refusant de descendre à la salle à manger, se faisait apporter quelques aliments qu'elle prenait à la hâte, sans dire un mot à la servante qui se tenait debout derrière son fauteuil. Elle faisait les plus grandes difficultés pour recevoir les fermiers qui avaient un besoin pressant de lui parler ; elle fit même prier M. le curé, qui venait la visiter, d'accepter ses excuses. Tous les gens du hameau la crurent sérieusement malade. M<sup>me</sup> Varange, très souffrante elle-même, envoya Annie aux Chénies demander des nouvelles de M<sup>me</sup> Lebel. Celle-ci tressaillit quand la servante annonça la jeune fille ; elle réfléchit un instant et répondit à la servante de faire monter M<sup>lle</sup> Annie. En la voyant, M<sup>me</sup> Lebel éprouva une émotion qu'elle n'essaya point de déguiser. Avec ses yeux pleins de larmes, elle tendit ses mains vers Annie, qui s'avancait timidement, attira la jeune fille vers elle et l'embrassa avec une tendresse à la fois vive et mélancolique.

Mystérieuse association des sentiments ! C'était son fils absent que la mère attristée croyait embrasser en tenant Annie serrée sur son cœur ! Annie partageait avec elle les affections de son enfant ; elle le savait ; elle avait, pendant de longs jours, médité cette question brûlante, et

(1) Reproduction interdite.

elle ne pouvait plus douter. Elle n'avait pas l'ombre d'un reproche à faire à la jeune fille, dont elle connaissait la candeur et dont elle admirait les vertus et la beauté. Après huit jours d'une réclusion qui avait épuisé la force de sa santé et de son caractère, elle obéissait à une réaction nécessaire et se laissait devenir tout attendrie auprès de la compagne d'enfance de Benjamin. Elle fit asseoir Annie près d'elle, prit ses mains dans les siennes et dit avec des soupirs :

« Annie, ma chère enfant, votre mère est bien heureuse ! »

Annie elle-même, émue, pleurait en silence.

« Il reviendra, Madame, dit Annie ; pensez à son retour ; l'espoir de le revoir vous consolera. »

M<sup>me</sup> Lebel ne répondit rien ; elle se souvenait de tous les témoignages d'affection qu'elle avait prodigués pendant vingt années à l'enfant fugitif ; ces souvenirs lui montraient Benjamin enfant, adolescent, et toutes les tendresses dont il avait été l'objet à chaque âge, s'accumulaient dans le cœur de la mère délaissée et semblaient le briser....

Devenue plus calme, elle proposa à Annie de l'accompagner dans la chambre de Benjamin, où elle n'avait pas eu le courage d'entrer depuis son départ : elle revit l'étroit lit de fer du jeune homme, le rude matelas de crin que, pour s'aguerrir, il avait exigé depuis quelques années, les instruments de chasse et de pêche, quelques oiseaux mal empaillés par lui, un cor de chasse, des éperons, quelques esquisses de marine aux deux crayons, accrochés pêle-mêle au-dessus de la cheminée sur laquelle était une petite pendule silencieuse entre deux bouquets de fleurs fanées dans des vases d'eau jaunissante. Tout rappelait à M<sup>me</sup> Lebel la jeunesse de son fils, ses caprices, ses fantaisies, ses jeux, l'innocente passion avec laquelle il se livrait aux exercices de son âge.

« Je ne veux rien déranger dans sa chambre ; je veux qu'il la retrouve comme il l'aura laissée.

— Mais, Madame, ces fleurs fanées !

— Vous avez raison, Annie ; je les renouvellerai chaque jour ; il méprisait les fleurs de la serre et du jardin, et préférait les fleurs des bois et des champs. Chaque jour j'irai cueillir celles qu'il aimait. »

Annie tendit son front à M<sup>me</sup> Lebel et revint auprès de sa mère, à laquelle elle raconta sa visite.

« Ecoute-moi, Annie, lui dit M<sup>me</sup> Varange, je désire savoir si, depuis le départ de M. Benjamin, tu suis mes recommandations ?

— Lesquelles, maman ?

— Celles que je t'ai faites à son sujet.

— Cela m'est bien facile.

— Tant mieux, ma bien chère ; je crains si souvent que les imprudentes paroles de ce jeune homme n'aient fait quelque impression sur toi ? »

Annie ne sut que répondre.

« Penses-tu à M. Benjamin ?

— Oui.

— Souvent ?

— Toujours.

— Annie ?

— Maman ? »

M<sup>me</sup> Varange cacha sa pâle figure dans ses mains amaigries jusqu'à la transparence.

« Maman ! s'écria Annie en se précipitant vers elle et en l'entrelaçant dans ses bras, pourquoi avez-vous de la peine ? Je ne fais pas de mal en me souvenant de ceux qui m'ont fait du bien ? Je n'offense point Dieu, en aimant ceux qui m'ont toujours témoigné de l'affection ? n'est-ce pas, maman ?

— Mon Annie, tu ne dois pas aimer M. Lebel ; il ne se mariera point avec toi ; ni moi ni M<sup>me</sup> Lebel n'y consentirons jamais. Je connais le caractère de M<sup>me</sup> Lebel ; elle a un très bon cœur ; mais chez elle la tête est plus forte que le cœur ; je céderais, moi qui ne suis que faiblesse ; mais elle, elle ne consentira jamais !

— Oh ! maman, répondit Annie en souriant, que tu m'as fait peur ! S'il ne s'agit que de cela, laisse-moi t'embrasser et n'aie plus de soucis de mon avenir. Crois-tu que ton Annie pense à se marier, à quitter sa petite mère ?

— Ton avenir, ma chérie, est ma plus grande sollicitude. Que devien-dras-tu quand je m'en irai ?

— J'irai avec toi.

— Avec le bon Dieu, au ciel ?

— Avec le bon Dieu, au ciel, s'il veut me prendre avec toi.

— Il te laissera sur la terre.

— S'il me laisse orpheline sur la terre, je me ferai religieuse ; je soignerai d'autres orphelines, en attendant que le bon Dieu me réunisse à ma mère. Ne pleure donc plus, maman ; je serai désolée toute ma vie si jamais par ma faute je te fais verser une seule larme. »

Annie disait vrai : elle ne vivait que pour sa mère ; quoique son amour filial n'eût été encore soumis à aucune épreuve, il est impossible de

l'imaginer plus sincère et plus pur. L'âme d'Annie était essentiellement aimante : non-seulement sa mère était l'objet de soins, d'attentions délicates et de prévenances spontanées ; la jeune fille étendait sa sympathique protection sur tous les êtres confiés à sa sollicitude. Jamais chèvre et chevrette ne furent plus choyées, plus caressées que les siennes ; les deux linottes qu'elle avait achetées d'un petit villageois, dans l'intention de leur sauver la vie, étaient abondamment approvisionnées de chènevis, de navette, de millet, de mouton et d'eau limpide. Elles connaissaient Annie et, dès qu'elles la voyaient, lui parlaient par un doux gazouillement qui semblait être l'expression de leur reconnaissance. Les quatre arbres de l'étroit verger attenant à la maison portaient chacun un ou deux nids au printemps ; de fiers chardonnerets occupaient le dernier étage, c'est-à-dire la dernière fourche d'un cerisier de haute venue ; des fauvettes et des mésanges établissaient leur modeste domicile sur des coudriers ou des ceps de vigne à la portée des regards d'Annie, qui les visitait chaque jour sans que les mères fussent effrayées au point d'abandonner leurs délicieux ménages.

Quelques pots de fleurs, présents du vieux jardinier des Chénies, recevaient avec une intelligente mesure l'eau, le soleil et l'ombre.

Pour achever de donner une idée complète des dispositions affectueuses d'Annie à seize ans, il reste à faire ce que la charmante jeune fille eût eu beaucoup de peine à faire elle-même.

Pendant plusieurs années elle avait accompagné sa mère aux Chénies, partagé les leçons et les jeux de Benjamin ; les deux enfants avaient lu les mêmes livres et répété devant leurs mères les mêmes dialogues anglais. La première communion d'Annie, l'entrée successive de Benjamin au lycée de Troyes et à l'école navale de Brest, l'adolescence chez l'un et l'autre prenant la place de l'enfance, et enfin l'invisible direction que leurs mères imprimaient à leurs pensées, toutes ces causes réunies avaient rendu plus rares les relations entre les deux jeunes gens, et avaient donné à ces relations des nuances de réserve et de convenance qui eurent la tacite approbation des deux familles. La déclaration de Benjamin, au lendemain du bal, éveilla leur sollicitude pour l'avenir ; les deux mères, pour des motifs différents à la vérité, s'efforcèrent de préparer la plus complète séparation entre les deux enfants.

Mais l'accent sincère de Benjamin avait laissé dans le cœur d'Annie des impressions que ni le temps, ni l'absence, n'effaçaient point. Elle avait été d'abord surprise et émue jusqu'au point de rester évanouie ; le trouble et l'effroi firent place à un sentiment de bonheur vague, indéfini,



que la jeune fille ne cherchait point à analyser et dont elle savourait la douceur sans prévoir les conséquences qu'un tel sentiment aurait sur sa destinée. Ce qu'elle ressentait dans le fond de son âme, ce que sa bouche ne pouvait raconter, ressemblait à l'harmonie d'un chœur lointain entendu dans le silence du soir, harmonie indécise et suave qui arrive à l'oreille, tantôt sonore et tantôt mourante; un souffle de brise dans les feuilles suffit pour l'étouffer; puis soudain elle renaît plus puissante et domine à son tour tous les bruits de la nature. Les soins prodigués à sa mère, ses occupations, ses exercices religieux, étouffaient dans Annie les chants fugitifs de son âme aimante, et ces mêmes chants recommençaient dans les heures de solitude. La jeune fille ne connaissait pas le monde; on compare souvent cette vie à la mer si féconde en naufrages : Annie était la voyageuse qui, par un jour sans nuages, arrive sur le bord de la mer, qu'elle aperçoit pour la première fois du haut des falaises; assise sur un rocher, elle se plaît, rêveuse, à contempler cette plaine limpide et unie qui reflète le ciel. Elle est trop éloignée pour remarquer la houle puissante qui suit ou présage la tempête; sans défiance et sans crainte, elle prendrait place dans un des nombreux esquifs qui voguent doucement sur l'onde azurée, sans songer que, demain peut-être, cette même onde, devenue furieuse, les engloutira, après que le vent de l'orage aura brisé leurs mâts et déchiré leurs blanches voiles.

Cette vraie et triste image des destinées de tant d'affections humaines avait été pour Benjamin, se précipitant à la mer de l'arrière du *Desaix*, une épouvantable réalité.

Revenu sur l'eau, il nagea dans la direction opposée du sillage du navire, et, en quelques brasses, eut la joie de rejoindre le jeune matelot qui s'enfonçait pour la deuxième fois. Il le saisit par un bras et le tint soulevé au-dessus des vagues. Mais le matelot, à demi asphyxié, se jeta éperdu sur son sauveur, l'étreignit dans ses bras, et tous deux, malgré les efforts de Lebel, disparurent sous les vagues. Paralysé dans ses mouvements, l'aspirant fit un suprême effort pour se dégager; il réussit à élever un de ses genoux à la hauteur de la poitrine du matelot, et, par une impulsion violente, s'arracha de ses mains; il remonta en un instant à la surface, respira, et plongea de nouveau à la recherche du moribond; il rencontra bientôt une main débile qu'il saisit, et tous deux revinrent à flot pour la troisième fois. Lebel s'occupa alors activement à rechercher les bouées qu'il savait bien avoir été lancées du bord; en nageant çà et là, il s'efforçait de tenir au-dessus de l'eau la tête de Mallassis, mais avec peu de succès, à cause de la violence de la mer; à chaque

instant ils étaient couverts par les lames. Le poids de son compagnon commençait à l'épuiser quand il se heurta contre la longue cage à poules que le commandant avait jetée par-dessus le bord ; il s'y accrocha , et , au moyen de cet appui, tint la tête du matelot à l'abri des coups de mer. Peu à peu le jeune homme donna des signes de sensibilité et fit quelques mouvements. Ses forces revinrent et il put se soutenir lui-même par ses mains au barreaux de la cage.

« Malassis, lui dit Benjamin, monte sur la cage ! Je vais t'aider, allons ! du courage ! Envoie ta jambe.... Bien ! Tiens bon et garde l'équilibre pour ne pas faire chavirer la cage. Penche-toi dessus quand la mer déferle. Je vais monter à mon tour et m'asseoir en face de toi ; je me charge avec mes pieds de tenir la cage à la cape. »

Quand les deux naufragés furent installés sur leur épave, Benjamin chercha dans l'obscurité le *Desaix* et eut la consolation de distinguer pendant quelque temps les traînées lumineuses des fusées.

« Regarde, Malassis, le brick a viré de bord, et sera près de nous en quelques moments.

— Ah ! Monsieur, nous sommes perdus ! Avec une pareille mer, à moins de nous passer sur le corps, on ne pourra nous voir ni nous entendre !

— Tiens, voilà le brick par le travers ; il a le cap sur nous. »

Les conjectures de l'aspirant étaient parfaitement exactes : le brick était en effet stationnaire, mais il avait énormément dérivé ; le courant l'avait porté sous le vent beaucoup plus loin que le commandant n'avait calculé, et quand il crut rentrer dans les eaux qu'il avait sillonnées, il suivit une parallèle distante de plus d'un mille du premier sillage. Benjamin avait remarqué avec effroi une diminution sensible dans l'élévation des fusées ; il crut entendre au milieu des mille bruits de la tempête un coup de canon ; il comprit que c'était un dernier appel du brick aux hommes absents du bord.

« Nous sommes perdus, Monsieur, dit Malassis.

— Courage, mon ami ; le *Desaix* ne veut pas nous abandonner ; il nous retrouvera, j'en suis sûr. Le commandant aura compris que nous sommes au vent de sa route, il ne va pas tarder à revenir.

— Ah ! non, Monsieur ; il nous croit perdus. Avez-vous été comme moi emporté par la lame ?

— Non, mon ami ; j'ai sauté à la mer.

— Ah ! merci, Monsieur, merci pour ma mère. Si vous avez une mère, il me fallait laisser mourir. C'était assez d'un deuil.

— Tu as ta mère ?

— Oui, Monsieur.

— As-tu des frères ?

— Je n'ai qu'une sœur, qui n'est pas ma sœur. C'est une orpheline, fille du patron de la barque où mon père était pêcheur, que mon père a recueillie. Nous sommes fiancés. Pauvre mère, pauvre Marie ! »

Le jeune matelot pencha sa tête sur sa poitrine et éclata en sanglots.

Benjamin, cramponné sur la cage qu'il tenait à la lame par d'héroïques efforts, plongeait ses regards dans l'horizon ténébreux ; les fusées ne déchiraient plus la nuit par leurs étincelles. Il était abandonné. La conscience de sa situation le fit se souvenir de sa mère, d'Annie, des Chénies et des rians coteaux où il avait passé ses plus beaux jours. La douleur qui envahit son âme n'avait rien d'égoïste : elle était poignante lorsqu'il pensait au coup terrible que la nouvelle de sa mort porterait à sa mère. Il ne pouvait savoir si Annie Varange donnerait une seule larme à sa mémoire ; mais il se prenait à regretter la vie, parce qu'il eût voulu partager sa fortune avec elle et se dévouer à son bonheur. Ce long désir, brisé par une mort imminente, remplit son cœur d'une angoisse inexprimable.

Le vent diminua de violence, mais la mer resta très irritée. Benjamin luttait, avec l'énergie sublime du désespoir, contre les pensées désolantes qui se pressaient dans son âme et contre les vagues qui menaçaient de l'arracher avec son compagnon au frêle radeau qui les portait. Il ranima par de bonnes paroles le courage du matelot :

« Mon ami, lui dit-il, c'est le devoir d'hommes de cœur de lutter avec la mort jusqu'au dernier souffle ! »

Malassis ne répondit que par des larmes.

Les heures s'étaient écoulées. Benjamin nageait des jambes, et par ses intelligentes manœuvres réussissait à tenir la cage à la cape. Il désirait que le jour vînt éclairer la noire solitude où sa lutte contre la mort allait trouver un terme. Mais le jour ne venait pas et le matelot pleurait toujours ; mais en pleurant il murmurait une prière. Benjamin, dont les forces étaient déjà très affaiblies, écoutait la prière du jeune Breton et frissonnait en l'entendant dire d'une voix douce et résignée :

« Sainte Marie, Mère de Dieu, priez pour nous, pauvres pêcheurs, maintenant, qui est l'heure de notre mort, maintenant que nous allons mourir ! Consolez ma mère et Marie ! »

Benjamin ne priait pas encore ; il y avait dans son caractère un courage stoïque qui le faisait regarder la mort face à face sans sourciller. Il

avait toujours loyalement rempli ses devoirs comme il les comprenait ; son âme était sans remords. Il gardait du reste, dans le fond de son cœur une confiance, une force mystérieuse, un pressentiment de vie qui voilaient à ses yeux l'horreur du danger. La bouillante énergie de sa nature l'empêchait de se résigner à la mort, que sa raison lui montrait près de lui menaçante. Il voulut essayer de relever une fois encore le moral de son compagnon, et lui dit en penchant sa tête vers la sienne :

« Malassis, vois là-bas la lueur du jour qui vient. Nous ne sommes pas loin de la côte et nous sommes d'ailleurs sur le passage des navires venant d'Europe. D'une manière ou d'une autre nous serons sauvés : ou nous serons aperçus, ou nous atteindrons la plage. »

Le soleil s'éleva au-dessus de la mer houleuse. De la crête des vagues qui soulevaient la cage, Benjamin interrogeait l'horizon, mais ne découvrait aucune voile.

La matinée s'écoulait, le soleil montait rapidement ; la fatigue physique et les émouvantes péripéties de la nuit jetèrent le courageux officier dans une exaltation fiévreuse.

« L'île de Haïnon est derrière nous, se dit-il, le courant nous y porte depuis minuit ; si nous pouvons seulement la voir avant le coucher du soleil, nous sommes sauvés !

» Malassis, du courage ! Nous allons à terre ; nage comme moi avec tes jambes. »

Malassis fit de faibles mouvements ; Lebel nagea pendant une heure avec une ardeur fiévreuse qui épuisa ce qui lui restait de forces. La mer se calmait ; les deux naufragés chevauchaient facilement sur la cage et ne craignaient plus d'être emportés par les vagues. Mais le jeune matelot était si faible qu'il vacillait à la moindre secousse ; il laissa tomber sa tête en avant et l'appuya sur le sommet de la cage. Benjamin interrogea encore une fois l'horizon ; ne voyant rien et épuisé, il cessa de lutter contre la fatigue et le sommeil qui l'accablaient, se pencha sur la cage en face de Malassis et en quelques instants perdit la conscience de lui-même.

Le matelot était tombé à la mer avec tous ses vêtements ; il n'avait même pas perdu son béret de laine, retenu sous son cou par une ficelle. Benjamin avait jeté sur le pont sa casquette, son caban et sa tunique avant de sauter par-dessus le bord. L'action du soleil des tropiques sur sa tête nue, la privation de toute nourriture et son extrême faiblesse, rendirent son sommeil très agité. Quand il se réveilla en sursaut, il vit une magnifique frégate à vapeur, qui s'avancait rapidement :

« Malassis, s'écria-t-il, tu seras mieux assis dans un instant. Tiens, regarde ! Sauvés ! Nous sommes sauvés ! »

Benjamin agita ses bras ; Malassis jeta en l'air son béret. La vigie de la frégate anglaise les avait depuis longtemps aperçus. Le vapeur s'arrêta et mit un canot à la mer. En quelques minutes, l'embarcation recueillit les deux naufragés. Malassis s'évanouit de bonheur en se sentant transbordé de la cage au canot par les robustes bras des matelots anglais. Lebel, avec une émotion profonde, tendit sa main à l'officier anglais et lui dit en deux mots son histoire.

« Tout va bien, dit l'officier, ne parlez pas ; vous êtes exténué : appuyez-vous sur moi ; n'ayez pas peur de me mouiller. Soutenez le matelot, vous autres garçons. En avant tribord ! En avant partout !

Les matelots aidèrent les naufragés à monter l'échelle de la frégate ; six cents hommes les acclamèrent quand ils arrivèrent sur le pont. Le chirurgien-major offrit son bras à Benjamin et le conduisit dans une des plus belles cabines d'arrière, en donnant l'ordre de transporter Malassis à l'hôpital. Les naufragés furent dépouillés de leurs vêtements mouillés. Des cordiaux et des aliments leur furent prudemment administrés, et dès le lendemain, Malassis monta sur le pont. Benjamin, qui avait dépensé plus d'énergie, subit une réaction fiévreuse qui ne donna aucune inquiétude au médecin. Comme il arrive à toutes les natures fortement trempées, il comprit le danger quand il fut passé et ne put distraire son imagination exaltée par la fièvre de cette nuit épouvantable passée dans une tempête sur une cage à poules.

Trois jours après, la frégate le *Pékin* entra dans la rade de Macao. Vêtu en officier anglais, Lebel sur le pont de la frégate examinait l'admirable aspect de la rade, dominée par les forts construits sur les sommets des collines. La vue de la terre, l'espoir des nouvelles d'Europe, l'attente du *Desaix*, dissipèrent en lui le dernier reste de fièvre. Il prit passage dans le premier canot qui descendit à terre. La légation française était proche du débarcadère ; il y dirigea ses pas. Il rencontra sous la porte cochère deux domestiques chinois, dont l'un tenait par la bride un joli cheval anglais. Il remit sa carte à l'autre domestique, qui lui dit en mauvais anglais que M. de Bourboulon était chez le gouverneur de Macao, et que madame s'habillait pour monter à cheval. Benjamin se retirait, quand M<sup>me</sup> de Bourboulon, la cravache à la main, descendit le large escalier de granit qui conduit aux appartements du premier étage. Elle demanda en anglais à l'officier qui la saluait, s'il désirait lui parler, et

reçut en l'examinant la carte de l'aspirant de marine du *Desaix*, dont elle remarqua bien vite la figure pâle et fatiguée.

« Je vous prenais, Monsieur, pour un Anglais ; voulez-vous monter au salon ?

— Je ne veux pas priver madame de sa promenade.

— Vous êtes à bord du *Desaix* ? Mais le *Desaix* n'est point en rade ; nous l'attendons chaque jour.

— Je l'ai quitté il y a quatre jours , et suis arrivé à bord de la frégate anglaise qui a mouillé aujourd'hui à midi.

— Je ne vous comprends pas.

— Nous avons eu un gros temps par le travers de l'île de Haïnon ; j'étais à l'arrière avec un matelot ; un coup de mer nous a emportés du bord et nous avons été recueillis par la frégate anglaise qui suivait le *Desaix*.

— Oh ! contez-moi cela ; je ne tiens nullement à cette monotone promenade que je fais depuis des années sur une route unique. Je ne sortirai point, dit-elle au domestique chinois. Maintenant, Monsieur, montons au salon. »

M<sup>me</sup> de Bourboulon écouta avec la plus vive sympathie le récit simple et modeste de l'aspirant. Elle essuya plusieurs fois ses larmes, en bénissant la Providence qui avait conservé la vie aux deux jeunes gens d'une manière si merveilleuse. Elle voulut retenir Benjamin à dîner et le présenter à M. de Bourboulon ; elle lui fit même préparer une chambre pour qu'il n'eût point, dans l'état de faiblesse où il était, la fatigue de retourner à bord de la frégate anglaise, mouillée à une lieue en grande rade.

Le lendemain de la tempête, le *Desaix* avait mis à la voile et avait été passé pendant la nuit par la frégate anglaise qui était sous vapeur. Il arriva en rade vingt-quatre heures après elle. Le capitaine fit armer sa baleinière et se dirigea vers la légation. Il était très triste ; il tenait à la main les deux actes de décès de Lebel et du matelot ; depuis quatre jours il n'avait pu fermer l'œil ; jour et nuit il voyait l'aspirant mourant de faim sur cette cage à poules, qu'il se repentait amèrement d'avoir jetée à la mer.

Il fut réveillé de ses sombres pensées par les cris des matelots qui formaient l'équipage de la baleinière, au moment où celle-ci accostait un des débarcadères de la Praya-Grande :

« Malassis, commandant ; c'est Malassis ! voilà Malassis ! »

Debout sur la jetée, Malassis roulait dans ses mains son béret de laine et faisait en souriant des signes de tête aux hommes.

Le commandant le regarda pendant quelques instants avec des yeux effarés, et, bondissant à terre, se précipita sur lui et le saisit au cou de sa main de fer.

« Je te ferai fusiller, animal. Et Lebel? Lebel, qui a sauté à la mer pour te sauver! Parle, l'as-tu vu?

Malassis, à demi suffoqué, ne pouvait articuler une parole, et agitant son béret du côté de la légation.

« Lebel, animal!

— Là, put articuler Malassis.

— Il est sauvé!

— Oui, il m'a sauvé la vie; il est à la légation. »

Le commandant lâcha le matelot et s'élança au pas de course vers la demeure du plénipotentiaire français.

Au salon, Benjamin suppliait M<sup>me</sup> de Bourboulon de lui permettre d'aller à bord du *Desaix*, dont on savait l'arrivée; il avait hâte, disait-il, de dissiper les inquiétudes de son commandant et de ses camarades. L'ambassadrice lui objectait sa faiblesse et lui donnait l'assurance que le commandant, qu'elle connaissait personnellement, serait à la légation avant que lui-même eût rejoint le bord.

On entendit en effet des pas sonores dans l'escalier.

« C'est lui, dit Benjamin, qui connaissait la marche puissante de son commandant. Il se levait pour courir au devant de lui. M<sup>me</sup> de Bourboulon l'arrêta en disant qu'elle voulait préparer M. Laouënan à la surprise de retrouver vivant l'officier qu'il croyait mort. Elle sortit, rencontra le commandant sur le palier, mit ses deux petites mains dans sa grosse main, et lui demanda en souriant:

« Savez-vous la fin de l'aventure que vous veniez me raconter?

— Oui, oui, répondit-il tout haletant; je viens de rencontrer l'autre, le matelot, sur la Praya. Où est Lebel?

— Ici. »

L'ambassadrice ouvrit la porte du salon, et annonça de sa voix claire monsieur le commandant du *Desaix*.

Pâle d'émotion, Benjamin se jeta dans les bras du commandant. Celui-ci essaya de faire la grosse voix et de gronder son aspirant; mais la sensibilité de son bon cœur gâta son rôle militaire. Il voulut entendre à son tour tous les détails du double naufrage, et jura de donner un splendide dîner à l'état-major du *Pékin*. Il raconta à son tour ce qu'il avait fait avec le brick pour sauver la vie des naufragés, et les douloureuses émotions qu'il avait éprouvées depuis le sinistre :

« Madame, dit-il, j'ai cru le matelot coulé, parce qu'il ne sait pas nager ; mais je savais Lebel assez habile nageur ; je le voyais accroché à la cage à poules, abandonné à la fureur de la mer, luttant avec son énergie habituelle contre une mort inévitable, et expirant d'inanition et d'épuisement dans la plus cruelle des agonies. Ah ! que j'ai regretté d'avoir jeté cette cage à la mer....

— Elle a cependant été leur moyen de salut, dit M<sup>me</sup> de Bourboulon.

— Cela est vrai, et j'en bénis Dieu ; mais je n'oublierai jamais la cage à poules et Lebel, comme mon imagination me les représente depuis quatre jours ; ce sera le cauchemar de ma vie.

FÉLIX MAHON.

*(La suite à la prochaine livraison.)*





## CHRONIQUE.

---

25 juillet.

L'événement de cette quinzaine est le retour des prêtres qui ont eu le bonheur de faire le voyage de Rome. Ces pèlerins, que chacun envie, ont eu à peine le temps de se reposer de leurs fatigues et de se désinfecter des fumigations piémontaises ; leurs voisins, leurs confrères, leurs paroissiens, les entourent, les pressent de questions : il faut répondre à tout et à tous. Les journaux religieux ont donné tous les détails que nos curés ont pu rapporter de Rome ; nous ne les répéterons pas ; parlons seulement de l'impression générale que leur a laissée leur voyage. Et d'abord, tous se louent de l'accueil excellent qu'ils ont reçu à Rome. Les mieux renseignés, les plus prévoyants, avaient retenu d'avance leurs logements ; mais les imprudents n'ont pas eu à se plaindre : l'hospitalité romaine, d'ordinaire si exigeante, a épargné nos pèlerins ; la plupart ont été traités avec une modération à laquelle les étrangers ne sont point habitués. Le souverain pontife a logé dans les palais de Rome, et traité comme des hôtes, ses frères les évêques ; mais sa munificence ne pouvait couvrir les dépenses des cent mille prêtres qui ont foulé le pavé romain pendant ces jours bénis ; heureusement les Romains les ont accueillis fraternellement, et leur ont épargné ces luttes pénibles qui fatiguent et refroidissent le voyageur obligé de compter avec une bourse modeste. Citons comme ayant été particulièrement bien accueillis, les pèlerins du canton de Maïche. M<sup>sr</sup> de Mérode les a traités comme des compatriotes, et le chapelain du pape, dans son appartement du Vatican, leur a fait un instant oublier qu'ils n'étaient plus dans la patrie comtoise. Nos prêtres ont été surtout frappés de l'enthousiasme excité par le souverain pontife lorsqu'il a visité Saint-Jean-de-Latran, le jour de saint Jean-Baptiste. L'affluence était immense ; les rabats français brillaient partout au premier rang : le pape l'a remarqué avec une émotion visible.

Tous les regards étaient fixés sur lui ; chacun saisissait un trait particulier sur cette physionomie pleine à la fois de majesté et de vie : c'est un saint, c'est un père, c'est un roi. C'est un père quand il bénit, unissant toujours à ses bénédictions particulières, celles des paroisses et des familles ; c'est un roi, et un roi courroucé, quand il proteste contre les usurpations et les crimes de ses ennemis.

Tous nos pèlerins s'accordent pour rendre hommage à la tenue des zouaves pontificaux et de la légion franco-romaine. On se plaît souvent à nous représenter les zouaves comme une jeunesse dorée, vivant à Rome au sein du luxe et des plaisirs, comme les prétoriens de la papauté, antipathiques à la population, qui ne les supporte qu'avec peine. Rien n'est plus faux : ces nobles jeunes gens, quelle que soit leur fortune, ne sont pas à Rome pour leurs plaisirs ; ce sont des chrétiens fidèles, dévoués de tout leur cœur au pape et à l'Eglise. On les remarque dans les cérémonies religieuses pour leur piété toute simple et toute française ; dans le service militaire, pour leur tenue irréprochable, leur sérieuse instruction, leur attachement à leurs devoirs. Voilà l'impression qu'ils ont produite sur nos pèlerins comtois.

Le retour de Rome s'est effectué par Lorette, Rimini, Notre-Dame des Ermites ; les employés piémontais ont fait expier aux voyageurs les joies de leur séjour. Sous prétexte de choléra, on leur a fait subir mille petites tortures. Voici comment on procédait à la désinfection des pèlerins : A certaines stations du chemin de fer, on les enfermait tous dans une chambre étroite, remplie de chlore, où on les laissait pendant plusieurs minutes. Un pauvre prêtre espagnol, enfermé à Frosinone dans un de ces bouges empoisonnés, n'a pas pu supporter cette nouvelle *question*, qu'on pourrait appeler la *question du chlore* ; il s'est trouvé mal ; on a dû le remmener à Rome. Plusieurs de nos prêtres ont dû subir ce traitement jusqu'à douze fois entre Rome et la frontière suisse. Cette ignoble et puérile vengeance n'a pas tourné à l'avantage des chemins de fer italiens ; nombre de pèlerins, avertis par les infortunes de leurs devanciers, ont pris la route de mer pour rentrer en France.

Au moment où la mémoire de l'illustre cardinal Granvelle va recevoir un nouveau lustre, au moment où une statue, élevée par les soins posthumes du regrettable M. Weiss, va remettre sous nos yeux le souvenir d'un des hommes d'Etat les plus justement célèbres, la description et l'histoire du palais qui porte son nom arrivent fort à propos.

M. Castan, bibliothécaire de notre ville, s'en est chargé. Il nous raconte les humbles commencements de la famille des Perrenot, qui

d'abord bourgeois d'Ornans, puis notaires, juges et avocats du roi dans la même ville, arrivèrent enfin au parlement de Dole, où Charles-Quint trouva Nicolas Perrenot vers le commencement du xvi<sup>e</sup> siècle. Diplomate habile, Nicolas Perrenot sut gagner, par ses nombreux services, la confiance absolue de l'empereur. Maître des requêtes de l'hôtel impérial, premier conseiller d'Etat, garde des sceaux des royaumes de Naples et de Sicile, seigneur de Granvelle, de Maiche, etc., Nicolas Perrenot de Granvelle, en souvenir de l'accueil princier qu'il avait reçu à Besançon, y commença la construction d'un palais auquel il donna son nom, et qu'acheva Nicole Bonvalot, sa veuve.

M. Castan emprunte à M. l'architecte Delacroix la description architectonique du palais Granvelle, aussi remarquable par la noblesse et la correction de son style que par le luxe de son ornementation. L'intérieur était meublé d'une foule de chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture, rassemblés par le chancelier de Granvelle dont nous venons de parler. Le cardinal son fils, évêque d'Arras, archevêque de Malines, premier ministre des Pays-Bas sous Philippe II, et François de Granvelle, héritier de ce dernier, ajoutèrent aux collections que renfermaient le palais, et l'enrichirent de curieux manuscrits. Thomas-François d'Oiselay, neveu et héritier du dernier des Granvelle, porta le palais à son apogée de splendeur par son mariage avec une fille légitimée de l'empereur Rodolphe. Faute d'héritiers directs, l'héritage si précieux des Granvelle arriva par dévolution aux comtes de Saint-Amour, qui aimaient mieux la guerre que les arts, les chevaux et les épées que les manuscrits. Ils dispersèrent en insouciantes prodigalités la plus grande partie des chefs-d'œuvre amassés par les Granvelle. Un torse de Jupiter fut donné, en 1683, à Louis XIV; plusieurs autres œuvres fort précieuses, actuellement au musée du Louvre, la *Joconde* de Léonard de Vinci, le *Portrait* de Raphaël et du Pordenone, la *Vénus* et le *Satyre* du Corrège, furent peut-être tirés de la même collection. Les manuscrits, les dépêches du cardinal, les livres rares, auraient sans doute entièrement péri par l'incurie des nouveaux seigneurs, s'ils n'eussent été recueillis par Jules Chiflet, abbé de Balerne, et Jean-Baptiste Boisot, abbé de Saint-Vincent de Besançon. Ils formèrent le noyau de la bibliothèque de notre ville, ouverte en 1695, tandis que quelques-uns des plus beaux tableaux qui restaient au palais Granvelle commençaient notre musée de peinture.

Le palais Granvelle, après avoir logé le grand roi lorsqu'il vint prendre possession de notre ville, fut vendu par le comte de Saint-Amour

à la municipalité de Besançon, et servit de logement au duc de Tallard, gouverneur de la province, dont le goût éclairé pour les arts fit retrouver à cette ancienne demeure quelques beaux jours. Le duc y établit l'académie de musique qui se formait alors, et céda au public le jardin particulier du palais. Enfin, il provoqua la création de notre académie des sciences, belles-lettres et arts, qui siégea au palais Granvelle jusqu'en 1793, et contribua si puissamment à entretenir dans notre province le goût de la bonne littérature. L'académie de peinture et de sculpture, établie alors à Besançon, fonctionna aussi quelques années au palais Granvelle, sous les auspices du peintre Wyrsch et du sculpteur Breton. Toutes ces sociétés savantes furent dispersées par la révolution, et 1793 fit vendre aux enchères le palais, devenu inutile aux *sans-culottes* qui tenaient, dans la société d'alors, le rang des nobles et des savants. Conservé à peu près intact par les soins de M<sup>me</sup> Just Détréy, le vieil édifice fut revendu par elle à la ville en 1864. Cette partie de l'intéressante brochure de M. Castan se termine par les vœux qu'il forme pour que le musée, le cabinet d'histoire naturelle, la bibliothèque de la ville et l'académie de Besançon, soient replacés dans l'antique enceinte qui leur servit de berceau. Les pièces justificatives qui accompagnent l'œuvre de M. Castan sont volumineuses. Les plus intéressantes sont au nombre de deux : un inventaire fort curieux des meubles de la maison de Granvelle, fait en 1607, après la mort de François Perrenot, dernier descendant, par les mâles, du chancelier de Granvelle, et contenant : « Pourtraicts  
« tant d'hommes que de femmes, paysages et aultres peintures de l'haul-  
» teur et largeur qu'elles sont au pied romain. » M. Castan nous donne ensuite une description succincte et exacte des diverses variations survenues au régime municipal de la ville de Besançon. Sa brochure se termine enfin par une série de planches représentant le palais Granvelle sous différents côtés, les détails de ses lucarnes, croisées, etc.

Ceux qui ont conservé le culte de notre ancienne patrie comtoise doivent faire le voyage d'Abbans-Dessus, et visiter, dans la jolie église du village, la chapelle de Saint-Georges, récemment érigée par les soins de M. le marquis de Jouffroy, l'un des deux derniers chevaliers de cette illustre confrérie. Tout le monde a lu dans nos vieux historiens, que Philibert de Molans rapporta de la Palestine, en 1390, des reliques de saint Georges ; que ces précieuses reliques furent déposées dans une chapelle bâtie par ses soins en l'honneur de ce saint, auprès de l'église du bourg de Rougemont, en présence de la noblesse du voisinage invitée à la cérémonie ; que cette pieuse noblesse délibéra de se rassembler chaque année

au même lieu pour solenniser la fête de saint Georges, dans une maison donnée à l'ordre par Philibert de Molans. Nous ne traiterons pas ici cette grave question souvent controversée : Saint-Georges fut-il une confrérie noble ou un ordre de chevalerie ? Si les compagnies souveraines de la province ont contesté aux confrères de Saint-Georges le titre de chevaliers, il est certain que les gouverneurs des Pays-Bas et du comté de Bourgogne le leur ont toujours donné. M. le duc de Duras, premier gouverneur après la conquête, les nomme chevaliers de Saint-Georges. Malgré l'avis des cours souveraines, nous voulons croire, avec le duc de Duras, que les fils de Saint-Georges étaient des chevaliers. Nous éviterons aussi de confondre ce corps illustre avec les confréries tout aussi pieuses, mais plus modestes, des charpentiers, couvreurs, jardiniers, vignerons, cordonniers, tanneurs, etc., comme vient de le faire très innocemment, dans un livre récemment publié, un historien d'ailleurs estimable. Les plus illustres maisons de Franche-Comté ont tenu à honneur d'être reçues à Saint-Georges; on trouve dans les listes des chevaliers, les Chalon, les de Vienne, les Vergy, les Poitiers, les Wateville, les Clermont, les Lannoy, les Bauffremont, trente Saint-Mauris et quarante-cinq Grammont.

Nous venons de voir commencer l'ordre de Saint-Georges dans la chapelle de Rougemont; c'est là que les premiers chevaliers offrirent à Dieu leurs serments et leurs prières; allons maintenant nous agenouiller sur les marches de l'autel d'Abbans, devant lequel, nous l'espérons, priera longtemps encore le doyen de ses chevaliers. Ce monument, qui rappelle l'architecture du xv<sup>e</sup> siècle, a été exécuté par M. Piguët fils; Une arcature gothique décore la face antérieure de l'autel, sur laquelle sont sculptées les armoiries de MM. de Jouffroy et de Chavannes, derniers représentants de Saint-Georges avec M. le comte Victor de Saint-Mauris-Lambrey; l'écusson des Chavannes n'était pas encore sculpté, lorsque le chef de cette maison terminait au milieu des siens une vie longue et honorable. Le tabernacle, du même style que l'autel, m'a paru un peu lourd; c'est au-dessus de ce tabernacle que s'élève la statue de saint Georges; M. Piguët, en exécutant ce joli groupe, a eu l'heureuse idée de copier le saint Georges de la décoration; tout en restant dans les conditions de l'art, il a conservé quelque chose du style héraldique de l'antique saint Georges; son œuvre, d'ailleurs très bien dessinée, y a gagné du mouvement et du caractère; sur le socle qui porte le groupe, sont gravées deux dates, celle de l'institution de l'ordre et celle de l'érection du monument actuel (1390-1867).

Le 29 de ce mois, Son Em. le Cardinal Archevêque a bien voulu bénir dans sa chapelle synodale, l'union de M. Jules de Liza, lieutenant du génie, en garnison à Arras, avec M<sup>lle</sup> Marie de Courtivron. Une nombreuse réunion accourue des deux Bourgognes entourait les jeunes époux. Tous les mariages se ressemblent ; les mêmes pensées préoccupent tous les cœurs, dans ce moment solennel où ceux qui ont combattu le grand combat de la vie voient à travers les joies du présent, les difficultés et peut-être les chagrins de l'avenir. Son Eminence, avec cette autorité que donne la sainteté, a traité cette question des peines de la vie, si difficile à aborder en un pareil jour ; elle a été sincère sans dureté, n'a pas oublié les parents des époux, dont l'absence se faisait si cruellement sentir : chacun, en quittant la chapelle, toute pleine de ces graves paroles, méditait sur les mystérieuses grandeurs du mariage chrétien.

On nous annonce la mort de M. le docteur Billot, qui vient de s'éteindre à Vesoul, dans sa quatre-vingt-dix-septième année. Médecin distingué, homme de bien, M. Billot était connu des riches et aimé des pauvres ; il aurait pu prendre pour devise cette légende que nous admirions tout dernièrement sur le cachet d'un de nos meilleurs Esculapes : *Miseris succurrere disco*.

L'ancienne génération disparaît chaque jour ; M<sup>me</sup> la comtesse de Maucier vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, dans sa maison des Ougney. Dieu, qui tient peu de compte du bruit que font les hommes, connaît tous les événements de cette vie calme, longue et uniforme, qui s'est écoulée sans fracas, comme les eaux du fleuve qui baignent son modeste enclos. Issue de l'illustre famille des Cholet, elle avait hérité de sa patrie bretonne, la foi, la force et la longévité. Profondément respectée par ces honnêtes et laborieuses populations au milieu desquelles elle vécut sans jamais les quitter, elle a été conduite à sa dernière demeure, sans faste et sans pompe, par le mari de sa fille unique, par son petit-fils et par le village tout entier. Pendant le trajet parcouru pour atteindre la grande paroisse de Saint-Hilaire, à chaque croix qui bordait le chemin, le chariot funèbre s'arrêtait, et la foule agenouillée récitait un *De profundis* pour le repos de cette âme que Dieu avait déjà peut-être reçue dans son sein. Une femme âgée, vêtue de noir, portait, dans une écuelle de terre, de l'eau bénite et un buis béni ; à chaque station elle répandait quelques gouttes d'eau sainte sur ces restes vénérés. L'enterrement s'est fait à Saint-Hilaire : l'église était pleine comme aux jours de grande solennité ; les restes mortels ont été déposés dans le cimetière, à côté de ceux de sa fille et de son époux.

Les courses de Vesoul ont eu tout le succès qu'on pouvait en attendre dans les conditions qui leur étaient faites. Leur coïncidence avec dix courses ayant lieu le même jour, notamment avec les courses de Nancy, a diminué forcément le nombre des chevaux engagés ; à part cet inévitable mécompte, l'intérêt s'est soutenu jusqu'à la fin. Par un privilège très rare cette année, le terrain, malgré des pluies diluviennes, n'a pas présenté d'obstacles sérieux.

Excepté dans les deux dernières courses, où, se trouvant intéressé, il était remplacé par M. le comte de Lénoncourt, M. le vicomte de Rotalier donnait les départs en l'absence de M. le comte de Vaulchier, qu'un deuil de famille était venu surprendre la veille. M. le baron Rebillot jugeait l'arrivée, et M. le comte de Saint-Mauris surveillait le pesage.

**PRIX DE LA PRAIRIE.** — *Au trot pour chevaux attelés seuls.* — Pour chevaux hongres et juments âgés de 4, 5 et 6 ans, nés et élevés dans la circonscription du dépôt de Besançon. — Distance : 4,000 mètres environ.

La distance devait être parcourue en dix minutes au plus. Six chevaux engagés, cinq partis : N..., à M. de Perrigny ; Fifine, à M. Mamy ; Cora, à M. Sylvestre ; N..., à M. Humbert ; Biche, à M. Athey. N..., à M. de Perrigny, bien monté par Boyon, a montré les qualités qu'elle annonçait déjà l'année dernière. Ses concurrents ne nous sauront pas mauvais gré de leur faire remarquer combien le manque de préparation nuit aux meilleurs chevaux. Cette course est de toutes la plus utile et malheureusement la plus ennuyeuse ; beaucoup de chevaux engagés, un public froid, des journaux qui se plaignent, voilà l'histoire du *prix de la prairie*. Le public, avide de spectacle, ne songe pas que ce train de quatre kilomètres, parcouru en dix minutes par des chevaux comtois, est un fait très remarquable, et que ces chevaux de trait léger sont peut-être le seul résultat qu'on puisse attendre de l'amélioration de notre race.

**Prix d'essai, au trot monté,** pour poulains hongres et pouliches de trois ans, nés et élevés dans la circonscription du dépôt de Besançon. Poids, 60 kilogr. Distance, 4,000 mètres parcourus en dix minutes.

Trois chevaux partis : Julia, à M. Moussard ; Thérèse, à M. Robin ; L'Etoile, à M. le comte de Lénoncourt.

Julia a gagné facilement cette course, qui a donné lieu de constater, du reste, les bonnes allures de Thérèse, fort bien montée par M. Robin fils. Mais nous ne saurions assez recommander l'entraînement préalable, au risque de tomber dans des redites.

**GRAND PRIX DE FRANCHE-COMTÉ.** — 3,500 fr. pour chevaux de 3 ans

et au-dessus, à l'exclusion des chevaux nés en Angleterre ; 2,000 mètres.

Six chevaux engagés, deux partis : Six-Mai, à M. André ; Marengo, à M. le comte de Lagrange.

Réduite à deux concurrents, cette course a été pleine d'intérêt, bien que le succès du vainqueur ait été certain du départ à l'arrivée. Chifney a admirablement défendu la chance des couleurs de M. de Lagrange, mais nous ne croyons pas le cheval capable de rendre 28 livres à Six-Mai monté par Watkins.

**PRIX DES DAMES.** — *Course de haies. (Gentlemen riders.)* — Un objet d'art offert par les dames de Franche-Comté, et 200 fr. offerts par la Société franc-comtoise, ajoutés à une poule de 50 fr., la moitié de la poule et un panier de champagne au second, pour chevaux de toute provenance, appartenant à des Franc-Comtois. On a regretté l'absence des chevaux des officiers en garnison à Vesoul, exclus du turf pour cette année par un ordre du ministre de la guerre. Distance, 2,000 mètres ; 6 haies.

Trois chevaux partis : Diégo, à M. le comte de Vaulchier ; Prince-Impérial, à M. le vicomte de Rotalier ; Good-Girl, à M. Tissot.

Le prix des dames, depuis sa fondation, semble appartenir de droit à Diégo. Il l'a gagné cette fois, sans avoir été rejoint.

L'intérêt de la course était de le voir monté par son ancien propriétaire, qui courait ainsi contre ses couleurs et battait son propre cheval, très bien mené d'ailleurs par M. d'Adhémar. Good-Girl, très bien monté aussi par M. le baron d'Este, est arrivée troisième.

M. le préfet a félicité M. de Rotalier, et M<sup>me</sup> de Jancigny a accompagné d'un gracieux compliment la remise au vainqueur de l'objet d'art, consistant en une fort belle cravache.

**PRIX DU DURGEON.** — *Course de haies (handicap).* — Pour tous chevaux entiers, hongres et juments de 3 ans et au-dessus. Distance, 2,000 mètres ; 6 haies.

Treize chevaux engagés, deux partis : Schooner, à M. Flersheim ; Prince-Impérial, à M. le vicomte de Rotalier.

Prince-Impérial, monté par Mundy, est parti en tête. Entre les deux premiers tournants, où la piste est très lourde, la jument montée par Franck est venue se placer près de Prince-Impérial. Après le deuxième tournant, le cheval de M. de Rotalier a repris en tête et a mené la course avec trois longueurs d'avance jusqu'au dernier tournant, où la jument se plaçait de nouveau à ses côtés. Les deux chevaux ont couru de front jusqu'à 100 mètres du but, où Schooner, prenant l'avance, gagnait facilement.



**PRIX DE NOIDANS.** — *Au trot monté.* — Pour chevaux hongres et juments âgés de 4, 5 et 6 ans, nés et élevés dans la circonscription du dépôt de Besançon. Distance, 4,000 mètres parcourus en 9 minutes. Ce train, il faut le remarquer, n'est que d'une minute en retard sur celui des grands chevaux de Normandie, types du trotteur français.

Trois chevaux partis : Villageois, à M. de Perrigny ; N..., au même ; N..., à M. Humbert.

Villageois nous a paru un excellent cheval. Il est arrivé sans lutte sérieuse avec N..., fatigué de sa première course.

**PRIX RÉGIONAL.** — *Au trot monté.* — 1,500 fr., dont 1,000 fr. offerts par le conseil général, et 500 fr. offerts par la Société franc-comtoise, divisés en deux prix : 1,200 francs au premier, 300 fr. au second, pour chevaux hongres et juments âgés de 4, 5 et 6 ans, nés et élevés dans l'un des départements faisant partie des circonscriptions des dépôts d'étalons impériaux de Besançon, Rozières, Strasbourg, Montier-en-Der et Cluny. — Entrée : 30 fr., moitié forfait, au fond de course. Distance : 4,000 mètres environ. — Poids : 4 ans, 60 kilogr. ; 5 ans, 70 kilogr. ; 6 ans, 75 kilogr.

Cinq chevaux partis : Griseldina, à M. Rousselot ; Téméraire, à M. Savinien ; Jeanne-d'Arc, à M. Rempp ; Oiseau, à M. Grossell ; Villageois, à M. de Perrigny.

Griseldina est arrivée facilement première, malgré l'état peu convenable dans lequel se trouvait son jockey. Jeanne-d'Arc se ressentait de son succès de la veille à Nancy et de la fatigue du voyage. — Villageois, qui n'avait pas eu le temps de reprendre haleine entre les deux courses, a été arrêté au milieu du parcours.

**PRIX DE CIRCONSCRIPTION.** — *Au galop.* — Pour chevaux hongres et juments de 4, 5 et 6 ans, nés et élevés dans la circonscription de Besançon, à l'exclusion des chevaux pur sang.

Trois chevaux engagés : Alma, à M. Athey ; Sauterelle, à M. le comte de Lénoncourt ; N..., à M. de Perrigny.

Victoire vivement disputée d'abord ; gagnée avec facilité au deuxième tiers du parcours par M. Athey, qui avait ménagé son cheval.

C. DE VAULCHIER.

# LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE DE 1789 A 1791.

---

LETTRE A M. JULES SAUZAY <sup>(1)</sup>.

---

MONSIEUR,

Depuis l'apparition du volume précieux et trop peu connu de M<sup>re</sup> de Chaffoy sur les confesseurs de la foi en Franche-Comté, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle <sup>(2)</sup>, les amis de la vérité ont ardemment désiré qu'un travail plus vaste et plus complet pût être consacré à ce grand sujet. Ce vœu vient d'être exaucé par la publication dont vous venez de donner une première et très importante section <sup>(3)</sup>.

Rien n'importe plus à notre temps et à notre pays que d'éclaircir et de rectifier les idées courantes sur la Révolution française, et rien dans l'histoire de cette Révolution n'est plus essentiel à connaître et à juger que la lutte où elle s'est engagée avec la religion de la France. Il ne s'agit pas, comme on pourrait le croire d'après les titres des écrits que je viens de citer, d'un intérêt purement provincial; bien moins encore d'une curiosité purement érudite ou archéologique. Il s'agit d'un intérêt très général, très sérieux et de l'ordre le plus élevé. Il s'agit d'une étude presque con-

(1) Cette lettre éloquente nous a été communiquée par M. de Montalembert. Nous n'avons pu la donner tout entière, à cause des appréciations politiques qu'elle contient et qui sont interdites à une Revue littéraire. (NOTE DE LA RÉDACTION DES ANNALES.)

(2) *Notice sur les prêtres du diocèse de Besançon condamnés ou déportés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.* Besançon, 1821. 1 vol. in-12.

(3) *Histoire de la Persécution révolutionnaire dans le département du Doubs, de 1789 à 1801*, par Jules SAUZAY, membre de l'Académie de Besançon; tome I<sup>er</sup>: le Schisme. Besançon, chez Turbergue; 1867.

temporaire, puisqu'elle touche de si près à la Révolution *qui dure encore*, mais d'une étude qui tient déjà de la gravité douloureuse de l'histoire, grâce à l'éloignement des dates et à la disparition universelle des acteurs. Il s'agit de demander à la reproduction consciencieuse et complète des documents, à l'abondance et à la sûreté des détails, pour cette grande et belle page de notre histoire religieuse, l'irréfutable lumière que l'*Histoire de la Terreur*, due à l'intrépide intégrité de M. Mortimer-Ternaux, fait jaillir dans l'ordre politique sur le véritable caractère des hommes et des choses de 1790 à 1794. Mais, pour arriver à l'appréciation exacte d'un ordre d'événements qui n'ont été en aucune façon concentrés à Paris, il est bon, il est même nécessaire de chercher et d'exposer ce qui s'est passé dans les diverses régions de la France. Il faut commencer par déterrer les fragments enfouis de l'édifice, avant de songer à en reconstruire l'ensemble. C'est là, Monsieur, ce que vous avez entrepris, non pas pour une province entière, mais pour un seul département, un de ceux, il est vrai, où l'existence d'une métropole célèbre, d'un clergé nombreux, d'une population ardemment et foncièrement chrétienne, donnait à la lutte entre les persécuteurs et leurs victimes une importance tout à fait caractéristique.

Puisse votre exemple susciter de nombreux imitateurs (1)! Ils feront partout une ample moisson. Il nous est permis, à vous et à moi, de croire que le Doubs a été, comme la Vendée, un pays privilégié, et que la fidélité, la patience et le courage des chefs et des fidèles y ont brillé plus que partout ailleurs. Mais peut-être des recherches laborieuses et prolongées comme les vôtres donneront-elles ailleurs des résultats analogues à ceux que vous avez découverts avec tant d'admiration et d'attendrissement dans les archives du Doubs. Nous devons l'espérer pour l'honneur de notre pays et de notre foi.

Toutefois, il ne faut pas le dissimuler, pas plus à vos lecteurs qu'à ceux qui marchent sur vos traces, un travail comme le vôtre est aussi ingrat qu'il est méritoire. Recueillir, pendant qu'il en est temps encore, les souvenirs locaux et les traditions orales; les contrôler au moyen de documents officiels, à une époque déjà assez éloignée des faits pour qu'il soit permis de puiser sans réserve dans les dépôts publics et les collections particulières; se sentir à la fois étranger et supérieur aux rancunes et aux

(1) On doit remarquer, à ce propos, l'opuscule récemment publié et très intéressant, intitulé : *Dom Lessus, sa vie, sa mort, son culte*, par l'abbé E. BOUCHER, curé de Bonnotage. Besançon, 1867.

amertumes de la lutte sans être indifférent aux principes et aux droits engagés dans cette lutte; savoir braver les timidités et les incertitudes d'un public restreint et local, en même temps que l'indifférence de la masse des lecteurs contemporains pour tout ce qui s'élève au-dessus des journaux à chroniques et à images; ce n'est là qu'une partie des difficultés de la mission que vous vous êtes imposée.

Aussi ce qui me frappe et m'attire tout d'abord dans votre livre, c'est l'auteur. Vous avez rempli votre tâche, d'abord avec une sincérité admirable, mais par cela même odieuse à tous les partis, puis avec une équité non moins admirable et non moins impopulaire. Vous n'avez pas seulement voulu protester contre l'oubli, contre la honteuse ingratitude, si habituelle aux hommes et surtout aux Français; vous avez encore voulu servir la vérité et la dire tout entière, persuadé, comme vous le déclarez, qu'une demi-vérité n'est pas la vérité et ne vaut guère mieux qu'un mensonge. Cela étant, je ne m'étonne point que des murmures de surprise et de mécontentement se soient fait entendre à côté des sentiments de reconnaissance et d'édification que votre œuvre a excités dans les cœurs bien nés.

Votre plume est un glaive à deux tranchants. Vous avez blessé les uns en ressuscitant les crimes de leurs pères, ces crimes qui ont déshonoré la cause glorieuse et légitime dont ils se croient encore volontiers les représentants. Vous avez scandalisé les autres par ce tableau si fidèle de l'ancienne France, de l'ancienne Eglise, avec ses ombres mêlées aux grandes lumières de la vertu, de la foi et de la souffrance.

Et cependant, comme l'a si bien établi notre commun ami, l'éloquent abbé Besson, « il est bon qu'on n'ait pas pu, en toute sécurité, trahir la » vérité, blesser la justice, poursuivre la vertu, exiler le dévouement, » tuer l'innocence; il est bon que les gens qui ont cité, jugé, condamné, » pendant dix ans la moitié d'une province, soient, pour l'honneur du » pays, cités et jugés à leur tour, cinquante ans après leur mort. »

Mais, d'un autre côté, vous avez mille fois bien fait de ne pas flissimuler les taches et les faiblesses de l'ancien régime. Vous avez mille fois bien fait de signaler le libertinage et l'incrédulité trop répandus dans la noblesse et les classes supérieures de la société; de dévoiler les abus qui régnaient dans l'ordre ecclésiastique et qui appelaient d'une voix si impérieuse des réformes toujours ajournées et de plus en plus urgentes. A côté de ces chanoines orgueilleux et inutiles qui occupaient une si grande place dans l'organisation du clergé, vous avez dénoncé avec raison ces abbés de cour qui vivaient scandaleusement du produit

des anciennes créations de la ferveur monastique et qui, par un privilège aussi odieux que ridicule, siégeaient seuls avec les délégués des chapitres dans la chambre du clergé des états de Franche-Comté, au mépris et au détriment des curés, qui portaient seuls le poids du ministère pastoral. Celui qui n'a pas cru pouvoir entreprendre l'histoire des moines d'autrefois sans flétrir, plus énergiquement que ne l'avait encore fait aucun écrivain catholique, le fléau de la commende et le relâchement des ordres religieux, celui-là vous doit une reconnaissance toute particulière pour avoir mis en lumière tant de preuves à l'appui de sa thèse ; pour avoir évoqué ces abbés et prieurs commendataires « qui n'ont » jamais été qu'une plaie et qu'un scandale dans l'Eglise (1) ; » pour avoir signalé la décadence des indignes enfants de saint Benoît et de saint Bernard ; pour avoir dévoilé l'imprudence lamentable qui présidait au recrutement des communautés, témoins ces *quarante-six* capucins dont vous donnez les noms et qui, dans le seul département du Doubs, se présentèrent pour remplacer les pasteurs légitimes expulsés par la persécution ; témoin tout ce ramassis de mauvais moines, ineptes et ignorants, sans lesquels le schisme constitutionnel n'aurait jamais pu prendre pied dans les paroisses. Quelle justification de la grande parole de M<sup>me</sup> Swetchine : « Il doit y avoir des moines dans ce monde, mais dans la proportion minime où les choses parfaites doivent rester vis-à-vis de celles qui ne le sont pas ! Qu'une austère sainteté en limite seule le nombre ! C'est parce qu'ils sont le luxe du sacerdoce chrétien, qu'il faut que ce sel de l'Eglise conserve toute sa saveur. Enfants du conseil évangélique, manifestation vivante de la perfection, un seul malheur serait plus grand que leur absence : *le malheur d'en avoir trop et pourtant d'en manquer* (2). »

Ces aveux, ou plutôt ces témoignages sincères, qui attristent les âmes pusillanimes, sont à la fois une lumière et un encouragement pour les chrétiens droits et intelligents. Il faut plaindre les pauvres gens qui ont la prétention de servir la vérité religieuse sans vouloir connaître la vérité historique, et qui se bouchent les oreilles quand on la leur raconte. On serait trop porté à désespérer de la justice de Dieu en ce monde si l'on était condamné à ignorer toujours les vices et les infirmités des institutions qui ont péri sous les coups de la Révolution, et si l'on ne savait que cet effroyable châtiment a été précédé par d'insupportables

(1) Page 100.

(2) *Méditations et prières*, publiées par M. DE FALLLOUX.

prévarications. Ce n'est pas qu'on veuille ou qu'on doive chercher une excuse ou un prétexte aux crimes bien autrement flagrants de ceux qui ont été les indignes exécuteurs des arrêts d'en haut ; mais, sans absoudre à aucun degré le mal, il faut savoir reconnaître au sein de l'Eglise et de l'Etat les folies et les faiblesses qui, à défaut de réformes toujours réclamées, sans cesse promises et jamais accomplies, ont amené des bouleversements trop souvent irréparables.

Ce qui ressort avec la dernière évidence de votre récit, c'est que la révolution politique a été gâtée par la révolution religieuse. Rien n'eût été plus facile que de faire accepter la révolution par tout ce que la France renfermait d'honnêtes gens et de gens sensés, si l'Assemblée constituante n'avait pas eu l'incroyable prétention de refaire l'Eglise en même temps que la société. En voulant confondre deux œuvres si distinctes, elle a non-seulement compromis la régénération politique de la France ancienne, mais elle a légué à la société moderne un amas de complications, de malentendus, de ressentiments et de misères, dont nous sommes encore loin d'être complètement délivrés. Elle s'est précipitée dans cet abîme de maux avec une ignorance, une étourderie et un aveuglement incompréhensibles ; et jusqu'à son dernier jour elle a persévéré dans cette faute capitale avec une obstination inexcusable. Vous avez démontré sans réplique que, en Franche-Comté comme dans tout le reste de la France, les populations avaient accepté, souvent avec enthousiasme et partout sans résistance, toutes les réformes politiques et sociales. Personne ne s'était soulevé pour défendre la royauté absolue ni les privilèges de la noblesse et du clergé. Personne même n'avait protesté en leur faveur, et le clergé moins que personne. Parmi tant de vertus civiles, ce clergé (et spécialement le clergé franc-comtois) n'en avait déployé aucune avec plus d'intensité que le patriotisme, ou ce que nous appellerions aujourd'hui le libéralisme. Nos bons curés avaient applaudi avec un enthousiasme quelque peu exagéré aux premiers actes de l'Assemblée. Ils avaient salué avec bonheur tout ce qui s'accomplissait ou se préparait pour le soulagement des classes laborieuses et indigentes. Ils avaient béni les drapeaux de la garde nationale, publié en chaire tous les décrets des nouvelles autorités, glorifié avec autant de persévérance que d'unanimité les nouvelles destinées de la France. Ils aimaient, comme vous l'avez si bien établi, ils aimaient la Révolution ; ils l'avaient accueillie comme une victoire, non-seulement pour le peuple, auquel ils tenaient tous par les liens du sang, mais même pour leur saint ministère, trop souvent com-

promis ou humilié par les vieux abus qui étaient la plaie de l'Eglise (1). Bien plus, lorsque l'Assemblée commit l'insigne folie d'inscrire en tête de nos lois nouvelles, l'utilité de la confiscation et la légalité de la spoliation, en déclarant que les biens de l'Eglise étaient à la disposition de la nation, le clergé garda presque partout le silence le plus généreux sur l'iniquité dont il était victime. Vous avez constaté que parmi tant de documents authentiques et de discussions quotidiennes, on ne rencontre que trois vestiges d'opposition de la part du clergé du Doubs à la vente de ses biens. Il aurait donné, comme le disait encore en janvier 1794 le vicaire de la Cluse, « jusqu'à la dernière goutte de son sang pour soutenir une constitution purement civile, en exceptant seulement les objets qui dépendaient essentiellement de l'autorité spirituelle. » Plus tard, lorsque la lutte éclata, ce ne fut pour aucun privilège, pour aucune immunité, pour aucune institution surannée ou superflue, qu'il prêcha et pratiqua la résistance à l'Etat. Ce ne fut pas même, répétons-le sans cesse, pour le principe si légitime et si essentiel de la propriété ecclésiastique. Ce fut uniquement et exclusivement pour défendre les bases fondamentales de l'autorité spirituelle et de la hiérarchie catholique.

Les fidèles suivaient docilement l'exemple de leurs pasteurs. Comme vous l'avez démontré, pendant tout le cours de la révolution les prêtres et les catholiques du Doubs n'ont jamais cessé de déclarer qu'ils étaient prêts à accepter les constitutions républicaines les plus radicales, pourvu que leur liberté religieuse y fût respectée. Les bons habitants de nos contrées, tout à fait étrangers aux regrets et aux illusions des classes privilégiées, n'avaient d'inquiétudes que pour la question religieuse. Ils n'étaient pas restés moins fidèles à leurs sentiments libéraux et démocratiques qu'à leurs convictions catholiques ; ils étaient sincèrement attachés à la nouvelle constitution, au nom de laquelle on les persécutait, et ce fut uniquement à raison de leur fidélité à l'Eglise que les autorités révolutionnaires commencèrent contre eux ce système d'oppression qui, à la même époque, faisait déjà naître les soulèvements bien plus religieux que royalistes de la Bretagne et de la Vendée (2). Dans les villages de nos montagnes, a dit Charles Nodier, « tout le monde devenait aristocrate, parce que les agents insensés de la démocratie avaient révolté contre leurs principes la classe du peuple la plus intéressée à les adopter, en violentant la conscience religieuse et en persécutant la pensée. »

(1) Page 360.

(2) Voir surtout les pages XI, 640, 695.

Au moment fatal et suprême où le clergé fut réduit à choisir entre la pauvreté, l'expulsion de ses églises, l'abandon de ses ouailles et un serment tyrannique qui impliquait, de l'aveu formel de ceux qui l'imposaient, la destruction de l'autorité universellement reconnue dans le monde catholique, il ne se laissa aller à aucun refus général et absolu. Même alors, il offrit unanimement de professer une fois de plus son obéissance, son dévouement aux principes de 1789, pourvu seulement qu'on daignât écouter les formules si modestement restrictives qui eussent mis à l'aise sa conscience. Mais tout fut inutile ; et ce fut l'Assemblée constituante qui le rejeta entre les bras de l'émigration et de l'ancien régime ; ce fut elle qui donna l'énorme appui de la population religieuse à une opposition politique dont les vues et les chefs n'inspiraient à la presque unanimité du clergé pas la moindre sympathie.

Les évêques avaient donné au clergé l'exemple de l'abnégation et du patriotisme. Du sein du corps épiscopal, pas une voix ne s'était élevée pour protester contre la régénération politique de la France, ni même contre les réformes nécessaires dans l'Eglise. Quand je lis les mandements et les discours de ces évêques, il me semble y trouver d'avance l'esprit qui dictait au cardinal Diepenbrock sa noble exhortation aux catholiques allemands de 1849 : « Sachez donc, catholiques, user » des droits légitimes qui vous appartiennent comme citoyens. Car le » chrétien docile ne doit pas absorber le libre citoyen ; c'est au con- » traire le libre citoyen qui doit, au moyen de ses droits politiques, » protéger le chrétien docile (1). » Qui ne connaît l'attitude si conciliante et si généreuse de M<sup>re</sup> de Boisgelin, au sein même de l'Assemblée spoliatrice et persécutrice, lorsqu'il offrit, au nom du clergé, les 400 millions dont on avait besoin pour combler le déficit ? Rien ne décourageait la généreuse patience, l'inébranlable modération des chefs de l'Eglise de France. « J'ai été des premiers, écrivait l'archevêque de Besançon le 22 janvier 1791, à émettre les serments civiques que l'Assemblée avait exigés de tout bon citoyen. Je me fais un devoir en ce moment de les renouveler en protestant d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir, en tout ce qui est de l'ordre politique, la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. »

*En tout ce qui est de l'ordre politique* : cette restriction, si naturelle et si légitime, indiquait que pour tout ce qui touchait à l'ordre spirituel ils

(1) Allocution du cardinal-évêque de Breslau à ses diocésains, du 6 novembre 1849.



n'attendaient, comme disait ce même prélat, « que l'arrivée d'une réponse du chef de l'Eglise, après laquelle soupire l'Eglise gallicane, pour pouvoir lever tous les doutes qui ont empêché, jusqu'à ce moment, les évêques de France de concourir à l'exécution de la constitution civile du clergé. » Loin donc de repousser toute entente avec le pouvoir civil, ces nobles évêques la demandaient de toute leur force, et, après le sacrifice de leurs biens, ils offraient encore, pour assurer la paix de l'Eglise, le sacrifice de leurs personnes (1).

Quelle ne fut pas encore la longanimité du pape lui-même ! Quelle sage lenteur ne mit-il pas à répondre et à juger ! Et lorsque enfin il fallut parler, quel langage conciliant et modéré, dans ses belles lettres apostoliques du 10 mars et du 13 avril 1791 que vous citez : « Nous reconnaissons pleinement, y est-il dit, nous voulons même que les lois du gouvernement politique qui appartiennent à la puissance civile, soient entièrement distinctes des lois de l'Eglise ; mais lorsque nous affirmons qu'il faut obéir aux premières, nous voulons en même temps que celles qui sont du ressort de notre autorité ne soient pas violées par le pouvoir laïque. La plupart des évêques ont prévenu l'exposé de notre sentiment à cet égard en déclarant qu'ils étaient disposés à prêter le serment civique pour tout ce qui est du ressort de la juridiction séculière... Mais on proclame une liberté sans limites, et on ne laisse pas même au citoyen français la liberté de conscience. »

En présence de ces dispositions le doute est impossible ; rien n'eût été plus simple, si l'Assemblée l'avait sincèrement voulu, que d'introduire les réformes utiles et urgentes que réclamait l'état de l'Eglise en France. La cordiale sympathie du clergé inférieur, la générosité avec laquelle l'épiscopat acceptait tous les sacrifices, la déférence traditionnelle du saint-siège pour la royauté française, la condescendance extrême dont Pie VI venait de faire preuve à l'égard des innovations trop souvent déplorables de l'empereur Joseph II ; tout démontrait jusqu'à l'évidence que l'entente des deux pouvoirs était aussi facile à obtenir que désirable. Mais l'Assemblée ne voulut pas de cette entente... L'adhésion la plus docile à la législation politique ne lui suffit point. Elle permit aux jansénistes qui lui servaient d'oracles, de glisser sournoisement, comme vous le dites si bien, dans un repli de la constitution générale et politique du pays, cette constitution civile du clergé qui n'était que l'élucubration de leurs rancunes et de leurs chimères théologiques, mais qui suffisait pour tout empoisonner et tout

(1) Page 745.

perdre. A ces jansénistes, aussi étroits qu'implacables dans leur dogmatisme hérétique, venaient se joindre, au sein d'une coalition odieuse, des impies hypocrites, qui, tout en reniant les vérités les plus élémentaires enseignées par l'Eglise, s'arrogeaient le droit de lui donner des lois. Les uns et les autres surent invoquer et pratiquer contre les pasteurs et les peuples restés fidèles à leurs devoirs, précisément les mêmes principes et les mêmes moyens qui avaient servi avant eux aux auteurs ou aux apologistes de la Saint-Barthélemy et de la révocation de l'édit de Nantes. On les vit de plus emprunter aux traditions juridiques de la Rome impériale sur les crimes de lèse-majesté, les raffinements d'un despotisme pratique que la France n'avait pas encore connu. On les vit renier à l'envi tous les principes consacrés par la déclaration des droits de l'homme, et, pour atteindre nos pauvres et intrépides curés, violer toutes les libertés dont ils prétendaient doter leur pays et le monde, la liberté des cultes avant toutes les autres, mais avec elle la liberté de la presse, de la correspondance, de la parole, de l'enseignement, du domicile, de la propriété privée, le droit d'aller et de venir, le droit de pétition, etc.; transformer, enfin, en autant de crimes de lèse-majesté l'exercice le plus modeste et le plus simple de ces droits qu'ils avaient proclamés avec tant d'emphase. Vous l'avez prouvé par cent exemples aussi curieux qu'irrécusables.

Vous nous les montrez, eux et leurs affidés en Franche-Comté, ne reculant devant aucune vexation ni devant aucun ridicule, pourchassant les ursulines et les hospitalières, courant sus aux retraites, aux catéchismes, réglemant l'administration des sacrements, dénonçant les prêtres *incitoyens* et les conférences des *filles inconstitutionnelles*, comme ils disaient en leur affreux jargon. Et vous n'en êtes encore arrivé qu'à la fin de la Constituante! Que sera-ce quand il vous faudra raconter les violences acharnées de la Législative, les forfaits inouïs de la Convention, le regain sanglant offert au bourreau par le Directoire après fructidor? Dans votre récit, pour employer une expression fameuse, le sang français n'a pas encore coulé, mais l'honneur de la France nouvelle et de la révolution a coulé par tous les pores. On découvre déjà les affinités de l'esprit révolutionnaire avec tous les genres de tyrannie, depuis les folles prétentions du despotisme asiatique jusqu'aux minutieuses exigences du césarisme byzantin, et l'on ne comprend que trop comment le triomphe de cet esprit a retardé partout et toujours l'avènement de la liberté....

Un autre résultat qui demeure acquis à tout lecteur attentif de votre livre, c'est la grandeur morale de notre ancien clergé de France. Déjà M. de Tocqueville dans son *Ancien Régime*, et M. Léonce de Lavergne

dans son excellent volume sur les *Assemblées provinciales du règne de Louis XVI*, avaient rendu hommage à l'esprit pratique, à l'indépendance politique et aux lumières supérieures de ce grand corps. Ils ont démontré que chez lui, autant et plus peut-être que chez les autres classes de la nation, toutes les vraies conquêtes de la révolution étaient déjà accomplies dans les esprits. Mais ce n'est là qu'un commencement de justice. Il importe de revendiquer pour lui la vraie place qui lui appartient dans les annales du christianisme, c'est-à-dire une place hors ligne et au niveau des plus héroïques dévouements de l'histoire.

Ici je dois faire moi-même une sorte d'acte de contrition. Les hommes de mon temps et de mon opinion ont trop souvent et trop longtemps méconnu les services et les mérites de notre ancien clergé. A quoi cela pouvait-il tenir? Sans doute à l'ignorance et à l'indifférence de toute génération qui arrive pour les faits et gestes des générations qui l'ont immédiatement précédée; mais encore et surtout à ce que, dès notre début dans la vie, nous avons plus ou moins traversé cette école de l'abbé de Lamennais à laquelle il est juste de faire remonter la plupart des aberrations qui ont énervé ou compromis le catholicisme contemporain; je m'en souviens encore : les anciens de cette école, qui avaient personnellement connu tant de ces illustres confesseurs de la foi dont les épreuves et les vertus excitent aujourd'hui notre admiration respectueuse, ne parlaient de l'ancien clergé qu'avec un superbe dédain. Et pourquoi? Parce que ce clergé était gallican! Cela suffisait pour le vouer à la réprobation, au ridicule ou au moins à l'oubli. Quels sont cependant les ultramontains qui ont jamais montré autant de dévouement à l'autorité pontificale et à l'unité de l'Eglise? Tous ces gallicans ont subi la spoliation, le dénuement, l'exil, la mort, ou, sur les pontons de Rochefort et à Cayenne, des supplices pires que la mort, pour rester fidèles à l'autorité du pontife romain. Il ne s'agissait en apparence ni de la foi ni de la morale chrétienne, au moins dans les premières années de la révolution. Ce qui était contesté, c'était surtout le lien hiérarchique avec l'Eglise romaine; et c'est pour cela qu'ils ont combattu et qu'ils sont morts. Sur cette simple question d'obéissance hiérarchique, l'Eglise gallicane du dix-huitième siècle s'est montrée tellement inébranlable, que les trois quarts de ses ministres sont devenus des martyrs ou des confesseurs de la foi, pour ne pas être complices de l'usurpation laïque. De tels exemples, vous pouvez bien le dire sans crainte de démenti, ne se retrouvent dans l'histoire d'aucune secte ni d'aucune autre religion. Il est juste d'ajouter qu'ils ne se retrouvent pas même dans l'histoire de l'Eglise.

Non, il n'y a pas dans toute l'histoire de l'Eglise une plus belle page : je le dis sans hésiter après quarante ans d'études sur ces glorieuses annales. Jamais persécution ne fut à la fois plus violente et plus hypocrite ; jamais séductions plus habiles, jamais prétextes plus spécieux ne servirent d'appât à la défection ; mais jamais résistance ne fut plus généreuse, plus persévérante et plus invincible. Lorsque, dans d'autres pays et à d'autres époques, le schisme ou l'hérésie ont employé des moyens analogues, comme en Angleterre et en Allemagne, le clergé orthodoxe n'a que trop souvent succombé à l'épreuve. Là où il a noblement résisté à la violence des ennemis de l'Eglise, comme dans l'Italie de nos jours, on peut le dire sans rien diminuer de son mérite, l'acharnement et la perfidie de ses persécuteurs n'ont pas encore atteint les modèles que nos révolutionnaires leur ont légués. On ne voit guère que l'Irlande, où le corps sacerdotal ait triomphé, au même degré que notre ancien clergé, des ruses et des violences de la persécution.....

Oui, le clergé français de 1789 a remporté une glorieuse victoire sur l'immortel champ de bataille de la dignité humaine. Il n'a pas seulement été le pontife et le confesseur de la foi religieuse. Il a compris et pratiqué l'honneur, cette vertu, il faut le dire avec tristesse, dont les démocraties apprennent trop facilement à se passer. On ne saurait le proclamer assez haut : l'histoire politique du sacerdoce en France finit par une page mémorable, ajoutée à l'histoire de la foi et à l'histoire de l'honneur (1). Il devrait suffire d'être un homme d'honneur, un homme de cœur, pour savoir à ces prêtres un gré immortel des exemples d'indépendance, de courage et de virilité, qu'ils ont donnés à la France et au monde.

Mais, comme chrétiens surtout, que ne devons-nous pas à ce clergé, et quelle ingratitude ne serait pas la nôtre, si nous ne lui rendions pas l'hommage qui lui est dû ! Supposons un instant qu'il eût fléchi, qu'il se fût laissé séduire ou intimider dans cette lutte où il ne s'agissait d'abord, comme nous l'avons déjà dit, ni de la foi ni des mœurs, et où il n'y avait d'attaqué qu'un seul point, à la vérité souverainement important, l'indépendance de l'Eglise et sa compétence exclusive en matière spirituelle. L'exemple des origines de l'anglicanisme est là pour nous montrer à quoi une première concession sur la question d'autorité peut aboutir. Nous aurions eu un soi-disant clergé national, qui eût à jamais compromis la pureté et la dignité du christianisme. En mettant

(1) Vicomte DE MEAUX, *La Révolution et l'Empire*, page 110.

les choses au mieux, et en supposant que l'impiété terroriste n'eût pas tout infecté ou tout balayé, nous aurions vu, au sein de la première des nations catholiques, se renouveler le spectacle que nous donne la Russie, d'une Eglise réduite au rang le plus subalterne, enrégimentée dans l'innombrable armée des fonctionnaires publics, incurablement engagée dans les engrenages de la mécanique administrative, et méritant de s'entendre appliquer les paroles, que vous avez citées, de Voltaire au comte Schouvaloff en 1768 : « Il n'y a que votre illustre souveraine qui » ait raison ; elle paie les prêtres, elle leur ouvre la bouche et la ferme ; » ils sont à ses ordres, et tout est tranquille. »

Voilà cependant le régime spirituel que subissent sans protestations et depuis des siècles, soixante millions de chrétiens (1) baptisés, et parmi lesquels se trouvent, sans aucun doute, un nombre infini d'âmes pures, d'âmes simples, honnêtes et dignes d'un meilleur sort. Quel sombre et douloureux mystère ! Et combien ne devons-nous pas bénir ceux dont le courage et la constance invincibles nous ont préservés de cet abîme ! Grâce à eux, tous les pouvoirs qui se sont succédé en France depuis la révolution, ont appris à compter avec l'indépendance et la dignité des convictions et des institutions religieuses. Leur exemple a contraint les plus revêches au respect et à une certaine intelligence de la force morale. Ils ont imposé ce respect et cette intelligence même à l'auteur du concordat, c'est-à-dire à l'homme des temps modernes qui a le plus haï la liberté des âmes et le plus méprisé la conscience humaine.

Au premier rang de cette glorieuse Eglise de 1789, vous avez marqué la place d'honneur du clergé de la Franche-Comté. A sa tête paraît son admirable archevêque, Raymond de Dürfort, qui a ajouté une illustration si pure à toutes celles de sa noble race ; un de ces grands et saints évêques, vous le dites très justement, comme la noblesse et l'ancien régime, malgré tous leurs abus, en ont donnés souvent à l'Eglise ; un évêque des temps apostoliques, étranger aux vices de sa condition et de son siècle, comme aux récriminations et aux animosités de la lutte ; ami des réformes salutaires, doublant spontanément les sacrifices pécuniaires qui lui étaient demandés, recueilli et silencieux jusqu'au jour du

(1) Je ne puis m'empêcher de profiter de cette occasion pour indiquer à nos lecteurs le tableau si précis et si saisissant de l'Eglise russe, avec son clergé noir et blanc, tel qu'il a été tracé par une main aussi ferme que consciencieuse, celle du P. Gagarin, dans les *Etudes littéraires et religieuses* de la compagnie de Jésus.

véritable danger, mais alors l'un des premiers et des plus résolus sur la brèche. Le pitoyable successeur que le schisme lui avait donné, l'appelle lui-même *le plus vertueux des pasteurs*. Un de ces tristes religieux dont on a parlé plus haut, aura beau le calomnier en chaire <sup>(1)</sup> après son exil, il sera vengé par la tendre estime de tous les honnêtes gens, et maintenu par leur fidélité dans la possession de cette autorité archiépiscopale dont il disait si noblement : « Je ne puis en être dépouillé que » par une démission volontaire, que ma conscience ne me permet pas de » donner, ou par une déposition canonique, qu'avec l'aide du Ciel je ne » mériterai jamais <sup>(2)</sup>. »

Après lui vient ce grand corps des curés, le plus important et le plus respectable du clergé de ce temps, dont la conduite et l'organisation demeureront éternellement dignes d'étude et d'admiration pour leurs vénérables successeurs. Ils n'avaient pas, comme ceux-ci, l'avantage d'être formés dès l'enfance dans les petits séminaires, qui n'existaient pas avant la révolution. Ils étaient en très grande majorité élus par les chapitres, les communautés religieuses ou les seigneurs, puisque sur quinze cents emplois ou bénéfices dans le diocèse, il y en avait à peine cent dont l'archevêque pût disposer, même à la suite des concours. Ils étaient inamovibles, et, comme vous le constatez, leur mépris généreux pour toute espèce d'avancement les attachait pour la vie à la population qui leur était confiée. Nonobstant ces différences considérables, avouons avec bonheur que nous avons connu parmi leurs successeurs, plus d'un pasteur digne de rivaliser avec eux par la vertu comme par l'autorité, et fait pour reproduire dans les temps actuels les exemples consolants et rassurants du passé. Il y avait, comme vous le dites si bien, dans chaque village, un homme qui dispensait à peu près du juge, du commissaire de police, du garde champêtre et des gendarmes, et qui pour le peuple était la personnification vivante de toute vérité et de toute vertu. Cet homme, c'était le curé, et presque partout cet homme, au jour de l'épreuve, se montra digne du pouvoir moral dont il était investi. Même aux jours de la prospérité, le scandale était presque inouï dans les rangs du clergé paroissial. Même au sein de la faible minorité qui s'égara dans la révolution, presque tous restèrent fidèles à leurs vœux. Sur une vingtaine de prêtres mariés dans le Doubs, on ne compte qu'un seul curé. Sur quatre cent quatre-vingt-dix curés ou vicaires appelés à

(1) Page 501, le P. Téléphore, capucin, vicaire général de l'évêque schismatique,

(2) Lettre du 25 avril 1791.

opter entre le serment schismatique et la proscription, trois cent quatre-vingt-quatre, c'est-à-dire les quatre cinquièmes, triomphèrent de l'épreuve avec un courage et une vertu que l'on rencontre trop rarement dans l'histoire. A Besançon, sur soixante-douze prêtres astreints au serment, soixante-quatre le refusèrent (1). Et cependant l'épreuve était aussi délicate que dangereuse. Ils avaient, en apparence du moins, tout à gagner en cédant aux sollicitations ou aux menaces dont ils étaient l'objet. La constitution civile du clergé semblait, au premier abord, n'avoir pour but que de relever le clergé du second ordre aux dépens du premier. Sanctionnée par un roi pieux et vertueux, elle n'avait pas encore été condamnée par le saint-siège, à l'époque fixée pour la prestation du serment. Ils n'en furent pas moins dominés par l'instinct du droit et de la vérité. Ils renoncèrent à la fois aux douceurs de la popularité et de la propriété; aux presbytères où ils avaient vécu si longtemps et aux églises où ils avaient si longtemps réuni autour d'eux des populations dociles et dévouées. Ils rentrèrent dans le néant et la pauvreté, en attendant qu'ils prissent le chemin de l'exil ou de l'échafaud.

Est-ce trop de dire que cette résistance si unanime, que cette victoire si héroïque, fut un vrai miracle? Et ici, je ne peux mieux faire que de vous emprunter à vous-même une page aussi éloquente que véridique :

« Aussi sent-on fortement la main de Dieu à chaque pas dans les longues et douloureuses épreuves qui vont suivre, et on la bénit avec attendrissement, quand on voit tout à coup les diverses fractions de la société chrétienne, les unes si aigries, les autres si languissantes, l'épiscopat, le clergé de second ordre, les simples fidèles, se redresser au premier appel de la persécution, se rapprocher, se dépouiller de leurs préjugés, de leurs intérêts, de leurs antipathies, et se serrer courageusement autour de la croix pour la sauver. Non, rien ne surpasse la grandeur de ce spectacle, parmi ceux qu'il a été donné au monde de contempler; et quand on pense qu'il a eu lieu presque de nos jours,

(1) Par un contraste qui montre à quel point le clergé régulier, avant la Révolution, était tombé au-dessous du clergé séculier, soixante-dix-neuf religieux seulement, sur deux cent soixante-six, restèrent fidèles à leurs vœux, c'est-à-dire moins d'un tiers. En revanche, presque toutes les religieuses (trois cent cinquante-huit sur trois cent soixante-dix-sept) refusèrent de sortir de leur cloître jusqu'à ce qu'elles en fussent expulsées par la violence. Les nobles chanoinesses de Baume et de Migette, dont la vie semblait plus mondaine que monastique, n'en donnèrent pas moins l'exemple de la persévérance, et l'on est encore plus touché d'apprendre que les sœurs converses de tous les couvents, sans exception, suivirent le parti du devoir.

sur le sol même que nous foulons ; qu'il a eu pour acteurs des hommes que nous avons connus, dont la main paternelle a béni notre enfance ou guidé notre jeunesse, et que c'est à leur résistance héroïque que nous devons la conservation de notre foi et de notre liberté religieuse, il semble que leur histoire est pour nous plus qu'une histoire ordinaire, plus qu'un objet de curiosité sympathique, que c'est une partie de notre patrimoine, et que nous serions aussi ingrats qu'imprévoyants, de laisser le temps en effacer les derniers vestiges. »

Oui, c'est notre patrimoine, et dans ce patrimoine il n'y a rien de plus précieux que les exemples et les enseignements qu'il nous offre pour les épreuves de l'avenir. Quel sera cet avenir ? Je ne suis pas pessimiste, je ne prophétise pas comme quelques-uns, avec cette certitude satisfaite qu'inspire une logique absolue, des persécutions et des catastrophes plus terribles que toutes celles du passé. Je n'ai aucun besoin de prédire ou d'appeler la fin du monde pour me consoler de la défaite de mes principes et de mes préférences. C'est à peine si je me permets quelques conjectures, et ces conjectures sont de nature diverse. Car, s'il y a tout à craindre de cet avenir inconnu, il y a aussi beaucoup à en espérer. La religion est certainement plus forte en Europe et surtout en Amérique aujourd'hui, qu'elle ne l'était il y a cent ans. Elle a tout gagné à cette révolution qui devait et voulait l'abolir. Quelle différence entre le respect qu'elle inspire aujourd'hui, même à ceux qui la redoutent ou la repoussent le plus, et le mépris où elle était tombée du temps de Frédéric II et de Voltaire ! Tous les esprits élevés et indépendants lui sont plus ou moins gagnés. L'élite du genre humain lui est revenue. Mais en revanche, la haine qu'elle inspire est plus universellement répandue ; cette haine illumine de ses sombres clartés des régions plus basses, mais infiniment plus vastes que celles où s'est tramée contre l'Eglise la grande conspiration du XVIII<sup>e</sup> siècle. Or, nous savons par expérience que, à la différence de ce qu'on a vu en 1789, de grandes révolutions peuvent s'opérer et de formidables pouvoirs se constituer, sans que les grands talents ou les grandes renommées y soient pour quoi que ce soit.....

Il faut donc, comme disait le comte de Maistre, être prêt à tout et n'être sûr de rien. Les populations même religieuses seront-elles aussi courageusement fidèles que celles dont vous avez retrouvé et révélé les exploits (1) ? Dieu le veuille ; mais nul n'oserait en répondre. Quant au

(1) Signalons sur ce point un opuscule précieux, intitulé : *Le Faubourg Montbernage*,



clergé actuel, nourri de toutes les vertus apostoliques et pastorales, il saura, j'en suis convaincu, tenir tête à l'orage, mais il ne pourra faire ni plus ni mieux que ses pères trop oubliés, et, en attendant cet orage, il ne saurait mieux faire que de rechercher et de méditer leurs exemples.

Vous aurez, Monsieur, facilité et encouragé cette belle étude par votre excellent livre; vous aurez montré aux chrétiens de nos jours ce chemin semé de tant d'épines et de tant de gloire où ont marché leurs aïeux et où force leur sera peut-être de s'engager à leur tour.

Poursuivez donc votre œuvre si difficile, mais si méritoire. Défliez-vous seulement des longueurs, des détails trop minutieux, des citations trop abondantes. Croyez-en l'expérience d'un vieux marin, qui a souvent échoué sur l'écueil qu'il vous signale. Il arrive quelquefois à l'historien de trop s'attacher à son œuvre, à des incidents insignifiants, à des héros obscurs et d'autant plus aimés qu'on les a soi-même découverts. On prête au lecteur l'attention et l'intérêt que l'on a soi-même éprouvés. On se trompe et on se prépare ainsi des mécomptes fâcheux.

Mais surtout ne vous laissez ni décourager par l'indifférence de vos alentours, ni détourner de votre voie par des critiques puériles et superficielles. Je ne verrai pas la fin de votre œuvre : c'est pourquoi je vous tends dès à présent une main affaiblie par l'âge et la souffrance, mais encore assez forte pour serrer cordialement la main vaillante qui a entrepris de venger la vérité en la racontant, et de vouer à la réprobation d'une équitable postérité les crimes des révolutionnaires, sans attaquer indistinctement tout ce que la révolution a fait ou voulu, sans méconnaître aucune de ses aspirations légitimes, aucune des conquêtes ou des progrès que lui doivent incontestablement l'Eglise comme la France.

CH. DE MONTALEMBERT.

*de Poitiers, au point de vue religieux pendant la Révolution française, par Th. DE COUR-  
SAC. Poitiers, Oudin ; 1859.*



## NOTICE SUR M. VICTOR MAUVAIS,

REPRÉSENTANT DU DOUBS,

MEMBRE DE L'INSTITUT, DE L'OBSERVATOIRE ET DU BUREAU DES LONGITUDES.

---

Peu de temps après la mort de l'illustre Arago, l'Académie des sciences eut encore à déplorer la perte d'un savant dans la force de l'âge, qui s'était concilié l'estime et l'affection de ses confrères, et qui pouvait rendre les plus grands services à l'astronomie. Cet homme, dont nous essaierons de faire connaître la vie et les travaux, était Victor Mauvais, chevalier de la Légion d'honneur, représentant du Doubs, membre de l'Institut, du bureau des Longitudes, de l'Observatoire et d'un grand nombre d'autres sociétés savantes de France et de l'étranger.

Victor Mauvais, né le 7 mars 1809, à Romboz, petit hameau de la commune de Maiche, fit ses premières classes dans l'école secondaire ecclésiastique de Cerneux-Monnot. L'étude était un charme pour lui, et, comme écolier, il fut ce qu'il devait être pendant tout le cours de sa carrière, c'est-à-dire un travailleur infatigable, qu'aucune difficulté ne rebutait, aimant le travail pour lui-même et avant tout singulièrement avide de science. Plusieurs personnages qui se sont illustrés à des titres différents, M<sup>re</sup> Cuenot, le R. P. Ducreux, Xavier Marmier, etc., furent ses condisciples et ses émules et demeurèrent ses amis.

Après avoir étudié la philosophie à Ecole, il commença au grand séminaire de Besançon un cours de théologie, et là, comme dans ses premières études, il brilla au premier rang. Ses sentiments religieux étaient sincères et profonds, mais il recula devant la responsabilité de l'état ecclésiastique, et quitta le séminaire pour entrer chez M. le marquis de Vaulchier en qualité de précepteur. Dès son début dans le monde, il parut tel qu'il demeura le reste de sa vie, droit, simple, religieux, républicain

par sentiment autant que par caractère, bon et serviable par dessus toute chose.

Le désir d'acquérir des connaissances plus vastes le détermina à aller à Paris. Ses modiques ressources ne lui auraient pas permis de subvenir à ses premiers besoins ; mais il obtint une place de répétiteur dans l'institution de M. Barbet, qui fut toujours pour lui un ami dévoué, et grâce à cet appui, il continua la vie de travail qui devait le conduire un jour à l'Institut et au bureau des Longitudes. En employant de la sorte une partie de ses journées, il ne laissait pas de suivre avec la plus grande distinction, à la Faculté des sciences de Paris, les leçons de calcul différentiel et intégral, ces deux puissants moyens d'investigation qui ouvrent à l'esprit la sphère des hautes mathématiques. Un de nos plus illustres compatriotes, M. Pouillet, qui fut longtemps témoin de son talent précoce et qui en sut deviner la spécialité, écrivit à l'Académie de Besançon que si le jeune Mauvais pouvait se livrer exclusivement au travail, la Franche-Comté aurait prochainement un astronome des plus distingués.

L'Académie des belles-lettres, sciences et arts de Besançon, avait apprécié comme M. Pouillet le modeste étudiant. Elle savait qu'il se recommandait par son grand amour pour l'étude, joint à une admirable persévérance contre la mauvaise fortune, par un fond de connaissances variées, qui attestaient le bon emploi de son temps, et surtout par la sagesse de ses mœurs et l'aménité de son caractère. Aussi, lorsque le premier titulaire de la pension Suard eut cessé d'avoir droit aux bienfaits de l'Académie, cette compagnie porta ses vues sur M. Mauvais et le choisit de préférence à deux autres plus favorisés que lui sous le rapport de la fortune. M. Droz, de l'Académie française, s'empressa de le mettre en rapport avec les savants du premier ordre, et M. Arago, avec l'extrême bienveillance qui le caractérisait, le présenta au bureau des Longitudes pour une place vacante d'élève à l'Observatoire. A son arrivée, on le chargea des observations météorologiques.

D'un autre côté, MM. Nodier et Pouillet s'associèrent, avec une généreuse émulation, à la protection que MM. Droz et Arago accordaient à l'élu de l'Académie. C'est ce qui lui faisait écrire en 1838 aux membres de ce corps savant : « Il m'est impossible d'exprimer tout ce que je » leur dois de reconnaissance et d'affection filiale pour leur accueil plein » de bonté, leurs sages conseils et leurs paroles encourageantes. J'ai » trouvé dans M. Droz la tendresse du meilleur des amis, et dans » M. Pouillet les conseils du plus bienveillant protecteur. Le bonheur » de trouver à Paris de pareils encouragements et une telle société n'est

» pas un des moindres bienfaits de l'institution Suard, et ce bienfait  
» sera perpétuel pour le titulaire comme l'affection de l'Académie. Heu-  
» reux s'il se rend digne de la posséder toujours ! »

La carrière dans laquelle M. Mauvais venait d'entrer exigeait sans doute beaucoup de travail pour être parcourue, et un travail soutenu pour l'être avec succès ; mais un avantage inappréciable pour M. Mauvais, c'était de se trouver placé sur le théâtre même de l'observation, de pouvoir saisir les phénomènes à mesure qu'ils se présentaient et de travailler ensuite aux grands calculs qui servent à en déterminer les lois.

Quand un ciel nébuleux venait à interrompre ces observations et à rendre à M. Mauvais quelques instants de loisir, il les employait à étudier les ouvrages de théorie, afin d'étendre de plus en plus ses progrès dans les diverses parties de cette science immense, à la vérité, mais pour lui pleine d'attraits.

Enfin, par une disposition particulière et bienveillante du ministre de la guerre, il fut admis aux cours scientifiques de l'école polytechnique. Il les fréquenta assidûment, sans négliger pour autant ceux de la Sorbonne et du Collège de France. Telles furent les occupations qui remplirent sa première année d'étude. Entouré d'autant de protecteurs qu'il y avait à Paris de membres correspondants de l'Académie de Besançon ou de personnes qui appréciaient l'importance d'un suffrage décerné par elle, le courage ne lui manquait pas. Avec de si puissants secours, il espérait arriver heureusement au terme de son épineuse carrière et ne point faillir à sa destinée. Mais alors une circonstance douloureuse lui fit sentir encore davantage tout ce que lui imposait de travail et de succès le choix de la docte compagnie. Ce fut la mort de Gustave Fallot, le premier titulaire de la pension Suard. M. Mauvais, qui lui succédait, accablé de cette perte inattendue, la déplorait dans les termes les plus touchants. Puis il ajoutait : « C'est maintenant que je sens mieux que jamais » toute la responsabilité de ma position, responsabilité que je partageais » avec lui, dont il acquittait par ses succès la plus grande part, et qui » maintenant pèse tout entière sur moi. » M. Mauvais avait éprouvé pour son devancier la plus vive sympathie. Il le regardait comme un ami et presque comme un guide. Il avait apprécié ce linguiste, voué de si bonne heure aux études fortes et sérieuses, qui avait déjà obtenu de si brillants succès, qui se préparait à y ajouter encore par un ouvrage de philologie comparée, fruit de longues veilles, de laborieuses recherches et de profondes méditations ; ouvrage qui allait mettre le jeune auteur au rang des illustrations littéraires et payer avec usure sa dette de reconnais-

sance à la Franche-Comté qui l'avait vu naître, et envers l'Académie de Besançon qui lui avait aplani la voie de l'érudition et du savoir.

Depuis ce temps-là, c'est-à-dire depuis le moment où il devint élève astronome, M. Mauvais ne cessa de prendre la part la plus active aux travaux de l'Observatoire, qui, sous la haute influence de M. Arago, venait d'être largement pourvu des beaux instruments de nos grands artistes, Fortin, Gambey et Lerebours. Il ne se borna pas au cours régulier des observations qui doivent, avant tout, s'exécuter journellement dans un grand établissement astronomique; il entreprit des recherches qui lui firent beaucoup d'honneur, et il découvrit quatre comètes dont il suivit assidûment la marche pendant toute la durée de leur apparition. Tant de zèle et de travaux ouvrirent à M. Mauvais les portes de l'Académie des sciences; il fut nommé en remplacement de M. Bouvard, le 21 novembre 1843, et la même année il fut appelé au bureau des Longitudes, tout en gardant sa place d'astronome.

En 1844, M. Mauvais publia un ouvrage intitulé : *Nouveaux Eléments paraboliques de l'orbite de la comète découverte à l'Observatoire de Paris le 7 juillet 1844* (1); l'année suivante, il traduisit de l'allemand le *Mémoire sur la détermination des perturbations absolues dans les ellipses d'une excentricité quelconque*, par M. Hansen, directeur de l'observatoire de Gotha (2); et en 1846, il fit son travail sur les *Intersections annuelles des plans des orbites des petites planètes* (3). On a encore de lui : *Observations de la comète découverte à Berlin le 9 décembre 1839*, par M. Galle; — *Orbite parabolique de cette comète*, dans le tome X<sup>e</sup> des comptes rendus de l'Académie des sciences, et *Détermination de l'obliquité de l'écliptique* par les observations solsticiales.

Il serait impossible d'énumérer ici tous les travaux de M. Mauvais; qu'il suffise de dire que, dans la longue série de registres qui constituent les archives astronomiques de l'Observatoire et du bureau des Longitudes, son nom se trouve inscrit presque à chaque page; et que sur les cent cinquante mille observations qui y sont consignées, il en a, pour sa part, plus de trente mille, marquées au cachet d'une haute précision. Aussi la confiance qu'il inspira au bureau des Longitudes fut telle, qu'il fut chargé par lui, à différentes reprises, de missions scientifiques relatives à l'astronomie ou à la physique du globe, missions qu'il sut tou-

(1) Paris, Bachelier, 1844; in-4<sup>o</sup>.

(2) Id., id., 1845; in-8<sup>o</sup>.

(3) Id., id., 1846; in-4<sup>o</sup>.

jours remplir à son honneur. Dans les dernières années de sa vie, M. Mauvais avait entrepris un travail considérable, ayant pour objet la détermination des positions absolues des étoiles fondamentales. Frappé de certaines discordances qu'on remarque entre les ascensions droites de quelques étoiles, il eut l'idée d'un plan d'observations à la lunette méridienne, plan qu'il a exécuté en partie. Il avait choisi deux groupes, chacun de vingt étoiles, se succédant au méridien après un intervalle de douze heures, et il en observa les passages à six mois de distance, se proposant ensuite de les comparer au soleil, afin d'en déduire la position des points équinoxiaux. Cet important travail est resté malheureusement inachevé.

M. Mauvais assistait régulièrement aux réunions de l'Observatoire et du bureau des Longitudes, et suivait avec un grand intérêt les progrès des sciences. Il était toujours parfaitement au courant de ce qui se faisait, de ce qui se publiait dans les observatoires d'Allemagne et d'Angleterre, et ses confrères profitaient de toutes les ressources de son érudition quand ils discutaient des questions d'astronomie pratique, quand ils cherchaient à reconnaître les avantages et les inconvénients d'un instrument ou d'une méthode d'observation. C'est dans ces réunions qu'ils avaient surtout occasion de remarquer sa bienveillance parfaite, son obligeance extrême, la noblesse et l'indépendance de son caractère.

Les astronomes étrangers les plus distingués ne négligeaient aucun moyen d'entretenir avec M. Mauvais les relations les plus étroites, et pour se l'attacher, ils l'admettaient dans les sociétés savantes dont ils faisaient partie. Plusieurs souverains lui accordèrent les marques les plus flatteuses de leur estime et de leur confiance. L'empereur de Russie, Nicolas I<sup>er</sup>, lui donna en 1845 une médaille de bronze, et Christian VIII, roi de Danemarck, une de ces médailles d'or qu'on n'accorde dans ces lointains pays que pour des découvertes scientifiques éclatantes (1). Enfin, le roi Louis-Philippe le décora de la croix de la Légion d'honneur.

Après la révolution de février, M. Mauvais, qui partageait les opinions

(1) La médaille donnée par l'empereur Nicolas à M. Mauvais a sept centimètres de diamètre. La face porte l'effigie de ce prince avec une inscription en lettres russes. Au revers est l'observatoire de Saint-Petersbourg entouré des douze signes du zodiaque ; au-dessous se voit une autre inscription également en caractères russes.

La médaille d'or a quatre millimètres d'épaisseur et quarante-cinq de diamètre. Autour de l'effigie de Christian VIII, on lit : CHRISTIANVS VIII REX DANIE. Autour de l'exergue : VICTOR MAUVAIS, et au revers, autour d'une figure symbolique tenant de la main droite une sphère et de la gauche un compas, on lit le vers suivant : NON

politiques de M. Arago, représenta le département du Doubs à l'Assemblée constituante, avec MM. de Montalembert, Demesmay, Convers, Tanchard, Baraguey d'Hilliers et Bixio. Il faisait partie de la gauche républicaine conservatrice.

Une lettre datée du 2 août 1848 fait connaître le rôle qu'il avait joué, ainsi que Bixio, pendant les sanglantes journées de juin : « Bixio a » exposé sa vie si noblement pour combattre l'émeute, qu'il semblerait » devoir être à couvert de toute attaque et protégé par sa blessure même » contre la calomnie ; mais elle ne sait rien respecter.

» ... Nous étions partis tous deux à la tête des troupes pour attaquer » les barricades qui se trouvaient sur le quai, à l'extrémité des ponts qui » avoisinent l'Hôtel-Dieu et dans le bas des rues Saint-Jacques et de la » Harpe. J'avais suivi la colonne qui s'avancait le long du quai, tandis » qu'il s'était engagé dans la rue du Petit-Pont et au bas de la rue Saint- » Jacques. Déjà il avait enlevé deux drapeaux sur les deux premières bar- » ricades, lorsqu'à la troisième il fut frappé en pleine poitrine d'une balle » tirée d'une fenêtre. On le déposa dans une maison voisine, où nous vîn- » mes pendant la nuit, avec M. Recurt, ministre de l'intérieur, M. De- » mesmay et un autre de nos collègues, lui apporter des secours. Nous » fûmes obligés de franchir les barricades démantelées et d'arriver à la » maison où était Bixio à travers les coups de fusil que l'on tirait sans » cesse de la barricade située un peu plus haut. Vous voyez à quelle » cause il faut attribuer sa blessure, et comme tous les journaux en ont » parlé, il est vraiment inconcevable que la mauvaise foi la plus insigne » ait osé l'attaquer.

» Quant à ce qui me concerne, j'ai écrit une lettre aux trois journaux » de Besançon, je pense qu'ils voudront bien l'insérer. Elle suffira à éclai- » rer sur mon compte toutes les personnes de bonne foi. Quant aux calom- » niateurs de propos délibéré, il n'y a aucun moyen de leur fermer la » bouche ; il faut se contenter de les mépriser.

» Vous parlez aussi de la dignité des séances de la chambre, des cris, » du tapage avec les couteaux de bois. Il est certain que nous avons » souvent des séances fort orageuses. Les montagnards sont fort bruyants,

FRUSTRA SIGNORVM OBITVS SPECVLAMVR ET ORTVS. Au-dessous de la figure, on lit : COMETA VISVS, et plus bas : VII IVL. MDCCCXXXIV.

M. Mauvais avait encore reçu quatre autres médailles de divers souverains étrangers. Après sa mort, elles furent données à quelques-uns de ses parents, qui ont eu le tort de ne pas les conserver.

» mais qu'y faire? Il faut laisser passer l'orage et attendre le beau temps.  
 » Je vous conseille même de vous joindre aux rieurs à ce sujet. J'en  
 » ris bien, moi. Il faut espérer qu'enfin ces représentants sentiront que  
 » ce n'est que dans le calme que l'on peut délibérer et voter de bonnes  
 » lois. »

Le rôle politique de M. Mauvais ne fut pas très marqué; il se contenta le plus souvent de voter avec la gauche républicaine, tout en gardant la plus grande modération. Ses démarches assurèrent le maintien des sœurs de la Charité comme institutrices dans plusieurs communes des montagnes du Doubs; Bixio, son collègue et son ami, le seconda de tous ses efforts dans cette entreprise, aussi bien que dans les autres circonstances où l'intérêt du pays était mis en jeu.

M. Mauvais n'eut pas l'honneur d'être réélu à l'Assemblée constituante, sans que cependant il eût démérité aux yeux de ceux qui l'avaient choisi, car il n'avait jamais cessé de défendre l'ordre, la religion, la famille, la propriété. D'ailleurs, que pouvait-il faire, avec toute sa science, au milieu des orages de nos assemblées? Quel rapport rencontrerait-il entre nos révolutions politiques si désordonnées et les révolutions si régulières des astres, dont il était habitué à calculer les phases, à contempler la sublime harmonie? Sa place était à l'Observatoire; l'oubli de ses compatriotes la lui rendit; il n'avait plus qu'à la garder dans l'intérêt de la science et de sa renommée.

Le 24 août 1850, l'Académie des belles-lettres, sciences et arts de Besançon, qui lui avait aplani les voies de la science et qui lui avait ouvert le chemin de la fortune et de la célébrité, le reçut dans son sein en qualité de membre correspondant. Cette marque d'attachement de la part de ses compatriotes dut le dédommager de l'échec qu'il venait d'éprouver, et lui montrer qu'au moins il comptait encore des amis parmi les membres du corps le plus éclairé de la province.

Aux funérailles de M. Droz, de l'Académie française, qui eurent lieu le mardi 12 novembre 1850, M. Mauvais eut le triste honneur de faire, au nom de ses concitoyens, les derniers adieux à celui qui avait été autrefois son protecteur et qui fut jusqu'à la fin son ami le plus dévoué. Voici le discours qu'il prononça dans cette circonstance :

« Des voix éloquentes ont mesuré devant vous toute l'étendue des  
 » pertes que la mort de notre illustre confrère a fait éprouver en même  
 » temps à l'histoire, aux sciences morales, à l'économie politique, à la  
 » philosophie et à toutes les branches de la littérature. Qu'il me soit  
 » permis d'exprimer, à mon tour, la douleur et les regrets de tous mes



» jeunes compatriotes qui ont eu tant d'occasions d'apprécier non-seulement l'étendue et l'élévation de son intelligence, la grandeur de son âme, la loyauté de son caractère, mais encore la perfection de son cœur.

» Quel est celui de nos jeunes Franc-Comtois qui ont eu le bonheur de connaître M. Droz, qui n'ait reçu de lui des conseils éclairés et affectueux, des encouragements bienveillants à ses travaux et des applaudissements pleins de chaleur à ses premiers succès ? L'Académie de Besançon lui avait confié le patronage des pensionnaires qu'elle envoie périodiquement à Paris pour y perfectionner leurs études dans les lettres, dans les sciences ou dans les beaux-arts. M. Droz n'a cessé d'être pour eux un père affectueux, un ami éclairé et un protecteur plein de zèle et de dévouement. Son cœur a éprouvé quelquefois de sensibles douleurs, et cependant jamais une parole d'amertume n'est sortie de sa bouche. S'il déplorait parfois les écarts de conduite ou de doctrines de quelques-uns, son cœur faisait des vœux pour leur retour. Puisent-ils encore entendre sa voix paternelle, qui les rappelle aux principes salutaires qui ont régi sa propre vie !

» J'ai eu, l'un des premiers, l'insigne honneur de faire partie de cette mission, et plus qu'aucun autre, j'ai été, de la part de M. Droz, l'objet de cette paternelle affection dont le souvenir ne s'effacera jamais de mon cœur. C'est à ce double titre de plus ancien et de plus obligé que je me suis cru autorisé à venir, au nom de tous, faire nos derniers adieux à celui qui nous aimait comme ses enfants, et lui témoigner encore une fois toute la vivacité de notre attachement filial et de notre reconnaissance ! »

Sur la fin de l'année 1853, M. Mauvais fut atteint de la maladie de langueur qui devait le conduire au tombeau. La mort de M. Arago vint encore le frapper au moment où il aurait eu le plus besoin de tranquillité. Voici en quels termes il en donnait connaissance à un de ses parents :

« Nous venons d'éprouver la plus cruelle perte dans la personne de M. Arago, qui nous aimait et nous protégeait comme ses enfants.

» Nous ne savons plus quel sera notre avenir, car les ambitions se croisent pour la succession. Dieu veuille que nous ne tombions pas en de mauvaises mains.

» Nous n'avons d'autre espoir que dans la Providence, à laquelle nous devons déjà tout. »

Pendant que ses nombreux amis l'engageaient fortement à suspendre toute espèce de travail et à chercher dans des voyages une salutaire dis-

traction, un décret rendu le 2 mars 1854 réorganisa l'Observatoire et lui fit perdre, non pas sa place d'astronome, mais l'appartement qu'il occupait dans cet asile de la science. Mais ce qui l'affligea le plus, ce fut de se voir dans la nécessité d'abandonner le magnifique jardin de fleurs qu'il y cultivait. Malgré ce coup inattendu, M. Mauvais s'occupa aussitôt, et avec une grande activité, d'organiser d'autres moyens d'observations pour entreprendre d'importantes recherches. On pressentait qu'un esprit aussi distingué, aussi riche de son propre fonds, recueillerait dans la nouvelle carrière qu'il voulait parcourir des résultats dignes d'être enregistrés dans les annales des sciences ; mais ces belles espérances devaient bientôt s'évanouir. M. Mauvais fut atteint subitement d'une fièvre chaude, et, dans un moment d'horribles souffrances et de délire, il se donna la mort, le 23 mars 1854.

Ses funérailles eurent lieu le samedi 25 mars, dans l'église Saint-Sulpice. Tout ce que les lettres, les sciences, l'armée et la magistrature comptaient d'hommes éminents, s'empessa d'honorer de sa présence le convoi funèbre de cet infortuné savant. Il fut inhumé au cimetière Montparnasse.

M. Laugier, de l'Institut et du bureau des Longitudes, et M. Mathieu, doyen de la section d'astronomie, prononcèrent sur sa tombe de touchants discours, dans lesquels ils résumaient les titres scientifiques et les vertus privées de leur ami.

La mort de M. Mauvais produisit en Franche-Comté une sensation douloureuse. Pour l'apprécier, il convient d'entendre ceux qui l'ont le mieux connu, et qui l'ont approché de plus près dans ces tristes circonstances. M. le professeur Briot écrivit le 4 mai :

« Victor Mauvais était mon plus ancien, mon meilleur ami, et cinq  
 » semaines avant sa mort, voyant le fâcheux état de sa santé et inquiet  
 » de certains signes non équivoques d'aliénation mentale, je l'avais dé-  
 » terminé à prendre ses repas et à passer la soirée chez moi ; c'est dans  
 » ces relations de tous les jours, que j'acquis la certitude que Mauvais  
 » n'avait jamais songé à remplacer M. Arago ou à prendre après lui  
 » un poste important à l'Observatoire. Loin de là, il y avait refusé une  
 » position qui eût doublé son traitement, voulant bien, disait-il, tra-  
 » vailler sous un nouveau directeur, mais jamais sous un maître ayant  
 » droit de révocation, et qui conserverait le souvenir d'anciens démêlés.  
 » Le chagrin seul d'avoir quitté l'Observatoire, ses cabinets de travail et  
 » ses amis d'étude, a altéré sa raison, et ses amis et moi n'avons eu  
 » que de trop nombreuses preuves des ravages causés par la douleur

» sur cet esprit si droit, si bon. Mauvais n'était donc pas un ambitieux :  
 » il n'était pas non plus un impie, car quinze jours avant sa mort, il  
 » s'était confessé et avait communie avec une piété exemplaire ; mais  
 » les consolations de la religion ont été impuissantes devant la profonde  
 » altération de sa raison, et dans un de ces accès de fièvre chaude que  
 » nous ne redoutions que trop, mon malheureux ami a été fatalement  
 » entraîné au suicide, quoiqu'il l'eût toujours considéré comme une lâ-  
 » cheté. »

M. l'abbé Boillot, curé de Sainte-Madeleine de Besançon, dans une lettre publiée dans *l'Impartial*, à la date du 7 avril 1854, donna une nouvelle preuve que la mort de son ami n'était point calculée et qu'il ne fallait y voir qu'un acte d'aliénation mentale :

..... « J'ose venir, dans cette grave accusation, plaider les circons-  
 » tances atténuantes et réclamer la publicité de votre journal en faveur  
 » de quelques renseignements qui me sont parvenus. Ces renseigne-  
 » ments m'ont été fournis par M. l'abbé Racine, curé à Saint-Hippolyte-  
 » lez-Durnes, canton d'Ornans. Cet ecclésiastique, ami intime de M. Mau-  
 » vais, se trouvait à Paris quelques jours avant le fatal événement. Dans  
 » une visite qu'il faisait à Son Em. le cardinal Gousset, la conversa-  
 » tion étant tombée sur M. Mauvais, Son Eminence aurait dit que la  
 » tête de ce compatriote, obsédé d'ennuis, travaillait étrangement, et qu'il  
 » y avait à redouter pour lui quelque grave accident. M. l'abbé Racine  
 » aurait si bien compris M<sup>re</sup> Gousset, qu'étant de retour dans sa paroisse,  
 » il aurait annoncé à une famille qui se réclamait de M. Mauvais, que cet  
 » excellent compatriote viendrait au pays dans le courant de juin, si sa  
 » tête ne déménageait pas d'ici là. »

M. Mauvais avait reçu dans sa jeunesse une solide éducation religieuse, et jamais, dans tout le cours de sa vie, il ne s'écarta un seul instant de la voie droite. De tous ses amis, ceux qu'il chérissait le plus, c'étaient sans contredit ses anciens condisciples du séminaire. Malgré sa haute fortune et sa rapide élévation, il entretenait avec eux les relations les plus intimes. Revenait-il au pays natal, ses premières visites étaient pour eux ; il aimait à s'entretenir avec eux des jeux de leur enfance, de leurs études et de leur position actuelle. A Paris, il n'éprouvait pas de plus grande satisfaction que de les recevoir chez lui, de leur faire visiter l'Observatoire et tous les principaux monuments de la capitale. Il n'oubliait pas non plus de leur montrer son jardin de fleurs, où il cultivait lui-même, dans ses moments de loisir, toutes les variétés connues de chrysanthèmes. Les Franc-Comtois que le désir de s'instruire conduisait

à Paris, étaient assurés de trouver en lui un ami ou un protecteur dévoué : il aidait les uns de ses lumières et de ses conseils, il venait au secours des autres dans des besoins pressants ; il se donnait à tout le monde avec autant de facilité que de bienveillance.

Dans ses rapports avec ses collègues, il était simple, agréable, toujours égal à lui-même ; tous étaient unanimes à rendre hommage à la noblesse de ses sentiments, à la rigidité de ses principes, à la bonté, à la droiture de son cœur, à l'entière indépendance de son caractère. Pendant les vingt années qu'il passa à l'Observatoire, jamais le plus léger dissentiment ne vint attédir leurs relations, tant étaient grandes l'estime et l'affection qu'il savait inspirer à ceux qui vivaient avec lui. C'était un vrai sage et un vrai savant ; sa mort fut un malheur plutôt qu'une faute ; sa mémoire doit demeurer chère à la Franche-Comté.

ULYSSE ROBERT.



# ANNIE VARANGE.

NOUVELLE FRANCO-CHINOISE (1).

(Suite.)

---

## VIII.

### LES YN ET LES YANG.

Le lendemain, Benjamin retourna à bord du *Desaix*, échangea de cordiales poignées de mains avec ses camarades, et passa la journée à écrire une longue lettre à sa mère. Il persista à charger M<sup>me</sup> Lebel de ses souvenirs affectueux pour M<sup>me</sup> Varange et M<sup>lle</sup> Annie :

« Je vous en prie, chère mère, faites toutes mes commissions ; c'est une justice que vous devez à mes sentiments. En mer, en face de la mort, je ne me suis souvenu que de vous et d'Annie. J'ai compris que vous et elle êtes les deux liens qui m'attachent à la vie et me la font aimer. »

Le jour suivant, Benjamin n'ayant pas de quart à faire, alla à terre, et fit une visite à la légation. Il trouva M<sup>me</sup> de Bourboulon entourée de dictionnaires et de livres chinois, et travaillant avec ardeur à la traduction d'un ouvrage de Confucius :

« Ne vous scandalisez point, Monsieur, de me trouver au milieu de tous ces hiéroglyphes. J'utilise mes loisirs à étudier cette vieille nation chinoise, que les gouvernements européens s'occupent de faire entrer dans la société des nations. Ce n'est point connaître un peuple que de savoir qu'il se rase le front, les tempes et la nuque ; qu'il porte au som-

(1) Reproduction interdite.

met de la tête une longue natte de cheveux, qu'il pousse son riz dans sa bouche et saisit ses aliments avec deux bâtonnets d'ivoire. Ce n'est point le connaître que d'admirer ses productions, ses sculptures, ses laques, ses incrustations, ses porcelaines, ses tissus de crêpe, sa hiérarchie civile et militaire; ce qui est véritablement attrayant pour l'esprit, est de sonder les principes intellectuels, les idées philosophiques, morales et religieuses, qui se trouvent, soit dans les consciences individuelles, soit dans les traditions écrites. Mais, je vous ennuie, Monsieur....

— Je vous demande pardon, Madame; je vous écoute avec le plus vif intérêt.

— A bord des navires de la station de l'Indo-Chine, j'ai rencontré quelques officiers qui s'occupaient, comme moi, d'étudier à fond le peuple chinois. Mais les autres se contentaient de noter dans leurs souvenirs ce qu'ils esquisaient dans leurs albums: l'aspect superficiel des populations, des costumes, les habitations, les bateaux et les pagodes. J'espère, Monsieur Lebel, que vous serez des nôtres, et que, pendant votre campagne, vous travaillerez à comprendre la Chine.»

Nous ne suivrons pas le *Desaix* dans ses voyages le long des côtes de Chine, et dans ses visites aux établissements européens de Canton, de Hong-Kong, Fou-tchou, Amoy, Ning-pô et Shang-haï. Benjamin recouvrera sa belle santé habituelle, et s'occupa avec zèle de son service à bord du brick et de ses études. Le système auquel il eut recours pour recueillir des renseignements sur les diverses questions qu'il se posait, était fort simple. On sait avec quelle cordiale fraternité nos missionnaires accueillent nos officiers de marine, c'est-à-dire une notable portion de l'élite de la jeunesse française; il faisait donc de fréquentes visites aux missionnaires français disséminés sur le littoral, causait avec eux, prenait des notes sur les aperçus nouveaux qui lui étaient communiqués, et copiait même de longues pages traduites des livres chinois. Quand il avait la matière d'une lettre, il l'envoyait à sa mère, qui en faisait part au curé du village. Voici les extraits les plus intéressants de sa correspondance :

« En Chine, les offices publics de la religion de l'Etat consistent en des sacrifices en l'honneur des empereurs défunts, des esprits qui président à la terre et aux moissons, de l'inventeur de l'agriculture, des esprits des collines et des rivières, de Confucius, du drapeau national, des esprits du soleil, de la lune, du ciel et de la terre. Ces offrandes ont lieu aux solstices d'hiver et d'été, sur un autel de forme arrondie, dans le faubourg méridional de Pékin. Les formules des prières liturgiques ont

subi quelques altérations sous diverses dynasties, mais la teneur présente toujours le même caractère religieux :

PRIÈRE ADRESSÉE PAR L'EMPEREUR A CHANG-TI, GÉNIE CÉLESTE,  
QUI GOUVERNE LE MONDE.

« J'élève ma pensée vers toi, ô Ouvrier qui travailles dans le mystère. Combien est belle la voûte immense des cieux où tu résides. Voici le temps où les mâles énergies de la Nature commencent à s'éveiller ; je viens en grande pompe te rendre les honneurs qui te sont dus. Moi, ton serviteur, je ne suis qu'un roseau ou qu'un saule ; mon cœur est un cœur de fourmi ; j'ai cependant reçu le gracieux décret par lequel tu m'as nommé au gouvernement de l'empire. Je confesse avec joie mon ignorance et mon aveuglement, et j'éprouve une crainte profonde de me montrer indigne de tes faveurs. Je veux observer toutes les lois et tous les statuts, et m'efforcer, simple comme je suis, de remplir loyalement tous mes devoirs. A la distance incommensurable où je me trouve, j'ose élever mes regards vers ton palais céleste. Monte dans ton char brillant et viens près de cet autel. J'incline ma tête contre le sol et j'attends avec respect l'abondance de tes grâces. Tous mes officiers m'entourent et sont heureux de t'adorer avec moi. Tous les esprits, tes gardes du corps, t'accompagnent et remplissent l'air de l'orient à l'occident. Je me prosterne à ton approche, ô Ti. Oh ! daigne accepter mes offrandes et abaisser tes regards sur tes adorateurs, toi dont la bonté est inépuisable. »

ADRESSE DE L'EMPEREUR AUX ESPRITS CÉLESTES, LUE DEVANT LUI ET SES OFFICIERS,  
SIX JOURS AVANT LE SACRIFICE DU SOLSTICE DU PRINTEMPS :

« X, empereur, héritier de la grande et illustre dynastie, a sérieusement préparé ce papier pour donner avis

A l'esprit du soleil,

A l'esprit de la lune, •

Aux esprits des cinq planètes, des constellations du zodiaque et de toutes les étoiles du ciel,

Aux esprits des nuages, de la pluie, du vent et du tonnerre,

Aux esprits qui ont des fonctions spéciales dans le ciel,

Aux esprits des cinq collines, des quatre mers et des quatre grandes rivières,

Aux esprits célestes et terrestres,

A l'esprit qui préside à la présente année et au présent mois,

Aux esprits qui président à chaque jour,

A l'esprit qui a charge du terrain qui entoure l'autel,  
Que :

Le premier jour du mois prochain, nous conduirons avec révérence nos officiers et notre peuple pour rendre des honneurs au grand nom de Chang-Ti, qui habite les cieux impériaux, et que nous élèverons nos yeux vers la voûte azurée, haute de neuf étages. Nous vous en informons d'avance, vous tous, esprits célestes et terrestres, et vous prions de vous donner la peine de mettre en jeu vos influences et de déployer vos vigoureuses énergies en communiquant notre humble désir à Chang-Ti, et en le suppliant de nous accorder avec miséricorde sa bienveillance, et de recevoir avec faveur les vœux que nous lui présenterons. A ces fins nous avons rédigé pour vous ce papier d'avis. Esprits, prenez-en tous connaissance. L'avertissement que nous vous donnons est très sérieux. »

#### CANTIQUE POUR SALUER LA VENUE DE L'ESPRIT DE CHANG-TI.

« Dans le commencement, il y a bien longtemps, était le grand chaos informe et ténébreux. Les cinq éléments n'avaient pas commencé leurs évolutions; le soleil et la lune ne brillaient pas encore. Il n'y avait au milieu du chaos ni forme ni son. O esprit souverain, tu sortis de ta gloire et tu séparas les parties grossières des substances pures. Tu fis le ciel, tu fis la terre; tu fis l'homme; toutes choses reçurent l'être avec la puissance de reproduction. »

#### CANTIQUE POUR OFFRIR LA LETTRE D'AVIS.

« O Ti, quand tu eus séparé les yn et les yang (deux substances vaporeuses, mâle et femelle, produites par la respiration de la nature), tu continues ton ouvrage. Tu produisis le soleil, la lune et les cinq planètes. Que leur lumière était pure et belle! La voûte des cieux s'étendit comme un rideau d'azur, la terre carrée s'appuya sur elle à tous les horizons; tout était bonheur! Moi, ton serviteur, j'ai la hardiesse de te faire d'humbles actions de grâces et de t'offrir cet avis avec mes adorations. »

#### CANTIQUE POUR OFFRIR LES PIERRES PRÉCIEUSES ET LES SOIERIES.

« O Ti, tu daignes nous écouter, car tu as pour nous la tendresse d'un père. Moi, ton enfant épais et illettré, suis incapable d'exprimer mes sentiments. Je te remercie d'avoir accepté notre invitation. Ton nom est grand et digne d'honneur. Avec respect nous t'offrons ces pierres et ces soieries; comme les hirondelles joyeuses au printemps, nous chantons ton inépuisable amour. »



## CANTIQUE POUR OFFRIR LES VASES PLEINS D'ALIMENTS.

« On célèbre la grande fête ; les cris de joie retentissent comme un tonnerre. L'esprit souverain daigne accepter nos offrandes ; mon cœur est petit comme un grain de poussière. Les mets ont été bouillis dans les grandes marmites ; les fricassées odorantes ont été assaisonnées. Agrée ces offrandes, ô Ti ! et tout le peuple sera heureux. En recevant tes faveurs, je suis en vérité béni. »

## CANTIQUE POUR L'OFFRANDE DU VIN.

« Le grand et puissant esprit nous accorde ses grâces, tout indignes que nous sommes de les recevoir. Moi, son simple serviteur, j'élève dans mes mains cette coupe précieuse, en adorant et en louangeant Celui dont les années n'ont pas de fin. »

## CANTIQUE D'ACTIONS DE GRACES.

« Lorsque Ti, le Seigneur, l'eut décrété, il fit le ciel, la terre et l'homme. Il mit à des places spéciales les hommes et les choses et tendit les cieux au-dessus de tout. Je le prie de m'éclairer, moi qui suis son ministre, afin que je puisse mériter de paraître à jamais devant lui dans l'empyrée. »

## CANTIQUE POUR LA DEUXIÈME OFFRANDE DU VIN.

« Toutes les nombreuses espèces de créatures animées doivent leur commencement à ta bonté. Les hommes et les choses jouissent de la félicité dans le paradis de ton amour. Tout ce qui a vie dépend de ta munificence. Qui sait d'où viennent les bénédictions ? Toi seul, ô Seigneur, es le véritable père de toute chose. »

## CANTIQUE POUR LA DERNIÈRE OFFRANDE DU VIN.

« La précieuse fête se célèbre au loin ; les tables sont servies et étincèlent ; le vin coule limpide comme le cristal ; la musique retentit et les danses vont commencer. L'esprit d'harmonie préside à tout ; les créatures sont heureuses. Ma respiration devient haletante ! Je suis dans l'impossibilité d'exprimer ce que je ressens. »

## CANTIQUE POUR ENLEVER LES OFFRANDES.

« Le service est achevé ; mon pauvre cœur reste muet. O Ti ! ta bonté souveraine est infinie ! Comme un potier tu as fait toutes choses. Le sentiment de ta bonté est gravé dans mon âme ; je ne puis l'exprimer dans toute sa plénitude. Tu nous supportes avec miséricorde et malgré tous nos démérites tu nous donnes vie et prospérité. »

## CANTIQUE POUR LE DÉPART DE L'ESPRIT DE CHANG-TI.

« Avec les cérémonies convenables, la requête a été présentée. Esprit souverain, tu as daigné accepter nos offrandes. Les danses ont été formées, et la musique a retenti neuf fois. Daigne, ô Ti, augmenter le bonheur de ma maison. Les instruments de métal ornés de pierres précieuses ont rempli l'air de leurs mélodies. Les riches ceintures des officiers, toutes couvertes de brillants, ont fait entendre leur cliquetis. Les esprits et les hommes se réjouissent. Quand nous célébrons son grand nom, quelles limites pouvons-nous mettre à nos louanges ? Il a fixé pour jamais les cieux élevés et consolidé la terre. Son gouvernement est éternel. Moi, son indigne serviteur, j'incline la tête, je la courbe dans la poussière, et suis enveloppé de sa grâce et de sa gloire. »

## CANTIQUE POUR LA COMBUSTION DES OFFRANDES.

« Nous avons adoré et écrit le grand nom sur cette feuille étincelante comme un diamant. Nous la déroulons devant Ti et la plaçons sur le feu. Nous brûlons aussi les précieuses soieries et ces mets délicats, en faisant d'ardentes prières pour que nos offrandes s'élèvent en volume de flamme vers le lointain azur. Jusqu'aux extrémités de la terre, les hommes et les choses se réjouissent dans le grand nom. »

## PRIÈRE A L'ESPRIT DU SOLEIL.

« Y Z, empereur, héritier du trône, envoie sérieusement cet avis à l'esprit du soleil. O esprit, tu es la première des essences mâles ; tu es le chef de nombreux esprits. Ta lumière brille sur le monde ; aux quatre coins du ciel rien ne lui reste caché ! Depuis les temps les plus reculés tes services éminents sont restés continus jusqu'à ce jour. La terre entière est dans ta dépendance. C'est maintenant le second mois du printemps : conformément aux anciens rites, je t'offre un sacrifice de pierres précieuses, de soieries et d'animaux. Prosterné, je te prie de l'accepter et de donner le bonheur à tout mon peuple. O esprit, agréé ma prière. »

De semblables prières sont adressées au maître des nuages et de la pluie, au baron des vents, au général du tonnerre, aux esprits mandarins des collines et des rivières et aux mânes des empereurs défunts. Voici cette dernière prière :

« Je pense à vous, souverains mes ancêtres, dont les âmes glorieuses sont dans le ciel. Comme les abondantes sources sont unies aux ruisseaux heureux qui en découlent, ainsi vous êtes unis à vos descendants. Eloigné de vous par de nombreuses générations, j'ai reçu le décret céleste et gardé votre souvenir ; je vous offre ce brillant sacrifice, à vous qui êtes ho-

norés d'âge en âge depuis des centaines de mille et des myriades d'années. Tantôt se montrant avec éclat, tantôt se voilant de mystère, les esprits se meuvent et ne laissent point de trace; dans leurs chars impériaux, ils vont çà et là, et restent toujours calmes. Leurs âmes sont au ciel et leurs tablettes dans la salle. Leurs enfants et leurs petits-enfants ne se fatiguent jamais de se souvenir d'eux avec de filiales pensées. Oh ! vous êtes vraiment impériaux, vous, mes ancêtres, vous qui montez et descendez dans le ciel. Ce temple est très élégant et les sacrifices ont été très respectueux. Puissent vos esprits intelligents demeurer avec vous ! Vos autels resteront dans une tranquillité profonde ; le bonheur et la postérité seront donnés sans interruption à vos descendants. Ma famille et mon empire seront bénis pendant dix mille ans. »

## IX.

## LA PETITE CHRÉTIENNE.

Benjamin profita d'une relâche que fit le *Desaix* en rade de Hong-Kong pour prendre des informations sur le grand-père d'Annie. Le consul français lui apprit qu'il y avait dans la ville un Anglais du nom de Douglas, qui, avec le secours de quatre ou cinq capitalistes anglais et chinois, travaillait avec activité à organiser des services de bateaux à vapeur entre les divers ports du littoral chinois ouverts aux Européens ; il ajouta que cette société, dont l'existence était encore très précaire, pouvait faire un jour d'excellentes affaires : les hostilités imminentes avec la Chine et le développement des relations commerciales qui en seraient la conséquence immédiate, garantissaient aux petits vapeurs de cabotage un brillant avenir. Benjamin transmit cette nouvelle à sa mère et la chargea de la donner à M<sup>me</sup> Varange, avec l'adresse de son père à Hong-Kong.

L'arrivée de la lettre de Benjamin détermina M<sup>me</sup> Lebel à faire une visite à M<sup>me</sup> Varange, qu'elle n'avait pas vue depuis quelque temps, et qu'elle trouva alitée. Il n'y avait rien de bien alarmant dans l'état de la malade ; elle était faible, mais n'avait pas de fièvre. Illusionnée par sa tendresse filiale, Annie n'était point attristée ; elle soignait sa mère, et chaque jour lui répétait, comme elle le croyait, que le jour suivant M<sup>me</sup> Varange pourrait se lever et reprendre ses occupations habituelles. Les jours succédaient cependant aux jours sans apporter aucun changement sensible dans l'état de la malade. Tous les soins lui étaient prodigués par Annie, M<sup>me</sup> Lebel, le curé et le meilleur médecin de la ville. L'hiver se passa ainsi : tous disaient que le printemps rendrait des forces à la ma-

lade ; la neige disparut, les primevères fleurirent, au commencement de mai des bouquets de violettes et de petites roses furent cueillis par Annie et apportés à sa mère, qui brisa les fleurs et l'enfant. Son amour pour sa fille la soutenait seul et empêchait de se briser le dernier fil qui rattachait son âme à sa frêle enveloppe. Mais son amour était mêlé d'une anxiété profonde pour l'avenir d'Annie. A sa demande, la jeune fille avait écrit à son grand-père ; M<sup>re</sup> Lebel avait mis la lettre d'Annie dans une de ses lettres à son fils et avait recommandé à Benjamin de la remettre en personne à M. Douglas et de sonder les dispositions du grand-père à l'égard de sa petite-fille.

M. Douglas reçut l'officier de marine avec une froide politesse, mit sans l'ouvrir, sur son bureau, la lettre qui lui était présentée, dit que Sarah avait toujours été très délicate et qu'il espérait recevoir bientôt de meilleures nouvelles de sa santé. Le vieillard ne dit rien de ses intentions ; Benjamin s'était promis de lui dire mille choses pour l'intéresser à sa petite-fille qu'il n'avait jamais vue ; mais il fut déconcerté par la froideur britannique de M. Douglas, et, sentant que toutes les phrases qui venaient sur ses lèvres risquaient d'être indiscretes, il se retira avec la conscience douloureuse d'avoir manqué sa mission.

Dès qu'il fut sorti, M. Douglas écrivit à Annie la lettre suivante :

« Ma chère petite,

» J'ai reçu hier, 15 septembre, ta lettre, qui m'a été apportée par un officier d'un navire de guerre français. Je suis bien peiné d'apprendre que la santé de ta chère maman est mauvaise. Dis-lui que la divine Providence bénit ma persévérance. J'aurais pu me fixer en Australie ; j'y ai rencontré plusieurs amis qui dirigent l'exploitation d'immenses propriétés très florissantes. Mais j'étais trop vieux pour commencer la vie de fermier. Je suis donc venu en Chine, qui est, avec le Japon, le dernier champ qui s'ouvre au commerce européen. Dans la prévision d'une guerre prochaine et d'un développement de commerce qui en sera la conséquence nécessaire, j'ai eu l'idée de fonder une compagnie de bateaux à vapeur destinée à remplacer pour le cabotage les jonques chinoises et les lorches portugaises. Nos deux premiers bateaux couvrent largement leurs frais. Si Dieu me prête vie, j'espère, ma chère enfant, te laisser un petit héritage. Continue d'étudier et de t'instruire. Je vois par ta lettre que ma fille t'a soigneusement enseigné ta langue maternelle. Je vous embrasse toutes deux, et n'oubliez pas que mes occupations ne me permettent pas de vous écrire souvent.

Ton grand-père,

» W. DOUGLAS. »

» P.-S. Je t'envoie par Marseille une caisse de thé, un crépon blanc et deux douzaines de foulards. La caisse suivra de près ma lettre. W. D. »

Ce fut un jour de fête pour Annie que l'arrivée de la caisse de Chine. M<sup>me</sup> Lebel envoya une voiture la chercher à la gare et assista à son ouverture. Le crépon fut étendu sur le lit de M<sup>me</sup> Varange malade ; il était uni, avec quelques fleurs brodées aux quatre coins et une frange longue et épaisse. Les foulards étaient également de soie blanche. Dès que la caisse plombée fut ouverte, l'arôme du thé noir remplit la chambre ; on voulut le goûter de suite ; les trois dames le trouvèrent délicieux. Une part fut faite pour M. le curé, et M<sup>me</sup> Lebel en emporta une bonne provision. Quelques cornets furent envoyés aux infirmes du hameau ; M<sup>me</sup> Varange et sa fille, avec leurs ressources modiques, sympathisaient avec toutes les souffrances et ne manquaient aucune occasion de les soulager.

Le paquet de lettres et de journaux adressé par M<sup>me</sup> Lebel à son fils, contenait une lettre d'Annie toute pleine de reconnaissance pour M. Douglas ; mais lettres et journaux attendirent deux mois à Macao le retour du *Desaix*, qui avait repris la mer. Un prêtre français avait été arrêté sur les côtes de Chine, et le *Desaix* avait reçu la mission de réclamer la mise en liberté d'un compatriote illégalement détenu dans une prison infecte, au milieu de malfaiteurs de toute espèce. D'après les indications données par les chrétiens indigènes, une baie profonde était le lieu le plus rapproché de la ville du Fo-Kien où languissait le prisonnier. Après avoir exploré toutes les sinuosités du rivage, le *Desaix* se trouva un matin à l'entrée de la baie et y pénétra sous vapeur. Un goulet étroit et tortueux masquait le fond de la baie : le brick avançait lentement, avec des sondeurs aux deux bords. Grand fut l'étonnement de l'équipage quand il aperçut le fond de la baie tapissé d'un nombre immense de jonques de guerre de tout tonnage, dont les ponts étaient hérissés d'artillerie et couverts d'une multitude de matelots. Les jonques étaient échouées à la marée basse et flottaient à peine à la marée haute ; elles étaient toutes rejointes ensemble et solidement amarrées au rivage.

Les hostilités contre la Chine n'avaient pas commencé. Les escadres anglaise et française attendaient l'arrivée des derniers navires envoyés d'Europe. On ignorait les intentions des deux amiraux.

Canton était la ville éminemment coupable ; elle venait de brûler les factoreries anglaises, d'anéantir le commerce avec l'Europe et de violer tous les droits de l'humanité. C'est de Canton que vinrent les incendiaires qui brûlèrent les magasins de farine de Hong-Kong ; c'est le vice-roi de Canton qui promit le globule de mandarin à l'entrepreneur chinois de la

manutention anglaise et qui fit mélanger un sac d'arsenic avec les farines destinées à la confection du pain de la garnison.

Après l'incendie des factoreries, les commerçants anglais se réfugièrent à Hong-Kong. La situation de quatre cents Européens au milieu d'une ville de soixante-quinze mille Chinois, séparée du continent par un détroit qu'une armée ennemie pouvait traverser en une heure, était très précaire. Cette poignée d'Européens était défendue par un régiment d'infanterie dont l'effectif ne dépassait pas cinq cents hommes et par une batterie de quatre petites pièces de campagne. Les réfugiés de Canton demandèrent à former une garde civile; la plupart d'entre eux étaient bons chasseurs; quelques jours suffirent à un sergent du régiment pour donner à cette compagnie de volontaires l'ensemble et la précision des mouvements militaires. Les spectateurs de leurs manœuvres, commandées par le lieutenant-colonel Kaine, n'oublieront jamais l'aspect bizarre de ce bataillon improvisé en huit jours, la diversité des tailles, des âges et des accoutrements. Mais le tir à la cible, avec des armes de luxe, avait des résultats merveilleux. Cette manifestation belliqueuse fit une impression utile sur la population chinoise. Celle-ci conserva ses habitudes tranquilles. Les jours s'écoulaient et apportaient plus de sécurité aux Européens; le nombre des navires de guerre augmentait, et la rade présentait une défense formidable contre toute tentative d'invasion de la part des troupes chinoises. Au strict point de vue militaire, la sécurité grandissait; mais la crainte des assassinats, des incendies, des empoisonnements, ne diminuait point: les bouchers, les boulangers, les marchands de poissons, de fruits et de légumes, les épiciers, les cuisiniers, tous ceux en un mot qui chaque jour approvisionnaient le marché, le garde-manger et la table des familles européennes, étaient Chinois. La terreur régnait dans toutes les maisons: on voyait des reflets métalliques sur le dos des poissons frits; le pain, fait avec des farines qui avaient dix-huit mois de mer, n'avait ni la blancheur ni la saveur des petits pains de Paris; tout aliment était suspect; on voyait partout le reflet blafard de l'arsenic; les dames se défiaient de la pulpe de beurre du mangoustan et de la chair de raisin du litchis. En se mettant à table, on essayait sur les chiens les mets du dîner. Quelques familles eurent le courage de s'approvisionner de biscuit de mer et de viande salée, et de se mettre à l'ordinaire des équipages qui font une traversée de six mois.

Le commandant du *Desaix*, depuis son arrivée en Chine, avait scrupuleusement étudié les dispositions des Chinois; il avait acquis la certitude qu'ils étaient hostiles et déloyaux; il donna donc l'ordre au chef

mécanicien de diminuer la pression et laissa le brick s'avancer lentement vers le centre de l'immense demi-cercle d'artillerie qui dessinait le fond de la rade.

Arrivé à un mouillage convenable, il donna l'ordre d'arrêter la machine en gardant les feux allumés et laissa tomber une ancre légère. Le mouvement des hommes sur les ponts des jonques chinoises, occasionné par l'entrée du *Desaix* dans la baie, se ralentit après quelques instants ; le petit brick semblait si pacifique que les artilleurs chinois quittèrent leurs pièces et formèrent çà et là des groupes serrés de fumeurs et de joueurs d'échecs. Le commandant Laouénan connaissait la perfidie des mandarins chinois et ne se faisait point illusion sur le peu d'impression que la présence de son brick pouvait faire sur leur présomption orgueilleuse. Il eut la prudence de garder tout son monde à bord et d'attendre l'occasion d'entrer en relation avec quelques mandarins. De nombreux bateaux remplis de légumes, de poissons, de volailles et de fruits, entourèrent le *Desaix* ; le commandant chargea une de ses embarcations de porter à l'amiral chinois un message préparé à la légation de Macao. L'amiral chinois répondit immédiatement que l'affaire n'était pas de sa compétence, mais qu'il se chargeait volontiers d'expédier les dépêches au mandarin auquel elles étaient adressées. Le commandant du *Desaix* le remercia en disant qu'il attendrait une réponse pendant quelques jours. Deux jours s'écoulèrent. L'ennui gagna tout le monde à bord ; les officiers prirent leurs fusils de chasse et demandèrent la permission d'aller à terre tuer les pluviers que l'on voyait en troupe sur le rivage. Le commandant consentit, en défendant aux jeunes gens de s'avancer dans l'intérieur des terres au point de s'exposer à voir couper leur retraite vers les embarcations. Les officiers revinrent joyeux à la tombée de la nuit, avec cinq pluviers, un faisan et une bécassine.

Le jour suivant, vers onze heures, au moment où l'officier de quart ordonnait d'armer le canot major, une petite jonque chinoise, à six avirons, accosta le *Desaix*, et un jeune mandarin, à l'air vif et distingué, monta lestement sur le pont et remit à l'officier de quart un large pli pour le commandant. On manda l'interprète embarqué à Macao : c'était une invitation à dîner que l'amiral chinois faisait au commandant et aux officiers du brick. Pendant que le commandant, aidé de son interprète, élaborait une réponse, le jeune mandarin se promenait sur le pont et semblait s'intéresser vivement à l'armement du *Desaix*. Il s'arrêtait près des obusiers, examinait les affûts, étudiait chaque détail et faisait de nombreux gestes d'admiration. Il demanda par signes aux officiers qui

l'entouraient la permission de voir la machine ; l'un d'eux descendit avec lui, lui montra les générateurs de la vapeur, le conduit de la vapeur aux tiroirs, la tige du piston et la communication du mouvement de rotation à l'hélice. Avec sa mine éveillée et souriante, le mandarin parut tout comprendre ; il fit d'interminables salutations au commandant, quand il quitta le pont du brick porteur d'une lettre d'acceptation ; avec une prudente courtoisie, le commandant pria l'amiral chinois d'arranger les préparatifs de manière à ce que la réunion eût lieu dans un bosquet de grands arbres qui ombrageaient une petite pagode sur le rivage. Après le départ du mandarin, les officiers descendirent à terre et se mirent en chasse. L'invitation polie de l'amiral chinois leur inspira un sentiment de sécurité complète ; ils poursuivirent le gibier dans toutes les directions et furent bientôt séparés les uns des autres par les accidents du terrain et les incidents de la chasse ; ils se perdirent de vue et cessèrent bientôt d'entendre même les coups de fusil.

Quand le soleil fut près de l'horizon, chacun songea à regagner la plage où le canot major les attendait. Ils arrivèrent tous l'un après l'autre, excepté Lebel. Ils connaissaient son ardeur à la chasse et n'eurent d'abord aucune préoccupation de son absence. Ils s'assirent sur le sable, et en regardant les oiseaux qu'ils avaient tués, devisèrent de leur promenade. Le temps s'écoulait, le soleil s'était caché derrière les montagnes ; l'ombre se faisait, quand le patron du canot s'approcha des officiers et leur dit que le signal du rappel à bord venait d'être hissé au grand mât ; tous distinguèrent le petit pavillon blanc et bleu qui se détachait encore sur le fond grisâtre du ciel. L'anxiété se peignit sur tous les visages ; Lebel ne paraissait pas ; ils tirèrent quelques coups de fusil.

Après quelques décharges, ils entendirent dans le lointain un coup de feu qui leur répondait. La confiance et l'espoir leur revint, et bientôt Lebel put leur crier du haut d'une colline : « Bon quart d'arrière. » Ses camarades le grondèrent amicalement ; il leur répondit en tirant de sa gibecière un magnifique faisan doré, à la poursuite duquel il s'était aventuré loin dans les terres. L'oiseau démonté était tombé dans un bois de bambous, où le chasseur pénétra et eut la surprise de rencontrer une jeune fille qui lui apportait le faisan palpitant.

« Oh ! délicieux ! s'écrièrent les officiers ; nous trouvions le temps long de ne pas avoir encore commencé un petit roman. Comment était cette jeune Diane chinoise ?

— Elle paraissait très timide et en même temps très désireuse de me parler. Elle me tendit l'oiseau et s'enfonça sous les massifs en me faisant



signe de la suivre. Quand nous fûmes enveloppés d'ombre et de verdure, elle s'arrêta, et, levant vers moi ses grands yeux noirs, elle m'indiqua successivement de la main la flotte chinoise et le brick, dont nous voyions les hauts mâts au-dessus des arbres, puis elle porta sa main à son cou et fit sous son menton un mouvement de va-et-vient semblable à celui d'une scie. Je ne compris rien et je restai debout, fixant mes yeux étonnés sur la jeune fille, qui soutenait elle-même mes regards avec une physionomie pleine à la fois d'anxiété et de confiance. Se voyant incomprise, elle réfléchit pendant quelques instants et recommença ses gestes, m'indiqua du doigt le *Desaix*, puis la flottille chinoise, fit le mouvement d'une personne qui pousse du riz dans sa bouche avec des bâtonnets, et enfin, avec une expression de mélancolie peinte sur son gracieux visage, elle porta sa petite main à son cou, qu'elle recommença de scier avec énergie. La lumière se fit dans mon esprit ; l'idée d'un guet-apens de la part des Chinois me vint à la pensée ; je répétais par mes gestes le récit de la jeune fille, qui sourit de joie, fit le signe de la croix et retira de sa poitrine une petite médaille qu'elle me montra et baisa avant de la replacer sous ses vêtements.

« L'avez-vous remerciée, Lebel ? demanda un des officiers.

— J'étais, Messieurs, profondément ému de cette charité naïve et héroïque à la fois, que la religion chrétienne a inspirée à cette jeune fille ; elle a exposé sa vie en sauvant les nôtres. Malgré ses refus, je lui mis dans la main tout ce que j'avais d'or dans mon porte-monnaie, et, craignant d'être surpris par l'obscurité, je me suis hâté de vous rejoindre. »

Arrivés à bord, les officiers trouvèrent sur le pont leur commandant, qui leur exprima les vives inquiétudes que leur retard lui avait causées et qui supprima toute permission d'aller à terre. Benjamin s'avança, dit respectueusement qu'il était lui seul cause du délai, et commença le récit des circonstances qui avaient forcé ses camarades de l'attendre.

« Oh ! il y aura des coups de sabre au dessert ! Charmé de connaître le menu ! A demain donc ! Inutile, Messieurs, de vous répéter que vous êtes tous consignés à bord. »

Le commandant se promena sur le pont ; ses pas retentissaient jusqu'au carré ; les officiers, qui connaissaient les habitudes de leur chef, se disaient entre eux que, sans aucun doute, il cherchait les moyens de s'assurer de la trahison projetée par l'amiral chinois, et d'en tirer une vengeance éclatante. La plupart des jeunes gens soutenaient que toute enquête était impossible et que le commandant se résoudrait à partir,

quand ils entendirent l'ordre de laisser éteindre les feux des chaudières. On ne parlait pas. Le jour suivant promettait d'être un jour de fête. La plus stricte vigilance fut observée à bord du brick pendant toute la nuit. A quatre heures du matin, le branlebas eut lieu comme d'habitude. A neuf heures, le commandant fit l'inspection de l'artillerie et des petites armes. Vers midi, de nombreuses embarcations chinoises se dirigèrent vers le lieu convenu pour le dîner champêtre. Le *Desaix* avait hissé toutes ses embarcations. Toutes les lunettes étaient dirigées sur les canots chinois ; on les vit accoster le rivage, transporter à terre des provisions, et, après une heure d'attente, revenir à bord des jonques. Le *Desaix* était immobile et muet comme l'oiseau de proie qui plane sous la nue. Tout était mouvement dans la flottille chinoise, les cartouches et les boulets s'amoncelaient sur les ponts ; les mandarins, aux riches costumes brodés de soie et d'or, gesticulaient avec énergie. Le commandant Laouénan fit allumer les feux du brick et donner une ration de vin à l'équipage. Tout le monde gardait à bord un silence solennel. Après une heure d'attente, le commandant fit demander au chef-mécanicien s'il avait de la pression, et au même moment, on signala les mâts de plusieurs jonques entrant dans le goulet. Au cri de la vigie, le commandant tourna sa lunette vers l'entrée de la baie et aperçut un mouvement insolite à bord de toutes les jonques.

« Eh bien ! dit-il, Messieurs, notre pauvre *Desaix* est pris dans la souicière ! Au cabestan ! Peut-être, Messieurs, ferais-je mieux de forcer la sortie, de prendre le large et de ne pas exposer vos vies ?

— Non ! non ! commandant, le bal ! le bal ! la danse ! la danse ! Laissez le *Desaix* faire vis-à-vis aux jonques chinoises. »

Les hommes viraient au cabestan au pas de course et prêtaient une oreille attentive aux paroles des officiers, qu'ils saisissaient au vol.

« Il y a, Messieurs, dans les engagements, des coups maladroits qui laissent des victimes : tout le monde à son poste de combat ! Deux hommes à la barre ! La machine en avant ! »

En deux minutes et demie les chefs et les servants de pièce étaient à leurs postes ; le service des poudres et des boulets était organisé. Le *Desaix*, au lieu de mettre son beaupré dans la direction du goulet, s'avancait lentement vers le fond de la baie, en face de l'immense fer à cheval de l'artillerie chinoise. A un quart de portée de canon, le commandant donna ordre de stopper la machine et demanda un officier et deux hommes de bonne volonté pour porter un message à l'amiral chinois.

« Moi, commandant, cria Lebel, qui se trouvait près de lui. »

Il courut à la coupée avec deux matelots, tandis que l'équipage mettait à la mer le petit canot. Le commandant remit un pli à Lebel et lui donna ordre de revenir à la hâte sans attendre de réponse. Tout l'équipage suivit des yeux le petit canot et le vit accoster la plus grande jonque. Lebel sauta sur le pont, présenta sa dépêche à un officier chinois, salua poliment et descendit dans le canot, qui s'éloigna rapidement. Il arrivait à bord du *Desaix* quand un coup de canon retentissait à bord de la jonque et qu'un boulet sifflait dans la mâture du brick : c'était la réponse à ce billet laconique du commandant :

« Amiral, envoyez immédiatement l'ordre aux jonques qui s'entassent dans le chenal de laisser libre le passage à la pleine mer, ou je l'ouvre à coups de canon. »

Une terrible bordée de toutes les jonques enveloppa l'escadre d'un nuage de fumée épaisse. Un homme était tué à bord du *Desaix* et plusieurs cordages avaient été coupés. Les Chinois, selon leur habitude, avaient pointé trop haut.

« Laissez la fumée s'enlever, cria le commandant, et visez bien ! »

Les chefs de pièces étaient courbés près des vis de rappel des affûts et tenaient tendues les cordes des marteaux. La fumée s'en allait lentement, poussée par une brise molle. .

« Ouvrez le feu ! La machine en avant ! dit le commandant. »

Deux obus frappèrent la même jonque et firent dans ses flancs une large ouverture. Le brick s'avança et évolua sur lui-même. Les deux autres obusiers commencèrent leur œuvre de démolition. La flotte chinoise rectifiait son tir quand le *Desaix* partit à toute vapeur, lâcha une bordée à portée de pistolet sur l'extrême droite ennemie et se livra dès lors à une suite de mouvements fantasmiques, allant de l'avant, puis de l'arrière, virant à tribord et à babord, fuyant à toute vapeur et se précipitant avec rage sur les jonques qui soutenaient le combat. Plusieurs étaient déjà désarmées ; à bord du *Desaix* cinq ou six hommes avaient été atteints par des éclats de bois. Les officiers étaient forcés de retenir l'ardeur de l'équipage et de surveiller eux-mêmes le pointage des pièces. Avec Lebel pour aide de camp et un quartier-maître intelligent, le commandant dirigeait les mouvements du brick et trompait merveilleusement le tir de l'ennemi. Armé d'une excellente lunette, il aperçut à bord d'une jonque un groupe d'officiers chinois qui semblaient discuter avec une agitation extrême.

« Lebel, dit-il, voyez ces mandarins groupés à l'arrière de la jonque qui répond si bien à notre feu.

— Je les vois, commandant.

— Dites à un chef de pièce d'envoyer un boulet au beau milieu du conseil de guerre.»

L'officier s'approcha du chef qui pointait, et lui transmit l'ordre du commandant :

« Tu les vois ?

— Parfaitement.

— Envoie ! Le commandant regarde.

— C'est fait, lieutenant ! répondit le chef de pièce en tirant la corde. »

L'obusier de soixante retentit, et le groupe disparut. L'obus anéantit l'état-major chinois, et mit le feu aux poudres du vaisseau amiral, qui sauta en couvrant les jonques voisines de poutres et de planches embrasées. La panique devint générale. Les jonques ennemies sautaient.

Le *Desaix*, qui tirait avec une rapidité formidable, retentissait de cris de victoire : *Vive l'empereur ! vive la France !*

Les artilleurs chinois abandonnaient leurs pièces, sautaient dans l'eau boueuse et fuyaient au rivage. Le commandant, aussi calme que dans l'essai d'une paire de bottes, fit diriger le feu sur les jonques qui y répondaient encore. C'était un travail de surérogation ; l'incendie faisait des progrès rapides, et le *Desaix*, en laissant taire son artillerie, contempla avec horreur le cercle de flammes qui dévoraient les jonques : les bois pétillaient, les soutes éclataient, une chaude odeur de résine empoisonnait l'atmosphère.

À l'entrée de la baie, les jonques étaient restées spectatrices de ce combat, qui ne dura qu'une heure. Utilisant sa victoire, le commandant mit le cap sur le goulet, et vint présenter aux jonques qui le fermaient, les obusiers victorieux du *Desaix*. Quelques boulets furent lancés, et les jonques furent en quelques instants échouées de chaque côté du chenal, et abandonnées par leurs équipages. Il y avait encore assez de jour pour que le *Desaix* s'occupât de renflouer des bateaux à fonds plats, échoués dans la vase. Il en forma une longue file qu'il remorqua dans la baie, en remettant au lendemain de prendre le large avec ses captures. Pendant la nuit, rien ne troubla le repos des officiers et des hommes du brick français. Les jonques capturées ne contenaient que de mauvaises armes et des provisions de riz, de thé et de poissons salés, qui furent transbordés sur le *Desaix*.

Le lendemain, dans l'après-midi, le brick rentrait à Macao en remorquant galamment sept jonques ; il était pavoisé d'un nombre immense de drapeaux triangulaires chinois.

Quelques jours après, le missionnaire français prisonnier arrivait à Macao ; de sa prison il avait entendu le combat naval : le propre fils du mandarin l'avait visité, et lui avait annoncé sa mise en liberté dans la soirée.

Le *Desaix*, sans s'en douter, avait glorieusement rempli sa mission ; le commandant, portant son rapport à l'amiral, qui venait d'arriver à bord de la *Virginie*, reçut les plus chaudes félicitations. Il ne demanda de récompenses pour personne, et donna une excellente note générale sur son état-major et sur son équipage.

## X.

### CHANG-TI.

L'heureuse expédition du *Desaix* fut suivie de cinq semaines de repos. Le brick entra dans le port intérieur de Macao, et répara sa coque et son gréement, dont les cuivres, les étais et les manœuvres avaient été endommagés par les boulets chinois. Lebel occupa ses loisirs selon sa louable habitude : il recueillit de nouvelles notes sur la philosophie et la religion de la Chine, et fut un visiteur assidu de la légation française, d'où il rapportait souvent des documents intéressants et précieux, fournis par les interprètes, et quelquefois par M<sup>me</sup> de Bourboulon elle-même. En un mois, il réunit les matériaux d'une lettre volumineuse dont nous extrayons les pages suivantes :

Il y a dans les anciens auteurs chinois d'histoire et de philosophie, un grand nombre de passages qui ont une similitude frappante avec les récits bibliques, et en particulier avec la Genèse du monde, telle qu'elle est racontée par Moïse.

Sous le point de vue des idées religieuses, l'histoire de la nation chinoise présente une grande analogie avec celle de tous les anciens peuples, la nation juive exceptée. Avec le temps, les traditions emportées par les peuples qui se dispersaient se sont obscurcies ; la notion même d'un Dieu créateur, infini dans ses attributs, perd sa clarté primitive et s'assombrit avec le laps des siècles. Et dans nos temps modernes, cette obscurité est devenue si épaisse, qu'un mot convenable pour exprimer l'idée de Dieu reste introuvable à nos missionnaires et à nos sinologues. Les apôtres du christianisme, ayant acquis, après les études les plus consciencieuses, la triste certitude qu'aucun mot de la langue religieuse chinoise n'était resté pur de superstition, et qu'en lui empruntant ses expressions philosophiques les plus élevées, ils couraient le risque de

prêcher, au lieu du vrai Dieu qu'ils venaient annoncer, quelque fausse divinité adorée déjà par les Chinois, ils se résolurent à créer un mot nouveau, composé de deux caractères qui signifient Ciel et Seigneur (Tien-Chou) ; le christianisme reçut alors l'appellation de Tien-Chou-Kiao (Ciel, Seigneur, doctrine), doctrine du Seigneur du Ciel. Après deux siècles d'expériences, les missionnaires catholiques n'ont qu'à se louer d'avoir inventé un mot nouveau pour exprimer l'idée de Dieu : ce mot est resté exempt de toute superstition ; tous les païens qui le connaissent, n'y attachent aucun sens idolâtrique. Ils savent tous que ces deux caractères (Ciel, Seigneur) désignent l'Etre infini, tout-puissant, Créateur, adoré par les chrétiens, qu'ils appellent Tien-Chou-Kiao-Yen, les hommes de la doctrine du Seigneur du Ciel.

D'ailleurs, les mots abstraits de la haute philosophie chinoise sont très difficiles à comprendre. Les idées qui s'y rattachent sont d'autant plus vagues et insaisissables pour les étrangers, que les commentateurs chinois eux-mêmes en donnent dans leurs écrits les définitions les plus contradictoires. Qu'est-ce que le Grand Comble ou le Grand Faîte dont parle Confucius ?

« Le Grand Comble a produit les deux *Figures* ; les deux *Figures* ont produit les quatre *Formes* ; les quatre *Formes* ont produit les huit *Dia-grammes*. »

Tel est le langage du grand philosophe. Il me semble si inintelligible que je me hâte de citer les explications données par les commentateurs :

« Le Grand Comble signifie la période où la terre et le ciel n'étaient pas divisés et où la matière primitivement vaporeuse était une ou sans forme.

» Avant le Grand Comble il y a l'illimitable, qu'aucune image ne peut représenter, que nul nom ne peut désigner, qui est infini sous tous les rapports et auquel rien ne peut être ajouté.

» Vers quels espaces immenses s'étendent les opérations des esprits ? En faisant tous les efforts pour les observer, nous ne pouvons les voir ; en essayant de les écouter, nous ne pouvons les entendre ; et cependant ils pénètrent toutes choses sans exception.

» Les esprits sont les forces actives du ciel et de la terre, les traces des productions et des transformations.

» Les esprits sont les pouvoirs aisément actifs des deux haleines de la nature : l'une s'avance et se dilate, l'autre recule et retourne ; toutes deux sont pleines d'efficacité. De fait elles ne constituent qu'une seule chose matérielle.

» Quand les esprits font que tout homme dans l'empire est bien disposé, purifié au dedans, proprement habillé au dehors pour offrir les sacrifices usuels, ils se rassemblent dans l'espace au-dessus des têtes et de chaque côté des adorateurs.

» Les esprits nous surveillent partout, dans nos habitations, dans nos chambres les mieux closes; nous ne pouvons soupçonner leur approche : comment alors pouvons-nous être négligents ?

» Il y a des milliers d'êtres spirituels qui parcourent la terre et observent la conduite des hommes.

» Le Grand Ouvrier a semé les semences de toutes choses, atômes dispersés dans l'espace sans limites. Est-il sorti une seule fois, puis a-t-il cessé de produire ? Ou bien est-il rentré et sorti plusieurs fois ? Il est sorti une fois et a cessé de produire. Comment pourrait-il y avoir épuisement d'énergie et ensuite recouvrement d'énergie ? Le Grand Ouvrier a fait l'homme comme le potier fait le vase d'argile.

» Le céleste Souverain, grand Ordonnateur, a fixé sa résidence dans l'étoile polaire.

» Il y a cinq esprits célestes, qui président au souffle essentiel des cinq éléments, un vert, un rouge, un jaune, un blanc et un noir.

» Il n'y a qu'un esprit du ciel; dire qu'il y en a cinq est contraire aux traditions de l'antiquité.

» Rien n'est plus insensé que cette invention de cinq ordonnateurs souverains. Il est certain que depuis les temps les plus reculés les sages qui ont été acceptés comme maîtres du peuple, n'ont reconnu qu'un souverain céleste et suréminent, dont tout dépend, auquel on a recours pour le bien de l'empire et auquel c'est le devoir et l'usage des empereurs d'offrir des sacrifices.

» Les cieux et la terre ont eu un commencement; si cela est vrai de la terre et du ciel, cela est encore plus vrai de l'homme. Quand il y eut un ciel et une terre, toutes choses matérielles furent formées, puis les animaux mâles et femelles, et enfin l'homme et la femme.

» Dans le commencement était la raison dans l'unité; elle créa et sépara le ciel et la terre, forma toutes les choses et leur donna leurs perfections.

» La raison a produit un; un a produit deux; deux ont produit trois; trois ont produit toutes choses.

» L'Un et le Verbe ont produit le Troisième.

» Le bien et le mal sont suivis de récompenses aussi sûrement que le corps est accompagné de son ombre. Dans le ciel et sur la terre il y a des

esprits qui prennent note des fautes des hommes et qui abrègent leur vie d'une manière proportionnée à la légèreté ou à la gravité de ces fautes. Il y a encore les esprits des étoiles et de la grande ourse (en chinois le boisseau du nord), qui sont au-dessus des têtes et prennent note des crimes. Il y a encore les trois esprits qui résident dans le corps humain, qui, tous les cinquante-sept jours, montent au ciel, et font leurs rapports sur les fautes des hommes. Le dernier jour de chaque mois, l'esprit de la fournaise (enfer) fait la même chose.

» Le souverain Seigneur a donné au peuple les principes de la justice; en obéissant à ces principes, on conserve une nature invariablement vertueuse. La félicité d'un homme supérieur consiste en trois choses; être empereur n'est pas une de ces trois choses : la première est de voir ses parents en bonne santé et de n'éprouver aucune peine de la part de ses frères; la seconde est de pouvoir lever sans rougir les yeux au ciel ou les fixer sans embarras sur les autres hommes; la troisième est de dominer par son influence et d'instruire les intelligences les plus élevées de l'empire. »

Ces divers textes, empruntés aux classiques chinois et à leurs commentaires, suffisent pour donner une idée du chaos dans lequel est tombée la primitive théologie des Chinois.

L'idée d'un Dieu créateur est devenue si confuse que les termes philosophiques les plus élevés, loin de l'exprimer, semblent appartenir au panthéisme.

Quant au culte des ancêtres, il n'est pas embarrassant de s'en rendre compte; les âmes des morts deviennent les génies protecteurs des générations postérieures. On comprend également le culte de ces milliers d'esprits dont l'imagination païenne a peuplé le monde, en les plaçant dans les astres, sur les sommets des collines, dans les lits des rivières et les eaux des fontaines, en les faisant chevaucher sur les nuages et les vents, verser la pluie et lancer la foudre.

Mais tout penseur chinois remonte au-dessus de cette immense hiérarchie et arrive à un principe supérieur, le Grand Comble, la Raison pure, l'Esprit céleste, Chang-ti, le maître et ordonnateur de l'univers.

Chang-ti est-il le Créateur, l'Infini, l'Etre absolu, nécessaire?

Quelques philosophes le confondent avec le Grand Comble et la Raison pure; d'autres n'en font qu'une abstraction :

« Quand, disent-ils, nous comprenons tous les esprits du ciel, et quand nous voulons parler d'eux en un seul mot, nous nous servons du terme Chang-ti. »



Pour ces mêmes philosophes matérialistes, le Grand Comble est la nature réduite à l'état d'atôme, contenant les principes constitutifs de tout ce qui est, et douée d'activité et de passivité.

Ainsi, le Dieu de la philosophie moderne en Chine, c'est le chaos, la confusion vaporeuse des substances primordiales de tout ce qui existe, des esprits et des corps. Et ce chaos est vivant; il possède des principes d'activité et de fécondité; c'est un animal éternel, immense, informe, mâle, femelle, qui respire, et dont le souffle, inhalation et exhalation, donne la forme et la vie à tous les êtres spirituels et matériels.

Il n'y a que les lettrés qui soient imbus de ces idées philosophiques, qui sont pour eux purement spéculatives. Ils les glanent çà et là dans les auteurs classiques; mais on ne les trouve nulle part réunies en corps de doctrine; elles sont disséminées dans les anciens livres, et tellement vagues et décousues qu'il est impossible d'en former un dogme religieux compacte. Elles n'exercent aucune influence sur le sens religieux et moral des lecteurs. Les deux sacrifices annuels présidés par l'empereur constituent, à proprement parler, la religion de l'Etat. La masse du peuple est bouddhiste.

C'est un fait avéré que l'attente du Messie était répandue chez tous les peuples. Voltaire dit : C'était de temps immémorial une maxime chez les Indous et les Chinois que le Sage viendrait de l'Occident. L'Europe, au contraire, disait qu'il viendrait de l'Orient. Dans l'antiquité, Virgile, Suétone, Tacite, font mention de l'attente générale d'un enfant divin qui devait régner sur le monde.

Or, l'empereur Ming, 65 ans après J.-C., entendant un jour citer les passages prophétiques de Confucius qui annonçaient qu'un saint devait paraître à l'Occident, envoya des ambassadeurs à l'ouest de la Chine. Les messagers suivirent le soleil couchant jusque dans le nord de l'Inde, et crurent avoir rempli leur mission en rapportant en Chine des bonzes, les livres et les idoles du bouddhisme. Favorisé par l'empereur et sa cour, le bouddhisme, qui, avec ses riches pagodes, ses idoles dorées, ses autels précieux, ses vastes monastères et ses cérémonies luxueuses, parle aux yeux de la multitude, prit en Chine un rapide développement. Cependant il est certain que les Chinois, en acceptant les formes extérieures de la religion de l'Inde, n'en ont jamais pris l'esprit. Le bouddhisme est pour eux une simple théorie, dont la pratique ne s'est jamais harmonisée avec leur caractère et leurs mœurs. A moins de s'enivrer d'opium, le Chinois est trop actif pour se complaire dans ces extases continuelles qui impliquent l'immobilité du corps et la fixité de la pensée. Il a peu de souci de la vie fu-

ture, et quoiqu'il croie à l'immortalité de son âme, il s'inquiète peu que cette âme entre, après sa mort, dans le corps d'un petit chien ou d'un mandarin naissant. On sait que, d'après les maximes du bouddhisme, ces passages des âmes dans les êtres vivants d'un ordre plus ou moins élevé selon les mérites des défunts, se prolongent indéfiniment jusqu'à ce que, transfigurées par la sainteté, elles deviennent dignes d'être absorbées dans le dieu Fô.

Le culte des ancêtres et des esprits, particulier à la Chine, s'est du reste fondu avec le bouddhisme indien : le Chinois meurt tranquille et calme quand il sent auprès de lui un beau cercueil préparé d'avance, et quand il laisse une nombreuse postérité pour adorer ses mânes.

Les bonzes bouddhistes forment une sorte d'ordre mendiant et habitent en communauté des monastères attenants aux grandes pagodes. Les principaux points de leur règle sont :

- 1° Ne jamais tuer ce qui a vie ;
- 2° Ne pas voler ;
- 3° Ne point se marier ;
- 4° Ne pas mentir ;
- 5° Ne point boire de liqueurs fermentées.

Ils portent un costume distinctif ; leur tête rasée est couverte d'une espèce de mitre ; ils ont dans les mains des chapelets avec lesquels ils comptent leurs psalmodies, et dans les pagodes se montrent vêtus de chasubles, de dalmatiques et de tuniques. Les cérémonies religieuses en Chine sont en vérité des singeries des offices catholiques. Il y a un célébrant, un diacre et un sous-diacre, des acolytes, un maître de cérémonies qui annonce à haute voix l'ordre des offrandes et des prostrations. Une hiérarchie complète existe dans chaque bonzerie : les jeunes bonzes font le ménage ou vont quêter ; à mesure qu'ils vieillissent et qu'ils acquièrent plus d'influence et une plus grande réputation de sainteté, ils passent par divers grades et arrivent à la tête des établissements religieux.

Il ne faut point s'étonner de trouver des points de similitude incontestables entre les cérémonies bouddhiques et notre liturgie. Le christianisme a été prêché en Chine dès les premiers siècles de l'Eglise. La tradition en est encore vivante aujourd'hui parmi les lettrés païens. Au VII<sup>e</sup> siècle, des missionnaires nestoriens firent en Chine de nombreux prosélytes. Leur vie sainte et irréprochable présentait aux yeux du peuple un contraste frappant avec les mœurs dissolues des bonzes. Ceux-ci, pour échapper au mépris et partager l'ascendant des prêtres chrétiens, adoptèrent leur costume, qui, chose étonnante ! après onze siècles,

est celui des Syriens et des Arméniens de nos jours. Le catholicisme n'a point à rougir de cette grotesque parodie de ses rites, pratiquée par les bonzes ; c'est un hommage que le bouddhisme lui a rendu.

J'ai souvent assisté aux offrandes faites dans les pagodes ; j'ai plusieurs fois dans mes promenades rencontré des enterrements présidés par les bonzes. Ce n'est qu'à distance que l'aspect général a quelque ressemblance avec les cérémonies catholiques. Quand on regarde de plus près, les vêtements religieux deviennent de misérables oripeaux ; les officiants chuchotent entre eux ; leurs physionomies sont hébétées, leur maintien ignoble, l'ensemble de leurs personnes repoussant et crasseux ; ils nasillent leurs psalmodies en un dialecte indien, le pâli, qu'ils ne comprennent point et qu'ils prononcent si mal que nos plus forts orientalistes n'ont jamais pu, en les écoutant, deviner le sens d'un seul mot.

L'ignorance ou la mauvaise foi ont voulu rendre plus complète la ressemblance du catholicisme et du bouddhisme en signalant avec emphase dans les deux religions le culte d'une *Reine du ciel* (Tien-haou). Tout le monde sait ou devrait savoir que Marie, Mère de Jésus, n'est point une déesse dans le catholicisme. En rendant hommage à ses vertus et à sa dignité de Mère du Messie, nous savons qu'elle est une créature, qu'il y a une distance infinie entre elle et Dieu. Or, il est de fait que les bouddhistes chinois ont une déesse qu'ils appellent reine du ciel. Voici sa légende :

Une jeune fille intelligente et affectueuse, de la province de Fokien, vivait fort préoccupée du sort de ses parents, qui faisaient un voyage en mer ; elle attendait leur retour avec une extrême impatience. Une nuit elle rêva que la jonque sur laquelle ils étaient passagers, était poussée à la côte par la violence de la tempête et sur le point de se briser. Elle s'éveille, s'assied sur sa natte, entend gronder le vent de l'orage, se lève, appelle des pêcheurs ses voisins, et se dirige avec eux vers le rivage ; la jonque était là dans le plus grand péril ; des secours sont organisés, et grâce au courage et au dévouement de la jeune fille, tous les passagers sont sauvés d'un naufrage imminent. Les marins divinisèrent cette enfant. Elle est aujourd'hui leur patronne ; de gracieuses petites pagodes lui ont été érigées dans les îles de la côte, sur le sommet des brisants, au milieu des arbres malingres qui croissent dans les interstices des rochers. Les pauvres pêcheurs de la côte, avant de gagner le large, vont demander à sa statue un temps propice, une pêche abondante et un heureux retour dans leurs villages.

Quelques historiens chinois croient que cette légende n'est qu'une

altération de la légende chrétienne de Marie, importée par les prêtres nestoriens. On ne peut s'imaginer quelle sorte de pandemonium est la Chine.

Avec sa profonde indifférence religieuse et la multitude innombrable d'idoles visibles et d'esprits invisibles qui peuplent les pagodes, l'air et les champs, le Chinois s'abstient de tout éclectisme en fait de divinités : une de plus, une de moins, qu'est-ce que cela lui fait ? Il divinise les empereurs, les parents défunts, les grands guerriers, les illustres philosophes et les jeunes filles remplies d'amour filial ; il a divinisé un missionnaire nestorien qui avait délivré un vallon d'une bande de loups ; il a divinisé Napoléon I<sup>er</sup> ; rien d'étonnant qu'il se soit intéressé au récit des missionnaires et qu'il ait divinisé l'aimable Mère de Jésus.

En résumé, les ouvrages classiques de la Chine et sa liturgie impériale renferment des traditions qui concordent d'une manière étonnante avec les récits bibliques ; mais le vrai sens des mots théologiques, c'est-à-dire les idées de la tradition primitive, se sont obscurcies dans la suite des siècles, et depuis le moyen âge, il y a une tendance marquée chez les philosophes chinois à matérialiser les expressions philosophiques qui pourraient être corrélatives au principe de tout ce qui existe.

Abandonné aux traditions de famille, le peuple reste étranger à toutes ces conceptions du panthéisme et se contente de suivre les vieilles pratiques religieuses transmises par les coutumes locales. Obéissant à l'irrésistible instinct de la prière et de l'adoration, le matelot chinois, dès que l'ancre est levée, fait des conjurations à la reine du ciel en battant du tam-tam et en jetant à la mer des morceaux de papier allumés. Souvent, le matin, on voit les femmes du peuple s'agenouiller sur le seuil de leurs maisons, faire de profondes inclinations, agiter dans leurs mains des papiers embrasés, et invoquer pour leurs ménages et leurs familles les génies protecteurs qui éloignent la maladie et la misère et répandent la santé et la fortune. La femme, même païenne, a le sentiment religieux plus que l'homme. Ce sont des mères, de jeunes filles, que l'on voit dès l'aurore accomplir ces rites religieux avec une expression de candeur sérieuse et recueillie qu'on ne trouve jamais sur la figure des bonzes.

FÉLIX MAHON.

*(La suite à la prochaine livraison.)*



# LA MORT DU PRÉSIDENT LINCOLN.

Lu dans la séance publique annuelle de l'Académie française, le 29 août 1867.

---

*Dignum et iustum est,  
inquam et salutare.*

## I.

Pour célébrer ta mort par de dignes paroles  
Nos temps sont bien troublés, nos esprits bien frivoles,  
O Lincoln ! Où trouver d'assez fermes accents  
Pour peindre au vif tes traits rudes et saisissants ?  
Grandie au pied des rois, qu'elle adula sans cesse,  
Notre langue, oubliant sa noble politesse,  
Peut-elle encor d'un vers robuste et plébéien  
Chanter l'hymne des morts sur un grand citoyen ?  
Essayons. — Je prendrai ta vertu pour modèle.  
Puisses-tu m'inspirer des accords dignes d'elle,  
Et ce style sans faste et sans vaine splendeur  
Où la simplicité devient de la grandeur !

## II.

Un siècle n'est pas clos depuis que l'Atlantique  
A vu naître et grandir la nouvelle Amérique,  
Vaste et féconde arène, ouverte au genre humain,  
Où l'Europe a jeté ses peuples par essaim ;  
Là, comme en un creuset où le métal s'épure,  
L'homme redevient libre au sein de la nature.  
Déjà, dans sa croissance et son rapide élan,  
La jeune nation touche à l'autre océan,

Formant un contre-poids par sa puissante masse  
 Au colosse du Nord dont l'ombre nous menace  
 Et dont trois continents portent les pieds glacés.  
 Ainsi, Dieu semble dire au despotisme : Assez !  
 Sa justice, rendant au globe l'équilibre,  
 Fit fleurir au désert cet Etat jeune et libre  
 Pour montrer au vieux monde, étonné de le voir,  
 Un grand peuple exerçant lui-même le pouvoir.  
 Mais sa grandeur cachait un germe de ruine :  
 Un cancer dévorant lui rongea la poitrine ;  
 L'esclavage hideux déshonorait ses lois,  
 Chaîne immonde outrageant deux âmes à la fois,  
 Où victime et bourreau sont liés d'une entrave  
 Qui flétrit encor plus le maître que l'esclave.  
 Il fallait l'extirper ou périr. Car le mal  
 Grandit avec le temps et suit un cours fatal.  
 Alors, comme un héros, d'une main ferme et sûre  
 L'Amérique arracha le fer de sa blessure,  
 Et sut laver enfin sa tache dans le sang.....  
 Hélas ! qu'il en coula de pur et d'innocent !

## III.

Quand Lincoln fut élu pour monter à la barre,  
 Pareille à ces vaisseaux que le flot désempare,  
 L'Amérique approchait des écueils écumants :  
 Le jour était venu des grands déchirements.  
 Le vent de la Discorde, en sifflant dans les voiles ,  
 Dispersait en lambeaux son pavillon d'étoiles ;  
 Incertain, divisé, le navire géant  
 Menaçait de sombrer dans l'abîme béant.  
 Lincoln vint. Triste et seul, n'ayant que Dieu pour guide,  
 Il sonda tous ces maux d'un regard intrépide,  
 Et de sa rude main qu'ennoblit le travail,  
 Sans peur et sans reproche, il prit le gouvernail.  
 Quatre ans, quatre ans entiers, à travers la tempête,  
 Calme dans le succès, calme dans la défaite,  
 Il sut des révoltés lasser le long effort.  
 Et déjà le pilote entrevoyait le port ;

La Discorde étouffait ses feux dans la carène,  
 Les flots se rendormaient à sa voix souveraine,  
 L'esclave, libre enfin, tendait vers lui ses bras,  
 La Paix et la Clémence accouraient sur ses pas.....  
 Lorsque le Fanatisme, ô lamentable crime !  
 A l'hécatombe humaine ajoutant sa victime ,  
 Pour mettre plus d'horreur dans ce drame divin,  
 Jeta Lincoln sanglant aux pieds d'un assassin!

## IV.

Meurs donc ! mais meurs content, puisque avant de se clore,  
 Tes yeux de la Justice ont salué l'aurore,  
 Et que des millions d'opprimés à ta voix  
 Retrouvent la famille, une cité, des lois.  
 Pour réparer du Sud la trop longue injustice  
 Ta grande âme eût offert tes jours en sacrifice ;  
 Dieu les prit : sois heureux ! — Honneur de ton pays,  
 Ton nom lègue en exemple à nos peuples vieilliss,  
 Au lieu de leurs grandeurs vides et théâtrales,  
 Un modèle nouveau plein de beautés morales :  
 La douceur, la justice et la simplicité,  
 L'héroïsme chrétien, fils de la Liberté.  
 Notre âge est fier de toi, cher honnête grand homme !  
 Tu ne pâlerais pas près des héros de Rome ,  
 Et la Démocratie, en montrant tes vertus,  
 Peut dire avec orgueil : J'ai mes Cincinnatus !  
 Tu ne fis que monter. Ta vie est ainsi faite  
 Que chacun de tes pas te rapprocha du faite.  
 Le fendeur d'échalas, l'ouvrier illettré,  
 S'instruit et pose un pied sur le premier degré ;  
 Il poursuit ; son labeur ardent, opiniâtre,  
 L'élève encor plus haut ; il cherche un grand théâtre  
 Et le trouve au Forum ; puis, le simple avocat  
 Est porté par le peuple au sommet de l'Etat.  
 Est-ce assez ? — Pas encor ! — Au-dessus de l'empire  
 Il restait un degré, la gloire du martyre :  
 Il y monte. — A présent, Lincoln, tu peux mourir !  
 La terre et ses grandeurs n'ont plus rien à t'offrir.

## V.

Et tu mourus ainsi ! — Mais par quelle ironie  
Le sort te gardait-il la tragique agonie  
D'un César contempteur du libre genre humain ?  
Sur quels droits consacrés as-tu porté la main ?  
Quand cherchas-tu jamais à venger ton injure ?  
Quand donc, pour assouvir ta convoitise impure,  
Sous le commode abri des maximes d'Etat  
Commis-tu sur le faible un facile attentat ?...  
Sans que la Liberté fût voilée ou flétrie,  
Tu respectas les lois en sauvant ta patrie.  
Type du chef d'Etat et du vrai citoyen,  
Tu fus bon, simple, grand, et seul tu n'en sus rien !  
Hélas ! quand tu tombas sous la balle d'un lâche,  
Tu triomphais ; le mal avait fini sa tâche.  
La tienne désormais était selon ton cœur :  
La clémence qui sied si bien à tout vainqueur !  
De quel soin filial, avec quelle tendresse,  
Aurais-tu relevé ta patrie en détresse,  
Et dans son sein navré de blessures sans nom  
Versé l'oubli des maux, la paix et le pardon !  
Car ton âme était tendre, et sous ta rude écorce  
Une exquise douceur se cachait dans ta force,  
Et la simplicité d'un enfant s'y mêlait :  
Politique attendri, lion nourri de lait !

## VI.

Et toi, mime enivré du rôle des séides,  
Toi qu'attend Ravallac parmi les parricides,  
Aveugle criminel ! tu ne savais donc pas  
Que la vengeance suit le crime pas à pas,  
Que le fer ne peut rien sur l'idée immortelle,  
Que pour la vaincre il faut être divin comme elle,  
Que la persécuter, ce n'est que la grandir :  
Puisque où tombe un soldat ressuscite un martyr ?  
Brutus empêcha-t-il le monde d'être esclave ?



Non ! Le sang de César fit la pourpre d'Octave.  
Socrate ne meurt pas , il revit dans Platon ;  
Huss lègue à ses bourreaux Luther et Mélanchton ;  
Jeanne, au bûcher, devient l'ange de la patrie ;  
Et Jésus, en mourant sur une croix flétrie,  
Sauve un monde et renaît le Dieu de l'avenir !

## VII.

Dors en paix maintenant, Lincoln ! ton souvenir,  
Comme un mâle conseil qui relève et console,  
Restera ceint pour nous d'une double auréole ;  
Tu vivras dans le cœur des bons et des meilleurs ,  
Tu seras le héros des simples travailleurs,  
Des soldats du devoir, des simples, des modestes.  
Vieux culte du passé, tous ces fléaux célestes,  
Ces ravageurs d'Etats dont les pieds triomphants  
Sur les pères broyés écrasent les enfants,  
Grâce à toi désormais pâliront dans l'histoire, .  
Tandis que chaque jour verra grandir ta gloire.  
Dors en paix, doux héros, sage et grand plébéen,  
Dors, nous te bénissons ! Le grand homme de bien  
Vit pour tous ; quand il meurt, la terre tout entière  
Autant que son pays devient son héritière :  
L'humanité te doit l'esclavage aboli,  
Le trône un grand exemple, un saint devoir rempli,  
L'Amérique, sa force et la paix revenue,  
L'Europe, un idéal de grandeur inconnue,  
Et l'avenir mettra ton image et ton nom  
Plus haut que les Césars, — auprès de Washington !

EDOUARD GRENIER.



## LES POÈTES S'EN VONT.

---

A MES TRÈS CHERS CONFRÈRES DE L'ACADÉMIE.

Pièce lue dans la séance publique du 28 janvier 1887.

Les poètes s'en vont de même que les dieux.  
Naguère on en comptait certain nombre en ces lieux ;  
Que sont-ils devenus ? — O mort ! toujours trop vite  
Tu nous ravis les cœurs et les esprits d'élite ;  
Dans nos jours solennels en vain nous regardons  
Où sont les successeurs de ceux que nous perdons.

Qui nous rendra, Messieurs, du fécond Trémolières  
Les vers toujours si pleins de grâces familières ;  
Du pompeux Dusillet les récits attachants  
Et de son digne fils les purs et nobles chants ;  
D'Auguste Demesmay les heureuses légendes  
Et des deux Saint-Juan les aimables offrandes,  
Et celles de Laumier, dont les beaux sentiments  
L'ont si bien inspiré qu'à ses derniers moments  
Il voulut décorer son urne funéraire  
D'un nom dont la mémoire à nos cœurs est si chère ?  
A peine est-il fermé le tombeau du Nestor,  
De tous nos écrivains vénérable Mentor,  
Poète aussi, dont l'âme ardente et fraternelle  
A suivi tant d'amis dans la nuit éternelle !

Hors de nos murs forcés de diriger leurs pas,  
D'autres nous ont quittés, sans subir le trépas.  
Du brillant Desserteaux la voix n'est pas éteinte,  
Mais elle ne doit plus vibrer dans cette enceinte ;  
Marmier, depuis longtemps loin de nous retenu,  
Echappe à notre espoir et n'est pas revenu,

Pour nous dédommager de ses longues absences,  
En séduisant lecteur, enrichir nos séances.  
Sans vivre loin de nous, il en est tel pourtant  
Qui se tient écarté du siège qui l'attend,  
Soit qu'il ait à remplir un plus haut ministère,  
Soit qu'il cède au besoin d'un repos salulaire :  
Beuque, devenu sourd à tous les bruits mondains,  
Bien que pour nos travaux il n'ait aucuns dédains,  
Contemplateur du Dieu qui l'a créé poète,  
Infirmes et languissant, reste dans sa retraite.  
Nos chantres bien-aimés s'en vont de toutes parts ;  
Notre ciel s'assombrit de leurs fréquents départs,  
Et de tous ces élus aux accents poétiques  
Tout conspire à priver nos âmes sympathiques.

Comment les remplacer dans nos rangs éclaircis ?  
Avons-nous seulement sur des choix indécis  
A prononcer bientôt, pour combler tant de vides ?  
Qui sèmera des fleurs dans nos sillons arides ?  
Par vous de la science abondants sont les grains ;  
Nous aimons à les voir s'épandre de vos mains ;  
Mais il est bon qu'aussi dans le champ littéraire  
Poussent quelques bluets, toujours certains de plaire.  
Il ne m'est pas donné d'y suffire : — un vieillard  
A son soleil couchant s'aperçoit qu'il est tard ;  
Trouvez qui le seconde au bout de sa carrière,  
Avant que de ses jours s'éteigne la lumière.

On n'est pas mort chez nous au goût des vers heureux ;  
Plus d'un talent caché peut sourire à vos vœux ;  
A de nouveaux concerts destinez la jeunesse,  
Et même, s'il le faut, quelque verte vieillesse ;  
De vos soins attentifs les fruits sont assurés  
Par le divin conseil : cherchez, vous trouverez.  
Reformez un faisceau de ces lyres amies  
Dont vous encouragez si bien les harmonies ;  
Variez les plaisirs des hôtes empressés  
De répondre aux appels que vous leur adressez ;  
Préparez-leur des sons qui leur flattent l'oreille ;

A des accords aimés plus d'un écho s'éveille :  
 Qui sait si dans les rangs de vos chers auditeurs  
 Ne vous sont pas promis de futurs enchanteurs ?  
 Après de longs regrets viennent les espérances.

Mais aussi, tôt ou tard, suivent les défaillances.  
 Ce n'est qu'au sein de Dieu que sont les immortels ;  
 Ici-bas point de luths aux rythmes éternels ;  
 Le souffle des hivers brise le plus sonore ;  
 Des talents éprouvés que votre choix honore  
 On en voit s'arrêter au milieu du chemin ;  
 Tel qui chante aujourd'hui peut n'être plus demain.  
 Ceux qui dans l'avenir embelliront vos fêtes  
 A leur tour vers la tombe inclineront leurs têtes,  
 Et feront dire encore, aux jours de leurs adieux :  
 Les poètes s'en vont de même que les dieux.

CH. VIANGIN.



## STANCES A L'ACADÉMIE.

### RÉPONSE A M. VIANGIN

#### ET COMPLIMENT DE RÉCEPTION

Lu dans la séance publique du 26 août 1867.

Messieurs, puisque ma muse, encor toute troublée,  
 Ose aujourd'hui s'asseoir dans la docte assemblée  
 Où la science et l'art couronnent tant de fronts,  
 Vous permettrez sans doute à nous, barde vulgaire,  
 D'essayer sur un luth qui ne résonne guère  
 Le compliment que nous pourrons.

Ce compliment revêt une forme nouvelle :  
 Nous l'avons mis en vers ; et si rien n'y révèle  
 Le talent qu'il vous faut, les grâces que je veux,  
 Le langage des dieux mérite qu'on l'honore,

Et je crois, en rendant l'obole plus sonore,  
Messieurs, mieux répondre à vos vœux.

C'est la muse en effet, je dois le reconnaître ,  
Qui m'introduit ici, furtivement peut-être,  
Pour mêler quelques chants à vos nobles travaux.  
O maîtres bien connus, qu'aujourd'hui je contemple,  
J'hésite, avant d'entrer, sur le seuil de ce temple  
Et je sens le peu que je vaux.

Aussi, pourquoi, poète à la lyre savante,  
Alarmer ces beaux lieux par ce cri d'épouvante :  
*Les poètes s'en vont*, quand vous restez encor,  
Quand la ville à vos chants prête une oreille avide,  
Quand dans votre carquois, qui jamais ne se vide,  
J'entends sonner les flèches d'or.

Quoi ! cette poésie ou gaie ou sérieuse ,  
Ces vers si pleins de feu, troupe ailée et rieuse,  
Qui cache un fin sourire en nous jetant des fleurs,  
D'un poète qui meurt est-ce donc là le signe ?  
Non ! si vos vers sont doux comme le chant du cygne,  
Il ne faut point verser de pleurs.

Et je puis vous montrer assis dans cette enceinte  
Plus d'un poète ami, chez qui la flamme sainte  
Ne s'est point ralentie au souffle des hivers ;  
Et, voyez ces élus, pleins d'espoir et de vie,  
Qui viennent après nous, que votre voix convie  
Et que vos lauriers ont couverts !

*Les poètes s'en vont !* Est-ce à dire, ô poète ,  
Que pour les jeunes cœurs la nature est muette  
Et qu'on ne sait plus lire en ce livre divin ;  
Que le sage aujourd'hui sonde, sa vie entière,  
Un monde qui le fuit, une sombre matière  
Que l'idéal éclaire en vain ?

Oh ! non ; nous n'aimons point la beauté naturelle ,  
Le poète n'a pas un vain culte pour elle,

Il sait qu'elle est un signe, une ombre sans reflet ;  
 Il sait, en s'élevant dans la céleste sphère,  
 Embellir la nature, et toujours il préfère  
 Ce qu'elle dit à ce qu'elle est.

Mais je m'égare ici : tant de philosophie  
 Ne sied pas à des vers ; d'ailleurs on se défie  
 De tout homme qu'exalte un poétique émoi ;  
 Aussi bien, il est temps que ma muse se taise,  
 Car s'il n'est pas besoin de poètes, ma thèse  
 Fournit des armes contre moi.

C'est qu'en effet, Messieurs, des œuvres imparfaites  
 N'ont jamais mérité l'honneur que vous me faites ;  
 D'autres pouvaient prétendre au siège que je prends :  
 Quels glorieux travaux, quel titre peut permettre  
 Que l'élève nouveau s'asseoie auprès du maître  
 Et trouve place dans vos rangs ?

Car parmi vous je vois le Droit qui tient le glaive,  
 L'Eloquence, les Arts, l'Histoire qui soulève  
 Le voile des vieux temps, une lampe à la main ;  
 J'admire ces savants que vous fîtes éclore,  
 Qui dans l'art d'Esculape ou l'empire de Flore  
 Nous ouvrent un nouveau chemin.

Enfin, voilà celui qu'on aime et qu'on révere,  
 L'émule de la Harpe, orateur et trouvère,  
 Dont le temps impuissant n'atteint que les cheveux ;  
 Gardien de vos travaux, il est le Fontenelle  
 Qui donne à votre histoire une forme éternelle  
 Et la conserve à vos neveux.

Pour grossir vos trésors je n'ai qu'une humble offrande ;  
 Puisse le Ciel, un jour, faire que je vous rende  
 Un peu de cet honneur dont je me vois comblé !  
 Je puis semer encor dans vos sillons fertiles,  
 Si vous laissez, Messieurs, quelques fleurs inutiles,  
 Quelques bluets s'unir au blé.

L. PROCHÉ.

## UN INCOMPRÉHENSIBLE DÉFAUT DE MÉMOIRE.

---

Un paysan d'un tout petit village <sup>(1)</sup>,  
Voulant deux fois tâter du mariage,  
Franchit un jour le seuil municipal  
Pour préparer un lien conjugal,  
Accompagné d'une fille un peu mûre,  
Qui faisait voir assez sur sa figure,  
Pourtant coiffée avec certains apprêts,  
Qu'elle avait bien quarante ans à peu près.

C'était alors à la vieille mairie  
Où nous siégeons, que la double partie  
Devait donner tous les renseignements  
Essentiels pour ses engagements.  
Si, dans l'espoir de meilleure fortune,  
Il put dès lors s'ériger en commune,  
Le lieu natal du futur — vieux barbon —  
Appartenait encore à Besançon.

Le campagnard, d'un air gauche et stupide,  
Mais dans le fond plus rusé que timide,  
Se présentait au bureau compétent  
Sans dire un mot de son but important.  
« — Que voulez-vous? lui dit, à son approche,  
» Le greffier chef préposé sans reproche  
» Au mouvement de notre état civil.  
» — Nous marier, Monsieur, répondit-il.

(1) La Vèze, qui faisait alors partie de la commune de Besançon. Quant aux noms des personnages qui figurent dans cette narration, du reste parfaitement conforme à la vérité, ils sont imaginaires, et l'auteur pense qu'il est fort inutile d'en donner la raison.

- » — Fort bien. — Voici nos extraits de naissance.
- » — C'est pour le mieux. Ecrivons..., je commence.
- » Répondez-moi d'abord, futur époux :
- » Voilà vos noms...; Jean Liza...; dites-nous
- » Si vous avez (c'est question d'usage)
- » Précédemment contracté mariage.
- » — J'allais le dire.... Oui, je suis veuf. — De qui?
- » Il faut les noms de votre femme ici....
- » Veuf de?... Parlez. » Lors, se grattant l'oreille,  
Le paysan, qui montrait à merveille  
Un ridicule et honteux embarras,  
Dit : — « Par ma foi, je ne m'en souviens pas.
- » — Quoi ! s'écria, la face rechignée
- » Et d'un ton sec, la future, indignée,
- » Ne plus savoir de sa femme le nom !
- » Oh ! c'est vraiment un oubli sans pardon.
- » — Que voulez-vous ? continua notre homme,
- » Vous savez bien chez nous comment on nomme
- » La ménagère assez communément :
- » Je l'appelais *femme* tout simplement,
- » Tant et si bien que je ne pourrais même
- » Dire aujourd'hui son seul nom de baptême.
- » — Voyons, reprit le complaisant greffier,
- » Moi, j'ai l'espoir de tout vérifier.
- » Depuis quel temps dure votre veuvage ?
- » Il faut qu'il soit déjà d'un certain âge.
- » — Assurément, Monsieur,... je devins veuf
- » Du même jour que je perdis un bœuf
- » Payé fort cher à la dernière foire.
- » — Passons, passons sur ce vain accessoire ;
- » Au fait. — C'est vrai, Monsieur, je vous entends :
- » Au fait..., je suis... veuf... depuis quelque temps.
- » — Quel temps enfin ? — A peu près six semaines.
- » — Diable ! Pas plus ? — C'est bien assez de peines.
- » — Consolez-vous : le moment d'en sortir
- » N'est pas fort loin , mais tâchons d'en finir.
- » C'est bien chez vous qu'est morte votre femme ?
- » — C'est bien chez moi. Dieu veuille avoir son âme !
- » — Eh bien, voici le registre courant



- » Qui nous promet un moyen rassurant
- » De découvrir le nom qui vous échappe.
- » Cherchons.... Tenez..., déjà ceci me frappe :
- » C'est le décès de Claudine Domet ;
- » N'était-ce pas ainsi que l'on nommait
- » Votre défunte?... — Oh ! quand ça pourrait être,
- » Je n'y vois pas de quoi la reconnaître.
- » — Il faut pourtant que vous reconnaissiez
- » Que c'est bien là votre épouse.... Voyez....
- » Les déclarants ne l'ont pas méconnue ;
- » Voyez comment cette ligne est conçue :
- » On a bien mis : Femme de Jean Liza.
- » — Ah ! pour le coup, oui..., ça doit être ça.
- » — A la bonne heure ! Il est heureux, je pense,
- » Que vous ayez conservé souvenance
- » Du propre nom que vous portez ; sans quoi
- » A rester veuf vous eût contraint la loi. »

Par cet excès d'infidèle mémoire  
 Bien justement on fut tenté de croire  
 Que la future allait avec dépit  
 Articuler fièrement son dédit.  
 Il n'en fut rien : presque deux fois majeure,  
 Elle évita d'être encore en demeure.  
 Le moindre anon porte aisément son bât ;  
 Mais vieille fille au poids du célibat  
 Longtemps regimbe et fait piteuse mine  
 D'être affublée en sainte Catherine.  
 De l'union que je viens de narrer  
 Il est permis, je pense, d'augurer  
 Que le mari de cette pauvre dame  
 Sans nom quelconque a dû l'appeler *femme* !  
 Cœurs féminins, restez plutôt tout neufs  
 Que d'épouser jamais de pareils veufs.

Maitre Sardou, qui sait dans ses ouvrages  
 Si bien grouper de plaisants personnages,  
 Pourrait trouver sur le sol franc-comtois  
 Plus d'un rival de ses *Bons Villageois*.

CH. VIANCIN.

LA SCIE MÉCANIQUE <sup>(1)</sup>.

Au bord d'un courant d'eau propice à l'industrie  
 Qui n'a vu se mouvoir l'infatigable scie,  
 Quand, de jour ou de nuit, ce terrible instrument  
 Sur le bois le plus dur agit si puissamment ?  
 Dans toute sa hauteur la machine est dressée :  
 Vient un chêne abattu dont la tige est poussée  
 Irrésistiblement contre elle.... et jusqu'au cœur  
 Subit, en gémissant, la dent d'un fer vainqueur.  
 L'arbre en est déchiré de la tête aux racines.  
 A peine a-t-on fini d'écarter ses ruines,  
 Qu'un autre lui succède, et, de même forcé  
 D'arriver au tranchant dont il est menacé,  
 En reçoit aussitôt d'implacables morsures  
 Et ne peut qu'à son tour gémir de ses blessures.  
 Ainsi l'homme, abattu sous le fardeau des ans,  
 Est tristement conduit aux maux les plus cuisants,  
 Et, contraint d'en subir les mortelles atteintes,  
 Martyr d'une puissance insensible à ses plaintes,  
 N'a plus qu'à se résoudre au vouloir souverain  
 Qui pour jamais préside au sort du genre humain.

CH. VIANGIN.

(1) Comparaison tirée de la première partie du roman épistolaire intitulé : *Flamen*,  
 publié dans la *Revue des Deux-Mondes*, nos du 15 mars et du 1<sup>er</sup> avril 1865, et signé  
 P. ALBANE.



## CHRONIQUE.

---

25 août.

La distribution des prix du collège Saint-François-Xavier a eu lieu le lundi 5 août ; les collaborateurs des *Annales* entourent d'une affection toute particulière cette utile et prospère fondation de notre éminent cardinal. C'est dans ses murs, c'est à l'ombre de ses cloîtres, que notre modeste recueil a pris naissance ; celui qui dirige le collège catholique est notre maître à tous, en même temps qu'il est le plus fécond de nos collaborateurs et notre meilleur ami. Cette année, plus que jamais, toutes les autorités militaires et civiles ont voulu donner à cette institution libre le sympathique concours de leur présence. La magistrature, l'armée, l'administration, y étaient représentées par le premier président de la cour, le lieutenant général commandant la division, le préfet du département ; le clergé par son chef, notre illustre cardinal, par MM. les vicaires généraux et les curés de la ville. C'est devant cette brillante assemblée, c'est au milieu d'un concours considérable de parents et d'amis, de mères et de sœurs attendries, qu'a eu lieu la distribution des couronnes. Elle a été précédée d'un discours où Son Éminence nous a dit en excellent latin son voyage et ses impressions de Rome. Attentivement écouté par les hommes, qui en ont bien perdu quelques phrases, supporté très respectueusement par les dames, qui ne se croient point tenues à faire semblant de comprendre, le discours a eu un immense succès ; les élèves mêmes ont applaudi malgré les couronnes et malgré les vacances dont l'auguste orateur retardait la venue. Les journaux franc-comtois ont donné les noms des vainqueurs. Les limites de cette revue nous permettent seulement de signaler, comme ayant obtenu des succès remarquables : pour la philosophie, MM. Gallet, Pource-

lot, Lancrenon, Riffaut, Mauris ; pour la rhétorique , MM. Charpy, Bouvet, Ernest Monnier, Sicard, de Scey, de Vouglans ; pour la seconde, MM. Bouchot (six premiers prix), Mougeot, de Perrey, Guillemain, Albert Panier ; pour la troisième, MM. Denizet, Klein et Louis Panier. Tous les jeunes lauréats se précipitaient avec un entrain remarquable sur les degrés assez rapides qui les conduisaient aux pieds du cardinal ; quelques culbutes des plus jeunes ont égayé l'assemblée ; mais pendant que ces vainqueurs à la mamelle trébuchaient sous leurs couronnes, on voyait à une fenêtre élevée, une sœur grise qui regardait à la dérobée : c'était le professeur de neuvième, qui suivait d'un œil attendri les mouvements de ses élèves ; c'était vraiment la poule qui a couvé des canards, tout émue de voir ses nourrissons s'élancer seuls sur la mer orageuse du monde.

Pendant la cérémonie, MM. les professeurs ont distribué plusieurs exemplaires du Cahier d'honneur, qu'on pourrait appeler l'exposition des produits littéraires du collège Saint-François-Xavier. Il y a des vers français charmants de MM. Charles Le Maire, Jules Sicard, Maire, Francherquin, un bon récit de voyage de M. Stanislas de Jankowitz, et, le dirai-je ? mais je vais être ridicule, de très bons vers latins de M. Louis Panier. J'aime les vers latins, c'est un vieux souvenir ; j'aime beaucoup ceux de M. L. Panier, aussi je lui conseille de les relire, car j'en ai trouvé un qui a plus de six pieds : c'est un géant. Je reviens aux vers français, et je fais mon compliment sincère aux jeunes poètes du collège catholique. La poésie doit naturellement trouver un asile dans une maison religieuse : la poésie et la religion sont deux sœurs que le matérialisme menace, et l'on peut dire qu'il a presque tué la poésie. Honneur donc au maître habile, honneur à ses intelligents disciples ; la cause de la religion et de la poésie est celle de la civilisation ; la cause du matérialisme et du prosaïsme est celle de la barbarie.

La fin de l'année scolaire a mis en évidence, à Vesoul, un fait assez significatif pour être remarqué. Tandis que les petites villes de la Haute-Saône ne peuvent venir à bout d'organiser ou de soutenir des orphéons et des fanfares, les jeunes gens des communes rurales prennent les devants, et les ignobles chansons de la rue tendent à disparaître pour faire place aux accents plus nobles et plus dignes de la véritable harmonie. Fontaine-lez-Luxeuil, Fougerolles, Favarnay, Aillevillers, Blondefontaine, Saulx, etc., ont leurs sociétés musicales, alors que le chef-lieu du département trouve le moyen de s'en passer et se voit réduit à recourir aux musiques de village dans les circonstances solennelles. C'est la musique de Fontaine

qui se faisait entendre à la distribution des prix du lycée. Pour être juste, nous devons dire que les Vésuliens lui ont fait une véritable ovation. Puisse cet amour de la musique, en se répandant parmi les jeunes gens de nos campagnes, bannir de notre pays les tristes chants où les mœurs et la foi ne sont pas plus respectées que la rime et la raison !

Les *Annales* s'occupent d'archéologie, voici un fait véritablement archéologique.

Mardi 20 août, une foule de prêtres et de fidèles se pressaient dans l'église d'Ailloncourt pour assister à un double anniversaire. Le vénérable curé de la paroisse célébrait la cinquante-unième année de son ordination et la cinquantième de son entrée dans la paroisse. Fils d'un père qui confessa la foi pendant la Terreur, échappé lui-même aux balles révolutionnaires, l'abbé Laurent prit possession de la cure d'Ailloncourt, au sortir de la *chère année* : il succédait à deux prêtres qui l'avaient occupée, l'un quarante-huit ans, l'autre cinquante-deux ans. En sorte que depuis cent cinquante ans, cette paroisse n'a eu que trois curés. Le même jour, par ordre de Son Eminence M<sup>gr</sup> le cardinal, un chanoine de la métropole remettait au vénérable vieillard un précieux souvenir des fêtes du centenaire de Rome, et si le célébrant eût revêtu la chasuble, vieille de quatre siècles, qui se conserve dans son église, cette fête, toute marquée du sceau des ans, et qui fait autant d'honneur à la paroisse qu'à ses pasteurs, aurait été vraiment séculaire.

L'érudit bibliothécaire de notre ville nous fait part de ses études sur l'arc de triomphe romain qui sert comme de vestibule à notre vieille métropole. M. Castan place sous nos yeux une page intéressante de notre histoire locale, qu'il considère à juste titre comme accomplissant « une » haute et salutaire mission ; car, en fournissant aux individus des motifs « d'amour pour la terre natale, elle combat cette tendance à l'émigration » vers les grands centres que l'on a justement signalée comme l'un des « fléaux de notre époque. »

M. Castan nous fait ensuite passer en revue les divers systèmes par lesquels les historiens de tous les temps ont attribué à *Porte-Noire* une origine différente. Denis Fage, jurisconsulte bisontin du xvr<sup>e</sup> siècle, prétend y reconnaître un souvenir des victoires de Jules César sur les Germains d'Arioviste. Claude Chiflet, l'un des disciples chéris de Cujas, soutient que notre arc célébrait le triomphe de Virginius Rufus, lieutenant de Néron, sur le rebelle Vindex. Jean-Jacques Chiflet, neveu du précédent, et après lui le P. Prost, jésuite, y voient un monument commémoratif des exploits de l'empereur Aurélien. Dunod le rattache aux

victoires de Crispus, fils de Constantin, sur la Germanie ; l'abbé Bullet et Perreciot, à l'empereur Julien, qui décrit *Vesontio* (Besançon) après sa ruine par les barbares. D. Berthod, bénédictin, envisage Porte-Noire comme un symbole des victoires de Marc-Aurèle sur les Quades et les Marcomans ; M. Ravier soutint vers 1840 la même thèse, et M. Edouard Clerc, tout en adoptant l'époque de Marc-Aurèle pour date de la construction de Porte-Noire, ne voit dans ce monument que l'intention de solenniser l'arrivée des eaux d'Arcier à Besançon. Enfin, M. l'architecte Delacroix fait remonter notre arc triomphal au règne de l'empereur Claude, alors que les grands de la Gaule furent admis dans le sénat romain. M. Castan se rattache à l'opinion de D. Berthod, en se fondant « tout à la fois sur une comparaison de notre arc avec ses analogues, et » sur un examen du style artistique et moral de ses sculptures. »

Il établit d'abord d'une manière évidente, par l'inspection des ornements qui couvrent la plus grande partie de Porte-Noire, et par l'apparence toute belliqueuse que présentent ses bas-reliefs, que c'est bien là un arc triomphal érigé par le municipe de Besançon en l'honneur des victoires d'un empereur romain sur des peuples barbares. La profusion de ses richesses architecturales indique naturellement une époque de décadence, et ne permet pas de faire remonter ce monument plus haut que l'empereur Titus. D'autre part, ses colonnes engagées en partie, faisant corps avec les entablements de l'un et de l'autre étage, ne permettent pas de supposer qu'il soit postérieur à Septime Sévère, et c'est donc entre ces deux empereurs que notre savant compatriote place le héros des exploits figurés par les bas-reliefs de Porte-Noire.

Des douze empereurs qui se succédèrent de Titus à Septime Sévère, M. Castan en exclut dix par diverses hypothèses fort ingénieuses. S'il s'agissait de Titus, Porte-Noire ne manquerait pas de rappeler la conquête de la Judée, qui compose toute la gloire militaire de cet empereur. Tous les monuments élevés à la gloire de l'infâme Domitien furent détruits par ordre du sénat ; Nerva ne permit jamais qu'on lui dressât le moindre simulacre ; Adrien et Antonin ne se distinguèrent que par les bienfaits de la paix, et excluent l'idée d'un arc triomphal chargé d'ornements belliqueux. Les statues de l'exécrable Commode eurent le sort de celles de Domitien. Pertinax, Didier-Julien, Albin et Niger occupèrent le trône trop peu de temps pour qu'il soit possible de leur rapporter une œuvre de cette importance ; il ne nous reste donc à choisir qu'entre Trajan et Marc-Aurèle.

M. Castan, en observant un bas-relief de Porte-Noire qui semble tour-

ner en ridicule les vieilles croyances religieuses du monde romain, en conclut, un peu légèrement peut-être, qu'une telle démonstration n'a pu avoir lieu que sous un empereur philosophe : c'est assez indiquer Marc-Aurèle, ce philosophe que l'histoire, d'accord en ce point avec les suppositions assez plausibles de M. Castan, désigne comme s'étant particulièrement occupé de notre province. Une inscription trouvée dans le voisinage de l'église Sainte-Madeleine de Besançon, et dédiée par les citoyens aux empereurs Marc-Aurèle et Lucius Verus, semble saluer en Marc-Aurèle le vainqueur des Germains, et fixer vers l'an de Notre Seigneur Jésus-Christ 169, la construction de Porte-Noire.

L'Académie de Besançon vient de publier le cinquième volume des *Mémoires et Documents inédits* pour servir à l'histoire de la Franche-Comté. Cette fois, ce sont les mémoires de Jules Chifflet, abbé de Balerne, précédés d'une notice sur l'auteur, et accompagnés de notes historiques de M. Jeannez, chargé par l'Académie de Besançon de cette intéressante publication. Pour recommander aux lecteurs des *Annales* ce livre, qui est un des plus curieux documents de notre histoire comtoise, nous ne pouvons mieux faire que de citer les dernières pages de la notice de M. Jeannez :

« Jules Chifflet n'a pas mis la dernière main à cette œuvre importante ; malgré d'assez nombreuses et regrettables lacunes, elle est digne de voir le jour. On y trouve des documents intéressants qu'on ne rencontre pas ailleurs, des anecdotes qui font revivre les mœurs et les coutumes de son temps et qui sont finement racontées. L'abbé de Balerne peint avec vérité, et jamais il ne dissimule les défauts de ses modèles ; aussi, on sent que les personnages qui ont posé devant lui en si grand nombre sont ressemblants, et qu'ils ont été saisis sur le vif. Son cell observateur n'a pas vu le trait gracieux, il ne l'a même pas cherché ; la laideur morale ou la difformité physique l'ont frappé, sa plume les a burinées. Il a des antipathies violentes, mais il ne les déguise pas, et comme tout bon Franco-Comtois, il est franchement médisant. D'ailleurs, il est franc aussi en ce qui le concerne. Il ne dissimule pas ses défauts, défauts qui tiennent plus au célibat, peut-être, qu'à sa propre nature.

» Un sentiment trop vif de sa valeur personnelle prédomine dans cet écrit. Il tient à être apprécié ce qu'il croit valoir, et la louange, fût-elle populaire, chatouille agréablement son oreille. Il a épanché son cœur dans cette confession posthume.

» Jules Chifflet savait écrire l'histoire ; son style a de l'élevation et de

la fermeté. Le mot heureux qui précise sa pensée et la met en relief est trouvé par lui et placé avec habileté. Si parfois on rencontre des phrases obscures, des négligences, de la diffusion, cela tient à l'imperfection de l'œuvre et à la mort qui a glacé sa main avant qu'elle n'ait opéré les dernières retouches.

» On sent dans ses Mémoires le rayonnement d'une âme profondément religieuse, pleine d'amour pour son pays, de tendresse pour sa famille et de fidélité pour son roi. Malgré le respect qu'il avait pour l'autorité, Chiflet n'a pourtant pas dissimulé les fautes des gouvernants ; il a montré dans tout leur jour les causes de la ruine et de la perte de la Franche-Comté. Il a surtout repoussé avec une loyale énergie ces accusations de trahison que l'on a jetées et que l'on jette encore à la face de gens qui n'étaient que faibles et complètement abandonnés, « et dont, » ainsi qu'il le dit, la lâcheté qui procéda de consternation fit le corps de » leur délit. » Lui, le sujet fidèle, il a défendu, armé de faits et de preuves, ceux qui ont reçu des faveurs du monarque victorieux, mais non le prix de la vente de leur patrie.....

» Jules Chiflet a été un homme complet ; non-seulement il avait le courage civil, si difficile à trouver à toutes les époques, mais il a su montrer la bravoure du soldat éprouvé, dans la courte défense de Dole en 1668, et pendant les troubles qui ont suivi la prise de cette vieille et dolente capitale de la Franche-Comté. »

Le corps savant qui rend tant de services à l'histoire par la publication de ces *Documents inédits*, a tenu, dans la grande salle de l'hôtel de ville, sa seconde séance publique le 26 août. M. le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères, et M. le marquis de Conegliano, député du Doubs, tous deux membres honoraires de la compagnie, assistaient à la séance, ainsi que la plupart des membres du conseil général.

M. Sanderet, président annuel, a rendu compte du concours d'éloquence, dont le sujet était l'*Eloge de Desault*. Sur son rapport, dont le style élégant et distingué a frappé tout le monde, l'Académie a décerné le prix au beau mémoire de M. Charles Labruno, docteur-médecin à Besançon.

Une médaille de 200 fr. a été obtenue, dans le concours d'histoire, par M. Charles Gauthier, élève de l'école des chartes, pour un mémoire fort remarquable sur *la maison d'Oiselay*. M. l'abbé Suchet, rapporteur du concours, a singulièrement intéressé l'assemblée.

Le prix de poésie a été plus disputé. Quatorze pièces avaient été envoyées au concours ; M. Adrien Beuque, dans un travail fort bien fait, en



a exposé les divers mérites avec une critique aussi agréable à entendre qu'utile à méditer. M<sup>lle</sup> Mélanie Bourotte, de Guéret, a été couronnée pour une ode sur *Georges Cuvier* ; M. Pol, inspecteur d'académie à Quimper, a obtenu une mention très honorable pour une ode sur *le cardinal de Granvelle* ; *Eve de Côtebrune*, ballade, par M. Louis Mercier, de Besançon, et un poème sur *Vercingétorix*, par M. Auguste Roussel, de Paris, ont valu à leurs auteurs une mention honorable et une médaille de bronze.

La compagnie a entendu avec non moins de plaisir et de faveur une lecture de M. le président Clerc sur *l'abbaye de Montbenoit* et sur *les Carondelet*. On sait que Ferry Carondelet, abbé de Montbenoit, est l'auteur de la plupart des chefs-d'œuvre de sculpture en bois, en marbre ou en pierre, qui parent cette vieille abbatale. M. Clerc en a fait ressortir le mérite avec un accent d'autant plus ému, que l'église, après avoir été longtemps classée parmi les monuments historiques, vient, on ne sait pourquoi, d'être déclassée et privée des secours de l'Etat. Il a appelé sur ce monument historique, l'un des plus remarquables des deux Bourgognes, l'attention de l'Académie et du gouvernement, pour faire révoquer une décision qui deviendrait si fatale aux beaux-arts dans la province. La présence de M. le ministre des affaires étrangères ne pouvait être plus opportune ; personne ne doute que M. de Moustier ne prenne en main la cause de Montbenoit. L'appel que M. le président Clerc lui a adressé en terminant sa lecture sera certainement entendu, car on sait que la Comté lui est chère et qu'il se fait un honneur d'en défendre les intérêts.

La poésie a eu sa bonne part dans les applaudissements du jour. M. l'abbé Pioche, académicien nouvellement élu, a fait en vers son *compliment* de réception ; la forme élégante, neuve et assez hardie qu'il a donnée au sujet, a satisfait l'attente de l'assemblée, et chacun a ratifié la réponse spirituelle et gracieuse que lui a adressée M. le docteur Sanderet. Nos lecteurs goûteront sans doute aussi les vers de M. l'abbé Pioche, et féliciteront l'Académie d'avoir répondu, par un choix si heureux, aux craintes que témoignait M. Viancin sur l'avenir de la poésie.

Ces craintes ont été d'ailleurs dissipées par les résultats du dernier concours. La charmante ballade de M. Louis Mercier, intitulée *Eve de Côtebrune*, annonce un jeune poète bisontin déjà singulièrement familiarisé avec les secrets de son art. L'auteur de la pièce sur *Georges Cuvier*, M<sup>lle</sup> Mélanie Bourotte, de Guéret, a habité notre province, et en venant disputer nos couronnes académiques, elle y acquiert droit de bourgeoisie. La lecture de son ode, faite par M. Viancin, a terminé la séance.

Trois fois elle a été interrompue par des applaudissements et des acclamations. Les trois dernières strophes surtout en ont paru fort belles. Nous espérons la donner à nos lecteurs dans notre prochain numéro. Nous reproduisons aujourd'hui les vers si pleins d'élévation et de pureté de M. Edouard Grenier, notre compatriote, sur *la mort du président Lincoln*, auxquels l'Académie française vient de décerner le prix de poésie.

A l'issue de la séance publique, l'Académie a nommé

Dans l'ordre des *académiciens honoraires* : M. le colonel Paris.

Dans l'ordre des *associés résidents* : M. Sandras, inspecteur d'académie; M. Edouard Baille, peintre d'histoire.

Dans l'ordre des *associés correspondants nés dans la province* : M. Alphonse Jobez, ancien député du Jura ; M. S. Droz, ancien chef d'institution à Besançon, auteur d'une *Histoire du collège de Besançon* et de *Recherches historiques sur les fontaines publiques* de cette ville.

Dans l'ordre des *associés correspondants nés hors de la province* : M. d'Arbois de Jubainville, archiviste de l'Aube, auteur d'une *Histoire des comtes de Champagne*.

Dans l'ordre des *associés étrangers* : Le P. Theiner, bibliothécaire du Vatican, continuateur de Baronius.

Pour la prochaine année académique, M. le conseiller Jeannez a été élu *président* et M. l'abbé Suchet *vice-président*.

L'Académie, dans sa séance publique du 24 août 1868, décernera les prix suivants :

**PRIX WEISS.** — Médaille d'or de 300 francs. — Mémoire historique sur une *famille illustre, un château, une abbaye, un chapitre, une église ou un établissement public de la Franche-Comté*.

On appelle particulièrement l'attention des concurrents sur les anciennes églises de la province.

Les biographies sont exclues de ce concours.

**PRIX DE POÉSIE.** — Médaille de 200 fr. — L'Académie n'impose aux concurrents aucun sujet; elle exige seulement que celui qu'ils traiteront se rattache par quelque côté à l'histoire ou aux traditions franc-comtoises. Elle les laisse libres de choisir le genre et la forme qui leur paraîtront préférables.

**PRIX D'ÉCONOMIE POLITIQUE.** — Médaille d'or de 500 fr. — Etude sur l'industrie métallurgique en Franche-Comté; indiquer son origine, ses progrès, son état actuel, les causes qui favorisent ou entravent son développement et sa prospérité.

**PRIX OFFERT PAR M. LE MARQUIS DE CONEGLIANO.** — Médaille d'or de

300 fr. — Mémoire remarquable au point de vue du style, remettant en lumière un des faits saillants de l'histoire de la province, ou retraçant la vie d'un des hommes distingués qui lui appartiennent.

— PRIX D'ÉLOQUENCE à décerner dans la séance publique du 24 août 1869.  
— Médaille d'or de 500 fr. — Eloge du général Travot, de Poligny, l'un des pacificateurs de la Vendée.

Pendant que Besançon célébrait ses solennités académiques, Poligny et Baume-les-Dames ont eu d'autres fêtes qui n'ont manqué ni de charmes ni d'émotions. A Baume, c'est une fête agricole qui a duré trois jours; exposition des produits les plus variés de nos champs et de nos jardins dans l'ancienne église de l'Abbaye, décorée avec beaucoup d'élégance et de goût; discours de M. Laurens, président de la société d'agriculture; banquet plein d'une fraternelle gaieté; toast du maire saluant l'avènement à la vie publique de M. le marquis de Marmier, le nouvel élu du canton de Baume au conseil général; harangue fort bien écrite et fort bien lue de M. le sous-préfet Champin, pleine d'espérance pour l'agriculture du pays et les facilités qu'elle va trouver dans les chemins vicinaux qui lui sont promis. A Poligny, c'est une gloire militaire qu'on relève et qu'on célèbre. Le général Travot, l'un des pacificateurs de la Vendée, est né dans cette ville; ses compatriotes reconnaissants lui ont érigé une statue dont l'inauguration a eu lieu le 18 août; et M. Chevasus, maire de Poligny, a retracé en ces termes les principaux traits de la vie du général :

« Parti comme volontaire en 1791, à cette époque où le Jura envoyait 14 bataillons aux frontières menacées, Travot ne tarda pas à signaler son aptitude militaire; il devint d'abord commandant en second, et bientôt après commandant en chef de ce fameux deuxième bataillon qui se fit remarquer au siège de Mayence où il fut, ainsi que son chef, plusieurs fois cité à l'ordre du jour.

» Mayence ayant cédé plus encore à la famine qu'aux canons prussiens, l'armée qui défendait cette place fut appelée dans l'ouest de la France, que déchirait alors la guerre civile.

» Cette guerre malheureuse, puisqu'elle avait lieu entre Français, mais honorable pour tous, même pour les vaincus, parce qu'elle avait pour mobile la fidélité et la foi, Travot ne la fit qu'avec humanité; il n'oublia jamais qu'il avait en face de lui des frères: son arme habituelle fut la clémence, et sa main, loyalement tendue à tous, ne saisit son épée que lorsque les circonstances et son devoir ne lui laissaient pas le choix des armes.

» Sur cette terre chevaleresque, Messieurs, Travot sauva 15,000 têtes vendéennes qu'il avait le droit rigoureux de sacrifier.

» Cette vérité historique, ignorée d'un grand nombre, mais bien connue des Vendéens, m'a été révélée par un témoin oculaire qui m'inspire trop de confiance pour que je n'aie pas aujourd'hui le courage de dire son nom; ce témoin, Messieurs, c'est mon père, qui, en 91, partit avec Travot, son compatriote et déjà alors son ami, comme volontaire dans le 2<sup>e</sup> bataillon du Jura, le suivit en Allemagne, à Mayence, en Espagne et sur cette terre vendéenne qui devait être le théâtre d'une série de luttes héroïques que l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>, ce grand appréciateur des hommes et des choses, nommait une guerre de géants.

» En quittant la Vendée, dans laquelle il devait une seconde fois remplir le noble mandat de pacificateur, Travot fut envoyé à l'armée d'Italie. Il en revint commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, général de division et candidat au Sénat conservateur.

» En 1808, il partit pour le Portugal, sous le commandement supérieur du duc d'Abrantès.

» Dans le gouvernement de Lisbonne, qui lui fut donné, il sut se concilier le respect et l'affection des habitants de cette grande cité, que notre présence cependant rendait frémissants et qui menaçaient d'exterminer les 3,000 invalides ou malades qui seuls avaient été laissés à Travot pour contenir la capitale du Portugal, et pendant que le duc d'Abrantès, accablé par une armée anglaise triple de la sienne, perdait la bataille de Vimeiro, Travot faisait, par la persuasion, régner l'ordre à Lisbonne, embarquait jusqu'au dernier de ses soldats et de ses malades, et était, au moment de son départ, l'objet d'une manifestation qu'il suffit de dire pour en faire ressortir la valeur: la municipalité de Lisbonne lui offrait des chevaux de luxe en témoignage de sa reconnaissance et de son admiration pour son beau caractère.

» Enfin, Messieurs, dans cette bataille de Toulouse, où le maréchal Soult résista avec 33,000 hommes à plus de 75,000 Anglais, ce grand homme de guerre avoué dans ses correspondances qu'une grande part du succès de cette brillante journée est due à notre vaillant compatriote.

» Sur le territoire français, comme à l'étranger, nous trouvons toujours Travot esclave de son devoir, soucieux de ses soldats, généreux pour ses ennemis.

» Messieurs, voilà Travot, voilà l'abrégé de sa vie.

» Avec nous, vous le jugerez digne de l'hommage qui lui est rendu aujourd'hui par sa ville natale, et en cela vous serez d'accord non-seule-

ment avec cette brave population vendéenne qui, oubliant le vainqueur pour ne se souvenir que du pacificateur, éleva par souscription au général Travot deux statues, une à Napoléon-Vendée, due comme celle-ci au ciseau de l'habile statuaire Maindron, l'autre à Chollet, œuvre de David d'Angers; mais encore avec l'empereur Napoléon, qui, en écrivant sur son rocher de Sainte-Hélène son immortel testament, instituait parmi ses légataires particuliers les enfants du brave et vertueux général Travot. »

Le 15 août a envoyé à la Franche-Comté un grand nombre de décorations. Sans parler de la croix de commandeur donnée à M. le premier président Loiseau, nous avons vu décorer avec plaisir M. Joly, inspecteur des lignes télégraphiques, auquel ses excellentes qualités, sa conduite honorable et sa courtoisie toujours égale, ont assuré l'estime de tous.

Notre excellent concitoyen, M. le conseiller d'Orival, dont nous ne voulons pas blesser la modestie en racontant pourquoi le ruban rouge n'ornait pas sa boutonnière depuis déjà un an, a reçu aussi cette distinction si méritée. Ses amis s'en réjouissent avec lui, et ses autres amis en Jésus-Christ, ceux qu'il va visiter avec une sollicitude si constante et si généreuse comme membre et président de la société de Saint-Vincent de Paul, n'auront pas été les derniers à applaudir à la gloire de leur bien-faiteur.

Nous apprenons que S. S. le pape Pie IX vient d'élever M. le général de division Douay à la dignité de grand'croix de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand. M. le préfet du Doubs, M. le préfet de la Haute-Saône et M. Durand de Villers, lieutenant-colonel d'état-major, ont été nommés commandeurs du même ordre. M. Champin, sous-préfet de Baume, MM. les maires de Besançon et de Vesoul, ont reçu la croix de chevaliers de Pie IX. C'est Son Em. le cardinal archevêque de Besançon qui a remis aux titulaires, avec le cérémonial d'usage, les brevets conférant ces distinctions.

Nous n'aurons bientôt plus rien à envier à l'Angleterre, que des Français dits progressistes prennent pour modèle général depuis tant d'années et dont ils ont si souvent dénaturé, faute de les appliquer en temps opportun, les institutions les plus respectables et les plus anciennes. Le gouvernement parlementaire et les selles à l'anglaise, l'équitation et l'industrie, le commerce et les exercices du corps compris sous le nom universel de *sport*, ont été, Dieu merci, assez imités, nous pourrions presque dire singés chez nous depuis nombre d'années. Tout ceci a sans doute produit quelque bien, mais quels inconvénients n'a pas causés pour nos compatriotes la manie anglomane! Destruction, *déracinement*, disent les spécialistes, de nos vieilles et excellentes races de chevaux

français, limousins, ardennais, morvandiaux, charollais, pyrénéens, etc., ruine absolue de notre métallurgie, etc., tels sont les résultats directs de notre application souvent hâtive et inintelligente des vieilles institutions britanniques. Une seule de ces dernières était, ou devait être du moins, applicable à tous les pays et à tous les peuples; elle était respectable, utile et pratique entre toutes; aussi nous sommes-nous empressés de ne la point adopter.

Nous voulons parler du respect du dimanche.

Chose singulière, les Anglais, nos maîtres en industrie, c'est là du moins ce qu'on disait autrefois en France, nos maîtres en élevage et en turf, ne travaillent pas le dimanche. Tandis que la France catholique se récrie à la seule idée de fermer boutique le jour du Seigneur, tandis qu'elle invoque mille spécieux prétextes tirés de la nécessité, de la misère, du temps, que sais-je? la protestante Angleterre ferme ce jour-là ses magasins, ceux-là même que nous considérons comme de première nécessité. Les boulangers, les bouchers, les épiciers, les bureaux de tabac même, sont clos le dimanche. Quel pays inhabitable! et que nos fiers *culotteurs* de pipes, qui aiment tant à passer le dimanche au cabaret en discutant les questions religieuses ou morales le *Siècle* à la main, s'y trouveraient mal placés! Enfin, et comme coup de pinceau caractéristique, nous ajouterons que la *sportive* Angleterre, le pays des courses par excellence, la patrie du cheval de pur sang, la seule contrée du monde où les courses soient également intéressantes pour toutes les classes de la population sans exception, et où le parlement lui-même cesse de siéger le jour solennel du grand derby d'Epsom, ne tolère pas de courses le dimanche. Tandis que chez nous les hippodromes sont couverts ce jour-là d'une multitude affairée, le vert gazon de nos voisins d'outre-Manche se repose dans le calme dont Dieu lui-même donna l'exemple le septième jour de la création.

Ce printemps, lorsque le voyageur fatigué traversait les merveilles de l'Exposition universelle, pour peu qu'il fût encore un peu chrétien, le rouge devait lui monter au front lorsqu'il était Français et qu'il passait, un dimanche, de notre section dans celle de l'Angleterre. Chez nous étaient le bruit, l'activité et le mouvement d'un peuple dont la liberté des cultes si prônée n'est que de l'indifférence en matière de religion. Chez eux, les machines recouvertes d'une enveloppe, les métiers silencieux et les ouvriers inoccupés, désignaient un peuple qui peut ne pas partager nos idées religieuses, mais qui du moins se fait gloire d'avoir et de respecter une religion.

Nous entendions une fois un cultivateur aisé de notre Haute-Saône dire assez crûment : « A quoi que ça a servi, les courses de Vesoul ? A » faire manquer la messe à la moitié du département. » Le propos était exagéré, mais il avait son côté vrai.

Toutes ces réflexions et beaucoup d'autres, qu'on pourrait taxer, sans être trop sévère, d'un peu de misanthropie, nous revenaient le 18 août dernier devant le petit champ de courses de Thieffrans, près Monthozon (Haute-Saône), que nous visitions pour la première fois. Et pourtant la vue n'avait assurément rien que de fort riant. Une jolie pelouse, une piste véritablement bonne, des tribunes simples et légères, un concours assez nombreux, beaucoup de gaieté, des commissaires fort polis, le tout encadré par l'Ognon et éclairé d'un soleil resplendissant, constituent un ensemble qu'on ne s'attendrait guère à trouver dans un lieu aussi reculé d'une province aussi éloignée que la nôtre des grands centres hippiques.

Le public assistant aux courses dans un endroit aussi modeste que Thieffrans est nécessairement fort restreint. Il se composait presque exclusivement des cultivateurs et éleveurs du canton et des cantons limitrophes, et des quelques *sportmen*, accompagnés de leurs familles, que pouvait fournir le voisinage. Ce modeste hippodrome nous a rappelé les petits champs de courses, chers au souvenir de notre jeunesse, qui fourmillaient en Angleterre et en Irlande, et auxquels le goût si universellement répandu dans ces pays des luttes hippiques donne toujours un intérêt que nous ne comprenons guère.

Les courses de Thieffrans, destinées surtout à encourager l'élevage des chevaux de culture, nous ont paru répondre assez exactement à leur but. Le concours de chevaux créé par elles démontre la bonne rédaction de son programme, car partout où vous verrez des chevaux affaier, vous pourrez généralement conclure que les commissaires ont su tirer parti des éléments qui existaient déjà autour d'eux. Le peu d'importance des prix à disputer restreint forcément le cercle des engagements, mais ces courses sont destinées, nous le croyons, à rendre dans leur modeste sphère des services véritables à notre élevage. Elles devraient servir de préparation à celles plus importantes de Vesoul, et l'entente entre ces hippodromes serait assurément favorable à nos évalonniers et à nos cultivateurs. Les jalousies qui, dans notre beau pays de France, et particulièrement dans notre bonne Franche-Comté, ont empêché ou paralysé bien des institutions utiles ou agréables, devraient être prises de côté dans cette circonstance-ci comme dans toutes les autres, et les vrais sport-

men verraient avec plaisir des chevaux qui se sont essayés à Thieffrans, venir affronter à Vesoul un public plus nombreux, des concurrents plus sérieux, et y gagner des prix plus rémunérateurs.

Notre expérience, déjà vieille en ce qui concerne les courses, nous encourage à faire à MM. les commissaires de Thieffrans une petite critique. Leurs prix comtois sont tous destinés à des chevaux élevés dans la Haute-Saône ou dans le Doubs. L'exclusion dont ils frappent le Jura ne nous semble pas justifiée. Le Jura est aussi comtois que le Doubs et la Haute-Saône. Puisque l'administration des haras a eu le bon esprit de conserver pour sa circonscription bisontine l'ancienne délimitation de la province, pourquoi exclure de concours des chevaux issus des mêmes étalons fournis par les haras indifféremment pour les trois départements de la Franche-Comté ?

Le *prix du canton*, au trot, donné par M. J. Courcelle, banquier à Vesoul, et se montant à 100 fr. pour chevaux du canton de Montbozon, a inauguré la journée.

Le *prix du progrès*, de 200 fr., dont 150 donnés par M. L. Duchon, pour chevaux de la Haute-Saône et du Doubs, au trot monté, a été fort brillamment gagné par une jument appartenant à M. Faivre; les actions rapides et cadencées de cette bête, la régularité et le brillant de son allure, lui promettaient des succès à Vesoul et ailleurs, si elle était dans les conditions voulues, ce que nous ignorons.

Le *prix des dames*, au galop, pour chevaux de la Haute-Saône et du Doubs, a été attribué à M. Athey, vétérinaire à Vesoul, que ses succès du 14 juillet avaient sans doute mis en goût. Une boîte d'élégants pistolets, donnée par les dames de la Haute-Saône, a été remise aussitôt à l'heureux vainqueur par M<sup>me</sup> la comtesse de Grammont.

Le *prix du conseil général*, de 300 fr. pour chevaux de la Haute-Saône, a été vivement disputé entre Cora, à M. Sylvestre, et Fifine, à M. Mamy. Malgré le courage déployé par M. Sylvestre fils, dont la jument a fait une série de pointes capables d'effrayer les plus hardis, il n'en a pas moins contraint son cheval à finir le parcours, et n'a abandonné qu'avec peine la première place à la jument de M. Mamy.

Notre compatriote, le peintre Jeanneney, avait bien voulu offrir à l'hippodrome de Thieffrans le concours de son élégant pinceau. Un fort joli paysage, dans lequel chacun a admiré la limpidité et la profondeur de ses eaux, ainsi que la jolie couleur des arbres qui forment le second plan, avait été donné par lui et devait, sous le nom de *prix de l'Ognon* pour tous chevaux, clore la journée. Le vieux Diégo, de célèbre mémoire,



monté par son propriétaire, a facilement gagné la gracieuse toile de M. Jeanneney, tandis que 40 fr. étaient donnés à l'intrépide M. Athey, qui, après avoir roulé avec son cheval et remonté sans perdre de temps, a pu arriver encore second malgré les efforts des deux concurrents qui restaient.

Plusieurs amateurs ont ensuite organisé une poule au trot pour tous chevaux, qui n'était point inscrite au programme. Vaillamment disputée entre un cheval à M. de Périgny, directeur du haras de Besançon, monté par le palefrenier Boillon, et M. Duvaucel, montant un cheval à lui, elle a été gagnée par ce dernier après une épreuve douteuse, recommandée aussitôt.

Ainsi s'est terminée cette journée, dont aucun accident grave, aucune scène regrettable, ne sont venus troubler la bonne organisation.

Le C<sup>o</sup> DE VAULCHIER.



# L'ÉVÊQUE GALLO-ROMAIN A LA COUR DES ROIS BARBARES,

OU

SAINT AVITUS, ARCHEVÊQUE DE VIENNE,

ET LES ROIS BURGONDES GONDEBAUD ET SIGISMOND.

(1<sup>er</sup> article.)

---

De même que les rois goths à Toulouse et à Ravenne, les rois burgondes, et plus tard les rois francs, se plaisaient à conserver, à relever même les débris de cette civilisation romaine qu'ils aimaient encore plus qu'ils ne la comprenaient : car y voyaient-ils, les fils de Clovis surtout, autre chose qu'un puissant instrument de domination, qu'une voie toute faite pour arriver, eux aussi, à ce despotisme impérial qu'ils commençaient à prendre pour modèle et pour type ?

Ils aimaient, les uns et les autres, à s'entourer de nobles gallo-romains ; c'était parmi eux, surtout parmi les évêques, qu'ils choisissaient leurs secrétaires, leurs ambassadeurs, leurs ministres. Tout ariens qu'ils étaient, non-seulement ils souffraient à leur cour, si l'on peut appeler de ce nom la *truste* d'un chef barbare, ces catholiques et ces évêques, mais ils cherchaient à les y attirer par des caresses, des privilèges, des emplois. Les nobles, les sénateurs, ne repoussaient pas ces avances, et le pouvaient-ils ? — Ils mettaient donc au service du Burgonde ou du Goth ce qu'ils avaient de lumières et de talents.

Augustin Thierry, obéissant à nous ne savons quels préjugés, quelles passions, dont s'est plus tard débarrassé ce cœur si grand, cet esprit si élevé, Augustin Thierry ne veut voir dans ces nobles Gaulois, dans ces évêques catholiques, que des Grecs du Fanar après la conquête ottomane, que des complices des exactions du maître, que des fauteurs de l'invasion et d'actifs partisans de la servitude de tous. Dans ces évêques qui

s'efforcent d'adoucir et de désarmer le Barbare ; qui se ruinent à racheter les captifs et à les ramener dans leur pays ; qui défendent avec tant de générosité la vie, la liberté, les biens du vaincu ; qui, pour sauver la foi des peuples, bravent l'exil, les chaînes, la confiscation, la mort, que nous montre-t-il ? — Des traîtres qui se vendent aux envahisseurs, qui les appellent, les animent, leur livrent les frontières, leur ouvrent les portes et les introduisent dans la place ! Oui, Augustin Thierry nous l'apprend, ce sont les évêques qui rédigent en pompeux latin, non certes la charte qui affranchit, mais l'acte qui doit attester et consacrer l'asservissement, l'acte qui exproprie les légitimes possesseurs du sol et des biens, pour transporter sol et biens à la race conquérante, l'acte qui leur enlève tout droit, toute liberté, pour les lier à la glèbe, qui leur ôte enfin leur dignité d'homme, pour les réduire à n'être plus que des choses, que des ornements de cette terre qui était à eux. Et, magnifique récompense de tant de lâchetés, de tant de trahisons, dans le partage des dépouilles ils reçoivent du Barbare, outre la plus belle pièce de terre cultivée, le titre grec d'*episcopos*, biscop dans la langue des Francs ! *Risum teneatis, amici !* (*Histoire de Jacques Bonhomme.*)

Heureusement rien de cela n'est vrai ; avant et pendant la conquête, comme après, les évêques se sont montrés les intrépides défenseurs des Gallo-Romains, non moins que les inflexibles gardiens de la foi et des mœurs.

Saint Epiphane à Pavie, saint Avitus à Vienne, n'ont travaillé que pour le vaincu ; c'est dans son intérêt qu'ils ont recherché la bienveillance de Théodoric ou de Gondebaud.

Saint Avitus a prêté sa plume à deux rois burgondes, Gondebaud et Sigismond ; il les a aidés de ses conseils et de son influence ; il a été leur ministre ; et, certes, la race conquise n'a eu qu'à s'en féliciter. Des mains de l'un, il a fait tomber le glaive de la persécution ; l'autre, il l'a converti au catholicisme, il en a fait, pour les Gallo-Romains, un roi national, le roi qu'ils ont vénéré comme un saint, après l'avoir aimé, servi et pleuré comme un excellent prince. Nous aimons beaucoup Augustin Thierry, nous sommes de son école ; mais nous aimons encore plus la justice et la vérité.

Qu'était-ce donc que cet Avitus, et comment était-il parvenu à tenir une si grande place dans l'Eglise des Gaules, à jouer un si grand rôle à la cour et dans les conseils des rois burgondes ?

## II.

Alcimus Eodicius Avitus était né vers le milieu du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Descendait-il, comme semblent l'insinuer quelques paroles de Grégoire de Tours, de cet Avitus qui ne revêtit un instant la pourpre impériale à Toulouse que pour la déshonorer par ses vices ? Buchet l'affirme, Sirmond le nie ; lequel a raison ? Que d'autres décident ; nous garderons un silence prudent. Mais il n'est pas téméraire de soutenir que, s'il n'était pas le petit-fils du César, il était au moins de sa parenté. Ils sortaient, l'un et l'autre, de l'Auvergne ; l'un et l'autre ils comptaient des patrices et des sénateurs parmi leurs ancêtres. Le témoignage d'Avitus lui-même vient ici à notre aide : voici ce qu'il écrit au fils de Sidoine Apollinaire : « Comme parle » votre poète (Virgile, *Enéide*), l'image d'un père tendrement aimé » s'est présentée à mon esprit, lorsque je me suis rappelé que, jusqu'à » nous, dont la profession est si différente, nos parents *communs* ont eu le » même sort. La haine jalouse qui les poursuivait leur a fait courir les » mêmes dangers ; mais, comme eux, nous avons, vous et moi, une con- » solation qui doit nous suffire, puisqu'elle leur a suffi, et cette conso- » lation, la voici : toutes les fois que *notre* famille a eu à repousser les » coups de ses adversaires, et qu'elle a été attaquée par la dent de » l'envie, qui aboyait de toutes parts, si elle a été sous le poids de l'ao- » cusation, jamais elle n'a été sous celui du crime. »

Pour comprendre la force et bien saisir le sens des expressions de l'évêque de Vienne, il ne faut pas oublier ceci : Sidoine Apollinaire, le poète, avait, avant de monter sur le siège épiscopal de Clermont, épousé et vu mourir la fille de l'empereur Avitus ; et la famille des Avitus, regardée comme un foyer de résistance en Auvergne, avait longtemps retardé par ses efforts l'occupation de cette province, qu'elle défendait contre les Visigoths.

Qu'Avitus fût ou non le neveu du César proclamé à Toulouse, que le sang des Anicius coulât ou ne coulât point dans ses veines, cela importe peu ; il était certainement d'une vieille famille patricienne, fils et petit-fils de sénateurs romains, sénateur lui-même, et, ce que nous mettons au-dessus de tout cela, l'un des hommes les plus remarquables de son temps. Connue déjà par les charges et les honneurs de l'empire, sa maison acquit plus de lustre encore des dignités de l'Eglise dont furent revêtus plusieurs de ses membres. On y compte en effet quatre générations d'évêques, générations non interrompues. Après la mort de saint

Mamert, Hésychius Avitus, père de notre saint, libre des liens du mariage, occupa le siège de Vienne, sur lequel son fils devait le remplacer.

Nous savons peu de chose de la jeunesse d'Avitus. Il acheva ses études à Vienne, où le rhéteur Sapaude tenait une école célèbre. Sous ce maître, que vantent Sidoine, le poète, et Claudien Mamert, le premier sans doute des ancêtres de Descartes<sup>(1)</sup>, Avitus, qui était doué des plus heureuses dispositions, ne pouvait faire que de rapides progrès. Il est permis de juger des succès qu'il obtint par les ouvrages qui nous restent de lui, ouvrages cités partout avec éloges par les plus doctes évêques de son temps et des siècles postérieurs.

Nourri au sein d'une famille toute chrétienne, sous les yeux et par les soins d'une mère qui « préférait à toutes les grandeurs de ce monde la pureté de l'âme et les trésors de la foi, » Avitus n'avancait pas moins dans la vertu. Il savait, comme il le chantera lui-même, que « le chrétien ne peut pas s'arrêter ; que, s'il n'acquiert pas de jour en jour, il perd ce qu'il a déjà acquis, et que, pour tenir l'étroit sentier, il faut faire les plus grands efforts. »

Et comment aurait-il pu ne pas s'animer à la piété ? Il ne voyait autour de lui que de courageuses vertus : son père Hésychius, sa mère Audentia, sa jeune sœur Fuscine, son frère Apollinaire, de Valence, ont mérité d'être inscrits au catalogue des saints.

Ainsi Avitus se préparait, par l'étude des Livres sacrés et des lettres profanes, mais surtout par des habitudes pieuses et des mœurs chastes, à devenir dans le clergé un des plus savants, un des plus habiles, un des plus purs défenseurs de la vérité catholique. Alors l'Eglise avait à lutter dans les Gaules contre l'arianisme, apporté et soutenu par les Barbares. Euric régnait à Toulouse, et ce chef suprême des Wisigoths, plus encore dans l'intérêt de son pouvoir que dans celui de sa foi, s'efforçait de convertir aux croyances ariennes les peuples et les évêques que la chute de l'empire avait placés sous sa domination. Lorsque les arguments même employés par les plus subtils ne suffisaient pas, il savait sous de beaux prétextes recourir à l'exil, à la prison et au bourreau : cela est plus aisé et plus commode que de convaincre.

Les Burgondes s'étaient laissés séduire ou intimider, et Gondebald les avait, non sans quelque résistance, entraînés dans l'arianisme.

Telle était la situation de l'Eglise catholique, lorsque la mort d'Hésy-

(1) Voir son *Traité sur l'âme* ; il y pose l'argument : « Je pense, donc je suis. »

chius laissa vacant le siège métropolitain de Vienne. Avitus lui succéda l'an 490 ; les suffrages du peuple et des évêques donnèrent au fils la houlette pastorale du père : un saint allait remplacer un saint.

« Quand il s'agit des maîtres de la foi, dit quelque part Avitus, peu importe la naissance ; Dieu ne fait attention qu'aux vertus. Il a choisi saint Pierre lorsque cet apôtre n'était qu'un pauvre pêcheur, saint Mathieu lorsqu'il était assis au comptoir du publicain. Dieu élit ce que le monde regarde comme vil et méprisable, préférant le pauvre en esprit au riche en argent. Celui-là seul est vraiment patricien qui est sans péché.

» Si quelqu'un désire l'épiscopat, il désire un ministère saint. Mais quoi ! l'Apôtre par là veut-il encourager l'ambition ? A Dieu ne plaise ! On cessera bientôt de souhaiter l'épiscopat, si l'on fait attention aux qualités que l'Apôtre exige de l'évêque. Dans ses discours l'évêque doit être le maître des peuples, dans ses actions le disciple du Christ, tempérant l'autorité par la douceur. Il ne sera avide que du salut des âmes, désintéressé de toute autre chose. Il faut que, assidu à la prédication, il fasse tellement valoir les talents qu'on lui a confiés, qu'il multiplie les élus. L'évêque doit être orné, mais qu'il se garde d'entendre par là les ornements du siècle ; ce n'est ni le luxe ni la pompe, c'est la grâce d'en-haut qui doit l'accompagner. Il est nécessaire qu'il marche par le sentier étroit, et que, ne se détournant ni à gauche ni à droite, il tienne le milieu et entraîne les peuples à sa suite. Il sera tout à la fois économe et prodigue, humble et digne ; il joindra une juste sévérité à la miséricorde ; en un mot, il sera sévère avec mansuétude. » (Fragment sur l'ordination d'un évêque.) En traçant ce portrait de l'évêque selon l'Evangile, Avitus avait, sans le vouloir, tracé son propre portrait. Seulement, à toutes les vertus qu'il demande, il joignait l'éclat de la naissance ; cette fois, Dieu n'avait pas choisi parmi les pauvres, il avait pris, pour le donner à son Eglise, ce que le monde avait de plus riche et de plus grand.

Le noble descendant des Anicius faisait donc monter avec lui sur le siège de Vienne les qualités et les vertus qui ornent et relèvent encore aux yeux des peuples et des princes les fonctions de l'épiscopat. On le voyait plein de zèle et de foi, mais ce zèle n'excluait pas la prudence, et cette foi se montrait aussi éclairée qu'intrépide. Pieux, humble, charitable et plus enclin à la miséricorde qu'à l'inflexible justice, il savait reprendre avec douceur et ramener par l'attrait de sa charité celui qui s'était écarté du devoir. Comme plus tard saint François de Sales, pour

attirer à Dieu, il se faisait aimer de tous, prêtant à la piété tout le charme de l'esprit et de l'amour.

Avitus n'était pas seulement un habile prédicateur, un puissant controversiste, un évêque selon l'Evangile, sacrifiant tout à la foi, ne refusant rien à la charité; c'était encore un brillant poète, un élégant patri-cien, un homme doué du plus heureux génie. Ses manières étaient pleines de grâce et de distinction; s'il imposait par l'austérité de ses mœurs et par la sainteté de sa vie, il séduisait par le charme d'une politesse exquise, par l'attrait d'une parole insinuante, par l'éclat d'un langage riche en figures et en comparaisons. A travers la gravité de l'évêque, se laissait même entrevoir l'enjouement de l'homme du monde; quelque-fois sa plume se délassait de travaux plus sérieux par le jeu d'un inno-cent badinage. Nous avons deux lettres dans lesquelles il s'amuse à railler sur leur amour pour la bonne chère le rhéteur Sapaude et l'archidiacre Léonianus. « N'était-ce pas un supplice, écrit-il à Sapaude, d'attendre, les » lèvres pantelantes et le palais en feu, que l'écuyer tranchant eût achevé » de découper? Affamé pendant la première partie du festin, vous n'avez » fait que vous plaindre; dans la seconde, tout en buvant les mets et en » ruminant les vins, vous avez pillé à droite et à gauche, vous inquiétant » peu de vos voisins; dans la troisième, vous avez pleuré de ne plus vous » sentir en appétit. »

L'archidiacre envie le bonheur de Sapaude, admis à la table du roi; il ne s'assied, lui, qu'à la table de l'église, et quelle table pour un gour-mand! Aussi faut-il entendre ses plaintes et ses gémissements. On ne lui remplit l'estomac que de choux et de navets; on ne lui verse qu'un vin détestable, et encore le lui mesure-t-on d'une main parcimonieuse. Le malheureux! il ne sait plus même quel goût ont les huîtres!

Ces plaisanteries ne sont peut-être pas du meilleur sel; si nous y avons fait quelque attention, c'est que, tout en nous laissant voir la sobriété d'Avitus, elles montrent qu'il y avait dans notre grave évêque un certain fond de gaieté.

### III.

Comme Vienne était alors la capitale de Gondebaud, le prélat et le prince ne pouvaient manquer d'entrer en rapport. Le roi burgonde, aus-sitôt après la mort de son père Gondioch, l'an 474, s'était déclaré l'en-nemi implacable de la doctrine catholique. Pour détacher les Gallo-Ro-mains de la foi de Nicée, il s'était servi des mêmes arguments et avait

employé les mêmes moyens de propagande qu'Euric, son redoutable voisin. Comme lui, dans son ardent et farouche prosélytisme, il chassait les évêques, égorgéait les prêtres, pillait et confisquait les églises, dérobait les vases sacrés, et faisait détester la domination burgonde, jusque-là assez douce, assez aimée.

Et sous plus d'un rapport cependant, Gondebaud était un prince remarquable ; s'il avait de mauvaises qualités, il en avait d'excellentes. Voici ce que nous apprend de ce roi un des plus illustres contemporains, le sénateur et comte Héraclius :

« C'est un esprit supérieur ; il est plein de feu et doué d'une riche imagination ; il s'énonce avec une rare facilité et parle avec éloquence. Il écoute avec beaucoup de calme et une singulière attention tout ce qui se dit autour de lui, dans les conseils et dans les assemblées, et sait en faire son profit. »

Avitus lui-même, lorsqu'il le connaîtra mieux, vantera dans le chef barbare une grande pénétration d'esprit, une politique habile et, ce qui peut surprendre, une connaissance parfaite des dogmes catholiques.

Gondebaud, un des hommes les plus instruits de son siècle, se plaisait à faire briller son esprit, à faire admirer sa science ; il cherchait les occasions de déployer les richesses de sa parole ; il provoquait les discussions, il était passionné pour la controverse.

Dans les lettres d'Avitus, on le voit toujours prêt à proposer des difficultés, à solliciter des éclaircissements, à demander des solutions.

Lorsque l'âge, la réflexion, les circonstances surtout, lui eurent inspiré plus de modération, il souffrit même que, dans son entourage, on attaquât les croyances ariennes et qu'on leur opposât, en le préférant, l'enseignement catholique ; Avitus sera ici mon témoin. Héraclius, ce comte dont nous avons cité quelques lignes, s'était, même en présence de Gondebaud, énergiquement prononcé contre l'arianisme ; le Burgonde, au lieu de sévir contre ce hardi contradicteur, s'était contenté de combattre à armes égales ; il avait été vaincu, et sa défaite n'avait en rien altéré sa bonne humeur.

Avitus, non content de livrer chaque jour de nouvelles batailles à l'erreur, encourageait par ses conseils et par des louanges adroites les hommes qui, sans appartenir au clergé, savaient profiter de leur position auprès du prince pour défendre la cause de l'orthodoxie. Aussi s'empressa-t-il de payer au noble Gallo-Romain un juste tribut d'éloges. « Ces lèvres, lui écrit-il, accoutumées à la pompe de l'éloquence séculière, » et d'où s'échappe à flots intarissables la profondeur de la science ro-



» maine , se sont donc ouvertes pour soutenir les intérêts de la vérité ;  
 » cette parole habile , qui , dans l'occasion , sait ou décrire ce monde et ses  
 » agréments , ou célébrer un royal triomphe , nous a donc aidés à vaincre.  
 » Dès le début de la guerre , vous vous êtes comporté en grand capi-  
 » taine. Que la sagesse des puissants remarque ceci : *Ils trahissent aisé-*  
 » *ment le serment prêté aux hommes , ceux qui préfèrent les lois de la terre*  
 » *aux lois du ciel , l'intérêt à la conscience. Celui qui reste fidèle à Dieu*  
 » *saura conserver sa foi aux princes.* »

Gondebaud , plus éclairé en ceci que bien des modernes , était apparemment de cet avis , car le sénateur Héraclius n'eut jamais à regretter sa généreuse franchise. S'il avait cru , comme les apôtres , qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes , il ne sortit pas pour cela fustigé du prétoire.

Contraste vivant , tantôt le chef burgonde se montre si humain que , sur la prière d'un évêque , il renvoie sans rançon une multitude de prisonniers de guerre ; tantôt , avide des dépouilles d'autrui , il se laisse emporter aux plus grands crimes par une ambition que rien n'arrête : il poursuit ses frères les armes à la main , leur enlève leur part de royauté , et , quoi qu'ait prétendu , dans ces *Annales* , un écrivain dont le savoir égale le talent , ne reculant pas même devant le fratricide , il fait périr Chilpéric , ce prince catholique de nos montagnes franc-comtoises , et avec lui tous ses fils , n'exceptant du massacre que sa veuve et ses filles , et finit par faire égorger Godésigèle et ses autres frères. Il est vrai que , comme plus tard Childebart , il versera des larmes sur le sort de ses victimes (une lettre d'Avitus nous l'apprend) ; ce qui est bien de la nature du barbare qui , enfant terrible , passait tout à coup de la fureur à l'attendrissement. Comme il alliait la bonhomie à la ruse , si l'on redoutait son esprit fertile en artifices , les meilleurs cependant se sentaient attirés vers lui.

Nous pouvons comprendre maintenant qu'il n'était pas difficile à Avitus , littérateur brillant et homme de manières charmantes , de séduire le roi barbare. Gondebaud , avons-nous dit , avait l'esprit vif et pénétrant ; il aimait les lettres et les délicates jouissances qu'elles procurent. Il sut bientôt apprécier l'évêque de Vienne , son génie fin et délié , sa conversation tour à tour grave et enjouée , son caractère modéré et conciliant ; il le distingua entre tous et l'admit dans son intimité. Avitus parvint à rétablir la bonne harmonie entre le chef arien et la population catholique. La persécution s'arrêta peu à peu ; on vit même Gondebaud intervenir entre le clergé orthodoxe et les oppresseurs. Il était temps d'ail-

leurs que le Burgonde songeât à s'attirer l'affection des Gallo-Romains.

La puissance naissante de Clovis, ses progrès, sa victoire de Soissons, venaient de nouveau mettre en question la destinée des Gaules. Trop à l'étroit dans son petit canton, Clovis avait appelé autour de lui toutes les tribus franques. A la tête de ces bandes belliqueuses, il avait traversé la partie orientale de la forêt des Ardennes, s'était avancé jusque sous les murs de Soissons, défiant au combat le patrice héréditaire Syagrius, l'avait vaincu, s'était emparé de sa capitale, et avait contraint Alaric II, le lâche roi des Wisigoths, de lui livrer ce dernier représentant de l'empire. Fort de ses nouvelles conquêtes, il menaçait déjà les Goths au midi et les Burgondes à l'est. La sympathie des catholiques s'attachait au Saliens, même avant sa conversion; c'est que le joug des hérétiques était devenu insupportable, c'est que l'on espérait beaucoup de ce jeune barbare, qui, encore païen, se montrait cependant plein d'égards pour le clergé et de vénération pour les choses saintes. On connaissait l'histoire du vase de Soissons. « La terreur qu'inspiraient les Francs, dit Grégoire » de Tours, commençait à se répandre partout, et chacun, dans les » pays voisins, souhaitait avec une passion incroyable de passer sous » leur domination. »

Pour Gondebaud, jusque-là persécuteur, le péril était grand; l'invasion n'avait ruiné ni toutes les églises ni toutes les familles sénatoriales; le Burgonde était perdu si les catholiques mettaient à la disposition de Clovis ce qu'ils avaient conservé d'influence et de forces. En vain, pour conjurer ce danger, avait-il envoyé à Constantinople son ministre et confident Arédius; en vain espérait-il qu'avec l'appui de l'autorité impériale, il retiendrait dans son obéissance les Romains, habitués à vénérer les ordres de l'empereur; un péril autre que les dispositions hostiles des Gaulois menaçait Gondebaud; c'était l'existence de Clotilde, fille de ce Chilpéric qu'il avait assassiné.

Comme dans tout l'Occident il n'y avait de princesse catholique que Clotilde, les évêques de la Gaule Belgique songeaient à lui faire épouser le jeune roi des Saliens; si ce projet pouvait aboutir, Gondebaud avait tout à craindre: Clotilde, sans doute, chercherait à venger son père. Pour la soustraire aux regards des Francs, le meurtrier l'avait cachée à Genève, loin des frontières de Clovis; mais Aurélianus, messenger du roi franc, sut l'y découvrir et lui faire connaître les intentions de son maître. Gondebaud, dans son effroi, n'osa point refuser à Clovis la main de sa nièce, et les envoyés de ce prince fiancèrent la royale orpheline. Suivant la coutume, ils offrirent au roi burgonde un sou et un denier, et,

mettant la princesse sur un char, prirent avec elle la route de Soissons.

Clotilde connaissait les terreurs de son oncle et sa perfidie. Vers le milieu du chemin, elle monta à cheval, et, afin de mettre entre elle et ceux qui allaient la poursuivre, une espèce de désert, en quittant la Bourgogne elle en fit, dit-on, brûler les campagnes : terribles adieux qu'elle laissait à son pays et à Gondebaud ! Vainement celui-ci, qui se repentait déjà d'avoir consenti au mariage de sa nièce, s'était hâté d'envoyer une troupe de cavaliers avec ordre de la ramener ; les Burgondes ne rencontrèrent que le char, qui, vide, allait à petites journées : Clotilde était à Soissons.

Ce mariage donna aux Francs un grand parti dans les provinces burgondes : c'était vers Clovis que les évêques, les Gallo-Romains et les partisans de Chilpéric aimaient à tourner des regards pleins d'espoir. Avitus, cependant, cherchait à établir entre les deux peuples une alliance sincère et durable, et saint Remi de Reims le secondait de tous ses efforts. Les deux prélats, en ménageant une sorte d'intimité entre l'oncle et le neveu, voulaient obtenir sans violences et de Gondebaud lui-même la destruction de l'arianisme.

#### IV.

Clovis, vainqueur à Tolbiac, venait de se convertir ; Avitus et Remi désiraient que le nouveau catholique, par l'autorité de son exemple et par ses conseils, déterminât le roi burgonde à entrer dans le sein de l'Eglise romaine. C'est dans ce but, on ne saurait en douter, qu'Avitus écrivit à Clovis cette fameuse lettre, où se font remarquer, à travers l'enflure et le mauvais goût, la foi de l'évêque et l'esprit conciliant du diplomate. On peut dire de cette lettre qu'elle est surtout le chant de triomphe du catholicisme ; la voici :

##### *« Avitus à Clovis.*

» Votre esprit si pénétrant a dû découvrir que les hérétiques, à quel-  
 » que secte qu'ils appartiennent, n'ont de chrétien que le nom dont ils  
 » semblent se couvrir, tant il y a de contradiction dans leurs pensées,  
 » de variété dans la multitude de leurs croyances, toutes en dehors de  
 » la vérité.

» La divine Providence suscite dans notre siècle un arbitre de ce qui  
 » est vrai ; tandis que vous choisissez pour vous, vous jugez pour tous, et  
 » votre foi devient notre victoire.

» Que la Grèce ne soit plus seule à se féliciter d'avoir un prince de no-

» tre sainte loi (1); elle n'est plus la seule qui mérite d'être illustrée par  
 » un si grand bonheur, car le reste de l'univers peut aussi briller d'une  
 » semblable clarté. Même dans nos régions occidentales, la lumière d'un  
 » nouvel astre jette un vif éclat dans un roi dont l'origine n'est pas ré-  
 » cente. Et certes, ce n'est pas sans raison qu'elle a commencé à luire  
 » le jour où naquit notre rédempteur; il était convenable que l'eau sainte  
 » vous régénérât pour le salut, le jour même où le monde reçut pour  
 » sa rédemption le Seigneur du ciel. Donc, que le jour qui est le jour cé-  
 » lèbre de la naissance du Sauveur, soit aussi le jour de votre seconde  
 » naissance; dans ce jour vous êtes né pour le Christ, et le Christ est  
 » né pour le monde; dans ce jour, vous avez consacré votre âme à Dieu,  
 » votre vie aux choses présentes, votre renommée à la postérité.

» Il y a une chose que je désire encore, c'est que, puisque Dieu fera  
 » par vous votre nation tout à fait sienne, vous procuriez, du bon trésor  
 » de votre cœur, les semences de la foi aux nations plus lointaines; ne  
 » rougissez pas de leur envoyer des ambassadeurs pour accroître le  
 » parti d'un Dieu qui a si fort élevé le vôtre.

» Il est constant que vous ressemblez au soleil; sa lumière est com-  
 » mune à tous, tous en jouissent; ce qui est plus près s'en réjouit da-  
 » vantage, mais ce qui est plus loin n'est pas privé de son éclat. Ainsi,  
 » brillez par votre diadème aux regards de ceux qui sont présents; par  
 » votre majesté, brillez aux yeux des autres. Chacun célèbre cet heureux  
 » enchaînement de triomphes dont s'enorgueillit la contrée soumise à  
 » votre sceptre; cette félicité nous touche aussi nous-mêmes: chaque fois  
 » que vous combattez, nous remportons la victoire.

» Vous avez ordonné, par une lettre digne d'un roi, que l'on vous en-  
 » voyât le fils de l'illustre Laurent, votre serviteur; j'ai obtenu de mon  
 » prince qui, bien que roi de sa nation, est votre soldat, la délivrance de  
 » ce captif; il n'est rien en quoi mon prince ne veuille vous servir. »

Quoi qu'on ait pu dire, ce n'est point là une lettre confidentielle et qui exprime une arrière-pensée contre la domination burgonde. Si l'on y fait attention, elle offre le caractère d'une lettre publique et connue de Gondebaud. Elle contient, il est vrai, l'expression enthousiaste de la joie ressentie par le clergé orthodoxe, et quoi de plus naturel? La conversion de Clovis y est considérée comme la victoire de l'Eglise, comme la condamnation de l'arianisme; mais elle renferme aussi de véritables avances

(1) Avitus ignorait que l'imbécile César de Byzance, Anastase, n'était pas le moins du monde catholique.

faites de concert avec Gondebaud , au nouveau converti. « Il n'est rien , dit l'évêque, en quoi mon prince ne veuille vous servir. » Si Avitus avait voulu nuire à Gondebaud, aurait-il parlé ainsi ? On est étonné de lire ces mots : « Mon prince, qui, bien que roi de sa nation, est votre soldat. » Je veux qu'Avitus ait fait ici trop bon marché de la dignité du roi burgonde ; mais, outre que cette expression, votre soldat, ne renfermait rien alors que d'honorable, qu'elle ne signifiait qu'un homme libre et puissant uni à un plus puissant, pour vivre de sa vie et courir les mêmes chances de fortune, sans engager ni sa liberté ni sa pleine indépendance, Gondebaud, menacé par de formidables voisins, ne pouvait-il pas sacrifier son amour-propre à son intérêt ? Ne pouvait-il pas vouloir acquérir à tout prix l'amitié de Clovis ?

Et maintenant, il est un vœu qui s'échappe de notre cœur et de nos lèvres : puisse Pie IX, ce pape si grand dans ses malheurs, si saint dans ses vertus, si admirable dans sa confiance en Dieu ; puissent les pontifes romains qui lui succéderont, dire toujours de la France et de ses chefs, ce qu'Avitus a écrit une fois de Clovis : « Votre foi devient notre victoire ; ne rougissez pas d'accroître le parti d'un Dieu qui a si fort élevé le vôtre ; votre félicité nous touche ; chaque fois que vous combattez, nous remportons la victoire ! » En formant ce vœu , nous unissons dans un même amour, Dieu, le saint-siège et la France.

Malheureusement, les efforts d'Avitus et de Remi échouèrent contre l'ambition du roi des Francs, contre le zèle plus ardent que sage de quelques évêques. Tandis que les deux saints ne travaillaient qu'à opérer un rapprochement entre les deux rois, entre les deux peuples, Clovis s'entendait avec Godésigèle, frère mécontent de Gondebaud , s'alliait avec le roi des Ostrogoths, et se préparait ouvertement à envahir la Bourgondie. Aussi, lorsque les évêques assemblés à Lyon, sous le prétexte de célébrer la fête de saint Just, mais en réalité pour amener les ariens à se réunir à l'Eglise orthodoxe , lorsque les évêques saint Eonius d'Arles, Chartérius de Marseille, saint Apollinaire de Valence, ayant à leur tête Avitus et Etienne de Lyon, allèrent saluer Gondebaud à sa résidence de Sarbiniac , ce prince, instruit des projets de Clovis, ne les accueillit point avec sa bienveillance accoutumée. Avitus, qui portait la parole, lui avait dit :

« Si Votre Excellence y consentait, nous sommes prêts à montrer si » clairement la vérité de notre foi par l'autorité des Ecritures, qu'il de-  
 » meurera hors de doute que votre croyance n'est ni selon Dieu, ni selon  
 » l'Eglise. Vous avez ici les plus habiles de votre parti ; ordonnez-leur

» de conférer avec nous ; qu'ils éprouvent s'ils pourront répondre à nos  
 » arguments ; nous sommes en état, nous, de répondre à tous leurs  
 » sophismes. »

Gondebaud, blessé, répliqua :

« Si votre foi est vraie, pourquoi vos évêques n'arrêtent-ils pas le roi  
 » des Francs ? Il m'a déclaré la guerre, il s'est joint à mes ennemis pour  
 » me perdre. La véritable religion n'est pas où se trouvent la convoitise  
 » du bien d'autrui et la soif du sang des peuples. Qu'il montre sa foi par  
 » ses œuvres. »

L'argument *ad hominem* écarté, et il eût été maladroit et peu chrétien  
 de s'en servir, la réplique était difficile ; et il fallait ou condamner Clovis,  
 ou accepter la responsabilité de sa conduite. Avitus ne donna ni sur l'un  
 ni sur l'autre écueil ; sa réponse est réservée et habile ; le lieu commun  
 vient à son aide :

« Nous ignorons par quels conseils et pour quel motif le roi des Francs  
 » fait ce dont vous vous plaignez ; mais l'Écriture nous apprend que les  
 » royaumes sont souvent renversés pour avoir abandonné la loi de Dieu,  
 » et que des ennemis sont suscités de toutes parts contre ceux qui se  
 » font les ennemis du Seigneur. Revenez avec votre peuple à la loi de  
 » Dieu, et il vous donnera la paix sur vos frontières ; car, si vous avez  
 » la paix avec lui, vous l'aurez avec les autres, et vos ennemis ne pré-  
 » vaudront pas contre vous. »

Sigismond le catholique saura plus tard ce que valent ces paroles. Me-  
 surer le mérite d'un homme ou d'un peuple à sa prospérité ici-bas, n'est-  
 ce pas oublier que Dieu dans sa patience souffre que le juste succombe et  
 que le méchant triomphe ? N'est-ce pas nous ramener à des temps et à  
 des mœurs que le Christ est venu clore et remplacer ?

Gondebaud s'écria :

« Est-ce donc que je ne suis point la loi de Dieu ? Quoi ! parce que je  
 » ne reconnais point trois dieux, vous prétendez, vous autres, que je suis  
 » hérétique !... Mais je n'ai jamais lu dans l'Écriture qu'il y eût trois  
 » dieux ; j'y ai toujours lu le contraire.... »

Avitus s'attendait à ce mouvement :

« Dieu nous garde d'adorer trois dieux ! Ton Dieu, ô Israël, est un ;  
 » mais, s'il y a dans ce Dieu l'unité d'essence, il y a aussi la trinité de  
 » personnes. »

Et dans un élan tout en faveur de Gondebaud, il ajouta :

« Oh ! si vous le vouliez, vous sauriez bientôt que notre foi est la  
 » seule et vraie foi ! Et quels avantages cette conviction n'apporterait-elle

» pas à vous et à votre peuple ? Le meilleur moyen de rétablir la paix est  
 » l'unité de la foi. Si cela vous agréé, nous interposerons entre vous et  
 » Clovis la médiation de l'Eglise. Commandez à vos évêques, ils forment  
 » votre conseil, de conférer avec nous en votre présence ; rien ne sera  
 » plus aisé que de prouver tout ce que nous avançons. »

A ces mots les évêques se jetèrent aux genoux du roi, et, les tenant embrassés, ils versaient des larmes amères. Gondebaud n'aimait point à condamner sans avoir auparavant écouté la défense ; il se sentit ému et, les relevant :

« Je vous accorde ce que vous demandez ; seulement je ne veux pas  
 » que la conférence ait lieu devant le peuple, cela exciterait du trouble ;  
 » elle se tiendra en présence de mes sénateurs et de quelques autres que  
 » je choisirai ; de votre côté, amenez vos amis, mais en petit nombre ; de-  
 » main commencera la discussion. »

Les évêques auraient préféré un autre jour, mais comme ils n'osaient pas insister, ils allèrent passer la nuit en prières au tombeau de saint Just. A l'office, le lecteur lut ces paroles de la Genèse : « J'endurcirai son cœur ; je multiplierai mes prodiges et mes miracles dans l'Egypte, et Pharaon ne vous écoutera pas. » Les évêques crurent voir dans ce texte un présage de l'opiniâtreté de Gondebaud, et ils étaient tout affligés.

Cependant le lendemain, à l'heure indiquée, ils se trouvèrent au palais, accompagnés de quelques fidèles ; les ariens y vinrent avec ceux de leur parti. Avitus parlait au nom des catholiques, Boniface au nom des ariens. L'évêque de Vienne, qui était naturellement éloquent, exposa les dogmes catholiques avec tant de lucidité, et les justifia avec tant de force par les témoignages de l'Ecriture, que Boniface, trop vivement pressé, s'emporta aux plus violentes injures. Pendant deux jours que dura la conférence, voilà la seule réponse qu'il sut opposer à la victorieuse argumentation d'Avitus ; ce n'était pas digne, mais c'était déjà de mode ; nos libres penseurs n'ont rien inventé. Du moment que pour point de départ on prend la révélation chrétienne, il est impossible de lutter contre les catholiques ; la logique et les faits sont de leur côté.

Boniface réduit au silence et les ariens consternés, Avitus, montrant les autres évêques hérétiques : « Prince, dit-il, ordonnez à ceux-ci de ré-  
 » pondre. » Le roi et ses évêques, interdits et confus, se taisaient. « Si  
 » vos docteurs n'ont rien à répliquer, ajouta l'évêque orthodoxe, pour-  
 » quoi ne pas nous réunir tous dans une même croyance ? » Des mur-  
 » mures accueillirent ces paroles. — « Eh bien ! s'écria le saint, puisque nos

« raisons n'ont pu vous convaincre, demandons à Dieu un miracle ; il » le fera pour confirmer la vraie foi. Allons, ariens et catholiques, au » tombeau de saint Just ; interrogeons-le, vous sur votre croyance, moi » sur la nôtre ; Dieu décidera par la bouche de son serviteur. »

Gondebaud, surpris, allait accepter, les ariens se récrièrent. Le roi prit alors par la main Etienne et Avitus, les emmena dans son appartement, les embrassa, en leur demandant de prier pour lui. Il était ébranlé, mais il ne se fiait point assez aux catholiques pour oser, dans de telles circonstances, braver le mécontentement qu'une abjuration aurait excité parmi les Burgondes. De leur côté, les évêques ne s'efforcèrent point assez de dissiper ses craintes, en protestant de leur dévouement et de celui de leur troupeau ; il y avait de part et d'autre gêne et contrainte, personne ne voulait ni se livrer ni s'engager le premier ; les évêques et le prince durent se quitter sans avoir renoncé à leurs mutuelles défiances.

## V.

Ainsi l'ambition de Clovis renversa le plan d'Avitus. On ne voit pas cependant que l'harmonie rétablie par les soins de l'évêque de Vienne entre Gondebaud et le clergé catholique, ait été sérieusement compromise. Le roi ne mit point d'obstacle à la conversion des Burgondes ; les prélats, à l'exception de quelques-uns peut-être, s'abstinrent de seconder Clovis lorsque celui-ci, appelé par Godésigèle, envahit la Burgondie, l'an 500. Les Gallo-Romains et les Burgondes se partagèrent entre les deux fils de Gondioch ; les amis de Clotilde se joignirent aux Francs. Gondebaud, vaincu près de Dijon par les troupes réunies de son frère et de son neveu, courut se réfugier dans la ville d'Avignon, où Clovis alla l'assiéger. Il dut, pour conserver ses provinces et sa vie, payer un tribut au roi des Francs. Mais à peine Clovis s'était-il retiré, que Gondebaud, ayant surpris dans Vienne Godésigèle, l'y fit mettre à mort avec tous ses partisans, barbares et romains.

Il ne paraît pas que Clovis ait songé à venger son allié ; Gondebaud resta le seul chef des Burgondes et le seul maître des pays qu'ils occupaient. Toutefois cette guerre avait été pour lui une leçon ; il avait pu comprendre, à l'hostilité ou tout au moins à l'indifférence des Gallo-Romains, qu'il devait chercher à se les concilier. La situation était embarrassante : s'il devait rattacher à son gouvernement la race conquise, il devait en même temps ne pas froisser la race conquérante ; il fallait ménager l'une et ne pas irriter l'autre. Le clergé et les familles gallo-romaines



avaient conservé leur puissance dans les villes et dans le bas pays ; les Burgondes dominaient dans les montagnes ; l'arianisme y triomphait avec eux ; les Alpes et le Jura n'avaient point de pasteurs orthodoxes. Il eût été dangereux de trop contrarier cette domination de l'hérésie, car, semblables en cela aux autres barbares, les Burgondes étaient prompts à s'irriter contre leurs princes, prompts à s'unir contre eux avec les ennemis du dehors. Gondebaud, entre ces deux écueils, se conduisit avec une rare habileté : pour ne pas pousser les Romains à la révolte, il s'efforçait d'arrêter les violences de l'arianisme ; pour ne pas trop mécontenter les barbares, il affectait beaucoup d'attachement à leurs croyances ; il se servait même de ses talents pour les défendre contre la science des évêques orthodoxes. Le fonds de son caractère, nous l'avons dit, était une grande duplicité jointe à beaucoup de bonhomie ; il voulait, en flattant tout le monde, en ménageant tous les intérêts, arriver à dominer ariens et catholiques, Burgondes et Gallo-Romains.

Cette politique était adroite : d'un côté, les hérétiques voyaient avec joie Gondebaud résister aux arguments de leurs adversaires ; d'un autre côté, les orthodoxes se flattaient d'amener un jour à leur symbole un prince qui les écoutait avec tant de complaisance, qui s'enquerrait si curieusement de leurs dogmes, et qui leur demandait chaque jour la solution de quelque difficulté, la réponse à quelque doute. Les ariens s'alarmèrent-ils de ses fréquentes conférences avec les catholiques, il savait aussitôt rassurer leurs craintes, en ayant soin d'assister à leurs cérémonies dans tout l'appareil de la royauté et avec une dévotion qu'ils ne pouvaient qu'admirer ; les orthodoxes venaient-ils à se lasser de ses incertitudes calculées, il se montrait si tolérant, il témoignait à saint Avitus tant de confiance et d'abandon, que les catholiques se reprenaient à espérer. L'évêque de Vienne, théologien éminent, rencontrait dans Gondebaud, sinon un néophyte, du moins un contradicteur attentif, et, par ces discussions mêmes, vivait avec ce prince dans une réelle intimité. Sans doute, il était trop clairvoyant pour ne pas lire au fond des pensées du roi ; mais il était aussi un homme d'Etat trop habile, un esprit trop délié et trop circonspect pour rien mettre en péril ; s'il attendait peu de la bonne volonté de Gondebaud dès qu'il s'agissait du retour de ce prince à l'unité, il se gardait de compromettre, par une ardeur indiscrete, une situation utile à l'Eglise. Il savait en tirer tout ce qu'elle avait de favorable à la cause de la vérité.

Il s'était créé auprès du roi burgonde la plus honorable position ; il avait pris sur lui une sorte d'empire ; il le recevait dans sa maison épis-

copale ; il était son confident et presque son ministre. Comme la civilisation romaine, cette *civilité* qui est, écrit-il quelque part, préférable à la puissance, était pour lui l'objet d'un véritable culte ; il poussait Gondebaud dans la voie de l'administration impériale, c'est-à-dire dans la voie d'un pouvoir plus maître de sa marche et de ses actes. Il faisait peu d'estime des coutumes germaniques ; il ne comprenait pas que dans les choses qui n'intéressent en rien ni la foi ni les mœurs, le prince pût recevoir la loi de son peuple, au lieu de lui imposer sa volonté. « Quant à moi, » écrivait-il, ce que le roi ordonnera sous l'inspiration de Dieu, je ferai tous mes efforts pour l'accomplir. » Dans le *xvii<sup>e</sup>* siècle, il aurait été avec Fénelon quand il s'agissait du saint-siège, avec Bossuet dès qu'il fallait soutenir l'omnipotence royale.

Ainsi, malgré l'obstacle de l'arianisme, le meilleur accord existait entre Gondebaud et le clergé catholique. Avec une situation plus heureuse, les dispositions des Gallo-Romains s'étaient modifiées ; la domination franque n'était plus souhaitée aussi vivement qu'autrefois, et, grâce à l'habileté d'Avitus, grâce aux succès qui l'avaient couronnée, un tel revirement s'était opéré dans les sentiments des peuples, que les cités de la Gaule soumises aux autres hérétiques désiraient passer sous l'autorité des Burgondes ; la vie de saint Césaire d'Arles nous l'atteste.

## VI.

C'est dans cette seconde partie du règne de Gondebaud que furent rédigées ces lois dont parle Grégoire de Tours : « Gondebaud remplaça sous son pouvoir tout le pays qui s'appelle maintenant la Burgondie ; il donna aux Burgondes des lois plus douces pour les empêcher d'opprimer les Romains. »

Cette œuvre législative est, en effet, toute favorable à la population romaine ; ce qui ne se trouve dans aucune autre législation barbare, les Romains et les Burgondes avaient les mêmes droits, et le *wehrgeld* ou prix du sang était le même pour le vaincu que pour le vainqueur. Le roi et les comtes travaillaient en commun à la rédaction de ces lois, qui ne devaient régir que la race conquérante ; l'Eglise cependant n'y demeura point étrangère. Gondebaud s'entretenait souvent avec Avitus des dispositions de son code ; sur plusieurs points, il prenait conseil du saint évêque. C'est sans doute à cette influence d'Avitus, à son inspiration, que l'on doit ce fond d'équité, cette attention singulière à prévenir les moindres délits, cette science politique, cette sagesse toute chrétienne,

que l'on admire dans l'ensemble des lois gombettes. La peine de mort y est prononcée contre les juges prévaricateurs, contre les meurtriers d'un homme libre ou d'un esclave du roi, contre les adultères et les voleurs des grands bestiaux ; on y condamne aussi à mort la jeune fille libre qui pêche avec un esclave ; la femme qui trompe et abandonne son mari doit être étouffée dans la boue. Le juif qui porte la main sur un chrétien aura le poing coupé ou paiera soixante et quinze pièces d'or ; s'il frappe un prêtre, on le conduira au supplice, et ses biens seront confisqués.

Cette pénalité se ressent de la barbarie ; mais voici quelques dispositions qui sont dues, sans doute, à l'heureuse influence du christianisme.

La vierge consacrée à Dieu aura sa part dans la succession paternelle, mais, à sa mort, cette part doit retourner à ses plus proches parents.

Ceux qui manquent de bois pourront en couper dans les forêts d'autrui ; seulement ils ne toucheront ni aux sapins ni aux arbres fruitiers.

Quiconque refuse l'hospitalité à un voyageur sera puni d'une amende ; si, pour se débarrasser de ce devoir, un Burgonde indique au voyageur la maison d'un Romain, il paiera double amende.

Si une femme a violé les tombeaux, son mari pourra la quitter, et s'il est Burgonde, se remarier à une autre.

Il y a dans la loi gombette un article que saint Avitus attaqua sans succès ; la coutume l'emporta ici sur l'esprit du christianisme.

Un homme libre, s'il est accusé de quelques crimes, peut prendre douze de ses proches pour jurer son innocence ; si l'une des parties ne veut pas recevoir le serment de l'autre, le duel aura lieu.

Avitus, dans ses entretiens avec Gondebaud, combattit avec force cette coutume, que Théodoric l'Amale appelait une coutume abominable, contraire à l'humanité des Goths et des Romains.

« Ordonner le combat singulier, disait Gondebaud, c'est réserver la » cause au jugement de Dieu. Le duel est-il autre chose que ce qu'est la » guerre entre les nations ? Dieu se doit de faire triompher l'équité, en » accordant la victoire au parti le plus juste.

— Si les royaumes et les nations, répliquait l'évêque, attendaient le divin » jugement, vous redouteriez d'abord ce que dit le psalmiste : « Seigneur, » dissipez les nations qui veulent la guerre, » et vous aimeriez cet autre » texte : « La vengeance est à moi, et c'est moi qui la ferai, » dit le Seigneur. » Est-ce que la justice divine emploie le glaive et le javalot pour juger ? Ne » voyons-nous pas souvent que celui qui soutient la cause la plus juste » succombe, tandis que triomphent la force et l'adresse de ceux qui com-

» battent pour l'injustice? Ce n'est point à l'accusé, ajoutait-il, à prouver son innocence; c'est à l'accusateur à prouver la culpabilité.»

Les efforts d'Avitus échouèrent contre le préjugé.

Ni les progrès de la civilisation, ni les lois plus sages, ni les mœurs plus douces, ni les anathèmes de l'Eglise, n'ont encore pu détruire le duel. Nous avons conservé cet héritage des barbares; comme Gondebaud, nous sommes habitués à tout remettre à la pointe de l'épée; nous déclamons contre le moyen âge, qui jugeait par l'eau et par le feu, et nous ne savons pas renoncer à juger par le plomb ou le fer. Nous restons à cet égard les fils des Goths, des Francs et des Burgondes.

F. RICHARD-BAUDIN.

*(La suite à la prochaine livraison.)*



# LA FRANCE SOUS LOUIS XV,

PAR M. AL. JOBEZ, ANCIEN REPRÉSENTANT.

---

M. de Lacretelle, écrivant en 1820 la biographie de Louis XV, pouvait dire que le règne de ce prince avait été « aussi stérile en mémoires originaux que fécond en libelles scandaleux. » Depuis lors, des documents nombreux sortis des cabinets et des archives où on les avait retenus jusqu'à présent, sont venus jeter une grande lumière sur les hommes et sur les événements de cette époque, si rapprochée de nous par les dates, si éloignée par les idées et par les événements. Le volumineux *Journal* du marquis de Dangeau, publié au commencement de ce siècle, a ouvert une série de témoignages dont le *Journal de la Régence* par Buvat, le *Journal* de Marais et celui de Barbier, les *Mémoires* du duc de Luynes et ceux du marquis d'Argenson, ont successivement accru l'importance. La correspondance secrète de Louis XV, mise au jour par M. Rousset et par M. Boutaric, et les lettres véritables de M<sup>me</sup> de Châteauroux, sont venues rejeter dans l'ombre des documents apocryphes, tels que la prétendue correspondance de cette dernière, publiée en 1806, et les *Mémoires de M<sup>me</sup> de Brancas*, trop souvent cités par les historiens de Louis XV. Enfin des renseignements de tout genre puisés dans les dépôts des ministères et des administrations publiques, semblent avoir dissipé toutes les obscurités qui pouvaient entourer l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle et faire prendre le change sur le caractère, les passions et les principes des personnages qui figurent.

On comprend qu'un esprit sérieux ait été tenté de coordonner tant de documents disparates et de montrer dans un tableau synthétique ce que fut la France pendant ces années d'un règne en apparence pacifique et infécond, en réalité plein de luttes et d'un orageux travail. M. Al. Jobez, notre compatriote, mettant à profit les loisirs que les changements survenus

dans nos institutions lui ont procurés, a entrepris cette tâche. Dans un ouvrage auquel il a consacré plusieurs années, et dont le cinquième volume va paraître, il nous montre la société française, lasse de la gloire militaire et des sacrifices qu'elle entraîne, se précipiter dans le champ des théories, par un mouvement assez semblable à celui dont le commencement de ce siècle a été témoin, et, de hardiesses en hardiesses, arriver au renouvellement de l'ordre de choses ancien tout entier. Quelle fièvre soudaine s'empare de tous les esprits ! Quel entraînement vers des horizons nouveaux et inconnus, dans cette France qui semblait vouée à l'immobilité ! Avec quel intérêt ne suit-on pas les phases diverses et les progrès de ce travail latent, qui, prenant pour complice l'indifférence de la royauté, doit aboutir à un renversement absolu et peut-être irrémédiable ! Nous ne craignons pas de le dire ; il est dans l'histoire peu d'époques qui présentent un intérêt plus sensible ; il n'en est pas qui en présente de plus actuel. L'impression qu'on éprouve en lisant ces pages de nos annales ne peut être comparée qu'à celle du spectateur impuissant qui, du haut d'une falaise, suit des yeux le vaisseau poussé par l'impétuosité des navigateurs vers un danger facile à conjurer, et qui, après de cruels moments d'angoisse et d'espérance, voit disparaître contre l'écueil et le navire et les imprudents matelots.

M. Jobez n'appartient pas à l'école des historiens qui écrivent seulement *ad narrandum*. A vrai dire, nous doutons qu'une pareille école ait jamais existé ; et celui qui le premier s'imposa la loi d'écrire *non ad probandum*, l'observa moins que tout autre. L'auteur qui saurait se désintéresser assez de son récit pour n'en tirer nulle conclusion politique ou morale, ferait descendre l'histoire de la haute place qu'elle occupe, pour la reléguer au dernier rang des productions littéraires. M. Jobez n'a point agi de la sorte. S'il écrit, c'est dans le but de déduire des événements qu'il retrace d'utiles conclusions et des enseignements qui se produisent souvent sous sa plume en maximes et en formules de doctrine. Les dangers du pouvoir absolu et d'une administration sans contrôle, les désastres que prépare l'esprit de cour s'emparant des affaires publiques, les fruits malheureux d'un système de gouvernement qui dédaigne les avertissements de l'opinion, voilà ce que l'auteur de *La France sous Louis XV* découvre dans l'histoire du siècle dernier, et ce qu'il invite ses lecteurs à reconnaître avec lui. Quelquefois même, pour rendre plus sensibles et plus fructueuses les leçons qu'il emprunte aux événements, il ne craint pas d'en faire l'application aux hommes et aux choses de notre temps, trop lent, selon lui, à profiter d'une expérience chèrement acquise. A ceux qui

se persuadent que l'ancien régime a emporté avec lui la race des courtisans et des adorateurs du pouvoir, « le xix<sup>e</sup> siècle, dit-il, n'est pas plus à l'abri que le xvii<sup>e</sup> d'un fétichisme qui finit par troubler l'esprit du personnage objet de ce culte idolâtrique, entretient la plaie de l'ignorance dans le peuple et autorise le souverain à mépriser l'humanité (1). » Nous croyons, en effet, que le siècle où nous vivons n'est guère plus exempt de misères que ses devanciers, et que les adulations serviles, soit qu'elles s'adressent au souverain, soit qu'elles s'inclinent vers le peuple plus facile encore à abuser, n'en sont ni moins condamnables ni moins pleines de périls. Quoi qu'il en soit, le cynisme avec lequel certains hommes flattent aujourd'hui le pouvoir ou courtisent la démocratie, n'absout nullement les abus dont les cours étaient autrefois le théâtre, et nous ne blâmons pas M. Jobez de les avoir condamnés, souvent même avec un accent de colère et d'indignation. Malheureusement, l'indignation, qui crée quelquefois les poètes, fait rarement les bons historiens, et nous croyons qu'en écrivant avec un peu plus de sang-froid et de véritable impartialité, il eût écarté un assez grand nombre de faits dont l'authenticité est au moins douteuse, d'anecdotes peu dignes de l'histoire, de rumeurs puisées à des sources suspectes, et qu'il eût par là épargné aux lecteurs la tentation de regarder, en quelques endroits, son livre comme un pamphlet ajouté à tant d'autres qui nous ont été légués par le xviii<sup>e</sup> siècle. Pourquoi emprunter à l'histoire si partielle et parfois si peu véridique de Lemontey jusqu'aux termes dont il se sert pour nous montrer le jeune Louis XV « entouré de la débauche la plus déhontée, qui aiguise chez certaines natures des penchants barbares, » en ajoutant « qu'on parlait d'oiseaux que l'enfant s'amusait à égorger, etc. ?..... » Si l'on veut juger du degré de confiance que mérite le récit de Lemontey, il suffit de citer le passage des Mémoires de Dangeau où il est question de ce divertissement, avec la citation qu'en fait cet auteur. « Le roi, écrit Dangeau, vit dans la salle des Suisses un petit vol d'oiseaux qu'on avait dressés à prendre des moineaux ; » et Lemontey cite : « Dans une vaste salle remplie d'un millier de moineaux, des oiseaux de la fauconnerie, lâchés en sa présence, en faisaient un facile carnage et lui donnaient en divertissement l'effroi, les cris, la destruction des victimes et la pluie de leur sang et de leurs débris. » Quant aux mœurs du jeune prince, il est certain que nulle souillure ne les atteignit tant qu'il resta entre les mains de sa gouvernante et de ses précepteurs ; les mémoires contemporains nous le représentent

(1) Tome III, page 326.

« modeste et réservé dans ses paroles, enclin à fuir le monde et les entraînements de la cour ; chassant enfin de sa présence son valet de chambre Bontemps, parce qu'il avait amené une courtisane à Versailles. » Les écrits de Marais, de Calvière, de Richelieu lui-même, ne laissent aucun doute sur la pureté des mœurs de Louis XV durant sa jeunesse et son adolescence. Nous aurions d'ailleurs de fréquentes occasions de signaler la trop grande facilité avec laquelle l'auteur de *La France sous Louis XV* accueille les faits et les jugements erronés quand ils semblent favorables aux idées qui le dominent, et qu'il compromet quelquefois par le ton passionné de son récit. M. Jobez, qui affecte un assez grand dédain pour les opinions et pour les passions populaires, paraît ajouter foi à toutes les historiettes qui ont pour objet de ravaler le caractère de Louis XV, et il croit volontiers aux crimes et forfaits du jésuite Girard. Il en raconte longuement le procès, pour casser la sentence des juges qui permirent à ce prêtre, trop crédule aussi, de venir mourir tranquillement dans sa résidence de Dole, et pour dénoncer la conduite de l'évêque de Marseille Belzunce, qui, « par l'intolérance la plus aveugle, » prit parti pour le jésuite calomnié. Cette affaire nous semble, nous l'avouons, ne se rattacher que d'une manière assez indirecte à l'histoire générale que M. Jobez s'est proposé d'écrire, et s'il a eu pour but, en s'y arrêtant, de montrer à quel état d'aveuglement les passions religieuses ou anti-religieuses avaient poussé les esprits dans le XVIII<sup>e</sup> siècle ; il eût pu tout aussi bien rapporter l'histoire du prétendu jésuite Mangot, celle de la succession Guis et les autres supercheries honteuses au moyen desquelles la secte philosophique chercha à décrier l'institut des jésuites, au moment de sa suppression. Un nouveau volume nous montrera, nous l'espérons, sous sa véritable face cette victoire de la tolérance philosophique au siècle dernier.

M. Jobez, qui flétrit avec justice les trop nombreuses faiblesses de Louis XV, se montre beaucoup plus indulgent pour les belles complices des fautes royales, et nous ne lui reprocherons pas de n'avoir pas jeté la dernière pierre à ces illustres pécheresses qu'entraînèrent tant de séductions. Toutefois, il eût fait preuve d'indépendance et, selon nous, de discernement historique, en ne se traînant pas dans l'ornière creusée par les auteurs qui représentent M<sup>me</sup> de la Tournelle (devenue bientôt duchesse de Châteauroux) comme la femme forte qui détermina les nobles résolutions du roi et l'arracha pendant quelques années à sa vie molle et indolente. Depuis les temps reculés de la nymphe Egérie jusqu'à nos jours, les historiens, tout en condamnant les faiblesses des législateurs et des rois,



ont été enclins à faire honneur aux enchanteresses dont ils subirent le charme, de leurs inspirations les plus sages et les plus louées. De même que la plupart d'entre eux, s'épargnant toute critique, ont à la suite de du Haillan, montré dans Agnès Sorel la femme qui sut arracher Charles VII à une funeste léthargie, et qui, complétant la mission de Jeanne d'Arc, réussit par ses conseils à expulser les Anglais du territoire; de même on a attribué à la duchesse de Châteauroux la gloire d'avoir tiré Louis XV de l'état de tutelle où il avait vécu durant la longue administration de Fleury, de s'être rendue l'interprète de l'opinion publique qui l'appelait à la tête des armées, à l'exemple des rois ses prédécesseurs, et de lui avoir inspiré, pour quelque temps du moins, la volonté de tenir lui-même les rênes du gouvernement. « M<sup>me</sup> de la Tournelle, dit à son tour M. Jobez, avait rêvé un rôle glorieux pour le prince qu'elle aimait. Elle ne cessait de lui répéter qu'il devait mener avec plus de vigueur les affaires militaires, en prendre la direction et se montrer en personne à ses soldats. L'ardente imagination de cette femme avait fini par exercer une certaine influence sur le caractère flegmatique et indolent de son amant (1). » Et ailleurs : « Au ministère du cardinal de Fleury, succéda le règne de la duchesse de Châteauroux (2). » Une pareille donnée, qui peut faire la fortune d'un roman ou d'un drame, ne doit être acceptée par un historien qu'avec une extrême circonspection. Nous la regardons comme entièrement erronée en ce qui touche M<sup>me</sup> de Châteauroux. Jamais, croyons-nous, cette favorite n'a exercé sur les affaires qu'une influence peu sensible. Comme la plupart des femmes de plaisir, elle était, au dire de Luynes, « paresseuse de corps et d'esprit (3), » et l'intérêt fort égoïste de sa fortune et de sa position formait la principale de ses préoccupations. Ce point d'histoire, méconnu par M. Jobez, a une assez grande importance et contredit assez directement le jugement qu'il porte sur Louis XV à cette époque de sa vie, pour qu'on nous permette d'appuyer de quelques preuves l'opinion que nous formulons.

La liaison de Louis XV avec M<sup>me</sup> de la Tournelle fut précédée d'une sorte de traité ménagé par Richelieu, traité dans lequel elle stipulait en sa faveur des avantages tout personnels, et dont l'éloignement de M<sup>me</sup> de Mailly, sa sœur, constituait le principal article. Mais tous les té-

(1) Tome III, page 323.

(2) Id., page 300.

(3) *Mémoires de Luynes*, V, 197.

moins dignes de foi attestent qu'elle n'eut pas plus que cette dernière de part aux affaires, et que le roi, de sa nature fort caché pour son entourage, ne l'admit à aucune des confidences qui devaient rester dans le secret de son conseil. Il continuait, à son insu, de correspondre chaque jour avec Fleury, et l'on voit dans le journal de police, que M<sup>me</sup> de la Tournelle ayant voulu, malgré lui, voir une lettre dont un passage lui avait été communiqué, le roi jeta la lettre au feu. Le duc de Luynes affirme qu'il n'était question entre le roi et la favorite d'aucune affaire importante. La mort du cardinal de Fleury ne modifia pas cet état de choses. Les changements survenus dans le ministère s'opérèrent entièrement en dehors de son influence. Elle ne put ni éloigner Maurepas, son ennemi, qu'elle continua jusqu'à la fin à harceler de traits inoffensifs, ni empêcher l'entrée d'Amelot au conseil ; Belle-Isle et Chauvelin, qui lui étaient dévoués, en furent au contraire écartés, à la surprise de tous, et ce dernier se vit même exilé à Bourges. Les choses n'en allaient pas plus mal pour cela. Le roi travaillait résolument avec les ministres, et portait dans l'examen des affaires un jugement droit et éclairé : « On est dans l'admiration du roi, écrit Barbier ; il est accessible, il parle à Versailles, il rend justice et il travaille avec connaissance de cause. Je ne suis point étonné de cela, il y a longtemps que j'ai entendu dire qu'il a de l'esprit et qu'il parle bien. » En même temps, un autre personnage, peu sympathique à la favorite, voyait son crédit grandir au point de le rendre le principal dépositaire des vues et des pensées de Louis XV : c'était le maréchal de Noailles, avec lequel ce prince, avant l'époque de la faveur de M<sup>me</sup> de la Tournelle, avait commencé à entretenir une correspondance que M. Rousset a publiée en 1865, et qui jette un grand jour sur les faits dont nous parlons. Or, dès le début de cette correspondance, il est question de faire prendre au roi personnellement le commandement des troupes et de l'associer aux fatigues de l'armée, et le 24 juin 1743, le roi écrit à Noailles : « Vous savez ce que vous m'avez promis, et ce n'est pas d'aujourd'hui que j'en grille d'envie..... Si vous ne croyez pas la chose possible, mandez-le-moi avec votre franchise ordinaire ; quoique je puisse vous assurer que j'ai un désir extrême de connaître par moi-même un métier que mes pères ont si bien pratiqué, et qui jusqu'à présent ne m'a pas réussi par la voie d'autrui. » M. Jobez cite cette lettre et ajoute des réflexions dont j'ai, je l'avoue, quelque peine à comprendre l'à-propos : « Ce manque complet de virilité, dit-il, chez un homme sur qui reposaient de si grands intérêts, aurait lieu de surprendre dans un particulier ; il n'a rien d'extraordinaire chez un roi.

La flatterie, l'admiration intéressée de ses actes les plus vulgaires, exercent sur son intelligence une influence funeste, qu'il serait puéril de méconnaître et injuste de lui reprocher (1). »

Le maréchal, dans sa réponse, ne manque pas d'encourager le roi dans sa résolution, et surtout il l'exhorte à garder un *inviolable secret*. M<sup>me</sup> de la Tournelle n'avait pas plus que les ministres réussi à pénétrer le dessein de Louis XV, et, le 3 septembre, celui-ci pouvait encore écrire à Noailles : « Si je consultais *quelqu'un*, toutes les apparences sont qu'il penserait de même ; reste donc à moi à imaginer et à balancer le *commodo* et *incommodo*. » Toutefois le roi, qui avait annoncé à Noailles qu'il partirait à la *légère et sans bouches inutiles*, ne tarda pas à consulter ce *quelqu'un*, car, par ce même courrier du 3 septembre, Noailles recevait de M<sup>me</sup> de la Tournelle une lettre curieuse que nous demandons la permission de reproduire en partie, parce qu'elle nous semble faire comprendre le véritable caractère de celle qui l'écrivit, et parce que M. Jobez ne paraît pas l'avoir eue sous les yeux (2) : « Je sais bien, Monsieur le maréchal, que vous avez autre chose à faire qu'à lire mes lettres, mais pourtant je me flatte que vous voudrez bien me sacrifier un petit moment, tant pour la lire que pour y répondre ; ce sera une marque d'amitié à laquelle je serai très sensible. Le roi a eu la bonté de me communiquer la proposition que vous lui faites d'aller à l'armée dès ce moment ; mais n'ayez pas peur, quoique femme je sais garder un secret..... Pour l'envie d'aller, je vous réponds qu'elle ne lui manque pas ; mais moi, ce que je désirerais, c'est que cela fût généralement approuvé, et qu'au moins il recueillît le fruit qu'une telle démarche mériterait..... » Puis, après avoir soulevé diverses objections contre ce projet : « N' imaginez pas, ajoute-t-elle, que je n'ai pas envie qu'il aille, car, au contraire, premièrement, *ce serait ne pas lui plaire*..... J'admets que le roi part pour l'armée, *qu'est-ce que je deviendrai ?*.... Est-ce qu'il serait impossible que ma sœur et moi le suivissions, et au moins, si nous ne pouvons pas aller à l'armée avec lui, nous mettre à portée de savoir de ses nouvelles tous les jours ? Ayez la bonté de me dire vos idées et de me conseiller, car je n'ai point d'envie de rien faire de singulier, et rien qui puisse retomber sur lui et lui donner des ridicules. Vous voyez que je vous parle comme à mon ami, et comme à quelqu'un sur qui je compte ; n'est-ce pas avoir un peu trop de présomption ? Mais c'est fondé, Monsieur le maréchal,

(1) Tome III, page 325.

(2) Cette lettre a été publiée dans le *Bulletin de la Société d'histoire de France*, 1852.

sur les sentiments d'amitié et d'estime singulière que vous a voués pour la vie votre *Ritournelle*. »

Cette lettre est bien digne de la femme « paresseuse de corps et d'esprit » dont parle Luynes, et ne laisse guère d'illusions sur le rôle au moins neutre que M<sup>me</sup> de la Tournelle joua dans cette circonstance. *Qu'est-ce que je deviendrai ?* Telle est la principale préoccupation de l'héroïne qui, selon M. Jobez, « avait rêvé un rôle glorieux pour le prince qu'elle aimait, et dont l'ardente imagination se représentait le roi couvert de gloire, adoré de ses sujets et craint de ses ennemis. » Des circonstances imprévues se chargèrent de la rassurer et forcèrent le roi d'ajourner la réalisation de ses projets. Louis XV ne partit pour la Flandre que le 3 mai de l'année suivante, et tout indique que ce voyage ne fut conforme ni aux inspirations ni aux vœux de la favorite. Elle dut demeurer à Versailles avec les *bouches inutiles*, et le jésuite Pérusseau, confesseur du roi, que M. Jobez semble assez enclin à ranger dans cette catégorie, reçut l'ordre de suivre la cour. La duchesse de Châteauroux, alarmée de cette circonstance, le fut bien plus encore quand elle apprit que le roi avait fait ses dévotions pour la fête de la Pentecôte. Elle partit en toute hâte, parvint à le rejoindre, tomba malade à Reims, sans arrêter le roi plus d'un jour, et se trouvait près de lui quand il fut à son tour atteint à Metz de la maladie qui le conduisit aux portes du tombeau.

On connaît le reste. On sait comment Louis XV, averti du danger qu'il courait, confessa publiquement ses torts et éloigna M<sup>me</sup> de Châteauroux. M. Jobez saisit cette circonstance pour signaler « la lâcheté de Louis XV, qui a atteint la virilité sans sortir de l'enfance ; l'infamie des courtisans, prêts à accabler une jeune femme de vingt-sept ans pour excuser leur maître ; la folie de la nation, qui ne sait plus distinguer le bien du mal, » et il fait voir « combien est grand le mal moral que cause à un peuple le fétichisme de la royauté (1). » M. Jobez, qui est tout prêt à plaider la question de discernement en faveur d'une jeune femme de *vingt-sept* ans qui l'avait montré si judicieux quand il s'était agi de discuter ses conditions avec Louis XV, ne voit que du ridicule à jeter sur la conduite de l'évêque de Soissons, qui, « les yeux étincelants, » vient porter aux deux duchesses l'ordre de se retirer et « déshonore son souverain. » M. Jobez, s'il eût écrit ces pages avec le sang-froid dont il accuse le grand aumônier d'avoir manqué, eût, croyons-nous, évité les appréciations outrées dont son récit est chargé, et, au lieu de signaler

(1) Tome III, page 378.

« l'admiration et l'attendrissement imbéciles » dont le retour du roi aux conseils de la religion fut l'occasion, il eût songé que le prélat qui l'obtient, que les courtisans qui y applaudirent, jouaient à grand hasard leur fortune et qu'ils perdirent la partie. Après avoir flétri tant de fois la bassesse des courtisans qui flattaient les faiblesses du monarque et donnaient au peuple l'exemple d'une honteuse servilité, il aurait pu montrer autre chose qu'un emportement puéril dans la fermeté de M. de Fitz-James, qui fut bientôt sacrifié au ressentiment de la favorite; il aurait pu opposer à la conduite de ses adulateurs celle des ducs de Châtillon, de Bouillon et de la Rochefoucauld, qui payèrent de la disgrâce et de l'exil leur courageuse intervention en faveur de la reine outragée, et nous dire que ce dernier, même après la mort de M<sup>me</sup> de Châteauroux, se refusa constamment à toute expression de regret pour les conseils qu'il avait donnés et à toutes les paroles de soumission que le roi attendait de lui pour le rappeler. L'histoire, même dans ses plus tristes périodes, se compose de contrastes et de dissemblances. C'est mal faire connaître une époque que d'en peindre seulement les bassesses et les plaies, et c'est mal faire connaître un homme que d'en présenter uniquement les infirmités et les vices (1). Un tel procédé n'est utile ni à l'histoire ni à la société, et la génération qui porterait si peu d'équité dans l'étude du passé, serait, croyons-nous, exposée à son tour à de grandes erreurs dans sa marche vers le progrès et la civilisation véritable.

Le roi n'était pas la seule puissance dont l'exemple influât sur les mœurs publiques dans le cours du dernier siècle. Il était un autre souverain dont le pouvoir grandissait et s'accréditait à côté du sien, et il était naturel de voir l'auteur de *La France sous Louis XV* parler longuement de Voltaire et de l'école philosophique. On pouvait s'attendre à ce que M. Jobez, qui pousse la sévérité pour Louis XV jusqu'à la rigueur et peut-être jusqu'à l'injustice, saurait trouver aussi quelques paroles de blâme pour les défauts de Voltaire et condamner dans le philosophe ce qu'il a condamné dans le roi. M. Jobez ne saurait prétendre que les mœurs du premier aient été beaucoup plus louables que celles du second; le philosophe, à coup sûr, a porté dans ses désordres autant de cynisme que le roi; on peut même adresser à la sincérité et à la droiture

(1) Voir sur le caractère de Louis XV, un article publié par M. de Beaucourt dans la *Revue des questions historiques* (juillet 1867). Nous signalons avec plaisir à nos lecteurs cette intéressante Revue, que recommandent l'esprit de sa rédaction et la collaboration d'hommes très distingués en France et à l'étranger.

de Voltaire des reproches que Louis XV n'a point mérités, et si le haut rang du monarque l'obligeait à des devoirs étroits envers ses sujets, la prétention qu'avait Voltaire de se rendre l'instituteur de l'humanité semble lui avoir imposé des obligations non moins rigoureuses. Toutefois, il faut bien le reconnaître, M. Jobez n'a, en ce qui concerne le célèbre écrivain, aucune de ces exigences dont il se montre si prodigue envers Louis XV, et il le défend avec plus de chaleur que de succès contre les reproches trop fondés dont sa conduite a été l'objet. Nous doutons que les courtisans qu'il dénonce avec tant de véhémence aient jamais par des motifs plus frivoles cherché à pallier les torts de leur maître. A cette royauté, qui est encore vivante aujourd'hui et qui s'est perpétuée dans une nombreuse génération de disciples et d'adeptes, il ne refuse aucune de ces adulations qu'il reproche si durement aux serviteurs de nos rois, et l'accusation de *fétichisme*, qui se reproduit si souvent sous la plume de l'auteur, semble avoir été rarement mieux justifiée. Et quel fétiche que Voltaire ! S'agit-il de cette doctrine étrange de Voltaire, écrivant à Thiériot : « Le mensonge n'est un vice que quand il fait du mal ; c'est une grande vertu quand il fait du bien. Soyez donc plus vertueux que jamais. Il faut mentir comme un diable, non pas timidement, non pas pour un temps, mais hardiment et toujours, etc.... » M. Jobez ajoute : « Voltaire avait l'instinct et le génie d'un chef de parti ; l'accuser d'avoir préconisé le mensonge est aussi peu raisonnable que de reprocher à un général d'avoir dressé des embuscades aux ennemis qu'il a combattus. » S'il parle de cette profanation aussi inutile qu'odieuse commise par Voltaire à Colmar en 1754 (et renouvelée depuis à Ferney) : « Ce n'est pas à Voltaire, dit M. Jobez, qu'il faut reprocher cette communion faite à Colmar. C'est un scandale dont le gouvernement doit porter tout le poids. Le sacrilège n'a été commis que parce que la religion était une branche de l'administration publique (2) ; » puis il affirme, sans néanmoins que nous trouvions la trace de ces prétendus conseils, que cette démarche lui a été conseillée par ses amis de Paris, et il cite pour la justification de Voltaire des exemples de certificats exigés de quelques fonctionnaires suspects de protestantisme, certificats qui ne furent jamais demandés ni au philosophe Voltaire ni à ses amis. Quant au poème de *la Pucelle d'Orléans*, « le titre seul mérite le blâme.... C'est une de ces productions légères, et érotiques qu'on trouve dans toutes les littératures et qui sont tolérées

(1) Tome IV, page 286.

(2) Id., page 405.

par beaucoup de gens sérieux. » Si cette œuvre de Voltaire a été condamnée par l'opinion, « la raison en doit être cherchée dans la gravité des sujets qu'il a abordés, dans la justesse des critiques qu'il a adressées soit aux personnes, soit aux institutions de son pays, soit encore au fanatisme religieux de son siècle (1). » A en croire M. Jobez, le poème de la *Pucelle* aurait été même un livre moral ayant pour but de dénoncer les vices qui régnaient à la cour de France et M<sup>me</sup> de Pompadour elle-même, comme on peut en juger par le portrait qu'il trace de la célèbre marquise :

Telle plutôt cette heureuse grisette.....

Toutefois, M. Jobez oublie de nous expliquer comment l'étrange moraliste dont il se rend l'apologiste, comment le flétrisseur des honteuses pratiques des courtisans et des favorites, se faisait en même temps le courtisan assidu de M<sup>me</sup> de Pompadour, et, comblé de ses bonnes grâces, introduit dans son intimité, lui faisait hommage de sa tragédie de *Tancrède* et lui adressait les flatteries dont il était si prodigue envers les grands; comment, mettant en parallèle l'impératrice Marie-Thérèse avec « une jeune dame célèbre par ses charmes et par une place enviée, » il avait donné la palme à M<sup>me</sup> de Pompadour. Les philosophes, il faut le reconnaître, se fussent montrés bien ingrats en dirigeant leurs attaques contre M<sup>me</sup> de Pompadour, qui ne cessa de les couvrir de sa protection, s'associa à toutes leurs vues, les débarrassa des jésuites, pratiqua en un mot si purement la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Voltaire le sentait lorsqu'il écrivait en parlant de son poème : « M<sup>me</sup> de Pompadour y est outragée d'une manière infâme; et comment encore se justifier de ces horreurs? comment lui écrire une lettre qui ferait rougir et celui qui l'écrirait et celle qui la recevrait (2)? » Sans contredit, la *Pucelle* fut l'œuvre de prédilection de Voltaire; il en fit sa création la plus originale, y travailla pendant vingt années en l'enrichissant des saillies de sa verve intarissable, et s'y peignit avec plus de vérité que dans aucune autre de ses productions. Quant au jugement qu'il en faut porter, nous eussions engagé l'auteur de *La France sous Louis XV* à s'en tenir à celui que Voltaire prononçait lui-même lorsque, selon ses habitudes, il désavouait la *Pucelle* devant le syndic et les magistrats de Genève, dont nous sommes étonné de voir l'intolérance trouver grâce aux yeux de M. Jobez : « Je fus saisi d'horreur, leur écrivait-il, à la vue de cette feuille qui insulte,

(1) Tome III, page 346.

(2) A d'Argental, 28 novembre 1756.

avec autant d'insolence que de platitude, à tout ce qu'il y a de plus sacré. Je dis à Grasset (le colporteur de l'ouvrage), que ni moi, ni personne de ma maison, ne transcrivions jamais des choses si infâmes, et que si un de mes laquais en copiait une ligne, je le chasserais sur-le-champ.... Ni vous, Monsieur, ni le magnifique conseil, ni aucun membre de cette république, ne permettra des ouvrages et des calomnies si horribles, et en quelque lieu que soit Grasset, j'informerai les magistrats de son entreprise, qui outrage également la religion et le repos des hommes (1). » Le malheureux colporteur, victime de cette comédie, fut mis en prison, puis chassé de Genève.

Mais, selon M. Jobez, les grands services que Voltaire a rendus en éclairant ses contemporains, rachètent aisément les écarts où l'a pu conduire « une morale relâchée qui tient à la nature des choses (2) » et que lui reprochent « quelques esprits fanatiques et bornés. » C'est lui qui a provoqué d'utiles réformes dans notre législation, signalé de nombreux abus dans l'administration, et qui surtout a fait triompher, en matière religieuse, les principes de tolérance qu'il avait rapportés d'Angleterre. Disons en passant à M. Jobez, qui affecte une grande admiration pour les institutions anglaises et pour la tolérance de Guillaume III, que si Voltaire, au lieu de se présenter en Angleterre comme l'ami de Bolingbroke, s'y fût présenté comme l'ami des jésuites, rôle qu'il savait prendre quelquefois, il eût eu beaucoup moins à se louer de la prétendue tolérance d'un gouvernement qui soumettait au plus odieux ilotisme cinq millions de sujets catholiques, en faveur desquels le célèbre écrivain ne paraît pas avoir élevé la moindre réclamation. Tous les actes, tous les écrits de Voltaire, nous obligent à voir dans ses clameurs contre l'intolérance, la tactique d'une secte qui se flatte d'arriver par la tolérance à la ruine d'une influence ennemie, et qui change soudainement de langage et d'attitude dès qu'elle est en possession du pouvoir. Nous mettrions donc au rang des illusions assez nombreuses de M. Jobez, la confiance qu'il témoigne dans la sincérité de cet apôtre de la tolérance, qui, entendant parler de plusieurs compagnons du P. Malagrida, mis à mort à Lisbonne, écrivait : « C'est quelque chose; ce sont là des nouvelles bien consolantes; » et qui appelait la guerre nationale de la Pologne catholique, « la lutte du fanatisme contre la tolérance, une guerre d'ingrats contre la généreuse Catherine, une extravagance, une honte, » excitant « à se partager cette proie »

(1) 2 août 1755.

(2) Tome IV, page 104.



les deux souverains du Nord, dont la philosophie secondait si heureusement l'ambition. M. Jobez ne paraît pas d'ailleurs s'être rendu un compte bien exact des circonstances qui décidèrent les sectes religieuses à une tolérance réciproque, et qui les y avaient déjà amenées dans plusieurs Etats de l'Europe, bien avant qu'eussent retenti les déclamations de Voltaire et de son école. Dénunciateur zélé des mesures de rigueur prises en France contre les protestants, il paraît oublier volontiers que les protestants, maîtres de Genève, ne tolérèrent sur le territoire de leur république, ni l'exercice du culte catholique, ni même la résidence d'aucun individu catholique, ce qui n'empêchait pas Voltaire d'affecter « le plus grand respect pour leurs lois. » Au surplus, la France, gouvernée par les disciples de Voltaire, ne tarda pas à reconnaître ce que valaient les déclarations de tolérance des philosophes, devenus ses législateurs et les arbitres de ses destinées.

Nous ne croyons pas que Voltaire ait droit à plus de gratitude pour avoir combattu les abus qui s'étaient introduits dans l'administration publique dans le cours du dernier siècle. Nous pensons, au contraire, que les attaques passionnées de la secte, loin de servir la cause d'une sage réforme, ont, en irritant les esprits et en les jetant dans les voies d'une révolution radicale, compromis pour longtemps la cause du progrès réel et puissamment contribué aux malheurs qui ont suivi de si près. Il y avait loin, on en conviendra, du gouvernement de Louis XVI à celui de Louis XV, et cependant Louis XVI n'était pas le disciple de Voltaire. Mais quand les desseins libéraux de ce monarque eurent avorté et qu'une ère d'anarchie sanglante se fut levée sur la France, le philosophe Condorcet put, avant d'en devenir la victime, dire avec vérité : « Voltaire n'a pas vu tout ce qu'il a fait ; mais il a fait tout ce que nous voyons ! » Et qu'il nous soit permis encore, en parlant de ces tristes jours de 93, d'exprimer à M. Jobez le regret que nous avons éprouvé en le voyant, à la suite d'un célèbre romancier, rapporter à la décharge de cette funeste époque les détails du supplice de Damiens (de ce M. Damiens dont le supplice est pour Voltaire une occasion de plaisanteries (1)), et s'applaudir de l'adoucissement des mœurs publiques comparées à celles de la France monarchique. Disons seulement que si la législation pénale se trouve alors sensiblement adoucie, c'est à la royauté qu'il en faut rapporter l'honneur, et ajoutons, pour être vrai, que les mœurs françaises, rendues par les tribunaux révolutionnaires aussi bien que par les guerres

(1) A M<sup>me</sup> de Lutzelbourg, 6 avril 1787.

civiles à la plus révoltante barbarie, furent la condamnation éclatante des théories qui triomphèrent alors. Ces appréciations erronées, qui se reproduisent trop souvent dans le livre dont il s'agit, font un contraste fâcheux avec les vues libérales qui s'y rencontrent et auxquelles nous sommes heureux d'applaudir. Avec plus de sincérité que ces écrivains du XVIII<sup>e</sup> siècle dont il réclame le patronage, M. Jobez inscrit sur son drapeau les mots de justice, de liberté, de modération, de religion ; mais il méconnaît les conditions et les vraies sources des principes qu'il invoque ; c'est pourquoi nous craignons que les jugements qu'il porte sur le passé ne restent sans fruit pour l'avenir.

M<sup>le</sup> TERRIER DE LORAY.



# ANNIE VARANGE.

NOUVELLE FRANCO-CHINOISE (1).

(Suite.)

---

## XI.

### LA VOCATION RELIGIEUSE.

En portant au bon curé du village cette longue lettre de son fils, M<sup>me</sup> Lebel rencontra au presbytère le jeune-médecin de Bar qui soignait M<sup>me</sup> Varange. Le docteur disait au vieux prêtre qu'il ne reviendrait plus, et que la malade, dans l'état de faiblesse extrême où il la laissait, n'avait pas vingt-quatre heures à vivre. M<sup>me</sup> Lebel se hâta d'aller auprès de M<sup>me</sup> Varange, qui la reconnut, parut la comprendre et essaya de remuer ses lèvres, mais sans pouvoir articuler une seule parole.

Elle était amaigrie jusqu'à la transparence; ses yeux, brillant d'un éclat qui faisait mal à voir, suivaient dans la chambre tous les mouvements d'Annie. Celle-ci avait pâli au chevet du lit de sa mère. Seule elle l'avait veillée nuit et jour depuis plusieurs mois; moins que toute autre, elle avait remarqué la faiblesse croissante de sa mère; celle-ci n'avait plus qu'un souffle, que la jeune fille se berçait encore de vains espoirs. L'espérance est si forte dans les cœurs aimants! Annie aspirait encore à la joie de revoir sa mère en bonne santé ou de la conserver indéfiniment alitée; elle protestait contre le coup qui la menaçait; son amour luttait contre la mort et voulait la désarmer.

Elle fit des difficultés pour accepter les services de quelques voisines qui demandèrent avec instance à veiller avec elle.

Dans la soirée, l'arrivée du curé, qui avait vu la malade dans la mati-

(1) Reproduction interdite.

née, causa à Annie une grande surprise. Le prêtre s'approcha du lit de M<sup>me</sup> Varange, qu'il considéra un instant en silence ; puis, se retournant, dit aux assistants de le laisser seul avec la malade. Annie comprit tout ; son cœur se gonfla, mais l'excès de sa douleur tarit la source des larmes. Elle sortit en chancelant et tomba évanouie dans les bras des femmes qui la suivaient.

Elle avait recouvré ses sens lorsque le prêtre, entr'ouvrant la porte de la chambre, annonça qu'il allait donner les derniers sacrements à la mourante. On retint Annie éloignée pendant cette cérémonie si triste et si consolante à la fois. Elle revint ensuite près de sa mère, vit ses yeux pleins de sourires et couvrit son visage de baisers précipités. Tenant sa tête embrassée, elle l'appelait des noms les plus tendres, la suppliait de rester avec son Annie et lui disait qu'elle voulait aller à l'église demander au bon Dieu sa guérison.

On vit en effet la jeune fille se diriger vers l'église d'un pas rapide. On était en décembre, la neige tombait à gros flocons, et, quoiqu'il fit jour encore, l'église semblait remplie d'une atmosphère sombre au milieu de laquelle vacillait rougeâtre la lueur de la lampe du sanctuaire. Annie s'avança dans la grande allée jusqu'à la table de communion, s'agenouilla à sa place accoutumée, cacha ses yeux brûlants dans ses mains glacées, et en sanglotant elle fit cette prière :

« Ma mère ! ô mon Dieu ! laissez-moi ma mère pour quelques années encore ! C'est elle qui m'a appris à vous connaître et à vous aimer. Depuis seize ans, nous n'avons jamais été séparées pendant un seul jour. Sous vos yeux et dans votre crainte, nous avons vécu l'une pour l'autre. Loin d'avoir jamais murmuré contre votre Providence adorable, nous vous avons béni chaque jour ; toutes deux, soir et matin, nous vous avons remercié ensemble de tout le bonheur que nous avions à nous voir et à nous aimer. O Seigneur, ne séparez point ainsi la mère et l'enfant ! Que vous offrirai-je pour un tel bienfait ? Prenez dans ma propre vie autant d'années que vous en accorderez à ma mère ; prenez-en un nombre double. Diminuez mes forces et augmentez les siennes ; abrégez ma vie et prolongez la sienne. Que puis-je, Seigneur, vous offrir pour une telle grâce ? Je me donne à vous pour jamais ; je me consacre à vous dans la personne des pauvres, des malades et des orphelines. Je dis adieu à ces rêves mondains dont mon imagination berçait ma jeunesse. Cet amour, dont seul vous avez la confiance, j'en fais le sacrifice pour que vous sauviez ma mère. Je vous donne ma vie, je vous donne mon cœur, ô mon Dieu ! sauvez ma mère ! »

Annie se releva et sortit de l'église d'un pas assuré, qui manifestait sa confiance et sa foi. En entrant dans la chambre de sa mère, elle entendit celle-ci l'appeler très distinctement et s'approcha du lit.

« Annie, répéta M<sup>me</sup> Varange en souriant.

— Maman, vous allez mieux ? Oh ! quel bonheur !

— Je me sens bien faible ce matin, ma fille ; je ne me lèverai pas ; fais préparer le déjeuner et mettre le couvert pour ton papa, qui ne tardera pas à revenir de l'exercice. »

Annie était atterrée.

« C'est le délire, dit une femme qui veillait cette nuit ; il est temps de commencer les prières des agonisants. »

Annie parlait à sa mère et l'aidait à rallier ses idées ; mais ses efforts furent stériles. M<sup>me</sup> Varange mourante se croyait à Bourbon avec son mari et son enfant ; elle parlait ménage, donnait des ordres pour le déjeuner, souriait à Annie et lui faisait de la main des signes inintelligibles. Les beaux jours de la jeunesse de Sarah projetaient un crépuscule de bonheur sur le soir de sa vie. Elle expira en croyant vivre avec ceux qu'elle avait tant aimés, son mari et sa fille.

Au moment suprême, on essaya d'envoyer Annie dans une maison voisine ; mais la jeune fille ne voulut point quitter sa mère. Longtemps elle resta agenouillée près du lit, tenant ses lèvres collées contre une des mains glacées de la défunte. Puis, avec un courage héroïque, elle s'occupa de tous les préparatifs de l'enterrement ; elle semblait jalouse quand une main étrangère tentait de rendre au corps de sa mère les soins qu'elle pouvait elle-même lui donner. Pleurant en silence, elle allait et venait dans la chambre habitée par la mort ; elle séparait les beaux cheveux de sa mère en deux bandeaux épais, fermait ses yeux et ses lèvres, encadrait son visage dans un des beaux foulards de Chine et enveloppait son corps de chauds vêtements ; elle semblait craindre que le jour suivant sa mère n'eût froid dans son cercueil sous le tertre de terre et de neige qui devait la couvrir.

Elle suivit le convoi et s'agenouilla seule au pied du cercueil dans la grande allée de l'église pendant l'office divin.

Après l'absoute, M<sup>me</sup> Lebel s'approcha du prêtre et lui dit quelques mots à voix basse. En passant auprès du cercueil, le curé se pencha vers Annie et lui dit :

« Mon enfant, je vous défends de venir au cimetière. Suivez M<sup>me</sup> Lebel et faites tout ce qu'elle vous dira. »

On emporta le cercueil, dont Annie embrassa une dernière fois la tête ;

elle était éperdue. M<sup>me</sup> Lebel et son domestique conduisirent la jeune fille en la soutenant jusqu'à la voiture, qui les attendait à la porte de l'église, et le cheval prit un trot rapide.

Brisée de douleur en arrivant aux Chénies, Annie fut portée par deux servantes dans la petite chambre que M<sup>me</sup> Lebel avait fait préparer pour elle. La jeune fille fut déposée presque sans vie sur le lit, et reçut de M<sup>me</sup> Lebel les soins les plus intelligents.

Pendant un jour on craignit pour sa santé et pour sa raison.

« Maman ! s'écriait-elle, je veux aller auprès de maman ! Madame, conduisez-moi auprès de maman !

— Annie, ma fille, je comprends votre douleur ; votre malheur est bien grand ! Mais vous êtes trop pieuse pour ne pas dire à Dieu : Que votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel. Dites avec moi ces quelques mots de la prière du Seigneur. Votre chère maman est heureuse maintenant, elle qui a tant souffert ! Elle est maintenant au ciel avec votre père. »

Malgré sa tristesse profonde, Annie, pour répondre aux soins de M<sup>me</sup> Lebel, se montra plus calme et fit avec l'obéissance la plus douce tout ce qu'on demandait d'elle. En suivant l'instinct de son cœur, elle eût préféré revenir dans la maison déserte et pleurer sa mère dans la solitude. Mais, par reconnaissance pour les personnes qui lui témoignaient tant de bonté, elle jeta un voile sur sa douleur et fut assez calme et résignée pour que M<sup>me</sup> Lebel ne l'empêchât point dans la soirée d'aller passer quelques heures dans la maison abandonnée.

La bise chassait de gros nuages blancs, dans les interstices desquels le soleil d'hiver jetait par intervalle ses pâles rayons. Le givre restait suspendu aux branches des buissons. Annie frissonnante marchait d'un pas rapide. Avant d'entrer au village, elle se dirigea vers le cimetière et s'agenouilla sur la fosse nouvelle. Elle prit ensuite le chemin de sa maison et entra dans la chambre de sa mère. L'air était glacial ; le feu n'avait pas été allumé depuis vingt-quatre heures. Les linottes et les serins, avec leurs plumes hérissées, étaient immobiles sur leurs perchoirs. Les verveines et les géraniums avaient leurs feuilles pendantes. Les deux chèvres appelaient par leurs bêlements leurs maîtresses absentes. Annie se hâta de rendre quelque vie au ménage délaissé. A la vue de la flamme qui pétilla dans l'âtre, les oiseaux jetèrent quelques petits cris de joie. En une heure le désordre occasionné par l'enterrement fut réparé. Seule l'armoire qui contenait les vêtements de sa mère et les siens, le portrait et la croix de son père, lui inspira une sorte de terreur. Trop faible pour

s'exposer à de nouvelles angoisses, elle porta près du foyer le tabouret en tapisserie sur lequel elle se tenait aux genoux de sa mère; elle s'assit, pencha sa tête dans ses mains et se souvint des longues années de son heureuse enfance. Doublement orpheline, elle ne cherchait même pas autour d'elle un consolateur qu'elle n'eût point trouvé. Elle n'avait plus sur la terre personne qui l'aimât; elle n'avait non plus personne à aimer. Accablée de lassitude et épuisée par ses émotions douloureuses, elle tomba dans un sommeil léger; elle gardait la conscience d'elle-même; et savait où elle était, seule, à quelques pas du lit vide de sa mère. La chaleur croissante du foyer rendit son sommeil plus profond, et elle fit un rêve :

Une main se posait sur son épaule; une tête s'abaissait près de la sienne; des aiguillettes d'or se mêlaient à ses cheveux; un souffle passait sur sa joue et une voix bien connue lui disait : Annie, mon cœur est resté près du vôtre; ma pensée ne vous a point quittée; ne vous croyez pas sans ami. Pleurons notre mère adorée; restez assurée que vous avez un frère qui la pleure avec vous; il l'aimait comme un fils aime une mère; comme vous; il se trouve orphelin.

Pendant son sommeil, la poitrine de la jeune fille se gonflait; une teinte rosée chassait la pâleur de son visage.....

La porte s'ouvrit, et Annie fut réveillée par M<sup>me</sup> Lebel, qui lui disait :

« Je viens vous chercher, mon enfant, voici la nuit venue; j'ai eu peur que vous ne fussiez indisposée.

— Je vous demande pardon, Madame, je me suis endormie près du feu.

— Votre visage semble en effet brûlant. J'ai apporté un châle pour vous; tenez-vous bien enveloppée. J'ai invité monsieur le curé ce soir à dîner; nous causerons ensemble de votre avenir. »

Après dîner, M<sup>me</sup> Lebel et ses hôtes passèrent au salon. Trois fauteuils furent avancés près de la cheminée; le curé prit celui du milieu :

« Nous ne devons rien précipiter, dit M<sup>me</sup> Lebel. Annie, vous prendrez tout le temps que vous voudrez pour réfléchir; seulement, il vous faut écrire à votre grand-père par le prochain courrier.

— J'avais l'intention de le faire demain, Madame.

— Et vous lui direz ?

— Que j'ai perdu maman, dit Annie en baissant ses yeux pleins de larmes.

— Cela est vrai, ma chère enfant; mais il faut encore lui parler de votre avenir, lui dire vos projets, lui demander ses conseils, en un mot,

l'intéresser à votre sort, puisque Benjamin m'assure que M. Douglas fait actuellement d'excellentes affaires.

— Eh bien ! reprit le curé, quelles sont vos intentions, ma fille ? Vous ne pouvez pas rester seule au village, la pension de votre mère s'éteint avec elle.

— Oh ! nous l'aiderons ; qu'Annie n'ait point d'inquiétude ; qu'elle nous dise ses désirs, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'ils se réalisent. »

M<sup>me</sup> Lebel parlait sincèrement. Elle était prête à combler Annie de bienfaits. Cependant, craignant pour son fils ce qu'elle considérait comme une mésalliance, elle avait un secret désir préféré, celui d'aider la jeune fille à trouver une situation qui rendit à jamais impossible toute rencontre de son fils avec elle. Elle rendait du reste pleine justice aux qualités d'Annie ; mais celle-ci était pauvre, humble par sa naissance, étrangère par son éducation à la classe élevée où elle voulait trouver pour son fils un brillant établissement.

Benjamin, de son côté, avait une forte tête et un cœur solide ; il était incapable de jouer avec ses affections ou avec celles d'autrui. Il avait emporté sur les mers une admiration sincère et profonde pour Annie. Mais avec la conscience de ses vingt ans et la connaissance du monde qu'il pouvait avoir acquise, il avait la prudence de comprendre que son amour pour Annie devait mûrir avant qu'il devînt le pôle de sa vie. Il respirait cependant de loin avec bonheur le parfum de cette fleur des champs. Mais les émotions d'un long et périlleux voyage que son imagination poétisait, pouvaient encore suffire à l'exubérance d'activité qui le caractérisait. Son cœur n'avait pas été suffisamment froissé par la lutte avec le contact des hommes et avec les choses, pour qu'il sentît le besoin d'un autre cœur aimé dans lequel il pût épancher ses tristesses et ses joies, ses humiliations et ses triomphes.

Annie restait pensive ; M<sup>me</sup> Lebel et le bon curé se taisaient :

« Mon parti est pris depuis quelques jours, dit-elle avec l'accent d'une résignation calme ; j'écrirai demain à mon grand-père.

— Auriez-vous la pensée de le rejoindre ? demanda M<sup>me</sup> Lebel.

— A votre âge, ajouta le curé, vous ne pouvez faire seule un si long voyage.

— J'écrirai à mon grand-père, reprit Annie, pour le prier de m'aider à entrer au couvent. Je me proposais, Monsieur le curé, de vous montrer demain la lettre.

— Dans quel couvent désirez-vous entrer ?



— Je ne sais pas..., dans un couvent où l'on soigne les malades et les orphelines. »

M<sup>me</sup> Lebel se leva de son fauteuil et embrassa avec ravissement l'orpheline de dix-sept ans, qui n'avait d'autre désir que de soigner des mourants ou d'autres orphelines comme elle.

« Je vous prie, Monsieur le curé, de me guider, comme vous l'avez toujours fait, dans le choix d'une communauté. »

Le curé ne répondait rien et regardait d'un air rêveur les tisons du foyer. M<sup>me</sup> Lebel savait quelle profonde connaissance il avait du cœur humain et se taisait par condescendance. Le discernement des esprits et des vocations était le seul côté remarquable dans le modeste desservant du village.

« Monsieur le curé ?

— Madame ?

— Quel est votre avis ? Nous avons à Troyes les sœurs de la Providence pour les écoles rurales ; à Paris les sœurs de Saint-Vincent de Paul pour les hôpitaux ; à Chartres les sœurs de Saint-Paul.

— Qui ont des établissements en Chine, reprit le bon curé.

— C'est vrai, répondit M<sup>me</sup> Lebel ; mais Annie n'aimerait pas à aller au milieu des païens. Votre avis donc, Monsieur le curé ?

— Oui, certainement, Madame : c'est que vous fassiez servir le thé. Huit heures sont sonnées ; Annie est fatiguée, et j'ai besoin de bien réfléchir avant de donner à cette enfant un conseil d'où peuvent dépendre son bonheur et son salut. Priez le bon Dieu, Annie, pour qu'il m'éclaire. »

Le vieux curé prit sa tasse de thé, mit son manteau et regagna son presbytère.

•

## XII.

### SINGULIÈRE MANIÈRE DE FAIRE UNE DEMANDE EN MARIAGE.

Benjamin était malade à l'arrivée du courrier d'Europe. Le vagemestre du bord, en lui apportant un pli de sa mère, le trouva couché dans son hamac. La veille, il avait chassé tout le jour et, tout en sueur, s'était désaltéré à un filet d'eau glacée qui ruisselait du milieu d'une masse de roches ; le jeune homme avait rapporté de son excursion quelques oiseaux et un violent accès de fièvre.

Malassis le soignait. Le matelot breton s'était profondément attaché à son sauveur. Dans la matinée, une transpiration abondante termina l'accès de fièvre. A huit heures, le docteur visita l'aspirant malade et se con-

tenta d'ordonner une tasse de bouillon avec un verre de vin de Bordeaux. Le jeune Lebel sentit son excellente constitution se ranimer par ces deux médicaments, et il éprouva cette sensation de force et de vie qui est la douce transition de la souffrance à la santé.

« Malassis, dit-il en lui remettant son verre vide, quand nous étions sur la cage à poules, tu m'as dit que tu avais une fiancée ; comment l'appelles-tu ?

— Marie, Monsieur.

— Y a-t-il longtemps que tu la connais ?

— Depuis sa naissance ; nous sommes du même village.

— Veux-tu me raconter son histoire ?

— Avec plaisir, Monsieur, si elle peut vous intéresser : Marie est la fille d'un pêcheur. Son père était le patron de la barque à bord de laquelle mon père était matelot. Un soir de septembre, ils partirent pour pêcher au large ; la nuit fut mauvaise ; une tempête, dont on parle encore, causa de nombreux sinistres. Le lendemain, dès l'aube, les familles des pêcheurs étaient rassemblées sur la grève. Marie et moi, avec nos deux mères, nous regardions la mer houleuse ; aucun point noir ne révélait à l'horizon la présence de la barque que nos yeux cherchaient. Nous restâmes tout le jour debout à la même place. Le vent était tombé, et vers le soir la mer était calme ; mais l'horizon restait une solitude immense. Nos mères pleuraient ; en les voyant pleurer, nous, enfants, pleurions avec elles. La nuit vint froide et obscure. Nous reprîmes le chemin du village. Marie et moi nous tenions par la main. A la douleur de nos mères, nous comprenions tous deux que cette nuit sombre qui tombait sur l'Océan était un linceul qui enveloppait nos pères. Après quelques jours d'anxiété, on célébra des messes pour les pêcheurs qui ne revenaient pas au rivage.

» La mère de Marie était riche. Avec les profits de sa pêche, son mari défunt avait acheté des champs et des prés. Ma mère et moi étions pauvres ; nous gagnions notre vie à faire ou à raccommoder des filets. Je n'osais plus parler à Marie depuis le jour de la tempête qui nous avait fait orphelins. Je la voyais de loin le dimanche.

» Un jour de foire, je me trouvai avec une troupe d'enfants de mon âge près de la table d'un marchand de jouets ; tous faisaient des emplettes ; entraîné par leur exemple, j'achetai pour dix sous une bague dorée que je destinai à Marie. Mais je n'osai la lui offrir ; un de mes camarades se chargea de la commission. Marie l'accepta de sa main et m'envoya par lui ses remerciements. Je devins de plus en plus timide, et,

pendant trois années, je ne vis Marie qu'à de longs intervalles. Une fois, je l'aidai à ramasser la mousse dans les bois, à l'occasion d'une première communion. L'année suivante, nous nous rencontrâmes dans les champs de blé cueillant des bluets pour faire des guirlandes et orner le reposoir du saint Sacrement. La troisième année après la mort de nos pères, la mère de Marie donna un grand dîner à ses amis ; ma mère et moi fûmes invités. Marie et moi étions assis au bout de la table. Oh ! Monsieur, si l'on est heureux au ciel comme je le fus ce soir, je veux y aller avec Marie.

— Est-elle jolie, ta Marie ?

— Je n'en sais rien, Monsieur.

— De quelle couleur sont ses cheveux et ses yeux ?

— Je ne sais pas, Monsieur.

— Continue.

— A la fin du dîner, un vieux marin dit en nous regardant :

» Voyez donc ces deux enfants au bout de la table ; nous les marierons ensemble.

» Tout le monde nous regarda en applaudissant. Je ne puis vous dire ma honte et ma confusion. Marie resta calme ; je me levai cramoisi. Je quittai la table en bondissant et me sauvai.

» A dix-sept ans, je devins novice à bord d'un bateau pêcheur, et pendant deux années je ne vis Marie que de loin, sans lui parler jamais. Je l'aimais, et à vingt ans j'eus le courage de mon amour. J'étais un triste marin ; la mort du père de Marie et du mien m'avait inspiré pour la mer une aversion que je n'ai jamais pu surmonter. En ramant, en tendant les écoutes, en tirant les filets, je croyais voir les cadavres de nos pères flottant sous les eaux verdâtres. Après une pêche heureuse, mon patron me permettait quelquefois de prendre un poisson de choix, et je le portais à Marie. Un soir, une magnifique dorade fut refusée et renvoyée à ma mère. La mère de Marie projetait pour sa fille un riche mariage ; je le sus par quelques paroles de nos voisins. Ma mère ignorait mon amour ; Marie l'ignorait, tout le monde l'ignorait. Je devins marin de l'Etat et reçus la feuille qui m'ordonnait de rallier l'escadre de Brest. J'avais un poids sur le cœur, et avant de partir, je voulus dire à Marie que je l'aimais. Il me suffisait qu'elle sût mon amour ; je n'étais pas digne du sien. Je fis plusieurs tentatives pour la voir et lui parler ; mais tous mes projets échouèrent. La mère veillait très sévèrement sur sa fille. J'étais vaincu, désespéré ; le facteur m'avait remis ma feuille de route. Il fallait partir sans dire à Marie un seul mot, qui me brûlait le cœur. Je

rôdais comme un incendiaire autour de la maison de sa mère. Marie était matinale ; elle venait la première avec deux seaux chercher de l'eau au puits communal. Le jour de mon départ, je me levai avant l'aube et écrivis une petite lettre à l'adresse de Marie : il ne faisait pas jour ; j'arrivai près du puits, que je savais étroit et profond. D'énormes touffes de plantes parasites croissaient dans les murailles. Je sautai sur la margelle, pris les deux chaînes, et les lâchant et saisissant alternativement, descendis en quelques instants au niveau de l'eau pure et glaciale, à cent pieds sous le sol. Je posai mes pieds dans les interstices des pierres, et, levant les yeux, vis à travers les branches des pariétaires une portion arrondie du ciel étoilé. J'étais transi de fraîcheur ; pendant plus d'une demi-heure, j'attendis le rayonnement de l'astre que je voulais contempler du fond de ma cachette humide. Le sol s'ébranla légèrement et vibra doucement sous des pas d'enfant. Le cliquetis du ressort d'acier qui pince l'anse des seaux me fit tressaillir, la poulie soupira, et la chaîne descendit rapidement ; je courus le risque d'avoir la tête fracassée par le seau qu'elle soutenait. Je le saisis par l'anse, et après avoir pesé dessus, y déposai ma lettre. Il y eut peut-être quelque chose d'insolite pour la puisieuse ; elle se pencha sur la margelle et chercha à pénétrer du regard les ténèbres profondes qui m'enveloppaient. C'était elle ! Je vis distinctement sa silhouette se détacher sur le fond azuré du ciel. Je mis ma lettre dans le seau vide, je lâchai l'anse et je vis remonter l'appareil avec un bonheur inexprimable. Le seau revint ; il était vide. Je le laissai passer et l'aidai même à s'emplir. Il remonta, et quand je n'entendis plus les pas légers de Marie, je remontai péniblement en me soutenant des mains à la chaîne et en appuyant mes pieds sur les arêtes saillantes des pierres. J'atteignis la margelle, bondis dans la rue déserte, et rentrai par la fenêtre dans ma chambrette. Marie avait ma lettre ; j'en étais sûr ; elle la lisait. J'embrassai ma mère, qui pleurait, et, sans déjeuner, je partis pour Brest.

— Tu n'as pas eu de réponse de Marie ?

— Non, Monsieur. Je restai six semaines à bord d'un navire en rade de Brest. Une lettre de ma mère m'apprit la mort de la mère de Marie. Je l'ai ici dans un petit sac de toile suspendu à mon cou ; mais l'eau de mer l'a rendue illisible ; du reste, je la sais par cœur. « Après l'enterrement, m'écrivait ma mère, Marie éplorée s'approcha de moi à la porte du cimetière et me demanda la permission de venir habiter ma maison. Des voisins transportèrent le lit et les vêtements de Marie. Et dès le soir même des funérailles de sa mère, l'orpheline s'endormit dans

mes bras en pleurant ; elle remplace aujourd'hui mon enfant absent. »

— Elle t'aime, Malassis. Deviens digne d'elle ; elle est aussi vertueuse que belle. Pendant toute la campagne, pense à Marie et à ta mère, et reviens digne de votre double amour.

» Ton histoire est charmante ! Je ne regrette point de t'avoir aidé à grimper sur la cage à poules. Il y avait, mon brave, deux romans qui chevauchaient sur cette faible épave. Quand tu reverras Marie, ne manque pas de lui demander une prière pour moi. J'aime ton héroïne et ta mère. Vous, Bretons, valez mieux que nous autres Champenois ; il y a de l'acier dans vos volontés. J'admire ta mère, Malassis ! »

C'est à ce moment que le vaguemestre entra, et remit à l'aspirant une lettre volumineuse et quelques journaux.

— Il n'y a rien pour Malassis ? demanda Benjamin.

— Non, Monsieur.....

— Oh ! dit Malassis avec une admirable naïveté, elles n'ont pas besoin de m'écrire ; pendant quelques années elles attendront mon retour et, j'espère, n'auront rien de nouveau à me dire. »

Benjamin avait jeté un coup d'œil rapide sur sa lettre, qui en renfermait une d'Annie pour son grand-père. L'inflexible politique de M<sup>me</sup> Lebel à l'égard de l'orpheline lui déchira le cœur. Il vit les grilles du couvent se dresser entre lui et Annie, et, en respectant dans sa conscience une vocation libre et sérieuse, il comprit que la partie n'était pas loyalement jouée, et que son honneur lui faisait un devoir de parler immédiatement à M. Douglas de son amour pour sa petite-fille.

Il donne l'ordre à Malassis de hâler un canot chinois, bondit de son lit, s'habille en trois minutes, descend dans l'embarcation et arrive chez M. Douglas.

Il salue le vieillard et lui remet la lettre d'Annie.

« Montez au salon, je vous prie, dit le négociant, je vous rejoindrai dans quelques instants. »

M. Douglas avait posé la lettre sur son bureau ; il s'occupa de terminer l'addition d'une longue colonne de chiffres, la recommença en sens inverse, ferma l'in-folio et ouvrit la lettre d'Annie.

« Cela ne me surprend point, dit-il. Un couvent ! à Paris !.... Elle est bien jeune !.... Si tel est son désir, elle sera aussi heureuse que dans le monde !.... Il y a ce jeune homme qui paraît lui porter quelque attachement..... Je lui enverrai cent livres par la prochaine malle. »

Il sonna son domestique chinois, qu'il envoya demander à la banque orientale un billet de deux mille cinq cents francs sur une maison de

Paris ; puis il monta auprès de l'aspirant de marine, qu'il trouva appuyé sur les coussins d'un sofa.

— Je suis profondément affecté, Monsieur, dit Benjamin en anglais, par les tristes nouvelles dont je viens d'être le porteur.

— Je vous remercie, Monsieur, de l'intérêt que vous et votre mère avez eu pour les deux personnes qui me sont les plus chères au monde.

— La mort prématurée de M<sup>me</sup> Varange et le départ de M<sup>lle</sup> Annie pour Paris me forcent de faire auprès de vous une démarche qui vous semblera peut-être précipitée. J'espérais avoir le temps de mûrir ce projet. J'aime M<sup>lle</sup> Annie, et, craignant de la perdre, je viens, Monsieur, sans plus de délai, vous demander sa main.

— Annie connaît-elle vos sentiments ?

— Elle les connaît. Mais diverses circonstances m'ont empêché jusqu'à ce jour de connaître ses propres impressions. Je crois qu'elles me seraient favorables si des pensées religieuses, exaltées sans doute par la mort de sa mère, et peut-être par d'autres influences, ne la poussaient à entrer au couvent.

Benjamin raconta ses rapports antérieurs avec Annie, et l'opposition systématique avec laquelle sa mère avait constamment combattu ses inclinations.

— Ma mère rêve pour moi un mariage qui double la fortune amassée par mon père et qui rattache notre famille, très plébéienne, puisque mon grand-père était un simple cultivateur, à quelque grande famille du département.

— L'opposition de votre mère, votre éloignement qui peut se prolonger pendant des années, votre propre jeunesse, le douloureux isolement d'Annie dans le monde, ses tendances religieuses, tout ce concours de circonstances me semblent devoir rendre votre rêve de jeune homme irréalisable. Votre mère vous aime, elle a l'expérience de la vie et le souci de votre bonheur. Vous ne pouvez vous marier sans son consentement.

— Pardonnez-moi, Monsieur, si je vous interromps. Je vous ai demandé la main de M<sup>lle</sup> Annie ; voulez-vous vous charger de le lui dire ? Je vais, de mon côté, faire part de ma démarche à ma mère. J'agis, ou du moins je crois agir avec la plus grande loyauté. Tout ce que je veux, c'est que M<sup>lle</sup> Annie sache par vous ma demande avant de prendre un parti définitif. Si elle persévère dans sa vocation religieuse, tout sera fini. »

La voix de Benjamin s'altéra en prononçant ces dernières paroles.

M. Douglas lui prit la main et dit avec émotion :

« Vous avez mon estime, Monsieur ; votre visite honore ma fille et moi. Je vous promets d'écrire à Annie, et de lui parler de vous de telle sorte qu'elle me révèle les dispositions de son cœur. Venez me voir souvent, tant que vous serez en rade. Adieu ! »

Benjamin revint à bord et trouva ses camarades devisant avec vivacité sur le pont.

« Voici le malade, dit le docteur en lui prenant la main ; si vous allez à terre avec la fièvre, vous serez consigné dans votre cabine le jour du siège de Canton.

— Il y a fièvre et fièvre, dit Benjamin avec un sourire triste.

— Fièvre de l'or, fièvre des grandeurs, fièvre des combats, fièvre de gloire.....

— Assez, docteur ; la fièvre que j'ai ne se guérit point avec le sulfate de quinine ; j'ai de tristes nouvelles du pays. Voilà tout. Excusez-moi, Messieurs..... »

Benjamin se retira dans sa cabine. Le dévoué Malassis, en lui apportant une tasse de bouillon, lui apprit que des dépêches du ministère de la marine et de l'amirauté anglaise ordonnaient la réunion des deux escadres et l'attaque immédiate de la Chine. Le jeune aspirant était dans cet abattement moral qui réclame le mouvement et l'action comme palliatif, sinon comme remède. Dans une lettre courte et respectueuse, il raconta à sa mère sa démarche auprès de M. Douglas. Il la terminait en disant :

« Je ne comprends point votre opposition à mon mariage avec Annie. Est-ce parce qu'elle est étrangère au pays et qu'elle n'a point de fortune ? Son grand-père fait en ce moment de très bonnes affaires ; la compagnie dont il est l'agent vient de vendre à notre gouvernement un charmant vapeur qui servira d'avisoir à l'escadre. Les autres bateaux sont frétés au mois pour des sommes très élevées. Il est possible, ma mère, qu'Annie hérite un jour d'une grande fortune. En Chine, les fortunes marchent à pas de géant, quand elles prennent la bonne route. Je vous supplie donc de ne laisser Annie précipiter aucune décision qui fixe irrévocablement son avenir. »

Cette lettre close, Benjamin redevint lui-même. Le *Desaix* appareilla et alla sous voiles dans une baie voisine de l'embouchure de la rivière de Canton, prendre part à des exercices des compagnies de débarquement. Plein de confiance dans l'effet de sa lettre, Lebel déploya dans les manœuvres l'énergique activité qui lui était habituelle. Il fut désigné par

le capitaine Laouénan pour commander la compagnie de débarquement du *Desaix*.

L'escadre anglaise comptait cinquante navires, l'escadre française dix-sept. La première portait deux régiments de ligne ; la seconde n'avait que des compagnies de débarquement formées de matelots exercés au maniement des petites armes.

Les amiraux des deux escadres alliées tinrent une conférence qui se prolongea dans la nuit jusqu'à une heure avancée. Le dernier mot de cette conférence, qui naturellement resta secrète, fut celui-ci, mis par les matelots dans la bouche de l'amiral français :

« Voulez-vous, Mylord, m'aider à garder Canton ? Je me charge de prendre la ville.

L'amiral anglais répondit :

— Vous êtes élève de l'école polytechnique, Monsieur ; sur terre comme sur mer, vous êtes dans votre élément. Moi, je ne suis que marin. Je vous laisse la responsabilité de votre plan d'attaque, et vous promets de vous seconder par tous les moyens en mon pouvoir. »

Les détails de l'action révélèrent suffisamment le plan de l'amiral français, qui fut aussi admirablement exécuté qu'il avait été admirablement conçu.

Les navires de guerre remontèrent la rivière en passant à portée de canon des batteries du rivage ; toutes gardèrent le silence. Quelques frégates d'un fort tonnage vinrent à l'ancre au port de Wou-Song, et détachèrent sur les autres navires une partie de leurs équipages. Avec son faible tirant d'eau, le *Desaix* s'avancait à l'avant-garde. Tout le monde à bord, depuis le commandant jusqu'au plus jeune mousse, se promettait une bonne part dans la prise de cette ville immense de deux millions d'habitants, flanquée de murailles hautes de dix mètres.

Canton est bâtie sur la rive gauche du fleuve. Ce magnifique cours d'eau coule à bords si pleins, qu'une forte marée ou un orage cause infailliblement des inondations, qui n'ont d'autre effet que de rendre merveilleusement fertile la plaine qu'elles arrosent, et sur laquelle, depuis des siècles, elles déposent un limon bleuâtre si précieux, qu'il est devenu un engrais commercial chèrement acheté par les fleuristes chinois. Les terrains élevés sont couverts d'arbres verts ; les plaines basses et voisines du fleuve sont plantées de bananiers, de pêchers et d'orangers. La fertilité du sol d'alluvion, la fréquence d'arrosages pacifiques, le soleil tropical, qui chaque jour enveloppe de ses chauds rayons ces terres fortunées, donnent à cette plaine immense une végétation luxu-



riante qui dépasse les forces de l'imagination. Dans le bas du fleuve, la plaine s'étend à perte de vue à l'horizon ; en remontant le cours, elle se rétrécit lentement, jusqu'à ce qu'elle soit bornée à gauche par des collines de sapins d'un vert sombre, et à droite par de lointaines montagnes, dont les sommets bleuâtres se fondent dans l'azur du ciel.

Au delà de Wou-Song, le port de Canton, on aperçoit bientôt la partie élevée de Canton, les deux pagodes qui dominent la ville, et les lignes grises de ses remparts. En arrivant en face des terrains naguère couverts des factoreries européennes, on laisse à sa gauche les chantiers de construction. Depuis longtemps le gouvernement chinois a le sentiment de son infériorité maritime. Une fois il voulut donner à ses constructions navales les formes et le grément des bâtiments de guerre européens. Des frégates et des corvettes furent lancées ; toutes allèrent se coucher dans la vase du fleuve. Il y a quelques années, on voyait encore, soit l'avant, soit l'arrière ou les hauts mâts d'un bon nombre de ces bâtiments, qui n'avaient jamais flotté. Sur la rive droite, en face des factoreries, est un village groupé autour d'un immense monastère de bonzes. Au-dessus des factoreries, la rive du fleuve est cachée par une fourmilière de bateaux de toutes formes et de toutes grandeurs, depuis les tan-kia (œuf-maison) jusqu'aux jonques de fleurs, sculptées à jour et peintes de riches couleurs. Ces bateaux vont et viennent avec des godilles pour propulseurs, et s'entrecroisent sans la moindre confusion. Des multitudes d'embarcations restent amarrées en lignes régulières, et forment une ville flottante qui a ses rues, ses passages, et une population grouillante de femmes et d'enfants. On ne sait où l'eau finit et où commence le rivage. Il faut traverser deux faubourgs, suivre des rues étroites, mal pavées et puantes, pour arriver au pied des remparts. Ces murs sont en pierres et ornés de créneaux où sont couchées et endormies, depuis des siècles, de vieilles pièces d'artillerie rouillées et sans affûts.

La ville n'a aucun monument saillant ; c'est une ruche immense composée de maisons de même forme et de même élévation. Les résidences des mandarins, entourées de parcs, ressemblent à de grosses métairies dont les spacieux vergers forment de vertes oasis au milieu des toits rouges calcinés par le soleil.

Benjamin ne se lassait pas de contempler tous ces spectacles, nouveaux pour lui, et les gravait dans sa mémoire.

Rien ne fut plus pacifique que l'entrée des escadres européennes dans le fleuve, et que leur mouillage en face de la grande ville chinoise

qu'elles venaient faire captive. La population de Canton s'élevait à deux millions d'habitants ; les agents de police formaient un corps de sept mille hommes, et une garnison de soixante mille Tartares s'était récemment enfermée dans la place.

Les escadres alliées pouvaient débarquer une colonne de deux mille hommes.

A la vérité, leur artillerie était formidable ; mais les amiraux ne voulaient point détruire Canton ; ils désiraient même l'épargner autant que possible. C'était au gouvernement chinois qu'ils voulaient donner une leçon. Ils se faisaient un devoir d'ajouter à la leçon des armes une leçon d'humanité, en épargnant les habitations et les vies des artisans, des agriculteurs, des pêcheurs, des marchands et des commerçants, qui forment la population d'une des villes les plus industrielles du monde.

FÉLIX MAHON.

*(La suite à la prochaine livraison.)*



## ÉPHÉMÉRIDES MILITAIRES DE LA FRANCHE-COMTÉ.

(Suite. — Voir les livraisons du 31 mars et du 30 juin 1867.)

### JUILLET.

**1<sup>er</sup> juillet 1800.** — Mort de Jean-Claude Eléonore le Michaud d'Arçon, général du génie, membre de l'institut national, membre de la société d'agriculture, commerce et arts du département du Doubs à son établissement. Né à Pontarlier en 1733, admis à l'école de Mézières en 1754, il fut reçu ingénieur ordinaire l'année suivante et se distingua pendant les deux dernières campagnes de la guerre de sept ans, particulièrement à la défense de Cassel en 1761 ; en 1774, il fut chargé de lever la carte du Jura et des Vosges. D'Arçon est l'inventeur des batteries flottantes insubmersibles et incombustibles, essayées sans succès en 1782 (13 septembre) par les flottes française et espagnole, pour reprendre Gibraltar aux Anglais. Il fit fortifier les points les plus importants des hauteurs qui environnent Toulon, fut employé à l'armée de Dumouriez en qualité de général divisionnaire, prit Bréda et Geertruidenberg en 1793, et fut nommé sénateur après le 18 brumaire. Il a laissé divers ouvrages : *Des fortifications et des relations générales de la guerre des sièges ; De la force militaire considérée dans ses rapports conservateurs ; Défense d'un système de guerre national*, etc. Girod-Chantrans a publié une notice sur le général d'Arçon. (Voir 25 février.)

**2 juillet 1794.** — Occupation de Tournai par Pichegru, général en chef de l'armée du Nord. Pichegru avait reçu de la Convention l'ordre de s'emparer d'Ostende; il marcha en conséquence sur cette place et en prit possession le 1<sup>er</sup> juillet. Le lendemain, il se rendit maître de Tournai, puis il s'avança vers Gand, que l'ennemi abandonna pendant la nuit, et Pichegru y entra le 3 juillet; le soir du même jour, les troupes fran-

çaises s'emparèrent d'Oudenarde. Le général Labourdonnaye avait déjà pris Tournai le 8 novembre 1792 et Gand le 12 novembre suivant.

**3 juillet 1479.** — Traité entre le sire d'Amboise, successeur du sire de Craon dans le gouvernement des deux Bourgognes, et les gouverneurs de Besançon. Il fut convenu que le roi de France serait nommé gardien de la cité, sous la promesse de respecter les libertés et privilèges des citoyens, qu'il aurait la moitié des gabelles et des amendes, et qu'il pourrait établir dans la ville un capitaine chargé de toute l'autorité militaire. Louis XI confia ce poste au sire d'Amboise, et le 7 août suivant, le général français fit son entrée dans Besançon à la tête de 10,000 hommes.

**4 juillet 1674.** — Le marquis de Resnel prend d'assaut Faucogney; la ville est pillée et incendiée, et ses habitants sont massacrés. Faucogney avait résisté pendant deux jours avec un héroïque courage, et la prise de cette place compléta la soumission définitive de la Franche-Comté.

**5 juillet 1796.** — Bataille de Rastadt, gagnée par Moreau sur le général Latour. Le général de brigade Lecourbe, du corps d'armée Gouvion Saint-Cyr, y eut une glorieuse part : il enleva le bourg de Gernsbach, chassa des hauteurs environnantes les Autrichiens chargés de la défense de ce poste, et repoussa quatre fois les grenadiers hongrois qui voulaient le reprendre. La victoire de Rastadt nous rendit maîtres de la ligne de la Murg. Moreau avait passé le Rhin à Strasbourg le 24 juin; il s'emparait de Kehl le lendemain, et le 28, il battait les Autrichiens sur la Renchen. Le 9 juillet suivant, Lecourbe se faisait de nouveau remarquer à la bataille d'Ettlingen, qui obligea l'ennemi à se retirer sur le Neckar.

**6 juillet 1806.** — Le général Molitor délivre Raguse, où les Russes et les Monténégrins assiégeaient du côté de la terre le général Lauriston, qui s'y trouvait renfermé avec une seule brigade d'infanterie, tandis que les Anglais le bloquaient du côté de la mer. Le général Molitor arriva au secours de Lauriston à la tête de 4,000 hommes, emporta le camp retranché des Russes et des Monténégrins, dégagea la garnison et fit passer au fil de l'épée un grand nombre de Monténégrins. Un vaillant soldat franc-comtois, le colonel Minal, du 23<sup>e</sup> de ligne, fut cité dans le rapport de Molitor, comme s'étant tout particulièrement distingué par son audacieuse bravoure. (Voir 17 mai.)

**7 juillet 1794.** — Combat de Sombref : après la bataille de Fleurus, la brigade Lecourbe s'élança à la poursuite de Beaulieu, l'atteignit à Sombref, l'en débusqua malgré la nombreuse artillerie qui en couvrait les hauteurs, le mit en pleine déroute et lui fit 800 prisonniers. Quelques jours

après, le 17 juillet, la brigade Lecourbe se signalait encore à la prise de Namur.

8 juillet 1845. — Mort à Paris de Philippe-Gabriel duc de Marmier, né à Ray-sur-Saône le 20 juin 1783. Chambellan de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>, membre de la chambre des représentants pendant les Cent jours, membre de la chambre des députés sous Louis-Philippe, général d'une brigade de la garde nationale parisienne, commandeur de la Légion d'honneur, il commandait les gardes nationales de la Haute-Saône qui allèrent s'enfermer dans Huningue, place que vinrent assiéger 20,000 alliés, et qui fut défendue si vaillamment par le général Barbanègre jusqu'au 27 août 1815. On voit son buste à Vesoul, dans la salle du conseil général.

9 juillet 1809. — Mort de Jacques-Joseph Oudet, colonel d'infanterie, officier de la Légion d'honneur. Né à Maynal, près Beaufort, le 18 octobre 1772, le colonel Oudet, officier supérieur d'une bravoure chevaleresque, avait été blessé mortellement à la bataille de Wagram (6 juillet). Charles Nodier lui a consacré un chapitre dans son ouvrage intitulé *Souvenirs, portraits, épisodes de la révolution et de l'empire*.

10 juillet 1810. — Prise de Ciudad-Rodrigo par le maréchal Ney; 7,000 hommes mirent bas les armes, 125 bouches à feu et une grande quantité de munitions de guerre restèrent en notre pouvoir; le siège dura depuis le 15 juin. Les généraux franc-comtois Rutty et Ferey furent cités dans le rapport du maréchal comme s'étant tout particulièrement distingués, et reçurent les éloges du maréchal Masséna, commandant en chef. Bonaventure Ferey, brillant officier général, était né à Gray; il se fit remarquer dans la campagne de 1807, à Eylau, à Lomitten, etc., et servit avec la plus grande distinction en Portugal, pendant les années 1810 et 1811; il s'y signala notamment à la bataille de Busaco (27 septembre 1810), au combat de Foz d'Arunce, à la bataille de Fuentes de Oñoro, etc. Il fut tué à la bataille de Salamanque ou des Arapiles, le 22 juillet 1812. (Voir 24 avril.)

11 juillet 1815. — Armistice conclu entre le corps d'observation du Jura commandé par Lecourbe, et le corps d'armée autrichien commandé par le comte Colloredo. Les Autrichiens avaient passé le Rhin à Bâle le 26 juin, et étaient arrivés devant Belfort le 4 juillet, après avoir été battus à Dannemarie, à Roppes, à Monthéliard, etc. Toutes leurs tentatives sur Belfort furent inutiles, et cette place resta française, grâce aux habiles dispositions de son illustre défenseur.

12 juillet 1800. — Lecourbe se rend maître d'Immenstadt et de la

vallée de Brégentz, et s'établit sur les derrières de Feldkirch, dans une position d'où il peut couper la retraite aux troupes ennemies qui occupent cette ville ; la veille, il avait emporté les retranchements de Fuessen. Après le combat d'Oberhausen (27 juin), Lecourbe avait reçu l'ordre de franchir le Lech pour se porter sur le Woralberg et le pays des Grisons, et ce mouvement fut exécuté avec une remarquable promptitude et une rare intelligence.

**13 juillet 1794.** — Les armées de la Moselle et du Haut-Rhin, commandées par Michaud, attaquent l'ennemi, et leur principal effort porte sur le centre des Vosges, dans le but de s'emparer des passages. A la suite de cette heureuse tentative, qui amena la retraite générale des armées coalisées au delà de Frankenthal, le comité ordonna au général en chef une diversion sur Trèves, et quelque temps après, les coalisés n'avaient plus sur la rive gauche du Rhin que Luxembourg et Mayence.

**14 juillet 1800.** — Prise de Feldkirch par le général de division Lecourbe ; tous les retranchements qui en défendaient les approches furent enlevés au pas de charge ; 1,300 prisonniers et une partie de l'artillerie ennemie restèrent entre nos mains, le Woralberg et le pays des Grisons furent conquis, et les communications furent assurées entre l'armée du Rhin et celle d'Italie. Position de la plus haute importance, cette formidable place du Tyrol avait été vainement attaquée par Masséna le 23 mars de l'année précédente. Le lendemain, Lecourbe était à Coire, et il prenait ses dispositions pour pénétrer dans l'Engadine, lorsque la nouvelle de l'armistice de Parsdorf, conclu entre Moreau et Kray, vint suspendre ses opérations.

**15 juillet 1794.** — Prise de Malines par Pichegru, général en chef de l'armée du Nord. Cette place avait déjà été prise par Dumouriez, le 16 novembre 1792. Les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse (Jourdan) venaient de faire leur jonction à Bruxelles, et avaient été acheminées l'une sur Anvers, l'autre sur la Meuse.

**16 juillet 1815.** — Prise de Salins par les alliés ; le général Laplane s'y défendit vaillamment avec son faible contingent de gardes nationales : le 2 juillet précédent, 500 soldats, commandés par le général Dessaix et protégés par des retranchements inachevés, avaient défendu pendant douze heures la position des Rousses, et Dessaix, obligé de céder à la supériorité du nombre, s'était replié sur Saint-Claude.

**17 juillet 1795.** — Prise de Vitoria, ville importante sur la route de Madrid à Bayonne, par l'armée des Pyrénées-Occidentales, alors sous les ordres du général en chef Moncey. Joseph Bonaparte y attendit les An-

glais en 1813 et y perdit une bataille (21 juin) qui décida l'expulsion des Français de la Péninsule.

18 juillet 1639. — Mort du duc Bernard de Saxe-Weymar ; le duc de Weymar, ayant le comte de Guébriant sous ses ordres, venait de dévaster la Franche-Comté ; il avait pris Pontarlier le 24 janvier, après avoir défait les troupes du prince de Lorraine, la ville et le château de Nozeroy le 4 février, et le fort de Joux le 14 février. Sa présence en Franche-Comté fut un véritable fléau, et le souvenir de ses cruautés s'est conservé dans la province. Par un traité signé à Saint-Germain le 26 octobre 1635, Weymar s'était engagé, moyennant une pension annuelle de quatre millions, à servir le roi de France et à tenir sur pied 12,000 fantassins et 6,000 cavaliers, avec une artillerie proportionnée, et à sa mort, Louis XIII conclut avec le major Erlac un traité par lequel il retint les troupes weymariennes à son service, et en donna le commandement au duc de Longueville.

19 juillet 1795. — L'armée des Pyrénées occidentales, commandée par le général Moncey, s'empare de Bilbao ; ce succès obligea les Espagnols d'abandonner la Biscaye et de se retirer derrière l'Ebre.

20 juillet 1796. — Combat de Canstadt ; après la prise de Stuttgart par Gouvion-Saint-Cyr (18 juillet), l'archiduc Charles voulut essayer de disputer le passage du Neckar, et se retrancha à Canstadt et à Esslingen ; la division Taponnier, à laquelle appartenait la brigade Lecourbe, reçut l'ordre d'enlever Canstadt ; au premier choc, l'ennemi fut rompu et culbuté, et l'archiduc, désespérant de défendre les rives du Neckar, les abandonna pour se retirer sur le Danube.

21 juillet 1812. — Combat de Castalla, à six lieues d'Alicante, livré par le général de brigade Delort qui commandait l'avant-garde de l'armée d'Aragon (7<sup>e</sup> de ligne, 24<sup>e</sup> dragons, un escadron du 13<sup>e</sup> cuirassiers et quatre bouches à feu). La déroute des Espagnols fut complète ; trois drapeaux, 3,000 prisonniers, deux pièces de canon et 10,000 fusils anglais restèrent entre nos mains. Un tableau de Langlois, qui se voit au musée de Versailles, a consacré le souvenir de cette brillante affaire.

22 juillet 1738. — Naissance à Lons-le-Saunier de Pierre-Alexis Petitjean, comte de Rotalier, maréchal de camp d'artillerie. Il commandait l'artillerie en Alsace lorsque la révolution éclata ; il émigra pour rejoindre l'armée de Condé, y servit avec distinction, et fut chargé d'organiser en Angleterre le régiment d'artillerie Rotalier. Il commanda en chef l'artillerie dans l'expédition de Quiberon (1795), y fut cité à l'ordre du jour et nommé maréchal de camp. Rentré en Angleterre après l'évacuation de

Quiberon, il fut envoyé en Portugal avec son régiment, fut licencié après le traité d'Amiens (1802), revint en France et mourut à Paris le 10 septembre 1807.

**23 juillet 1815.** — Ordre du jour par lequel Lecourbe, général en chef de l'armée d'observation du Jura, fait sa soumission à Louis XVIII. « Vous connaissez tous l'invasion de la France par les armées alliées, le retour de Louis XVIII dans la capitale; dix combats soutenus des portes d'Huningue jusque sous les murs de Belfort, ont prouvé à l'ennemi que vous aviez conservé la bravoure et l'honneur français; aujourd'hui que la guerre n'a plus de but, que le roi s'occupe à régulariser son gouvernement, qu'attendons-nous de nous réunir à lui? etc. »

**24 juillet 1815.** — Ordonnance royale qui expulse le maréchal Moncey, duc de Conegliano, de la chambre des pairs.

**25 juillet 1799.** — Bataille d'Aboukir; le général du génie Crestin y est blessé mortellement. Appelé à l'expédition d'Egypte et comme savant et comme colonel du génie, il avait succédé comme chef du génie de l'armée au général Caffarelli, tué devant Saint-Jean-d'Acre le 27 avril 1799. Simon Crestin était né à Gray, et avait été blessé à la défense de Kehl (1797). Pour honorer la mémoire du général Crestin, on donna son nom à un des forts d'Alexandrie qu'il avait fait construire; ce nom a été conservé. Le général de brigade Crestin, écrivait le général en chef Bonaparte en rendant compte de la victoire d'Aboukir, était l'officier qui possédait le mieux la science difficile du génie.

**26 juillet 1636.** — Siège de Dole; les Dolois incendient les travaux des soldats de Condé. Les assiégeants s'avançaient vers la pointe du bastion du vieux château, dont les murs abattus devaient combler le fossé et faciliter un nouvel assaut, et ils avaient gagné pied à pied le fossé par lequel ils espéraient pénétrer dans la ville; la brillante sortie du 20 juillet, commandée par le capitaine Dusillet, avait retardé les progrès de l'ennemi, mais ne l'avait point découragé; l'embrasement du 26 juillet opéra si bien que le lendemain matin on vit à découvert le pied du bastion.

**27 juillet 1794.** — Prise de la citadelle d'Anvers par Pichegru, général en chef de l'armée du Nord. La citadelle d'Anvers avait déjà été prise le 29 novembre 1792, par le général Labourdonnaye; en 1814, elle fut défendue par Carnot, qui en fit lever le siège le 6 février; le maréchal Gérard s'en empara de nouveau le 23 décembre 1832.

**28 juillet 1794.** — Prise de l'île de Cadsand par l'armée du Nord, commandée par Pichegru. Moreau y trouva 70 pièces de canon. Carnot avait prescrit à Pichegru de longer les côtes et de s'emparer des ports, et le



général en chef avait confié cette tâche à une partie de son armée sous les ordres de Moreau. Cet illustre lieutenant de Pichegru s'était déjà rendu maître de Nieuport (18 juillet), dont la garnison, forte de 2,000 hommes, avait mis bas les armes, et il avait trouvé dans cette place 60 pièces de canon.

29 juillet 1895. — Henri IV investit Besançon ; les gouverneurs font respecter leur neutralité moyennant 100,000 francs. Le roi de France savait que les Suisses voulaient intervenir en faveur de la cité impériale, et la crainte de se brouiller avec ces utiles et redoutables alliés lui fit accepter l'offre des Bisontins.

30 juillet 1755. — Naissance à Pesmes du général de division André Poncet, mort à Montmirey-le-Château le 23 juillet 1838. Général de brigade le 19 mars 1794, général de division le 11 octobre suivant, il fut blessé à Fleurus, et prit une part glorieuse au siège de Maëstricht du 23 octobre au 4 novembre ; la conduite du siège était confiée au général Kléber, et Poncet fut chargé de l'attaque dirigée contre le fort Saint-Pierre. Le général Marceau ayant été blessé mortellement au combat d'Altenkirchen (19 septembre 1796), Poncet le remplaça quelque temps dans le commandement de l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il était maire de Pesmes à l'époque de l'invasion (1814), et rendit de nombreux services à son pays natal en le protégeant contre les réquisitions ruineuses et sans cesse renaissantes des troupes alliées ; arrêté à la suite d'une vive altercation qu'il eut avec le général autrichien Wimpffen, il fut conduit en Hongrie, et y resta cinq mois détenu dans une forteresse. M. Armand Marquiset a publié une notice historique sur le général Poncet. (Voir 3 juin et 23 juin.)

31 juillet 1754. — Naissance à Palise, près Marchaux, de Bon-Adrien Jannot de Moncey, duc de Conegliano. Général de brigade à l'armée des Pyrénées-Occidentales le 19 février 1794, général de division et commandant en chef la même année, employé en 1800 à l'armée d'Italie, commandant du corps de troupes françaises dans la république cisalpine le 1<sup>er</sup> juillet 1801, maréchal de l'empire le 19 mai 1804, commandant du corps d'observation des côtes de l'Océan, à la tête duquel il pénétra en Espagne le 9 janvier 1808, commandant en chef de l'armée de réserve des Pyrénées le 16 novembre 1813, major général de la garde nationale parisienne le 8 janvier 1814, commandant en chef du quatrième corps de l'armée des Pyrénées en 1823, gouverneur des Invalides en 1833, duc de Conegliano en 1808, grand'croix de la Légion d'honneur, grand'croix de Saint-Louis, pair de France en 1815 et en 1819, il mou-

rut le 20 avril 1842. En 1845, Moncey fut destitué et enfermé trois mois à Ham pour avoir refusé de présider le conseil de guerre chargé de juger le maréchal Ney. Le 15 décembre 1840, il reçut aux Invalides les cendres de Napoléon I<sup>er</sup>. (Voir 12 janvier, 12 février, 21 février, 21 avril, 24 juin.)

## AOUT.

1<sup>er</sup> août 1664. — Bataille de Saint-Gothardt, gagnée sur les Turcs par les impériaux, que commandait Montecuculli. Secondé par 6,000 Français et par le prince Charles-Léopold, neveu du duc de Lorraine, Jean-Charles-Marie de Fabert, capitaine lorrain, y combattit vaillamment. Fabert appartient à notre province par son mariage avec la fille d'un bailli de Luxeuil, où sa descendance se perpétue. Il était le trisaïeul de Jean-Joseph de Fabert, magistrat municipal, qui fut si dévoué lors du triste épisode du 21 juillet 1789. Deux fils de Jean-Joseph de Fabert se sont illustrés dans la carrière des armes; Antoine-Charles-Joseph, lieutenant-colonel d'artillerie (voir 8 mars), et Jean-Baptiste-Gabriel, chef de bataillon d'infanterie. Né à Luxeuil le 27 janvier 1786, il fit avec distinction toutes les guerres de l'empire, fut plusieurs fois blessé, grièvement surtout à la bataille de Wagram (6 juillet 1809), et mourut à l'île Bourbon le 17 février 1846.

1<sup>er</sup> août 1777. — Naissance à Lons-le-Saunier de Jean-Louis Pisler, chef d'escadron, officier de la Légion d'honneur. Il prit un drapeau et fut blessé au combat de Loubi, près Nazareth, livré par le général Junot le 8 avril 1799, et fut de nouveau blessé aux batailles du Mont-Thabor (16 avril 1799), et de Medina del Rio Seco (14 juillet 1808).

2 août 1297. — Les barons comtois se liguent avec Edouard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, alors en guerre avec le roi de France, Philippe le Bel. Par le traité de Vincennes (2 mars 1295), Othon IV, comte de Bourgogne, avait déclaré abandonner son comté à sa fille aînée Jeanne, fiancée depuis 1291 au second fils de Philippe le Bel; il avait déshérité ses autres enfants nés ou à naître, et n'avait fait aucune réserve des droits de l'empire. A la publication de ce traité, les barons s'agitèrent et jurèrent de ne jamais reconnaître le roi de France comme souverain; de son côté, l'empereur Adolphe de Nassau, qui avait remplacé Rodolphe de Hapsbourg (1291), confisqua le comté de Bourgogne et le réunit au domaine impérial. Sans perdre de temps, Philippe le Bel fit envahir la province, et les troupes françaises s'emparèrent des châteaux et villes du domaine d'Othon. Après la réconciliation d'Edouard I<sup>er</sup> et de Philippe le Bel et la

déposition de l'empereur Adolphe de Nassau (1298,) la confédération, abandonnée de l'Angleterre et de l'empire, n'eut plus qu'à se soumettre, et la paix se fit en 1304, aux conditions imposées par Philippe le Bel et alors que le pays était couvert de ruines.

3 août 1796. — Prise d'Heidenheim, position importante en avant de Neresheim, par l'avant-garde de l'armée du Rhin, placée sous les ordres du général de brigade Lecourbe. Quelques jours après, Lecourbe eut une glorieuse part à la bataille de Neresheim (14 août); posté à Dunstelkingen, il y fut attaqué par une formidable colonne autrichienne; mais la supériorité numérique des assaillants se brisa contre l'héroïque résistance du général franco-comtois. Le général en chef Moreau avait franchi le Neckar le 22 juillet et poussé l'archiduc Charles jusque sur le Danube. La journée de Neresheim fut indécise; toutefois, l'archiduc passa les ponts du Danube, les fit sauter et se retira derrière le Lech.

4 août 1794. — Moncey, général de division à l'armée des Pyrénées-Occidentales, alors commandée par Muller, prend la ville et la citadelle de Saint-Sébastien et 200 bouches à feu. Cette place fut prise de nouveau par les Français en 1808 et le 27 septembre 1823. Du 30 juin au 8 septembre 1813, le général Rey y soutint un siège mémorable contre l'armée anglaise. L'armée des Pyrénées-Occidentales avait déjà pris Fontarabie le 1<sup>er</sup> août, et le 5 elle s'emparait de Tolosa.

5 août 1770. — Naissance à Saint-Amour de Claude-Marie Meunier, général de division, baron de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, mort à Paris en 1845. Après s'être signalé en Allemagne à la tête du 9<sup>e</sup> léger, de la vaillante division Dupont, à Haslach (8 octobre 1805), à Elchingen (14 octobre 1805), à Diernstein (11 novembre 1805), à Halle (17 octobre 1806), à Mohrungen (25 janvier 1807), à Braunsberg (26 février 1807), à Friedland (14 juin 1807), où sa division culbuta la garde russe, etc., il fut envoyé en Espagne avec son régiment, y servit avec la plus grande distinction sous les ordres du maréchal Victor, et s'y fit remarquer à Uclès, à Medellin, à Talaveira de la Reina (28 juillet 1809), etc. Pendant la campagne de France, il commandait une division de la jeune garde et combattit glorieusement à Brienne (29 janvier), à la Rothière (1<sup>er</sup> février), à Montmirail (11 février), à Vauchamps (14 février), à Craonne (7 mars) et à Laon (9 mars). Le général Meunier avait épousé une des filles du célèbre peintre David. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Etoile. (Voir 13 janvier et 28 mars.)

6 août 1784. — Naissance à Pesmes de Joseph Petetin, colonel, aide de camp du roi Murat, officier de la Légion d'honneur, tué à la bataille de

Leipzig le 18 octobre 1813. Officier supérieur du plus rare mérite, le colonel Petetin se distingua surtout dans la campagne de Russie et dans les luttes héroïques de 1813. Sa brillante conduite lui avait valu le grade d'officier de la Légion d'honneur sur le champ de bataille de Dresde (27 août 1813).

7 août 1595. — Prise d'Arbois ; Henri IV y fit son entrée le lendemain. Assiégé par l'avant-garde de l'armée royale, placée sous les ordres du maréchal de Biron, Arbois fut vaillamment défendu pendant quatre jours par un Arboisien, le capitaine Joseph Morel. Biron, furieux de l'audacieuse résistance que lui avait opposée une poignée d'hommes, fit pendre le capitaine Morel, au mépris de la capitulation signée de sa main. M. Bousson de Mairat a publié sous ce titre : *Le capitaine Morel, ou le siège d'Arbois en 1595*, une relation détaillée de cette page, la plus belle de l'histoire militaire d'Arbois, et l'une des plus glorieuses des annales de la Franche-Comté.

8 août 869. — Lothaire, roi de Lorraine, meurt sans postérité ; ses oncles Charles le Chauve et Louis le Germanique se partagèrent sa succession au détriment de son frère, l'empereur Louis II, occupé en Italie, et la haute Bourgogne (Franche-Comté) se trouva fractionnée d'une manière bizarre : les comtés de Varasque, de Scodingue et d'Amaous entrèrent dans le lot de Louis le Germanique, avec les abbayes de Lure, Luxeuil, Baume-les-Dames, Faverney, Château-Chalon ; Charles le Chauve eut le comté de Port, Besançon et l'abbaye de Saint-Claude.

9 août 1794. — Prise de Trèves par Michaud, général en chef des armées du Haut-Rhin et de la Moselle. Après l'heureuse attaque du 13 juillet, le comité lui avait donné l'ordre de s'emparer de cette capitale pour punir l'électeur.

10 août 1772. — Naissance à Senoncourt, près Amance, du lieutenant-colonel de cavalerie Pierre-François Aimé, officier de la Légion d'honneur, mort à Vesoul le 4 décembre 1840. Il se signala particulièrement à Saint-Michel, à Raab (14 juin 1809), à la Moskowa (7 septembre 1812), à Hanau (30 octobre 1813), où il fit prisonnier un bataillon auquel il enleva un drapeau et deux canons ; il reçut en récompense de cette action d'éclat la croix d'officier de la Légion d'honneur. (Voir 25 mai.)

11 août 1766. — Naissance à Rotalier, près Beaufort, d'Alexis-Charles-Félix comte de Rotalier, maréchal de camp, commandeur de la Légion d'honneur, mort en 1854. Capitaine d'artillerie en 1791, il émigra et servit avec distinction dans l'armée de Condé : capitaine au régiment d'artillerie Rotalier, au service britannique, il prit part à l'expédition de

Quiberon (30 juillet 1795), et suivit son régiment en Portugal. Maréchal de camp en 1814, il commanda le département du Doubs en 1815, et fut chargé du licenciement de la garnison de Besançon et de l'organisation des légions du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura. Il fut appelé successivement au commandement des divers départements de la Haute-Marne, de la Vienne, etc., et apaisa à Poitiers, en 1820, deux insurrections des élèves des écoles de droit et de médecine.

12 août 1595. — Henri IV se présente sous les murs de Poligny ; les habitants, sommés d'ouvrir leurs portes s'ils voulaient s'épargner les horreurs d'un assaut, envoyèrent une députation composée des notables pour offrir une contribution que le roi de France fixa à 20,000 écus. Au sortir de Poligny, Henri IV se dirigea sur Lons-le-Saunier.

13 août 1493. — Lettres patentes par lesquelles Maximilien d'Autriche, époux de Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, déclare les villages, fermes et maisons de la seigneurie de Poligny, exempts à perpétuité du logement des gens de guerre, de corvées et de travaux ailleurs qu'au château de cette ville.

14 août 1636. — Condé lève le siège de Dole ; il durait depuis deux mois et demi : la ville fut vaillamment défendue par le colonel de la Verne, auquel Philippe IV donna en récompense le titre de comte. Un illustre président du parlement de Dole, Jean Boyvin, a publié sous ce titre, le *Siège de la ville de Dole, capitale de la Franche-Comté, et son heureuse délivrance*, la relation de ce siège à jamais célèbre dans les fastes militaires de notre province.

15 août 1782. — Siège de Gibraltar par le duc de Crillon : essai infructueux des batteries flottantes inventées par le général d'Arçon. Le duc de Crillon venait d'enlever Minorque aux Anglais, et la cour d'Espagne avait accueilli avec une sorte d'enthousiasme le projet d'Arçon. Dans un ouvrage publié quelque temps après, sous le titre de *Conseil de guerre privé, etc.*, d'Arçon persista à présenter l'attaque par mer comme la seule à employer pour réduire Gibraltar. (Voir 1<sup>er</sup> juillet.)

16 août 1800. — Combat de Kosseir, port sur la mer Rouge. Les Anglais y firent une descente avec des bâtiments et des troupes de débarquement expédiés de l'Inde ; l'adjudant général Donzelot, qui commandait ce poste important et n'avait avec lui que 600 hommes, repoussa les Anglais, qui furent fort maltraités et obligés de se rembarquer précipitamment ; le capitaine du génie Bachelu fut cité dans le rapport de Donzelot comme s'étant particulièrement distingué. L'année précédente, l'adjudant général Donzelot, chef d'état-major du général Desaix, avait été

chargé de s'emparer du port de Kosseir avant l'arrivée des Anglais.

17 août 1794. — Le général Moncey est appelé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales ; il avait été nommé divisionnaire le 9 juin précédent.

18 août 1867. — Inauguration à Poligny de la statue du général de division Travot, baron de l'empire, pair de France. (Voir 6 janvier.)

19 août 1773. — Naissance aux Gras, près Morteau, de Louis-Emanuel Bobillier, lieutenant-colonel d'artillerie, officier de la Légion d'honneur. Après avoir été employé aux armées du Rhin et d'Italie, il fut envoyé en Portugal et en Espagne, y servit de 1807 à 1814, prit part aux sièges de Gironne (10 décembre 1809) et de Tarragonè (28 juin 1811), et fut cité dans le rapport du général Baraguey d'Hilliers sur le combat livré sous Figuières (3 mai 1811). Nommé lieutenant-colonel le 13 janvier 1822, il commanda en second l'école d'Auxonne, puis celle de Besançon, et mourut à Vesoul le 3 décembre 1848.

20 août 1595. — Henri IV fait son entrée à Lons-le-Saunier et en repart le même jour. Irrité de l'évasion du baron de Pymorin, commandant de la place, qui l'avait appelé le Béarnais, le roi de France viola la convention qu'il venait de signer, de passer outre moyennant une rançon de 25,000 écus et une caution de 12 otages, pénétra dans la ville par trahison, et y laissa d'Aussonville, qui acheva de la piller et l'incendia avant de l'évacuer. La campagne du roi de France en Franche-Comté avait duré deux mois : il avait envahi cette province après le combat de Fontaine-Française, à la tête d'une armée de 25,000 hommes, et les hostilités avaient eu pour principal théâtre le bailliage d'Aval.

21 août 1755. — Naissance à Charentenay, près Gray, d'Antoine-François-Eléonore-Angélique de Jaquot-Rouhier, marquis d'Andelarre, général inspecteur des gardes nationales de la Côte-d'Or en 1815, mort à Vesoul le 30 octobre 1846. Il était chef d'escadron à l'époque de la révolution, et émigra pour faire partie de l'armée de Condé. Son fils, M. Jules d'Andelarre, est député de la Haute-Saône au Corps législatif ; on a de lui quelques brochures : *Etudes sur la question du travail dans ses rapports avec la législation ; Du vingtième des produits forestiers ; Lettre à M. le Directeur général des forêts, etc.* La marquise d'Andelarre a composé sous ce titre : *Heures choisies ou recueil de prières pour tous les besoins de la vie*, un livre de piété qui a eu un nombre considérable d'éditions.

22 août 1639. — Le marquis de Villeroi part de Lons-le-Saunier, se dirigeant sur la forteresse de Vire-Châtel ; le 23, il incendie le village de Dompierre, où il avait passé la nuit, et arrive à Orgelet, et le 24, il investit

Vire-Châtel, dont il s'empare et dont il ordonne la démolition immédiate, ainsi que l'incendie de cinq villages des environs faisant partie de la baronnie de Vire-Châtel. Elle appartenait au baron d'Arnans, commandant des corps francs organisés au début de la guerre de dix ans. Le baron César du Saix d'Arnans joignait la bravoure du soldat à l'habileté du chef; il harcelait sans relâche le général français, dont il arrêtait les convois et épuisait les troupes, et Villeroi avait à s'en venger.

23 août 1835. — Mort à Gray-la-Ville de Nicolas-Martin Barthelemy, général de brigade, baron de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, né à Gray le 6 février 1765. Après avoir servi aux armées du Nord, de l'Ouest et d'Italie, il fit avec une grande distinction la campagne d'Egypte, y fut nommé colonel du 15<sup>e</sup> dragons, et s'y signala notamment au combat d'Alexandrie (21 mars 1801). Il fut si grièvement blessé à la bataille de Pultusk (26 décembre 1806) que dans le bulletin de la journée on le comprit au nombre des morts. Nommé général de brigade après cette bataille, il fut plus tard employé en Espagne, où il séjourna trois ans, commanda le département du Gard en 1812, et fut chargé de la défense de Spandau (13 avril 1813).

24 août 1793. — Entrée à Marseille du général Carteaux. A la suite des événements du 31 mai, Marseille s'insurgea, leva plusieurs bataillons et les envoya au secours de Lyon. Le général Carteaux, détaché de l'armée des Alpes, s'avança à la rencontre des Marseillais, les battit à Orange, les chassa d'Avignon, les battit encore à Cadenet, à Salon, et pénétra dans leur ville après les avoir défaits une dernière fois sur les hauteurs de Septèmes. Jean-François Carteaux était né à Aillevans, près Villersexel, en 1751; il eut le commandement des côtes de Normandie en 1794, contribua à réprimer l'insurrection qui éclata à Paris le 13 vendémiaire an iv (5 octobre 1795), fut administrateur de la principauté de Piombino en 1804, et mourut en 1813.

25 août 1792. — Naissance à Dole de Charles-François Rabusson, lieutenant-colonel d'infanterie, officier de la Légion d'honneur. Sorti de Saint-Cyr en 1812, il se signala à Leipzig (18 octobre 1813), où il reçut la croix de la Légion d'honneur des mains de l'empereur, fit avec distinction la campagne de France, fut blessé à Champ-Aubert (10 février 1814), et combattit à Waterloo. En 1823, il fit la campagne d'Espagne et fut blessé de deux coups de feu devant Pampelune. Chef de bataillon le 6 mars 1828, il se fit encore remarquer au siège d'Anvers (1832) par son intelligence et sa bravoure, fut nommé lieutenant-colonel le 31 décembre 1835, et mourut le 14 août 1841.

26 août 1794. — Prise de l'Ecluse par l'armée du Nord, après vingt-deux jours de siège. La garnison, forte de 2,000 hommes, se constitua prisonnière de guerre, et les Français trouvèrent dans la place 150 bouches à feu, 8,000 fusils, 8 drapeaux et 100 milliers de poudre. Le général en chef Pichegru avait laissé à Moreau une partie de ses troupes pour s'emparer des ports, et Moreau rentra en ligne après la conquête de l'Ecluse.

27 août 1865. — Inauguration à Salins de la statue de Jean-Joseph Cler, général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur, tué à la bataille de Magenta le 4 juin 1859. Né à Salins le 10 décembre 1814, Cler sortait de Saint-Cyr en 1834. Après avoir servi avec distinction en Afrique, il fit la campagne de Crimée et se couvrit de gloire aux batailles de l'Alma (20 septembre 1854), d'Inkermann (5 novembre) et de la Tchernaiâ (16 août 1855.) Il était promu au grade de général de brigade le 5 mars 1855, et il commandait une brigade de la garde impériale au début de la campagne d'Italie. Son buste en marbre a pris rang à Versailles parmi les glorieuses illustrations de la France. Le général Cler a publié : *Souvenirs d'un officier du 2<sup>e</sup> zouaves*.

28 août 1864. — Inauguration à Besançon de la statue de Claude-Pierre Pajol, général de division, comte de l'empire, pair de France. (Voir 3 février.)

29 août 1816. — Le général de division comte Morand est condamné à mort par contumace par un conseil de guerre formé à la Rochelle. (Voir 4 juin.)

30 août 1483. — Mort de Louis XI ; quelque temps après, les états de la Franche-Comté arrêtaient que son successeur, Charles VIII, serait reconnu pour le souverain du pays, et qu'on lui prêterait serment de fidélité : à la mort de Charles le Téméraire (5 janvier 1477), les états de Dole avaient fait à Louis XI la cession de la Comté pour la garder au profit de sa légitime héritière, Marie de Bourgogne (18 février 1477), et le roi de France en avait donné le commandement au sire de Craon ; mais les exactions de ce gouverneur y avaient bientôt amené la révolte, et quelques mois après, Louis XI perdait cette province. Charles d'Amboise, successeur du sire de Craon, avait repris l'offensive en Franche-Comté (1479) et en avait fait la soumission ; enfin, par le traité d'Arras (22 décembre 1482), Marguerite, fille de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne, avait été fiancée au dauphin, depuis Charles VIII, et devait lui apporter en dot la Franche-Comté.

31 août 1789. — Naissance à Héricourt de Pierre-Frédéric Minal, chef de bataillon et officier de la légion d'honneur ; admis à la retraite en



1815, il fut député de la Haute-Saône à l'Assemblée constituante (1848), où il fit partie du comité de la guerre. Son père, colonel d'infanterie, baron de l'empire, est l'une des plus glorieuses illustrations militaires de notre province.

## SEPTEMBRE.

1<sup>er</sup> septembre 1750. — Naissance à Rochefort de Jean-François Thomassin, chirurgien en chef aux armées des Côtes, du Danube et d'Helvétie ; officier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie de médecine, membre correspondant de l'Institut (section de chirurgie), mort à Besançon le 25 mars 1828. Outre d'utiles observations consignées dans les journaux de médecine, ses belles expériences sur la structure de l'œil et les diverses maladies dont cet organe peut être affecté, et enfin divers mémoires, il a publié : *Description abrégée des muscles* ; *Dissertation sur l'extraction des corps étrangers des plaies* ; *Dissertation sur le charbon malin*, etc.

2 septembre 1289. — Othon IV, comte palatin de Bourgogne, promet à l'empereur Rodolphe de Hapsbourg de lui faire hommage-lige ainsi que ses prédécesseurs, et le 20 septembre, il accomplit sa promesse à Bâle. Othon IV avait succédé à sa mère, la comtesse palatine Alix de Méranie, morte le 8 mars 1279, et avait épousé Mahaut d'Artois en 1285 ; dès lors, il y eut en Comté le parti français et le parti impérial, et pour dissiper la coalition formée par le parti français, l'empereur Rodolphe venait de pénétrer dans le Comté à la tête de 20,000 hommes.

3 septembre 1672. — Les villes de la Franche-Comté s'assemblent sans convocation à Besançon, sauf Pontarlier, Orgelet, Quingey et Fautigny. Le gouverneur Quiñones, après avoir refusé de recevoir toute députation d'une assemblée illégale, se transporte en personne pour la dissoudre ; mais messieurs de Besançon, redoutant la violation de leur territoire privilégié, intervinrent en facilitant l'évasion des plus compromis, entre autres de ceux de Vesoul, et les députés parvinrent à rédiger une protestation qu'ils répandirent dans la province. Les charges du pays étaient énormes, et l'indignation était générale. Vesoul avait refusé l'impôt, et quatre compagnies de cavalerie étaient dirigées contre cette ville pour y opérer le recouvrement par voie d'exécution militaire.

4 septembre 1797 (18 fructidor an v.) — Coup d'Etat contre deux membres du Directoire et contre ceux des membres du conseil des Anciens et du conseil des Cinq-Cents qu'on accusait d'être favorables au

rétablissement de la royauté; chute du parti clichien. Le général Pichegru, membre du conseil des Cinq-Cents, qui était à la tête de la contre-révolution, fut condamné à la déportation, conduit à Cayenne et enfermé au fort de Sinnamari.

5 septembre 1768. — Naissance à Villevieux près Bletterans, de Claude-Etienne Guyot, général de division de cavalerie, comte de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, mort à Paris le 28 novembre 1837. Après avoir fait avec distinction la campagne de Russie, il commanda la division des dragons de la garde dans la campagne de France, s'y signala notamment à la Rothière (1<sup>er</sup> février), à Montmirail (11 février), à Vauchamps (14 février), etc., et reçut plusieurs blessures à Waterloo. En 1830, il eut le commandement de la 10<sup>e</sup> division militaire (Toulouse).

6 septembre 1673. — Un Français est surpris dans le voisinage de Besançon, en flagrant délit de reconnaissances militaires; c'était le nommé Storf, dont la captivité à Besançon est relatée par Pélisson dans ses lettres historiques. Storf était porteur de cartes et de notes concernant les communications stratégiques. Les co-gouverneurs et les notables interdirent sur l'heure la sortie de toutes munitions de guerre ou de bouche.

7 septembre 1812. — Bataille de la Moskowa, défaite du généralissime Kutusow, ayant sous ses ordres les deux armées de Barclay de Tolly et de Bagration; l'héroïque division Morand, chargée de l'attaque de la grande redoute, s'en empara à la baïonnette et souffrit cruellement; son chef y fut grièvement blessé; reprise par les Russes, la grande redoute fut définitivement conquise par les cuirassiers de Caulaincourt. La grande armée entra le 14 à Moscou.

8 septembre 1793. — Bataille d'Hondschoote, livrée par le général Houchard, défaite du duc d'York, délivrance de Dunkerque; Lecourbe, commandant du 7<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Jura, s'y couvrit de gloire; chargé d'attaquer deux escadrons hanovriens qui s'étaient hasardés dans une position où ils pouvaient être tournés, il en détruisit une partie et fit le reste prisonnier.

9 septembre 1753. — Naissance à Vadans-lez-Arbois du général d'artillerie Mathieu Péalardy. Il se signala notamment à l'attaque de la Pointe-à-Pitre, fut après cette affaire nommé général de division, le 5 juillet 1794, et un décret de la Convention déclara qu'il avait bien mérité de la patrie; le 7 octobre suivant, il obligea le général Graham à mettre bas les armes avec 4,500 hommes; deux mois après, il s'empara

du fort Saint-Charles, et la conquête de la Guadeloupe fut assurée à la France. Il repassait en France en 1801, lorsqu'il fut fait prisonnier par les Anglais.

*10 septembre 1793.* — Combat des gorges d'Ollioules. Toulon avait pris part à l'insurrection de Marseille ; elle reçut dans ses murs les principaux sectionnaires marseillais, et, de concert avec eux, les Toulonnais appelèrent les Anglais et leur livrèrent la place le 27 août. Le général Carteaux se porta de Marseille sur le Beausset, accompagné des représentants du peuple Albitte, Gasparin et Salicetti, et observa les gorges d'Ollioules dont l'ennemi était maître ; le 10 septembre il s'en empara, et s'établit au débouché de ces gorges en vue de Toulon. La Convention nomma Carteaux commandant en chef de l'armée de siège ; quelque temps après il fut remplacé. (Voir 24 août.)

*11 septembre 1669.* — Le prince d'Aremberg, gouverneur de la Franche-Comté, déclare qu'il se considère comme irresponsable de la sûreté de Besançon ; Messieurs, s'appuyant sur le privilège de n'admettre des troupes à Besançon qu'au seul cas d'imminent péril, venaient d'avertir le prince que le traité passé pour le logement du régiment de Soye expirait le 1<sup>er</sup> octobre suivant, et qu'ils ne voulaient point le renouveler.

*12 septembre 1813.* — Le général Lecourbe, retiré à Ruffey (Jura), reçoit l'ordre du ministre de la police de se rendre à Bourges, pour y résider sous la surveillance de l'autorité locale. Huit ans auparavant, le 1<sup>er</sup> septembre 1805, Lecourbe, qui résidait à Soisy-sous-Etioles (Seine-et-Oise), avait reçu l'ordre de se retirer dans le Jura.

*13 septembre 1813.* — Le maréchal Suchet livre au col d'Ordal un brillant combat, où se distingue tout particulièrement le général Delort ; l'avant-garde anglaise, forte de plus de 5,000 hommes, occupant une position formidable, fut mise dans une déroute complète, et poursuivie par la cavalerie du général Delort, qui ramena 4 pièces de canon et 500 prisonniers. Le duc d'Albuféra avait quitté Valence dans les premiers jours de juillet, et avait évacué Tarragone le 18 août, après en avoir fait sauter les fortifications.

*14 septembre 1854.* — Mort de Pierre-Antoine Lyautey, né à Vellefaux près Vesoul, en 1761. Commissaire des guerres en 1792, il fut employé aux armées du Rhin et des Alpes, et fut nommé l'année suivante commissaire ordonnateur de la 6<sup>e</sup> division militaire (Besançon). Appelé successivement au ministère de la guerre, à la réserve de l'armée d'Allemagne, puis à celle de l'armée d'Espagne, et envoyé en Hollande pour

y remplir l'emploi d'ordonnateur en chef et y organiser les services, il rentra dans la 6<sup>e</sup> division militaire en 1810 ; en 1812, le ministre Clarke lui confia l'organisation des équipages de l'armée, et pendant les quatre mois que dura le blocus de Besançon (1814), il seconda activement le général Marulaz. L'ordonnateur Lyautey a laissé quatre fils : Just Lyautey, né le 1<sup>er</sup> septembre 1787, capitaine d'infanterie, tué en Espagne à l'âge de vingt-quatre ans ; Hubert-Joseph Lyautey, général de division, grand-officier de la Légion d'honneur, sénateur ; Antoine-Nicolas Lyautey, général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur ; Charles-René Lyautey, intendant militaire, commandeur de la Légion d'honneur.

15 septembre 1780. — Naissance à Gézier, près Gy, de François-Daniel Thomassin, lieutenant-colonel du génie, officier de la Légion d'honneur, mort le 8 juin 1856. Il assista aux batailles d'Iéna (14 octobre 1806) ; de Friedland (14 juin 1807) ; aux combats de Prentzlow (29 octobre 1806) ; de Golymin (26 décembre 1806) ; de Hoff (6 février 1807) ; à la prise de Lübeck (6 novembre 1806) ; à celle de Saragosse (21 février 1809), où il fut grièvement blessé, etc. Désigné en 1812 pour accompagner le général comte Andréossy, nommé ambassadeur de France à Constantinople, il travailla à la carte topographique du Bosphore de Thrace et des environs de Constantinople.

16 septembre 1828. — Mort de François Bernard de Mongenet, général de brigade d'artillerie, baron de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, né à Vesoul en 1766. Après avoir fait la campagne d'Égypte, le commandant Mongenet fut chef de l'état-major d'artillerie de l'armée qui, sous les ordres de Mortier, fit son entrée à Hanovre le 5 juin 1803 ; il fit la campagne de Russie comme colonel, et fut nommé général de brigade après avoir assisté aux batailles de Lutzen (2 mai 1813) et de Bautzen (20 mai 1813).

17 septembre 1665. — Mort de Philippe IV, souverain de la Franche-Comté ; il avait succédé à Philippe III en 1621 et laissait son héritage à Charles II ; sa fille Marie-Thérèse était mariée au roi de France Louis XIV.

18 septembre 1794. — Bataille sur l'Ayweulle et l'Ourthe, livrée par l'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres de Jourdan ; 34 pièces de canon, 150 voitures et caissons, 4 drapeaux et 1,300 prisonniers restèrent en notre pouvoir. La brigade Lecourbe, chargée de l'attaque des villages de Sprimont et d'Esneux, eut un succès complet et une glorieuse part à cette brillante journée. Le 22, l'armée de Sambre-et-Meuse entra à Aix-la-Chapelle.

19 septembre 1836. — Le général de division baron Bernard, pair de France, est nommé pour la deuxième fois ministre de la guerre. (Voir 28 avril.)

20 septembre 1786. — Naissance à Champlitte de Nicolas-Germain Brahaut, colonel d'état-major, officier de la Légion d'honneur, conservateur des archives historiques au dépôt de la guerre, mort le 26 septembre 1864. Outre un mémoire sur l'administration militaire depuis les temps les plus reculés, le colonel Brahaut a laissé inédits : l'*Histoire de l'armée et de tous les régiments*, l'*Histoire de la campagne de 1814* et un *Abrégé de l'histoire universelle*. Son fils Henri-Gilbert Brahaut, général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur, commande la subdivision d'Eure-et-Loire.

21 septembre 1771. — Naissance à Lanéria, près Saint-Julien, de Jean-Baptiste Jeannin, général de division, baron de l'empire. Parti comme lieutenant au 10<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Jura, général de brigade le 19 novembre 1808, il fut envoyé en Espagne, et après la prise d'Astorga (6 mai 1810), Junot le chargea de l'organisation des gardes civiques dans cette province; il commandait Carlstadt en 1813, combattit à Waterloo et mourut en 1830. Il avait épousé, comme le général Meunier, une des filles du célèbre peintre David. (Voir 27 février.)

22 septembre 1435. — Traité d'Arras qui réconcilie Philippe le Bon, duc et comte de Bourgogne, et le roi de France Charles VII. Le prédécesseur de Philippe le Bon, Jean sans Peur, duc de Bourgogne le 27 avril 1404 et comte de Bourgogne le 11 mai 1405, à la mort de sa mère Marguerite de Flandre, avait été assassiné sur le pont de Montereau le 10 septembre 1419. Né à Dijon en 1396 et marié en 1409 à Michelle de France, fille de Charles VI, Philippe le Bon se vengea de l'assassinat de son père en signant le 24 décembre 1419, avec Henri V, roi d'Angleterre, le funeste traité de Troyes qui livrait la France aux Anglais, et que la reine Isabeau présentait à la signature de Charles VI le 21 mai suivant.

23 septembre 1799. — Combat d'Airolo, position au pied du Gothard; pendant trois jours entiers, Lecourbe y soutint les efforts de l'armée de Suwaroff et parvint avec une poignée d'hommes à lui barrer le passage. Ces trois jours renversèrent les desseins du général russe et décidèrent du sort de la campagne, car le 25, l'armée autrichienne, que Suwaroff n'avait pu joindre, était à moitié détruite à Zurich par Masséna, et laissait sur le champ de bataille ou au pouvoir du vainqueur 14,000 hommes, tous ses bagages et 100 pièces de canon. A cette même date, Lecourbe était récompensé par le Directoire et nommé commandant en

chef de l'armée du Rhin. Le général franc-comtois conserva ce commandement jusqu'au 28 novembre suivant.

**24 septembre 1832.** — Mort du général de brigade Jean-Charles Sauria, né à Poligny le 4 novembre 1753. Parti capitaine au 2<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Jura et envoyé à l'armée du Rhin, il commanda temporairement Saverne, fut élevé au grade de général de brigade par les représentants du peuple Baudot et Lacoste, le 21 février 1794, en récompense de sa belle conduite dans la journée où, commandant d'abord deux bataillons, il prit le commandement en chef en remplacement du général Burcy, frappé mortellement à ses côtés, eut ensuite le commandement de la citadelle de Strasbourg, puis celui du poste de Guermesheim, et c'est là que se termina sa carrière militaire. Nommé par le Directoire membre de l'administration centrale du département du Jura, il obtint en 1801 le poste d'inspecteur des eaux et forêts à Lons-le-Saunier. M. Henri Cler a publié une notice historique sur le général Sauria.

**25 septembre 1506.** — Mort de Philippe le Beau, archiduc d'Autriche et comte de Bourgogne, fils de Maximilien et de Marie de Bourgogne; il était marié à l'infante d'Espagne Jeanne la Folle et fut le père de Charles-Quint.

**26 septembre 1835.** — Mort de Claude-Ignace-François Michaud, général de division, comte de l'empire, grand officier de la Légion d'honneur, né à Chaux-Neuve, près Mouthe, le 28 octobre 1751. Parti capitaine au 2<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Doubs, général de brigade à l'armée du Rhin le 19 mai 1793, général de division le 25 septembre suivant, il fut nommé général en chef en remplacement de Pichegru, et débuta par la reprise du fort Vauban (15 janvier 1794); général en chef des armées du Rhin et de la Moselle, il s'empara de Trèves, investit Mayence et Luxembourg, et prit position sur le Rhin où ses deux armées donnèrent la main aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse commandées par Pichegru et Jourdan. Il commanda la 13<sup>e</sup> division militaire en 1798, servit à l'armée d'Italie, sous Brune, en 1800, commanda en chef les troupes françaises en Hollande en 1805, fut gouverneur des villes anseatiques en 1806 et gouverneur de Magdebourg en 1809. Il avait pris une glorieuse part au siège de Dantzick (1807), et s'y était signalé notamment aux sorties des 13 et 28 avril. (Voir 26 mars, 23 avril, 23 mai, 13 juillet, 9 août.)

**27 septembre 1777.** — Le prince de Montbarrey, maréchal de camp, est nommé ministre de la guerre en remplacement du lieutenant général comte de Saint-Germain. (Voir 20 avril.)

**28 septembre 1396.** — Jean de Vienne, sire de Roulans, est tué à la bataille de Nicopolis, où Bajazet détruit l'armée française, commandée par Jean sans Peur, alors comte de Nevers. Jean de Vienne, né à Dole, avait été créé amiral de France par Charles V en 1373; sa famille avait la même origine que celle des Chalon; elles descendaient l'une et l'autre de Guillaume de Mâcon, frère de Rainaud III. Le comte de Nevers fut fait prisonnier à Nicopolis, et les états de Franche-Comté votèrent 12,000 livres pour sa rançon.

**29 septembre 1794.** — L'armée du Nord commandée par Pichegru fait capituler le fort de Crèvecœur, au confluent du Rhin et de la Dommel; 380 quintaux de poudre et 40 pièces de canon restent entre nos mains.

**30 septembre 1804.** — Mort à Amance du général de division Jacques Ferrand, né à Ormoy, près Jussey, le 14 novembre 1746. Il se signala à la défense de Lille (29 septembre 1792), eut un instant le commandement en chef de l'armée des Ardennes, fut employé à l'armée du Nord, sous Pichegru, en 1794, commanda Bruxelles et Besançon, fut député au conseil des Cinq-Cents, et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 18 fructidor. (Voir 4 septembre 1797.)

Charles TERNANT.



## CHRONIQUE.

---

25 septembre.

Au mois de septembre, l'heureux moment des vacances, qui ne croirait qu'on dût se reposer? Alors que toute la jeunesse française, depuis l'humble élève de huitième jusqu'au sublime théologien et à l'ardent élève des écoles militaires, qui culbute déjà, par la pensée, les ennemis de la France, se délecte dans la tranquille oisiveté que lui ont gagnée ses labeurs annuels, il semblerait que les ouvrages littéraires dussent être au moins suspendus. Et pourtant la tâche mensuelle du chroniqueur infortuné s'approche avec la régularité du destin. Pour lui point de relâche; il entrevoit dans ses rêves la prosaïque ficelle avec laquelle l'éditeur impitoyable lui mesure sa tâche, s'allonger indéfiniment sous les doigts cruels de ce dernier, et il lui semble entendre de nouveau cet arrêt, formulé si souvent : « Il faut encore de l'écrit (ils appellent cela » de la copie) au moins trois fois comme depuis le bout de la ficelle jusqu'au nœud que voilà. » Coûte que coûte, le malheureux doit donc tailler à nouveau sa plume usée et se remettre à l'ouvrage.

Heureusement ses compatriotes lui ont rendu la tâche plus facile, et l'abondance des productions littéraires qu'ils lui font passer sous les yeux supplée, jusqu'à un certain point, à la pénurie de nouvelles où la campagne laisse souvent un chroniqueur en villégiature. Aussi bien, nous ne pouvons mieux faire, puisqu'il est question de campagne, que de prononcer le nom de M. Xavier Marmier, qui en sent si bien et en exprime d'une manière si naïve toutes les beautés. « Quand je pouvais » errer librement dans les bois, nous dit-il, je ne me sentais plus si » pauvre, ni si faible, ni si seul. Il me semblait que les renoncules » m'offraient leurs boutons d'or et les narcisses leurs pétales d'argent, » que les myosotis me souriaient amicalement avec leurs yeux bleus, » que les saules m'invitaient à m'asseoir sous leurs longs rameaux. »



Ces quelques lignes gracieuses sont tirées d'un volume (1) dernièrement publié par notre inépuisable compatriote et renfermant, en plusieurs récits détachés, de nouveaux souvenirs de voyage. Le premier, intitulé : *Les Malheurs d'une intervention*, nous raconte les tribulations d'un pauvre botaniste suédois, retenu malgré lui au Paraguay par l'implacable despotisme du gouverneur Francia. Ce tyran, arrivé au faite du pouvoir, prétend le conserver par le moyen suivant, auprès duquel le blocus continental était une institution *ultra*-libérale. « Le Paraguay, » s'écrie donc Francia, possède tout ce qui lui est nécessaire et n'a rien » de bon à attendre du zèle officieux de tant de marchands et de voyageurs. Les étrangers qui viennent dans ce pays y apportent les idées » les plus fausses, et quand ils nous quittent, ils s'en vont de côté et » d'autre publier de méchants rapports sur ses institutions. En voilà » assez. Autour de la république qui a fait de moi son chef supérieur, » j'établis un cordon sanitaire pour la préserver de la funeste influence » des étrangers et de leurs calomnies. Ceux qui voudront venir au Paraguay seront arrêtés à la frontière, et ceux qui sont ici maintenant ne » pourront partir. »

Voilà notre pauvre botaniste obligé de renoncer à ses voyages, à ses herbiers, aux sociétés savantes qui l'attendent dans sa patrie, pour se laisser interner. Heureusement que l'amour se charge d'adoucir ses ennuis. Une jeune Indienne dont il a soigné le père, le paie d'amitié et de reconnaissance; il l'épouse et vit quelques années heureux. Le terrible Francia le fait venir de nouveau, et, irrité par les réclamations des consuls européens, renvoie brusquement dans sa patrie l'inoffensif savant. Celui-ci a beau réclamer sa femme; elle appartient au Paraguay, elle doit y rester. « Va, dit ensuite le farouche dictateur au pauvre Suédois tout » pâle et tremblant, va, et si tu gémis d'être exilé de cet Eldorado » de l'Amérique et séparé de ta femme, les diplomates qui t'ont pris » sous leur protection apprendront par là les belles œuvres qu'ils peuvent accomplir en intervenant, sans y être appelés, dans les affaires » d'autrui. »

Nils Lersson, le pauvre botaniste, ne recouvra sa femme qu'en 1840, après la mort du terrible dictateur Francia.

Le second récit du volume de M. Marmier nous initie d'une manière naïve et gracieuse à la vie en Allemagne il y a quelque trente ans, alors « qu'il n'y avait en Allemagne ni télégraphes électriques ni chemins de

(1) *Souvenirs d'un voyageur*, par Xavier MARMIER. 1 vol. in-12. Paris, Didier.

» fer. Dans les petites comme dans les grandes villes, on n'entendait  
 » point à tout instant parler des coupons semestriels, ni de la hausse ou  
 » de la baisse des actions du Nord ou du Sud. L'Allemagne ne connais-  
 » sait pas encore la fièvre de l'agiotage. Elle ignorait aussi qu'un Bismark  
 » lui était né, et rien en elle n'annonçait l'union future d'un de ses royaux  
 » étendards avec le drapeau rouge de Garibaldi.

» C'était un bon temps. »

M. Marmier semble regretter profondément ce temps-là, et, dussions-nous être taxés d'anti-progressistes, d'obscurantistes, que sais-je ? nous sommes heureux de nous associer franchement à lui.

« Les apôtres des idées nouvelles, nous dit-il, parlent avec emphase  
 » des merveilles opérées par les développements de l'industrie ; soit. On  
 » va plus promptement et plus commodément de Paris à l'une des extré-  
 » mités de la France, qu'autrefois de Paris à Orléans ; c'est vrai. Mais si  
 » par ces beaux moyens de locomotion on ne voit plus rien de ce qui  
 » jadis égayait les regards et charmaient l'imagination, et si l'on est plus  
 » impatient d'arriver dès que l'on est parti, où est le contentement ?

» Maintenant voyez, disent les prédicateurs du progrès, voyez comme le  
 » paysan est mieux logé, mieux nourri, mieux vêtu qu'il ne l'était autre-  
 » fois. Le bien-être matériel, soit. Mais si cette amélioration enfante en lui  
 » la vanité, trouble son repos, augmente ses besoins, surexcite son ambi-  
 » tion, que devient le bien-être moral, le plus salulaire, le plus dési-  
 » rable ? »

Ces paroles feront sans doute hausser les épaules de pitié aux gens éclairés de notre siècle, aux *pionniers de l'avenir* et autres contempteurs de la tranquillité et du bon vieux temps, tel qu'il existait en Allemagne il y a peu d'années encore.

Quant à nous, nous sommes heureux de voir un littérateur distingué comme M. Marmier s'affranchir des stupides lieux communs employés depuis quelques années et d'une manière si impatientante par les chauvins du progrès. Enfin nous sommes fiers de voir qu'un tel exemple de bon goût et de raison est donné en ce moment par un Comtois.

M. Marmier nous promène avec aisance et intérêt à Stuttgart, à Cologne, à Vienne, à Prague et dans une foule d'autres lieux, qu'il anime de récits intéressants, d'anecdotes piquantes et de portraits des hommes éminents dans tous les genres qu'il y a connus. A Berlin, il nous fait causer avec M. Amilton, prédécesseur peu belliqueux de M. de Bismark, et avec son royal élève le prince Frédéric-Guillaume de Prusse ; à Stuttgart, il nous présente le littérateur Schwab, l'historien Menzel, le poète

Uhland ; il nous raconte les humbles commencements de l'envahissante Prusse, et le caractère orgueilleusement belliqueux de ses enfants ; il nous fait voir l'honnête bourgeois wurtembergeois, assis en plein air et fumant lentement sa pipe, en écoutant siffler le merle et gazouiller l'alouette, et la blonde jeune fille confondant dans un enthousiasme commun les merveilles de la nature et de la cuisine, les myosotis et le vin du Rhin, *la belle nature et le rôti de veau*.

Il serait trop long de citer les pages charmantes que M. Marmier nous fait lire sur l'Allemagne. Il aime ce beau et bon pays avec conviction, cela se voit, et il semble avoir pénétré le véritable caractère de ses habitants d'une manière rare chez un Français. Nos lecteurs nous permettront de leur citer une touchante chanson du poète Uhland, que M. Marmier a traduite en homme qui comprend aussi bien la poésie de l'Allemagne que celle du dimanche, dont il est ici question.

C'est le jour du Seigneur. La cloche dans les airs  
Chante l'hymne d'amour et l'hymne d'espérance ;  
Puis à ces sons pieux succède un long silence.  
L'église est toute pleine et les champs sont déserts.

Auprès de mon troupeau, dans la verte prairie,  
Je me mets à genoux et je prie avec foi ;  
Dans le monde, bien loin, ainsi qu'autour de moi,  
En ce même moment tout se recueille et prie.

Quel calme dans ces lieux ! quelle paix dans mon cœur !  
L'horizon est si pur et la terre est si belle !  
On dirait, à cette heure auguste et solennelle,  
Que le ciel va s'ouvrir..... C'est le jour du Seigneur !

La seconde partie des *Souvenirs de voyage* de M. Marmier nous promène en Danemarck et en Norwége. La portion danoise de ces souvenirs est occupée en grande partie par un intéressant récit du ministère de Struensee et du curieux coup d'Etat qui le renversa. La peinture animée des mœurs et du caractère d'un des principaux conjurés, le comte de Rantzau, nous a rappelé la manière admirable, quoique naturellement moins exacte, avec laquelle Alexandre Dumas a traité le même sujet dans sa charmante comédie de *Bertrand et Raton*. Le comte *Bertrand* de Rantzau d'Alexandre Dumas déploie peut-être un peu trop d'astuce et de machiavélique sang-froid, en faisant tirer les marrons du feu à l'honnête *Raton* Burken-Staff ; le comte de Rantzau de M. Marmier, « brave et prodigue, ambitieux et débauché, un grand seigneur tudesque de l'école de Richelieu, un don Juan avec une teinte de sensibilité sep-

tentrionale, » est plus dans la nature, et présente un mélange d'insouciance générosité et de froide cruauté, dont le type fut assez fréquent au XVIII<sup>e</sup> siècle.

La dernière partie des *Souvenirs de voyage* de M. Marmier nous entretient de la Norwége et nous raconte l'histoire de Pierre Griffenfeld, fils d'un marchand de vin, puis grand chancelier, et qui, après avoir traversé ce que la misère a de plus humble et ce que la fortune et le pouvoir ont de plus enivrant, montait à quarante-un ans sur l'échafaud pour mourir enfin, après vingt-trois ans de détention.

Heureux M. Marmier, qui en plein XIX<sup>e</sup> siècle peut écrire des ouvrages de littérature légère que ne salissent point les ordures ordinaires à bien des romanciers modernes, et qui met au jour des ouvrages moraux que l'ennui, compagnon malheureusement trop fréquent des bons ouvrages, ne condamne point à un inutile et obscur sommeil !

Voici un autre de nos compatriotes qui aime à écrire, et dont le style ne manque ni de légèreté ni de correction. Ses œuvres ne sont ni fréquentes ni volumineuses ; elles pourraient être nombreuses et considérables sans fatiguer les lecteurs comtois. Nous voulons parler de M. Jules Pothé, dont nous avons signalé, il y a bientôt deux ans, la petite brochure sur Mirabeau et Sophie de Monnier, et qui vient de faire paraître chez Roblot, à Besançon, un épisode de l'histoire de Turquie. *Nil sub sole novum*, lisons-nous sur la couverture, et les Prussiens ne doivent point être si fiers d'avoir exposé à Paris le canon monstre de 1,000, en acier fondu au creuset, du poids de 50,000 kilog. ; M. Pothé est là pour leur dire, dans ses *Canons d'Orban*, qu'en 1453, un Hongrois nommé Orban ou Urbain, trahissant l'infortuné Constantin XII, le dernier des Paléologues et des empereurs d'Orient, fondit un canon de bronze dont les boulets pesaient 1,200 livres chacun, et mesuraient douze palmes de circonférence. Le sultan Mahomet II, qui avait attiré Orban à sa cour, destinait l'engin terrible à renverser les vieilles murailles de Constantinople qui avaient déjà résisté à tant d'assauts. Il l'y fit traîner par des troupes de bœufs accompagnés par des légions d'ouvriers. Le monstrueux canon, qui ne tirait que huit coups d'un soleil à l'autre, éclata peu de temps après, et donna à son inventeur, en le tuant, la juste récompense de sa trahison. Le siège n'en continua pas moins avec acharnement, et M. Pothé a fait de sa plume un vigoureux pinceau pour nous le représenter. On voit la vieille Byzance épuisée par les dissensions et les schismes, résistant avec l'énergie du désespoir à l'envahissement des musulmans. Constantin, secondé par l'intrépide Justinjani, fait des

prodiges de valeur. Mahomet II, de son côté, glisse sa flotte tout entière sur des planches enduites de graisse et la lance dans la partie la plus reculée de la Corne-d'Or, sous les murailles mêmes de la ville assiégée. Constantin, le dernier des césars, veut au moins montrer par sa mort que, comme ses aïeux, il eût été digne de l'empire du monde. « Calme » et résigné au sort qui l'attendait, il adressa à son peuple une dernière » proclamation, véritable oraison funèbre de l'empire romain, entra avec » sa suite dans l'église de Sainte-Sophie, qui allait devenir bientôt une » mosquée, y pria quelque temps au pied des autels où il reçut la » communion, demanda pardon à ceux qu'il avait pu offenser, et re- » tourna sur les murailles reprendre son poste dangereux. »

Mais les fortifications de la porte Saint-Romain ont été minées par les canons d'Orban, mais Mahomet donne en personne un assaut furieux à la tête de quinze mille janissaires et de deux cent mille soldats, mais Justiniani tombe grièvement blessé.

« On vit alors, au milieu des assaillants, un homme qui commandait » avec le sang-froid d'un général et se jetait dans la mêlée avec l'achar- » nement d'un soldat. C'était le dernier des Constantin, qui vendait » cher à l'ennemi ses dernières gouttes de sang. Voyant que tout était » perdu, il quitta son manteau de pourpre, pour que les Turcs n'en » fissent pas un trophée, et, frappé de tous les côtés à la fois, tomba au » milieu du carnage devant la porte Saint-Romain, comme il l'avait dé- » siré, afin que les Turcs n'entrassent dans la ville qu'en passant sur » son cadavre. Le héros venait de finir en martyr. Sa chute est plus glo- » rieuse que la longue prospérité des césars de Byzance. »

M. Pothé termine sa brochure par quelques considérations sur l'empire turc, auxquelles nous ne pouvons nous associer. Il ne voit dans la guerre de Crimée qu'un débordement intempestif des Russes, et il prédit un long avenir et un heureux rajeunissement au cadavre assoupi du vieil empire ottoman. La Turquie, quoi qu'en dise M. Pothé, n'a rien prouvé du tout à la Russie, sinon que cette dernière n'en eût fait qu'une bouchée si nous ne nous étions mis à la traverse. Sans argumenter sur ce qui devrait ou ne devrait pas être, il faut conclure des faits passés et présents, que l'empire turc se dissout brin à brin, et que le jour où Constantinople sera assiégé, il est douteux qu'on trouve le dévouement et la foi d'un Paléologue pour la défendre.

Les œuvres de littérature légère, les récréations de l'esprit, ne sont pas, heureusement ou malheureusement, selon le goût de chacun, les seules qui passent sous nos yeux et dont nous ayons à parler. Les intérêts ma-

tériels de notre pays doivent avoir leur part de notre attention, et dussions-nous être traités d'Almanach des fromages par notre collègue de la *Revue littéraire*, nous devons parler à nos lecteurs de quelques opérations de la chambre de commerce de Besançon pour l'année 1866. Le compte-rendu qu'elle publie annuellement, renferme une multitude de renseignements et de chiffres dont nous n'extrairons que ce qui regarde particulièrement notre province. Les importations de fromages, grâce au dégrèvement des tarifs protecteurs, ont naturellement beaucoup augmenté au détriment de notre fabrication fromagère. Tandis que l'année 1865 ne voyait entrer dans le seul département du Doubs que 844,757 kilogrammes de fromage, 1866 en faisait importer dans le même département la quantité énorme de 1,048,290 kilogrammes. En revanche, le montant des droits perçus à l'importation subissait naturellement une diminution inverse, et tandis qu'en 1865 il avait été de 222,131 fr., il n'était plus, en 1866, que de 156,938 fr.

« L'horlogerie est toujours l'industrie capitale du pays. Pendant la » campagne de 1866, la fabrique bisontine a étendu encore le cercle de » ses affaires et multiplié les ressources de son travail. En effet, le » nombre des montres soumises au contrôle de la garantie de Besançon » a été de 305,435, dont 104,309 en or ; c'est le chiffre le plus élevé que » l'on ait eu à signaler depuis vingt ans. Besançon est incontestablement » aujourd'hui en possession du marché français ; la fabrication n'existe » ailleurs en France que dans des proportions extrêmement restreintes, » et nous n'exagérons rien en disant que l'industrie bisontine a un » caractère essentiellement national. »

Le nombre total des montres fabriquées en France est de 310,849 ; Besançon en a fourni à elle seule plus des 98 0/0. Sous ce rapport au moins, la concurrence étrangère ne peut nous atteindre, et cette portion de notre industrie pourra se défendre contre l'envahissement des produits étrangers.

La situation industrielle de notre métallurgie est bien loin d'être aussi prospère, ou plutôt elle continue à se débattre dans l'agonie d'une lutte impossible avec la concurrence. Cette fâcheuse situation a naturellement influé sur les ventes de bois tant domaniaux que communaux et particuliers.

Notre province, d'après les documents statistiques, est des plus favorisées quant aux chemins de fer qui la sillonnent. Les deux compagnies qui la desservent en exploitent 757 kilomètres, dans lesquels la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée est pour 524 kilomètres et la compa-

gnie de l'Est pour 233. Nous ferons remarquer à nos lecteurs que les lignes de Besançon à Vesoul, de Montbéliard à Delle, de Dole à Chalon-sur-Saône et de Chalon à Lons-le-Saunier, toutes concédées, ne sont point comptées dans l'évaluation ci-dessus. Elles compléteront d'une manière très satisfaisante notre réseau comtois.

Puisqu'il vient d'être question de travaux, il ne paraît pas hors de propos de parler de ceux qui les dessinent et les dirigent. Nous voulons parler des architectes qui, comme chacun le sait, ne sont soumis à aucun contrôle et peuvent impunément s'arroger ce titre sans posséder aucune des qualités requises pour en exercer convenablement les prérogatives. Les architectes du Doubs, pour remédier à un état de choses aussi défectueux, se sont organisés en société afin de se fortifier mutuellement dans l'étude et l'appréciation de leur art et se surveiller réciproquement dans un intérêt commun. La nouvelle société, organisée sous les auspices de M. le préfet du Doubs, est aussitôt entrée en relations avec la grande société impériale et centrale des architectes établie à Paris. Elle s'est déjà occupée de plusieurs questions importantes, et notamment des moyens de réglementer les prix de construction, et de l'étude des procédés théoriques et pratiques relatifs à l'exécution des travaux.

La société du Doubs donnera volontiers son concours aux administrations comme au public, soit pour l'examen de matériaux, soit pour l'étude de difficultés relatives à la construction. Les noms des architectes qui composent son bureau sont un sûr garant du talent et de l'exactitude qu'elle apportera à ses travaux. MM. Delacroix, architecte de la ville de Besançon, président; Saint-Ginest, architecte du département du Doubs, vice-président; Marnotte, architecte, trésorier; Ducat, architecte, secrétaire, composent un bureau comme il est rare d'en trouver dans une ville de province.

La présence de beaucoup de conseillers généraux à la séance dernière de l'Académie de Besançon n'a point été sans fruit, et l'éloquence de M. le président Clerc n'y a pas été perdue. Touché du dénûment dans lequel un de nos monuments les plus intéressants, l'abbaye de Montbenoit, allait tomber par la suppression de l'allocation que lui faisait l'Etat, le conseil général du Doubs a voté, dans sa dernière session, 5,000 francs pour restaurer l'œuvre accomplie sous le patronage noble et éclairé de Ferry de Carondelet, jadis abbé de Montbenoit. Le conseil général, pour témoigner, en même temps, son entière approbation des travaux dernièrement repris par l'Académie, lui a voté 500 francs pour l'encourager à continuer la publication des *Documents inédits relatifs à l'histoire de notre*

province. Depuis la reprise de ces intéressants travaux, deux volumes ont déjà paru. Nous en avons fait part à nos lecteurs, et nous nous félicitons de n'avoir eu à leur signaler que le soin et l'intelligence apportés à la rédaction de ces documents par ceux de nos académiciens qui en sont chargés.

La partie nécrologique n'est pas la plus agréable tâche du chroniqueur. C'est là une besogne assez difficile, ingrate souvent, pénible toujours; on a tant abusé en France de l'article nécrologie! Il ne se passe pourtant guère de mois où nous n'ayons à rendre compte de la mort d'un personnage plus ou moins éminent, et nous acquérons tous les jours la certitude qu'à chaque occasion nouvelle, un nombre quelquefois considérable de personnes est plus ou moins mécontent de notre manière d'envisager celui que nous faisons comparaître pour la dernière fois dans nos colonnes.

Le mois de septembre a vu s'éteindre un de nos avocats les plus distingués, M. Clerc de Landresse, maire de la ville de Besançon. Sans affirmer, avec l'un de ses panégyristes, qu'il méritait d'être placé au-dessus des trois avocats qui nous ont paru jusqu'ici porter le plus haut la réputation du barreau comtois, nous admettrons cependant volontiers qu'il était leur digne successeur. S'il ne fut pas supérieur aux Curasson, aux Demesmay et aux de Mérey, il mérita du moins d'être leur émule. M. le premier président Loiseau, qui eut quelquefois à contenir son éloquence un peu trop personnelle, nous semble l'avoir parfaitement dépeint dans le discours qu'il prononça sur sa tombe: « Nous » l'avons vu à nos audiences, ce lutteur infatigable, ce dialecticien habile, si fécond en ressources et d'une si rare sagacité, toujours sur la » brèche, peut-être incorrect, inégal et trop dédaigneux de la forme, pré- » férant dépasser le but que de ne pas l'atteindre, mais toujours plein » de sève et de vigueur, ne laissant rien d'inexploré dans toutes les affaires, même les plus minimes, et sachant que le pauvre comme le » riche avait un droit au moins égal à son dévouement. » La sève vigoureuse qui bouillonnait chez M. Clerc de Landresse l'entraîna quelquefois à de regrettables excès de langage; mais les orateurs sont ainsi faits; il faut le leur pardonner, car il est rare que la fougue de leur éloquence ne les emporte pas au-delà des bornes.

Il ne nous appartient pas de juger M. Clerc de Landresse comme homme politique; mais il nous est fort agréable de dire qu'en qualité de maire, la ville de Besançon est son obligée à bien des titres. Il s'occupa sans relâche de sa prospérité, de ses agrandissements et embellissements,



et ses concitoyens ne pourraient, sans la plus noire ingratitude, laisser tomber dans l'oubli son administration active et intelligente.

La mort de M. Clerc de Landresse fut particulièrement édifiante : son cœur généreux et ardent l'inspira bien en ses derniers moments, qui contrastent heureusement avec ceux du célèbre légiste dont nous annoncions la mort il y a environ un an.

Le C<sup>te</sup> DE VAULCHIER.



# L'ÉVÊQUE GALLO-ROMAIN A LA COUR DES ROIS BARBARES,

ou

## SAINT AVITUS, ARCHEVÊQUE DE VIENNE

ET LES ROIS BURGONDES GONDEBAUD ET SIGISMOND.

(2<sup>e</sup> article.)

---

### VII.

Avitus ne cessait de travailler à la conversion des ariens ; c'était là le grand , l'unique but qu'il poursuivait. Tout ce qu'il avait de talent , de science, de ressource dans l'esprit et dans le cœur, il l'employait à obtenir ce résultat. Dans ses lettres et dans ses homélies, dans ses entretiens et jusque dans ses poèmes, il démontrait, il chantait la divinité du Christ. Il ne nous reste que quelques fragments de son traité contre l'arianisme, fragments que nous n'avons ni le désir ni la possibilité d'analyser ici ; mais, tout imparfaits qu'ils sont, ces fragments suffiraient, lors même que nous n'aurions plus les lettres à Gondebaud, pour nous montrer tout ce que le catholicisme, au v<sup>e</sup> siècle, doit à l'évêque de Vienne, à sa science théologique, à son argumentation brillante et passionnée, à sa puissante et subtile dialectique , et, pourquoi ne le dirions-nous pas ? à sa verve railleuse, à sa dextérité à manier l'arme du sarcasme et de l'ironie.

Comme le comte Héraclius devant Gondebaud , le patrice Sénarius prenait devant Théodoric la défense de l'Eglise catholique. Avitus , qui , pour intéresser à la cause de l'orthodoxie ses plus illustres contemporains, les consultait, leur recommandait les affaires religieuses, et les associait en quelque sorte à la sollicitude pastorale, Avitus lui écrivait :

« Les évêques ne sont pas les seuls que regarde le bien de l'Eglise ;

» tous les fidèles doivent s'y employer. Qui que nous soyons, nous qui  
» paraissions gouverner le troupeau, et de quelque manière que nous le fa-  
» sions, ce sont vos affaires que nous gérons dans la religion catholique.  
» Lorsque quelqu'un s'écarte de la vraie foi ou qu'il y revient, vous  
» devez vous affliger ou vous réjouir avec nous. »

Si l'évêque de Vienne, dans l'intérêt de l'orthodoxie, cultivait avec soin ceux qui jouissaient de quelque crédit auprès des rois barbares, Ansemund et Héraclius chez les Burgondes, Elpidius et Sénarius chez les Goths d'Italie, on peut croire qu'il faisait servir toutes les séductions de son talent à s'avancer de plus en plus dans la confiance de Gondbaud. Plein de reconnaissance pour les bonnes intentions de ce prince, il n'oubliait rien de ce qui pouvait maintenir l'entente entre les deux pouvoirs. Il comprenait combien, dans la position délicate où se trouvait le clergé catholique, la patience et la modération étaient nécessaires, et, comme nous le verrons, il usait de l'autorité que lui donnait son génie sur les autres évêques, pour les empêcher de compromettre la situation par un zèle maladroit et une ardeur irréfléchie. Ces ménagements rencontraient des censeurs dans les esprits inquiets et passionnés ; il résulte de quelques lettres d'Avitius que tous les prélats catholiques ne partageaient pas ses idées et étaient loin d'approuver sa prudente lenteur. Pressés de triompher, les uns s'entendaient avec Clovis et excitaient ainsi les défiances de Gondbaud, les autres se hâtaient trop de convertir les hérétiques et fournissaient par là des prétextes à d'injurieuses récriminations ou à des violences nouvelles, non de la part du roi, il est vrai, mais de la part du clergé et des nobles burgondes.

C'était à peu près vers ce temps que la bataille de Vouglé détruisait la domination des Goths dans le midi de la Gaule. « Il me déplait, avait dit » Clovis, que ces ariens possèdent les plus belles provinces. Marchons » avec le secours de Dieu, et, après les avoir vaincus, réduisons leur » pays en notre puissance. »

Les Gallo-Romains, encouragés par leurs évêques, avaient appelé, accueilli, favorisé les armes du Salien ; Gondbaud ne l'ignorait pas.

Partout sur son passage, Clovis avait rencontré des signes évidents de la sympathie du clergé catholique. Saint Martin avait semblé lui crier du fond de son tombeau : « Seigneur, vous m'avez armé de courage dans les » combats, vous m'avez montré le dos de mes ennemis ; vous avez dispersé » ceux qui me haïssaient. » Appliquées à Clovis, ces paroles du psalmiste étaient un présage de la victoire. Au passage de la Vienne, une biche avait indiqué un endroit guéable à l'armée des Francs ; une flamme

avait paru sortir de la basilique de saint Hilaire pour guider le conquérant vers les murs de Poitiers. Suivant la tradition, des évêques, même avant l'entrée de Clovis en Aquitaine, se seraient ouvertement déclarés en sa faveur ; des soulèvements avaient eu lieu partout à la fois, et les grandes familles du Midi, excepté celle de Sidoine Apollinaire, avaient envoyé leurs membres combattre Alaric II sous les drapeaux de l'envahisseur.

Et cependant Alaric, comprenant, mais trop tard, toute la gravité, toute l'imminence du péril, avait cherché à se concilier les évêques et la population catholique. On veut même qu'il ait essayé de séduire par ses flatteries et par ses présents, saint Remi et les prélats qui entouraient Clovis. Il venait de promulguer un code tout romain, le *Breviarium Aniani* ; il avait permis aux évêques de s'assembler à Agde : malheureusement ces concessions semblaient arrachées à la faiblesse et à la peur.

Les Gallo-Romains, loin de lui en savoir gré, ne l'en méprisèrent que davantage. C'était vers le nord que s'étaient tournés leurs vœux et leurs espérances ; ils avaient travaillé, combattu pour Clovis, et la ruine d'Alaric était en grande partie leur ouvrage.

Tout cela n'était propre ni à rassurer Gondebaud ni à modérer l'impatience des évêques de son royaume ; tout cela jetait Avitus dans de graves embarras. Il sut lutter contre toutes les difficultés, surmonter ou tourner tous les obstacles. Il jouissait heureusement dans l'Eglise d'une grande autorité ; on pouvait dire de lui, comme on le dira plus tard de Bossuet, qu'il était, non le dictateur, ce terme, nous le rejetons, mais le modérateur du clergé ; les cris de l'Aquitaine dévastée vinrent encore à son aide. Ses collègues finirent par se ranger à son avis ; pleins de confiance en sa sagesse et en son habileté, ils se résignèrent à ne plus attendre le triomphe de l'orthodoxie que de la seule conversion de Gondebaud.

## VIII.

Ce prince, rassuré sur les dispositions des évêques, montrait de jour en jour plus d'attachement pour Avitus ; c'était lui qu'il aimait à consulter ; c'était à lui qu'il soumettait ses doutes et ses objections : il y a une correspondance toute théologique entre le prince et l'évêque. Sans doute, Gondebaud, quoique cherchant à s'instruire, semblait ne voir qu'un exercice de l'esprit, qu'une occasion de faire briller ses connaissances dans cette correspondance savante, animée, à laquelle Avitus attachait une

tout autre importance ; mais, malgré lui, la lumière se faisait peu à peu dans sa conscience ; si , par politique et par mauvaise honte, il restait arien de nom et de costume, il devenait catholique de conviction et de langage.

Dans une première lettre, Avitus avait prouvé que, du moment où l'on recevait les Ecritures, il fallait admettre et confesser la divinité du Saint-Esprit, mais c'est en vain qu'il ajoutait :

« Hâtez-vous de professer ce que vous croyez. Saint Paul vous crie :  
 » Quelle société peut exister entre le fidèle et l'infidèle ? Quelle union  
 » entre la lumière et les ténèbres ? Retirez-vous du milieu des impies. »  
 Gondebaud n'écoutait ni la prière d'Avitus ni les conseils de l'Apôtre ; seulement il continuait de s'enquérir curieusement de nos dogmes.

A ces deux questions, dont la seconde, si on la résout affirmativement, est proprement le fond de l'ancien protestantisme : Est-ce une vraie pénitence que celle d'un homme qui , après avoir vécu dans le péché , ne se repent qu'à l'heure de la mort ? La foi peut-elle sauver sans les œuvres ? A ces deux questions Fauste de Riez avait répondu : « La pénitence à l'heure de la mort est inutile. La foi ne sauve pas sans les œuvres. »

Gondebaud , mécontent de ces deux décisions, dont l'une lui semblait d'une extrême dureté, s'empresse d'écrire à l'évêque de Vienne.

« Non, répond Avitus, la miséricorde divine ne rejette point comme  
 » inutile l'humble aveu que l'on fait de ses fautes, même à l'heure de la  
 » mort. Chacun sera jugé d'après l'état dans lequel la mort l'aura surpris :  
 » dès qu'elle est vraie et sincère, la seule volonté de se corriger est  
 » agréable à Dieu.

» Dans une ou deux circonstances, il arrive que la foi peut sauver sans  
 » les œuvres ; c'est la foi seule qui sauve l'enfant dans le baptême, et  
 » encore est-ce la foi d'autrui ; c'est la foi seule qui sauve celui qui, se convertissant au catholicisme , meurt aussitôt après le baptême. Hors de  
 » ces deux cas, ni la foi sans les œuvres , ni les œuvres sans la foi, ne  
 » peuvent sauver. »

Une autre fois Gondebaud écrivait :

« Dieu nous a promis le centuple. Que faut-il entendre par là ?

— Ce mot, dit Avitus, doit s'entendre dans un sens tout spirituel. Ce  
 » n'est point à la valeur de l'aumône, c'est à la disposition du cœur que  
 » Dieu aura égard. Rappelez-vous la pauvre femme de l'Evangile qui  
 » donne peu , mais donne de son nécessaire. Mais il y a d'autres œuvres  
 » plus importantes que l'aumône. Celui-là, par exemple, a droit au cen-

» tuple promis qui, engagé dans l'hérésie, quitte ses parents et ses proches  
 » pour entrer dans le sein de la véritable Eglise. »

C'était là une manière indirecte de presser Gondebaud d'abandonner l'arianisme et d'embrasser la foi orthodoxe. Le centuple dont il s'inquiétait, ce centuple attendait sa conversion ; il obtiendrait au ciel un royaume dont aucun rival ne pourrait le dépouiller. Cela ne suffisait point au Burgonde ; il aurait voulu voir dans le centuple un accroissement de territoire et de puissance ou, tout au moins, une sûre garantie contre les Francs.

Cependant, toujours plus épris de théologie et de plus en plus charmé d'Avitus, il le pria d'écrire contre les nouvelles erreurs que l'on avançait en Orient sur l'Incarnation. En demandant ce travail à l'évêque de Vienne, il obéissait au penchant qui le portait à s'occuper des matières religieuses et montrait dans quelle estime il tenait Avitus et sa science théologique.

Avant d'apprécier quelques lettres que nous n'avons point à analyser ici, il nous paraît bon de dire un mot de la double hérésie de Nestorius et d'Eutychès, hérésie qui a encore ses évêques et ses fidèles sur les bords de l'Euphrate et du Nil ; sans cela, on risquerait de ne comprendre ni l'intérêt que pouvait avoir cette question pour Gondebaud, ni la valeur et la portée des arguments employés par Avitus.

« L'arianisme, dit M. Ampère, était né de ce qu'on avait voulu sonder les rapports des personnes divines entre elles ; l'esprit humain, dans son inquiète et périlleuse curiosité, voulut ensuite déterminer les rapports de Dieu à l'homme. De là vinrent de nouvelles hérésies ; elles différaient par des nuances, mais toutes ébranlaient plus ou moins la croyance à la divinité du Christ, toutes transportaient le point de vue arien sur le terrain de l'Incarnation et tendaient, par différentes voies, à séparer l'homme Jésus du Verbe divin manifesté en lui. Ces efforts pour pénétrer dans les mystères les plus intimes de la psychologie divine produisirent d'abord la secte célèbre de Nestorius. »

Nestorius, placé l'an 428 sur le siège archiepiscopal de Constantinople, avait plus d'esprit et d'éloquence que de savoir et de lettres sacrées. Il y avait du pharisien dans l'austérité de ses mœurs ; ses vertus ne servaient qu'à nourrir son orgueil, qu'à servir de voile à son ambition. Il poursuivait les ariens, qui ne voyaient dans le fils qu'une espèce de demi-dieu ; mais, comme Arius, il détruisait le mystère de la Rédemption en rejetant l'unité de personne dans le Christ.

« Il y a de l'impiété, disait-il, à donner à la Vierge le titre de mère de Dieu ; elle n'a droit qu'au titre de mère du Christ, car il est impos-

» sible que Dieu naisse d'une créature humaine. Il y a deux personnes  
» en Jésus-Christ, le Dieu et l'homme; l'homme seul est né de Marie ;  
» de là l'on doit conclure qu'entre le Verbe et Jésus, il ne peut y avoir  
» d'union substantielle; il n'y a qu'une union morale, union d'affec-  
» tion, de volonté, d'opération même, si l'on veut. »

Le pape saint Célestin, dans un concile tenu à Rome l'an 430, puis le concile œcuménique d'Ephèse, condamnèrent Nestorius, qui, chassé de son siège, alla périr misérablement dans l'exil.

« Au fond de la réprobation que soulevait le nestorianisme, dit encore  
» M. Ampère, il y avait deux choses : d'abord le sentiment confus que  
» cette doctrine tendait à atténuer le mystère fondamental du christia-  
» nisme, le mystère de l'Incarnation. Prétendre séparer l'homme et le  
» Dieu, ne pas vouloir dire du Dieu tout ce que l'on pouvait dire de  
» l'homme, c'était porter la main sur l'arche sacrée de la Rédemption ;  
» d'autre part, c'était porter atteinte au culte que, depuis les temps apos-  
» toliques, le monde chrétien, l'Orient surtout, aimait à rendre à  
» Marie. »

L'hérésie appelle l'hérésie. Un archimandrite de Constantinople, Eutychès, en s'élevant contre le nestorianisme, se jeta, par ignorance et par entêtement, dans une erreur tout opposée. Nestorius distinguait deux personnes dans le Christ ; Eutychès n'y voulut voir qu'une seule nature ; le Dieu y absorbait l'homme, comme fait l'océan d'une goutte de rosée. Le corps du Christ n'était pas de la même substance que les nôtres ; ce n'était qu'une apparence.

Eutychès, condamné par le patriarche saint Flavien, puis absous au conciliabule d'Ephèse, grâce aux manœuvres et aux violences de Dioscore d'Alexandrie, fut enfin anathématisé au concile général de Chalcédoine, l'an 451.

L'hérésie de ce vieillard opiniâtre anéantissait le double mystère sur lequel repose tout le christianisme ; en effet, s'il n'y a qu'une seule nature dans le Christ, si la nature humaine, absorbée par la divinité, ne subsiste plus en lui que comme une apparence trompeuse, le Christ n'est pas le Dieu-Homme ; il n'a pu ni souffrir, ni mourir, ni satisfaire pour nous ; tout cela n'était qu'illusion ; on croyait voir et toucher, mais on ne voyait pas, on ne touchait pas. Eutychès, quoique par une autre voie, arrivait au même résultat que Nestorius ; il renversait le christianisme par sa base.

Avitus, cédant au désir de Gondebaud, réfuta la double hérésie. Sans analyser ici cette réfutation, nous nous contenterons de faire remarquer

que les évêques des Gaules, peu au courant des subtilités orientales, ne distinguaient pas nettement Eutychès de Nestorius. Grégoire de Tours, dans son *Histoire des Francs*, s'exprime ainsi :

« Comme il s'élevait, dans la ville de Constantinople, une nouvelle » hérésie qui, par la bouche d'Eutychès et par celle de Sabellius, ensei- » gnait que Notre Seigneur Jésus-Christ n'avait rien de Dieu, Avitus, » sur la prière du roi Gondebaut, écrivit contre eux. De là vient que » nous avons de lui deux épîtres qui, après avoir accablé l'hérésie, » édifient maintenant l'Eglise de Dieu. »

Avitus lui-même, dans sa réfutation, confond souvent l'erreur d'Eutychès avec celle de Nestorius ; souvent il attribue à l'un ce qui ne convient qu'à l'autre. Peut-être pourrait-on voir dans cette confusion de deux hérésies si opposées moins une preuve d'ignorance qu'une pieuse ruse de l'évêque. Les deux erreurs ont ceci de commun, qu'elles tendent, l'une et l'autre, à détruire le dogme de l'Incarnation et, par suite, celui de la Rédemption. Mais Eutychès, en ne reconnaissant dans le Christ que la seule nature divine, tuait l'arianisme, tandis que Nestorius, quoique à son insu, le faisait revivre, lorsqu'il distinguait deux personnes et n'admettait que la seule union morale ; le Sauveur alors n'était plus qu'un homme, le fils de Marie n'était plus le fils de Dieu. Avitus aura voulu saisir dans le nestorianisme cette tendance tout arienne et, en dirigeant contre elle les traits de son argumentation, il aura voulu souffleter l'arianisme sur la joue de Nestorius.

Mais qu'Avitus se soit ou non trompé sur les faits et sur les personnes, cela importe peu : il suffit qu'il excelle dans la partie dogmatique. Son argumentation est serrée et pressante ; il fait sortir une foule de preuves des textes de l'Ecriture, et ces preuves sont, entre ses mains, une arme à double tranchant, frappant d'un côté Nestorius, et de l'autre atteignant Eutychès. Il procède volontiers par interrogations ; il enferme son adversaire dans des dilemmes d'où celui-ci ne peut sortir que meurtri et renversé ; dans la prosopopée, il s'élève à la grande éloquence. Sans doute il ne fait que reproduire des arguments connus ; mais par la passion, il leur donne une nouvelle vie.

Gondebaud s'aperçut bien des coups portés à l'arianisme, mais il ne montra ni rancune ni mauvaise humeur ; il se laissait volontiers séduire à l'éclat du talent ; chez lui le sectaire ne venait qu'après l'homme d'esprit.

De toutes les sectes qui, filles d'Arius, ne haïssaient guère moins l'arianisme officiel que la religion catholique, nous ne citerons que celle des



Photiniens. Photin, ressuscitant les doctrines d'Artémon et de Paul de Samosate, enseignait que le Christ n'a pas toujours été. « Il n'a existé, disait-il, que de l'heure où il a été conçu dans le sein de Marie; donc le Christ n'était qu'un homme. »

Gondebaud, toujours plus prêt à entamer une discussion qu'à confesser la vérité, demandait qu'Avitus lui prouvât contre Photin que le Rédempteur, avant son incarnation, participait de la nature divine, que par suite il était antérieur à Marie et que l'on ne pouvait pas dire : Il fut un temps où le Christ n'existait pas.

« Si le Christ n'est qu'un homme, répond Avitus, si un Dieu n'a point été la rançon des créatures, je ne sais plus alors ce que devient la rédemption. L'homme ne pouvait pas racheter l'homme. Ou bien le rédempteur était Dieu dès le commencement, ou bien celui qui est maintenant Dieu dans le ciel, a eu lui-même autrefois besoin d'un rédempteur. Pour prouver l'éternité et la divinité du Verbe fait chair, je ne choisirai que quelques textes, cela suffit à qui veut s'instruire; quant aux esprits rebelles et qui ne veulent que s'endurcir dans leur incrédulité, si quelques textes ne peuvent les convaincre, toutes les Ecritures ne les persuaderont pas. »

Et le saint évêque apporte les textes les plus clairs, les plus formels, et, appuyé sur eux, il prouve avec une grande force de raisonnement que le Christ, né de Marie dans le temps, engendré du Père de toute éternité, est vraiment Dieu, formé de la substance de Dieu. « Vrai Dieu et vrai homme, dit-il, il a en lui ce qui appartient à l'une et à l'autre nature; fils du Père, il est éternel; fils de Marie, il a commencé. »

Les lettres d'Avitus au roi burgonde sont pleines d'adresse et d'insinuation; on voit que l'évêque de Vienne, esprit gracieux et fin, n'oublie rien de ce qui peut gagner le prince à la foi catholique. C'est dans ce désir de ramener Gondebaut qu'il faut chercher la raison et l'excuse des louanges qu'il lui prodigue, de l'excessive déférence qu'il semble avoir pour lui, et de l'ascendant qu'il s'efforce de prendre sur son esprit et sur son cœur. L'on ne doit pas croire cependant que rien n'ait troublé la bonne intelligence entre le roi arien et le prélat catholique. Gondebaut, comme tous les barbares, était d'humeur capricieuse et prêtait volontiers l'oreille aux méchants propos. Les ariens cherchaient à perdre un adversaire dont le savoir et l'éloquence ne cessaient de les confondre et de les humilier. Tout prétexte leur était bon, toute calomnie leur semblait permise, dès qu'il s'agissait de ruiner Avitus dans la confiance du prince. C'est avec peine que l'on voit l'évêque descendre à se justifier d'imputa-

tions odieuses ; on craint même qu'il ne manque de dignité dans sa défense. Pour peu que l'on oublie le siècle, la situation et les hommes, on lui voudrait plus de fierté.

Un esclave, après s'être approprié un dépôt, s'était réfugié de Lyon à Vienne. Dans l'espoir d'échapper au châtement, il ne craignait pas d'assurer que, s'il avait trompé la confiance mise en lui, c'est qu'il y avait été encouragé par les conseils d'Avitus. Celui-ci avait fait transférer l'esclave infidèle de l'église de Vienne à celle de Lyon, où se devait juger l'affaire ; de là rumeurs et calomnies. Avitus dut écrire au roi pour lui expliquer les motifs de cette translation et détruire des soupçons injurieux.

« Si j'ai fait partir pour Lyon l'esclave infidèle, c'est que l'évêque de » Lyon, qui est là sur les lieux, pourra intercéder auprès des juges. Je » me soumetts d'avance à tout ce qu'il vous plaira d'ordonner : tout ce » que possède ma petite église, *ecclesiola mea*, bien plus, tout ce que » possèdent nos églises, est à vous, car c'est vous qui nous l'avez con- » servé ou donné. » On reconnaît dans cette phrase l'adresse d'Avitus ; il condescend à louer Gondebaud du mal qu'il s'est abstenu de faire aux catholiques. Il est inutile d'ajouter que le roi, un instant trompé, revint de son erreur et fit taire la calomnie.

## IX.

Gondebaud résistait toujours : dans la crainte de s'attirer la haine des Burgondes et d'exciter quelque violente sédition, il ne pouvait se résoudre à professer de bouche ce qu'il croyait de cœur ; mais Avitus avait travaillé avec trop d'ardeur patiente et de constance courageuse pour que Dieu n'accordât point quelque succès à tant de vœux et d'efforts.

Gondebaud avait deux fils, Sigismond et Godemar, élevés l'un et l'autre dans l'arianisme. L'ainé, Sigismond, éclairé par la parole et pressé par les instances de l'évêque de Vienne, se décida à embrasser le catholicisme. Ce jeune prince était cependant retenu dans l'hérésie par les liens les plus forts. Fils d'un père que rien ne pouvait décider à quitter l'erreur, appelé à régner sur un peuple arien, il avait épousé une princesse arienne, fille du grand Théodoric, et les enfants nés de ce mariage avaient été baptisés dans la communion hérétique. Ainsi, quoique nous n'ayons pas de détails sur cette conversion, nous pouvons croire qu'elle rencontra plus d'un obstacle. Nous voyons en effet dans les lettres d'Avi-

tus, Sigismond forcé par son père d'assister aux cérémonies des ariens, alors qu'il était déjà catholique. Ce prince avait passé les fêtes de Pâques à Chalon et l'année suivante à Lyon.

« Nous avons déploré votre absence, lui écrit Avitus ; vous n'avez fait, » nous le savons, qu'obéir au roi votre père ; si le lieu nous séparait, » le cœur nous unissait. Vous n'aimez qu'une seule Eglise, qui est la » nôtre. »

Ainsi des raisons politiques empêchèrent d'abord le royal néophyte de déclarer hautement son abjuration ; ainsi Avitus dans ses relations avec l'héritier du trône montrait une sage tolérance ; il savait excuser sur les ordres du roi la présence du prince dans les basiliques ariennes ; il savait aussi que ces ordres du roi n'avaient de motif que l'éloignement des Burgondes pour le culte orthodoxe. A la fin cependant, les difficultés s'aplanirent, et Sigismond, du consentement de Gondeband, put professer ouvertement la foi qu'il avait embrassée. Maître de ses actions, ce prince entreprit le voyage de Rome ; il désirait y vénérer le tombeau des apôtres, et rendre ses respects au chef visible de l'Eglise. Le pape, saint Symmaque, le reçut avec les plus grands honneurs, lui fit connaître toute la joie qu'il avait ressentie de sa conversion, lui accorda de précieuses reliques, et, lui parlant avec la douce autorité d'un père, lui donna dans leurs fréquents entretiens les conseils les plus sages.

Sigismond, de retour dans la Burgondie, voulut écrire au souverain pontife pour lui témoigner sa reconnaissance et solliciter de nouvelles faveurs ; Avitus lui prêta sa plume. Le prince envoyait à Rome le vénérable diacre Julien, chargé de le représenter auprès de l'évêque de l'Eglise universelle ; il demandait d'autres reliques, car il avait dû distribuer à diverses basiliques la plus grande partie de celles qu'il avait apportées.

Que l'on ne s'étonne point, même dans ce siècle des libres penseurs, de voir Sigismond solliciter et recevoir comme une faveur, des reliques de saint Pierre ; le culte des reliques est aussi ancien dans l'Eglise que le christianisme lui-même. Les premiers fidèles vénéraient les restes des martyrs et cherchaient à les recueillir au péril de leur vie. Les barbares eux-mêmes se sentaient attirés au catholicisme par les honneurs que l'on rendait dans nos basiliques à la dépouille des saints. Il y avait là quelque chose qui charmait ces hommes habitués à célébrer, à diviniser la mémoire des héros.

L'Orient surtout était riche de ces trésors, si enviés des princes et des peuples. L'Orient était la terre des patriarches et des prophètes, et le

berceau de notre foi ; c'était l'Orient qui gardait avec un soin presque jaloux les plus précieuses reliques ; c'était au patriarche de Jérusalem que s'adressaient les évêques désireux d'enrichir leurs églises de ces dons sanctifiants, comme on disait alors.

Hélie, de Jérusalem, avait envoyé à saint Avitus une parcelle de la vraie croix ; celui-ci le remercia avec effusion. A travers les métaphores outrées qu'il emploie, brille toute la vivacité de sa foi.

« Si j'estime tant cette parcelle de la croix, c'est parce qu'elle a servi » à notre rédemption. Grâce au présent venu de Jérusalem, le pâle » soleil de l'Occident participe de l'éclat que jette ce soleil qui se lève au » bord du Jourdain ; c'est un don splendide qui dissipe le nuage dont » enveloppait la Gaule l'affaiblissement de la foi ; c'est une source intarissable de biens qui s'est épanchée sur les Burgondes. »

Rien ne manquait à la joie d'Avitus : il possédait un morceau de la vraie croix ; Sigismond pouvait se montrer ouvertement catholique. Cette conversion était pour l'Eglise un succès inespéré ; elle préparait pour un avenir prochain le triomphe de l'orthodoxie ; dans le présent, elle lui assurait l'existence et la liberté. A partir de ce moment, l'influence et la force du catholicisme ne feront que grandir, tandis que la puissance de la communion rivale ira toujours en s'amoindrissant.

Gondebaud s'était associé Sigismond ; le jeune roi alla résider à Genève, près des lieux qui avaient été naguère le théâtre des persécutions. Poussé par ses amis et plus encore par le zèle ardent qui anime le nouveau converti, il ne craignait pas de travailler de toutes ses forces au progrès de ses nouvelles croyances. Son exemple et son autorité entraînèrent un grand nombre de Burgondes. Les catholiques, encouragés par ces premiers succès, sortirent de l'inaction où les avait longtemps retenus la crainte des hérétiques ; ils relevèrent les basiliques tombées, en construisirent de nouvelles et déployèrent toutes les pompes de leur culte pour célébrer cette espèce de résurrection. Avitus, en ceci comme en tout, avait pris la tête et donné le signal. Il aimait la magnificence dans les cérémonies du culte divin ; si, en dehors des fonctions sacrées, il ne voulait ni pompe ni cortège pour l'évêque, il désirait que l'on décorât splendidement les églises, qui, selon l'expression du P. Lacordaire, sont tout à la fois le palais, la citadelle et la maison où s'assemble la grande famille des fidèles.

La richesse et la beauté des édifices consacrés à Dieu sont comme un piège innocent auquel se laissent prendre les hommes. Ce tout qu'on appelle l'homme est composé d'un corps et d'une âme ; il n'y a pas que

l'esprit seul à satisfaire, comme à tort on le prétend dans le protestantisme ; il faut qu'il y ait quelque chose pour les sens, et c'est surtout quand il s'agit du culte qu'on peut et qu'on doit dire : « Qui veut trop faire l'ange fait la bête. » Le mot est de Pascal. Nos frères séparés nous le pardonneront ; car, s'il est peu poli, il est vrai.

Avitus, pauvre et avare pour lui-même, était riche et prodigue dès qu'il était question de Dieu et des temples élevés à sa gloire. Ainsi, il fit rebâtir à Vienne l'église du baptistère, l'enrichit de marbres précieux, d'une admirable mosaïque et d'un pavé d'une grande beauté. Il fit aussi reconstruire le baptistère avec un aqueduc, et n'oublia rien pour que l'ornementation répondît à la sainteté du lieu. Il plaça la basilique restaurée sous l'invocation des patriarches, des prophètes et du plus grand de tous, Jean-Baptiste, le saint précurseur.

Avitus pressait ou retenait le mouvement ; il le dirigeait avec une rare prudence ; il ne voulait pas d'efforts isolés, il espérait tout des efforts réunis. Il fallait marcher à l'ennemi en bataillons serrés, et, obéissant à une même discipline, se ranger autour d'un seul chef.

« Dans une rencontre particulière, écrivait-il, on court de plus grands » risques que dans une bataille générale. Dans le combat où tous s'unissent contre l'ennemi commun, le plus timide est encouragé par la » valeur d'autrui ; les forts couvrent les faibles, et ceux-ci, par leur union » avec les autres, ont la gloire d'être comptés dans l'armée des vaillants. » Ainsi, lorsque arrive la victoire, tous y ont part, et, quoique peu aient » bravement combattu, c'est à tous que reviennent l'honneur et la joie » du triomphe. Unissons-nous dans une sainte conspiration, et la victoire » est à nous, c'est-à-dire à la vérité catholique. »

Ce qui devait rendre cette victoire plus facile, c'était l'état de division, d'anarchie même, dans lequel se trouvait alors l'Eglise hérétique. Des sectes dissidentes, celle de Bonose et celle de Photin, disputaient les Burgondes à l'arianisme proprement dit ; elles avaient vécu longtemps isolées et séparées de la religion officielle. Les progrès du catholicisme réunirent un instant ces communions diverses. D'après les conseils d'une femme, une sorte de compromis eut lieu à Genève entre les ariens purs et les dissidents ; on se fit des concessions mutuelles, et, peut-être à l'insu de Gondebaud, on convint des termes d'un symbole commun. Avitus se hâta d'avertir Sigismond : « C'est toujours un triomphe que, sous » votre administration, trois hérésies aient dû se fondre en une seule, et » qu'ainsi ait diminué le nombre des schismes, et, par le retour de plu- » sieurs, le nombre des schismatiques. »

Au reste, il ne paraît pas que cette coalition des hérétiques ait produit l'effet espéré ; l'arianisme se mourait.

Sigismond était le bon génie qui protégeait les catholiques auprès de Gondebaud, toujours irrésolu, toujours défiant.

« Je crains le cœur du roi, lui disait Avitus ; je sais que je ne le ramènerai point, et qu'il ne faut voir en lui qu'un ennemi. L'hérésie s'environne de remparts ; c'est à vous de la combattre par l'élévation de votre rang, par votre zèle pour la foi, par le privilège de votre autorité. »

Avitus se trompait peut-être. Il se pouvait que Gondebaud ne fût point un ennemi, mais un partisan secret de la foi orthodoxe, qui, tenant compte des difficultés de la situation, croyait devoir ne pas approuver tout ce qui se faisait. Il devait craindre les emportements du zèle, et, quand il regardait dans l'avenir, redouter pour Sigismond la colère de cette hérésie qui s'environnait de remparts. De puissants comtes restaient fidèles à cette hérésie, et rien n'empêchait qu'ils ne s'unissent un jour contre le prince qui avait déserté leur Eglise. La conversion des autres n'était-elle due qu'à la seule conviction, et, en cas d'invasion, seraient-ils pour le roi catholique, ou n'iraient-ils pas plutôt avec leurs compatriotes restés ariens se joindre à l'envahisseur ? Il paraît même que, malgré la tolérance de Gondebaud et l'orthodoxie de son fils aîné, il y avait çà et là des velléités de persécution, car Avitus ajoute :

« Il est juste que vous mêliez vos larmes aux nôtres, et que vous usiez de sévérité, en châtiant ceux qui nous persécutent. »

L'évêque de Vienne écrivait souvent au royal prosélyte ; il avait pour lui toute la tendresse d'un père, tout le zèle d'un serviteur dévoué. Sigismond, vrai Burgonde, était farouche, emporté, cruel même ; chez lui le chrétien ne triomphait pas toujours du barbare ; un crime ne coûtait guère plus à cette nature violente qu'un acte héroïque. Il est intéressant de voir avec quelle adresse son saint et habile conseiller le manie, le dresse, le dirige, le dompte peu à peu ; il le caresse, il le flatte, mais c'est pour l'adoucir, pour l'appriivoiser ; il le prend au piège des louanges les plus innocentes, car ce qu'il loue en Sigismond, c'est ce qu'il voudrait y voir. Donné sous cette forme, le conseil allait plus droit au cœur. A cette époque de troubles et d'invasions, il fallait souvent entrer en campagne ; les Burgondes avaient à repousser de fréquentes incursions de Goths ou de Francs ; Sigismond marchait à la tête de l'armée. Avitus, dans ces circonstances, s'empressait de faire entendre au prince les conseils de sa prudente tendresse ; il se montrait inquiet d'une vie qui lui était si chère ; il le conjurait de se ménager, de ne pas trop exposer sa personne.

Fénelon ne devait guère écrire autrement au duc de Bourgogne. « Tous » les catholiques ont les yeux sur vous, car vous êtes tout leur espoir ; » aussi craignent-ils toujours que quelque malheur ne vous arrive. Nous » espérons de la bonté divine que votre retour nous sera une occasion de » joie ; cependant votre départ me jette dans une sorte de stupeur. J'au- » rais voulu auparavant tomber à vos genoux, couvrir votre main de » baisers, vénérer dans votre sainte poitrine le siège de notre foi. »

Ces expressions si fortes cesseront de nous étonner lorsque nous saurons que Sigismond n'était pas seulement l'espoir et le protecteur des catholiques, mais encore l'appui et la consolation de l'évêque de Vienne. Malgré le crédit dont il jouissait, Avitus essuyait bien des traverses et recevait bien des dégoûts. Gondebaud, comme tous les barbares, passait facilement de l'amitié à la colère ; le Germain qui vous caressait tout à l'heure, s'emportait tout à coup, prêt à vous sacrifier à la passion du moment ; riant soleil et ciel pur, pluie et grêle soudain.

Dans une de ses lettres au jeune roi, Avitus parle de ses tribulations, de la douleur qu'elles lui font éprouver, douleur qu'il compare à un feu dévorant. Pour se rassurer, il n'a que la bonté de Sigismond ; c'est elle seule qui le protège et le console parmi tant d'épreuves. Aussi quels vœux ne forme-t-il pas pour le bonheur des armes de son royal ami ! Lorsque, dans une homélie admirée encore du temps d'Agobard, il célébrera les succès de ce prince, il célébrera ses propres victoires.

## X.

Gondebaud mourut l'an 517, et Sigismond lui succéda. Le moment du triomphe complet de l'orthodoxie semblait arrivé ; un souverain catholique allait régner chez les Burgondes, et, bien que la nation conquérante ou du moins le plus grand nombre professât encore l'arianisme, on l'avait reconnu sans opposition. Tout faisait donc espérer que le roi ayant donné l'exemple, le peuple dont, suivant l'expression d'Avitus, il était le chef et le maître, ne tarderait pas à suivre. Mais, toute l'histoire le prouve, les peuples se laissent plus facilement entraîner à l'erreur que ramener à la vérité. Gondebaud avait jeté les Burgondes dans l'arianisme ; Sigismond ne pourra pas les en tirer. Les Burgondes dans l'arianisme voyaient les Ostrogoths d'Italie et les Visigoths de la Gaule qui pouvaient leur prêter un puissant appui ; ils ne voyaient dans le catholicisme que des Gallo-Romains qui ne savaient plus se battre, et des Francs qui avaient juré leur ruine. Plus tard, Henri VIII, avec l'aide des passions

cupides, imposa le schisme, Edouard et Elisabeth, l'hérésie aux Anglais ; ce même peuple chassera Jacques II, quand il essaiera de le ramener aux croyances de ses pères.

Dès l'an 515, Sigismond, d'après les conseils de l'évêque de Vienne, avait entrepris de rétablir le monastère d'Agaune, aujourd'hui Saint-Maurice en Valais, et d'y ajouter de nouveaux bâtiments. En 517, tout se trouvant achevé, il en fit faire solennellement la dédicace. Soixante évêques, dit-on, et les plus puissants parmi les comtes burgondes, se rassemblèrent à Agaune. On cite, outre notre saint, Viventiole de Lyon, Maxime de Genève, Théodore de Sion et Victorius de Grenoble. Avitus prêcha ; il ne nous reste qu'un court fragment de son homélie. L'assemblée dura seize jours ; elle fit quelques règlements que le P. Labbe nous a conservés. Elle établit le *Laus perennis* ou la psalmodie perpétuelle ; neuf chœurs de moines devaient se succéder l'un à l'autre. Après l'office divin, leur principale occupation était de transcrire les livres sacrés.

Le pape saint Hormisdas avait souvent pressé les évêques des provinces burgondes d'assembler un concile. Tant que Gondebaud avait vécu, ceux-ci n'avaient point osé obéir ; mais, dès qu'il fut mort, ils se montrèrent moins timides. Avitus et Viventiole de Lyon, s'étant assurés du consentement de Sigismond, convoquèrent le concile par des lettres circulaires que nous avons encore. Saint Viventiole permet à tous les laïques d'y assister et d'y accuser les clercs dont la conduite leur paraissait répréhensible. Le concile se tint à Epaone, le 8 des ides de septembre. Parmi les prélats qui s'y trouvèrent, l'histoire cite Avitus de Vienne, Viventiole de Lyon, Apollinaire de Valence, Claude de Besançon, Grégoire de Langres et Pragmace d'Autun : Avitus et Viventiole présidaient. On se tromperait fort si l'on voyait dans ce synode quelque chose de semblable à ce qui se passa au célèbre concile de Tolède, où les Visigoths d'Espagne abjurèrent l'arianisme à la voix de Récarède, leur premier roi catholique. Rien d'aussi grand ne devait avoir lieu à Epaone ; les évêques des provinces burgondes n'étaient là que pour délibérer en commun sur les intérêts de leurs Eglises, régler des points de discipline et rétablir l'ordre troublé par le règne précédent. Ils semblent ne s'être occupés de l'arianisme que pour rendre plus difficiles les relations entre les orthodoxes et les hérétiques.

Les évêques firent quarante canons ; nous ne rappellerons que les plus curieux.

Il est interdit aux évêques, aux prêtres et aux diacres, de nourrir des



chiens et des oiseaux de chasse ; ce qui montre que les mœurs barbares commençaient à s'introduire dans le clergé gallo-romain.

Il est défendu de vendre les biens ecclésiastiques et d'affranchir les esclaves des monastères ; canon qui consacre l'immobilité des biens de l'Eglise, cause principale de l'indépendance du clergé, dont on voudrait ne faire de nos jours qu'un corps de fonctionnaires agissant au nom et pour les seuls intérêts du pouvoir.

Il est permis à un laïque d'accuser un clerc, de quelque rang qu'il soit.

Si la veuve d'un prêtre ou d'un diacre se remarie, elle sera chassée de l'Eglise jusqu'à ce qu'elle se soit séparée de son second mari.

Comment entendre ce canon et le concilier avec la discipline dès lors en vigueur dans l'Eglise catholique ? Il ne peut s'agir ici ni de prêtres ni de diacres ariens ; cela n'aurait pas regardé le concile. Il est évidemment question d'un prêtre ou d'un diacre catholique. Comme aux papes d'aujourd'hui, le mariage leur était donc alors permis ? — Pas le moins du monde. — Mais le canon ? — L'histoire nous vient en aide, et nous pouvons le comprendre et l'expliquer. Il était permis à un homme marié de se séparer de sa femme, si celle-ci y consentait, et de se faire admettre aux saints ordres. Le mariage n'était pas détruit ; on renonçait seulement aux droits qu'il confère. La femme se retirait dans quelque monastère ; le mari exerçait les fonctions sacrées. Le prêtre ou le diacre mort, la femme pouvait avoir envie de quitter son couvent et de convoier à de secondes noces :

Souvent femme varie,  
Bien fol est qui s'y fie.

Voilà ce que, pour sauvegarder la dignité du défunt, défendait le concile d'Epaone.

Une preuve que l'arianisme était encore puissant et dangereux, c'est que le quinzième canon interdit, sous les peines les plus sévères, de fréquenter les prêtres de cette communion.

Le trente-troisième canon est le plus célèbre ; il concerne les basiliques. Ce canon, inspiré par Avitus, porte :

« Nous avons en telle exécution les basiliques ariennes, qu'il nous » semble impossible de les jamais purifier ; nous dédaignons de les employer à de saints usages. Nous pouvons cependant reprendre celles » qui ont été enlevées à notre culte. »

C'était là une dérogação aux habitudes catholiques. Un siècle aupa-

ravant, Prudence avait dit dans son poème *De potentiâ crucis* : Nous pouvons conserver, en les purifiant, les monuments de Rome païenne. Le concile d'Orléans venait de décider que l'on pouvait consacrer les édifices ariens au culte orthodoxe.

Pour comprendre toute la sagesse de ce trente-troisième canon d'Épaulone, il faut se rappeler que si le roi était catholique, le plus grand nombre des Burgondes restait encore attaché à l'hérésie ; Sigismond et les orthodoxes devaient donc user de ménagements. Les rois forts et bien affermis peuvent seuls imposer à leurs peuples une nouvelle religion, ou leur faire embrasser celle qu'ils ont délaissée : Clovis l'avait fait après la bataille de Tolbiac ; Récarède le fera après le règne vigoureux de Léowigilde. Et encore des leudes païens venaient-ils s'asseoir à la table des fils de Clovis ! Sigismond n'était ni vainqueur ni affermi. Les attaques des Francs avaient ébranlé sa puissance ; le roi des Ostrogoths le menaçait ; les comtes burgondes étaient travaillés d'un esprit d'indépendance et de révolte. La situation était difficile. Livré à lui-même, le jeune roi n'aurait guère tenu compte des obstacles ; il était entouré d'hommes qui le pressaient d'en finir avec l'arianisme ; un zèle peu éclairé pouvait le jeter dans des voies de violence, et son caractère ne l'y portait que trop. Heureusement, il avait dans Avitus un ami qui lui donnait de meilleurs conseils, et qui savait contenir dans de justes bornes la réaction catholique. Le clergé orthodoxe, si longtemps persécuté, allait abuser de son triomphe et persécuter à son tour. Déjà, là où il était le plus fort, il chassait les ariens et s'emparait de leurs temples. Avitus prévoyait de terribles représailles, il les craignait, il voulait à tout prix les écarter. Il crut devoir blâmer la conduite imprudente des Gallo-Romains, et il le fit avec force dans une lettre à Victorius de Grenoble. Cette lettre a une grande importance ; elle nous montre deux partis religieux prêts à s'attaquer, la famille royale divisée, et les ariens portant déjà leurs espérances au delà du règne de Sigismond. Aussi l'évêque de Vienne s'opposait-il à toute violence, à toute spoliation.

« Si nous conseillons au roi, dit-il, de faire servir au culte catholique » les temples que son père a donnés à l'arianisme, les hérétiques, et ce » ne sera pas à tort, vont crier à la persécution. Si l'on passe outre, et » que, dans leur opiniâtreté, ils affrontent la mort plutôt que de céder, ils » revendiqueront la gloire du martyr, ils auront confessé leur foi. Si, » après nous, un arien vient à être roi, et cela n'est point impossible, » quelque persécution qu'il excite alors, il soutiendra qu'il n'agit que » pour faire rendre à son Eglise ce qu'elle aura perdu. — Mais le succes-

» seur de Sigismond peut être un prince catholique; Sigéric, son fils aîné,  
 » se convertira. — Soit, mais que répondrez-vous si les rois voisins,  
 » sous prétexte de venger les prêtres ariens, se mettent à persécuter les  
 » catholiques? »

Quelques évêques ne comprenaient ni la prudence ni la modération d'Avitus; il craint de les irriter, et c'est pour justifier à leurs yeux sa prévoyante tolérance qu'il aborde un autre ordre de raisonnements, et recourt aux textes de l'Écriture et à une discussion toute théologique. Son argumentation n'est pas heureuse; elle est faible pour être trop subtile; il fait violence aux textes afin d'en tirer ce qu'ils ne renferment pas. Il n'était pas facile, il est vrai, de prouver que ceux-là seuls qui ne craignent pas de réitérer le baptême, peuvent se permettre de réitérer la consécration d'une basilique. Mais à cette objection : Les ariens se sont emparés de nos églises et les ont consacrées de nouveau, Avitus répondait avec son esprit élevé et sa mansuétude évangélique :

« S'emparer des autels d'autrui, répond-il, prendre aux autres ce qui  
 » est à eux, cela ne convient point à la colombe; il faut surtout s'interdire  
 » ce que l'hérésie se croit permis. »

La fin de la lettre montre qu'il voyait loin et juste; il ne veut pas qu'on touche aux temples hérétiques :

« Il faut que, honteusement abandonnés, ils tombent en ruine. Le peu-  
 » ple, qui les verra condamnés à une éternelle solitude, sera saisi d'une  
 » sainte frayeur; plus il concevra d'horreur pour ces temples maudits,  
 » plus il se hâtera de revenir à la vraie foi. »

Respecter les temples ariens, laisser tomber ceux qui n'étaient plus fréquentés, faire fondre les vases sacrés des hérétiques, attendre que l'arianisme périclète de langueur et de consommation, voilà ce que l'évêque de Vienne regardait comme le parti le plus habile et le plus sûr. L'Eglise orthodoxe, en effet, n'avait nul besoin de s'enrichir des dépouilles de sa rivale. Les biens affluaient de toutes parts dans son sein; Sigismond la comblait de faveurs; les sénateurs gallo-romains, les grandes familles burgondes converties lui abandonnaient de magnifiques domaines.

« Sous le sceptre florissant d'un roi catholique, s'écriait Avitus dans une  
 » circonstance solennelle, les oratoires, les temples des martyrs se mul-  
 » tiplient; les bourgades ne sont pas moins embellies par leurs édifices  
 » sacrés que protégées par leurs célestes patrons; disons mieux, illustrées  
 » par ce saint patronage, de simples bourgades qu'elles étaient, elles de-  
 » viennent d'importantes cités. »

Il n'était donc pas besoin de se presser; les progrès de l'orthodoxie n'au-

raient pu être que compromis par une ardeur trop inquiète. Mais restait à résoudre une question bien autrement importante. Des prêtres, des évêques mêmes, quittaient l'hérésie pour entrer dans l'Eglise catholique ; quelle devait y être leur place ? Les admettre dans les rangs du sacerdoce, c'était risquer de confier à des hérétiques cachés, ou du moins à des néophytes peu affermis, le soin des choses saintes ; les tenir éloignés des fonctions cléricales, c'était empêcher par trop de rigueur le clergé arien de se convertir.

« Je le dis par l'inspiration de Dieu, répond Avitus à un prélat qui le consultait, on peut les élever à quelque rang que ce soit dans le sacerdoce, si toutefois ils ne sont point engagés dans le mariage, s'il n'y a rien ni dans leur foi ni dans leurs mœurs qui puisse y mettre obstacle. »

Cette décision de l'évêque de Vienne montre toute la sagesse et l'habileté de sa conduite dans la difficile entreprise de convertir et de gouverner un peuple. Saint Remi était placé dans d'autres conditions ; sa tâche était plus aisée ; il pouvait la remplir avec de moindres efforts et de moindres lumières.

Et cependant Avitus ne se bornait point à diriger, à modérer, à contenir dans l'intérêt même du catholicisme l'ardeur de Sigismond et l'impatience de quelques évêques ; il s'inquiétait aussi de la situation de l'Eglise orientale, déchirée alors par le schisme, travaillée par l'hérésie, bouleversée par la manie théologique de l'empereur Anastase. Dans une lettre au pape saint Hormisdas, il se réjouit de ce que la Dardanie, l'Illyrie et la Thrace sont revenues à l'unité.

Ennodius de Pavie avait été envoyé en Orient par le souverain pontife.

« Quel a été, demande Avitus, le succès de sa légation ? Le silence du pape, qui est chargé d'instruire le troupeau dans l'étendue de l'Eglise universelle, nous laisse dans l'inquiétude, nous autres évêques des Gaules. C'est à votre décision que nous nous en rapportons tous dans tout ce qui concerne la foi. Est-il vrai, comme on le publie, que l'Orient s'est réconcilié avec l'Eglise romaine ? Ennodius, à son retour, pourra-t-il dans un écrit digne de créance montrer quelque chose de net, de franc et de précis ? Les Grecs se sont-ils soumis de bonne foi et sans arrière-pensée au jugement du souverain pontife ? »

La réponse d'Hormisdas est du 15 février 518. Il y donne à l'évêque de Vienne tous les renseignements que celui-ci avait demandés.

« La légation d'Ennodius est restée sans résultat ; les Grecs désirent

» la paix de bouche et non de cœur ; leurs paroles affirment qu'ils la veulent ; leurs actes montrent qu'ils sont loin de la vouloir ; on les voit » suivre ce qu'ils condamnent et négliger ce qu'ils professent. »

Il serait difficile de mieux peindre en moins de mots les Grecs du Bas-Empire ; les Grecs d'aujourd'hui sont plus francs dans leur haine contre Rome : le sont-ils autant dans la discussion et surtout dans la manière d'exposer les faits ? Il est permis d'en douter. Qu'ils habitent l'Europe ou l'Asie, qu'ils soient libres, qu'ils soient soumis au czar ou au sultan, ils ont tout l'air de croire que la parole n'a été donnée à l'homme que pour déguiser sa pensée ; ils nomment vérité ce qui est mensonge, et mensonge ce qui est vérité ; ils ont appris au loup à se cacher sous la peau du mouton pour mieux séduire le troupeau, en ne lui laissant voir dans la houlette qui dirige et protège que le bâton qui frappe et opprime.

Sans la patience, sans la longanimité des pontifes romains, les sophistes de Byzance n'auraient pas attendu pour rompre avec l'Occident la vaniteuse ignorance de Michel Cérulaire ou l'orgueilleuse ambition de Photius.

Il n'est pas prouvé que le saint évêque de Vienne ait pu voir le rétablissement de cette paix, qu'il souhaitait si vivement sans trop oser l'espérer ; le schisme ne s'éteignit qu'après la mort de l'imbécile Anastase, lorsque l'empereur Justin eut joint sa volonté aux efforts des souverains pontifes.

F. RICHARD-BAUDIN.

*(La fin à la prochaine livraison.)*



## LE DROIT D'ASILE A ORNANS.

---

### 5. LETTRE A M. L'ABBÉ SUCHET.

---

(Voir la livraison du 30 juin 1867.)

De toutes les époques de notre histoire, le moyen âge est sans contredit celle qui a été le plus diversement appréciée. On aime le moyen âge ou on le déteste ; il semble qu'on ne puisse étudier ses annales avec indifférence. Objet d'une admiration outrée et de critiques impitoyables, il a été tour à tour exalté comme le modèle des sociétés chrétiennes et maudit au nom de la raison et de la morale. Peut-être serait-il plus simple et plus juste en même temps d'y voir, comme partout ailleurs, un mélange de bien et de mal ; seulement l'extrême énergie des caractères donnait alors aux actions un relief puissant, une grandeur réelle, mais qui doit paraître un peu sauvage aux sociétés plus avancées.

Son crime — j'aime mieux dire son malheur — fut l'indiscipline : il ne concevait pas la règle dans la force, et ce défaut seul aurait suffi à l'entraîner aux abîmes si l'Eglise n'était intervenue et n'avait « en quelque sorte attaqué la barbarie par tous les bouts, pour la civiliser en la dominant (1). »

Le droit d'asile d'Ornans est un produit de cette intervention, un triomphe du christianisme sur la barbarie : je l'ai affirmé, je vais essayer de le prouver.

Bien des gens se persuadent, sans y trop réfléchir, que la conversion des Germains au christianisme, après les invasions, fut prompte et facile.

(1) GUIZOT, *Civil. en Europe*, 3<sup>e</sup> leçon.

C'est une erreur manifeste. On ne quitte pas sans peine la religion des aïeux, surtout quand elle flatte les penchants de la nature; la répugnance innée de la barbarie à tout travail de l'esprit augmentait encore la difficulté. L'histoire, d'ailleurs, est là pour l'attester. Les Germains erraient depuis plus de trois cents ans au milieu des institutions chrétiennes; les évêques et les moines s'étaient réunis pour éclairer leurs esprits et élever leurs cœurs, et l'opposition n'était pas vaincue. Sans doute, le christianisme poursuivait sa marche ascendante; les chefs mérovingiens élevés au patriciat par les empereurs promettaient « de faire justice aux églises de Dieu et aux pauvres, » et ils tenaient souvent parole; les évêques siégeaient dans les conseils des rois et le nom de la Sainte Trinité était écrit en tête des capitulaires; sur tous les points du territoire les conciles travaillaient avec persévérance à la réforme des croyances et des mœurs publiques. Bien plus, la piété et la sainteté florissaient à l'ombre des cathédrales et dans la solitude des cloîtres. Mais au dehors Tacite aurait pu reconnaître ses Germains : c'étaient toujours les mauvais instincts des hommes du Nord, la passion de jouir et de détruire, la soif de l'or et la soif de la vengeance; c'était enfin la barbarie violente, remuante, à ce point que « si l'Eglise chrétienne n'avait pas existé, le monde entier aurait été livré à la pure force matérielle (1). »

Les choses en étaient là quand Charlemagne parut. Comme tous les hommes de génie, il comprit les besoins de son époque et la grandeur de sa mission. Son idée dominante était de civiliser ses peuples; mais l'intelligence a seule ce pouvoir, et il savait à merveille où cette intelligence résidait. Constantin avait donné la liberté à l'Eglise, Charlemagne fit plus : il se proclama *auxiliaire en toute chose du siège apostolique*. En renouvelant la donation de Pépin, il fonda la liberté politique de l'Eglise; en rétablissant l'empire d'Occident de concert avec la papauté, il mit le pouvoir séculier au service de la civilisation chrétienne. Quarante assemblées tenues sous son règne maintinrent dans ses Etats le dogme et la discipline. Et pourtant, chose surprenante, sa forte main parut craindre de toucher directement aux institutions barbares. Moins hardi que ses prédécesseurs Childbert et Clotaire, il ne tenta pas de remplacer la composition pécuniaire par la peine capitale; il ne supprima ni le duel judiciaire ni le jugement de Dieu. L'immense désordre qui l'entourait lui paraissait-il invincible? Croyait-il faire assez contre la barbarie en fortifiant l'Eglise? Quel qu'il en soit, j'insiste à dessein sur ce fait incontestable, dont les consé-

(1) Guizot, *ibid.*, 2<sup>e</sup> leçon.

quances ne pouvaient manquer de se produire tôt ou tard. Le duel, c'est le bon droit abandonné à la chance des armes; chez un peuple grossier et sous un gouvernement faible, c'est la guerre de tous contre tous.

Trente ans à peine après la mort de Charlemagne, l'unité de gouvernement avait disparu. Un peu plus tard, vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, on comptait sept royaumes dans la grande monarchie, et ce n'était que le prélude d'un démembrement plus considérable encore.

Les rois ou chefs mérovingiens avaient dès l'origine, l'habitude — un peu forcée — de concéder à leurs compagnons d'armes, à titre de récompense et à charge de certaines redevances, différentes portions du territoire conquis : c'est ce qu'on appelait bénéfices ou fiefs. Ces bénéfices, amovibles de leur nature, étaient, pour la plupart, viagers et nullement héréditaires. Du vivant de Pépin et de Charlemagne, les leudes manifestaient déjà une tendance fort explicable d'ailleurs à se rendre propriétaires absolus; mais la révolte présentant alors de sérieux inconvénients, ils remirent à des temps plus propices la réalisation de leurs désirs. L'incapacité, tranchons le mot, l'imbécillité des Carlovingiens les servit à souhait et plutôt qu'ils n'auraient osé l'espérer. Les grands vassaux, ducs, marquis, comtes, vicomtes, se déclarèrent successivement maîtres de leurs fiefs, et comme de la propriété à la souveraineté il n'y a qu'un pas, la puissance qu'ils s'arrogèrent sur les terres et les habitants ne connut plus de limites : ils exerçaient tant bien que mal, mais réellement, tous les droits souverains, levaient les impôts, battaient monnaie. Chaque fief formait un Etat à part, qui se suffisait à lui-même en matière de législation, de taxes, de guerre. A la fin du x<sup>e</sup> siècle — au moment où la féodalité triomphait définitivement — la France comptait cinquante-cinq Etats de cette espèce, fractionnés eux-mêmes en arrière-fiefs, c'est-à-dire en Etats plus petits encore. Si l'on pouvait parler ainsi, je dirais que la France était émiettée.

La barbarie continuait donc sous une forme nouvelle et plus révoltante. Afin de conserver leurs domaines usurpés et de lutter contre les prétentions rivales, les possesseurs de fiefs couvrirent le territoire de lourdes, massives et sombres forteresses. Impatients du repos, ces hommes de fer se livraient entre eux des guerres sanglantes et continuelles; si parfois un semblant de paix leur faisait quelques loisirs, ils en profitaient pour courir les aventures, détrousser les passants, battre les prêtres et les moines, piller les marchands et les laboureurs. En vain les opprimés auraient-ils essayé d'en appeler à un pouvoir exécutif central, indépendant, assez fort pour commander et se faire obéir : à ceux qui lui reprochaient de to-



lérer ces excès, Charles le Chauve avait déjà répondu qu'il était loisible à chacun de se défendre comme il l'entendrait. Il n'y avait plus ni justice ni tribunaux permanents; la force était en réalité la seule garantie du droit; on n'en connaissait pas d'autre. En l'absence de toute loi protectrice, l'individu était dans la nécessité de se protéger lui-même, de se faire justice à lui-même, de recourir enfin au duel et aux guerres privées. Avec les meilleures intentions, les possesseurs de fiefs n'auraient pu trouver d'autres moyens de vider leurs débats.

Le peuple, exposé de tout temps à pâtir des sottises des grands, eût fait sagement de se préserver de cette fièvre belliqueuse et d'attendre en patience un avenir meilleur. Mais il n'avait garde de faillir aussi gravement à ses instincts imitateurs. A l'exemple de ses maîtres, il se jeta dans la *faida*, les duels, les vengeances et guerres privées, avec cette ardeur aveugle qu'on lui connaît (1). « Telle était la force des liens du sang qu'un meurtre ou une injure armait aussitôt deux parentés entières, celle de l'offenseur et celle de l'offensé. Tous les parents de l'insulté ou du mort attaquaient l'insultant ou le meurtrier, qui était à son tour défendu par ses proches; c'était un carnage, c'était une boucherie qui ne finissait quelquefois que par l'extinction totale ou par l'affaiblissement d'une des deux races (2). »

L'imagination n'arrive qu'avec effort à se représenter le milieu d'incohérence, de violence, d'iniquité, où la société se débattait. Certes, il ne faut pas être surpris si les grands esprits d'alors, fourvoyés dans ce chaos, en vinrent à rêver la dissolution de toutes choses et la fin prochaine du monde vieilli : *senescente mundo* !

Un publiciste éminent, sur la parole duquel on aime à s'appuyer, a dit quelque part : « La féodalité a été un premier pas hors de la barbarie, le passage de la barbarie à la civilisation (3). » Il ne m'appartient point — et je n'ai aucun mérite à le reconnaître — de lui donner un démenti;

(1) Titre du décret synodal de *Pace*, porté *apud Cadomum*, ann. 1042. — *Patrologie* de Migne; *Monumenta de treugd Domini*, tom. CLI, p. 748. — La *faide*, en latin *faida*, était l'inimitié qui portait à venger la mort d'un parent, *vendetta*, vengeance de famille. Voyez DUCANGE.

(2) PERRECIOT, tom. II, in-4°, p. 568. — Raoul Glaber, historien du XI<sup>e</sup> siècle, parle d'une guerre qui dura de son temps *plus de trente ans* entre deux familles, l'une de Joigny et l'autre d'Auxerre, et qui avait pour objet une métairie située dans le Sénonais. V. le texte, qui est très curieux, *Hist.*, lib. II, cap. X, et ap. Perreciot, loc. cit.

■(3) Guizot, *Civil. en France*, 11<sup>e</sup> leçon.

mais ne se l'infige-t-il pas à lui-même lorsqu'il affirme ailleurs : « Le cri des peuples venait continuellement presser l'Eglise de prendre la place du gouvernement temporel.... Au x<sup>e</sup> siècle, les peuples n'étaient point en état de se défendre, de faire valoir leurs droits contre la violence civile : la religion intervenait au nom du Ciel (1). » Fort bien ; mais il semble alors que la féodalité, au moins à son début, n'avancait guère les affaires de la civilisation, puisque les peuples abîmés avaient placé en Dieu leur dernier espoir.

Pourquoi le dissimuler ? « Ce qui étonne dans les origines de la féodalité, c'est de n'y trouver rien de chrétien. On ne voit pas que le christianisme ait rien fait pour affermir le pouvoir des nobles.... Il ne pouvait consacrer le principe païen de l'inégalité des races. La féodalité, malgré ses services, eut le danger de tendre à la division, au morcellement du territoire, à cet esprit d'indiscipline qui fait le caractère de la barbarie (2). »

Le peuple, fatigué de la tyrannie des grands, et non moins fatigué sans doute de se déchirer de ses propres mains, tourna ses regards vers la seule autorité sérieuse et digne d'être écoutée, l'Eglise. Mêlée à la société civile, dont elle se distinguait pourtant très nettement par son organisation et ses tendances, l'Eglise connaissait les emportements de la féodalité ; une douloureuse expérience lui avait révélé la profondeur et l'intensité du mal ; mais, plus forte et mieux avisée que le pouvoir temporel, elle ne s'était pas abandonnée à un stérile découragement. Son opinion — comme on dirait aujourd'hui — n'était un mystère pour personne : elle se produisait sans affectation et sans crainte dans les prières publiques contre les tyrans : *missa contra tyrannos*, — et dans le chant trois fois répété, à vêpres, de ce verset du cantique : *Deposuit potentes de sede* ! Enfin, quand le cri des peuples devint plus pressant, elle n'hésita pas à sortir de ses temples, à opposer une résistance ouverte à la domination exclusive de la force brutale.

C'est à l'Eglise en effet, et à elle seule, que revient l'honneur de l'initiative dans le travail de reconstruction de la société, dans le rétablissement de l'ordre contre l'indiscipline. Ne pouvant faire appel à l'autorité temporelle qui avait disparu, elle employa son arme favorite, la prédication ; elle lança contre les fauteurs de désordres et d'anarchie, des excommunications, peine effrayante qui frappait l'esprit des peuples d'une

(1) GUIZOT, *Civil. en Europe*, 5<sup>e</sup> leçon.

(2) ORNAN, *Civil. chez les Francs*, chap. VIII.

crainte salutaire. En vertu d'un ordre descendu du Ciel (1), des conciles prononcèrent le nom et imposèrent pour la première fois le *serment de la paix*, dès la fin du x<sup>e</sup> siècle. Ces conciles se composaient non-seulement des évêques, des abbés et des simples prêtres; mais à ces assemblées politiques autant que religieuses, on appelait, avec les princes et les chevaliers, les habitants des villes et des campagnes. Là on portait les reliques des saints, on lisait l'Evangile: l'Eglise, au milieu du plus solennel appareil, commandait aux puissants d'arrêter le cours de leur vengeance; elle faisait jurer de protéger la paix partout et toujours, de s'associer pour combattre les violateurs de la paix, pour défendre les clercs, les femmes, les faibles, tous les biens de la terre, les paysans et les marchands.

Cependant le clergé ne tarda pas à s'apercevoir que le fardeau d'une paix perpétuelle était trop lourd pour les mœurs nationales. On jurait, il est vrai, les associations pacifiques, mais on les délaissait avec une égale facilité: la force régnait toujours, les églises et les chaumières n'avaient point encore retrouvé la sécurité. Le clergé se borna alors à demander non plus la paix, mais la *trêve*, c'est-à-dire la suspension de la guerre, même entre ceux qui se livraient au métier des armes. Cette trêve, peu à peu étendue, devait durer quarante jours depuis le moment de l'offense; elle devait être observée toutes les semaines, du mercredi soir au lundi matin, tous les jours de fête annoncés au prône, les fêtes de la sainte Vierge, les vigiles de toutes fêtes, depuis le commencement de l'Avent jusqu'au dimanche qui suit l'Epiphanie, du commencement du carême jusqu'à l'octave de la Pentecôte. Les jours de trêve imposés par les ordonnances ecclésiastiques ne devaient guère monter à moins de trois cents par an.

Le droit de guerre subissait d'autres restrictions, et celles-là étaient permanentes. Pour les clercs, pour les moines, pour les religieuses, pour l'église et son enceinte, jusqu'à trente, quelquefois soixante pas de distance, pour le paysan, pour sa demeure, pour son vêtement, pour son bœuf ou sa vache, pour le berger et ses moutons, pour l'écolier, pour le marchand, pour le voyageur, pour tout homme allant à l'église, pour les femmes et pour les hommes qui accompagnaient une femme, la sauvegarde fut permanente, la paix fut perpétuelle. On ne pouvait s'attaquer

(1) Credimus namque istam causam à Deo nobis cœlitus inspiratam divinâ opitulatione, quia apud nos, ut credimus, nihil boni agebatur quando à Deo populoque transmissa est. (*Patrologie de Migne, ibid., p. 756.*)

qu'à ceux qui portaient des armes. Les hommes et les choses de Dieu devaient toujours être respectés; les hommes et les instruments de travail étaient sacrés aussi.

La trêve avait sa juridiction spéciale, qui appartenait souvent à l'archidiacre et avait pour chef suprême l'évêque du diocèse. Tous les infracteurs de la paix, sans nulle distinction, étaient tenus de comparaître devant ses tribunaux. En dehors des peines spirituelles, on avait établi des peines temporelles graduées, telles que l'amende, l'exil, la perte d'une main. Les évêques appelaient les seigneurs laïques à leurs assises et les intéressaient sagement à la réussite de leur œuvre, en leur abandonnant une part des amendes. « Seulement, pour ne pas altérer le principe de la trêve, qu'il eût été dangereux de livrer à la race guerrière, ces tribunaux restèrent essentiellement ecclésiastiques; les causes d'infraction de la paix étaient de la compétence de l'évêque; les seigneurs n'étaient là que pour rendre les jugements plus efficaces, par leur adhésion ou leur coopération (1). » Ainsi le règne de la justice succédait à la loi barbare du combat et de la vengeance.

La trêve de Dieu était organisée; elle avait ses lois, ses tribunaux, son code pénal. Toutefois, le cas pouvait se rencontrer où des seigneurs récalcitrants braveraient derrière leurs murs crénelés les anathèmes et les arrêts de la justice. Que faire alors? Un seul moyen restait, les réduire par la force. L'Eglise ne recula pas devant cette extrémité: elle donna à la paix son armée, et cette armée ce fut tout le monde. Dans l'impossibilité de ramener par la persuasion ou l'intimidation ceux qui tenaient l'épée et en abusaient, on arma tout le reste; on institua le combat pour avoir la paix; on fit de la guerre une institution sociale et un moyen d'ordre. Dans un grand nombre de diocèses, toute la population, serfs et libres, seigneurs et paysans, clercs et laïques, dès l'âge de quatorze ans, quelquefois de douze, juraient sur les reliques des saints de s'armer pour faire respecter la paix. Les curés donnaient le signal, déployaient leurs bannières, marchaient contre les rebelles, en tête de leurs paroissiens. « C'était certes une grande hardiesse que ce tocsin révolutionnaire, ainsi sonné par l'Eglise, que cette force qu'elle instituait. Indépendante de toute puissance et de toute obligation de vasselage, cette armée anti-féodale et, on peut le dire, républicaine, commandée par la seule Eglise, ne relevait, dans le désordre de la hiérarchie suzeraine et

(1) *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1887: la Trêve de Dieu, par M. L. Binaut.

dans l'affaiblissement de la royauté, que de la justice de Dieu (1). »

Les associations ou confréries — c'est le nom qu'on donnait à la milice de la paix — portèrent le plus terrible coup à la puissance absolue des seigneurs. Mais outre ce premier service, elles en rendirent bientôt un autre non moins important, et sur lequel je me permettrai d'appeler particulièrement votre attention.

Dès que les peuples eurent appris à se garantir par l'association, les associations se multiplièrent; elles réveillèrent ces libertés éteintes, ce droit municipal étouffé; non aboli, dont le souvenir n'était pas perdu; elles firent les communes; un grand nombre de communes portèrent le nom de *paix*, et à leur tour les associations de la paix sont fréquemment appelées *communes*. Pendant tout le cours du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> siècle, la France offrit un spectacle nouveau. Au sein même de la féodalité, dans les bourgades les plus humbles comme dans les plus grandes villes, on vit s'élever, par la puissance de l'association, de petites républiques se gouvernant elles-mêmes, ayant leur justice, leur sceau, leur beffroi, leurs magistrats, leur conseil exécutif, leur police, leur législation, leurs coutumes particulières. Le nom de *communes*, avant de désigner les municipalités du nord, de l'est et de l'ouest de la France, avait été donné, au X<sup>e</sup> siècle et au XI<sup>e</sup>, aux associations diocésaines de la paix, à ces ligues unies par le serment, dirigées par les évêques, les archidiaques et les curés, qui marchaient à la conquête de la paix. A cette époque seulement — dans la première partie du XII<sup>e</sup> siècle — quelques-unes commencèrent à se localiser, à se restreindre dans l'enceinte d'une ville; cependant la plupart d'entre elles embrassaient encore tout un diocèse. A la fin du XII<sup>e</sup> siècle, ces communes diocésaines semblent avoir presque partout disparu, et dans le même temps les communes municipales sont parvenues au moment de leur prospérité la plus grande.

L'origine de ces communes peut-elle être autre que celle des communes diocésaines qui sont sorties de la trêve de Dieu, des pactes et des associations de la paix?

Entre les premières communes ou associations diocésaines de la paix, et les communes municipales, on ne peut signaler qu'une seule différence, que le nom indique : les premières comprennent un diocèse; c'est le pacte du pays tout entier, formé à la demande des évêques, sanctionné par le serment; les secondes sont l'application à une ville, à

(1) Le *Correspondant* du 25 mai 1858 : la Trêve de Dieu, par M. F. de Champagny. Vous pourrez remarquer que je lui ai fait d'autres emprunts.

un bourg, de ces associations d'abord étendues à un diocèse. Tout, hors cette différence, est identique. La commune municipale ou commune jurée est aussi une association liée par un serment, pour la défense des droits et des possessions de ses membres, pour le maintien de la sécurité publique; et afin que rien ne manque à la ressemblance, les premières communes, je le répète, se nomment indifféremment *communes* ou *paix*.

La première apparition des communes coïncide exactement avec la généralisation, la consécration solennelle par l'Eglise entière des associations de la paix. Et peut-on s'étonner que des associations créées d'abord pour défendre tous les faibles, tous les clercs, tous les paysans, tous les amis de la paix, se soient promptement changées en associations urbaines, dans lesquelles chacun prenait les mêmes obligations pour la défense de ses proches, de ses amis et de ses concitoyens? La première obligation, trop lourde pour l'imperfection humaine, dut se transformer dans la seconde, plus facile, plus conforme à notre faiblesse, et qui appliquait nos forces et notre dévouement à nos proches, à l'enceinte de la cité à laquelle nous attachaient toutes nos affections, tous nos intérêts, et dont la vie était en quelque sorte notre vie (1).

Cette doctrine, qui paraît nouvelle, est résumée très clairement, selon moi, dans quelques lignes d'Yves de Chartres, illustre entre tous les évêques de son temps et habile surtout dans la connaissance des lois ecclésiastiques: « La trêve de Dieu, dit-il, n'a pas été instituée par l'autorité publique, par une loi du souverain: établie pour le bien de tous, elle repose sur un pacte, un accord des peuples confirmé par l'autorité des évêques et des églises. Avant de prononcer un jugement contre les violateurs de la paix, il faut donc s'enquérir des clauses et conventions renfermées dans le pacte d'association consenti par les paroissiens de chaque église particulière: à défaut de titres écrits, on s'en rapporte au témoignage des prud'hommes (2). » Ainsi, avant 1115, date de la mort d'Yves de Chartres, les prud'hommes étaient déjà constitués

(1) *La Paix et la Trêve de Dieu*, par M. Ernest SEMICHON, avocat; Paris, Didier, 1857. J'ai reproduit à peu près textuellement les conclusions de l'auteur: l'abbé Gorini, si difficile à contenter, les accepte sans aucune restriction.

(2) *Trevia Dei non est communi lege sancita, pro communi tamen utilitate hominum ex placito et pacto civilis ac patriæ, episcoporum et ecclesiarum, ut nostis, est auctoritate firmata. Unde judicia violatæ pacis modificari oportet secundum pacta et diffinitiones quas unaquæque ecclesia consensu parochianorum instituit, et per scripturam vel honorum hominum testimonium memoriæ commendavit.* (Epistola XC, Daimberto, *Patrologie* de Migne, tom. CLXII.)

interprètes ou gardiens de la trêve de Dieu ; mais qui dit prud'hommes dit communes.

Après bien des détours, nous voici enfin, mon cher ami, revenus au point de départ : il s'agit maintenant d'appliquer à notre pays le fait général de la trêve de Dieu, et ses résultats à Ornans.

A l'avènement de la féodalité, nos ancêtres — j'ai grande honte à le dire — se distinguaient par la rudesse exceptionnelle de leurs mœurs. Les chroniqueurs contemporains nous représentent le royaume de Bourgogne comme le séjour préféré des violences et des rapines. Les droits étaient méconnus, les lois violées, les possessions ecclésiastiques envahies, la religion méprisée ; d'odieus tyrans écrasaient les peuples, et comme il n'y avait ni roi ni juge, *cum non esset rex et judex*, toutes les passions mauvaises se déchaînaient avec impunité (1). Reconnaissons toutefois, à la décharge de nos ancêtres, que la responsabilité de ces excès doit peser principalement sur la loi Gombette, qui, en autorisant le duel, avait donné libre carrière aux vengeances et aux guerres privées.

Vers l'an 1029 ou 1030, Burchard, archevêque de Lyon, entreprit d'étendre aux contrées enfermées entre la Loire, la Saône et le mont Jura, les bienfaits de la trêve de Dieu, établie depuis peu d'années dans l'Aquitaine et dans l'Auvergne. A cet effet, il convoqua à Verdun sur le Doubs un concile provincial. Un grand nombre de seigneurs et une foule de peuple, attirés par cette solennité, s'étaient rassemblés dans une plaine située au confluent de la Saône et du Doubs, pour entendre proclamer la paix du Seigneur (2). Gauthier, archevêque de Besançon, assistait à ce concile ; mais la mort, qui le surprit l'année suivante, ne lui permit pas d'en faire respecter les décisions.

Hugues 1<sup>er</sup> lui succéda. En montant sur le siège épiscopal, ce grand et saint prélat fut effrayé de l'état déplorable de son diocèse. Ses larmes coulèrent en abondance lorsqu'il vit le sanctuaire abandonné et en ruines, ses prêtres manquant de pain à la suite des longs pillages du x<sup>e</sup> siècle, et surtout les mœurs publiques dont le désordre semblait sans remède avec un clergé misérable, ignorant et sans discipline. Chacun vivait au gré de ses passions. « Mon épouse disait-il, est vieillie, couverte de rides, abandonnée (3). » Mais son génie doux et fort allait réparer ces désastres.

(1) Adson, abbé de Luxeuil, mort en 992. — Hermann Contract, mort en 1054.

(2) *Mémoires de la Suisse romande*, tom. XX ; *Les trois Burchard*.

(3) M. Ed. CLEAC, tom. I<sup>er</sup>, p. 263-264.

A la fin de l'année 1036, une assemblée générale des prélats du royaume de Bourgogne fut convoquée à Lausanne par les ordres du pape. Hugues I<sup>er</sup> s'y rendit avec ses suffragants. On choisit pour point de rassemblement du synode un monticule arrondi connu sous le nom de Montriond et s'élevant au centre d'une vaste prairie, près du lac, au pied des trois collines qu'embrasse la ville de Lausanne. Les prélats, revêtus de leurs habits sacerdotaux, occupèrent le sommet du monticule, entourés des principaux seigneurs, dont les armures étincelaient aux rayons du soleil; un peuple immense couvrait la plaine; tous agitaient des rameaux verts en criant: « *Pax! pax, Domine!* La paix! donnez-nous la paix, Seigneur! » Les évêques répondirent aux acclamations de la foule en levant au ciel leurs crosses pastorales, en témoignage du pacte conclu à la face du Dieu vivant. Les seigneurs et les chevaliers jurèrent la *trêve* sur les saints Evangiles, et leur serment fut répété avec des transports de joie par la multitude. Avant de se séparer, tous purent entendre la bulle d'excommunication lancée par les prélats contre les infracteurs.

Afin de fortifier ce pacte pacifique, les évêques s'engagèrent à se dénoncer réciproquement, même par écrit, les violateurs de la trêve, afin qu'il ne leur fût pas possible d'échapper aux châtimens de l'Eglise en passant furtivement d'un diocèse dans un autre, et comme l'union fait la force, ils se promirent de réunir tous leurs efforts pour l'amour de Dieu et le salut du peuple, afin d'assurer le maintien de la trêve, sans avoir égard à leurs préférences ou à leurs animosités particulières (1).

La trêve jurée au synode de Montriond embrassait les trois quarts de l'année; Hugues I<sup>er</sup> trouva moyen de la prolonger encore. Ayant retrouvé dans un mur de la cathédrale de Saint-Etienne la tête de saint Agapit, il établit la fête de cette invention, et fit déclarer qu'à perpétuité ce jour et la veille seraient compris dans la trêve. Pendant les trente-cinq années de son épiscopat, le rétablissement de la paix au dedans et au dehors fut le constant objet de ses préoccupations. Le succès couronna ses efforts. Si sa parole charma et gagnait les peuples, sa naissance et sa parenté avec l'impératrice Agnès, épouse de Henri III, lui donnaient sur les seigneurs féodaux du pays une autorité dont il sut tirer profit sans la rendre vexatoire (2). Aussi quand il mourut — en 1066 —

(1) *Mémoires de la Suisse romande*, tom. XX; *la Trêve de Dieu dans la Transjurance*, par F. DE GINGINS LA SARRA.

(2) Henri III, empereur et roi de Bourgogne, est le premier souverain de la chré-



la reconnaissance publique put écrire sur sa tombe sans nulle flatterie : *Populo dux, PAX miseris* (1).

Voilà donc un premier fait incontestable : la trêve de Dieu fut établie chez les Bourguignons séquanais dès la première moitié du <sup>xr</sup> siècle.

Il n'est pas moins certain, d'autre part, que cette loi bienfaisante pénétra peu à peu dans notre droit provincial et nos coutumes locales. « L'esprit en est conservé dans le code de lois intitulé le *Miroir de Souabe*, qui régissait non-seulement la Souabe et la Suisse allemande, mais encore la Lorraine, l'Alsace, la *Franche-Comté*, les *principautés de Montbéliard et de Neuchatel* (2). »

Or, de toutes nos anciennes coutumes locales, il n'en est pas qui rappelle la trêve de Dieu d'une façon plus saisissante que le droit d'asile d'Ornans : on y retrouve le même esprit, le même but, les mêmes procédés d'exécution. La filiation est encore visible à l'œil le moins exercé, cinq cents ans après Hugues I<sup>er</sup>, lors du procès de Denys Bernard, et malgré les modifications que le temps et le progrès des mœurs avaient dû apporter à l'exercice de ce droit.

Je ne puis mieux le prouver qu'en vous rappelant les dépositions des bourgeois d'Ornans devant la cour de parlement, en 1555.

*L'asile d'Ornans, appelé aussi franchise et sauvegarde, a été établi par les gens du pays, en faveur des homicides involontaires du comté de Bourgogne. Le but de cette institution est de fournir le moyen d'échapper aux oppressions, vengeances et surprises des malicieux, d'arrêter le ressentiment d'un proche parent vengeur du sang de celui qui a été occis, d'empêcher enfin que d'un homicide et inconvénient il n'en résulte un ou plusieurs autres. — C'est aux prud'hommes et jurés qu'il appartient d'accepter les*

tienté qui ait mis la trêve de Dieu au rang des lois politiques de ses Etats. Dans une diète tenue à Constance en 1043, il monta lui-même en chaire, et, après avoir défendu sévèrement les gages de bataille et les défis particuliers, il prescrivit l'observation de la trêve de Dieu, appelée dès lors *pax publica*. — Or, c'est aussi en 1043 que Hugues I<sup>er</sup> bénit, dans sa cathédrale de Besançon, le mariage de Henri III et d'Agnès de Bourgogne. L'empereur se conduisait-il d'après les conseils de notre grand archevêque ? Rien n'empêche de le croire. Le mérite de Hugues I<sup>er</sup> était connu de l'Europe entière.

(1) Lux clero, populo dux, pax miseris, via justo :

Fulsit, disposuit, consuluit, patuit.

DUNOD (*Egl. de Bes.*, p. 105) trouve cet éloge *au-dessous du mérite d'un si grand homme*. Mais le très estimable Dunod ne dit pas un mot de la trêve de Dieu : il n'a pas compris le *pax miseris*, le plus beau titre de gloire de Hugues I<sup>er</sup>.

(2) F. DE GINGINS LA SARRA, ubi suprâ. — Le *Miroir de Souabe* a été publié par G. Matile. Neuchatel, 1848.

*réfugiés et de leur fixer le temps pendant lequel ils doivent obtenir des lettres de grâce. — Une fois reçu, le réfugié devenu bourgeois est en sûreté de sa personne dans la ville et tout son territoire: il lui est seulement interdit d'entrer au château, halles, fours, moulins et rivière banale, appartenant au comte de Bourgogne, à peine d'y être pris et détenu. — Ce droit d'asile n'appartient pas exclusivement à Ornans; il est exercé dans plusieurs autres cités, villes et places, non-seulement au comté de Bourgogne, mais en Gaule et ailleurs.*

Il nous est facile maintenant de déterminer avec exactitude les divers points de ressemblance qui existent entre les deux institutions.

Et d'abord, à moins de nier l'évidence, il faut bien avouer que le droit d'asile d'Ornans tendait, comme la trêve de Dieu, à la répression des vengeances privées et reposait, comme elle, sur un pacte, un accord des peuples, des *gens du pays*, deux caractères essentiels qui dénotent une origine commune.

La trêve de Dieu s'était produite, dans les circonstances que nous connaissons, en dehors de l'autorité publique, sans le concours du souverain. — Remarquez aussi à Ornans cette interdiction expresse mise en marge de toutes les requêtes de réfugiés depuis la première jusqu'à la dernière en date : *Défense d'entrer aux château, halles, fours, moulins et rivière banale, appartenant au comte de Bourgogne, à peine d'y être pris et détenu* (1). Le droit d'asile avait donc été établi sans la participation du pouvoir civil, puisque les comtes de Bourgogne se montraient disposés à s'emparer du réfugié assez téméraire pour poser le pied sur leurs propriétés particulières? On connaît l'humeur des princes, en général; évidemment les gens du pays n'avaient pu s'entendre, s'associer, qu'à une époque où, selon l'expression d'Adson, il n'y avait ni roi, ni juge, où le pouvoir était faible et impuissant. Plus tard le comte de Bourgogne, qui n'avait pas été appelé à ratifier le pacte juré, dut accepter le fait accompli.

L'Eglise avait confié les lois de la trêve à la garde des confréries ou associations. Or, je le demande, pourquoi le réfugié était-il *en sûreté de sa personne dans la ville d'Ornans et tout son territoire*, sinon parce qu'il était protégé par l'association urbaine, par la commune? Et, en effet, sans cette garantie de l'association communale, le droit d'asile eût été complètement illusoire.

L'exercice du droit d'asile emporte donc l'idée de commune, c'est-à-

(1) Par quelle distraction M. Ad. Mariet a-t-il négligé de signaler dans ses *Eclaircissements* cette clause si importante?

dire de municipalité organisée par association et par assurance mutuelle des citoyens sous la foi du serment. — Aussi trouvons-nous à Ornans les éléments de la commune proprement dite : les prud'hommes et les jurés (1). *Ils avaient le droit d'accepter les réfugiés originaires du Comté et relevant primitivement de l'association diocésaine de la trêve de Dieu.* Dans les premiers temps, les prud'hommes étaient seuls juges ; plus tard, le prévôt intervint comme témoin, et le réfugié dut implorer la clémence du souverain.

Voulez-vous, pour plus de sûreté, un exemple pris en *Gaule*? Je lis dans les *Etablissements* de la commune de Saint-Quentin : « Ensement nous avons établi que quiconque en notre quemune entrera et ayde du sien nous donra, soit pour cause de fuite ou de paour des anemis ou de autre forfait, mais qu'il ne soit acoustumé à mauvestiés, en le quemune entrer porra, car la porte est ouverte à tous ; et se son seigneur à tort ses choses aura détenu, et ne le voudra détenir à droit, nous en exécuterons justice (2). » En vérité, on n'est pas plus accommodant que messieurs les bourgeois de Saint-Quentin ; chez eux il ne s'agit pas uniquement d'homicide involontaire ; la qualité du forfait importait peu, pourvu que l'habitude ne fût point invétérée. J'ai de bonnes raisons de croire et je prouverais au besoin que parfois, à Ornans, on pratiquait le droit d'asile avec la même largeur ; mais quelle conséquence en tirer ? Il fallait arrêter les vengeances privées, voilà le principe ; or, au moyen âge, une atteinte à la propriété mettait l'épée ou le couteau à la main tout aussi bien qu'un attentat contre les personnes. De deux maux on choisissait le moindre. Au surplus, je ne fais aucune difficulté d'admettre que le droit d'asile pût prêter à de graves abus : c'est le sort de toutes les institutions humaines.

Un grand nombre de communes d'Alsace, telles que Haguenau, Colmar, Mulhouse, Schelestadt, Wissembourg, Seltz et d'autres de moindre importance, possédaient le droit de donner asile aux proscrits (3).

Quant aux *cités, villes et places* de la Franche-Comté, elles paraissent avoir joui des franchises communales ordinaires et d'un certain droit d'asile restreint qui ne peut être comparé à celui d'Ornans ni pour l'étendue ni pour la durée (4).

(1) Le gouvernement de quatre prud'hommes jouissait d'une grande faveur dans la Franche-Comté. (Aug. THIERRY, *Hist. du tiers-état*, p. 80.)

(2) Id., *ibid.*, p. 868.

(3) Id., *ibid.*, p. 821.

(4) V. le livre de M. A. TURET, *Etude sur le droit municipal en Franche-Comté*,

Nous avons vu, en 1555, les bourgeois d'Ornans, éblouis par le prestige de la royauté, attribuer à la générosité du souverain leurs libertés et franchises ; ils s'excusaient devant la cour de parlement de ne pouvoir représenter la charte perdue qui les avait investis du droit d'asile. La vérité est qu'ils avaient perdu le fil de la tradition, car cette charte n'a jamais existé. Les Ornanais s'organisèrent en commune à une époque impossible à fixer d'une manière précise, mais qui ne doit pas s'éloigner beaucoup des premières années du xii<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui encore, après bien des recherches, on est forcé de convenir que la plus ancienne charte connue — 1244 — est purement confirmative, n'innove rien et se borne à approuver un état de choses déjà existant.

Menacé une première fois en 1555, le droit d'asile courut de nouveaux dangers en 1658. Les détails manquent ; on sait seulement que le magistrat fit placer dans tous les carrefours de la ville des poteaux revêtus de feuilles de fer-blanc aux armes de Philippe IV, roi d'Espagne et comte de Bourgogne, *à l'effet de la conservation de l'asile de ladite ville* (1). Toujours le même défaut de sens politique : en mettant leurs franchises sous la garde du roi, les bourgeois d'Ornans préparaient, avec autant de bonne foi que de maladresse, la ruine totale de leurs plus chères libertés.

Ils ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Louis XIV, devenu maître de la province, fut charmé d'apprendre que les franchises de ses nouveaux sujets relevaient de son bon plaisir. Par malheur, le grand roi n'estimait, en fait de libertés et franchises, que celles de l'Eglise gallicane ; en conséquence, et comme il ne se gênait guère avec les petites gens, le premier usage qu'il fit de son bon plaisir fut de supprimer sans retour le droit d'asile. — Reconnaissons, pour être justes, qu'en compensation de cette perte, il daigna octroyer aux Ornanais, en cas de besoin, le bénéfice des lettres de cachet.

Ainsi succombèrent une à une les libertés issues de la trêve de Dieu. Si ce fut au profit de la royauté, il faut le demander aux événements, et je n'ai pas à m'en inquiéter autrement. Toujours est-il qu'un canoniste du siècle dernier, catholique très modéré, pouvait écrire sans crainte d'être démenti : « Rien de si peu en usage aujourd'hui que cette trêve de Dieu ; les seules traces qui en restent sont dans la défense qui est faite dans

ch. iv, *De la Bourgeoisie et de ses privilèges*. L'auteur ne parle ni de la commune d'Ornans ni de son droit d'asile, mais il donne des renseignements sur les autres communes de la Franche-Comté.

(1) Reg. des délibérations, 31 janvier 1658.

certaines provinces du royaume, d'exécuter les contraintes par corps pour dettes civiles, les dimanches et les fêtes et après le coucher du soleil (1). »

Je crois vous avoir montré, dans une première lettre, que le droit d'asile, à Ornans, n'a aucun rapport avec la composition pour meurtre, en usage chez les Germains. Il fallait donc en chercher l'origine ailleurs, et je n'en vois point d'autre que cette *Paix de Dieu* dont le but était le même que celui de l'asile d'Ornans. Ces deux institutions tendaient également à empêcher les vengeances personnelles et les guerres privées. Elles avaient leurs inconvénients, comme toutes les choses humaines. Mais elles n'en étaient pas moins une protestation contre la force brutale et un appel à la justice.

Agréez, etc.

L'Abbé H. GROSJEAN.

(1) DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire du droit canonique*, au mot *Trêve de Dieu*; édition de 1770.



# LES PREMIERS FUSILS.

---

LETTRE A M. L'ABBÉ GROSJEAN.

---

MON CHER AMI,

Vos notes sur le droit d'asile à Ornans m'ont révélé un côté intéressant et peu connu de notre histoire. Quant à votre opinion sur l'origine de ce droit, quelques-uns la contesteront peut-être. Mais les preuves dont vous l'appuyez me paraissent convaincantes pour tout esprit impartial.

Au commencement de l'histoire romaine, on voit la cité de Romulus ouverte à tous les étrangers perdus de dettes ou de crimes et avides de révolutions, comme dit Tite-Live: *turba avida novarum rerum*. Le droit d'asile à Ornans avait un caractère tout opposé. C'était, comme vous l'avez montré, un droit essentiellement protecteur, dont le but était d'empêcher la vengeance personnelle, sans entraver la justice publique.

Depuis longtemps cette institution est non-seulement abolie, mais complètement oubliée. Elle n'en a pas moins donné autrefois à notre ville une importance relativement grande et surtout une physionomie à part. Ces scènes de la vie franc-comtoise au xvi<sup>e</sup> siècle présenteraient un tableau curieux des mœurs de nos pères. Je l'attends de vous, comme le complément nécessaire de votre étude.

Au moyen âge, la grande passion de la noblesse était la guerre. L'Eglise fit quelquefois appel à cet esprit guerrier, dans l'intérêt de la société chrétienne. Mais presque toujours elle s'opposa aux guerres privées que se faisaient les seigneurs, au grand détriment du pauvre peuple. Aussi c'est une gloire pour l'Eglise de Besançon de pouvoir rattacher à l'insti-

tution de la trêve de Dieu le nom d'un de ses plus grands prélats, Hugues I<sup>er</sup>. En 1036, il présidait, sur les hauteurs de Montriond en Suisse, ce célèbre congrès de la paix, qui ne ressemblait guère à celui que Garibaldi convoquait dernièrement à Genève..... Mais laissons là l'histoire contemporaine.

Hugues I<sup>er</sup> fut donc le représentant de la paix dans notre province. Toutefois l'esprit guerrier s'y maintint toujours parmi les seigneurs. Plusieurs se sont distingués dans les grandes batailles de cette époque, et c'est à l'un d'eux qu'il faut faire remonter le premier usage d'une arme qui (sans jeu de mots) fait grand bruit de nos jours. Je veux parler du fusil..... Ne croyez pas que je plaisante ; car, aussi bien que vous, j'ai mes preuves que voici.

Vous connaissez cette belle figure de l'amiral Jean de Vienne, seigneur de Roulans, etc. Son nom appartient à l'histoire de France. Une particularité que nos historiens franc-comtois n'ont pas mentionnée en parlant de lui, c'est que la première expédition où il soit fait mention de *canons portatifs jetant plomb*, c'est-à-dire de fusils, était dirigée par Jean de Vienne. Je n'ai pas le mérite de cette découverte. Je ne fais que copier un document cité dans une brochure récente, probablement peu connue en Franche-Comté. Elle a été publiée à Caen en 1864, sous ce titre : *Etude sur une grande ville de bois construite en Normandie pour une expédition en Angleterre en 1386*, par M. Léon Puiseux, professeur d'histoire au lycée de Caen, etc. (1). A la page 6, je lis le passage suivant :

« En 1385, une première expédition partit du port de l'Ecluse, en Flandre, sous la conduite de Jean de Vienne, amiral de France, pour aller donner la main aux Ecossais, alors en guerre contre l'Angleterre. Nombre de seigneurs normands en faisaient partie : les sires d'Ivry, de Ferrières, des Hayes, d'Anneval, de Braquemont, etc.

» Des préparatifs assez considérables paraissent avoir été faits. Je ferai, en passant, cette remarque curieuse que la plus ancienne mention de l'arme qui, de perfectionnements en perfectionnements, est devenue le fusil moderne, se rattache à cette expédition. Jusqu'à présent on n'en a pas fait remonter l'usage au delà de 1441. A cette date, Juvénal des Ursins parle de 4,000, tant canons que couleuvrines, qui étaient dans l'armée du duc d'Orléans. Il est évident que cela doit s'entendre de pièces de petit calibre, analogues à ces gros mousquets dont on se servit depuis en les appuyant sur des fourchettes. Cette conjecture du P. Da-

(1) In-8°, Caen, A. Hardel ; Paris, Deruche.

niel (*Hist. de la milice française*, tome I, p. 443) me paraît confirmée par la mention faite par le même Juvénal, à l'année 1414, de « canons à main. »

» Mais je trouve un texte authentique, plus ancien de près de trente ans, où il est question de *canons portatifs*, jetant des *balles de plomb*. C'est un état des dépenses faites en 1385 par l'amiral Jean de Vienne, tant pour l'armement de son vaisseau que pour la défense du port de l'Ecluse :

« Cy apres ensievent les parties des choses qui par noble homme » mons. Johan de Vienne, seigneur de Roulans, amiral de France, ont » esté fait prendre en la ville de l'Escluse, en Flandres, pour resister » contre les ennemis du roy nostre sire estans devant ycelle ville :

» Premièrement, de Johan Douhen, marcheant, quatre cens cinquante » sept livres de poudre à canon ; c'est assavoir la livre de ladite poudre » XIII gros de Flandres et un tiers de gros ; valent VII<sup>xx</sup> XII l. t. (1).

» Item, dudit Johan Douhen, cens fers à geter feu, chascun fer un » gros ; valent L s. t. (2).

» Item, de Pierre But, *sept canons portatifs jetans plom*, la pièce XL s. » t.; valent XIII l. t.

» Item, à Gille de le Passe, pour *trois cens livres de plom*, la livre, VI d. » t.; valent VII l. X s. t.

» Item, à Ernoul Lempereur, pour cent trente-huit pierres à canon (boulets), la pièce XI s. t.; valent XIII l. XV s. t.

» Jean le Foullon, secretaire du duc de Bourgogne, comte de Flandre, certifie que « ces choses ont esté prinses du commandement dudit amiral, » qui les a distribuées en sa présence au marine qui en sa compagnie va » en païs d'Escoce.

» A l'Escluse, le XVIII<sup>e</sup> jour de may 1385. »

» A cette pièce sont annexées quatre quittances originales délivrées par les marchands, les 17 et 18 mai, par-devant le bourgmestre et les échevins de la ville de l'Ecluse (3).

» Ainsi, dès 1385, nous rencontrons le mousquet primitif sous le nom de canon portatif. Il en est de même de presque toutes les inventions du moyen âge : la poudre à canon, la boussole, la peinture à l'huile,

(1) C'est-à-dire 152 livres tournois.

(2) 50 sols tournois. Le *gros de Flandre* valait presque exactement la moitié du sol tournois.

(3) Manuscrit de la Bibliothèque impériale, *Fonds Gaignières*, t. IV, p. 5 et 6.



l'imprimerie stéréotype, ont une date bien plus reculée que celle qu'on leur assigne communément. »

Tel est le témoignage sur lequel je m'appuie pour revendiquer en faveur de notre illustre compatriote l'honneur d'avoir fait, le premier, usage du fusil dans les batailles. Honneur dangereux peut-être et pour lequel je ne voudrais pas lui élever une statue !

Du reste, la fabrication des armes paraît avoir été dès longtemps du goût des Franc-Comtois. Je trouve dans les archives de Morteau un acte par lequel le prieur, Cleriadus de Ray, accorde, en 1582, à Léonard Freschot, des Fresnelots près de Morteau, ouvrier *expert à forger canons d'arquebuses et aultres semblables ouvrages concernans l'art militaire*, en acensement le moulin des Combes, et lui donne la permission d'établir entre ce moulin et le *Poutot de l'Estanche une mollière à mouller ferrements, et un bapteur de poudre à canon*. La charte ajoute que le prieur désire *entretenir ledit Freschot en nostre seigneurie pour en tirer service tant à Sa Majesté que nous et aultres de ce payz.....* Vous savez aussi que les arquebusiers de Besançon et de Pontarlier avaient obtenu une certaine réputation, même hors de la province.

Mais il me semble qu'à propos de la trêve de Dieu je parle beaucoup trop d'armes et de guerre. C'est dans l'air, comme on dit vulgairement, et il faut bien me le pardonner dans un temps où l'on ne peut ouvrir un journal sans y trouver quelque perfectionnement nouveau dans l'art de tuer son prochain.

Agréez, etc.

J.-M. SUCHET.



# ANNIE VARANGE.

NOUVELLE FRANCO-CHINOISE (1).

(Suite.)

---

## XIII.

### LE SIÈGE DE CANTON.

Le 28 décembre 1857, à dix heures du soir, par une nuit calme et pure, un coup de canon retentit à bord d'un navire de l'escadre anglo-française, et un obus, traçant dans l'espace étoilé une courbe étincelante, passa en sifflant au-dessus du faubourg contigu à la rivière et alla tomber en éclatant sur la partie haute de la ville, habitée par la garnison tartare. Un second, un troisième, une suite de coups, retentirent à des intervalles courts et réguliers ; les éclairs de la poudre embrasée donnaient aux ondes du fleuve de rouges lueurs : de seconde en seconde, les obus s'élançaient des cratères de bronze et frappaient la ville officielle et militaire. Chaque navire avait ordre de tirer un coup par minute ; et il y avait soixante navires. C'était un spectacle grandiose : les tonnerres succédaient aux tonnerres ; au loin leurs échos se prolongeaient et se mêlaient sans interruption. Ces rapides détonations, embrasant l'atmosphère, faisaient apercevoir sur les ponts des bateaux chinois et sur les quais une foule compacte et immobile, qui suivait des yeux en silence les traces des projectiles ; tous passèrent inoffensifs en sifflant au-dessus des têtes de la multitude.

Dans l'intérieur des remparts, tout le monde était sur pied ; les jeunes filles pleuraient ; les enfants, muets d'épouvante, se serraient près de

(1) Reproduction interdite.

leurs mères; les hommes mettaient dans des sacs leur argent et leurs objets précieux. Ça et là des incendies éclataient; à leur lueur, on voyait des soldats tartares accourir sur le lieu du sinistre et travailler avec courage à éteindre le feu.

Les heures de cette nuit terrible s'écoulaient, et le bombardement gardait une régularité mathématique. L'anxiété devint si grande, que le gouverneur de Canton, le fameux Yeh, cet homme qui se vantait de faire couper par an la tête à un millier d'hommes, et qui, depuis dix ans, régnait en despote sur deux provinces, alla se prosterner éperdu devant une de ses idoles préférées, et, pendant la moitié de la nuit, resta courbé, inplorant une protection miraculeuse et désespérant de tout moyen humain pour sauver sa capitale. Bien d'autres que le vice-roi levaient des mains suppliantes vers les divinités massives des pagodes et vers les tablettes des ancêtres. Le Ciel resta d'airain, comme cette longue file de canons qui faisaient pleuvoir sur la ville l'épouvante et la mort. Les habitants étaient épuisés d'insomnie et d'angoisse: tous attendaient le jour avec une impatience malade; le fléau de feu qui les frappait semblait devoir être moins effroyable. A l'aurore, le feu de l'artillerie européenne, loin de se ralentir, devint plus nourri. Tandis que l'aile droite de l'escadre continuait à envoyer des obus sur les résidences officielles, l'aile gauche tirait à boulets pleins sur les remparts; une seule corvette anglaise balayait de boulets coniques le côté nord-ouest des murailles, qu'elle enfilait dans toute sa longueur.

Les Chinois n'eurent plus de doute sur les intentions des assiégeants. On vit la garnison tartare se masser le long des remparts et dans les rues adjacentes, à une petite distance de la brèche commencée. Une fois entamée, celle-ci s'élargit rapidement; après avoir brisé l'enveloppe extérieure de granit, les boulets faisaient dans les terres et les pierres sèches de l'intérieur des murs, des fouilles profondes qui soulevaient des masses de matériaux et de poussière.

Quant à la population fluviale, elle avait vite compris sa propre sécurité comparative et s'était hâtée de reprendre ses pacifiques occupations. Une nombreuse flottille de tan-kia (petits bateaux à godilles, ayant la forme d'une moitié d'œufs) chargés de fruits, vint se disséminer sous les sabords des navires européens. Ces tan-kia n'ont généralement d'autre équipage qu'une femme tenant la godille à l'arrière et une jeune fille à l'avant. Dès qu'un canon avait envoyé son obus, les petites Chinoises tendaient aux matelots des paniers d'oranges et recevaient en échange d'abondants gros sous. Plus d'une bouteille de cognac passa par les sa-

bords sous un lit d'oranges. L'odeur de la poudre, le bruit incessant du canon, les libations de contrebande, mirent dans les équipages un entrain et une gaieté difficile à décrire. Les vendeuses aux petits pieds, aux cheveux noirs, aux yeux longs et bridés, qui donnent une expression si douce aux physionomies chinoises, firent d'excellentes affaires ; après le cuivre, l'argent sonna. Les officiers furent obligés de mettre des hommes de garde sur les bastingages pour éloigner ces essaims de patriotes chinoises du pont de la batterie qui allait faire feu. Plus d'une fois les tankia et les batelières disparurent ensevelis dans l'épaisse fumée des obusiers ; les tourbillons grisâtres roulaient sur l'eau du fleuve ; on entendait des voix rieuses, et bientôt les petites mains ornées de bracelets d'argent sortaient du nuage et tendaient des oranges par le sabord qui venait d'envoyer un obus sur leur patrie.

La suite du récit fera connaître des actes de patriotisme chinois bien autrement curieux que cette innocente vente de fruits et de rafraîchissements aux chefs et aux servants des pièces qui tiraient sur Canton.

Deux heures avant le jour, les compagnies de débarquement et deux bataillons d'infanterie anglaise, du 59<sup>e</sup> régiment de ligne et du 1<sup>er</sup> royal, formant ensemble un effectif de deux mille hommes, et un millier de Chinois embrigadés depuis quelques semaines comme coolies ou portefaix au service des alliés, avaient pris place dans les canots avec leurs armes et des vivres pour une journée. Les canots descendirent sans bruit la rivière ; ils remorquaient de longues échelles de bambous à quatre montants. Quatre chaloupes portaient chacune une pièce d'artillerie de campagne avec son affût. A la pointe du jour, toutes ces troupes descendirent à terre à deux lieues au-dessous de la ville : des escouades de coolies chargèrent les échelles sur leurs épaules ; les canons démontés furent amarrés chacun par des câbles à une forte poutre ; des poutres plus légères furent attachées en croix aux extrémités de la première ; de gros bambous furent encore liés en croix aux extrémités des deuxièmes poutres ; les points d'appui furent ainsi successivement multipliés jusqu'à ce que soixante et quelques coolies pussent soulever la pièce et suivre au pas de course la colonne qui se dirigeait vers l'intérieur des terres. La ville fut ainsi tournée à une longue distance. Un petit fort, qui se trouvait sur la route de la colonne, fut pris par un sergent-major de l'avant-garde française, qui, seul, pénétra par une embrasure, et, à l'arme blanche, mit toute la garnison en fuite. Vers neuf heures et demie, la colonne s'arrêta dans le dernier vallon qui la séparait des remparts. Les deux amiraux anglais et français, qui avaient suivi la colonne,

échangèrent quelques paroles en regardant à la fois leur chronomètre. Les troupes eurent un quart d'heure de repos. A dix heures, les deux bataillons anglais s'élancèrent en tirailleurs vers la ville et ouvrirent un feu de file admirablement nourri sur le sommet des remparts, que les boulets de la frégate anglaise suffisaient, du reste, à rendre déserts. La brigade des coolies suivit de près l'infanterie anglaise ; ces porteurs d'échelles, à cinq francs par jour, voilaient leur frayeur par des cris frénétiques. Ils les dressèrent contre les remparts sans aucun accident. Les compagnies françaises de débarquement frémissaient d'impatience ; tous les hommes avaient les yeux fixés sur les commandants en chef. Ceux-ci tenaient toujours leur montre à la main et interrogeaient fréquemment du regard le sommet des murs de la ville. Le moment solennel arriva. L'amiral français salua d'un signe de tête son collègue, qui était son aîné, et l'amiral anglais s'écria : En avant, mes enfants ! (*Foreward, my boys !*)

Le sol trembla sous l'élan d'un millier d'hommes. Les deux amiraux, appuyés l'un sur sa canne et l'autre sur une ombrelle de cotonnade blanche, se mirent au pas de course avec les matelots. Quelques Chinois montrèrent leurs têtes au-dessus des parapets, mais la mousqueterie anglaise et l'artillerie de la corvette les forcèrent de se retirer. Quelques matelots arrivent au pied des échelles et commencent leur ascension en courant. Lebel avec quelques-uns de ses hommes faisait partie du premier groupe ; il fut le second qui mit le pied sur les remparts. Un boulet conique, le dernier tiré par la corvette, coupa en deux le matelot qui précédait Lebel ; son corps mutilé et sanglant roula sur ses camarades, qui le suivaient. Sur la déclivité du terrain qui descend du rempart vers la ville, un rassemblement de Chinois armés se formait avec rapidité. Benjamin les montre aux quelques hommes arrivés comme lui sur les murs ; et, à leur tête, se précipite le sabre nu sur les Chinois, qui déchargent leurs armes à quinze pas et s'enfuient. Le jeune officier se sentit vivement piqué au bras gauche, et continua, avec sa poignée d'hommes, à charger tout rassemblement d'ennemis qu'il apercevait.

Toute la colonne d'assaut était sur le rempart ; le clairon sonna le ralliement. Benjamin obéit au commandement et vit le sang ruisseler sur son poignet gauche ; son avant-bras devenait d'une pesanteur étrange. A son arrivée près de la colonne, l'amiral français remarqua sa main ensanglantée :

- Vous êtes blessé, Lebel ?
- Quelque égratignure, amiral.
- Allez la montrer au chirurgien.

Les grenadiers anglais montèrent à leur tour sur les échelles, mais d'un pas très solennel ; en y mettant un temps convenable, ils arrivèrent sur les remparts avec armes et bagages. Les coolies les suivirent d'un pas très ingambe. Les matelots s'occupèrent alors de hisser les quatre pièces de campagne, leurs affûts et les échelles qui avaient servi à l'assaut. Les deux colonnes alliées s'avancèrent sur les remparts chacune dans une direction opposée ; des avant-gardes éclairaient leur marche. Sans trouver d'ennemis, les Français arrivèrent près d'une immense pagode, entourée de vastes dépendances ; ces spacieux bâtiments étaient déserts ; ils portaient çà et là les marques des boulets coniques qui les avaient atteints. Les terrains environnants allaient en déclivant vers la ville. C'était une immense pelouse verte, ombragée de quelques arbres séculaires. L'amiral trouva cette position facile à défendre en cas d'attaque, et choisit la pagode et ses dépendances comme quartier général, caserne et ambulance.

Il était midi ; les clairons sonnèrent le dîner, les hommes mirent leurs armes en faisceaux, et formèrent à l'ombre des grands arbres des groupes affamés et rieurs.

De leur côté, nos alliés anglais avaient trouvé un campement analogue au nôtre, et s'y étaient établis.

Dans l'après-midi, des espions chinois, au service des Anglais établis dans Canton depuis quelques mois, rejoignirent le quartier général, et apportèrent les nouvelles de l'intérieur de la ville : la garnison tartare avait pris la clef des champs, et le gouverneur Yeh faisait de prompts préparatifs pour la suivre. En un moment, une forte patrouille anglaise, accompagnée d'un interprète qui connaissait de vue le vice-roi, et guidée par un espion, parcourt au pas gymnastique une suite de rues étroites et désertes, arrive à l'entrée monumentale d'un vaste palais, pénètre sans coup férir dans un dédale de cours et de salles, et entoure le mandarin au moment où celui-ci, vêtu d'habits très simples, s'asseyait dans la chaise à porteurs qui devait l'emporter à la campagne. Avec des yeux sortant de leurs orbites et des lèvres épaissies par la peur, Yeh essaya, en balbutiant, de nier son identité. Mais il avait une de ces physionomies qu'on n'oublie jamais quand on les a vues une seule fois. Sans lui répondre, l'officier donna ordre à ses hommes d'arrêter le mandarin et ses porteurs, ainsi qu'un groupe de personnages qui assistaient au départ du vice-roi, parmi lesquels se trouvait Pi-kouei, sous-gouverneur de Canton. Les grenadiers anglais escortèrent leurs captifs jusqu'à leur campement. La nouvelle de cet heureux coup de main répandit dans les deux

camp la joie la plus vive. Le succès était complet ; avec le système chinois, Yeh, s'il eût été libre, aurait continué de correspondre avec la cour de Pékin, affirmant qu'il n'avait évacué Canton avec ses troupes que pour causer aux assaillants les plus graves embarras ; et il l'avoua, du reste, pendant sa captivité.

Les alliés, en effet, numériquement faibles, ne pouvaient prolonger la campagne de manière à forcer le vice-roi à traiter. Sans cesse harcelés par l'ennemi, campés sur une faible partie des remparts d'une ville hostile, dans laquelle ils n'osaient pénétrer, bientôt décimés par la fièvre et la dysenterie, ils n'eussent pu prolonger, sur l'espace étroit dont ils étaient maîtres, un stérile séjour. L'amiral anglais se hâta d'envoyer son précieux captif à bord de la frégate à vapeur l'*Inflexible*, et donna l'ordre à celle-ci d'appareiller immédiatement pour Calcutta, afin de briser à jamais toute communication entre le vice-roi de Canton et la cour de Pékin.

On sait que Yeh, prisonnier de guerre, servi par les gens de sa maison qu'il avait choisis, passa quelques mois dans une forteresse, où il mourut accidentellement d'une attaque de choléra.

La plus grande difficulté qu'éprouvèrent les officiers supérieurs qui dirigèrent cette brillante affaire, ne fut pas de prendre la ville ; ce fut d'en réorganiser l'administration civile et judiciaire. Il n'y avait plus ni tribunaux ni police ; des bandes de malfaiteurs pillaient les maisons et les magasins ; toutes les boutiques étaient closes ; le commerce était mort, les approvisionnements étaient interrompus ; la misère, la ruine, la famine, l'épidémie, étaient imminentes.....

Les amiraux réussirent, par leurs conseils et leurs menaces, à persuader au sous-gouverneur Pi-kouei d'accepter provisoirement la vice-royauté de Canton, sous la surveillance de trois officiers européens. En attendant la réponse aux dépêches expédiées à la cour de Pékin, on put ainsi en quelques jours rétablir les magistrats et les divers employés civils dans l'exercice de leurs fonctions. Les alliés se chargèrent de l'occupation militaire et de la police des rues pendant le jour et la nuit. Sentant renaître l'ordre et la sécurité, les Chinois reprirent leurs travaux et leurs occupations. Leurs vainqueurs étaient, pour les fournisseurs, les marchands de curiosités et les commerçants en soieries, de nouveaux chalands qui n'étaient pas à dédaigner. Les officiers payaient comptant, à leur triple valeur, tous les objets d'art chinois qu'ils pouvaient découvrir.

Il y eut, à la vérité, deux ou trois meurtres de soldats isolés, victimes de leur imprudence ; les patrouilles commirent aussi quelquefois, par er-

reur, des actes de violence sur des gens inoffensifs ; et, pour dire toute la vérité, la ville entière ne reprit point sa physionomie animée ; bien des portes restaient closes, et de nombreux barreaux de boutiques restaient cadenassés. Mais il est évident que, pendant et après le siège, les alliés ont imaginé et réalisé tout ce qui était possible pour sauvegarder les intérêts des familles.

Un va-et-vient fut organisé entre les troupes de terre et la flotte ; les barils de farine, de biscuit, de vin et de viande salée, furent régulièrement apportés aux garnisons par les fidèles coolies chinois. Accompagnés de deux soldats armés, les cuisiniers des états-majors trouvaient en ville toute sorte de provisions fraîches ; on a dit qu'ils faisaient quelquefois les prix eux-mêmes ; ce doit être une calomnie ; acheteurs et vendeurs, parlant deux langues différentes, étaient évidemment disposés à ne pas se comprendre toujours ; le matelot décrochait un jambon, soulevait une paire de poulets, pêchait une grosse carpe dans un baquet plein de poissons vivants, déposait quelques piastres sur le comptoir, échangeait quelques signes télégraphiques avec le Chinois, et le saluait courtoisement en quittant le magasin.

L'occupation militaire eut quelques accidents comiques qui aident à faire connaître à fond le caractère chinois. Le général de la division tartare, qui n'avait point défendu la ville et l'avait évacuée lâchement, fit répandre dans toute la province des affiches qui racontaient à leurs nombreux lecteurs que la sortie de la garnison n'était qu'un piège, et que l'entrée des troupes étrangères dans la ville, où elles seraient désormais enfermées, assurait leur complète destruction.

Si le général était sincère, quelle bizarre stratégie !

Ce même général faisait lire à son armée des ordres du jour dont voici la teneur :

« Pour quiconque fuit devant l'ennemi, peine de mort.

» Pour tout soldat qui tremble et murmure dans les rangs, quand l'ennemi charge, peine de mort.

» Au commencement d'un engagement, que chacun réserve son feu jusqu'en face de l'ennemi.

» Quand un mandarin est blessé ou fait prisonnier, pour tout soldat qui l'abandonne, peine de mort.

» Quand les tam-tam sonnent la charge, pour tout homme qui refuse d'avancer, peine de mort.

» Quand les tam-tam battent la retraite, pour tout homme qui ne rallie pas, peine de mort.



» Pour tout soldat qui se vante de prouesses mensongères, peine de mort.

**APOPTHEGME FINAL.**

» La sévérité des lois martiales est l'unique moyen de faire des héros avec des lâches. »

Quelques jours après la prise de Canton, l'armée tartare vint en effet parader dans la campagne, à distance respectueuse de notre petite artillerie. Souvent la nuit elle venait près des remparts et tenait en alerte toute la garnison européenne. Ces simulacres d'attaques fatiguaient nos officiers et nos hommes; une sortie fut résolue. M. Collier, capitaine de vaisseau, commandant en chef de la garnison française, envoya de suite à un de ses amis une lettre commençant par cette ligne bien connue :

« A horse ! a horse ! my ship for a horse ! (ship pour kingdom.) »

» Un cheval ! un cheval ! mon navire pour un cheval ! »

Cet ami (l'auteur) lui acheta un robuste poney manillois et un frais harnais bien au-dessous de la valeur de la *Capricieuse*, commandée par le capitaine Collier. Ses officiers visitèrent les écuries de la ville et obtinrent à vil prix de petits chevaux tartares qui ne sont que tête et queue. Bref, les officiers de marine se montrèrent transformés en cavaliers bizarres, à la tête de leurs matelots devenus fantassins.

Plusieurs sorties furent tentées dans des conditions qui semblaient très favorables. Mais, malgré sa supériorité numérique, l'ennemi fuyait toujours ; et notre petite colonne rentrait le soir, brisée de fatigue, et reconduite par l'armée ennemie jusqu'aux portes de la ville.

Le lendemain de ces sorties, le général tartare qui avait écrit dans son code militaire : « Pour tout soldat qui se vante de prouesses mensongères, peine de mort, » rédigeait un bulletin pompeux de victoire, dans lequel il racontait que pendant une demi-journée il avait chassé devant lui les barbares.

Le commandant Collier tomba malade ; un pieux missionnaire, Breton comme lui, l'assista dans ses derniers moments.

La mort des hommes de cœur est toujours chrétienne.

L'avis à vapeur le *Lily*, commandé par M. de Borelly, transporta ses restes de Canton à Hong-Kong. Le clergé catholique, les autorités anglaises civiles et militaires, la garnison de Hong-Kong, les orphelines chinoises de l'asile de la Sainte-Enfance, les commerçants européens, se trouvaient réunis sur la plage quand le cercueil, enveloppé du drapeau tricolore que M. Collier servait depuis trente ans, fut enlevé de la chaloupe par des matelots d'élite de la *Capricieuse* et déposé sur un triple

rang d'avirons. Un prêtre jeta l'eau sainte ; la musique du 59<sup>e</sup> commença la marche funèbre de Saül, et l'immense cortège prit le chemin de la *Vallée heureuse*. Les chants de la prière chrétienne se mariaient aux chants harmonieux de la douleur humaine. Le soleil s'abaissait à l'horizon ; les hautes collines projetaient leurs ombres sur la vallée.

Depuis des années, le commandant Collier se trouvait en Chine ; la déclaration de guerre y prolongea son séjour, loin de tous ceux qu'il aimait ; sa famille l'attendait en Bretagne, tandis que nous, ses amis depuis quelques jours, nous le suivions jusqu'à sa tombe en pleurant en silence.

Le contre-amiral d'Aboville succéda à M. Collier dans le commandement des forces de terre. C'était un homme modeste, calme, affable, profondément pénétré du sentiment de sa responsabilité, d'une prudence rare et d'une conscience minutieuse dans le service. Il comprit l'inutilité des sorties contre l'ennemi. Il se contenta de faire observer pendant la nuit une stricte vigilance. Du haut du balcon de sa demeure, peu éloignée des remparts, il veillait lui-même jusqu'à une heure avancée, en compagnie de son aumônier ou d'un de ses aides de camp, et écoutait les accents lointains des sentinelles anglaises : *All's well* (tout est bien), et ceux, plus rapprochés, de nos troupes : *Sentinelle, prenez garde à vous*.

C'était un spectacle étrange dans les nuits tièdes et claires de l'été sous les tropiques, que d'entendre ces voix européennes brisant régulièrement le silence du soir, à quelques centaines de pas de l'immense population de Canton endormie, tandis qu'une armée de soixante mille Tartares était campée sur un monticule à quelques kilomètres des remparts. Souvent dans les nuits sombres cette armée s'approchait sans bruit ; on voyait des masses noires se mouvoir sur les ondulations du terrain. Les sentinelles continuaient leurs chants. Quand nos hommes pouvaient distinguer les silhouettes des Tartares composant l'avant-garde, ils envoyaient leurs coups de fusil ; et les masses noirâtres disparaissaient dans l'obscurité. L'amiral était averti de toutes ces approches de l'ennemi ; il bouclait son ceinturon et se rendait sur les remparts avec son état-major. Tous les officiers se demandaient quel but se proposaient les Tartares en renouvelant sans cesse ces mouvements nocturnes de troupe.

« Peut-être, dit l'amiral, espèrent-ils une fois nous trouver tous » endormis ! C'est une satisfaction que j'ai bien envie de leur donner. »

Quelques jours après, le ciel se couvrit dans la soirée d'épais nuages ;

la nuit devait être extrêmement sombre. Vers la fin du jour, on put observer avec des lunettes une agitation extraordinaire dans le camp tartare. On y remarqua, à la tombée de la nuit, le mouvement de nombreuses lanternes, et vers huit heures du soir, un officier qui venait d'être levé de garde, fit son rapport à l'amiral. Celui-ci écrivit un mot à son collègue anglais et envoya un jeune officier le porter en lui disant de demander un mot de réponse. Au retour du courrier, il donna l'ordre de doubler le nombre des sentinelles et d'observer sur les remparts le silence le plus absolu.

Les ordres furent transmis, les sentinelles anglaises et françaises se turent en même temps. Trois heures s'écoulèrent. On avait espéré la venue des Tartares; vers minuit on commençait à perdre cet espoir, quand un officier vint rapporter à l'amiral que, dans l'épaisseur des ténèbres, l'oreille commençait à distinguer avec certitude la marche de l'armée tartare. L'amiral prit son sabre, suivit l'officier, et bientôt entendit lui-même dans le lointain un bruit sourd et vague comme celui d'une mer houleuse. Il enjoignit de nouveau le silence le plus absolu et ordonna aux officiers de faire replier les sentinelles à l'approche de l'ennemi. Les pièces de campagne furent mises en batterie en avant du quartier général, et toute la garnison fut disposée en deux lignes formant un angle aigu avec les remparts, de telle manière que les décharges d'artillerie et de mousqueterie pussent se croiser.

Quelques Tartares arrivèrent au pied des remparts, restèrent pendant quelque temps immobiles, puis s'éloignèrent; après une demi-heure, un corps de troupe assez considérable revint avec des échelles et s'occupa en silence de les dresser contre les murs. Deux officiers seuls suivaient de l'œil, du haut des créneaux, les mouvements des Tartares. Ceux-ci commencèrent lentement et sans bruit leur ascension; ils s'arrêtaient à chaque échelon, prêtaient aux bruits de la nuit une oreille attentive et continuaient de monter; les officiers en vedette se replièrent vers la garnison et firent leur rapport à l'amiral. De nouveaux nuages montant à l'horizon rendirent les ténèbres si profondes qu'on entendait le souffle d'un homme sans le voir. Armé d'une puissante lunette de nuit, l'amiral avait peine à distinguer la ligne des remparts. Une éclaircie soudaine lui fit voir des ombres suivies d'autres ombres qui enjambaient les créneaux. Une masse noire de plus en plus compacte se forma sur les murs. Les Tartares, déjà en nombre considérable, restaient immobiles: ils semblaient hésiter et ne pas savoir de quel côté s'avancer; le silence, l'obscurité, l'absence d'un ennemi jusqu'alors si vigilant, les stupéfaient. Enfin la

masse fit un mouvement du côté de nos troupes. Nos hommes, immobiles, les fusils épaulés, osaient à peine respirer. A une centaine de mètres, l'ennemi parut hésiter; il cessa d'avancer et commença bientôt un mouvement rétrograde :

— Feu ! cria l'amiral.

Les éclairs des quatre canons illuminèrent la scène; la multitude des assiégeants semblait frémir et se tordre sous une grêle de mitraille et de balles. La panique fut affreuse; les Tartares s'entassaient au sommet des échelles et roulaient par groupes dans l'abîme. Plusieurs sautaient du haut des créneaux dans le vide. On avait allumé d'épaisses torches de résine. Le spectacle, dès qu'il fut éclairé, devint si horrible, que ni officiers ni matelots ne songèrent à envoyer sur ces malheureux de nouvelles décharges. L'amiral défendit même tout mouvement en avant, dans l'espoir d'empêcher les Tartares de se précipiter du haut des murs. Un poste fut laissé sur le lieu de l'assaut, et tout le monde regagna ses quartiers. On n'entendit aucune plaisanterie dans les rangs; l'impression générale était triste. En remerciant ses officiers et ses hommes de la ponctualité avec laquelle ils avaient exécuté ses ordres, l'amiral recommanda aux chirurgiens les Tartares blessés que l'on trouverait au pied des remparts. Mais, ne se voyant point poursuivis, les Tartares, jusqu'à la pointe du jour, enlevèrent leurs blessés. Nos chirurgiens eussent préféré que la nuit fût plus longue et que l'ennemi pût enlever tous les siens. Mais aux premières lueurs de l'aube, les derniers détachements tartares disparurent à l'horizon. Sur des monceaux de cadavres, nos chirurgiens ne trouvèrent plus qu'une cinquantaine de moribonds, qui poussèrent des cris de terreur, en voyant des Français s'approcher d'eux. On eut mille peines à leur faire prendre des cordiaux et à panser leurs blessures, qui étaient presque toutes mortelles.

En traçant l'esquisse de cette première phase de notre dernière guerre avec la Chine, nous avons laissé dans la foule de nos braves officiers, l'aspirant Lebel, qui, le bras gauche en écharpe, avait continué son service. Le premier pansement de sa blessure avait été très douloureux. La ferraille du coup de feu qu'il avait reçu, avait déchiré les chairs du bras et pénétré jusqu'aux os. Pendant trois jours, deux médecins travaillèrent à extraire de nombreux morceaux de métal. Le bras se gonfla, et les médecins durent attendre une diminution de l'inflammation pour reprendre l'opération. Ils réussirent à extraire soixante-dix morceaux de fer anguleux, et, après avoir passé quinze jours à l'ambulance, le blessé éprouva un soulagement très sensible et crut sa guérison pro-

chaîne. Il reprit son service, en tenant toujours son bras en écharpe. Pendant quatre mois, il prit part à tous les engagements de la garnison française avec l'ennemi. Mais une douleur, sinon aiguë, quoique constante, altéra visiblement sa santé. L'amiral, en passant les troupes en revue, s'approcha du jeune officier, et lui demanda comment il se faisait que son bras n'était point guéri.

« Monsieur de Comeiras, dit-il en s'adressant au médecin en chef de l'escadre, qui était à son côté, vous visiterez le bras de ce jeune homme et m'en donnerez des nouvelles. »

Dès le même jour, M. de Comeiras, assisté des deux chirurgiens qui avaient soigné Lebel, examina la blessure, montra en silence à ses deux confrères plusieurs points d'un rouge noirâtre, et après quelques instants de consultation avec eux, alla faire son rapport à l'amiral :

« L'extraction des parcelles de métal n'est point achevée ; quelques morceaux de ferraille restent encore dans le bras. Nous sommes au commencement de la saison chaude ; je suis d'avis que cet officier soit envoyé immédiatement en France, où l'on terminera l'opération dans des circonstances plus favorables sous tout rapport que celles où nous allons nous trouver. Les grandes chaleurs peuvent déterminer la gangrène dans des plaies qui n'ont pas eu le temps de se cicatriser ; je crois, amiral, qu'il n'y a pas un jour à perdre. »

#### XIV.

##### ANNIE AU COUVENT.

Benjamin crut devoir, pour la tranquillité de sa mère, ne pas dire un mot de sa blessure. Il lui raconta dans ses lettres les épisodes les plus intéressants du siège de Canton et s'efforça de rassurer son affection en lui montrant le peu de danger qu'impliquait une guerre avec les Chinois. Ayant dit son dernier mot à sa mère au sujet, d'Annie Varange, dans la lettre qu'il lui écrivit après sa démarche auprès du grand-père d'Annie, il garda dans ses lettres subséquentes un silence absolu sur cette question. De son côté, M<sup>me</sup> Lebel gardait le silence au sujet d'Annie. Sa réponse à la lettre de son fils qui lui donnait connaissance de la demande en mariage qu'il avait faite, ne contenait qu'un bref *post-scriptum* ainsi conçu :

« Annie est entrée dans un couvent de Paris ; c'est M. le curé qui a arrangé toute cette affaire. Je suis donc, tu dois le comprendre, dans

l'impossibilité d'aller, en considération d'un projet que je désapprouve, à l'encontre de la double détermination d'Annie et de son guide spirituel. »

La question du mariage de Benjamin avec Annie était donc terminée. La tardive demande de Benjamin était stérile. De son propre mouvement Annie était entrée au couvent ; elle n'était plus pour Benjamin qu'un doux et vague souvenir d'enfance, qu'une vaporeuse image que le souffle du temps emporte, qu'une vague blanchissante qui se fond et disparaît dans le lointain du sillage de la vie.

Les réticences du vieux curé au sujet de l'entrée d'Annie au couvent, après la mort de M<sup>me</sup> Varange, avaient causé à M<sup>me</sup> Lebel une certaine inquiétude. Après trois jours d'attente, ne voyant pas le digne prêtre revenir aux Chénies, elle ne put maîtriser son impatience et conseilla à Annie de faire une visite au presbytère. Annie partit immédiatement, sonna et fut introduite. Le bon curé la reçut de la manière la plus affectueuse. Il était frappé de la pâleur de la jeune fille et de l'étrange expression de ses regards.

« Vous êtes bien décidée, Annie, à entrer au couvent ? »

— C'est mon devoir, Monsieur le curé. J'ai fait à Dieu cette promesse quand ma mère était mourante. »

Elle raconta sa visite à l'église pendant l'agonie de sa mère.

« Bien ! bien ! mon enfant. Mais si vous n'aviez pas fait cette promesse, auriez-vous de l'inclination pour la vie religieuse ? Si votre mère vivait encore, voudriez-vous la quitter pour entrer dans une communauté ? »

— Si maman vivait, Monsieur, je n'aurais jamais eu la pensée de la quitter ; mais maintenant que je suis seule.....

— Vous ne sentez, ma fille, aucune inclination du cœur, aucune affection humaine qui puisse vous faire regretter le monde ? »

Annie se taisait.

« Votre cœur est bien libre ? La pensée de Dieu le remplit tout entier ? Aucun autre attachement n'y occupe la moindre place ? »

Annie devint toute troublée ; ses yeux semblaient d'agate et ne réfléchissaient plus aucune lumière. D'épaisses ténèbres enveloppaient son âme ; ses pensées s'obscurcissaient et son cœur se mourait au dedans d'elle-même. Le vieux prêtre la considérait avec une immense pitié :

« Eh bien, mon enfant ? »

— Le couvent ! Monsieur, le couvent ! Je vous supplie d'écrire dès aujourd'hui.

— Je vais écrire. Les exercices de piété, le silence, la tendre amitié

de vos compagnes et de vos mères, cette douce atmosphère de charité et de paix que vous respirerez dans le cloître, vous vaudront mieux qu'une vie triste et solitaire sur les lieux qui vous rappellent tout ce que vous avez aimé et tout ce que vous avez perdu. Ayons bon courage, Annie ! Mettons notre confiance en Dieu ! Abandonnons-nous à sa providence, qui dirige tous les événements. Dans quelques jours, j'espère, je vous conduirai moi-même à Paris.

— Vous êtes trop bon, Monsieur.

— Je veux vous recommander à la supérieure de la communauté. Adieu, ma fille ; bonsoir à M<sup>me</sup> Lebel. »

Le vénérable pasteur savait parfaitement à quoi s'en tenir sur la vocation d'Annie. Il écrivit cependant, comme dans les circonstances ordinaires, à la supérieure des sœurs de Bon-Secours et reçut d'elle en quelques jours une réponse favorable. Il alla en donner communication à Annie et à M<sup>me</sup> Lebel, qui s'occupa immédiatement de préparer le trousseau de l'aspirante. Le bon curé garda les clefs de la petite maison déserte ; les deux chevrettes, les linottes et les fleurs furent confiées aux soins de M<sup>me</sup> Lebel, et le lundi matin de la semaine suivante, le curé et Annie furent conduits dans la voiture de M<sup>me</sup> Lebel à la gare de Bar-sur-Aube.

Il y avait environ deux ans qu'Annie, debout sur la lisière de la forêt, avait vu Benjamin monter dans la même voiture qui l'emportait à son tour, et agiter de son côté son foulard rouge. Elle se souvint de ce dernier et suprême adieu et pencha instinctivement sa tête vers la forêt ; mais la lisière du bois était déserte ; les chênes étendaient leurs branches noires et effeuillées sur le fond grisâtre du ciel. La jeune fille comprit que l'unique personne qui l'eût pleurée était celle dont la dépouille mortelle venait d'être déposée sous la terre glacée du cimetière. Elle se prit à pleurer. Le prêtre devina ses sentiments et garda le silence.

« Vous m'écrirez, Annie ? lui avait dit M<sup>me</sup> Lebel en la quittant. Vous me donnerez de vos nouvelles ? J'espère que dans toutes circonstances, vous n'oublierez jamais les amis que vous laissez derrière vous. »

Annie, très émue, avait embrassé M<sup>me</sup> Lebel sans rien répondre.

Dans le trajet de Bar à Paris, le curé fit de son mieux pour distraire Annie en lui donnant quelques détails sur les stations traversées par la ligne de Mulhouse. Tout en sortant du wagon, il prit une voiture de place et se fit conduire avec Annie et ses bagages à la porte du couvent des sœurs de Bon-Secours, rue Notre-Dame-des-Champs. La maîtresse des novices fut mandée au parloir, et reçut le vieillard et sa jeune com-

pagne avec la plus douce affabilité. La supérieure descendit elle-même au parloir et, tandis que la maîtresse des novices conduisait Annie à la chapelle et au jardin, eut avec le curé une longue conversation.

Cette supérieure était une femme d'environ soixante ans; ses traits vieilliss, mais réguliers, avaient conservé ce chaste reflet de jeunesse et de candeur qu'on remarque sur la figure des vieilles religieuses; sa physionomie rayonnait d'intelligence et de bonté. Elle écouta avec une grande attention la biographie d'Annie que lui fit le curé; elle parut profondément touchée par quelques détails et se contenta de faire deux ou trois questions, dans l'intention de se rendre un compte exact de la situation de la jeune fille au double point de vue de ses dispositions morales et de sa fortune.

« Je crois, Monsieur le curé, vous comprendre parfaitement: vous n'avez remarqué aucun signe sérieux de vocation dans cette jeune fille, et vous attribuez sa venue au milieu de nous aux tristes circonstances au milieu desquelles elle se trouve: Annie est orpheline et pauvre; l'inclination que depuis des années elle a ressentie pour un jeune homme riche, est sans espoir; la mère de ce jeune homme ne veut pas entendre parler de son mariage avec une fille sans fortune. Je suis de votre avis, Monsieur; nous ne devons rien précipiter. Je vais faire donner une chambre particulière à M<sup>lle</sup> Annie; elle gardera ses vêtements de deuil et suivra les exercices des postulantes. Je dirai dans la communauté que des affaires de famille retardent pour quelque temps l'admission définitive de la jeune fille; de cette manière sa situation sera aussi régulière que possible. A tout considérer, Monsieur le curé, je ne suis pas certaine que nous ne gardions pas votre protégée; sa vocation tient à un fil bien fragile, à la constance de ce jeune homme qui lui a témoigné de l'affection. Si celui-ci l'oublie et l'abandonne, Annie restera avec nous; la pauvre enfant souffrira, fera à Dieu le sacrifice de son amour méconnu ou méprisé, et deviendra une excellente religieuse. Je ne crains pas que mes filles, en entrant dans la communauté, aient été mûries par un sacrifice de cette nature. Les postulantes absolument ignorantes du monde, comme nous en recevons souvent, prennent l'habit, font leurs vœux, s'acquittent de leurs obéissances en marchant ou plutôt en courant entre une double rangée de fleurs. Pour ces enfants, il n'y a ni regrets, ni hésitation, ni déchirements. Mais plus tard vient quelquefois le moment des illusions, des luttes et d'un déchirement de la nature, couronne d'épines qui doit achever la parure des épouses de Jésus-Christ. De sorte que, Monsieur le curé, après tout le bien que vous me dites de cette jeune



filles, je ne perds pas l'espoir de la garder avec nous ; qu'un jour elle se sache oubliée et délaissée, elle pleurera toutes ses larmes, jettera pour jamais un crêpe sur son cœur, et le sacrifice sera fait ; la pauvre enfant sera devenue une excellente religieuse. Restez assuré, Monsieur, que je conduirai avec une entière loyauté l'affaire délicate que vous me confiez. Bientôt, je connaîtrai M<sup>lle</sup> Annie et l'écouterai vivre ; je vous tiendrai au courant de ses impressions et des événements. Nous ne précipiterons rien ; et je vous laisserai volontiers la responsabilité d'une décision dernière.

— Pour ce qui concerne les dépenses de la pauvre enfant, n'ayez aucune inquiétude. Avec les épargnes de sa mère, Annie peut y faire face. Son grand-père, négociant en Chine, dont elle est l'unique héritière, fait, dit-on, d'excellentes affaires ; quelle que soit la fortune qu'il laisse un jour à sa petite-fille, il subviendra certainement à ses besoins actuels. Du reste, je me porte garant de tout. »

La journée du lendemain fut consacrée tout entière par nos deux voyageurs à visiter les plus belles églises de Paris. Annie revint le soir avec un violent mal de tête ; son imagination était écrasée sous le poids de toutes les splendeurs d'architecture, de peinture et de sculpture qui avaient passé devant ses yeux. Elle alla se recueillir dans la chapelle de la communauté. Cette chapelle, pieuse, silencieuse, retirée loin du bruit des grandes rues, éclairée par des verrières qui adoucissent la lumière en la vivifiant de mille teintes, lui parut belle encore. Dans la soirée, elle fit ses adieux au vieux curé, lui remit les honoraires d'une messe par semaine pendant un an pour sa mère, et lui promit de lui donner régulièrement de ses nouvelles.

« Je sens, dit-elle, que je me plairai dans cette maison ; je n'y suis que d'hier, et il me semble que j'y ai toujours vécu ; les mères, les sœurs, les postulantes, les novices, ma petite chambre, notre chapelle, tout m'attire, tout me sourit. »

Dès le lendemain, à cinq heures du matin, Annie, entendant la cloche, se leva, et arriva une des premières dans la chapelle. Elle fit avec la communauté la prière du matin et la méditation, entendit la messe et revint dans sa chambre, dont elle fit la toilette.

Au déjeuner, elle trouva devant elle une tasse de chocolat, qu'elle mit de côté en réclamant à une postulante qui servait à table une assiettée de la soupe commune. Elle suivit tous les exercices, entendit les lectures pieuses, exécuta à la perfection les travaux de couture qui lui furent confiés par la maîtresse des novices. Pendant la récréation qui suivit le dîner

de midi, elle se vit entourée d'un nombreux essaim de jeunes postulantes qui lui firent le plus sympathique accueil. On ne comprend pas dans le monde ces amitiés spontanées que la communauté des pensées, des goûts et des aspirations, forme dans le noviciat religieux. Annie croyait revoir des amies dans ces admirables jeunes filles qui, fidèles à l'inspiration de la grâce, disent adieu aux joies de la vie qu'elles n'ont pas connues, et se destinent, avec leurs figures d'enfant, toutes pleines encore de lumière, de roses et de sourires, à passer les nuits près du chevet des mourants et à soulager les dernières douleurs. En quelques minutes, Annie avait été embrassée cent fois. On l'aimait d'autant plus qu'on la croyait retenue, par l'opposition de sa famille, dans l'essor de son dévouement. En vérité, son châle de mérinos noir n'emprisonnait pas encore les ailes de l'ange de la charité religieuse ; Annie sentait un poids sur son cœur ; un nuage restait interposé entre ses yeux et sa vocation ; aussi ne se défendait-elle point d'un sentiment de mélancolie qui donnait une nuance de tristesse à l'émotion avec laquelle elle recevait l'accueil bienveillant de ses futures compagnes.

Après un séjour de quelques semaines, elle fut adorée dans la communauté ; la supérieure lui témoignait mille tendresses ; la maîtresse des novices la citait comme exemple : son assiduité, son zèle, son courage, son aménité, la constante égalité de son humeur, tout en elle révélait une nature privilégiée. Sur son passé, elle était d'une discrétion parfaite ; l'instinctive noblesse de ses sentiments remplaçait en elle l'expérience mûrie par les années ; personne ne pouvait soupçonner tous les grands souvenirs douloureux qu'elle portait dans son âme. Elle lisait, écrivait, causait, chantait, jouait, priait, faisait bien tout ce qu'elle faisait.

La sœur qui tenait l'orgue de la chapelle tomba gravement malade. La supérieure, préoccupée de lui trouver une remplaçante, proposa à Annie, dont elle avait remarqué le goût pour la musique, d'apprendre à toucher de l'orgue. Il y avait au parloir un harmonium ; un maître fut mandé, et Annie reçut chaque matin une leçon d'une heure. Le maître, un vieil artiste à cheveux blancs, fut ravi des progrès que son élève fit en peu de jours. Quelques études suffirent pour développer en Annie le sens exquis de l'harmonie qu'elle avait reçu de la nature, et bientôt l'art n'eut plus de secret pour elle.

Cependant, lorsqu'il lui fallut entrer en fonctions, ce ne fut point sans émotion qu'elle s'assit devant le double clavier ; elle chanta en s'accompagnant. Sa voix, timide d'abord, devint bientôt sonore ; elle retentissait sous les voûtes ogivales avec le pur accent de l'inspiration religieuse, et

elle était tout enveloppée d'une harmonie correcte et suave. Les cœurs des novices et des postulantes tressaillaient sous leurs mantelets noirs et leurs guimpes neigeuses. L'admiration de toutes égalait leur surprise. Annie était profondément émue elle-même, et, la cérémonie terminée, ses mains ne purent quitter les touches qui priaient et pleuraient avec son âme. Ses pleurs coulaient sur l'ivoire ; quand une novice qui l'aimait vint, en souriant, appuyer sa main sur son épaule, Annie, sortant d'un songe céleste, essuya les touches humides et se leva confuse en fermant le clavier.

Quelques mois s'écoulèrent dans une paix profonde. Tout le monde aimait de plus en plus Annie. La supérieure, fatiguée des mille soucis de son administration, la faisait venir dans sa chambre et se plaisait, pour se reposer l'esprit, à lui faire raconter quelques épisodes de sa vie passée.

Un jour, à la tombée de la nuit, elle fit mander Annie, qui entra joyeuse et l'embrassa avec sa tendresse habituelle :

« J'ai une lettre pour vous, mon enfant ; elle est en anglais et vient de Chine ; c'est, je suppose, M. Douglas, votre grand-père, qui vous écrit »

Annie prit la lettre et la lut dans un profond recueillement.

« Vous n'avez que de bonnes nouvelles, j'espère, mon enfant ? »

Annie tomba aux genoux de la supérieure, qui était assise, et éclata en sanglots.

« Qu'est-ce donc, Annie, qu'avez-vous ? »

Annie pleurait et tenait son visage caché dans les vêtements de la religieuse. Celle-ci, après quelques minutes de silence, souleva Annie dans ses bras et la fit asseoir auprès d'elle, en la suppliant de lui dire la cause de son chagrin :

« Est-il arrivé quelque malheur à M. Douglas ? »

— Non, ma mère ; attendez, dans un instant je pourrai vous lire sa lettre.

— Pourquoi, mon enfant, avez-vous tant de chagrin ?

— Je n'ai pas de chagrin, mais je ne puis maîtriser mes émotions.

— Combien il me tarde de savoir ce qui vous a tant troublée ! »

Annie s'efforça de retenir ses larmes et d'étouffer ses sanglots ; elle traduisit ainsi la lettre de M. Douglas :

« Très chère Annie,

» J'ai été bien peiné d'apprendre la mort de ta mère, ma bien-aimée Sarah ; j'espère qu'elle est maintenant dans un meilleur monde où nous

irons tous la rejoindre un jour. Je n'ai plus que toi sur la terre ; c'est donc pour toi que je travaille dans ma vieillesse ; c'est pour toi que je m'efforce de réédifier une fortune perdue dans des spéculations malheureuses. Ta résolution d'entrer au couvent ajoute une seconde peine à celle que la mort de ta mère me fait éprouver. C'est trop pour moi d'apprendre deux morts à la fois. Dieu bénit mon travail ; je pouvais liquider ma situation dans la compagnie des vapeurs dont je suis agent et actionnaire, et venir près de toi dans cette belle France ; je comptais sur la main de mon enfant pour me fermer les yeux..... car je sens concentrée sur toi toute l'affection que j'ai eue pour ta grand'mère, que tu n'as pas connue, pour ta tante et ta mère ; je comptais sur la société de ma petite-fille pour consoler les derniers jours de mon existence laborieuse et solitaire. Mon rêve, mon Annie, était de te voir vis-à-vis de moi à table, et, témoin de ton bonheur, de sentir revivre en toi toutes ces pures affections brisées par la mort, et enfin de donner un but à mon activité, à mon énergie et à toutes mes fatigues. Mais je ne serais pas un gentilhomme si je me laissais aller à la moindre récrimination ; si tu trouves ta félicité dans la vie religieuse, je respecte, mon enfant, ta volonté, et, délaissé par toi, je te bénis et t'aime dans la douleur et l'abandon. »

Bien des sanglots interrompirent la traduction de cette lettre. La supérieure, maîtrisant ses émotions, consolait Annie par des paroles pleines de prudence et d'affection.

« Finissez votre lecture, ma fille, et soyez sûre que tout s'arrangera pour le mieux ; du courage, continuez. »

Mais la voix d'Annie s'était altérée ; les larmes voilaient ses yeux et ruisselaient, abondantes, jusque sur ses mains et sur la lettre. Elle fit les efforts les plus douloureux pour continuer la lecture :

« Je crois de mon devoir de te donner connaissance de la démarche que M. Lebel, officier français, a faite hier auprès de moi. Il conserve de toi un souvenir tel, que, malgré l'opposition plus ou moins explicite de sa mère, il m'a demandé ta main et m'a prié de te dire qu'il est parfaitement résolu, si tu consens, à t'épouser dès qu'il aura atteint sa majorité. Je te laisse libre encore, ma fille ; M. Lebel me paraît un homme plein de cœur ; la profonde émotion avec laquelle il me parlait, m'inspire toute confiance dans sa loyauté et dans la sincérité de sa promesse. Réfléchis, consulte ton propre cœur, et ne prends point avec précipitation une détermination qui intéresse ton bonheur propre, le mien et celui de ce jeune homme. »

« Cette lettre, dit la supérieure, m'inspire de graves réflexions. Examinez bien, mon enfant, les dispositions de votre cœur; écoutez la voix intérieure qui parle à votre âme. Soyez sûre que la grâce divine, à cause de la droiture de vos intentions, vous dirigera dans le vrai chemin. Demandez-la dans vos prières et réfléchissez avant de répondre.

— Mon parti est pris, ma mère : si mon grand-père exige que j'aille demeurer avec lui quand il se retirera des affaires, j'y consens ; il me semble que je remplirai un devoir, en occupant près de lui la place de ma mère. Mais quant à me marier, jamais !

— Et M. Lebel ?

— Je ne puis l'épouser, il est trop au-dessus de moi ; sa mère ne me pardonnerait jamais mon consentement. Je ne puis entrer dans une famille où la mère rougirait de la femme de son fils. Je vais répondre immédiatement à mon grand-père ; je vais lui dire que par amitié pour lui, je différerai mon entrée en religion, et je le prierai de remercier M. Lebel du bon souvenir qu'il a gardé de son humble compagne d'enfance, de lui exprimer ma vive reconnaissance, et, enfin, dans les circonstances où Dieu nous a placés l'un et l'autre, de lui faire de ma part d'éternels adieux.

— Ne répondez pas avant huit jours, Annie, et venez souvent me communiquer vos pensées et vos incertitudes.

— Je vous le répète, ma mère, mon parti est pris d'une manière définitive.

— C'est ce que je blâme, mon amie ; réfléchissez pendant huit jours avant de répondre. Je garde le billet de banque inclus dans la lettre de M. Douglas ; je le ferai changer demain et vous en remettrai la valeur. »

La lettre venue de Chine avait causé un trouble immense dans l'âme d'Annie. La santé de la jeune fille s'altéra, et son visage pâlit et maigrit. Le sommeil avait déserté son lit blanc ; pendant les longues heures de l'insomnie, demi-assise et appuyant sur sa main sa tête fatiguée, elle cherchait un rayon lumineux dans son âme obscurcie. En dedans d'elle-même comme en dehors, tout n'était que ténèbres ; la lampe du sanctuaire seule envoyait jusqu'à elle un pâle rayon ; et dans le lointain, au delà des mers, les yeux de son âme voyaient luire la constante et sincère affection de Benjamin. Mais la noblesse de son cœur se révoltait à la pensée que M<sup>me</sup> Lebel ne la trouvait pas digne d'être la compagne de son fils : « Elle a raison, se disait-elle avec les sentiments de la plus profonde humilité ; M. Benjamin se repentirait peut-être un jour d'avoir lié sa destinée à celle d'une fille sans fortune, sans naissance et sans édu-

cation. Il ne m'a témoigné quelques préférences que dans un temps où il ne voyait que moi. Bientôt il trouvera dans le monde auquel il appartient, une fiancée qui sera plus digne de lui..... »

Mais c'était vainement qu'Annie s'efforçait d'effacer ses souvenirs d'enfant. La mémoire du cœur est si tenace ! La jeune fille épuisait toutes ses forces morales contre les inclinations qui semblaient grandir dans cette lutte intérieure. Elle fermait ses yeux, appelait sur son âme le sommeil de l'oubli, et le sommeil des sens sur son corps fatigué, mais sa volonté seule tenait closes ses paupières ; son cœur veillait, et bientôt la fatigue produisait en elle une agitation fiévreuse. Elle entendait dans le lointain des détonations d'une artillerie puissante, elle voyait les glaives étinceler, et elle tressaillait d'épouvante en touchant la main sanglante de Benjamin.....

Après une nuit d'angoisse et d'effroi, Annie s'assoupissait à l'aube du jour. Souvent alors, un rêve, le rêve qu'elle avait fait le lendemain de la mort de sa mère, quand elle s'endormit près du foyer solitaire, revenait rasséréner son âme et donner la fraîcheur du repos à ses membres endoloris ; la même figure si franche et si loyale dans son amitié se penchait vers la sienne, les mêmes aiguillettes d'or se mêlaient à ses cheveux, et la même voix lui répétait encore le même mot d'amour.

« Mon Dieu ! s'écriait Annie, ayez pitié de votre enfant ; agréez l'holocauste que je vous ai fait de moi-même, et rendez à mon âme troublée la paix et l'oubli. »

Toutes les compagnes d'Annie remarquèrent l'altération de ses traits et lui témoignèrent les plus vives sympathies pour les souffrances dont elles ne connaissaient ni la cause ni la nature.

Huit jours s'écoulèrent. Annie porta à la supérieure un projet de lettre en français pour M. Douglas. Elle remerciait son grand-père du secours généreux qu'il lui avait envoyé et lui donnait des détails complets sur l'état actuel de ses ressources ; elle lui disait qu'elle se ferait un devoir et un bonheur de lui donner ses soins dès qu'il les demanderait, et elle terminait par ces quelques lignes :

« Veuillez remercier M. Lebel du bon souvenir qu'il a gardé de moi et de l'honneur qu'il m'a fait en demandant ma main. Les circonstances où nous sommes l'un et l'autre et surtout la disparité de notre position sociale, que M<sup>me</sup> Lebel a toujours si vivement sentie, me forcent de refuser la proposition de son fils. Non-seulement cette dame, mais ses amis, ses connaissances à Troyes et à Bar, protesteraient unanimement contre une telle union. Dans quelques années M. Benjamin trouvera, dès qu'il

voudra, une fiancée dans la classe à laquelle il appartient. Je ferai toujours les vœux les plus sincères pour son bonheur....

— C'est votre dernier mot, Annie ?

— Oui, ma mère. Comme mon grand-père est protestant, je me suis abstenue de lui dire que j'étais liée par la promesse que j'ai faite à Dieu pendant la maladie de ma mère. Je n'ai pas voulu lui parler de mes affaires de conscience. D'ailleurs, serais-je libre, que ma détermination resterait la même.

— Ecrivez votre lettre en anglais et rapportez-moi la copie que vous venez de me lire, j'en ai besoin. J'espère maintenant, ma fille, que le gros de l'orage est passé. Rentrez maintenant dans les douces habitudes de la vie commune. Votre parti est pris, ne remettez plus rien en question. Dans quelques jours votre imagination redeviendra calme. Il me tarde, ma chère enfant, de revoir cette bonne figure que vous avez perdue et de vous savoir intérieurement heureuse. »

La supérieure envoya la copie de la lettre d'Annie au curé de Fraville. Celui-ci eut de suite la pensée d'aller aux Chénies, de montrer la lettre à M<sup>me</sup> Lebel et de lui en faire un violent commentaire avec toutes les pensées qu'il tenait depuis des années cachées sous sa soutane. Mais, chemin faisant, il réfléchit que sa démarche était prématurée, qu'il était plus prudent d'attendre le retour de Benjamin et de soumettre l'amour du jeune homme pour Annie à la double épreuve d'un refus et de l'absence. Il trouva d'ailleurs M<sup>me</sup> Lebel révoltée de la démarche inconsidérée de son fils auprès de M. Douglas, et triomphante de l'entrée d'Annie au couvent. Il laissa donc la lettre dans le fond de sa poche, et écouta en silence les expressions de vive joie par lesquelles M<sup>me</sup> Lebel s'applaudissait de l'heureux dénouement d'une affaire qui lui avait causé, disait-elle, les plus grands tourments.

Annie reprit sa vie habituelle, mais ne recouvra jamais l'enjouement avec lequel elle se mêlait quelquefois aux jeux de ses compagnes. Les sourires dont elle voilait sa tristesse intérieure étaient pâles et inanimés ; elle aimait la solitude et suppliait souvent la supérieure de lui laisser faire un noviciat régulier en attendant les ordres de son grand-père. Elle était impatiente de faire extérieurement le sacrifice accompli au dedans d'elle-même ; il lui tardait de donner un but à sa vie et elle rêvait pour son existence le bonheur angélique de la charité en soignant les malades et en allégeant leurs souffrances.

FÉLIX MAHON.

*(La suite à la prochaine livraison.)*

# ÈVE DE COTEBRUNE OU LE CHANTEUR NOIR.

LÉGENDE FRANC-COMTOISE.

---

On la nommait *Fleur de Beauté*.  
(VIEUX FABLIAU.)

## I.

Amis ! du renouveau voici l'agreste fête,  
Venez, je vous attends, mon peintre et mon poète....  
Notre Comté rayonne et se pare de fleurs ;  
Plus limpide le Doubs caresse ses rivages ;  
Oh ! venez respirer de nos grands monts sauvages  
La savoureuse brise et les âpres senteurs !...

Venez !... la Séquanie, Ecosse de la France,  
Du pays d'Ossian a la magnificence ;  
Amants du merveilleux, ensemble nous irons  
Surprendre, le matin, dans leur grotte les fées,  
Ou, sur le bord des eaux, les ondines coiffées  
D'iris, de nénuphars et de frais liserons...

Pour vous, mon peintre aimé, j'ai des sites splendides,  
J'ai des lacs miroitants, émeraudes humides,  
Où viennent s'abreuver les chevreuils frissonnants ;  
J'ai des torrents roulant dans le fond des abîmes,  
Et des prés émaillés et des sommets sublimes,  
Des rocs vrais comme ceux du cher *maître d'Ornans*.

Pour vous, mon doux rêveur, j'ai des bois séculaires  
Pleins d'ombre et de parfums. J'ai des chants populaires,  
Poésie adorable éclore on ne sait où,



Et ces contes sans fin recueillis aux chaumières  
Devant le grand foyer aux magiques lumières,  
A l'heure où geint le vent et pleure le hibou...

C'est d'abord de Vergy le drame épouvantable  
Et de la tour de Rans, où niche encor le diable ;  
Ce sont de Jacques Prost <sup>(1)</sup> les exploits étonnants,  
Ou bien de Tremblecourt l'histoire sanguinaire,  
Et de Mahaut d'Artois, l'étrange incendiaire,  
Qui fit, par charité, brûler trois cents manants.

J'ai découvert aussi, perdu sous les guirlandes  
Des ronces et du lierre, un vieux nid de légendes ;  
C'est un manoir croulant, par la foudre noirci ;  
Son nom, c'est *Côtebrune*. A travers les épines,  
Un matin que j'errais explorant ces ruines,  
Un pâtre sur ces murs me conta ce récit :

## II.

Au temps où par les monts, aux dames châtelaines  
Les trouvères allaient chantant leurs cantilènes,  
Un jeune cavalier, portant long manteau noir,  
Un soir d'automne vint frapper à ce manoir.

Ce cavalier était très beau, je vous assure,  
Quoique bien pâle fût sa douteuse figure ;  
Ses yeux d'un sombre feu rayonnaient, — et sa voix,  
Ravissante, charmait et troublait à la fois.

On ne connaissait point cet étrange trouvère,  
Aux chants de séraphin, aux regards de vipère ;  
Eh ! qu'importe ? il était si doux de l'écouter,  
Que de sa loyauté nul n'eût osé douter.

Ce pèlerin vraiment racontait des merveilles :  
Il revenait d'Asie, aux rives sans pareilles ;

(1) Lacuzon.

Du Calvaire il avait fait le tour à genoux  
Et de la sainte croix il rapportait trois clous !...

La haute damoiselle, Eve de Côtebrune,  
Vierge au front aussi pur qu'un pur rayon de lune,  
De l'étranger sentait le charme la gagner,  
Et d'un mal inconnu son cœur vint à saigner.

Les accents du chanteur et ses regards de flamme  
Comme des flèches d'or pénétraient dans son âme ;  
Elle était fascinée, et le beau troubadour  
Sans pitié l'enivrait de son poison d'amour....

Eve savait pourtant que le preux et beau sire —  
Raoul de Montfaucon — l'aimait avec délire ;  
Mais Raoul ne brillait qu'aux chasses, aux tournois,  
Et le théorbe était sans accords sous ses doigts.

Ils étaient fiancés. Bravant neige et rafale,  
Chaque jour, l'amoureux, sur sa fière cavale,  
Venait à Côtebrune implorer, tout épris,  
De la fantasque enfant un doux mot, un souris....

Et quand le troubadour chantait ses villanelles  
Ou racontait, le soir, ses fables éternelles,  
Il prenait à Raoul folle démangeaison  
De couper le gosier à l'insipide oison...

Mais Eve, d'un regard, calmait, coquette fée,  
L'humeur de Montfaucon, promptement échauffée,  
Et le pauvre jaloux, lui-même ensorcelé,  
Tendait sa noble main au chanteur endiablé !...

### III.

De Côtebrune la chapelle  
De mille flambeaux étincelle,  
Eve et Raoul sont à genoux ;  
Le vieux chapelain les marie ;  
Autour d'eux l'assistance prie  
Notre-Dame pour les époux.

Des deux Bourgognes la noblesse  
 Sous l'antique ogive se presse ;  
 Les blasons pendent aux piliers ;  
 Et sous les dais, sous les tentures  
 Retraçant braves aventures,  
 Brillent dames et chevaliers.

Au dehors grésille la neige ;  
 Sous la tourmente qui l'assiège  
 Le sapin tord ses noirs rameaux ;  
 Le loup hurle en la nuit profonde  
 Et, par instants, au vent qui gronde  
 Tressaillent les saints des vitraux!...

Une terreur vague et secrète  
 Pèse sur la foule inquiète ;  
 D'un glacial pressentiment  
 Toutes les âmes sont étreintes.  
 Et cependant les orgues saintes  
 Soupirent en concert charmant.

Sombre, — sous un arceau du temple,  
 Le chanteur noir debout contemple  
 Le couple béni prosterné ;  
 Ses yeux flambent pleins de malice,  
 Et parfois sur ses lèvres glisse  
 L'impur sourire d'un damné.

Sous sa virginal couronne  
 Eve toute pâle frissonne.  
 Est-ce de crainte, est-ce d'amour?...  
 C'est qu'elle sent darder sur elle,  
 Ardent d'une flamme cruelle,  
 L'œil de serpent du troubadour.

Mais soudain l'effronté trouvère  
 Jusqu'au milieu du sanctuaire  
 Bondit comme un tigre en fureur,  
 Et, pris d'une audace infernale,  
 Renverse Raoul sur la dalle,  
 Raoul étourdi de stupeur,

Traverse la foule ébahie,  
 Emportant Eve évanouie,  
 Et sur son coursier qui l'attend,  
 Tel qu'un spectre se fond dans l'ombre,  
 Il disparaît dans la nuit sombre,  
 Dans les tourbillons de l'autan !...

## IV.

Eve et son ravisseur, à travers les vallées,  
 Les plaines, les forêts par l'hiver désolées,  
 Chevauchent emportés d'un galop effréné ;  
 Le corbeau bat leur front de ses ailes funèbres,  
 Et, plus terrible encor, mugit dans les ténèbres  
 La voix de l'ouragan sur leurs pas déchainé !...

Et plus fort le chanteur serre en ses bras sa proie !...  
 Ses traits sont rayonnants de la féroce joie  
 Illuminant parfois la face des maudits....  
 Mais tout à coup le sol, ô divine vengeance !  
 S'effondre et se transforme en un étang immense :  
 Dans les marais de Saône ils étaient engloutis !...

A l'aube l'on trouva, dans la vase enfouie,  
 Eve, « Fleur-de-Beauté, » raide, froide, bleuie,  
 Souillée, horrible à voir, le col rompu ; — pourtant  
 Son ravisseur avait disparu. — Chose étrange,  
 Cet aimable trouvère aux douces chansons d'ange,  
 Vous l'avez deviné, c'était.... maître Satan !...

## V.

Au bas de Côtebrune, une vallée aride  
 S'enfonce par les monts comme une thébaïde ;  
 La nature, en ces lieux pleine de majesté,  
 Dévoile les splendeurs de son âpre beauté.  
 Dans le flanc d'un rocher qui jusqu'aux cieux s'étage,  
 Près d'un cloître moderne, un antique ermitage  
 Montre à travers les buis ses vieux murs et sa tour,

Où nichent maintenant le serpent et l'autour ;  
C'est là que, de douleurs l'âme toute blessée,  
Raoul s'en vint pleurer sa chère fiancée.  
Bien longtemps du reclus l'austère sainteté  
Comme un parfum des cieux embauma la Comté ;  
Il pria tant, qu'on dit qu'à son heure dernière  
Un ange lui fit voir Eve dans la lumière....  
Et cette solitude encor, selon son vœu,  
Garde le nom touchant de la *Grâce de Dieu* !...

LOUIS MERCIER.



## LE CANON DES CORDELIERS.

---

Chacun sait comment Besançon s'illustra dans le siège de 1674, en résistant aux plus braves soldats de la France, dirigés dans leur attaque par le célèbre Vauban, commandés par les d'Enghien (1), les Luxembourg, les de la Feuillade, les de Rochefort, et encouragés par la présence même de Louis XIV (2). Investie dès les derniers jours du mois d'avril, la place résista pendant plus de trois semaines, et malgré le mauvais état de ses murailles, la pénurie de son trésor, la faiblesse de sa garnison, elle ne cessa de faire des prodiges de valeur. Vauban, après avoir d'un coup d'œil sûr examiné les remparts, avait choisi deux points d'attaque : *le bastion d'Arènes* et *l'enceinte du Champmars*. Mais, après quelques jours de siège, les pluies ayant fait grossir le Doubs et rendu le passage de la rivière impossible, le premier point fut abandonné, et le feu des batteries françaises placées sur la rive droite du Doubs, au pied de Chaudanne, fut exclusivement dirigé sur le saillant d'Arènes.

Du 2 au 13 mai, les tranchées des Français s'étaient approchées jusqu'au chemin couvert de la défense ; une batterie de quatre pièces de 24 venait même d'être établie à une demi-portée de mousquet pour ouvrir la demi-lune et pratiquer la brèche d'assaut. Dans la journée du 13 mai,

(1) Henri de Bourbon, duc d'Enghien, fils du grand Condé.

(2) En regard de ces noms, il n'est pas sans intérêt de mettre les noms de ceux qui, dans la place, prirent, à différents titres, part à la défense. Au moment du siège, le prince de Vaudemont venait de remplacer le vieil et incapable Alveida avec pleins pouvoirs de gouverneur ; la garnison de la citadelle était sous le commandement du baron de Soye, celle de la ville et les milices urbaines sous celui du baron de Saint-Mauris ; les présidents de semaine, choisis parmi les co-gouverneurs, furent successivement, du 25 avril au 15 mai, Philippe-Eugène Chiflet, Luc Morel, Jean-Frédéric Fyard et Claude-François Buson, d'Auxon.

personne ne pouvait plus, sur ce point, rester aux remparts ; l'artillerie ennemie, du haut de Chaudanne, tenait en échec celle de la citadelle, les murailles du *Champmars* étaient en partie détruites ; il n'y avait plus de secours à attendre pour un point si fortement menacé. Sur le soir du 13, le mouvement de l'armée ennemie et le redoublement de l'artillerie ne faisaient que trop prévoir une attaque décisive. Ce fut alors que le P. Schmidt, capucin, qui remplissait dans la ville les fonctions de chef de l'artillerie et du génie, ainsi que faisait le P. Gillet à la citadelle, observant les préparatifs de l'ennemi, « parvint à dérober, sur la rive gauche du Doubs, la construction d'une batterie de deux pièces *en fonte dans le jardin des Cordeliers*. Les embrasures de cette batterie peuvent être démasquées instantanément, et l'on a fait coudre de petits sacs de toile, en forme de poche, remplis de balles de mousquet, que l'on devait mettre dans les canons pour les tirer à cartouches (1). »

Le P. Prost, jésuite, témoin oculaire du siège de Besançon, et mieux à portée que personne de vérifier et de relater ces faits, puisque la résidence et le collège des jésuites n'étaient séparés du couvent des Cordeliers que par la petite rue appelée aujourd'hui rue des Bains-du-Pontot, retrace en ces termes cet épisode du siège :

« Cependant toutes les décharges des canons français continuèrent contre la palissade de la contrescarpe et contre le bastion terrassé. On jugea par là que l'ennemi voulait en venir à un assaut. C'est pourquoi on fit conduire deux pièces d'artillerie dans le jardin des Cordeliers, vis-à-vis de la contrescarpe d'Arènes, à laquelle les assiégeants paraissaient particulièrement vouloir s'attacher, et on les posta si adroitement que l'ennemi ne s'en prit nullement garde.

» L'on vit sur le soir entrer dans la tranchée presque toute la noblesse et toutes les troupes de l'armée, et dès que la nuit commença, l'on vint à l'attaque avec la contenance ordinaire aux troupes de Louis le Grand. Les assiégés ne les reçurent pas avec moins de vigueur ; on ne voyait que feu de part et d'autre. Mais *surtout les deux canons qu'on avait placés dans le jardin des Cordeliers*, et que l'on tirait chargés de cartouches, firent un ravage incroyable. Les Français ne s'attendaient pas qu'on dût les charger de delà le Doubs ; on n'entendit que cris et hurlements..... L'assaut dura depuis les neuf heures du soir jusqu'à quatre heures du

(1) *Deux Epoques militaires à Besançon*, par L. ORDINAIRE, 2 vol. ; Besançon, Turbergue, 1856 ; 1<sup>er</sup> vol., page 491. C'est dans cet ouvrage, du plus grand intérêt, que nous avons puisé tous les détails du siège.

matin le lendemain. Enfin les assiégés repoussèrent les assiégeants jusque dans leurs tranchées (1). »

On le voit, la batterie des Cordeliers, ayant pendant toute la nuit tenu en échec les bataillons français sur les bords des fossés d'Arènes, avait fait avorter leur dessein, et par là même sauvé la ville, sinon d'une capitulation, du moins du sac et du pillage qui suivent toujours un assaut. Or, c'est une des deux pièces de cette batterie devenue célèbre, que nous avons retrouvée le 7 octobre dernier, dans le jardin de l'établissement des bains de Chamars, dépendance actuelle du collège de Saint-François-Xavier. Elle se trouvait à 60 centimètres sous le sol, adossée aux fondations du mur qui sépare le jardin de la rue des Bains-du-Pontot. Elle a 2 mètres 25 centimètres de longueur totale; sa circonférence à la plate-bande de la culasse est de 1 mètre 28 centimètres, et à la tranche de la bouche, de 94 centimètres. Le diamètre de l'âme est de 9 centimètres; c'est le calibre d'une pièce de six. Enfin, elle est ornée de deux anses d'un assez petit modèle. Si elle a porté une inscription ou une date, du moins la rouille n'en a rien laissé subsister, quoique, d'après certaines traces que l'on remarque sur la culasse, on puisse conjecturer que des armes, aujourd'hui complètement effacées, y avaient été appliquées ou coulées en relief. La forme de cette pièce, la place qu'elle occupait, le métal dont elle est faite, nous fournissent des considérations qui, rapprochées du texte même de l'histoire, ne peuvent laisser aucun doute sur son identité.

1° D'après sa forme, nous croyons pouvoir affirmer qu'elle n'est pas d'une époque postérieure à 1650, car tous les canons français en fonte de fer, canons qui n'ont du reste été introduits dans l'artillerie de terre que vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, diffèrent du nôtre par les points suivants : ils n'avaient point d'anses, le nôtre en a ; les tourillons étaient tronçonniques, ceux de notre canon sont cylindriques. Le cul-de-lampe de la culasse ne portait pas les moulures concentriques que présente le nôtre. La longueur de la pièce de six était de 2<sup>m</sup>863, tandis que la nôtre n'a que 2<sup>m</sup>250. La forme des anses (forme de dauphin) et la position des tourillons rapprocheraient plutôt notre canon du faucon de six de l'artillerie des provinces unies des Pays-Bas, vers 1650 (2).

Les dimensions de la pièce ne se rapportent pas complètement à

(1) *Histoire de la cité impériale de Besançon*, par le P. PROST, de la compagnie de Jésus. Histoire manuscrite, que M. l'architecte Delacroix a bien voulu nous communiquer.

(2) Ces détails tirent toute leur valeur des renseignements fournis par M. Bial, commandant d'artillerie, sous-directeur adjoint à l'arsenal de Besançon.



celles des canons de l'artillerie espagnole à cette époque, ce qui nous ferait volontiers penser que cette pièce a été fondue sans modèle bien précis, en Franche-Comté.

2° La considération du lieu qu'elle occupait nous amène à cette double conclusion : c'est que d'abord elle n'a pu y être placée à une époque antérieure à 1674, car nous la trouverions non pas à 60 cent. du sol, mais à une profondeur plus considérable ; on sait combien le sol de Besançon a été successivement exhaussé, et qu'ensuite, d'après l'inspection des lieux, elle se trouve exactement là où le P. Prost place les canons dont il parle dans son manuscrit.

Le jardin actuel des bains est bien l'ancien jardin des Cordeliers. Sur les anciens plans du couvent comme sur les plans de Besançon à cette époque conservés aux archives de la ville (1), nous voyons le jardin des Cordeliers se développer en arrière du bâtiment principal du couvent et s'étendre en pointe du côté de Chamars, entre le Doubs d'une part, et de l'autre la petite rue des Bains-du-Pontot, qui est telle aujourd'hui qu'elle se trouvait en 1629. Or, c'est dans ce jardin, d'où l'on découvrait parfaitement le bastion d'Arènes avant l'élévation des remparts par Vauban, que, d'après les récits du P. Prost, l'on établit une batterie d'artillerie la dernière nuit du siège ; batterie toute de circonstance, comme l'indique assez la teneur du récit, établie à la hâte, improvisée à la dernière heure dans un lieu inaccoutumé à recevoir de pareils hôtes, mais nécessitée par les récentes dispositions des assiégeants. Ce qui nous autorise à dire que s'il entra des canons dans le jardin des Cordeliers, il n'en entra vraisemblablement qu'une fois, et que si nous en retrouvons un à cette place indiquée, ce ne peut être que l'un de ceux qui y furent amenés cette nuit même.

3° Il y a plus : un mot ajouté à la narration de cet épisode dans les manuscrits du temps nous devient une indication précieuse : ces deux pièces conduites au jardin des Cordeliers *étaient en fonte* ; or, notre pièce est précisément du même métal, preuve décisive, à notre avis, et confirmant complètement celles que nous avons déjà données. La plus grande partie de l'artillerie des assiégés était en bronze, comme toute l'artillerie de ce temps. Mais les pièces faites à la hâte à Besançon et dans les villes voisines à l'approche du péril, ainsi que cela est rapporté par les témoins du siège, furent coulées en fonte.

Enfin il y aurait une dernière épreuve à faire. Le canon porte encore

(1) Voir au musée le plan de 1615 et à l'hôtel de ville celui de 1629.

sa charge. Il faudrait donc vérifier s'il contient réellement, ainsi que l'indique le P. Prost, des balles de mousquet. Nous l'avons tenté, mais dans l'état d'oxydation où est l'intérieur de cette pièce, la charge fait tellement corps avec ses parois que nous n'avons pu l'en séparer par les moyens ordinaires. La forte résistance qu'elle oppose aux sondages, semble indiquer que la pièce serait plutôt chargée à boulet. Cependant nous ferons observer qu'elle pourrait l'être à balles, mais à balles de fer que la rouille aurait pu unir de telle sorte qu'elles offriraient la même résistance qu'un boulet. Quand il y aurait un boulet dans la pièce, cela n'infirmait en rien notre opinion, car on comprendrait très bien comment, après avoir tiré à mitraille, les assiégés ont pu charger une pièce à boulet, afin que si les ennemis entraient dans les remparts et se mettaient derrière les murs à l'abri de la mitraille, cette pièce pût encore les atteindre.

Nous aurions souhaité retrouver la seconde de ces deux pièces : les travaux faits pour la découvrir n'ont encore amené aucun résultat ; peut-être serons-nous plus heureux dans la suite, et nous nous empresserons d'en entretenir les lecteurs des *Annales*. Comme ces deux pièces avaient été unies dans la défense, elles ont dû subir le même sort après la lutte, et être enfouies toutes deux en arrière de leur position, au matin même de la nuit qui les illustra. De jour, elles n'auraient pu tenir sous le feu des batteries ennemies, qui les dominaient. Du reste, après cette affaire, et malgré ce succès tardif, les premiers pourparlers de capitulation s'étant ouverts, les défenseurs de la place n'eurent plus qu'à prendre, relativement à leurs armes, une dernière détermination : les livrer toutes, ou les cacher au moins en partie. Si l'on se souvient de la rigueur avec laquelle, à la première conquête, en 1668, Louis XIV fit rechercher dans la ville les canons, mortiers, bombes, grenades et jusqu'aux *armes du vieux temps*, pour les diriger sur Paris et sur Lyon, on comprendra l'empressement et le soin avec lesquels les assiégés durent enfouir leur artillerie pour la soustraire à un nouvel enlèvement (1). Qu'on se rappelle aussi les peines édictées par Louis XIV

(1) Ce moyen avait réussi aux Bisontins à la première occupation française, car lorsque Louis XIV rendit la Franche-Comté à l'Espagne, il pensa laisser Besançon dépouillée de toute son artillerie ; mais quelques pièces avaient été cachées, et les Français, quittant la ville, étaient à peine au delà des portes, que du haut de la citadelle des salves d'artillerie saluèrent leur départ ; ce qui irrita tellement les officiers que les troupes furent sur le point de recevoir l'ordre de rentrer dans les murs pour faire justice de cette insulte.

contre ceux qui cacheraient des armes, on s'expliquera aisément le secret dont, à la deuxième conquête, on dut entourer de semblables soustractions, secret heureux, puisqu'il a fait arriver jusqu'à nous un canon qui, s'il eût été découvert par Louis XIV, serait allé rejoindre à Paris sur la place des Invalides, ou à Lyon sur la place des Terreaux, des pièces exposées aux regards comme d'authentiques témoins de la conquête de notre province.

La batterie des Cordeliers put être facilement enfouie et cachée dans le jardin du couvent; mais la destination de cette maison de règle et de prière l'exposa moins à être dans la suite mise à découvert par la pioche de l'ouvrier, qui passa tant de fois, depuis Vauban, dans le sol de nos rues et dans celui de nos anciens remparts.

Il sera intéressant, après avoir lu l'histoire de ce siège mémorable, qui a changé la face de notre province et qui a ouvert la dernière grande époque de notre histoire provinciale, d'examiner une pièce qui y prit une si grande part et y joua un si grand rôle. Ainsi qu'on a pu le voir par ce qui précède, c'est une pièce célèbre, une pièce historique: connue par les récits des témoins du siège, elle rappelle l'habileté de celui qui la porta si adroitement et la pointa avec tant de succès, l'obstacle qu'elle mit à l'assaut de la ville et au sac qui devait suivre, l'héroïque résistance d'une ville aux abois, qui voulait cependant tenir jusqu'à la dernière heure. Enfin, si l'on fait attention que c'est le canon des Cordeliers qui fit feu le dernier sur l'ennemi, nous pouvons dire que ses derniers coups furent comme les cris suprêmes d'une défense désormais impossible.

Nous n'avons plus d'armes de ce siège fameux. Pendant les cinq années qui suivirent la conquête, de 1674 à 1679, on voyait à l'hôtel de ville deux pièces en bronze, les deux seules de toute l'artillerie espagnole et urbaine qui n'eussent pas été prises par les Français; elles n'avaient pu être enlevées à la place, car elles ne lui appartenaient pas: elles lui avaient été cédées, au plus fort du péril, sur l'injonction qu'en avaient faite *messieurs* de la ville à M<sup>me</sup> la baronne d'Achey, qui en était propriétaire. Mais, le danger passé, elles devaient être rendues à la noble dame, qui s'en était fait donner par écrit la promesse de *messieurs du magistrat*, et elles le furent en effet par délibération du 18 mars 1679 (1). Depuis cette époque elles ont disparu. La place qu'elles occupaient pourra donc, après deux siècles, être reprise par le canon des Cordeliers. Si les familles conservent, avec l'histoire de leurs aïeux célèbres, les armes des guerriers

(1) Voir ces détails dans les *Deux Epoques militaires* de M. Ordinaire.

qui se sont illustrés dans les combats, les cités peuvent se montrer jalouses du même soin. Besançon dut céder, il est vrai, aux armes du grand roi; mais il tomba avec assez de dignité et de grandeur pour que nous puissions encore être fiers du courage de nos pères, et montrer avec un certain orgueil la dernière pièce qui servit à défendre ces antiques franchises qui leur étaient si chères. C'est à la ville que le canon des Cordeliers a été remis. M<sup>gr</sup> le cardinal archevêque le lui a gracieusement offert, pensant qu'il donnerait ainsi une nouvelle preuve de sympathie à la cité, et qu'il ajouterait un souvenir à l'histoire de la province et une arme à ses trophées.

P. DE BEAUSÉJOUR.



## CHRONIQUE.

---

25 octobre.

Nous parlions, dans une de nos dernières chroniques, de l'important réseau de nos chemins de fer comtois, et nous signalions les quelques nouvelles lignes qui déjà le complètent, ou, du moins plus tard, l'achèveront dans son entier. Parmi celles-ci, le tronçon d'Andelot à Champagnole, livré à la circulation le 15 juillet dernier, est un pas de plus vers ce but, si désiré de nos compatriotes. Les populations du haut Jura ont salué avec acclamations l'inauguration de cette petite ligne de quatorze kilomètres qui, partant de l'embranchement du chemin de fer de Dijon en Suisse par Mouchard et Pontarlier, relie déjà Andelot à Champagnole, pour se prolonger, dans un temps plus ou moins éloigné, jusqu'à Saint-Laurent et à Morez. C'est, en effet, une grande satisfaction donnée aux intérêts nombreux des actives et intelligentes populations industrielles et commerçantes de ces contrées. La nouvelle ligne offre, en outre, un attrait tout particulier aux touristes de toutes les catégories, auxquels elle offre un vaste champ de faciles et intéressantes explorations. Les seuls cantons de Champagnole, de Nozeroy et des Planches-en-Montagne, abondent en effet en sites gracieux et terribles, qui n'ont rien à envier aux paysages alpestres les plus pittoresques, et que le défaut de communications faciles a seul tenus jusqu'à présent dans un oubli immérité.

Malgré le terrain accidenté sur lequel circule le nouvel embranchement, les pentes n'ont généralement que de 5 à 13 millimètres par mètre. Deux d'entre elles seulement atteignent 18 millimètres par mètre. Une seule courbe ne se développe que sur un rayon de 450 mètres; toutes les autres ont des rayons compris entre 500 et 1,000 mètres. Le dur calcaire de nos montagnes, sur lequel repose la nouvelle voie, est

très favorable à la solidité de ses remblais, dont le plus élevé a 15 mètres de hauteur, tandis que la tranchée la plus profonde en mesure 12.

A 600 mètres d'Andelot, première gare de la nouvelle ligne, en descendant vers Mouchard, on rencontre à gauche la bifurcation de la voie conduisant à Champagnole. Elle s'engage tout d'abord en tranchées d'une hauteur moyenne de 6 mètres sur environ 2 kilomètres de longueur, et présentant par places des stries verticales ou bandes très étroites de roches calcaires et d'humus, alternant entre elles d'une manière assez curieuse pour fixer l'attention du géologue. Débouchant bientôt dans la plaine, soit sur de faibles remblais, soit au niveau primitif du terrain, elle prend une direction parallèle à la route de Salins à Champagnole, sans s'écarter sensiblement encore du cours de l'Angillon. Cette petite rivière, que ses écrevisses ont rendue célèbre dans nos montagnes, prend sa source dans les monts du sud-est, et se jette dans l'Ain, après avoir fertilisé un assez vaste bassin sur les versants duquel sont disséminés la plupart des villages du canton de Champagnole. Vers-en-Montagne, seule station intermédiaire entre Andelot et Champagnole, est situé à 5 kilomètres environ, sur la rive droite de l'Angillon, et se distinguait autrefois par un château dont cette rivière alimentait les fossés, et que possédèrent tour à tour Conrad de Fribourg et la maison de Chalon. Célèbre par le séjour qu'y fit en 1456 Louis XI, alors dauphin de France, il n'en reste guère que des ruines, les Suédois s'étant chargés dès 1639 de le renverser.

A trois kilomètres environ de Vers-en-Montagne, la voie ferrée franchit l'Angillon au pont de Gratte-Roche. Cet ouvrage d'art, très hardi et d'une exécution parfaite, a valu à M. l'ingénieur Vertray, chargé des travaux, les compliments les plus mérités de la part des personnes compétentes. Il est posé en biais, à plein cintre, et compte 15 mètres d'ouverture.

La ligne croise ensuite la route de Paris à Genève, non loin de la vieille tour de Montrond, antique et solide vestige de la puissance féodale, ayant appartenu aux comtes de Bourgogne, puis à la maison de Chalon, et démantelée enfin par ordre de Louis XI, ce grand niveleur, après un siège qu'avait soutenu le vieux donjon en 1479.

Une tranchée de 600 mètres de longueur et d'une profondeur moyenne de 9 mètres, nous fait déboucher ensuite vers la partie occidentale de Champagnole, dont le chemin de fer atteint le petit faubourg par l'intermédiaire d'une large avenue d'environ 300 mètres. Champagnole est la troisième station du nouvel embranchement, et forme pour le mo-

ment tête de ligne. La gare, d'une surface considérable, est placée entre le mont Rivel et la ville elle-même, qui en est séparée par la Londaine, petit ruisseau marécageux, d'un cours fort borné, et sur lequel sont installées quelques usines atteintes trop souvent d'un fâcheux chômage.

Champagnole se présente au voyageur sous l'aspect le plus heureux :

Au flanc d'un vert coteau, fraîche, coquette et blanche,  
Une jeune cité sur les ondes se penche ;  
L'hospitalité sainte habite chaque seuil  
Et d'un sourire à tous offre un aimable accueil.

(GINDRE DE MANCY, poète jurassien.)

Une autre ligne, d'une étendue assez considérable, et d'une importance très grande pour notre industrie aussi bien que pour les rapports commerciaux de la Franche-Comté avec la Suisse, occupe en ce moment l'esprit public de notre pays. Nous voulons parler de la ligne de Besançon à Morteau, objet d'une brochure (1) dans laquelle M. Monnot Arbilleur expose fort correctement l'importance de cette ligne pour notre pays, et les deux tracés qui se trouvent en présence pour son exécution.

Le comité du chemin de fer de Besançon en Suisse par Morteau et le Locle publiait, il y a peu de temps, de justes appréciations sur l'importance de cette ligne :

« Besançon, entrepôt des produits de la Franche-Comté, de la Bourgogne, de la Champagne et de la Lorraine, était autrefois le centre d'approvisionnement des cantons de Neuchâtel, Fribourg, Berne, Soleure. Contournée par les chemins de fer, sans qu'aucun desserve son grand courant de relations séculaires avec la Suisse, abandonnée, pour des satisfactions moindres, dans son intérêt le plus vital, Besançon voit maintenant diminuer chaque jour ce rôle si important de marché de la Suisse française. Celle-ci va chercher ailleurs, surtout à Bâle et en Allemagne, y trouvant des voies plus faciles, ces produits de toute sorte dont elle manque et qu'elle consomme en abondance. Ce que Besançon perd ainsi, Vesoul, Gray, Nancy, le perdent. C'est une domination commerciale de la France qui s'efface, un de ses grands débouchés qui se ferme. Il importe de le rouvrir largement au plus tôt. »

Des deux tracés destinés à rendre à Besançon l'ancien courant de ses

(1) Chemin de fer international de Besançon au Locle. Broch. in-4° de 85 pages. Paris, Voitelain.

relations avec la Suisse, l'un suivrait la vallée de la Loue, qu'elle atteindrait à Scey-en-Varais en passant par Chenecey et Buillon, tandis que l'autre, dit *tracé par les plateaux*, se dirigerait par Montfaucon et les marais de Saône directement vers Morteau, en suivant les plateaux un peu arides, il est vrai, d'Étalans et d'Avoudrey. C'est ce dernier projet que nous recommandons vivement M. Monnot Arbilleur, qui semble appuyer son opinion de raisons assez sérieuses. La ligne qui passerait par les plateaux serait d'au moins 25 kilomètres plus courte que l'autre. Ses travaux d'art se borneraient au souterrain de 600 mètres qui ferait déboucher la nouvelle ligne dans les marais de Saône ; l'autre chemin nécessiterait un pont sur le Doubs, un viaduc sur le bief de Vaux, et deux souterrains. Une fois sur les plateaux, la place ne manquerait jamais pour donner un développement suffisant aux pentes et aux courbes, tandis qu'en bien des endroits, l'autre tracé ne fournirait que des courbes de 200 mètres de rayon. Enfin, M. Monnot Arbilleur fait entrevoir, dans un avenir un peu nuageux, il est vrai, le dessèchement et la fertilisation des marais de Saône, inondés actuellement par la fontaine du château de Saône, qu'il veut faire écouler vers le bassin du Doubs pour abreuver la banlieue de Besançon. Notre compatriote voit déjà ces bienfaits assurés par le tracé dit *des plateaux* et par le tunnel unique dont nous avons déjà parlé. Pour argumenter chiffres en main, M. Monnot Arbilleur nous met sous les yeux ce que doit coûter, selon lui, l'établissement de chacune des deux lignes, et il arrive à un total de 15,000,000 de francs pour le tracé qu'il combat et de 10,188,100 francs pour celui qu'il adopte. Il présente naturellement ce dernier argument comme concluant en sa faveur d'une manière décisive.

Une réunion favorable au projet opposé s'est formée tout dernièrement à Ornans. L'assemblée était composée des principaux propriétaires, industriels et maires des quatre cantons (Boussières, Amancey, Quingey et Ornans) disposés naturellement à s'intéresser au vallon de la Loue. Un comité de quatorze membres a été élu et placé sous la présidence de M. Vautherin, conseiller général. Dès ses deux premières séances il était déjà question de propositions faites par diverses compagnies demandant la concession du chemin de fer de Besançon à Morteau par la vallée de la Loue, avec embranchement sur Pontarlier. Les partisans de ce dernier projet le défendent en faisant valoir l'importance industrielle de la vallée de la Loue, dont les eaux alimentent sept grands établissements métallurgiques ainsi qu'un nombre considérable de scieries auxquelles les sapins, arrivant facilement de la montagne, donnent un ouvrage cons-



tant. Soixante-onze communes, représentant une population de 29,461 âmes, sont intéressées à ce tracé, tandis que celui des plateaux ne desservirait directement que dix communes, soit 5,780 habitants. Enfin MM. les ingénieurs portent à 15,000 francs par kilomètre le rendement brut de la vallée de la Loue, et affirment que sur les plateaux il ne dépasserait jamais 8,000 francs le kilomètre. Entre tant d'assertions contradictoires, ou du moins divergentes, il semble difficile d'émettre un avis qui ne puisse être taxé d'erreur ou tout au moins de présomption. Nous nous bornerons donc, après avoir donné à nos lecteurs une imparfaite idée de cette importante question, à émettre le vœu modeste qu'un sujet si bien étudié n'ait pas le sort commun à bien des choses d'ici-bas. Après avoir beaucoup discuté, on finit par s'arrêter au parti le plus mauvais. Nous comptons sur le bon sens de nos compatriotes pour résoudre la difficulté le plus avantageusement possible pour les intérêts généraux et particuliers de notre province.

Il ne nous reste de place, après cette chronique tout industrielle, que pour signaler les noms et le dévouement des volontaires franc-comtois qui se trouvent à présent sous les drapeaux du saint-père. M. Philibert de Jallerange, que sa fortune et sa position mettaient au premier rang dans la jeunesse brillante du pays, vient de s'enrôler dans l'armée pontificale, démontrant, par un nouvel exemple, que si la classe à laquelle il appartient semble désœuvrée, elle demeure fidèle aux grandes traditions de la foi et de l'honneur. Il a été précédé de quelques jours par M. Alphonse Ripps, autre Bisontin, qui saura montrer à Rome le dévouement religieux dont ses oncles, MM. les missionnaires Ducat, ont tant de fois donné la preuve. Ces deux zouaves retrouveront dans les rangs de l'armée pontificale d'autres noms chers à la Comté, M. P. de Raincourt, et M. Adéodat Dufournel, le brillant capitaine déjà signalé par plusieurs faits d'armes et décoré de la main de Pie IX. Ils viennent à propos pour reprendre, au jour du danger, la place d'Emmanuel Dufournel, blessé mortellement le 20 dans l'affaire de Farnèse, après avoir fait des prodiges de valeur, et mort le lendemain dans les sentiments de la piété la plus tendre. La famille Dufournel est de celles dont on peut envier le sort, et nous ne sommes pas tenté de la plaindre, malgré le coup qui la frappe, car des deux frères qu'elle a donnés au saint-siège, l'un est déjà un héros et l'autre un martyr.

Le C<sup>te</sup> DE VAULCHIER.

# L'ÉVÊQUE GALLO-ROMAIN A LA COUR DES ROIS BARBARES,

OU

## SAINT AVITUS, ARCHEVÊQUE DE VIENNE

ET LES ROIS BURGONDES GONDEBAUD ET SIGISMOND.

(Suite et fin.)

---

### XI.

La situation de Sigismond restait on ne peut plus périlleuse ; ses Etats étaient menacés par deux redoutables voisins, les Francs et les Ostrogoths. Ces deux peuples, quoique divisés de croyances et d'intérêts, s'étaient déjà réunis une fois dans le but de conquérir les provinces burgondes et de les partager entre eux. Mais, avertis par un vague instinct du système d'équilibre, ils s'étaient arrêtés dans leur invasion ; aucun d'eux ne se souciait de céder à l'autre ces importants passages des Alpes qui commandent à la fois la Gaule et l'Italie ; ils aimaient mieux en laisser la garde à une nation dont ils n'avaient rien à craindre, faible qu'elle était contre eux si puissants. La guerre survenue plus tard entre Clovis et Théodoric avait permis aux Burgondes de respirer. Leurs rois, sentant leur faiblesse, n'auraient pas voulu rester isolés ; ils avaient essayé de s'assurer l'alliance et la protection des Francs, leurs plus dangereux voisins, en se joignant à eux contre Théodoric et les Goths. Clovis avait accueilli ces avances ; durant les dernières années de son règne, il n'avait rien tenté contre la Burgondie. Mais son ambition et son mariage avec Clotilde le rendaient trop suspect à Gondebaud, pour que ce prince habile ne prit point contre lui ses précautions, en cherchant d'autres alliances. Comme on était encore convaincu dans les Gaules des droits de l'empire sur les provinces occupées par les barbares, il s'était adressé à Constanti-

nople, dont le César, qui ne pouvait ni ne voulait l'aider de ses armes, pouvait du moins le recommander aux Gallo-Romains comme son lieutenant, son représentant des provinces cédées ou conquises. Il avait envoyé de fréquentes ambassades à l'empereur Anastase pour solliciter son appui et obtenir ces titres romains dont les barbares, même après la conquête, se montraient d'autant plus avides qu'ils semblaient légitimer leur puissance aux yeux des Gallo-Romains. Clovis lui-même, Clovis, maître des trois quarts de la Gaule, ne dédaignera pas de se revêtir à Tours des insignes et de la pourpre consulaires. Sigismond, du vivant de Gondebaud, avait demandé les titres de comte et de patrice, et bien qu'appelé à être roi, il écrivait au sénateur Vitellianus :

« Si la distance des lieux nous sépare, le service militaire nous unit ;  
» l'empereur est notre commun maître. »

Dans une lettre au sénateur Céler, il s'estime heureux d'avoir pu se montrer le serviteur d'Anastase. C'est ainsi que, durant de longs siècles, princes et rois de l'Europe, excepté les rois de France, qui n'ont jamais reconnu de suzerain que Dieu, semblaient, de leur aveu, relever de l'empire et des Césars allemands.

Formé par Gondebaud et plus menacé encore, Sigismond suivit la politique de son père : d'un côté, afin de se ménager l'alliance des Francs d'Austrasie, il donna sa fille en mariage à Thierry, l'aîné des fils de Clovis ; de l'autre, il chercha un appui dans l'amitié des Orientaux. Cette conduite, en apparence si habile, ne le mettait cependant pas à l'abri ; sa fortune était plus forte que sa sagesse. Sans parler du roi des Ostrogoths, irrité contre lui à cause de sa conversion au catholicisme, n'avait-il pas dans les fils de Clotilde d'implacables ennemis ? Ce que nous allons dire blessera peut-être quelques lecteurs habitués à ne voir que la sainte dans l'épouse de Clovis ; jamais ils ne voudront croire que ce cœur, dont la religion s'était emparée, ait pu s'ouvrir à l'espoir, au désir de la vengeance. Cela est, cependant ; mais pour le comprendre, pour ne rien ôter à l'éclat de l'auréole qui entoure la tête de la sainte, il nous faut juger comme devaient juger au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, des Germains convertis, il est vrai, animés de la foi la plus vive et capables des plus héroïques vertus, mais qui enfin n'avaient pu dépouiller tout à fait leur nature et leurs mœurs de barbares. Oui, depuis quarante ans, et ici nous nous réfugions derrière le témoignage de saint Grégoire de Tours (livre III, 6), depuis quarante ans, la nièce de Gondebaud n'avait qu'une pensée, qu'un désir : perdre le meurtrier de son père Chilpéric. D'après les coutumes et les préjugés germaniques, c'était pour elle un devoir impérieux ; devant ces préjugés

se taisaient ou n'étaient plus compris les préceptes de la religion chrétienne ; la fille de Chilpéric avait élevé ses enfants dans ces sentiments de haine.

« Très chers fils, leur disait-elle souvent, faites que je n'aie point à » me repentir de vous avoir nourris avec tendresse ; soyez, je vous en » supplie, indignés de mon injure ; mettez tous vos soins et votre habileté à venger la mort de mon père et de mes frères. »

Même à l'époque où Clovis ménageait Gondebaud par politique, la reine des Francs entretenait le mécontentement dans l'ancien royaume de son père ; elle accueillait avec empressement tous ceux qui, après s'être compromis dans quelque complot, venaient chercher un asile auprès d'elle. Il y avait ainsi parmi les Burgondes un parti tout prêt à recevoir les fils de Clotilde, et à venger sur le fils du meurtrier, le meurtre déjà ancien de Chilpéric ; ce parti était surtout puissant dans les montagnes séquanaises.

Mais, indépendamment de ces amis de leur mère, les princes francs, dans une invasion de la Bourgondie, pouvaient s'appuyer sur la redoutable faction des ariens. Ces défenseurs de la religion nationale délaissée allaient s'unir contre Sigismond avec les héritiers de Clovis. Cela nous étonne, et pourquoi ? Les hérétiques de la Septimanie ne s'uniront-ils pas à Gontran, l'orthodoxe, contre Récarède, le destructeur de l'arianisme en Espagne ? Dans des siècles plus rapprochés, ne verra-t-on pas François I<sup>er</sup> et son fils Henri II, qui, en France, faisaient monter les protestants sur le bûcher, s'allier aux protestants d'Allemagne, aux Turcs mêmes, dans leur lutte contre Charles-Quint et Philippe II ? Dans l'armée du catholique César, dans cette armée qui assiège et prend Rome, ne comptera-t-on pas de farouches luthériens qui s'amuse à couper les oreilles aux prêtres et en font de hideux chapelets ? Richelieu, évêque et cardinal, ne lancera-t-il pas en la soudoyant, contre l'Autriche et la Bavière catholiques, la meute des protestants d'Allemagne et les bandes luthériennes du Danemarck et de la Suède ? Mazarin, cet autre cardinal, n'assurera-t-il pas en Allemagne, par le traité de Westphalie, le triomphe des idées protestantes sur les idées catholiques ? Personne alors ne songeait à la Prusse, et à ce qu'elle pourrait un jour contre la France, aidée de la Russie et de l'Angleterre. On ne voyait que Tilly et Valsdtein ; Blücher et Wellington étaient cachés dans la nuit de l'avenir. Ce n'est ni d'aujourd'hui ni d'hier que tout est sacrifié aux intérêts du moment.

Théodoric, le roi d'Italie, n'accourra point au secours de Sigismond ; il oubliera, dans sa passion haineuse, les plus sérieux intérêts des Goths :

il se réjouira des périls de son gendre, sans songer à ce qui le menace lui-même ; il ne volera point à la défense des Alpes, ces remparts qui, gardés par les Burgondes, auraient protégé ses successeurs contre de redoutables invasions ; il laissera enlever par les Francs, tomber en leur pouvoir, ces passages qui, en d'autres mains, faisaient sa sécurité. Aussi, bientôt les Francs reviendront d'Italie, chargés des dépouilles des Ostrogoths. Bien loin de les laisser conquérir, il ne fallait pas même laisser abaisser ces barrières qui s'élèvent entre la Gaule et la Péninsule. Mais les plus clairvoyants ont quelquefois la vue courte ; quand Dieu le permet, parce qu'il a ses desseins, les sages manquent de sagesse, et les habiles ne font que des fautes.

On dirait que la sagesse divine se rie et se joue de toutes nos combinaisons et se plaise à nous prendre dans les filets où nous voulons embarrasser les autres.

L'histoire est pleine de ces grands enseignements ; mais qui saura les y chercher pour les mettre à profit ? Il y a toujours quelque Michée courtisan, qui interprète selon la passion du prince les volontés du Seigneur, et fait jeter en prison le prophète qui sait voir et ose dire la vérité. Théodoric ne prit conseil que de l'intérêt du moment ; il était mené surtout par sa croyance aveugle à son habileté.

La situation était donc des plus périlleuses : à l'extérieur, Clotilde excitait ses fils à la guerre ; Théodoric, emporté par sa haine imprudente, était ouvertement hostile, plutôt disposé à se joindre aux Francs qu'à secourir Sigismond ; à l'intérieur, deux factions puissantes étaient prêtes à faire cause commune avec les envahisseurs. De tels symptômes de malheur et de ruine décourageaient le roi burgonde ; Avitus, essayant de ranimer sa confiance, lui promettait les prières et l'appui des catholiques.

« Quiconque, lui écrivait-il, ne porte pas en vain le nom de catholique, doit maintenant adresser au Ciel de continuelles prières pour que tout réussisse selon vos vœux, pour que Dieu vous procure l'alliance sincère de vos voisins et mette vos ennemis sous vos pieds. Il doit souhaiter que, dans les périls de toute sorte dont vous êtes pressé, le Christ combatte pour vous de deux manières : en vous faisant obtenir et l'alliance que vous recherchez, et la victoire qui vous est due ; car toutes les prospérités que par nos vœux nous attirerons sur vous, nous reviendront par vos bienfaits. »

Avitus connaissait et aimait Sigismond ; il l'avait pour ainsi dire élevé, instruit, formé avec toute la tendresse d'un père ; il savait tout ce que

l'Eglise pouvait attendre d'un prince qui, pour entrer dans les sentiers de la vraie foi, n'avait pas craint d'irriter Théodoric, son puissant beau-père, et de se faire un implacable ennemi de celui dont les armes pouvaient seules le protéger contre les menaces des amis de Clotilde et des sectateurs d'Arius, contre les attaques des fils de Clovis. Mais les autres évêques, quoique ralliés à Sigismond, le comprenaient-ils aussi bien ? Se montraient-ils aussi dévoués, aussi résolus à se presser avec leurs peuples autour de ce roi qui les comblait de grâces et de faveurs, et, pour les gagner, soulevait contre lui le ressentiment des Burgondes ? Sigismond s'était livré à eux ; de leur côté, s'étaient-ils franchement donnés à lui ? Peut-être se disaient-ils, et sans trop se tromper : catholique pour catholique, autant vaut un roi franc qu'un roi burgonde ; bien plus, un roi franc nous convient mieux ; il saura mieux nous défendre contre l'arianisme, qui gronde à l'intérieur et frappe en menaçant à nos portes.

Quoi qu'il en soit de nos conjectures, Avitus, dans ses homélies, rappelait sans cesse les services que Sigismond rendait à l'Eglise, et, dans le but de ramener l'espérance en ce cœur attristé, s'efforçait d'intéresser à sa cause les évêques, les Gallo-Romains et les Burgondes catholiques.

« C'est peu, s'écriait-il, pour la gloire de l'âge présent, qu'il nous soit » permis d'élever partout des basiliques ; on nous engage, on nous » pousse à le faire. Les rois de notre siècle savent où repose leur force ; » ils ont compris que leurs villes sont mieux défendues par nos églises » que par des remparts. »

Et, interpellant Sigismond : « Vous êtes, disait-il, le père des nations » catholiques, la lumière de la religion, la colonne du royaume, la gloire » du siècle, l'amour de l'Eglise. C'est moins l'éclat du diadème que ce- » lui de l'intelligence qui vous distingue du reste du peuple. Vous ne » voulez pas que l'on publie les bienfaits de votre magnificence ; vous les » divulguez vous-même, en comblant nos basiliques de présents tels » qu'un prince seul peut les faire. Nous attendons encore plus d'un roi » si généreux ; le présent n'est qu'une promesse de l'avenir. »

Avitus mort, qui se souviendra de ces paroles ? Qui, dans sa reconnaissance, ira grossir les rangs de la trop faible armée que Sigismond oppose aux envahisseurs ? Si le saint évêque avait pu prévoir toutes les lâchetés, toutes les trahisons qui allaient s'entendre, se liguier pour perdre un prince si généreux et le livrer à ses ennemis ; si, lisant dans l'avenir, il avait pu voir Sigismond tombé avec sa famille aux mains de Clodimir, languir quelque temps dans les fers, pour être ensuite, malgré les prières

et les menaces prophétiques d'un autre saint Avitus, égorgé et jeté dans un puits, tout son noble cœur se serait révolté, et du haut de cette chaire dans laquelle il attestait, il célébrait la libérale piété de ce malheureux, il n'aurait pu que détester et maudire tant d'oubli et tant d'ingratitude. Mais il y a au fond de la bassesse humaine des hontes qu'un grand esprit, qu'un grand cœur, ne saurait ni soupçonner, ni comprendre, ni voir.

Non content de recommander ainsi le nouveau roi à l'amour des populations, Avitus écrivait en son nom à la cour de Constantinople. Nous croyons devoir traduire ici quelques lignes de ces dépêches diplomatiques ; elles sont un curieux témoignage de la vénération conservée par l'évêque de Vienne et, en général, par les Gallo-Romains, pour tout ce qui rappelait l'empire. Avitus y déploie toutes les pompes de sa *déclamation*, c'était le mot consacré ; il y entasse les métaphores éclatantes, les comparaisons, les expressions outrées, les louanges hyperboliques. Plus tard, Anne Comnène, dans le panégyrique de son père Alexis, ne déclamera ni mieux ni autrement. Un souffle venu de Byzance avait déjà passé sur la Gaule ; le lecteur ne s'en apercevra que trop.

Avitus est trop admirateur de Rome, trop plein des souvenirs de l'époque impériale, trop habitué aux formes serviles du langage que l'on peut seul employer à la cour, pour ne pas sacrifier complètement dans ces lettres à l'empereur la dignité du roi barbare ; écoutez.

« Après la mort de mon père, qui vous était si dévoué, fait-il dire à Sigismond, et qui était un de vos grands dignitaires, je vous ai écrit afin de vous recommander mes débuts dans la milice dont vous m'avez confié les honneurs ; mais le roi des Goths, qui se vante cependant de s'être réconcilié avec vous et d'avoir recouvré la faveur de l'Orient, n'a pas craint d'arrêter l'ambassade que je vous envoyais, et mes lettres n'ont pu vous parvenir.

« Si la distance et la longueur du voyage ne souffrent pas que j'aie en personne vous faire connaître avec quel dévouement je sers sous vos drapeaux, j'essaierai, du moins, de vous montrer, par mon empressément à vous rendre mes devoirs, ce que je m'estimerai heureux de pouvoir faire. Lorsque mon zèle vous offre, dans une humble lettre, l'hommage de ma servitude, je me crois introduit devant les sacrés regards de votre gloire. »

Ne nous étonnons pas trop de ces regards sacrés et de cette gloire du pauvre Anastase ! Sigismond ne parle-t-il pas ailleurs de la sainteté et du céleste génie de ce César, de sa prospérité qui illumine l'univers des rayons d'une clarté éblouissante ?

Dioclétien se faisait dire : « Votre éternité ; » l'évêque ne craint pas de donner ce titre impie à l'empereur chrétien , tant l'ombre de l'empire , tant les réminiscences de l'étiquette impériale, l'obsédaient.

Dans une autre lettre, qui est le chef-d'œuvre du genre, Sigismond, ou plutôt l'évêque de Vienne, qui tient sa plume, se montre plus servile, plus boursoufflé encore :

« Mon peuple est le vôtre, disait-il, et je suis plus fier de vous obéir que » de lui commander.

» Au-dessus de tout, je mets l'éclat des titres militaires dont votre » situde m'a revêtu ; je préfère les dignités que je tiens de vous à ce pou- » voir que m'ont laissé mes ancêtres. Lorsque je parais gouverner une » nation, je ne crois être que votre soldat ; c'est par mes mains que vous » administrez nos provinces reculées. »

Ainsi, bassesse dans l'idée, ridicule emphase dans l'expression , voilà tout ce qu'un bel esprit gallo-romain savait mettre au service d'un roi burgonde dans ses lettres à l'empereur d'Orient. Il va jusqu'à écrire cette incroyable phrase : « Votre Majesté ne reçoit aucun amoindrissement de » ce que tous ne peuvent pas accourir auprès de vous, afin de jouir du so- » leil de votre présence : il suffit à la vénération qui vous est due que tous » vous adorent dans les pays qu'ils habitent... »

Le sénateur romain pouvait s'admirer et s'applaudir : n'avait-il pas surpassé cette belle déclamation de Sidoine Apollinaire , dont il parle ailleurs avec tant d'éloges ? Mais ne raillons pas : l'évêque et le saint vont bientôt reparaitre.

## XII.

Avitus, malgré sa vénération pour le nom romain, était donc l'ami, le conseiller, le ministre des affaires étrangères de Sigismond. On peut dire qu'il était aussi son ministre des cultes ; dans la crainte d'aliéner les Burgondes, il conseillait aux évêques de ne pas brusquer ces natures libres et fières qui se pliaient avec peine aux règles sages mais étroites de la discipline, de ne pas frapper des châtimens ecclésiastiques, que l'on comptait alors pour beaucoup, les barbares nouvellement convertis, d'user en tout de ménagemens et de tempérer à propos la sévérité des anciens canons.

Cependant, comme nous l'avons déjà vu, il savait dans l'occasion allier à sa prudente douceur une inflexible fermeté. Il crut devoir déployer cette fermeté dans l'affaire du Gallo-Romain Stéphane, préfet du fisc ou



ministre des finances et favori de Sigismond. Ce haut fonctionnaire avait, contrairement au canon du concile d'Epaone, épousé Palladie, sa belle-sœur, union incestueuse d'après les lois alors en vigueur. Les évêques, et ils avaient raison, car rien ne protège mieux la sainteté du foyer domestique et la dignité de la race humaine, la science moderne vient de le reconnaître, que l'interdiction des mariages avec de proches parents, les évêques, disions-nous, décidés à réprimer ce désordre, retranchèrent de la communion de l'Eglise les coupables, qui, plusieurs fois avertis, n'avaient pas voulu se séparer. Le roi, qui obéissait aux passions de son entourage, crut voir un abus dans cet acte de l'autorité ecclésiastique ; il s'irrita et menaça les évêques de sa colère, s'ils ne consentaient pas à retirer la sentence qu'ils avaient portée. Ceux-ci, s'inquiétant plus de l'intégrité de la discipline que du mécontentement du prince, s'assemblèrent à Lyon et renouvelèrent contre Stéphane et Palladie la sentence d'excommunication. Ils crurent, et c'était le sentiment d'Avitus, que la discipline et les canons devaient l'emporter sur la faiblesse du prince et la passion de son ministre. Eux seuls, disaient-ils, avaient le droit de prononcer dans tout ce qui concernait la foi et les mœurs. Ils devaient savoir braver le ressentiment du roi et maintenir leur légitime autorité en face des prétentions élevées par le pouvoir séculier. Sigismond, poussé par Stéphane, leur enjoignit de rompre le concile et de retourner dans leurs diocèses ; tout catholique qu'il était, il oublia un instant sa croyance, pour mieux rappeler les évêques au respect dû à l'autorité temporelle ; si l'on s'en rapporte à un manuscrit cité par les Bollandistes, il exila saint Apollinaire de Valence et Avitus, qui était son plus sûr rempart.

Les évêques ne se laissèrent point intimider par ces violences ; ils se promirent solennellement que si l'un d'entre eux souffrait de quelques mesures de rigueur, tous les autres s'associeraient à sa disgrâce et chercheraient à le dédommager des pertes qu'il aurait éprouvées.

Ils déclarèrent pour toujours excommunié quiconque se ferait ordonner à la place d'un évêque vivant et tous ceux qui prendraient part à cette ordination.

Le catholique Sigismond ne pouvait rester longtemps dans de pareils termes avec l'épiscopat. Les évêques, renfermés dans des monastères, protestaient par leur silence et par cette retraite contre la conduite du roi. Si les ariens triomphaient, les Gallo-Romains, les Burgondes orthodoxes, commençaient à s'émouvoir, à murmurer ; la reine elle-même, qui sentait le péril, en voyant la désaffection et l'isolement se faire autour du trône, se montrait consternée. Sigismond, peu de temps après, tomba

dangereusement malade, et, comme sa conscience n'était pas tranquille, il crut voir dans sa maladie la main de Dieu, qui châtiât sa révolte contre l'Eglise ; il crut aussi qu'il ne pourrait guérir que par l'intercession d'Apollinaire, dont Dieu, d'après le bruit public, aurait déjà illustré l'exil par de nombreux miracles.

La reine, n'obéissant qu'à l'inspiration de sa foi, courut chercher l'évêque ; elle le supplia avec larmes de rendre la santé à son royal époux. Apollinaire refusa de revenir à la cour ; seulement, sur les vives instances de la princesse, il envoya sa cuculle, ce qui était une espèce de camail. On mit ce vêtement sur le malade, et Sigismond guérit. Touché de ce miracle, il se rendit auprès du vénérable exilé, et, se jetant à ses pieds : J'ai péché, s'écria-t-il ; j'ai fait souffrir au juste ce qu'il n'avait pas mérité de souffrir.

Voilà ce que raconte la légende, et, quoique fils du *xix<sup>e</sup>* siècle, nous ne sourions pas en le rapportant. Souvent la légende est plus vraie que l'histoire, et savez-vous pourquoi ? Elle nous donne mieux l'opinion des contemporains et de ceux qui ont immédiatement suivi ; elle n'est qu'un reflet fidèle : croyance, mœurs, langage, manière de voir, tout s'y retrouve. La légende est la vie ; l'histoire n'est que l'empreinte des traits prise après la mort. Souvent l'histoire avec sa critique peu intelligente nous cache les trois quarts du tableau ; elle nous trompe sans le vouloir, sans le savoir. Il y a plus de vérités historiques dans la naïveté d'une légende de saint ou de héros, que dans ces mémoires où les érudits se livrent à tant de doctes discussions qui répandent les ténèbres là où pouvait se trouver la lumière.

Sigismond guéri, le bon accord ne fut plus troublé. Les évêques, du consentement du roi, se réunirent à Lyon et reprirent l'examen de l'affaire qui avait amené la rupture. Cette assemblée, sous la présidence de Viventiole, consacra l'indépendance de l'épiscopat dans les provinces bourgondes. Prévoyant que le prince, sous un prétexte ou sous un autre, mais sous un prétexte toujours plausible, pourrait empiéter sur les droits de l'Eglise et vouloir ou l'opprimer ou n'en faire qu'un instrument, ils organisèrent la résistance passive contre l'arbitraire royal dans les questions qui toucheraient à la foi et à la discipline. Nous allons faire quelques citations ; mais rappelez-vous qu'il s'agit ici d'un siècle si peu avancé, qu'alors on ne connaissait pas même de nom la diffusion des lumières, charmante antiphrase pour dire la diffusion des ténèbres ; on n'avait pas encore inventé le progrès à reculons.

« Si notre roi très excellent, porte le troisième canon, de sa propre volonté

» se sépare de l'Eglise et de la communion des prêtres, afin de lui donner  
» le temps de rentrer dans le giron de notre sainte mère, tous les évêques  
» se réfugieront sans délai dans les monastères jusqu'à ce qu'il plaise au  
» seigneur roi de se laisser fléchir par les prières des saints et de rendre  
» la paix à l'Eglise. Aucun de nous ne sortira du monastère où il se sera  
» retiré que la paix n'ait été promise ou accordée à tous ses frères. »

On sent qu'une telle menace, malgré la forme modérée de la rédaction, avait une immense portée; elle désignait le souverain à l'indignation des peuples ou du moins à leur mécontentement: de là à la déposition du prince, chez les barbares surtout, qui interprétaient si largement le principe de l'hérédité, il n'y avait qu'un pas. De pareilles manifestations sortaient de la réserve habituelle d'Avitus, et qu'on nous accuse ou qu'on nous loue, nous regrettons qu'il ait cru devoir s'y associer. Il est vrai que les circonstances les expliquaient et pouvaient, jusqu'à un certain point, les justifier. Dans l'affaire de Stéphane et dans la protection dont le couvrait le prince, la morale publique était atteinte, l'honneur de l'Eglise compromis, l'autorité des conciles méprisée. Si l'on cédait sous l'empire de la menace, les passions brutales des barbares n'avaient plus de frein. La lutte étant engagée, il fallait la soutenir, et ni Apollinaire ni Avitus n'étaient hommes à désertir le drapeau en évitant un combat nécessaire. Tel que l'état des croyances nous est donné, ils luttèrent pour la justice et la vérité. Ils ne connaissaient pas ces compromis qui ont l'air de mettre la conscience à l'aise, mais qui ne la mettent pas à l'abri.

Toutefois, même au milieu de la victoire remportée sur le roi, les idées de modération s'étaient fait jour, et, sur la demande de Sigismond, les évêques, usant de miséricorde, n'imposèrent à Stéphane et à Palladie qu'une pénitence sévère, il est vrai, mais préférable à l'excommunication.

A partir de cette grave querelle, Avitus disparaît de la scène politique et religieuse; il ne figure point au troisième concile de Lyon; on trouve à la place que devait occuper son nom celui de Julianus; or, Julianus fut précisément le successeur de notre saint sur le siège archiepiscopal de Vienne. On est loin d'être d'accord sur l'année de la mort d'Avitus; l'opinion la plus probable est celle qui le fait mourir l'an 518. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, saint Avitus, d'après l'auteur de sa *Vie*, fut enterré dans la basilique des Apôtres; nous croyons pouvoir traduire ici l'épithaphe que l'on fit graver sur sa tombe:

« O toi qui, les yeux attachés sur ce tombeau, honneur rendu par  
» notre deuil à des cendres vénérées, déplores qu'Avitus soit enfermé tout

» entier dans ce monument, chasse ces vains soucis de ton cœur affligé.

» Celui qu'une foi parfaite, que la gloire d'une intelligence élevée, que la piété, qu'une main toujours ouverte pour donner, la renommée, immortalisent, n'a rien de commun avec la mort.

» Regarde plutôt les actions du saint pontife ; vois avec quelle générosité il méprise les dignités que lui transmettait une longue suite de nobles ancêtres, montrant, dès ses tendres années, un esprit mûr et renonçant, par la vertu de son vœu, aux avantages que lui offrait le siècle. Point de délai ; il ne reçut les insignes du pontificat que pour accroître les heureux commencements d'un labeur accoutumé. Parvenu au faite suprême, on ne le vit ni s'enfler ni s'enorgueillir ; loin de s'estimer plus que les autres, quoique grand, il se soumit ; quoique plus élevé, il se tint en deçà des limites de la médiocrité ; avare pour lui, il fut prodigue pour les autres ; il jeûnait et il nourrissait les pauvres ; il sévissait avec amour, et tempérerait la sévérité par la plus douce indulgence.

» Sa parole persuasive décida ceux qui hésitaient, consola les affligés, apaisa les querelles et déterminait des rivaux à s'unir par une étroite alliance.

» Par sa prédication, par son génie, par ses conseils et par son mérite, il dompta les croyances ennemies qui obscurcissaient l'éclat de la vérité.

» Dans quelque genre d'écrire que ce soit, personne ne parvint à l'égaliser, ni comme orateur ni comme poète ; il brilla seul au plus haut rang ; voilà ce que nous crient ses nombreux ouvrages, ses livres partout répandus.

» Celui qui a vécu vit encore ; il vivra dans tous les siècles. »

Cette épitaphe, écho de l'opinion publique d'alors, résume et apprécie assez bien la vie, les œuvres, le talent, les vertus du saint évêque de Vienne ; sauf ce qui concerne la langue et la pureté du goût, nous reconnaissons volontiers dans Avitus tout ce qu'admiraient en lui ses plus doctes contemporains.

F. RICHARD-BAUDIN.



# ANNIE VARANGE.

NOUVELLE FRANCO-CHINOISE (1).

(Suite et fin.)

---

## XV.

### DÉNOUEMENT.

Sur le rapport du chirurgien en chef de l'escadre, l'amiral donna ordre à l'aspirant Lebel de partir pour France par le premier paquebot, et lui confia d'importantes dépêches pour l'empereur et le ministre de la marine.

Benjamin venait de recevoir une lettre par laquelle M. Douglas lui communiquait la réponse définitive d'Annie à sa proposition de mariage. Le jeune homme était fort triste ; la France n'avait nul attrait pour lui. Quoiqu'il conservât l'affection la plus respectueuse pour sa mère, il ne désirait point la revoir, parce que l'instinct du cœur lui faisait deviner que sa mère était la principale cause du refus d'Annie. Mais, comme militaire, il dut obéir ; il partit donc en promettant à ses camarades de venir les rejoindre dès que les médecins de Paris lui permettraient de se remettre en voyage.

Il trouva sur le vapeur de la malle anglaise un jeune docteur homéopathe, dont il accepta les atomes thérapeutiques avec une politesse parfaite. M. de Comeiras lui avait donné quelques flacons de préparations antiseptiques ; le docteur anglais fit chaque jour les pansements du bras blessé et la traversée fut rapide et heureuse. Vers la fin du voyage, entre la Pointe de Galles et Suez, l'inflammation du bras augmenta sensiblement ; sans être très intense, la douleur était continue, et l'officier fran-

(1) Reproduction interdite.

çais, pour lequel tous les passagers avaient eu les plus grands égards, fut forcé de garder sa cabine pendant la traversée d'Alexandrie à Marseille. Il prit place sur le train-poste qui part de Marseille à l'arrivée de la malle des Indes, et arriva le même jour à Paris à cinq heures du soir. Epuisé de fatigue, il avait eu mille peines, dans son compartiment de première classe, à mettre son uniforme de grande tenue. Il prit une voiture de remise et se fit conduire directement aux Tuileries ; en sa qualité de porteur de dépêches, il fut immédiatement introduit dans le cabinet de l'empereur, auquel il remit les deux plis de l'amiral. L'empereur, qui était assis devant une table couverte de papiers, ouvrit les dépêches et les parcourut en silence :

« Vous étiez au siège de Canton ? dit-il à l'aspirant.

— Oui, Sire.

— Vous avez été blessé dans l'assaut ? reprit l'empereur en indiquant de son regard le bras en écharpe de Lebel.

— D'un coup de feu, Sire.

— Cette blessure, mon ami, demande des soins, puisqu'on vous envoie à Paris. Si une bonne nouvelle, dont vous êtes le porteur à votre insu, peut rendre votre guérison plus prompte, je suis heureux de vous en faire part : l'amiral me dit qu'il répare un oubli en demandant pour vous la croix ; je vous fais chevalier..... »

Affaibli par la souffrance et par un rapide trajet de quinze heures en chemin de fer, Benjamin n'eut point la force de supporter l'émotion que lui causèrent les paroles de l'empereur ; il vit la chambre se mouvoir comme le carré du *Desaix* dans un fort roulis, chancela et chercha de la main un appui ; l'empereur, s'élançant de son fauteuil, soutint le jeune homme et le fit asseoir sur un canapé, puis il sonna :

— Allez, dit-il au valet qui se présenta, courez chercher un médecin.

Un chirurgien de la cour arriva bientôt près de l'aspirant, au moment où celui-ci reprenait ses sens.

— Quel est votre hôtel ?

— Je n'en ai pas encore ; je suis venu de la gare directement ici ; j'ai une voiture.

— Donnez-moi le bras, je vais vous accompagner à l'hôtel du Louvre, qui est le plus proche, et panser votre blessure.

Benjamin se leva, salua le prince en exprimant d'une voix très faible ses remerciements et ses excuses.

— Où sont vos parents ? lui demanda le docteur avec une touchante sollicitude.

— Ma mère est en Champagne, je vais la mander par le télégraphe.

— En l'attendant, ajouta le médecin, je me charge de ne vous laisser manquer d'aucun soin. »

L'aspirant s'inclina une dernière fois, et, soutenu par le docteur, sortit lentement de l'appartement impérial, descendit les marches du grand escalier, monta en voiture, et en quelques minutes arriva à l'hôtel du Louvre. Le docteur aida Benjamin à ôter ses vêtements et visita son bras. L'appareil du dernier pansement n'avait pas été changé depuis vingt-quatre heures ; l'enflure des muscles avait rendu le bandage trop serré, et le sang circulait difficilement. L'enlèvement seul de l'appareil apporta au malade un grand soulagement. Le médecin examina attentivement les quelques plaies qui n'étaient pas cicatrisées, et qui étaient autant de centres de vives inflammations. Il sonna et dit à un domestique d'apporter une tasse de consommé et une bouteille de vieux bourgogne.

— Pendant que vous allez prendre ce bouillon et un verre de vin, je vais descendre au bureau et faire expédier une dépêche télégraphique à madame votre mère. Voulez-vous me donner son adresse, et convenir avec moi de la teneur du télégramme ?

— Ma mère, docteur, ne sait pas que je suis blessé ; il ne faut rien dire qui puisse l'effrayer.

La dépêche suivante fut convenue :

*Benjamin, légèrement blessé au bras, arrive hôtel du Louvre. Venez.*

— Achevez de vous mettre au lit et reposez-vous. J'ai besoin d'aller chez moi pour prendre tout ce qui est nécessaire au pansement de votre bras. Je reviens le plus tôt possible, et serai forcé de vous piquer un peu.

— Ah ! répondit Benjamin, il y a bien longtemps qu'on fouille dans ce malheureux bras. A Canton, les chirurgiens m'ont fait souffrir un martyre de plusieurs mois ; c'eût été plus tôt fait de le couper.

— N'ayez pas peur, je vous ferai le moins de mal possible. Si vous voulez, je puis, sinon suspendre entièrement, du moins affaiblir beaucoup votre sensibilité.

— Vous ferez, docteur, tout ce que vous voudrez. »

Arrivé chez lui, le chirurgien dina à la hâte, prit sa trousse, remonta en voiture, et frappa à huit heures et demie du soir à la porte de la communauté des sœurs du Bon-Secours. Ce même soir, en sortant de la chapelle, après la prière, Annie avait suivi la supérieure dans sa chambre, et lui faisait les instances les plus pressantes pour qu'elle l'admit définitivement au nombre des postulantes.

— Je le sens, ma mère, je ne reprendrai point mes forces tant que vous laisserez mon existence sans but ; faites, je vous en supplie, quelque chose de moi ; que mes pensées se dirigent vers un point fixe dans l'avenir ; la certitude de devenir utile me rendra une vie nouvelle ; je languis dans l'incertitude, je serai malheureuse tant que vous laisserez mon sort indécis.

— Vous voudriez donc, mon enfant, commencer de soigner les malades ? Ne savez-vous pas que c'est le plus pénible des labeurs ? Vous avez soigné votre mère ; mais peu de malades lui ressemblent : les uns ont des plaies fétides qu'il faut panser souvent ; les autres ont des maux aigus ou répugnants ; presque tous sont aigris par la souffrance ; quelques-uns se révoltent jusqu'au blasphème. Nous touchons la pourriture, nous sommes spectatrices d'agonies affreuses. Avec votre impatience d'aller au chevet des malades, ne savez-vous pas que vous demandez quelque chose qui est au-dessus de vos forces ? Une mère, une fille, une épouse, trouvent dans leur amour le courage facile de veiller près du lit de ceux qui leur sont chers. Mais les malades que nous sommes appelées à soigner, nous sont étrangers ; nous ne les connaissons pas ; aucun mobile naturel ne stimule notre dévouement. La grâce seule d'une vocation divine remplit nos cœurs de religieuses de cette sympathie de charité qui égale et surpasse même le dévouement que la nature a mis dans le cœur des épouses et des mères.

— Ma mère, dit la sœur portière entr'ouvrant la porte, on vous demande au parloir.

— Savez-vous qui ?

— C'est un médecin, je crois ; il est déjà venu plusieurs fois demander des gardes-malades.

— Venez avec moi, Annie ; j'ai encore bien des choses à vous dire ce soir. »

Annie prit un flambeau et accompagna la supérieure au parloir.

— Bonsoir, ma sœur, dit le docteur, je viens vous demander une sœur pour un malade.

— Et si je vous disais, docteur, que je n'en ai pas une seule à mettre à votre disposition ; toutes sont dehors ; je n'ai à la communauté que trois sœurs qui sont rentrées aujourd'hui épuisées par les fatigues et les veilles ; il faut absolument que je donne à ces pauvres enfants quelques jours de repos.....

— J'en suis bien fâché, ma sœur, mais il me faut quelqu'un pour m'aider pendant une couple d'heures.



— Avez-vous à faire une opération bien grave ?

— Nullement, j'ai à extraire quelques grains de plomb de l'avant-bras d'un militaire qui a reçu un coup de feu ; il n'y a pas une minute à perdre ; la blessure date de plusieurs mois ; je crains même qu'il n'y ait un commencement de gangrène : les lèvres de plusieurs petites plaies m'ont semblé mortifiées. J'ai été mandé par l'empereur ; je vous en prie, ma sœur, ne me laissez point perdre un temps précieux en allant ailleurs ; il n'y a rien de pénible pour celle de vos sœurs qui m'accompagnera.

— Il faut donc vous obéir. Voulez-vous, Annie, suivre le docteur ?

— Je veux bien, ma mère.

— Allez mettre votre châle. »

Annie disparut dans les escaliers.

— Je ne puis mieux faire, docteur, que de vous donner cette enfant ; elle est pleine d'intelligence et de dévouement. Des raisons de famille retardent son admission définitive dans notre communauté.

— Je vous remercie, ma sœur ; je vous ramènerai votre novice dès que je n'aurai plus besoin d'elle. »

Annie revint, embrassa la supérieure et monta dans le coupé du docteur. Celui-ci fit arrêter sa voiture devant une pharmacie de la rue de Sèvres, où il entra. Il revint avec quelques médicaments, et en moins d'un quart d'heure le coupé s'arrêta devant la grande porte de l'hôtel du Louvre.

Annie suivit en silence le docteur dans les larges escaliers et les longs corridors splendidement éclairés. Le docteur ouvrit doucement une porte et entra sans bruit. Une bougie posée sur le marbre de la cheminée éclairait la chambre. Entrant derrière le docteur, Annie vit sur un fauteuil un habit d'aspirant de marine ; elle ressentit l'émotion la plus profonde quand elle aperçut le visage pâle de Benjamin endormi.

» C'est bien dommage de l'éveiller ! dit le docteur à demi-voix. Veuillez, ma sœur, tenir la bougie près de moi. »

Le docteur s'approcha du lit et souleva doucement les linges qui recouvraient le bras de Benjamin. Il examina pendant quelque temps les plaies qui n'étaient pas cicatrisées, et dont les bords bleuâtres semblaient fixer particulièrement son attention.

Annie fut sur le point de s'évanouir ; la nécessité où elle se trouvait d'éclairer le médecin soutenait seule son courage défaillant. Elle priaït Dieu mentalement de lui donner la force d'accomplir la tâche qu'il lui avait imposée.

Le docteur ~~la~~ pria d'aller chercher de l'eau tiède, pendant qu'il s'occupa lui-même des préparatifs de l'opération délicate qui lui restait à accomplir. Cette sortie d'un instant rendit quelques forces à la garde-malade, qui se sentait mourir. En attendant dans le corridor le retour d'une servante, elle pria Dieu avec une ferveur nouvelle, et reprit sur elle-même tout son empire. Malgré sa pâleur, qui ne pouvait attirer l'attention du chirurgien, elle se sentit calme et confiante, et s'acquitta avec une présence d'esprit et une assurance parfaites, des diverses commissions que lui donnait le docteur.

Quand celui-ci eut terminé ses préparatifs et disposé sur une table ses instruments et ses médicaments, il s'assit près du lit, et fit respirer au malade qui dormait toujours, une éponge imbibée d'une préparation anesthésique, puis il dit à Annie, qui était debout à sa droite, près du chevet du lit, de tenir immobile, entre ses deux mains, le haut du bras de l'officier.

Le docteur commença à sonder les plaies, et constata bientôt la présence de trois morceaux de métal. Leur extraction était une opération aussi longue que difficile; deux grains de ferraille adhéraient au radius; un troisième avait frappé le même os, dévié de sa ligne d'entrée, et s'était logé dans les chairs de la partie opposée du bras. Le médecin travaillait en silence; la sueur perlait sur son front chauve; après une heure de persévérance, son habileté triompha de difficultés presque insurmontables. Il s'occupa alors d'enlever les chairs meurtries et de cautériser les plaies. La douleur réveilla Benjamin, qui regarda fixement le docteur avec de grands yeux étonnés.

« C'est fini, mon ami, lui dit le docteur en souriant : voici les trois morceaux de ferraille chinoise que vous avez rapportés dans votre manche. Je ne vous ai pas fait bien mal, n'est-ce pas ? »

— Je n'ai rien senti; je dormais »

L'opération terminée, Annie avait cessé de tenir le bras de Benjamin et était restée debout près du chevet du lit. Mille émotions, semblables aux vagues de l'Océan qui viennent battre incessamment ses rivages, montaient jusqu'à son cœur et suspendaient parfois sa respiration; mais les émotions, comme les vagues au pied des falaises, expiraient devant l'héroïsme de la jeune fille.

— Apportez-moi, ma sœur, une cuvette et de l'eau tiède; je vais nettoyer ces quelques gouttes de sang, et en attendant que les plaies ne saignent plus, vous allez donner à notre malade un hisouit et un peu de vin.

Annie agissait sans parler. Elle avait même abaissé sur son front le bonnet de tulle noir à longs tuyaux qu'elle avait adopté depuis son deuil et son entrée en communauté. Elle présenta le biscuit et le verre à Benjamin, qui ne fit aucune attention à elle et ne lui dit pas même merci. Il avait compris que le médecin s'était fait accompagner par quelque sœur garde-malade, et ne trouvait en cela rien d'extraordinaire.

— Les toniques me font du bien, docteur; me permettez-vous encore un biscuit ?

— Oui, mais sans vin, répondit le médecin, en touchant les tempes fiévreuses du malade. Vous allez nécessairement avoir un accès de fièvre; dès qu'il sera passé, je vous donnerai plus de latitude.

— Pensez-vous, docteur, que je puisse bientôt reprendre mon service ?

— Vous voulez reprendre la mer ?

— Je veux retourner en Chine.

— Mais l'expédition ne va pas tarder à revenir.

— Cela ne fait rien, pourvu que je puisse rejoindre mon bâtiment avant qu'il quitte le Céleste Empire.

— Mon cher ami, il serait fort imprudent de porter sous les tropiques votre bras gauche, tant qu'il y aura un trou gros comme une tête d'épingle qui ne sera pas complètement cicatrisé. »

Benjamin soupira.....

Le médecin continuait d'étancher le sang qui coulait des plaies; après les avoir examinées, il dit à Annie :

— Ma sœur, je ne puis encore vous reconduire dans votre communauté; il faut, pendant une heure au moins, faire sur les blessures des lotions avec le liquide contenu dans ce flacon mélangé de trois fois son volume d'eau. Donnez-moi un verre, je vais vous préparer moi-même un premier mélange. Je reviendrai dans une heure. Si notre malade n'a qu'une fièvre très légère, nous le laisserons dormir. »

Le médecin prépara les lotions, prit son chapeau et sortit.

» Dès que ses pas ne furent plus entendus dans le corridor, Annie s'avança près du lit du malade, et, montrant sa figure en pleine lumière, dit d'une voix ferme :

— Monsieur, je ne puis ni rester ici ni vous soigner comme je le dois, sans que vous me connaissiez.

Benjamin leva les yeux vers elle, et la regarda avec une stupéfaction muette.

— Je me sentirai libre et à mon aise, quand je n'aurai plus à éviter d'être reconnue par vous devant des étrangers.

— Mademoiselle Annie ! c'est vous ! s'écria Benjamin en lui tendant sa main droite. Je remercie Dieu qui m'a donné de vous revoir... Ne voulez-vous point toucher ma main, ajouta-t-il d'une voix affectueuse et triste ?

— J'ai été envoyée près de vous pour soigner votre main malade ; c'est la seule, Monsieur, que je doive toucher. J'ai hâte d'exécuter les prescriptions du docteur. »

Annie s'assit près du lit, mit la cuvette sur ses genoux, et, soutenant de sa main gauche la main blanche et gonflée de Benjamin, commença de faire sur les blessures les lotions ordonnées.

Benjamin interpréta la dignité de la jeune fille pour de la froideur, et détourna ses regards pendant qu'elle baignait ses blessures avec une éponge. Deux larmes coulèrent sur son visage ; il porta sa main droite sur ses yeux et garda un silence absolu. Il ne vit point les larmes qui se détachaient des longs cils baissés de sa garde-malade, silencieuse comme lui. Deux heures se passèrent, le docteur entra. Il mit la main sur le front du malade et dit :

« La fièvre est venue, je m'y attendais. A-t-il été bien agité, ma sœur ?

— Non, Monsieur, il a été très tranquille. J'ai fait sans interruption les lotions que vous avez prescrites. »

Le médecin examina les blessures et parut satisfait. Il prit dans sa main le poignet droit du malade et dit :

« Cette fièvre m'étonne ; elle augmente ; je crains le délire. Nous ne devons point le laisser seul. Pouvez-vous, ma sœur, rester ici pendant quelques heures ? Je ne tarderai pas à revenir. Vous ferez encore quelques lotions : quand les plaies commenceront à sécher, vous les saupoudrez avec le contenu de ces deux paquets que vous mélangerez.

— Oui, Monsieur.

— Si le malade a soif, vous lui donnerez de la limonade que je vais faire apporter. Vous dormez, dit le docteur au malade, en lui touchant le front ?

— Non, je n'ai pas sommeil.

— Soyez patient pendant une couple d'heures ; votre accès de fièvre sera vite passé. »

Après le départ du médecin, Annie reprit son poste auprès du lit et continua de soigner les blessures. Elle remarqua la respiration haletante de Benjamin et lui dit :

« Vous souffrez, Monsieur ?

— Beaucoup; j'étouffe, ma respiration me cause une douleur que je puis à peine supporter.

— C'est l'effet de la fièvre; votre bras malade est devenu brûlant. »

Une servante entra avec deux carafes de limonade.

« Voulez-vous boire ?

— Oui, j'ai bien soif. »

Un verre d'eau légèrement acidulée rafraîchit le malade. Celui-ci dit d'une voix douce à Annie, qui lui avait soutenu la tête :

« Merci, Mademoiselle; je me sens beaucoup mieux. Voulez-vous causer avec moi de notre enfance, du passé, des Chénies, que je ne reverrai jamais ?

— Pourquoi, Monsieur, ne reverrez-vous jamais les Chénies ? Vous y serez dans quelques jours. Dès aujourd'hui M<sup>me</sup> Lebel vient vous chercher. Vous partirez avec elle pour les Chénies dès que vous pourrez supporter le voyage.

— Jamais ! s'écria Benjamin d'une voix très accentuée, jamais ! Les Indes, la Chine, le cap Horn, les deux pôles, le fond de la mer, tout, plutôt que les Chénies !

— Je vous supplie, Monsieur, de rester calme.

— Oh oui ! continua Benjamin avec une exaltation voisine du délire, la mort ! la mort ! le repos du cœur sous l'herbe du cimetière ou dans un linceul d'algues vertes ! Je me lèverai avec le jour, et quand sa mère viendra, le fils sera parti. Je porterai ma douleur dans les solitudes des océans lointains, jusqu'à ce que la mer me berce endormi dans ses eaux d'azur. »

Annie était éperdue d'anxiété; elle baignait d'eau glacée les tempes du malade en délire. Les compresses froides dont elle couvrait son front lui rendirent un instant de calme; elle combattit avec une persévérance infatigable tout commencement de réaction. Enfin, vers trois heures du matin, le malade fut pris d'une transpiration abondante; Annie se contenta d'essuyer la sueur de son visage. Benjamin s'assoupit; son souffle devint calme, et l'aube du jour pénétrait déjà dans la chambre quand il se réveilla. Sa fièvre était dissipée; quoique brisé par la violence de l'accès, il avait retrouvé toute sa présence d'esprit :

« Vous devez être bien fatiguée, Mademoiselle Annie ? Vous avez veillé toute la nuit.

— J'ai été effrayée pendant votre accès de fièvre; du reste, Monsieur, j'ai été très heureuse de vous soigner.

— Mademoiselle Annie !

— Monsieur !

— Pourquoi méprisez-vous donc mon amitié ? »

Annie baissa les yeux sans répondre.

« Si le sentiment religieux vous fait repousser toute affection humaine, je n'insiste plus. Je crains et aime Dieu ; je ne veux point être son rival dans votre cœur.

— Ne recommencez point, Monsieur, je vous prie, un sujet de conversation qui vous surexcite et vous fait du mal.

— Ne craignez rien, je suis très calme, Mademoiselle ; je ne sais point quand j'ai commencé de vous aimer ; j'ai quitté les Chénies, j'ai fréquenté la haute société, j'ai couru les mers, et vous m'êtes devenue plus chère. Mais, l'affection d'enfant que vous m'avez témoignée n'a pas mûri en vous ; vous avez voulu porter au-dessus de toute créature le trésor de votre amour ; je respecte, Mademoiselle, l'angélique beauté de votre âme et vous fais mes suprêmes adieux dans cette entrevue dernière que la divine Providence a, par pitié, ménagée à mon amour malheureux. Adieu ! Vous resterez ma fiancée, ma fiancée éternelle. La vague qui m'étouffera ou le boulet qui me brisera n'effacera pas de mon cœur votre doux souvenir. Je bénis ma blessure ! Je remercie ce pauvre Chinois qui me l'a faite ; j'aurai reçu, le premier, les soins de votre dévouement et de votre charité.

— Monsieur, répondit-elle, vous vous êtes mépris sur la nature de nos relations pendant notre enfance.

— Vous voulez dire que vous ne m'avez jamais aimé comme je vous aimais.

— Je veux dire, Monsieur, que l'enfance nous fait tous égaux, mais que la société, à mesure que nous grandissons, nous place dans des classes différentes, qui nous imposent à chacun de nouveaux devoirs.

— Annie ! que ne sommes-nous restés toujours enfants ?

— Monsieur, je serais désolée de vous paraître ingrate. Je crois avoir toujours répondu à votre amitié autant qu'il m'a été possible. Votre blessure, vos souffrances, me causent l'affliction la plus profonde.

— Merci ! je ne doute point de votre sympathie pour mon bras meurtri. Que n'avez-vous pitié de mon cœur, plus gravement ulcéré ? »

Annie garda le silence.

« Mon Dieu ! s'écria Benjamin, rendez-moi mon navire ; rendez-moi ses voiles blanches et la brise qui les gonfle ; rendez-moi le sillage écumeux creusé par sa quille rapide. J'ai cru à l'amour de ma mère, et c'est ma mère qui brise mon bonheur ; j'ai cru à l'amour d'Annie, je l'ai

espéré, je l'ai rêvé ; et mon âme solitaire ne croit plus qu'à l'exil , à la tempête, aux batailles sanglantes, à la mort et au ciel. »

On frappa à la porte.

Annie répondit : « Entrez, » et se trouva en face de M<sup>me</sup> Lebel.

Cette dame avait reçu le télégramme à temps pour prendre le train-poste de minuit. A six heures du matin elle était arrivée à Paris et s'était rendue en toute hâte à l'hôtel du Louvre.

« M. Lebel ? » dit-elle à Annie sans la regarder.

— Oui, Madame, ici. »

M<sup>me</sup> Lebel entra, chercha des yeux le lit de son fils, se précipita vers lui et l'embrassa avec transport, en s'écriant de cette voix dont l'accent n'appartient qu'aux mères :

« Ta blessure ? mon chéri ! Ton bras , mon bien-aimé ! Tu m'as tout caché ! Oh ! pourquoi m'as-tu quittée ?

— Embrasse-moi encore, ma mère, et ne sois pas inquiète ; je suis guéri. »

Benjamin fit une esquisse rapide de sa campagne de Chine, de sa visite aux Tuileries et de l'opération récente du médecin.

« Mère, ajouta-t-il, dis donc un mot de remerciement à ma garde-malade, qui est bien fatiguée. »

M<sup>me</sup> Lebel se leva et s'avança vers Annie, qui se tenait debout dans l'embrasure d'une fenêtre à l'extrémité de la chambre :

« Annie ! s'écria-t-elle en la reconnaissant, Annie ! Comment ? Vous ici ! »

— Madame, notre mère supérieure, à la demande d'un médecin, m'a envoyée hier soir soigner un malade ; ce malade, que nous ne connaissons point, était Monsieur votre fils. Le docteur est certain de sa guérison prochaine ; nous l'attendons à chaque instant.

— Vous avez besoin de repos. Je vais maintenant soigner moi-même mon fils.

— Madame, le docteur doit me reconduire à ma communauté.

— Quand doit-il venir ?

— Je vous le répète, Madame, je l'attends à chaque instant. »

Après quelques moments de silence, on entendit des pas près de la porte : le docteur frappa et entra. Puis, s'approchant du lit, il prit le poignet du malade et examina la blessure :

« Cela va bien ; il y a encore un mouvement de fièvre. Ma sœur, l'accès a-t-il été bien fort ?

— Je le crois, répondit Annie, le malade a été pendant quelques instants très excité. »

Le docteur fit quelques prescriptions. Il se disposait à sortir et rassurait M<sup>me</sup> Lebel par quelques bonnes paroles. Annie, qui s'était enveloppée de son châle, le pria de la faire conduire à la communauté. Elle salua M<sup>me</sup> Lebel en lui disant qu'elle serait heureuse d'apprendre bientôt la guérison de M. Benjamin.

Le docteur mit son coupé aux ordres d'Annie. Arrivée à la communauté, celle-ci entra directement à la chapelle, pria pendant quelques instants, et alla trouver la supérieure, à laquelle elle raconta tous les incidents de la nuit passée.

« Ne soyez pas inquiète, ma fille, de cet étrange concours de circonstances. Vous êtes fatiguée, allez vous reposer; plus tard nous causerons à loisir de cette rencontre extraordinaire. »

M<sup>me</sup> Lebel prodiguait à son fils les soins les plus dévoués. Après le premier moment d'épanchement, Benjamin était devenu rêveur et taciturne.

Dans l'après-midi, un capitaine de vaisseau, occupant un poste élevé dans le ministère de la marine, vint apporter à Benjamin Lebel un large pli et une boîte en maroquin fermés du large sceau du ministère de la marine :

« Monsieur, dit-il, j'ai l'honneur de vous apporter le brevet et les insignes de la Légion d'honneur. Votre nomination sera demain dans le *Moniteur*. Permettez-moi de vous donner l'accolade et de vous féliciter de votre première campagne. C'est un magnifique début ! Dès que vous serez sur pied, venez au ministère nous donner de vos nouvelles.

— Quand recevrez-vous des nouvelles de Chine ?

— Par la prochaine malle.

— Le courrier envoyé à Pékin sera de retour à Canton, et nous saurons si le traité de paix aura été ratifié.

— On n'en doute pas au ministère.

— Suis-je indiscret, Monsieur, en vous demandant quels sont les navires qui après la guerre resteront dans la station de l'Indo-Chine ?

— Rien n'est encore décidé. A quel bord étiez-vous ?

— A bord du *Desaix*.

— Un brick à vapeur ?

— Le plus petit de l'escadre.

— Il est probable que la direction laissera en Chine comme stationnaires une corvette et un petit vapeur.

— Si le *Desaix* avait la chance d'être désigné !

— Auriez-vous l'intention de le rallier si loin ?



— Assurément ; je pars pour Marseille et prends passage à bord du premier paquebot en destination d'Alexandrie.

— Benjamin ! s'écria M<sup>me</sup> Lebel.

— Madame votre mère n'est point de cet avis, et je ne puis que l'approuver. Il est plus que probable que vous êtes remplacé à bord du *Destaie* par quelque officier emprunté à l'état-major d'une des frégates qui reviennent en France. Je considère l'expédition comme terminée pour vous ; permettez à un vieux marin de vous féliciter de votre bravoure et de toucher cette main blessée pour l'honneur du pavillon. »

Après le départ de l'officier, M<sup>me</sup> Lebel brisa les cachets de cire rouge et donna à Benjamin son brevet et sa croix.

Celui-ci porta la croix à ses lèvres en disant :

« Honneur oblige !

— A quoi ?

— A bien servir son pays, certes.

— Tu veux donc naviguer encore ?

— Plus que jamais. Je sens, à la légèreté de mon bras, que je suis guéri ; je vais rallier l'escadre.

— Elle ne sera plus en Chine.

— Je ne suis point embarrassé pour la rencontrer ; elle doit descendre en Cochinchine après l'échange des signatures du traité de paix et l'évacuation de Canton par nos troupes.

— Ainsi, Benjamin, tu ne veux point m'accompagner aux Chênies ?

— Non, ma mère.

— Tu ne veux point donner à ta mère quelques mois de convalescence ? »

Benjamin se taisait.

« Tu ne veux point passer avec moi le temps d'un congé qui t'est pour ainsi dire imposé par ta blessure et par l'administration ?

— Je n'irai jamais aux Chênies. Je resterai avec vous ici, ma mère, jusqu'à mon départ pour Marseille. Mais il me serait trop douloureux de revoir les Chênies, la forêt, les sentiers au chevet des vignes, les prairies arrosées par l'Aube et le petit village au clocher d'ardoises bleues.

— Pourquoi, mon fils, m'affliges-tu par ces discours insensés ?

— Parce que je ne veux plus jamais revoir le pays où j'ai pu rêver un bonheur que je n'y trouverai plus depuis qu'Annie l'a quitté.

— Ce mariage n'est donc point oublié ! Pourquoi, Benjamin, veux-tu briser ton avenir contre des impossibilités qui augmentent au lieu de décroître ?

— Je sais à quoi m'en tenir sur la nature et sur les causes de ces impossibilités.

— Tu as encore parlé à Annie de tes projets ? C'était de ta part une grave indiscretion, qui ne peut avoir pour résultat que de troubler l'âme d'une jeune fille appelée à la vie religieuse. Elle a dû te répondre. Qu'a-t-elle dit ?

— J'aimerais mieux ne pas le répéter. Mais avant de vous quitter pour la seconde fois, je veux bien, je dois peut-être, ma mère, motiver franchement mon départ ; Annie, avec une délicatesse et une noblesse de sentiments qui la grandissent à mes yeux, repousse toutes mes propositions, parce qu'elle n'a que trop compris que vous ne seriez jamais une mère pour elle si elle devenait la femme de votre fils. C'est dans cette crainte, malheureusement fondée, que, depuis des années, Annie se défend de m'aimer. »

M<sup>me</sup> Lebel s'agita dans son fauteuil, se leva et se mit à marcher d'un pas rapide d'un bout de la chambre à l'autre.

L'émotion fit garder le silence à Benjamin pendant quelques instants ; il continua d'une voix calme et triste :

« Annie a raison ; mais en entrant en communauté, elle ne sait pas ce qu'elle fait. Vous, ma mère, vous n'avez pas non plus mesuré les conséquences de ce que vous faites en éloignant de moi celle que j'ai choisie pour ma fiancée : vous serez, seule, la cause d'un triple malheur, du sien, du vôtre et du mien. Jamais, je vous le répète, je ne remettrai les pieds aux Chénies ; je suis forcé de vous y laisser solitaire. Pendant de longues années vos deux salons, votre salle à manger, ma chambre, ne seront qu'un silencieux désert. Inutile pour vous, ma mère, de rappeler pour moi des rêves de mariage et de grandeur à jamais évanouis. Tandis qu'Annie, dans quelques années, se souviendra peut-être avec larmes de mon affection que je lui ai loyalement offerte, je promènerai dans les mers lointaines mes regrets et mes souvenirs. »

La visite du médecin interrompit la conversation. Il trouva encore un peu de fièvre, fit le pansement du bras, dont il fut très satisfait, permit quelque nourriture et se retira en recommandant le repos et le silence.

Quelques minutes avant midi, la supérieure du Bon-Secours était montée dans la chambre d'Annie et avait trouvé la jeune fille endormie.

M<sup>me</sup> Lebel, tout en exécutant les prescriptions du médecin, réfléchissait constamment aux paroles de son fils et cherchait les moyens de déjouer définitivement ses intentions ; elle espérait encore que le temps effacerait dans le cœur de Benjamin le souvenir d'une jeune fille à jamais

séparée de lui par des vœux religieux. Elle évita toute conversation au sujet d'Annie, et, à la prière de Benjamin, se contenta d'envoyer un mot poli à la supérieure du couvent du Bon-Secours, en la priant de dire à M<sup>lle</sup> Varange que M. Lebel était en pleine convalescence.

Benjamin la vit prendre dans son portefeuille et mettre sous l'enveloppe de sa lettre un billet de banque ; il dit qu'il croyait très peu convenable d'envoyer de l'argent avec la lettre. M<sup>me</sup> Lebel répondit que c'était une aumône faite à la communauté, et fit expédier la lettre par un commissionnaire de l'hôtel.

Dans la soirée, la supérieure fit appeler Annie et lui remit en souriant la lettre et son contenu :

« Voici, mon enfant, de bonnes nouvelles de votre malade ; je suppose que le billet de cinq cents francs est pour vous ; M<sup>me</sup> Lebel ne s'explique point sur sa destination. Vous voyez que vos soins sont généreusement rémunérés.

— La froide politesse de cette lettre, ma mère, ne m'étonne point. Quant à cet argent, je ne puis l'accepter. Gardez-le, si vous voulez, pour la communauté, ou renvoyez-le.

— La communauté, à laquelle vous payez pension, n'a aucun titre à une vague aumône qui est évidemment le salaire de votre veille d'une nuit. Du moment que vous le refusez, je le renvoie. Et vous, ma fille, comment vous trouvez-vous ? La paix reviendra-t-elle bientôt dans le cœur de mon enfant ?

— Mon cœur est bien troublé, ma mère.

— Cet officier vous a gardé toute son affection ? Vous en êtes sûre ?

— J'en ai l'entière certitude.

— Ainsi, il vous aime toujours. Et vous, ma fille ? C'est une question que je ne vous ai jamais faite, parce que je n'avais pas besoin de vous la faire pour savoir la réponse. »

Annie baissa les yeux en rougissant.

— Je désire votre bonheur, vous le savez bien ; je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour adoucir les épreuves et guérir les déchirements qui peut-être vous sont réservés. Restez toujours, ma fille, abandonnée à la Providence paternelle de Dieu sur vous. »

Le lendemain, une sœur du Bon-Secours, en passant près du Louvre pour aller voir un malade, entra à l'hôtel et remit à M<sup>me</sup> Lebel une lettre ainsi conçue :

« Madame,

» Mademoiselle Annie Varange a été très heureuse d'apprendre le

prompt rétablissement de Monsieur votre fils. Il lui serait pénible d'accepter le moindre salaire pour les quelques soins qu'elle lui a fortuitement donnés. J'inclus votre billet de banque, et suis, etc. »

Benjamin demanda à sa mère de qui était cette lettre ; M<sup>me</sup> Lebel la jeta sur son lit sans mot dire.

« Elle a bien fait ! Je l'avais prévu ; tu ne devais pas, ma mère, sous aucun prétexte, offrir de l'argent à Annie. »

M<sup>me</sup> Lebel répondit en murmurant que tout cela n'était que de l'orgueil fort mal placé chez une religieuse et une novice, et promit d'en avoir le dernier mot en faisant directement quelque riche don à la chapelle de la communauté.

Trois semaines s'écoulèrent. Benjamin sortait en voiture avec sa mère ; ses forces revenaient, sa figure recouvrait son rayonnement de santé habituelle. Chaque jour il inventait de nouvelles promenades, et partageait ses soirées entre l'Opéra et les Italiens. Les quelques heures de vie intérieure qu'il passait à l'hôtel avec M<sup>me</sup> Lebel étaient fort tristes, parce que la confiance mutuelle entre la mère et le fils était complètement évanouie. La malle de Chine lui apporta des lettres de son commandant, de ses camarades et de Malassis. Il les lut avidement et les remit à M<sup>me</sup> Lebel, en disant :

« Lisez, je vous prie ; vous verrez pourquoi je pars pour Marseille de manière à prendre passage à bord du paquebot d'Alexandrie. Une de nos frégates attend à Suez trois cents matelots destinés à remplir les vides dans les équipages de notre escadre. Je ferai route avec eux. C'est la plus belle occasion que je puisse avoir de rallier le *Desaix*.

M<sup>me</sup> Lebel resta atterrée et n'eut point la force de regarder les lettres de son fils. Deux domestiques vinrent, comme d'habitude, servir le dîner dans la chambre de Benjamin. M<sup>me</sup> Lebel dit qu'elle était indisposée, et, pâle et défaite, elle se retira dans sa chambre. En dînant seul, Benjamin écrivit quelques lignes au bon curé de Fraville, lui dépeignit sa situation et le pria de venir chercher sa mère avant son propre départ de Paris.

« La crise est arrivée, dit le vieillard en mettant la lettre dans son bréviaire. Marie, donnez-moi ma soutane et mes souliers du dimanche ; je pars ce soir pour Paris.

— Comment ! Y songez-vous ? A votre âge, passer une nuit en voiture et arriver à Paris à quatre heures du matin !

— Faites vite, ou je manquerai le train. »

Le vieillard partit à pied et fut préoccupé pendant toute la route d'une seule et même pensée.

« Enfin, se disait-il à lui-même, la crise est arrivée; j'en suis bien aise. Je prends le parti de Benjamin; il est dans son droit. Il y a dix ans que ma chère Annie l'aime de plus en plus; je l'ai su avant elle et avant lui. Il n'y a qu'un dénouement possible, c'est celui que cette bonne sœur supérieure me fait pressentir dans sa dernière lettre et désire comme moi. Cela dit, il récita au moins trois chapelets dans son coin de wagon de troisième classe. Arrivé de grand matin à Paris, il se rendit directement à la chapelle de la communauté du Bon-Secours. Les sœurs et les novices y étaient réunies et faisaient la méditation. Annie sentit les battements précipités de son cœur en voyant le vieux prêtre s'avancer lentement vers le sanctuaire. Ses pressentiments lui dirent qu'elle n'était point étrangère au motif de son voyage, et sa méditation ne fut plus qu'une inextricable confusion de pensées.

Après sa messe, il entra au parloir avec la supérieure, à laquelle il fit part de la dernière lettre de Benjamin.

« M<sup>me</sup> Lebel et son fils, lui dit la sœur, ne nous ont donné depuis trois semaines aucun signe de vie. Annie est soutenue par ses sentiments religieux; mais l'enfant est bien malheureuse! Il est grand temps que cette affaire finisse d'une façon ou d'une autre. Avec toute sa piété, Annie n'a pas l'ombre de vocation religieuse. En conscience, je ne dois point la garder à la communauté. La maîtresse des novices, qui l'aime tendrement, est du même avis que moi. Je vais dire à Annie d'écrire à son grand-père pour qu'il vienne la chercher.

— Vous avez raison, ma sœur; si vous voulez entrer dans mes vues et seconder mes desseins, nous n'avons pas de temps à perdre; dès ce matin, éclairez la conscience d'Annie sur ses illusions de vocation, sur les véritables dispositions de son cœur et sur la nullité de cette promesse qu'elle a faite à Dieu le jour de la mort de sa mère.

— Désirez-vous voir Annie, Monsieur le curé?

— Pas maintenant; je n'ai pas le temps; j'ai hâte de descendre sur le terrain brûlant où l'on m'appelle.

— J'attendrai votre retour avec une vive impatience. »

Le curé trouva Benjamin dans son lit, parcourant les journaux du matin. Il lui serra la main et lui demanda des nouvelles de sa santé et de M<sup>me</sup> Lebel.

« Je vais très bien. Ma mère s'est retirée dans sa chambre hier soir à l'heure du dîner. Je vais me lever et aller frapper à sa porte. »

Pendant que le prêtre jetait un coup d'œil sur les journaux, Benjamin entra chez sa mère. Elle était debout, appuyée sur la cheminée; le

marbre était mouillé de larmes. Le lit n'était point défait ; M<sup>me</sup> Lebel ne s'était point couchée. La douleur la plus profonde était peinte sur son visage. Incapable d'articuler une seule parole, elle fit de la main signe à son fils de se retirer. Benjamin revint avec précipitation dans sa chambre, et pria le vieillard d'aller de suite auprès de sa mère.

M<sup>me</sup> Lebel avait toujours eu la vénération la plus profonde et la confiance la plus complète pour le vieux prêtre. Elle lui fit signe de s'asseoir et se laissa tomber elle-même dans un fauteuil :

« Vous me voyez bien affligée, dit-elle d'une voix éteinte; mon cruel enfant me quitte ! Il part ce soir ! »

La mère sanglotait et cachait son visage dans ses mains.

« Il ne faut pas le laisser partir, dit naïvement le vieillard ; je me charge de le déterminer à rester.

— Ah ! Monsieur, il n'a pas écouté sa mère !

— Il m'écouterà, Madame, je vous en réponds. Voulez-vous me donner de pleins pouvoirs pour terminer un différend déplorable, qui n'a que trop duré.

— Est-ce ma faute si cette jeune fille veut se faire religieuse ? N'est-ce point elle qui a demandé à entrer au couvent ?

— Je sais tout. Je vous le répète, Madame, me donnez-vous de pleins pouvoirs pour agir et me promettez-vous de ratifier tous les arrangements que je vais prendre ? Votre état de faiblesse exige quelques heures de repos. Je vais parler à Benjamin.

Le curé rentra dans la chambre contiguë et trouva l'aspirant occupé à faire ses malles.

— Quand pensez-vous donc partir ? Puisque nous devons voyager ensemble, il faudrait nous entendre sur le jour et l'heure de notre départ.

— Je prends ce soir le train express.

— Pour les Chênies ?

— Vous plaisantez ? Pour Marseille. Avant mon départ, j'eusse préféré conduire ma mère à la gare de Strasbourg ; c'eût été plus convenable.

— M<sup>me</sup> Lebel est trop faible pour voyager aujourd'hui ; vous le savez, elle ne s'est point couchée la nuit dernière. A quelle heure quitterez-vous l'hôtel ?

— Vers cinq heures au plus tard ; il faut que je sois demain matin à Marseille. Je vous assure, Monsieur le curé, que je suis intérieurement désolé des chagrins que je cause à ma mère. Je les comprends, tandis qu'elle ne veut pas comprendre les miens. Je me vois donc dans la nécessité de partir sans lui dire adieu. »

Les yeux de Benjamin se remplirent de larmes.

« Mon ami, ne partez point sans embrasser votre mère. Sans doute le moment sera cruel ! Mais c'est un devoir pour vous ; promettez-moi de l'accomplir.

— Vous exigez de moi une chose bien douloureuse ! Je vous donne ma parole. »

On servit le déjeuner, M<sup>me</sup> Lebel n'y parut point. En tête à tête avec le vieux curé, Benjamin maîtrisa ses émotions et reprit en apparence son entrain et sa gaieté habituelles.

« J'aurai, disait-il, de l'ambition vingt ans avant l'âge. Puisque je suis malheureux en amour, il ne me reste plus qu'à faire la cour aux épau-  
lètes. Dans dix ans je veux compter cinq filets d'or à ma casquette et aux  
parements de ma tunique. Mais j'oubliais, Monsieur le curé, de vous par-  
ler de mes lettres ultra-scientifiques.

— Mon ami, elles m'ont beaucoup intéressé.

— Si cela est, je vous en promets d'autres. J'ai acheté la semaine der-  
nière la Grammaire chinoise du P. Prémare et le Dictionnaire in-folio de  
Guignes, assez lourd pour lester le canot major. Je veux apprendre cent  
caractères chinois par jour et me rendre capable d'explorer un jour la  
vieille littérature de Confucius et de ses émules. »

Le vieillard vit avec autant d'admiration que de plaisir les nouvelles  
aspirations de Benjamin vers l'étude. Après avoir écouté longuement, il  
lui rappela sa promesse, et, tandis que le jeune homme sortait pour faire  
ses dernières emplettes, il entra chez M<sup>me</sup> Lebel, qui, malgré la douce  
température des derniers beaux jours de septembre, avait demandé du  
feu et était restée dans un fauteuil au coin de la cheminée.

« Je viens, Madame, de causer avec Benjamin. Son parti est pris ; il  
part ce soir ! »

M<sup>me</sup> Lebel essayait ses larmes en silence.

« Il est perdu pour vous si nous ne trouvons des liens assez forts pour  
le retenir.

— Quels liens, Monsieur ? Il les brise tous ?

— Voulez-vous, Madame, suivre les conseils d'un vieil ami, et consen-  
tir aux fiançailles de Benjamin avec Annie ?

— Mais ces fiançailles ne sont plus possibles !

— Elles le sont encore. Croyez mon expérience, Madame ; votre con-  
sentement a déjà été trop tardif. Vous connaissez Annie ; vous rendez  
hommage à ses vertus, à son intelligence, à son tact, à sa noblesse de  
cœur, à son caractère affectueux et dévoué. En demandant sa main, vous

donnez à votre fils le plus précieux des trésors : une femme d'une conscience angélique et d'une âme aimante, telle que je n'en ai jamais rencontrée dans ma longue vie.

— Je n'ai jamais mis en question les qualités d'Annie.

— Je le sais ; mais vous avez désiré pour votre fils un mariage riche et brillant selon le monde. Devant Dieu et sur ma conscience, je vous déclare, Madame, qu'en épousant Annie, votre fils fait le plus beau mariage que votre tendresse et votre amitié puisse désirer pour lui. Il la mérite, du reste ; ces deux enfants sont dignes l'un de l'autre. »

M<sup>me</sup> Lebel pleurait encore, mais paraissait plus calme. Un rayon d'espoir pénétrait doucement jusqu'à son cœur. Le curé continua :

« Depuis bien des années j'ai eu le pressentiment que ces deux enfants seraient unis un jour. J'ai vu naître et grandir dans leurs âmes ce noble et pur amour, que Dieu a créé et que le christianisme dirige et sanctifie ; ils l'éprouvaient avant de pouvoir le comprendre. C'est parce que Annie a emporté dans la communauté une sainte affection pour votre fils qu'elle est restée libre. La délicatesse de ses sentiments à votre égard la faisait étouffer et sacrifier son amour. Nous n'avons pas de temps à perdre ; voulez-vous, Madame, me faire le porteur de quelques mots de vous pour Annie, qui ignore entièrement ma démarche auprès de vous.

— Oui, Monsieur, je souscris à tout ; gardez-moi mon enfant. »

M<sup>me</sup> Lebel s'approcha d'une table et écrivit ces mots :

« Ma très chère Annie,

» Hâtez-vous de venir m'aider à empêcher mon fils de me quitter. Mes larmes m'empêchent d'écrire. Je vous embrasse tendrement. »

Le bon curé s'empressa de mettre le billet dans son bréviaire et se dirigea d'un pas très alerte pour son âge vers la communauté des sœurs de Bon-Secours. La supérieure avait appelé Annie dans sa chambre pendant la récréation, et lui avait dit son opinion, depuis longtemps mûrie, sur sa vocation et sur les vraies tendances de son cœur. Annie était désolée et effrayée de son avenir ; elle demandait avec angoisse ce qu'elle ferait, ce qu'elle deviendrait quand, orpheline pour la deuxième fois, elle quitterait sa famille adoptive, cette nouvelle mère et ces nouvelles sœurs que la religion lui avait données.

Le curé les fit appeler au parloir. La supérieure descendit immédiatement avec Annie.

« Je viens, Monsieur le curé, de remplir la commission dont vous m'avez chargée ce matin ; vous voyez, elle fait couler bien des larmes.



— Il faut vite les essuyer, Annie, avant de venir avec moi sécher celles des autres. »

Le vieillard ouvrit son bréviaire et remit à Annie le billet de M<sup>me</sup> Lebel en disant :

« Cette bonne dame est plongée dans l'affliction la plus profonde. Elle vous désire auprès d'elle, mon enfant ; vous savez combien elle a toujours été bonne pour vous et pour votre mère. Allez vous préparer à me suivre. »

Le vieillard décrivit alors à la supérieure la situation dans laquelle il avait laissé la mère et le fils, et lui exprima toutes les inquiétudes qu'il conservait encore sur le résultat de l'entrevue qu'il s'efforçait de préparer entre M<sup>me</sup> Lebel, Annie et Benjamin, au moment où celui-ci viendrait faire ses adieux à sa mère.

« Je ne veux rien dire à Annie ; son propre cœur lui dictera son rôle. M<sup>me</sup> Lebel est donc convertie ?

— Sincèrement, je crois, elle estime Annie. Elle a toujours eu une sorte de prédilection pour elle. Elle adore son fils et ne peut vivre sans lui ; elle comprend aujourd'hui que ce jeune homme trouve dans sa jeunesse, dans ses goûts militaires et dans son amour pour Annie, une force de caractère invincible. M<sup>me</sup> Lebel cédera, j'espère, et de la meilleure grâce. »

Annie revint, et, après avoir reçu de la supérieure un baiser au front, sortit du pieux asile avec le bon curé.

En entrant dans la chambre de M<sup>me</sup> Lebel, Annie, tout émue de l'altération profonde des traits de son visage, s'avança près du fauteuil de la malade et exprima toute la peine qu'elle éprouvait de la trouver si affligée et si souffrante. M<sup>me</sup> Lebel embrassa Annie, indiqua de la main un fauteuil et resta assise, immobile, pâle et silencieuse. Toutes ses pensées étaient concentrées sur Benjamin, dont l'absence se prolongeait d'heure en heure. Plusieurs fois le bon curé alla frapper à la porte de sa chambre ; le jeune homme ne rentrait pas. Quatre heures sonnèrent. L'inquiétude de M<sup>me</sup> Lebel était à son paroxysme.

« Il ne peut plus tarder, dit le curé en allant d'un bout de la chambre à l'autre, et en taisant les doutes qui envahissaient son esprit.

— Il m'a donné sa parole qu'il ne partirait pas sans nous dire adieu ; jamais Benjamin ne manque à sa parole.

— Annie, dit M<sup>me</sup> Lebel à la jeune fille qu'elle voyait partager ses douloureuses émotions, vous reviendrez avec moi aux Chénies ; je vous dois de la reconnaissance et de l'amour, maintenant que je sais combien vous aimez vous-même mon fils. »

M<sup>me</sup> Lebel prit les mains d'Annie et les tint serrées dans les siennes.

Des pas rapides retentissent près de la porte qui s'ouvre. Un sac de voyage à la main, le ruban rouge à la boutonnière de sa tunique, un riche caban jeté sur l'épaule, Benjamin entre et s'avance vers sa mère. Le curé, qui disait ses vêpres dans un coin, s'arrêta et mit son index dans le vieux bréviaire qu'il ferma. Benjamin avait voulu attendre le dernier moment, embrasser sa mère sans mot dire, monter en voiture et partir pour la gare de Lyon.

En le voyant entrer d'un pas vif et d'un air résolu quoique grave, les deux femmes se serrèrent spontanément l'une près de l'autre en tenant leurs mains entrelacées.

La présence inattendue d'Annie surprit et troubla l'officier; il sentit un frémissement dans tout son être en voyant les larmes de sa mère et d'Annie. Mais il se roidit et voulut suivre le programme qu'il s'était tracé; il se pencha pour embrasser sa mère, qui lui dit en sanglotant :

« Parle-moi, Benjamin, mon enfant ! Ne me quitte point avec dureté, afin que les bénédictions de ta mère t'accompagnent. Sois heureux, mon fils, s'il faut pour ton bonheur que tu délaisses tous ceux qui t'aiment. »

Benjamin embrassa sa mère. Annie se leva et dit avec l'accent doux et ému de la prière :

« Adieu ! Monsieur ; je joins mes vœux à ceux de M<sup>me</sup> Lebel ; chaque jour j'unirai mes prières à celles de votre mère pour que les anges de Dieu vous gardent de tous dangers. »

Benjamin restait interdit et muet.

« Oui, mon enfant, soir et matin nous prierons toutes deux pour toi. Annie m'accompagne aux Chénies ; elle ne veut pas m'y laisser seule et consent à devenir ma fille adoptive. Nous resterons vêtues de noir et porterons ensemble le deuil de ton absence. »

Le bon curé s'approcha de Benjamin par derrière, et lui enleva son caban et son sac de voyage :

« Dans une circonstance aussi solennelle, jeune homme, je vous permets d'embrasser votre fiancée. »

Benjamin, éperdu, tendit ses deux mains à sa mère et à Annie ; les deux dames les saisirent et les tinrent étroitement serrées, pendant que le jeune homme lisait avec une joie ineffable dans les yeux de sa mère et d'Annie, la tendresse de leurs cœurs et le bonheur naissant qui illuminait leurs âmes.

« Allons, allons, dépêchez-vous, dit le curé, vous allez manquer le train. »

Benjamin se retourna vers le vieillard, qui s'occupait à changer l'adresse du sac de voyage, et lui serra les mains avec la plus vive reconnaissance.

— Dépêchez-vous donc, vous dis-je, vous allez manquer le train.

— Je ne manquerai pas celui qui me portera à la destination que vous venez d'écrire. »

Le curé se retira pour dire *ses complies* et laissa les deux enfants avec leur mère.

Après le dîner en commun, on alla faire une visite pleine de cordialité et de doux épanchements à l'excellente supérieure de la communauté du Bon Secours.

Annie passa une dernière nuit dans sa chambrette du couvent. Le lendemain, M<sup>me</sup> Lebel vint la chercher et fit avec elle de nombreuses visites aux magasins de nouveautés. De son côté, Benjamin dépensait la monnaie destinée à son voyage de Chine, en achats plus ou moins extravagants. Le plus sage fut celui d'un excellent harmonium de salon, qui causa à Annie le plus vif plaisir. A la fin de la journée, tout le monde était très fatigué. On attendit deux jours la confection de quelques articles de toilette pour Annie.

Le curé était parti dès le soir même des fiançailles. En arrivant dans sa paroisse, il dit à sa servante qu'Annie Varange devait hériter de plus de deux cent mille francs de son grand-père, et que M<sup>me</sup> Lebel l'avait demandée en mariage pour son fils. La servante se trouva avoir le besoin le plus pressant d'une tasse de crème qu'elle alla chercher dans le village, et qu'elle paya avec un gros sou augmenté de la grande nouvelle apportée de Paris.

Les hôtes des Chénies arrivèrent; M<sup>me</sup> Lebel avait pris pour Annie, son fils et elle, un compartiment séparé. Benjamin était d'une verve intarissable; avant d'arriver à Troyes, il prétendit qu'il voulait absolument descendre et demander en mariage une des trois Grâces champenoises avec lesquelles il nous a fait faire connaissance autrefois. Il pria sa mère de lui dire laquelle avait sa préférence; il voulait tirer au sort, et exprimait l'espoir d'obtenir l'artiste en peinture *à l'huile et au pinceau*. Il voulait faire cadeau à mademoiselle V... de sa casquette et de ses aiguillettes d'aspirant, dont il n'avait plus besoin. Sa mère l'interrompt en disant:

« De grâce, ne parle pas au moins de mademoiselle E...; elle vient de mourir à Cannes, où elle était allée passer l'hiver; on dit qu'elle t'a légué un diamant comme souvenir. »

Arrivée aux Chénies, Annie visita ses chèvres qui la reconnurent, ses oiseaux et ses fleurs. Benjamin alla passer l'hiver en Angleterre et en Ecosse, pour y étudier l'organisation des grandes fermes. Au printemps suivant, le curé bénit son mariage avec Annie. Tous les fermiers et tous les pauvres du village dînèrent dans la cour du château. Le lendemain des noces, Benjamin et Annie partirent pour le Midi. La plus grande partie de l'escadre de Chine désarmait à Toulon. Lebel eut le plaisir de retrouver le *Desaix*, et présenta Annie à son commandant et à ses camarades. Malassis fut embrassé par M<sup>me</sup> Lebel, qui lui demanda des nouvelles de sa petite fiancée bretonne. De Toulon, les jeunes mariés suivirent le littoral de la Méditerranée, visitèrent Rome, et revinrent par le nord de l'Italie et la Suisse.

Aujourd'hui, M. Benjamin Lebel, en paletot gris et en chapeau de paille, dirige l'exploitation de sa magnifique propriété des Chénies. Chaque année il introduit dans sa culture de sages améliorations. Son influence locale grandit ; dans quelques années il sera membre du conseil général.

M. Douglas avait liquidé ses affaires en Chine pour venir assister au mariage de sa petite-fille. Il a transformé en un délicieux cottage la maisonnette d'Annie, où il vit retiré avec des rentes très rondes ; il est d'une taciturnité originale qui étonne tout le village.

La grande occupation d'Annie et de sa belle-mère est d'envelopper de flanelle et de guérir de tous les maux qu'ils n'ot pas , deux charmants enfants frais et roses.

FÉLIX MAHON.



## JEAN DE VIENNE ET LES CANONS PORTATIFS.

---

LETTRE A M. L'ABBÉ SUCHET.

---

MONSIEUR L'ABBÉ,

Vous communiquez aux lecteurs des *Annales*, dans le numéro du 31 octobre dernier, un document publié par M. Puiseux, et duquel il résulterait que les premiers *canons portatifs* ont été mis en usage par l'amiral Jean de Vienne, en 1388, époque à laquelle il entreprit son expédition d'Ecosse. Vous croyez aussi, avec le savant professeur du lycée de Caen, que ces petits canons *jetans plom* peuvent être regardés comme la forme primitive de l'arme qui fut employée plus tard sous le nom de mousquet, et qui a acquis de nos jours de si remarquables perfectionnements, et vous en concluez que notre illustre compatriote Jean de Vienne peut passer comme ayant le premier fait usage du *fusil*. Permettez-moi de compléter, en les rectifiant sur quelques points, les conjectures que vous empruntez à M. Puiseux, et qui prennent un nouvel intérêt par l'appui que vous leur prêtez.

Les canons portatifs dont il est fait mention dans l'état de 1385 n'étaient point alors d'un emploi nouveau. Froissart nous dit qu'au siège de Saint-Malo, en 1378, les assiégeants « avoient en l'ost bien quatre cents canons mis et assis tout autour de la ville, qui contraindroient durement ceux du dedans. » Il y a tout lieu de croire que ces engins de guerre, amenés de loin autour de Saint-Malo, ressemblaient beaucoup aux quatre mille canons qui, au dire de Juvénal des Ursins, se trouvaient, en 1411, dans l'armée du duc de Bourgogne (1), et qu'il s'agissait de pièces d'un petit modèle, d'un transport facile, et qu'on aurait pu appeler

(1) Et non dans celle du duc d'Orléans, comme le dit à tort M. Puiseux.

*portatives* tout aussi bien que celles dont Jean de Vienne se servit en 1385. Il est vrai que les Anglais ont pu employer, dans cette circonstance, quelques-uns des canons qui armaient la flotte sur laquelle ils étaient venus. Toutefois, ils ne pouvaient dégarnir entièrement leurs vaisseaux, exposés chaque jour à être attaqués par les Français, et, d'un autre côté, la flotte, eût-elle été désarmée tout entière, eût été loin de fournir les quatre cents canons dont parle Froissart, car, à cette époque, chaque bâtiment armé en guerre en portait seulement deux, un à l'avant, l'autre à l'arrière. On dut donc y ajouter un grand nombre de pièces dont il est difficile de déterminer les dimensions, mais dont le débarquement et le rembarquement devaient être faciles, si on ne voulait pas s'exposer à les voir tomber aux mains de l'ennemi en cas du moindre revers.

Mais il existe une preuve plus décisive de l'ancienneté de ces petits *canons portatifs jetant plombées*, c'est-à-dire lançant des projectiles de plomb assez semblables à la mitraille de notre artillerie moderne. Nous la trouvons dans une pièce publiée tout récemment par M. Léopold Delisle, et qui nous ramène directement à l'amiral Jean de Vienne. En effet, par lettres du 1<sup>er</sup> août 1374, l'amiral avait été désigné comme capitaine général pour le roi au pays de Cotentin, et préposé au siège de Saint-Sauveur-le-Vicomte, qu'on s'était décidé à entreprendre. Ce n'est qu'au commencement de l'année suivante que Jean de Vienne vint investir cette ville, qui passait pour la plus forte place de la Normandie après Cherbourg. Mais pendant tout l'hiver, il se prépara à cette difficile opération et fit fondre deux canons jetant des pierres du poids de cent livres, et trente ou quarante de moindre dimension, par un habile canonnier nommé Gérard de Figeac, auquel il ne craignit pas de donner quinze francs de gages par mois, ainsi qu'on le voit par un mandement également publié par M. L. Delisle. « Jehan de Vienne, seigneur de Roulans, admiral de France et lieutenant du roy en la Basse-Normandie,..... nous avons retenu et retenons par ces présentes, pour servir le roi nostre seigneur en nostre compagnie ès bastides de devant Saint-Sauveur-le-Vicomte, Gérard de Fyngahc, canonnier, pour faire certains gros canons; et lui avons ordonné qu'il ait et preigne de gaiges par chascun mois la somme de quinze francs d'or.... Donné au Pont-l'Abbé, sous nostre scel, le premier jour de novembre l'an mil ccclx et quatorze. » Au mois de mai suivant, les Anglais convinrent avec l'amiral de lui remettre la place, s'ils n'étaient secourus dans un délai de quarante jours. Jean de Vienne prit toutes les précautions que commandait un semblable traité, et, prévoyant la venue d'une armée de secours, il fit fabriquer, à Caen, vingt-

quatre petits canons *en cuivre* et quelques autres en fer, dont il est fait mention dans les comptes d'Yvon Huart, receveur des aides à Caen, et qui portent notamment, sous la date du 22 juin 1375 :

« 1° A Guillaume Langevin, potier, pour sa paine et salaire d'avoir faiz et gettés XXIIII canons de cuivre, limés et aprestés yceulx touz prests de asseoir en boys, lesquies pesoient IIII° XXI livres de mitraille; à lui alouez a faire yceulx, pour chascune livre XII deniers..... pour ce XXI livres XII deniers.

» 2° A Guillaume de la Vastine, pour XII pièces de chesne de lui achatées *pour emmancher* les diz canons de cuivre, pour ce L sous.

» 3° A maistre Jehan Vendoise, l'un des maistres des diz canons, pour XXXI livres de poudres de canons, de lui achatées pour charger tous lez diz canons, c'est assavoir III granz canons getans pierres, XXIIII de cuivre *getans plommées* et V de fer semblablement getans plommées, lesquies furent touz prests de geter, pour chascune livre X sous..... pour ce XV francs et demi.

» 4° A Jehan le Hericié pour II grosses pièces d'ourme de lui achatées pour *encasser* et garnir les grans canons pour mettre iceulx quant ils getteraient. »

De ces comptes très complets d'Yvon Huart, il résulte clairement qu'au siège de Saint-Sauveur, Jean de Vienne se servit de deux espèces de canons : les uns, qui pesaient jusqu'à deux mille livres, comme on le voit par le détail des matériaux qui y furent employés, qui *s'enclâssaient* (n° 4) dans le bois, jetaient des projectiles de cent livres pesant, et constituaient l'artillerie de siège. Les autres, du poids de dix-huit livres environ (n° 1) sans la monture, *s'emmanchaient* (n° 2) dans le bois et jetaient des *plommées* (n° 3) ou *pelotes de plom*, comme on le voit par un autre article du compte. Il est difficile de ne pas reconnaître dans ces derniers engins ces petits canons de l'Ecluse, qu'on appela *portatifs* parce qu'ils pouvaient être transportés à bras par un ou deux hommes. Jusqu'à présent le siège de Saint-Sauveur est le premier où l'on trouve signalé l'usage de ces petits canons relativement légers, et Jean de Vienne, qui les fit fabriquer sous ses yeux, peut, jusqu'à plus ample informé, passer pour en avoir été le véritable inventeur.

Toutefois, faut-il voir dans ces petits canons de Jean de Vienne, et même dans ceux dont Juvénal des Ursins fait mention à la date de 1411, la forme primitive de l'arquebuse et, par conséquent, du fusil moderne? J'abandonne à de plus compétents la solution de cette question. Ce n'est guère que cent ans après cette dernière époque, au commencement du

xvi<sup>e</sup> siècle, qu'on voit paraître l'arquebuse dans les armées, comme une invention nouvelle. C'est ainsi qu'en parle Fabrice Colonna, dans les dialogues de Machiavel sur l'art de la guerre. « L'arquebuse, dit-il, qui est un bâton *inventé de nouveau*, comme vous savez, est bien nécessaire par le temps qui court. » Combien cette nécessité des engins destructeurs est devenue plus sensible aujourd'hui ! L'auteur de la *Discipline militaire*, qui écrivait sous François I<sup>er</sup>, en parle de même : « La harquebuse, dit-il, trouvée de peu d'ans en ça, est très bonne. » Elle est mentionnée pour la première fois à la bataille de Fornoue, par Ph. de Commines, et on les transportait alors à dos de cheval. De plus, l'arquebuse, qui semble avoir été une sorte de réduction de la couleuvrine, n'était pas d'invention française. Brantôme, dans le livre des *Rodomontades*, en fait honneur aux Espagnols, et l'étymologie du mot est italienne. Je ne crois pas qu'on rencontre dans nos musées des armes de ce genre qu'on puisse faire remonter plus haut que les dernières années du xv<sup>e</sup> siècle ; mais on y trouve de petits canons courts, à calibre assez fort, et qui sont susceptibles d'être facilement transportés à bras. Ce sont là, croyons-nous, les canons portatifs de Jean de Vienne. Leur forme n'a rien de commun avec celle de l'arquebuse, et ils n'étaient point faits, comme celle-ci, pour être épaulés et appuyés sur des murs ou sur des fourchettes ; mais, selon l'expression de Froissart, ils étaient *assis* sur le sol. Tels qu'ils étaient, ils durent, par leur mobilité, rendre de grands services dans nos guerres contre les Anglais. Si on pouvait les comparer à quelques-unes de nos armes modernes, il faudrait très probablement les rapprocher de ces petites pièces légères, *en cuivre* également, dont un auguste inventeur arme aujourd'hui notre infanterie, et dont l'emploi et les effets ne peuvent encore être bien appréciés. Ainsi, notre illustre Jean de Vienne, s'il reparaisait au milieu de nous, verrait, après un long abandon, ses *petits canons jetant plombées* remis en usage et en honneur dans cette armée française dont la gloire lui était si chère, et il pourrait s'étonner à bon droit du peu de place qui est laissée, dans nos histoires soi-disant nationales, au nom de celui qui le premier les employa contre les ennemis de la France, qui consacra quarante ans de sa vie à combattre et à vaincre les étrangers, et qui mourut comme savaient mourir les héros de ce temps-là, enveloppé dans son drapeau et sans vouloir survivre à la défaite des siens.

Veillez agréer, etc.

M<sup>le</sup> TERRIER-DE LORAY.





## LES INSTRUCTIONS DE L'ASSEMBLÉE ÉLECTORALE DE VESOUL

EN 1789.

---

On l'a dit bien des fois et avec beaucoup de raison, les instructions remises par la nation française en 1789 à ses députés aux états généraux contenaient tous les principes de liberté, d'égalité, de démocratie et de progrès qui forment les bases indestructibles de notre société moderne ; et si le vœu des électeurs avait alors été respecté, si l'Assemblée constituante ne s'était pas laissé dominer, soit par la passion anti-religieuse des beaux esprits voltairiens, soit par les menaces de la population parisienne aux gages du duc d'Orléans, soit par cette petite, mais redoutable phalange d'esprits et de cœurs malades de la rage de tout détruire, qu'on retrouve à peu près partout et qui font le malheur des républiques encore plus que des monarchies, la France aurait possédé paisiblement et sans intermittence, depuis soixante-dix-huit ans au moins, toute la somme de liberté que lui ont laissée les divers soubresauts politiques qu'elle a eus à subir dans cette période si agitée.

En disant récemment ailleurs que les classes les plus froissées par la Révolution ne s'étaient pas montrées les moins disposées à faire les sacrifices réclamés par la justice ou imposés par les circonstances, je ne m'attendais guère à voir un de nos compatriotes les plus considérés et les plus considérables en fournir bientôt une preuve aussi éclatante que glorieuse pour notre province. Nul n'avait plus que M. le marquis d'Andelarre le droit de nous rappeler ou plutôt de nous apprendre (car ces faits d'hier nous sont presque aussi inconnus que ceux de l'époque mérovingienne), l'union vraiment admirable qui régna, en ce solennel moment de 1789, entre le clergé, la noblesse et le peuple, dans cette partie de la Franche-Comté qui forme aujourd'hui le département de la Haute-Saône.

Descendant lui-même d'un des nobles rédacteurs des cahiers du bailliage d'Amont, il peut, à bon droit, revendiquer comme un de ses titres de noblesse les plus flatteurs, l'intelligence élevée et l'équité généreuse que déploya à cette époque l'homme éminemment bon dont il continue toutes les traditions au milieu de nous.

Activement mêlé aux affaires publiques par son mandat de député au Corps législatif, et jaloux de prouver que la politique qu'il a embrassée comme la plus sage et la plus propre à assurer le bonheur de la France, n'est ni une nouveauté sans racines dans notre pays, ni un objet de contrebande révolutionnaire, M. d'Andelarre a été amené à en montrer la source au cœur même de notre histoire; et cette bonne pensée nous a valu l'écrit intéressant qu'il vient de publier sous ce titre : *De la Démocratie en Franche-Comté*. Dans ce livre, il y a deux parts bien distinctes, l'une consacrée à la politique actuelle, et qui naturellement n'est pas la moins piquante, mais qu'il nous est absolument interdit d'aborder, et l'autre, purement historique, où nous pouvons le suivre avec autant d'agrément que de profit.

Le bailliage d'Amont, dont le siège principal était à Vesoul, était l'une des quatre circonscriptions bailliagères qui se partageaient la Franche-Comté, et la plus considérable de toutes. Il comprenait le département de la Haute-Saône, avec une très grande partie des arrondissements de Baume et de Montbéliard. Il envoya douze représentants à l'Assemblée constituante, tandis que le bailliage d'Aval n'en envoya que huit, et ceux de Besançon et de Dole, chacun quatre.

L'assemblée électorale du clergé s'y trouva composée d'à peu près deux cents membres, appartenant presque tous à ce clergé paroissial si vertueux, si patriote, si libéral, dont l'immense majorité allait se montrer si ferme dans les épreuves de la persécution, et on compte dans son sein deux martyrs. Cette réunion ecclésiastique débuta, il faut l'avouer, par un petit orage qui entraîna le départ de M. de Clermont-Tonnerre, abbé commendataire de Luxeuil, et de quelques autres membres trop attachés, comme lui, à l'ancien régime et à ses abus. En dépit de leurs protestations, l'assemblée se constitua sous la présidence du vénérable M. Pavoy, curé de Pusey, doyen de Luxeuil et docteur en théologie. Elle élut pour ses commissaires, chargés de la rédaction de ses vœux et doléances, MM. Faivre, curé de Gy et prieur de Robles, Mouton, curé de Saint-Sauveur, Lompré, chanoine de Champlitte, Clerget, curé d'Onans, Chopard, curé de Mancenans, Seguin, bénédictin, prieur de Bithaine, Flavigny, chanoine, curé de Vesoul, et Pilon, curé de Tavel.

La noblesse, peu nombreuse dans cette contrée, ne réunit guère qu'une cinquantaine de représentants ; encore l'illustration de la plupart d'entre eux n'était ni bien vieille ni bien éclatante. Les plus titrés étaient le prince de Bauffremont, les marquis de Moustier, de Tonnerre, de Toulangeon, de Sorans, d'Andelarre et de Terrier-Santans, les comtes de Roussillon, de Raincourt, de Vezet, d'Hennezel, les barons de Lanans, de Montjustin, de Mercey, etc. On remarquait encore parmi eux MM. Tinsseau, Tricornot du Tremblay, d'Esclans, Bureau de Pusy, de Malseigne et de Tréwillers, qui allaient figurer dans des rôles fort divers sur le théâtre de la Révolution.

La noblesse, après avoir élu pour président le marquis de Toulangeon, confia la rédaction de son cahier à MM. de Terrier-Santans, de Lanans, de Vezet, de Bouligney, de Ranzeville, de Chaffoy, de Nancray, d'Ambly, de Tonnerre, de Granvelle et de la Terrade.

Le bailliage d'Amont ne comptant dans son sein aucune de ces grandes cités où fermentent et se développe plus aisément le levain révolutionnaire, les élections n'avaient généralement amené à Vesoul, parmi les trois cents électeurs du tiers état, que des bourgeois paisibles, très justement attachés à leurs droits, mais sans intention subversive ou hostile aux autres ordres. Tel était même l'esprit de paix et de concorde qui régna entre le clergé, la noblesse et la bourgeoisie ainsi réunis en présence, qu'au lieu de s'isoler pour dicter à leurs mandataires des instructions contradictoires, ils conçurent la généreuse pensée de se réunir tous pour rédiger ensemble un cahier qui résumerait les vœux communs des uns et des autres pour la prospérité de la France et le progrès de ses institutions.

La noblesse, en acceptant cette réunion avec un clergé où l'élément aristocratique venait de rencontrer assez peu d'égards, et avec une bourgeoisie que la nature même ne pouvait laisser entièrement étrangère à quelque sentiment d'envie, montra autant de sagesse politique que d'esprit de conciliation. Les commissaires des trois ordres firent voir, à leur tour, dans leur œuvre commune, tout ce que la patrie pouvait attendre de tant de lumières et de bonnes volontés réunies. C'est avec un véritable plaisir que nous reproduisons ici, d'après le livre de M. d'Andelarre, la partie de ce précieux et touchant monument historique qui consacre les grands principes libéraux et constitutionnels généralement reconnus à cette époque et trop souvent contestés depuis.

*« Cahier général des trois ordres convoqués à Vesoul. Extrait des minutes du greffe du bailliage de Vesoul, siège principal d'Amont.*

» Conformément aux lettres de convocation qui ordonnent aux trois

ordres du bailliage d'Amont d'élire leurs représentants aux états libres et généraux du royaume et de leur confier tous les pouvoirs et instructions propres à assurer le succès des volontés bienfaisantes du roi, la restauration des affaires publiques et le bonheur particulier de la province de Franche-Comté, nous, membres composant les trois ordres du bailliage d'Amont, pénétrés d'une vive reconnaissance pour la bonté de notre monarque, animés d'un égal patriotisme et particulièrement réunis par l'identité d'intérêt qu'a établie dans les trois ordres l'abandon total et authentique que le clergé et la noblesse ont fait de toutes exemptions pécuniaires en fait d'impositions ou charges publiques présentes et futures, nous avons résolu de rédiger en commun le cahier de nos doléances, plaintes et remontrances, et d'insérer seulement dans un cahier particulier à chaque ordre, les articles qui, n'intéressant pas également les deux autres, ont paru devoir être réservés au travail particulier de chacun d'eux, afin de n'altérer en rien la confiance patriotique dont ils se sont réciproquement donné le sincère témoignage.

» Nous donnons en conséquence, par ces présentes, à nos députés auxdits états généraux du royaume qui doivent se réunir à Versailles le 27 avril 1789, les instructions et pouvoirs tels qu'ils suivent, entendant néanmoins que les cahiers particuliers à chaque ordre aient la même autorité respectivement à chacun que celle que le présent cahier commun doit avoir pour tous en général.

» 1. — Le roi sera très humblement supplié de maintenir dans le royaume la religion catholique, apostolique et romaine, dans toute sa pureté et son culte, tant dans sa morale que dans ses dogmes, comme étant la base la plus propre à affermir la saine politique.

» 2. — La base des résolutions des états généraux devant poser essentiellement sur la justice, les députés demanderont le maintien de tous les droits de la couronne, le respect absolu de toutes les propriétés, depuis le trône jusqu'à la plus chétive cabane.

» 3. — Pour conserver à tous les citoyens la sûreté et la liberté individuelle, les députés demanderont qu'il soit arrêté par les états généraux une loi perpétuelle et irrévocable qui défende pour l'avenir l'usage des lettres closes, et à toute personne revêtue de l'autorité publique de faire arrêter un citoyen domicilié sans le rendre à son juge naturel dans les vingt-quatre heures.

» 4. — Que les ministres ne puissent, sous aucun prétexte, empêcher l'exercice du pouvoir législatif; qu'ils ne puissent attenter à la liberté ou à la propriété de personne par aucun ordre arbitraire, même signé du roi.

» 5. — Toute loi générale en France ne pourra être réputée telle qu'elle n'ait été proposée par le roi et consentie par les états généraux, ou faite par les états généraux et consentie par le roi.

» 6. — Le pouvoir législatif devant avoir une action indépendante, libre et non continuelle, il appartient aux états généraux de fixer eux-mêmes le moment de leur dissolution et l'époque de leur réunion à l'avenir.

» 7. — Sera suppliée Sa Majesté de faire changer le cérémonial du serment que prononcent nos rois à leur sacre, et pour rendre vraiment nationale cette cérémonie auguste, de faire une loi, de concert avec les états généraux, pour que le serment adopté soit, dans la suite, au sacre de nos rois, prononcé par eux en présence des députés de la nation légalement convoqués.

» 8. — En cas de minorité ou autre cas semblable, il appartiendra aux états généraux seuls de disposer de la régence du royaume, et à cet effet le premier prince du sang sera tenu de convoquer sans délai lesdits états.

» 9. — Il ne sera jamais établi de cour, sous quelque dénomination que ce soit, pas même sous celle de commission intermédiaire des états généraux, laquelle puisse prétendre représenter la nation assemblée, ni suppléer les états.

» 10. — Les députés demanderont la reconnaissance du droit qui appartient à la nation de consentir les subsides, d'en régler l'emploi à faire et de vérifier l'emploi qui en aura été fait, d'après les comptes rendus publiés chaque année.

» 11. — D'après le résultat des délibérations prises par les états généraux sur tous les grands objets de la constitution compris dans lesdits articles ci-dessus, il sera fait une charte signée du roi et revêtue du sceau royal, laquelle formera le code de la constitution française; il sera fait autant de minutes de cette charte qu'il y aura d'états provinciaux; chacun des états en gardera une dans ses archives, et copies collationnées en seront publiées et enregistrées dans toutes les cours et sièges inférieurs, et envoyées dans les dépôts de chaque ville, bourg et communauté du royaume.

» 12. — Les états généraux régleront la forme de convocation des assemblées nationales à venir, leur composition, organisation et compétence, de telle sorte néanmoins que dans la composition numérique le tiers état ait l'égalité des autres citoyens, et que, soit dans la composition, soit dans la compétence, le tiers état ne puisse avoir moins d'influence que le surplus des citoyens.

» 13. — La délibération par tête sera demandée pour statuer sur l'article précédent.

» 14. — Les ministres ne pourront arrêter le cours de la justice, si ce n'est dans le cas où le roi jugerait à propos de faire grâce aux accusés, conformément aux lois du royaume.

» 15. — Dans le cas où les ministres se seront rendus coupables dans leur administration, lesdits ministres seront responsables de leur conduite à la nation.

» 16. — Les ministres de chaque département seront tenus de rendre un compte exact aux états généraux de l'emploi des fonds dont ils auront la disposition, et ils en seront personnellement responsables.

» 17. — Le pouvoir judiciaire sera exercé par les tribunaux formés et établis par la loi, tant pour la première instance que pour l'appel, et tant au criminel qu'au civil. Ces tribunaux seront distribués dans les différentes parties du royaume, de manière que tous les citoyens trouvent à peu près les mêmes facilités d'obtenir la justice, et la compétence des tribunaux sera déterminée le plus précisément qu'il sera possible.

» 18. — Tous officiers de judicature, tant de cours supérieures que de tribunaux inférieurs ordinaires, seront remboursés; à cet effet, il sera procédé à la liquidation des finances desdits officiers, dont la masse sera réunie à la dette de l'Etat et consolidée avec elle.....

» 23. — Les députés demanderont l'établissement d'états provinciaux dans toute l'étendue du royaume, sous la forme et organisation que les états généraux prescriront, et telle que tous les membres soient élus librement, sans que personne puisse prétendre de droits, d'honneurs et de privilèges.

» 24. — Les états provinciaux devront être revêtus de tous droits de répartition et de perception de subsides que les états généraux peuvent seuls accorder, de l'administration des ponts et chaussées, des bâtiments publics, des hôpitaux, réparations d'églises, presbytères et municipalités des villes, bourgs et communautés, de leurs revenus, de la vérification de leurs comptes, des troupes provinciales et de leur entretien, de la police et conservation des forêts des communes, de l'irrigation des prairies, du commerce des grains et généralement de tous objets faisant partie de l'administration de la province.

» 25. — Les députés demanderont pour les états provinciaux la liberté de rembourser les charges de finances de la province, en sorte que les subsides répartis et perçus par les états soient directement versés dans leur caisse, pour être ensuite employés au paiement des troupes qui y

résident, à l'acquittement des états du roi, et le surplus versé au trésor national....

» 27. — Comme tous les impôts mis sur la province depuis l'extinction des états n'ont pu recevoir d'eux la sanction légitime et nécessaire, les députés protesteront contre l'illégalité de l'établissement desdits impôts, sans néanmoins se mettre en refus de les payer, cette protestation ne devant être que conservatoire des droits des états.

» 28. — Les états généraux, de concert avec le roi, statueront sur la liberté de la presse et sur les moyens de connaître, juger et punir ceux qui en abuseraient, ainsi que sur la sûreté inviolable des lettres missives et des relations de confiance.

» 29. — Le code civil sera réformé.

» 30. — Le code criminel le sera également, tant en ce qui concerne l'instruction de la procédure qu'en ce qui regarde les lois pénales.

» 31. — Tout impôt sera fixé pour la durée à six mois seulement au delà du jour déterminé pour la convocation des états généraux les plus prochains; aucun nouvel impôt ne pourra être perçu dans l'intervalle des états généraux et sans leur consentement; à l'égard des impositions locales, les états provinciaux auront droit d'en décider provisoirement dans l'intervalle des deux tenues des états généraux, lesquels seront invités d'examiner par quels moyens il conviendra de fournir aux dépenses d'une guerre imprévue.

» 32. — Les députés ne prendront part aux délibérations concernant la situation actuelle des finances de l'Etat, qu'après que les droits de tout Français auront été reconnus par la charte nationale, et avant d'accorder aucun nouveau subside, ou la prolongation des anciens, ou leur conversion en d'autres, ils obtiendront :

» 33. — Une connaissance parfaite du déficit annoncé et de la situation des finances de l'Etat.

» 34. — La réduction des dettes usuraires qu'on a fait contracter à l'Etat tant envers les nationaux qu'envers les étrangers.

» 35. — La réduction des gratifications, dons et pensions exagérés, et la réforme de toutes dépenses superflues ou abusives dans les différentes parties de l'administration.

» 36. — Pour mettre les états généraux à même de calculer avec toute l'exactitude désirable les subsides à imposer à la nation, Sa Majesté sera suppliée d'arrêter avec les états généraux les dépenses convenables de la reine, et pour l'augmentation des apanages des princes, si le produit desdits apanages n'était pas jugé suffisant au maintien de leur

dignité. De tous ces objets il sera dressé un état qui servira de base aux états généraux pour assigner les fonds à ce nécessaires.

» 37. — Ils demanderont la révision de la loi qui fixe l'aliénabilité des domaines et l'examen des échanges ; ils proposeront aux états généraux d'examiner s'il ne serait pas plus utile de les aliéner, soit pour toujours, soit à terme, en appliquant leur produit à l'extinction d'une partie de la dette nationale, que de les laisser en proie à une administration onéreuse au roi.

» 38. — En exécution de l'article contenant les réformes à exiger dans les dépenses du département de la guerre, les députés obtiendront celle de la multiplicité inutile des gouverneurs et commandants des provinces, en sorte que, dans chacune, il ne soit plus établi à l'avenir qu'un seul officier pour commander, sous le titre de gouverneur ou commandant, lequel devra toujours résider et ne pourra s'absenter que sur des congés du roi.

» 39. — La réforme de tous les gouvernements particuliers des places, villes, forts, châteaux et citadelles ; ces emplois, n'exigeant aucune résidence, sont de la plus parfaite inutilité. Cette suppression fera rentrer des sommes considérables au profit du trésor national ; s'ils servent de récompense à des officiers généraux ou autres, une pension proportionnée à leurs besoins réels et à leurs services sera moins onéreuse au trésor de l'Etat.....

» 42. — Il sera fait une loi pour obliger d'opter entre les emplois de la cour, du militaire, du civil ou de la diplomatie, l'une de ces carrières ne pouvant être suivie en même temps qu'une autre par la même personne.

» 43. — Dans le militaire même, on ne pourra être pourvu de deux emplois à la fois, l'un nuisant toujours aux fonctions de l'autre.

» 44. — Comme un des principaux devoirs de la nation assemblée doit être d'établir l'armée sur un pied respectable, un des moyens les plus certains d'y parvenir est de donner aux lois qui la régissent une stabilité dont elles manquent depuis longtemps. Les états généraux doivent donc ordonner une prompte confection du code militaire dont s'occupe le conseil de guerre, ensuite le sanctionner, pour le préserver à l'avenir des changements continuels et funestes que produit l'instabilité des ministres.

» 45. — Les députés demanderont qu'il ne soit pas permis qu'à l'avenir aucun officier puisse être cassé arbitrairement, ou perdre son emploi d'une manière qui intéresse son honneur, sans avoir été jugé dans un conseil de guerre.



» 46. — Que le tiers état soit déclaré admissible aux emplois militaires.

» 47. — Que les commandants, gouverneurs, intendants, premiers présidents, évêques, enfin toutes personnes chargées d'administration temporelle ou spirituelle, soient obligés de résider en leurs provinces.

» 48. — Qu'il soit pris des mesures efficaces et en même temps compatibles avec l'humanité pour détruire la mendicité.....

» 51. — Comme les bénéfices doivent être la récompense de ceux qui se dévouent au saint ministère, Sa Majesté est suppliée de vouloir bien distribuer les bénéfices consistoriaux de manière que le quart des prieurés, abbayes et évêchés, soit affecté aux membres du clergé de la seconde classe qui, par leurs talents et leurs travaux apostoliques, se seront rendus dignes de cette faveur et dont les services auront été dûment attestés par les états des provinces.

» 52. — Les états généraux seront invités de pourvoir à une mesure pour la levée des milices, moins onéreuse aux communes, et qui, cependant, conserve ce corps précieux et vraiment national dans toute son énergie, les trois ordres consentant à supporter, en proportion des autres subsides, les frais qu'occasionne ce nouvel établissement.

» 53. — La noblesse ne pouvant et ne devant être que la récompense du mérite, du courage, du patriotisme, et jamais le prix de l'argent, les états généraux seront invités de prendre en considération le trop grand nombre de charges qui donnent la noblesse transmissible.

» 54. — Si les aides et gabelles ne sont pas abolies dans tout le royaume, les députés ne consentiront jamais à ce que ce fléau soit introduit en Franche-Comté; s'il est proposé à cet égard des arrangements en faveur des pays qui y sont soumis, les députés pourvoiront à ce qu'il n'en résulte pas une augmentation de subsides pour la province.

» 57. — Les députés proposeront aux états généraux s'il ne serait pas utile de convertir tous les impôts territoriaux en un impôt unique.....

» 59. — Qu'il soit établi dans toutes les villes, bourgs et villages du royaume, des municipalités électives proportionnées à la population.

» 60. — Les députés demanderont qu'il soit fait un tarif uniforme et proportionnel pour le contrôle de tous les actes, quels qu'en soient la nature et l'objet.

» 61. — Que les peines soient déterminées dans tous les cas, et que le même délit soit puni des mêmes peines, sans distinction des personnes.

» 62. — Que les parents de ceux qui auront subi la peine prononcée par la loi puissent être admis à tous emplois civils et militaires, aux béné-

fices ecclésiastiques, sans que l'infamie du criminel puisse être un motif d'exclusion pour aucun citoyen personnellement irréprochable.

» 63. — L'abolition de la peine du bannissement et sa conversion en une autre peine.

» 64. — Les députés demanderont que le sort des ordres religieux à conserver ou à réformer soit définitivement fixé par les états généraux, vu que leur état d'instabilité, auquel des projets de réforme annoncés depuis plusieurs années ont donné lieu, produit dans plusieurs de ces ordres l'incertitude pour leur état, et que de celle-ci peut naître un relâchement funeste dans l'observance de leur règle.

» 65. — D'aviser aux moyens de faire participer à l'impôt et aux charges publiques les rentiers capitalistes.

» Tel est le vœu commun national des trois états du bailliage d'Amont, vœu que les députés du bailliage sont chargés d'appuyer de tout leur pouvoir aux états généraux, les trois ordres entendant qu'en tout ce qui concerne le cahier de remontrances et pétitions communes, chacun des députés soit regardé comme représentant agréé de la nation, sans avoir égard à l'ordre dont il aura reçu le mandat, et dans le cas où les députés des trois ordres éprouveraient des obstacles à l'obtention des demandes et pétitions dont ils seront chargés, ils persisteront dans ces demandes avec la fermeté et la fidélité que leurs commettants ont droit d'obtenir d'eux ; mais en même temps, pénétrés du respect dû à l'Assemblée nationale, ils se soumettront à la décision de la pluralité et continueront d'assister à toutes les séances et délibérations des états généraux, jusqu'à leur clôture, sans que, dans aucun cas, ils puissent se retirer desdits états ; seulement ils demanderont acte de leur résistance et justifieront ainsi leur ponctualité et l'intégrité de leur conduite dans l'exercice des fonctions importantes qui leur auront été commises ; et pour témoignage de la confiance mutuelle des trois états du bailliage d'Amont et de leur expresse volonté, le présent cahier sera signé par les présidents et les membres des trois ordres. »

Assurément c'était là un beau et noble programme, et, après l'expérience que nous ont donnée près de quatre-vingts ans de révolutions et d'essais, il peut paraître encore ne manquer ni de force, ni d'élévation, ni d'ampleur. M. d'Andelarre a donc eu parfaitement raison de le dire : « En lisant avec un frisson de respect les instructions données par nos pères à la société qui allait prendre leur place et qu'ils ne devaient pas voir, on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, du sentiment de justice qui les animait, du respect avec lequel ils abordaient les questions si agitées

alors, ou la sûreté de jugement avec laquelle ils posaient les conditions de l'avenir, qui se sont toutes réalisées sans en excepter une seule, dans un ordre de société qui se reliait à la société expirante par la chaîne des temps, mais qui n'avait aucune analogie avec celle à laquelle ils appartenaient. »

Après avoir ainsi tracé leurs vœux et leurs principes politiques, les cinq ou six cents électeurs réunis à Vesoul élurent les députés chargés d'en être les gardiens et les interprètes au sein des états généraux. Le clergé choisit MM. Lompré, chanoine de Champlitte, Clerget, curé d'Onans, et Rousselot, curé de Thiénans, qui malheureusement n'allaient ni l'un ni l'autre se trouver au niveau des circonstances. La noblesse choisit le marquis de Toulangeon, remplacé plus tard par le baron de Mercey, et deux autres démissionnaires suppléés par le chevalier d'Esclans et par M. Bureau de Pusy, officier du génie, dont le nom est resté attaché au travail de la division de la France en départements. Le tiers-état choisit MM. de Raze, lieutenant général au présidial de Vesoul, Gourdan, lieutenant assesseur criminel au présidial de Gray, Muguet de Nanthou, écuyer, lieutenant général au même présidial, Pernel, notaire à Lure, Cochard et Durget, avocats à Vesoul. Au nombre des suppléants, on remarque M. Perreciot, de Baume.

M. d'Andelarre a eu l'excellente idée de couronner son travail sur l'œuvre de l'assemblée électorale du bailliage d'Amont par la liste des membres des trois ordres qui figurèrent dans cette assemblée. Malheureusement, les aides auxquels il a été obligé de recourir, peu familiarisés avec les noms de notre province, les ont martyrisés au point d'en rendre un très grand nombre méconnaissables. Ainsi le député Clerget, curé d'Onans, devient M. *Clerque*; M. Chopard, curé de Mancenans, devient M. *Chopeau*, curé de *Maneneau*; M. Seguin devient M. *Seguit*, etc., etc. Parmi la noblesse, M. de Vezet se transforme en M. de *Vuce*, M. d'Iselin de Lanans en M. *Boselin de Tanans*, M. de Chaffoy en M. de *Chaffire*, M. Talbert de Nancray en M. *Galbin de Namray*, M. Tinseau en M. *Tuisseau*. On se croirait retransporté au milieu du monde fantastique de *Besançon dans soixante-dix ans*, dont les énigmes anagrammatiques ont tant diverti une partie des lecteurs de cette revue l'hiver dernier. Quant aux noms des membres du tiers-état, le chaos est encore plus complet. Par un travail prodigieux de transformation, le secrétaire de l'assemblée, M. Bailly (je crois), avocat et greffier au présidial, est devenu M. *Beunp*, et les membres les plus connus du même ordre restent absolument introuvables sous le déguisement qui leur a été in-

fligé. Il est à regretter que M. d'Andelarre, qui n'a rien épargné pour donner à son livre toute la distinction typographique possible, ait été si mal servi par ses auxiliaires ; mais nous espérons que dans une édition prochaine, ces listes précieuses et si défigurées reprendront leur vraie physionomie, ce qui permettra aux enfants d'y retrouver leurs pères, aux amis de notre pays d'y reconnaître les défenseurs de ses droits et les interprètes de ses plus nobles aspirations.

Avant de fermer cette première page de la révolution dans le département de la Haute-Saône et de remercier M. d'Andelarre du beau fleuron qu'il vient d'ajouter à la couronne historique de la contrée qu'il représente, j'aime à me rappeler combien la révolution a été douce et modérée dans ce département, même au milieu des plus mauvais jours, en comparaison des rigueurs qu'elle a déployées dans le Doubs ; quelle bonne fortune c'était pour les habitants de ce dernier département d'être renvoyés par-devant les tribunaux de Vesoul, et quels cris de bêtes sauvages éclataient à Besançon chaque fois que ces tribunaux renvoyaient acquittés les prétendus criminels qu'on leur expédiait pour le supplice. J'aime à me rappeler que Robespierre le jeune, envoyé en qualité de proconsul, s'y humanisa lui-même au contact des habitants ; qu'une seule fois le sol de la Haute-Saône fut rougi du sang d'un prêtre fidèle ; que rien ne fut épargné par ses juges eux-mêmes pour le sauver, et qu'on peut dire qu'il dut sa mort à un scrupule mal fondé sur la légitimité du serment de *liberté et d'égalité*, au moins autant qu'à sa fidélité à la religion.

Les commentaires dont M. d'Andelarre a enrichi le cahier des électeurs de Vesoul, sont d'un homme rompu à la préparation aussi bien qu'à l'application des lois ; c'est dire qu'ils ont un caractère tout à la fois élevé et pratique. Ils sont très clairs, très concis et, sous ce rapport, parfaitement appropriés au goût d'un public qui aime à en finir vite avec les livres, quels qu'ils soient. Mais dans leur brièveté, ces explications font parfaitement comprendre, apprécier et aimer ce testament de nos pères que M. d'Andelarre a eu l'heureuse inspiration de mettre en lumière « pour la plus grande gloire de nos ancêtres, comme il le dit très bien, et pour l'enseignement de nos enfants. »

Jules SAUZAY.



## ROME ET LES FRANC-COMTOIS.

---

Il est une ville unique au monde par l'attention qu'elle excite, les tributs qu'elle reçoit, et les sympathies ou les haines qu'elle inspire : c'est la ville éternelle, c'est Rome. Là est le pape que la foi révère, mais que l'impiété déteste; là vivent, sous la garde du pape, les reliques sacrées de la religion et des arts. Rome et le pape sont inséparables. Il y a eu de nos jours je ne sais quelle opinion, de prétendue conciliation, qui se promettait de faire distinguer aux peuples, désormais éclairés, la ville et le souverain pontife, et de séparer à tout jamais ce que Dieu a uni. Mais ni la foi, ni l'impiété, qui confondent ces deux objets, n'ont voulu entendre ce langage. « Laissez-nous Rome et le pape, disent les catholiques, Rome est notre patrimoine et le pape notre père. » Et c'est pourquoi ils viennent de prodiguer, pour les défendre ensemble, leur or et leur sang. « Périssent Rome pour faire périr le pape, » répondent les impies quand ils sont sincères, et c'est pourquoi on vient de les voir lancer des bombes, préparer des feux souterrains, creuser des mines, pour envelopper dans la même ruine et ensevelir dans le même tombeau Rome et le pape, les basiliques et les écoles, le trône du pontife et les monuments immortels dont il est le gardien.

Le mouvement qui s'est fait de toutes parts pour prévenir ce brigandage, a quelque chose de trop unanime et de trop profond pour ne tenir qu'aux circonstances actuelles. Le monde s'est senti remué non-seulement dans ses instincts d'honnêteté et de justice, mais encore dans ses traditions religieuses et ses souvenirs d'honneur chrétien, qui forment le fonds même de notre caractère, de nos mœurs et de nos constitutions sociales. Ces souvenirs sont des lois, puisqu'on s'incline devant eux. Il est bon de les recueillir dans chaque nation, et surtout dans celles où ils ont paru le plus enracinés et le plus vivants. Je veux essayer de dire

ici pourquoi Rome est si chère à la Comté, et quelles sont les traditions que nos aumônes, nos prières et nos soldats vont soutenir à Rome.

Ce sont d'abord dix-huit siècles de traditions religieuses, marquées, dès l'origine du christianisme, par des relations intimes entre l'Eglise mère et maîtresse et l'Eglise de Besançon. Saint Lin, avant d'être le successeur de saint Pierre, fut l'apôtre de la Séquanie. Les Paulin, les Germain, les Eusèbe, sont, comme leur nom l'indique, des pontifes d'origine romaine. Nos légendes les représentent sacrés par les papes et allant rendre compte à Rome de leur administration, malgré leur vieillesse et la longueur du chemin. La fable qui fait faire ce voyage à saint Antide sur les ailes de l'ange déchu, atteste, par un récit mensonger, que nos premiers évêques mettaient le pèlerinage de Rome au rang de leurs devoirs. Les relations du pape saint Léon avec saint Célidoine, évêque de Besançon, remplissent une partie du v<sup>e</sup> siècle. Célidoine avait rapporté de Rome le chef de saint Agapit, célèbre martyr de Préneste ; l'évêque mourut dans le sac de Besançon par Attila, mais la relique fut recueillie par ses successeurs, avec toutes les traditions de la foi, et les prélats sortis de la race burgonde demeurèrent aussi attachés au saint-siège que ceux de la race gallo-romaine. Quand le pape Etienne II visita les Gaules, sous le règne de Pepin, toutes les Eglises acceptèrent de sa main la liturgie romaine, en signe de communion parfaite avec le saint-siège. Besançon suivit la loi commune, comme on le voit par notre ancien Rituel.

Plus heureuse que les contrées voisines, la Séquanie, grâce à ses monastères et à ses évêques, avait échappé jusque-là à toutes les hérésies et à tous les schismes qui séparèrent de Rome un certain nombre d'Eglises. Le pape Nicolas I<sup>er</sup>, qui occupa le saint-siège au ix<sup>e</sup> siècle avec tant de sagesse et de fermeté, adressa, en 865, à l'archevêque de Besançon, Arduic, une lettre dans laquelle il lui donne de grandes louanges sur son humilité et sa parfaite soumission aux décrets des souverains pontifes. Nicolas I<sup>er</sup> prend, dans cette lettre, le titre de primat de Besançon, preuve incontestable que ce siège dépendait immédiatement de Rome et que les papes ne reconnaissaient entre eux et nous aucun intermédiaire. Jean VIII, l'un de ses successeurs, fut en correspondance suivie avec l'archevêque Thierry ; c'est dans une de ses bulles, datée de 880, que se trouve, pour la première fois, le nom de Chrysopolis donné à la ville de Besançon.

Le x<sup>e</sup> siècle, dans lequel nos historiens comptent tant de guerres, de pestes et de famines, avait vu commencer la gloire de Baume-les-Moines, dans les gorges profondes du Jura, et Cluny, fille de Baume, fleurir au

milieu de la décadence universelle. Cluny, dont les archevêques de Besançon bénissaient l'abbé, devient tantôt le berceau, tantôt l'asile des papes, et les liens qui attachent notre métropole au saint-siège se resserrent encore davantage dans l'âge suivant. A Rome, c'est le siècle des grands papes; dans la Haute-Bourgogne, c'est celui des grands évêques et des grands comtes. Hugues I<sup>er</sup>, le plus illustre de nos prélats après ceux que la voix publique a canonisés, fut sacré par Bernon, évêque de Toul, qui devint pape sous le nom de Léon IX. Mais Bernon ne fut d'abord que l'élu de l'empereur. C'est à Besançon qu'averti par le moine Hildebrand, il quitte la thape rouge, symbole de la dignité pontificale, et reprend le bâton de pèlerin pour aller se faire reconnaître comme pape par le clergé et le peuple de Rome. La Comté, qu'il traversa plusieurs fois, garde la trace de son passage dans plusieurs églises sacrées de ses mains; on les retrouve surtout dans notre cathédrale de Saint-Etienne, à laquelle il laissa une pierre d'autel, creusée en forme de rose et couverte des caractères symboliques de la consécration. Léon IX, attaqué par les Normands, avait pour soldats des enfants de la Haute-Bourgogne, qui tombèrent à son service dans les champs de Dragonara, le 18 juin 1053. Mais déjà les défaites de Castelfidardo présageaient les revanches glorieuses de Mentana. Guillaume Tête Hardie, comte de Bourgogne, appelé au secours du pape Alexandre II, mène à Rome une nouvelle troupe, affermit par sa présence, son énergie et ses combats, le siège battu par tant d'orages, et reçoit près du tombeau de saint Pierre, des mains du souverain pontife, un glaive sur lequel il jure de vivre et de mourir au service de la papauté. Guillaume sert Grégoire VII avec autant de fidélité qu'Alexandre II, et mérite de lui donner un successeur : c'est le dernier et le plus illustre de ses fils, c'est Guy de Bourgogne dans la cathédrale de Besançon où il fut chanoine, c'est l'archevêque de Vienne dans les fastes du Dauphiné, c'est Calixte II dans les annales de l'Eglise universelle.

Un peuple qui donnait le jour à un pape devenait naturellement plus cher que jamais à la papauté. Aussi le xii<sup>e</sup> siècle fit-il voir et l'affection que les souverains pontifes avaient pour la Comté, et l'attachement inviolable avec lequel cette nation servit les pontifes. Le pape Eugène III vint consacrer, en 1149, la basilique de Saint-Jean; Alexandre III, son successeur, compta nos monastères et nos églises dans son obéissance, malgré les armées que déployait Frédéric Barberousse pour faire triompher le schisme de son anti-pape; nos abbayes nouvelles, fondées par saint Bernard, prospérèrent à la fois dans toutes nos vallées, grâce aux bienfaits des seigneurs et à la bénédiction de Rome; les écoles et les

chapitres fleurissaient sous ce lointain mais efficace patronage ; et quand les abbés de nos monastères n'avaient pas, comme saint Simon de Crépy, le temps ou la facilité d'aller à Rome pour baiser les pieds sacrés du successeur des apôtres, la parole des papes était assez obéie pour pacifier les esprits, terminer les différends, rétablir la discipline et rendre à chacun bonne et paternelle justice. Ce sont leurs bulles qui fondent les collégiales de Saint-Maimbœuf à Montbéliard (1197) et de Saint-Maurice à Salins (1198). Innocent III régnait alors avec toute l'autorité de la sainteté et du génie. Il dicta à l'archevêque de Besançon, Amédée de Tramelay, les plus sages résolutions sur les points contestés de la discipline et du droit canonique. Les prêtres, qui étaient fort nombreux dans notre diocèse, commencèrent à prendre le chemin de Rome, soit pour y achever leurs études, soit pour y solliciter des grâces. Ils n'en revenaient guère sans avoir obtenu du pape des *mandats* et des *expectatives*, par lesquels Innocent III invitait les évêques à les pourvoir d'un bénéfice. Ce pape, si propice aux petits et aux pauvres du Comté, ne le fut pas moins à l'archevêque Amédée de Tramelay. Il l'admit à se défendre devant lui sur les excès qu'on lui imputait, le réhabilita et le fit siéger à ses côtés au treizième concile œcuménique, tenu à Latran en 1215. Telle était la confiance filiale que l'on montrait alors envers le pape, qu'après la mort d'Amédée, les chapitres de Saint-Etienne et de Saint-Jean, assemblés le même jour, mais séparément, élurent à l'insu l'un de l'autre, Conrad, cardinal évêque de Porto. Le pape Honorius, qu'ils informèrent de cette élection, refusa de la ratifier, parce qu'il ne pouvait se priver de Conrad, dont il employait le zèle et les talents dans des négociations importantes.

En parcourant les annales du XIII<sup>e</sup> siècle, on voit que cette confiance ne fait qu'augmenter. Ainsi l'archevêque Algrin quitte le siège de Besançon pour devenir cardinal-évêque de Sabine et légat en Espagne (1227); l'archevêque Geoffroy part pour Rome malgré la guerre que Frédéric II avait déclarée à l'Eglise, s'embarque à Gênes pour aller soutenir de sa présence et assister de ses conseils le pape Grégoire IX, et ayant été attaqué sur mer par les vaisseaux de l'empereur, trouve la mort dans le combat avec un tombeau dans les flots (1241); l'archevêque Guillaume est institué pendant le concile de Lyon par le pape Innocent IV, et ce pape prend soin d'écrire aux barons et aux nobles, ainsi qu'au peuple de la ville et du diocèse, une lettre pour faire valoir les qualités du nouveau pasteur qu'il leur avait donné. Citons encore, pour ne point omettre les traits les plus frappants, l'union des deux chapitres de Saint-Jean et de Saint-Etienne prononcée par le cardinal de Saint-Cher, légat du saint-



siège (1254), et l'histoire de Guillaume de Saint-Amour, le plus illustre écrivain de la Comté au XIII<sup>e</sup> siècle, qui, après avoir été condamné par le pape Alexandre IV pour ses erreurs, fut loué pour sa soumission et son zèle par le pape Clément IV et mourut réconcilié avec l'Eglise.

L'exil des papes à Avignon, et le grand schisme d'Occident qui en fut la suite, mirent quelque temps une barrière entre Rome et la Comté. Il s'éleva aussi entre le chapitre métropolitain et la cour pontificale des difficultés sur le droit de nomination à l'archevêché, comme il s'en élevait entre le prélat et la cité sur l'usage des régales dont le prélat était investi. Les Comtois ont l'humeur batailleuse, et ils ne savent guère reculer, mais leur grand sens et leur esprit de foi les ont constamment empêchés de pousser leurs prétentions jusqu'à la révolte et de donner le moindre gage aux erreurs doctrinales. Les laïques les plus rebelles à l'autorité de l'archevêque et les chanoines les plus indociles aux volontés de Rome, se laissaient toucher par les vertus de sainte Colette et par les prédications de saint Vincent-Ferrier, ces deux anges de paix et de pénitence envoyés, dans le commencement du XV<sup>e</sup> siècle, pour le salut de la chrétienté, et accueillis à Besançon avec toute la vénération due à leurs vertus et à leurs miracles. Après le concile de Constance, qui rendit la paix à l'Eglise et dans lequel figura notre archevêque Thiébaud de Rougemont, Jean de Rochetaillée, cardinal du titre de Saint-Laurent, fut appelé au siège de Besançon avec l'assentiment unanime du clergé, qui tenait à élire un sujet agréable au pape. La pourpre romaine continua à revêtir ce siège antique pendant l'épiscopat de François de Condelmire. Elle fut portée avec plus d'éclat encore par le cardinal Jouffroy, évêque d'Arras, si célèbre par ses talents diplomatiques. Jouffroy révéla un des premiers les rares aptitudes que les Comtois montrèrent plus tard pour les délicates fonctions d'ambassadeur. Mais s'ils ne brillaient pas encore dans les cours, ils continuaient à se distinguer dans les écoles, aussi bien en Italie qu'en Bourgogne. L'université de Dole, qui venait d'être fondée avec les privilèges que les souverains pontifes avaient coutume d'attacher aux grandes institutions, n'était qu'à ses débuts, lorsqu'un jeune clerc de Besançon, Hugolin Folain, sortit de la maîtrise de Saint-Etienne et alla s'asseoir sur les bancs de l'université de Pavie. Là il connut Louis Scarampi, qui l'entraîna à Rome et qui, après y avoir obtenu pour lui-même le patriarcat d'Aquilée et le titre de cardinal, fit pourvoir son condisciple et son ami du titre de grand archidiacre de Besançon, puis de celui de doyen. Il mourut à Rome en 1470, instituant le chapitre métropolitain pour son héritier, et distribuant en aumônes et en fondations pieuses presque toute sa fortune. Son

épitaphe, retrouvée et expliquée par M. Castan, lui donne le titre de protonotaire du saint-siège, écrivain et abrégiateur des lettres apostoliques, docteur en l'un et l'autre droit, et comte palatin (1). Hugolin Folain avait uni le génie militaire au génie des lettres. Pendant trois ans, il avait commandé en qualité de vice-amiral les galères armées par le pape Calixte III contre les Turcs, parcourant l'archipel, ravitaillant les îles de Rhodes, de Chio et de Lesbos, menaçant les côtes de l'Égypte, de la Syrie et de la Cilicie, payant partout soit de sa bourse, soit de sa personne. Ainsi l'esprit qui animait les croisades du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, régnait encore au <sup>xv</sup><sup>e</sup> dans le clergé comtois ; ainsi la fidélité que notre province témoigne au pape et l'assistance qu'elle lui donne sont des vertus traditionnelles qui se réveillent et se développent dans notre race, à l'appel des pontifes.

Mais Rome dépose volontiers les armes pour ne s'occuper que de la religion et des lettres. On le vit au zèle qu'elle mit pendant tout le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle pour hâter les progrès de la renaissance artistique et littéraire. La renaissance, œuvre des papes, trouva peu de provinces aussi disposées à l'accueillir que la Franche-Comté. Elle y entra avec ses magnifiques ouvrages, son goût exquis et son amour de la règle et du beau, sous la conduite, d'abord des Carondelet, puis des Granvelle. Avec de tels patrons, les esprits d'élite concurent facilement, même sous un pâle soleil et un climat brumeux, le désir de s'inspirer au ciel de l'Italie et au souffle des grands maîtres. C'est le temps où Ferry Carondelet, abbé de Montbenoit, restaure et embellit avec tant d'élégance l'église de son monastère : il est peint par Raphaël, il achète et rapporte à Saint-Etienne de Besançon le *Martyre de saint Sébastien* de Fra Bartolomeo ; envoyé par Charles-Quint à Rome en qualité d'ambassadeur, il y meurt le 27 juin 1528, et pour que rien ne manque à la gloire des arts transportés de l'Italie en Comté, son frère, l'archevêque de Palerme, lui fait faire un tombeau en albâtre, non moins admiré que les statues de Montbenoit et le tableau, si pur de forme, si vif de coloris, du grand peintre de Toscane. Les Granvelle continuèrent cette belle tradition. Il suffit de se rappeler le rôle du chancelier dans les affaires de l'empire, celui du cardinal à Besançon, à Madrid, à Naples à Rome, à Bruxelles, pour juger de leur influence et de leurs bienfaits. De tous les palais que posséda le cardinal, nul ne lui fut plus cher que celui que son père avait bâti à Besançon. Il l'aimait comme on aime son berceau. « Il y revenait toujours avec bon-

(1) *Notice sur Hugolin Folain*, par M. Auguste CASTAN.

heur, entouré de l'élite des érudits du grand siècle, et ajoutant aux collections formées par son père les précieux monuments qui s'exécutaient ou revoyaient le jour sous sa généreuse impulsion<sup>(1)</sup>. » Ces statues et ces tableaux, ces bas-reliefs, apportés dans nos églises jusqu'alors presque dépourvues d'ornements; ces tombeaux de marbre ou d'albâtre, ces stalles aux riches sculptures, toute cette antiquité retrouvée dans les ruines de Constantinople ou d'Athènes, ces ordres de l'architecture païenne mariés quelquefois avec tant de bonheur aux merveilles de l'art gothique, éveillèrent l'imagination et le goût chez nos ancêtres et leur donnèrent un nouvel attrait pour la Rome de la renaissance. Deux Bisontins, un musicien et un antiquaire, Goudimel et Boissard, y passèrent une partie de leur vie dans toute la tranquillité de l'étude, quoiqu'ils eussent embrassé la réforme. Claude Goudimel<sup>(2)</sup> était le précurseur de Palestrina; il avait établi à Rome une école de musique d'où sont sortis tous les maîtres de l'époque. Boissard étudiait et dessinait les antiquités de la ville éternelle<sup>(3)</sup>. Sortis de Rome, le premier est tué à Lyon en 1572, dans les journées de la Saint-Barthélemy, l'autre est contraint de s'exiler à Metz. Ils ne retrouvaient plus l'indulgence avec laquelle le gouvernement des papes a toujours gracieusement traité l'erreur, en faveur de l'érudition et des arts.

Antoine Lafréry, né à Salins, se rendit à Rome dans le même siècle et y établit pour la vente des estampes et des cartes géographiques une maison dont la réputation s'étendit en Europe. Il était accompagné de Claude Duchet, son oncle, qui partageait ses goûts et qui fit fortune avec lui. Les artistes qu'il avait à ses gages étaient en très grand nombre, mais on croit qu'il a manié lui-même le burin. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il retouchait la plupart des planches, et que la postérité ne peut rapporter qu'à lui les estampes dont il s'est fait l'éditeur. Le catalogue qu'il en a laissé indique beaucoup de travaux et des relations très étendues<sup>(4)</sup>. Jacques Prévost, de Pesmes, acquit en Italie une gloire plus incontes-

(1) *Monographie du palais Granvelle*, par Auguste CASTAN. Voir, pour les détails des portraits et des statues qui ornaient le palais Granvelle, cette intéressante monographie.

(2) Claude Goudimel, né à Besançon vers 1520.

(3) Jean-Jacques Boissard, antiquaire et poète, né à Besançon en 1528, mort à Metz en 1602. Il est l'auteur du premier travail d'ensemble sur les antiquités romaines : *Romanae urbis topographia et antiquitatum quibus succincte et breviter describuntur omnia quae iam publicè quàm privatim videntur animadversione digna*, parles sex. Francfort, 1597-1602, six tomes en 8 vol.

(4) Parmi les ouvrages que Lafréry a publiés, on distingue un recueil d'antiquités

table. On croit qu'il avait reçu des leçons de Michel-Ange. Peintre et graveur, il a laissé onze pièces datées de 1537, représentant des édifices de Rome, et deux planches de cariatides datées de 1538. En 1546, il grava une Vénus, en 1547 une Cybèle, et enfin une Charité romaine, trois figures de sa composition. De retour à Pesmes, il fit pour la chapelle des Mayrot un grand tableau à volets, dont le sujet est Jésus-Christ au tombeau. L'église paroissiale le conserve encore, ainsi que la chapelle de la Résie, autre monument de la renaissance, autre souvenir d'un architecte qui avait visité et étudié la ville des papes.

Nous venons de parler de la réforme. On sait comment la Franche-Comté en fut menacée et comment elle la mit en déroute à Morteau, à Saint-Claude, à Besançon. L'énergie que nos ancêtres déployèrent dans cette formidable lutte leur valut les éloges et les encouragements des papes, et nos montagnes furent regardées désormais comme le rempart de la foi. Deux de nos archevêques, Pierre et Claude de la Baume, furent alors décorés de la pourpre. Le second, choisi très jeune pour être le coadjuteur de son oncle, hésitait encore entre le monde et l'Eglise, quand l'archevêque de Sorente lui fut envoyé par Pie V, pour l'engager à entrer dans les ordres sacrés et à faire le voyage de Rome. Le jeune prélat partit accompagné de deux personnages dont le choix honore son goût et son discernement. Louis Gollut, de Pesmes, professeur distingué des lettres latines à l'université de Dole, qu'il est permis de nommer dans notre province le père de l'histoire, et le savant Antoine Lulle, de l'île Majorque, qui, après avoir été à Dole le maître de Claude de la Baume, était devenu à Besançon son vicaire général. Pie V reçut notre archevêque avec une grande bonté, le garda cinq ans auprès de lui, et après lui avoir fait donner la consécration épiscopale, il le renvoya dans son diocèse en lui recommandant de publier sans délai les décrets du concile de Trente. Au retour de ce voyage, Claude de la Baume parut un tout autre homme. Malgré le langage hautain du duc d'Albe et les contrariétés du parlement, il ouvre un concile provincial le 24 octobre 1571, et déclare, en présence de Dieu, de son clergé et de son peuple, qu'il accepte et qu'il publie les canons et les décrets du concile, sans réserve ni restriction (1). Qui sait obéir, mérite de vaincre. Quatre ans après,

ayant pour titre: *Speculum romanæ magnitudinis*, composé de 118 planches, 1554-1573. Il mourut à Rome en 1577; son oncle, dont on a un atlas très considérable, in-fol. max., ne mourut qu'en 1585.

(1) *Histoire du Séminaire de Besançon*, par M. l'abbé JACQUENET, I, 23-25.

Claude de la Baume, réveillé en sursaut dans la nuit du 24 juin 1573, par l'invasion des protestants, mettait l'épée à la main, la rondache au poing, assemblait les fidèles sur la place Saint-Pierre, et, après une courte harangue, les envoyait sous leurs sept bannières à la défaite et à la poursuite des soldats de la réforme.

Les premières années du **xvii<sup>e</sup>** siècle furent pour notre province trente années d'abondance et de paix. Elles virent augmenter le nombre des érudits et des artistes comtois qui allaient chercher à Rome, non la fortune, mais les inspirations de la piété et les trésors de la science. Les uns, comme Claude d'Orchamps, qui devint général des minimes, se distinguaient dans leur ordre par leur talent pour l'administration et pour la chaire, et après avoir prêché avec applaudissements dans les principales villes de Bourgogne, de Savoie et d'Italie, paraissaient à Rome avec tout l'éclat de leur réputation. Les autres étaient de pauvres écoliers, sans nom, sans ressources, sans recommandation, qui allaient à Rome comme on va aujourd'hui à Paris, et qui y faisaient plus sûrement leur chemin, parce qu'il était de tradition d'y accueillir et d'encourager tous les talents. Tel fut Claude Ménétrier. Né à Vauconcourt, près de Jussey, en 1580, il avait été emmené en Espagne par un seigneur comtois, mais son protecteur l'abandonna, et ce fut à Rome qu'il trouva un asile et des secours. Après avoir reçu les ordres sacrés, il obtint, entre autres bénéfices, un canonicat à Sainte-Madeleine de Besançon. Le cardinal Barberini, qui en avait fait son bibliothécaire, le chargea d'aller en France, en Espagne et dans les Pays-Bas, recueillir des tableaux et des objets d'art. Comme il revenait à Rome, le vaisseau qui le portait fut assailli par une violente tempête, et le capitaine déclara qu'il fallait jeter tous les bagages à la mer afin d'alléger le navire. En un instant, Ménétrier vit engloutir par les flots les plus belles productions des immortels génies qui ont illustré les beaux-arts. Cependant le danger devenait de plus en plus imminent, et bientôt il ne resta plus aux passagers aucun espoir de salut. Fidèle à son noble ministère, le prêtre se jeta à genoux et invoqua celle que la foi des matelots a nommée *l'Etoile de la mer* ; son exemple fut suivi par l'équipage : la tempête s'apaisa, et le navire, miraculeusement sauvé, put enfin débarquer au port. Là, le chanoine aperçut à ses pieds un seul tableau, débris de cet immense naufrage. C'était le portrait de la Vierge tenant Jésus dans ses bras. De retour à Rome, il envoya cette Vierge au couvent des Jacobins de Besançon, où il fut connu et vénéré sous le titre de Notre-Dame des Jacobins. Le tableau miraculeux échappa à la Terreur comme il avait échappé à la tempête, et il attire encore aujourd'hui, dans une des

chapelles de notre église métropolitaine, le regard et les prières des fidèles (1).

Cette Vierge, envoyée de Rome à Besançon en 1632, était pour la Comté comme une nouvelle invitation à tourner ses yeux vers la ville éternelle. La guerre de dix ans venait d'éclater, et le pays tout entier allait s'abîmer dans une tempête plus furieuse encore que celle des mers. La peste, la famine, l'incendie, le pillage et le meurtre, firent, de 1632 à 1642, de nos campagnes un désert, de nos villages et de nos petites villes des ruines, de tout le peuple une bande d'affamés à qui la chair humaine ne répugnait plus. « En cette occasion, dit Girardot » de Beauchemin, les plus courageux résolurent de se tirer hors du » pays durant cette horrible saison, et passèrent en pays étranger, où » eux et leurs femmes gagnèrent leur vie et celle de leurs enfants par » le travail de leurs bras. Les premiers passèrent en Savoie et en Suisse, » les autres les suivirent. Ce fut une sortie générale, et ne pouvant, la » Suisse et la Savoie, contenir tant de gens, la plus grande partie, qui » cherchoit les terres de son roy, passa en Italie et s'arresta à Milan. » Grand nombre, néanmoins, passèrent jusques à Rome, patrie com- » mune de tous les chrétiens ; un curé s'y trouva l'année suivante avec » cinq cens de ses paroissiens, auquel le pape donna une église pour » leur y administrer les sacrements. On comptoit qu'ils étoient à Rome » dix ou douze mille Bourguignons de tous sexes. »

L'accueil paternel que nos ancêtres reçurent du pape les décida à se fixer à Rome. Ils donnèrent leur nom à deux rues voisines du *Corso* : la *via Borgognone* et la *via di San-Claudio*. L'église cédée à leur curé eut pour patrons saint André et saint Claude. « Le choix de ce double vocable, dit M. Désiré Monnier, me semble indiquer assez clairement la partie de nos montagnes d'où sortaient les émigrés de 1637 : c'était d'une part les environs de Salins, où le fort Saint-André, surmonté de la bannière rouge du comté de Bourgogne, était alors le *palladium* de notre indépendance, et c'était, d'autre part, les montagnes de Saint-Claude, si renommées par les dévots pèlerinages qui s'y dirigeaient de tous les points de l'univers catholique (2). »

Sous la protection des papes, la colonie franc-comtoise grandit et prospéra. Au commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, on l'appelait encore une nation, témoin cette inscription gravée au frontispice de la nouvelle église

(1) *Notice sur Notre-Dame des Jacobins.*

(2) *Lettres à M. Weiss, publiées dans l'Union franco-comtoise en 1847.*

qu'ils bâtirent en l'honneur de saint Claude et de saint André des Bourguignons :

COMITATUS BURG. SS. ANDREÆ AP. ET CLAUDIO EPIS.  
NATIO DICAVIT 1729.

L'église, bâtie sur les plans de l'architecte Derizet, de Lyon, est une fort jolie rotonde, embellie d'un portail au-dessus duquel on voit les statues de saint André et de saint Claude. La première est sortie du ciseau de Luc Breton, le célèbre sculpteur bisontin ; la seconde est due à Grandjacquet, artiste originaire du haut Jura, oublié parmi nous, mais que Rome estimait assez pour lui confier le soin de décorer un de ses monuments. M. Théodore Belamy, qui a visité après M. Monnier ce sanctuaire modeste si cher aux Comtois, signale encore d'autres objets qui se rattachaient pour eux au souvenir de la patrie absente, et en particulier, sur l'autel de gauche, une copie très bien exécutée par Troy, l'un des directeurs de l'académie de France, de la *Résurrection* de Carl Vanloo, ce chef-d'œuvre qui surmonte l'autel du Saint-Suaire dans la cathédrale de Besançon (1).

Nos voyageurs ont lu aussi, soit sur les pierres tumulaires de l'église, soit dans le registre des fondations pieuses, une foule de noms comtois d'origine, et devenus italiens par la simple addition d'un *i*, qui nous rappellent nos amis, nos parents et nos connaissances. M. Désiré Monnier, en parcourant des yeux un catalogue de messes à acquitter sur l'autel bourguignon, y retrouve les Miget, les Vermot, les Busson, les Marguet, les Marmier, les Barbaud, les Briot, les Monnot, les Lancrenon, les Marchand, les Rougnon, les Girod, les Movillard, les Pelletier ; et là-dessus, mettant les modernes en présence des anciens, il écrit à son ami Charles Weiss : « Miget me rappelait cette bonne sœur Marthe, qui avait acquis de la célébrité au chevet des malades dans un hôpital militaire ; Busson, un estimable théologien ; Marchand, votre confrère à l'académie ; Marguet, un ancien condisciple aimé ; Rougnon, un docte professeur ; Girod, le patriarche de l'agriculture, M. Girod de Chantrans ; Briot, un législateur de la Révolution ; Monnot, des magistrats d'un haut mérite ; Marmier, notre jeune et spirituel voyageur, et Lancrenon, celui de nos peintres vivants qui a su le mieux conserver les traditions de son art. Jugez si je me trouvais bien au milieu de tant de souvenirs invoqués, et de tant d'illustrations dont la subite apparition sur la terre étrangère

(1) *Rome, nouveaux souvenirs*, t. I, p. 141.

venait ainsi me consoler de mon isolement. » Le spirituel et patriotique écrivain que nous citons, raconte qu'en entrant dans cet établissement de Saint-Claude des Bourguignons, il se crut de retour en Comté, tant l'illusion était grande : « C'est, dit-il, la seule église de Rome où l'on trouve des chaises pour s'asseoir ; de sorte que, commodément installé comme on est chez soi, je m'attendais à reconnaître quelqu'un toutes les fois qu'un assistant se retournait. »

A côté de l'église de Saint-Claude et de Saint-André, s'éleva bientôt un hospice, non moins nécessaire que l'église aux besoins des pèlerins et des voyageurs de Franche-Comté. On le doit aux libéralités de François Henri, de cette famille Henri, de Besançon, dont l'hôtel était assez important pour avoir fait donner, jusqu'en 1770, le nom de Henri à la rue qu'on appelle aujourd'hui rue Neuve-Saint-Pierre. Ce noble Bisontin, que l'on voit à Madrid le 7 février 1650, s'y était rendu sans doute pour solliciter de son souverain légitime, la permission de consacrer à une œuvre pie la totalité de sa fortune. Quelques mois après, il datait de Rome son testament, par lequel il fondait et dotait un hospice au profit de sa nation et de *dieci luoghi di Monsermoneto*. Ces dix familles ainsi désignées semblent à M. Désiré Monnier être des transfuges de Mont-sur-Monnet, et il en tire la conséquence assez naturelle que Mont-sur-Monnet était cette paroisse du Jura qui s'était expatriée en masse lors de l'invasion de 1639, et qui s'était dirigée sur Rome, conduite par son curé et précédée de la bannière de son église. Cette conjecture n'est pas sans fondement : une maison ruinée de Mont-sur-Monnet est encore désignée aujourd'hui par la dénomination *Chez les Henri* ; il était donc naturel qu'en fondant un hospice pour ses compatriotes, François Henri songeât surtout aux familles qui avaient habité sa terre, et qui étaient venues comme lui chercher la paix dans la ville éternelle. Aux termes du testament, tout Comtois de naissance qu'attire à Rome le jubilé ou le désir de visiter les églises, est reçu gratuitement dans l'hospice pendant trois jours et trois nuits. En outre, un des chapelains attachés au service de Saint-Claude des Bourguignons est chargé de conduire les pèlerins à la visite des différents sanctuaires, de leur en expliquer l'histoire et de leur en nommer les reliques.

L'hospice de Saint-Claude rappela à M. Théodore Belamy une naïve anecdote, qui trouve naturellement ici sa place. « Les chroniques bisontines, dit-il, rapportent que certain bousbot, c'est-à-dire un habitant du quartier situé sur la rive droite du Doubs, un Transteverino dans l'espèce, étant venu à Rome à l'occasion du jubilé, se trouvait à l'hospice de Saint-



Claude, lorsque le pape vint servir à table, par humilité, les pèlerins qui y étaient réunis. Le pontife, dans sa pieuse tournée, s'arrête près du *bousbot*, met quelque chose sur son assiette ; puis, lui frappant amicalement sur l'épaule : « *Mangiate, mangiate, signor Borgognone* : Mangez, mangez, Monsieur le Bourguignon. » Sur quoi, le digne citoyen d'Arènes ou de Battant, se retournant vers son auguste interlocuteur et soulevant à demi son bonnet, d'un air souriant et charmé de tant d'affabilité : « *Hé hé ! grand machi, vous éte bin bon ; i mainget prou, Monsieu lou pape. Hé hé ! grand merci, vous êtes bien bon ; je mange assez, Monsieur le pape.* » Quiconque a vu le jour sur les bords du Doubs, admettra sans hésiter cette anecdote, qu'il trouvera parfaitement caractéristique de nos vieilles mœurs locales (1). »

Mais ce n'étaient pas seulement des pèlerins, c'était des artistes que la Comté envoyait à Rome dans le *xviii<sup>e</sup>* siècle et qui, y trouvant asile, secours, protection et honneur, devenaient les citoyens de la ville éternelle sans cesser d'être les clients de l'hospice et les fidèles paroissiens de Saint-Claude. Voici d'abord les trois Courtois, tous trois nés à Saint-Hippolyte-sur-le-Doubs, tous trois morts à Rome après avoir illustré leur nom et leur nation : Jacques est l'ainé, c'est le peintre des batailles, et on l'appelle en Italie : *il padre Giacomo Cortese*. Né en 1622, on le trouve à Milan dès 1636, à la suite d'un officier français, puis à Bologne avec le Guide et l'Albane, et enfin à Rome, où il fixe sa résidence et où il devient l'ami de Pierre de Cortone et du Bamboche. Il avait peint d'abord quelques tableaux d'histoire, entre autres le miracle des cinq pains au couvent de Sainte-Croix de Jérusalem, mais la vue de la bataille de Constantin décida sa vocation et le fit peintre de batailles. Ses œuvres ornent encore aujourd'hui les principaux palais de Rome ; il mourut en 1676. Guillaume, son frère, né en 1628, ne lui survécut que deux ans. Peu de peintres ont mieux traité l'histoire ; mais les sujets pieux l'ont attiré encore plus, et douze églises de Rome s'enorgueillissent de posséder ses toiles ou ses fresques. Il fit le portrait du pape Alexandre VII, et, dans la galerie du palais Quirinal, la fameuse bataille de *Josué arrêtant le soleil*. Le troisième fut Jean-Baptiste, qui embrassa à Rome la règle de Saint-François et garda sous le froc toute l'habileté et toute la finesse de son pinceau ; mais il ne peignit jamais que pour des maisons de son ordre. Rivaux en mérite, émules de gloire, frères dans la foi aussi bien que dans l'art, les trois Courtois avaient les mêmes goûts, et les deux qui étaient restés dans

(1) *Rome, nouveaux souvenirs*, I, 140.

le monde prenaient souvent par piété l'habit religieux. Le grand-duc de Toscane, ayant voulu avoir le portrait de Jacques, le fit venir à sa villa de Castello; Courtois se peignit en costume de frère lai dans un couvent de jésuites, et plaça dans le fond du tableau une admirable bataille.

Pierre-Etienne Monnot, d'Orchamps-Vennes, était presque le contemporain des Courtois. Architecte et sculpteur, il se forma en Italie et laisse dans plusieurs églises des monuments de son talent et de sa foi. On lui doit plusieurs statues à Notre-Dame du Peuple, celles de saint Pierre et de saint Paul qui décorent l'église de Saint-Jean de Latran, et le tombeau en marbre élevé, selon les indications de Maratti, à la mémoire du pape Innocent XI dans une des chapelles latérales de Saint-Pierre. Ce tombeau, porté sur deux lions de bronze, est orné des statues en marbre de la Justice et de la Religion, remarquables, ainsi que la figure du pape, par la forte impression des traits. Le bas-relief qui est sur le piédestal, représente la levée du siège de Vienne par les Turcs, qu'on attribue en partie aux prières du saint-père. Etienne Monnot fut aussi employé par l'empereur Léopold; l'électeur de Hesse lui commanda les copies des plus belles statues antiques que l'on voit encore dans le palais et les jardins de Cassel; le souverain pontife l'anoblit et le décora du titre de chevalier; l'académie de Saint-Luc en fit un de ses directeurs; sa vieillesse fut honorée, et sur sa tombe en marbre blanc, placée dans l'église de Saint-Claude des Bourguignons, on lit cette épitaphe, qui résume ses mérites et sa vie : « A la mémoire de Pierre-Etienne Monnot, d'Orchamps-Vennes, au comté de Bourgogne, d'une famille de Besançon, architecte distingué de son temps, sculpteur fameux par des ouvrages exécutés avec une rare perfection, également chéri des siens et de ses concitoyens, qui vécut soixante-quinze ans. Tempérant, doux, irréprochable dans ses mœurs, il mourut la veille des nones de juillet, l'an du Seigneur 1742. Ses fils Nicolas et Joseph, les plus affligés de la douleur commune, ont élevé à leur père bien-aimé ce monument, dans une place qui leur a été concédée généreusement par la nation bourguignonne. » Cette épitaphe, qui est en latin, relevée à Rome par M<sup>r</sup> le cardinal de Rohan, a été traduite par les soins de M. Weiss, et placée dans une des salles de la bibliothèque de Besançon.

Les Briot, de Saint-Hippolyte ou d'Orchamps-Vennes, peuvent aussi retrouver dans l'église de Saint-Claude des Bourguignons leur nom illustré au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle par l'art des Courtois et des Monnot. Le graveur Briotti, de Rome, a été comparé par M. de Circourt à Benvenuto Cellini, et M. du Sommerard possédait dans son cabinet un vase de

Briot égal et même supérieur à ce que l'on connaît de plus beau en ce genre pour la pureté du dessin, l'élégance des formes et le fini de toutes les parties. La postérité du graveur Briot se perpétua longtemps encore ; car la dernière tombe qui porte ce nom, dans l'église de Saint-Claude des Bourguignons, donne la date de 1781.

Pendant que ce vieux peuple comtois jouissait ainsi du droit de cité qu'il avait obtenu à Rome, italianisait les noms patronymiques de nos montagnes et perdait peu à peu le souvenir de son origine, des voyageurs, des artistes, des érudits, sortis de notre province, allaient, les uns avec des pensées de philosophie voltairienne, les autres avec des goûts purement studieux, visiter la ville des Césars et des papes. Il faut citer parmi les érudits le P. Joly, l'abbé Coyer et le P. Laire. Le P. Joseph-Romain Joly, capucin, fut l'un des écrivains les plus féconds de notre province (1). Théologie, morale, critique, littérature, poésie, histoire, tout était de son ressort. Médiocre en tout, excepté peut-être pour la géographie sacrée, dont il donna un atlas, il fut mieux apprécié à Rome qu'à Besançon, car notre académie lui ferma ses portes, tandis que celle des Arcades l'admit parmi ses membres. L'abbé Coyer (2), également repoussé à Rome et à Besançon à cause de ses opinions philosophiques, se vengea de Rome par des épigrammes en racontant d'un style plus que léger le voyage qu'il y avait fait. Le P. Laire fut plus heureux (3). Il était entré dans l'ordre des minimes et il avait professé à Arbois avec distinction. Il se rendit à Rome en 1774 et en 1788. Le pape Pie VI lui donna des marques de son estime et le pressa d'accepter une place de conservateur à la bibliothèque du Vatican ; mais l'attachement du P. Laire pour le cardinal de Brienne l'emporta sur toute autre considération. Il ne rapporta de Rome que le titre de membre de l'académie des Arcades, avec des notes sur l'origine et les développements de l'imprimerie, et il composa à l'usage des érudits un *Specimen historicum typographiæ romanæ xvi sæculi*, qui essuya d'assez vives critiques.

Malgré les tendances du XVIII<sup>e</sup> siècle, les sculpteurs et les peintres de notre province ne portèrent guère à Rome que les préoccupations de leur art, et continuèrent à n'y voir que la patrie des Raphaël et des Michel-Ange, honorée et agrandie par les bienfaits de la papauté. Habiter Rome était toute l'ambition de Luc Breton, cet humble menuisier de Besan-

(1) Né à Saint-Claude le 15 mars 1715, mort à Paris en 1805, dans sa 91<sup>e</sup> année.

(2) Né à Baume-les-Dames.

(3) Né à Vadans en 1738, mort à Auxerre en 1801.

çon (1), qui se sentait la vocation de sculpteur, car Rome était la seule ville où l'on pût trouver alors des maîtres et des modèles. Il partit avec les premières épargnes de sa pauvreté, remporta en 1758 le premier prix à l'école de Saint-Luc, et fut admis à l'école française en qualité de pensionnaire. Ce fut pour enrichir la Comté qu'il alla s'inspirer en Italie. Ses deux chefs-d'œuvre, composés à son retour, ornent encore aujourd'hui notre cité; ce sont ses *Anges adoreurs* et sa *Descente de croix*. L'un de ces morceaux attire l'admiration des connaisseurs dans notre église métropolitaine, après le *Martyre de saint Sébastien* de Fra Bartolomeo et la *Résurrection* de Vanloo; l'autre est le plus remarquable ouvrage de l'église de Saint-Pierre. Une vocation non moins éprouvée conduisit à Rome Jean-Pierre Péquignot, de Baume-les-Dames (2). C'était le fils d'un maréchal ferrant. D'abord élève de l'école de dessin à Besançon, il devint, à Paris, disciple de David, et à Rome, ami de Girodet. Grâce à cette liaison, Péquignot eut ses entrées dans la villa Médicis, il y fut le commensal de tous les jeunes artistes que la France entretenait dans les académies et les écoles de Rome. « Péquignot, dit M. Lancrenon, avait un talent vraiment original. Bien qu'appartenant par le style de ses compositions à l'école du Poussin, il traitait les détails avec une rigueur d'exactitude absolument inconnue avant lui. Ses tableaux avaient peu d'effet, mais à mesure qu'on y regardait de près, on y découvrait des trésors d'observation et de sentiment. On peut affirmer sans crainte qu'il a ouvert la voie à l'école naturaliste, qui est l'honneur de notre temps. Avec une analyse si parfaite dans les détails, il possédait de plus une élévation poétique que nul autre n'a encore égalée. Girodet s'entretenant un jour de Péquignot avec un de ses élèves, celui-ci lui dit que c'était un homme de talent : « Dites un homme de génie, reprit l'auteur d'Atala. » Girodet s'exaltait jusqu'à l'enthousiasme au souvenir de son ami. Il a traduit ce sentiment dans les beaux vers qui terminent son poème sur la *Peinture*, dont nous ne citerons que les six derniers :

O toi qui, malgré toi, seras un jour célèbre,  
Reçois, cher Péquignot, cet hommage funèbre !  
Hélas ! en te quittant j'espérais, quelque jour,  
Te revoir dans ces lieux si chers à ton amour !  
Les temps ont emporté mes vœux avec ta vie.  
Ami, paix à ta cendre et gloire à ton génie (3) !

(1) Né à Besançon en 1751, mort en 1800.

(2) Né en 1765, mort en 1807.

(3) Discours prononcé à l'école de dessin de Besançon.

Ici se placent le souvenir et les bienfaits de l'architecte Paris, l'un des hommes à qui Rome a le plus donné, et qui n'a profité de ses trésors que pour en doter sa province (1). Jeune encore, il avait visité la ville chère aux beaux-arts, après avoir obtenu au concours le grand prix d'architecture. La confiance et l'amitié de Louis XVI le fixèrent à Paris jusqu'à la révolution ; mais l'attentat du 21 janvier l'en exila pour toujours, et c'est à Rome seulement qu'il put se consoler de ses vives et patriotiques douleurs. Il y retourna en 1806 et y reçut de Pie VII autant de témoignages d'estime qu'il en avait reçus du roi martyr. Il avait refusé en France les honneurs de l'Institut ; il refusa à Rome le titre de directeur de l'école de France ; mais les sollicitations des artistes, l'intérêt des élèves, la reconnaissance qu'il conservait pour l'éducation qu'il avait puisée dans cette école fameuse, triomphèrent de sa répugnance. Il consentit à se charger de la direction, mais durant l'interim seulement et sous la réserve qu'il ne toucherait point d'honoraires. Heureusement pour l'école, cet interim dura six ans. Chéri de ses élèves, Paris semblait près d'eux moins un maître qu'un père. Tantôt il les initiait dans le secret des méthodes qu'il avait suivies avec le plus de succès ; tantôt il leur révélait ses propres écarts pour les leur faire éviter. On l'appelait à Rome le Socrate français, depuis qu'il y avait refusé la place d'architecte de la basilique de Saint-Pierre. Cette place, ambitionnée par tous les artistes, lui fut donnée sans qu'il eût songé même à y prétendre ; il la refusa en indiquant ceux qui lui paraissaient dignes de l'obtenir. « Savez-vous, lui dit-on, que vous venez de refuser deux mille écus ? — Vous ne savez pas, répondit-il, que je n'ai jamais balancé entre ma propre estime et la fortune. » Il vivait à Rome avec Hamilton, Dodwel, le chevalier d'Azara, l'abbé Guatani, l'avocat Féa, tous également distingués par leur connaissance de l'antiquité ; il avait été l'ami de Robert, de Fragonard, de Valladier, de Vincent, et de ce Dumont que son long séjour dans cette ville classique avait fait surnommer le *Romain*. La Restauration le détermina à rentrer en France ; mais son amour pour la Franche-Comté lui fit choisir Besançon pour résidence. Ses livres, ses portefeuilles, les marbres et les terres cuites qui composaient son cabinet, ont été légués à sa ville natale ; son nom est resté au musée formé par ses soins, et le buste en marbre que ses concitoyens reconnaissants y ont placé, appellera l'attention de nos derniers neveux sur les traits d'un homme qui a été honoré également de l'amitié de Pie VII et de celle de Louis XVI,

(1) Né à Besançon en 1745, mort et enterré dans sa ville natale en 1819.

et qui, après avoir partagé son cœur entre Rome et Besançon, a laissé à sa terre natale toutes les richesses qu'il avait recueillies dans la patrie commune des artistes et des chrétiens.

Pendant les troubles révolutionnaires, nos prêtres avaient, comme nos artistes, tourné leurs pas vers cette ville où tout catholique peut réclamer droit de bourgeoisie. Il y avait d'ailleurs à Rome nombre de capucins du diocèse de Besançon employés à la direction générale de leur ordre, comme le P. Joly, de Saint-Claude, le P. Prost, de Jussey, le P. Jousserandot, de Macornay. M. Aymonin, curé de Saint-Louis-des-Français en 1791, était aussi un Franc-Comtois. Il accueillit avec les marques de la plus tendre confraternité plusieurs de ses compatriotes forcés de s'exiler pour avoir refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé. Tels furent M. Berbey, directeur au séminaire, que le rédacteur de la *Vedette* accusait, avec cet aplomb merveilleux qui a toujours caractérisé les révolutionnaires, d'avoir porté à Rome cent mille livres volées à la nation, et M. l'abbé Seguin, docteur de la Sorbonne, curé d'Apremont et titulaire du décanat de Gray. Du fond de son exil, M. Seguin entretint une correspondance avec l'évêque constitutionnel du Doubs, dont il était le proche parent. Il lui rapportait que le pape passait une partie des jours et des nuits et qu'il avait trouvé lui-même l'hospitalité au couvent des minimes ; il le pressait de renoncer surtout à ses erreurs, et, pour lui ôter toute excuse, lui envoyait le bref par lequel Sa Sainteté venait de condamner le schisme constitutionnel (1). M. l'abbé Receveur, fondateur de la *Retraite chrétienne* aux Fontenelles, était à Rome le 3 décembre 1792 (2). Ce vénérable prêtre avait quitté nos montagnes avec une partie de ses disciples, et dans l'asile qu'il trouva à Rome pendant les troubles révolutionnaires, sa sainteté, déjà si austère et si parfaite, se perfectionna encore auprès du tombeau des apôtres. Il quitta Rome avec sa colonie pour revenir tantôt en Suisse, tantôt en Allemagne ; mais l'attrait qu'il avait pour la ville sainte le ramena aux pieds de Pie VII, à peine intronisé sur le trône pontifical. Là il eut successivement des consolations bien douces et des propositions, venues de haut, bien flatteuses et bien tentantes. Toutefois l'humble fondateur de la *Retraite chrétienne* ne crut pas devoir entrer dans des vues qui l'auraient détourné du soin des petits et des pauvres, but primitif de son institut. Il ramena sa

(1) *Histoire de la Persécution révolutionnaire dans le Doubs*, par M. Jules SAUZAY, t. II, p. 198.

(2) Antoine-Sylvestre Receveur, né à Bonnétag (Doubs) le 28 décembre 1750, mort à Cercy-la-Tour, diocèse de Nevers, le 7 août 1804.

famille spirituelle en France et l'établit, après la restauration du culte, dans les diocèses d'Aix, d'Autun et de Besançon (1). C'était le prêtre de nos montagnes rentrant à la tête d'un peuple saint avec les bénédictions qui affermissent les grands courages et qui fécondent les grandes œuvres.

Quelques années après, une autre enfant de la Comté, sœur Thouret, après avoir établi à Naples une colonie des sœurs de la Charité de Besançon, à la demande de M<sup>me</sup> Lætitia, mère de Napoléon I<sup>er</sup>, allait se jeter aux pieds de Pie VII et obtenait de ce grand pontife une approbation et des encouragements pour son institut. La parole du vicaire de Jésus-Christ a développé encore ce germe de vertu déposé dans la terre comtoise ; le grain de senevé est devenu un grand arbre ; la France et l'étranger jouissent des fruits de charité et de dévouement qu'il porte aujourd'hui.

Ce n'est plus le chemin de Rome, mais celui de Paris, que l'on prend pour aller s'instruire et se faire un nom. Les Comtois ont fini, sous ce rapport, par ressembler au reste de la France ; mais tous ceux qui ont voulu se recueillir dans la science, dans la prière, dans la contemplation féconde des grands monuments de la civilisation chrétienne, ont regardé comme les plus beaux jours de leur vie ceux qu'ils ont passés à l'ombre de la basilique de Saint-Pierre. Personne ne le sentait mieux que notre cardinal de Rohan, de sainte et magnifique mémoire. Rome fut son asile dans ses épreuves ; mais il y vivait en Bisontin, attentif à recueillir les traces presque perdues des Comtois qui l'avaient habitée, et jaloux d'inspirer à son clergé encore plus d'admiration et d'amour pour la capitale du monde chrétien. Ce fut lui qui y envoya Clésinger, cet enfant gâté de la fortune, qui a trouvé et manqué tant de fois l'occasion de se faire une grande position et un grand nom. Il encouragea aussi à ce voyage M. Delacroix, qui a tant d'initiative dans l'érudition et dans l'architecture. Citons aussi parmi les élèves ou les pèlerins des beaux-arts, M. Edouard Baille, l'honneur de la peinture bisontine, si agréable et si sûr dans ses portraits, si profondément religieux dans ses tableaux d'église ; M. Gigoux, M. Gérôme. M. Giacomotti, dont la réputation est devenue européenne. Nos sculpteurs sont allés, comme nos peintres, prendre des forces en touchant cette terre sacrée : Iselin, Jean Petit, Perraud, Chambard, y ont appris à manier le ciseau de Michel-Ange. Machard, qui y tient aujourd'hui le pinceau de Raphaël, donne encore un jeune Comtois à l'école de Rome et promet une nouvelle gloire à la Franche-Comté.

(1) Mandement de M<sup>sr</sup> le cardinal Mathieu au sujet des œuvres de M. Roveur.

Nos littérateurs reviennent de Rome comme nos artistes, un ouvrage à la main. M. Théodore Belamy a marqué chacun de ses voyages et de ses longs séjours dans cette ville, qui attire et qui captive les grandes âmes, par des ouvrages à la fois savants et populaires, qu'on lit tout d'une haleine, tant ils sont entraînants (1). Qui ne connaît les *Trois Rome* de M<sup>re</sup> Gaume? Mais surtout quel poétique et touchant ouvrage que l'*Esquisse de Rome chrétienne* par M<sup>re</sup> Gerbet! Le cœur, l'esprit, l'imagination, le goût, tout s'y satisfait à la fois. On sait que ce grand écrivain était allé à Rome pour six mois, et qu'il y demeura dix ans, toujours à la veille de partir, toujours retenu par une nouvelle étude, passant, presque sans s'en apercevoir, de la maison d'un ami qui sortait de Rome dans la société d'un autre ami qui venait d'y arriver. Là, oubliant qu'il était chanoine de Meaux et tout entier aux monuments de la ville sainte, il explorait les sanctuaires, les bibliothèques, les catacombes, réveillant autour de lui les apôtres, les martyrs, les papes, qui avaient habité ces lieux célèbres, et à force de recherches et de poésie les remettant sous nos yeux avec leur caractère, leur costume, leur attitude et leur langage. Venu à Rome en 1839, il ne quitta cette ville, devenue inhospitalière, qu'en 1848, au milieu de la révolution qui venait d'y assassiner Rossi et d'en chasser, avec le pape, l'éloquence, la poésie et les beaux-arts.

Mais la révolution qui chassait de Rome les littérateurs et les artistes, inaugurait dans la catholicité tout entière l'ère d'une nouvelle croisade. Prières, aumônes, soldats, tous les genres de ressources dont la papauté a besoin dans ses épreuves, la Franche-Comté les a offertes avec une persévérance que rien ne lassera jamais. Dès 1849, le saint exilé de Gaète a reçu de nos mains une partie du pain nécessaire à sa pauvreté. En 1850, son retour auprès du tombeau des saints apôtres a été célébré en Comté par la promotion au cardinalat de M<sup>re</sup> Mathieu et de M<sup>re</sup> Gousset, ces deux prélats également chers à la province, l'un parce qu'il en a fait sa patrie adoptive, l'autre parce qu'il en a été un des citoyens les plus utiles et des enfants les plus glorieux. Depuis que le père commun des fidèles, dépouillé d'une partie de ses Etats, a fait de nouveau appel à la charité de ses enfants, notre province y a répondu avec une générosité et un empressement qui la rendaient de plus en plus digne des honneurs qu'elle venait de recevoir. Les aumônes recueillies de 1860 à 1867, tant dans le

(1) *Rome, impressions et souvenirs*; 2 vol. in-12. — *Rome, nouveaux souvenirs*; 2 vol. in-12.



diocèse de Besançon que dans celui de Saint-Claude, et envoyées à Rome sous le titre de quêtes, de souscriptions, de denier de saint Pierre ou de dons particuliers, dépassent cent trente mille francs par an, et plus d'un million en totalité. Les périls récents que le saint-siège vient de courir ont imposé à la charité de plus grands sacrifices. Sans parler de près de 90,000 francs portés cette année même aux pieds du saint-père par M<sup>sr</sup> le cardinal archevêque de Besançon et M<sup>sr</sup> l'évêque de Saint-Claude pendant les fêtes du centenaire, on voit par les listes de l'*Union franc-comtoise* et par les trois grands journaux de Paris qui viennent d'ouvrir des souscriptions en faveur de la cause pontificale, que la cause du juste nous est plus chère que jamais et que nous sommes loin de songer à la délaisser. En moins de six semaines, l'*Union franc-comtoise* a déjà réuni plus de 86,000 francs, et le total des souscriptions franc-comtoises réunies à Paris par les journaux le *Monde*, l'*Univers* et l'*Union*, dépasse 30,000 fr. Si on compare les unes aux autres les souscriptions des provinces, on verra qu'autant elles sont médiocres dans le centre de la France, autant elles sont abondantes aux extrémités. Lille, Cambrai, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Rennes et Angers, tiennent la tête dans cette manifestation catholique, attestant ainsi que nos frontières comprennent mieux que d'autres l'honneur et le péril des grandes causes. C'est sans contredit dans ces provinces, plus éloignées de la Babylone moderne, plus vives dans leur foi, plus spontanées et plus libres dans l'expression de leurs sentiments, que Rome a trouvé le plus de sympathies. Rien n'est plus facile à expliquer. Chez les uns l'esprit militaire mêlé à l'esprit religieux, chez les autres des traditions et des souvenirs, chez tous le sens droit, l'intelligence naturelle, l'instruction acquise, ont mieux fait sentir qu'ailleurs ce qu'il y a de profondément injuste dans la guerre faite au pape et à l'Eglise, ce qu'il y a de touchant et d'honorable dans les secours qui lui sont spontanément offerts. Que l'on compare notre pauvre Comté à l'Alsace, à la Lorraine, où fleurissent tant d'industries, à l'Anjou et à la Bretagne, dont le sol est si fertile, et surtout au Lyonnais, à la Provence, à la Guyenne, dont les villes sont des capitales et dont les habitants trafiquent avec tant de profit dans les deux mondes, on sera plus frappé encore de ces deux cent cinquante mille francs versés en dix mois entre les mains du saint-père par notre province, où il n'y a ni beaucoup de fortune ni beaucoup de misère, mais où chaque aumône imprévue impose aux riches le sacrifice d'une jouissance et aux pauvres l'oubli d'une nécessité impérieuse. Si l'on a plus donné ailleurs, il ne s'est trouvé

nulle part, je crois, autant de fidèles pour donner, tant le sentiment qui anime le pays est profond, unanime et entraînant.

Il eût beaucoup manqué à cette gloire si nous n'avions pas payé au pape l'impôt du sang, aussi bien que celui de la prière et de l'aumône. Cette dette vient d'être largement acquittée par les deux Dufournel, ces deux Graylois, ces deux frères que Dieu n'a voulu séparer ni dans la vie ni dans la mort, et qui, après avoir été si beaux à voir dans la bataille, ont eu tant de sérénité et de douceur dans leur agonie. C'est pour eux, ce semble, que le grand Corneille a fait ce vers si caractéristique et si touchant :

Et, lions au combat, ils meurent en agneaux.

Je n'ai plus le courage de répéter ici ni leurs exploits si héroïques ni leur fin si pleine de tranquillité et de triomphe. Emmanuel avait suivi Adéodat dans les batailles ; Adéodat a suivi Emmanuel dans le martyre et dans la gloire. Emmanuel, mourant six heures après le combat de Farnèse, dont il a été la seule victime, disait avec une modestie charmante : « Mon frère arrivera trop tard pour me voir, mais il sera content de moi. » Adéodat, survivant pendant six jours à la mortelle blessure qu'il avait reçue, disait : « Je vais revoir mon frère et je serai heureux comme lui. » Pendant qu'Adéodat était sur ce lit de douleur, un évêque vint le voir et lui exprima l'espérance que Dieu, content du sang versé par son frère, le conserverait lui-même à son père, à sa patrie et à la papauté. « Ah ! Monseigneur, répondit le martyr, priez plutôt pour que Dieu agrée aujourd'hui le sacrifice de ma vie, car pour moi le monde est plein de dangers, et je suis plein de faiblesse. » Les deux Dufournel ont en quinze jours moissonné autant de lauriers que leur famille et leur patrie pouvaient leur en souhaiter dans une longue carrière. On se bat pour les rois de la terre comme ils se sont battus pour le pape ; mais ce n'est que pour Dieu et pour l'Eglise que l'on meurt comme ils sont morts, avec cette grâce et cette espérance qui fleurissaient encore sur leurs lèvres décolorées. Le baron de Charette, témoin de l'agonie d'Adéodat, déclare que le sourire que ce héros avait gardé au milieu de ses plus cruelles souffrances, est demeuré après sa mort empreint sur son visage. Hier c'était le sourire de la foi, aujourd'hui c'est le rayon de la gloire et de l'immortalité. Le sacrifice était accompli quand le père des deux héros est arrivé à Rome, trop tard même pour revoir Adéodat. Son courage a été à la hauteur de sa glorieuse infortune. Le pape a voulu le voir, avec sa fille qui l'accompagnait et qui s'était faite l'Antigone de cette grande douleur.

« Monsieur Dufournel, lui a-t-il dit, vous m'avez donné deux soldats, je vous rends deux saints. » Il ajouta : « Je ne puis ni vous consoler ni vous récompenser, mais vous ne refuserez pas un témoignage de mon affection. » Et en disant ces paroles, il voulut lui mettre au cou le cordon de Saint-Grégoire-le-Grand, mais ses mains tremblèrent, ses yeux se remplirent de larmes, il ne put achever, et, se tournant vers la sœur des martyrs : « Ma fille, les forces me manquent ; prenez, c'est vous qui décorerez votre père. » Quel trait pour notre histoire ! Quel sujet de tableau pour nos peintres !

Non, de telles vies, de telles morts, ne sont pas d'une foi qui décline ni d'un dévouement qui s'épuise. Il fallait peut-être ce grand sacrifice des Dufournel pour nous émouvoir, en faveur de Rome et du pape, jusqu'au fond de nos entrailles. Mais que l'émotion est grande et qu'elle est durable ! Dans un mois notre Comté a donné, tant en zouaves qu'en dragons et en légionnaires d'Antibes, deux cents soldats au pape, deux cents vengeurs aux Dufournel. A Besançon, ils ont été encouragés et enrôlés pour la plupart par M<sup>sr</sup> le cardinal Mathieu, qui, non content d'avoir favorisé et soutenu la légion d'Antibes à ses débuts, vient d'en racheter les glorieux restes, faits prisonniers à Monte-Rotondo et conduits à la Spezzia. Avec une munificence égale à son dévouement, ce prince de l'Eglise a fait fréter un vaisseau à ses frais et reconduire à Rome ces deux cents braves qui ont tenu pendant vingt-sept heures contre des milliers de garibaldiens. A Rome, ils ont pour aumônier et pour compagnon d'armes un compatriote à qui un long séjour en Italie n'a rien laissé oublier de sa chère Comté. Caractère franc, cœur généreux, humeur égale, esprit orné, physionomie avenante, M<sup>sr</sup> Bastide a tous les dons nécessaires pour remplir, dans les circonstances critiques où nous sommes, les rôles de la plus admirable propagande. Les artistes l'admirent quand il leur explique les peintures dont Raphaël a orné les loges du Vatican ; les soldats le suivent au confessionnal, comme il accompagne lui-même les soldats à la bataille ; il a conquis auprès de Pie IX une de ces places que l'intrigue ne donne point, parce qu'il y a plus de confiance encore que d'honneur. Enfin, l'intrépide et fidèle ministre à qui l'on doit l'organisation des zouaves pontificaux, M<sup>sr</sup> de Mérode, n'a jamais oublié qu'il est Comtois autant que Belge par la naissance, et les deux nations dont il représente si bien le caractère et le dévouement, sont également fières de ses services si grands devant Dieu, si méconnus et si raillés devant les hommes, mais absous par l'opinion depuis qu'ils viennent d'être couronnés par la victoire.

L. BESSON.

## CANTIQUE POUR LA FÊTE DE SAINT FRANÇOIS.

---

Trinité, divin mystère,  
Gloire à vous dans le saint lieu ;  
François, si pauvre sur terre ,  
Règne aujourd'hui près de Dieu.

Aujourd'hui l'Eglise atteste  
La gloire d'un serviteur,  
Dans le parterre céleste  
Naît une nouvelle fleur.

Frères, chantons sa victoire :  
S'il fut l'homme des douleurs,  
Il moissonne dans la gloire  
Ce qu'il sema dans les pleurs.

Méprisant un monde avare,  
Il ouvre au pauvre un chemin,  
Et dans les cœurs il prépare  
La route au Verbe divin.

Cette divine parole  
Dans tous ses actes reluit ;  
Il brille, vivant symbole,  
Comme un phare dans la nuit.

Venez, vous pour qui la vie  
Est ici pleine de fiel,  
C'est vous, pauvres, qu'il convie  
Au grand banquet dans le ciel.

L. PIOCHE.

## CHRONIQUE.

---

25 novembre.

L'exposition universelle n'est plus maintenant qu'un souvenir ; elle a déjà passé, à l'heure où nous écrivons ces lignes, dans le domaine de l'histoire. L'activité mise en œuvre au mois d'avril pour préparer le splendide palais des merveilles du monde entier, est doublée maintenant qu'il s'agit de détruire ce brillant assemblage. L'effet a été produit, les exposants rentrent dans leurs provinces avec leurs produits plus ou moins médaillés. Le jury qui a décerné les récompenses a parlé il y a longtemps ; reste à savoir si le public admirateur a toujours applaudi à ses choix et à ses préférences. Nous avons mentionné les récompenses que nos exposants franc-comtois avaient obtenues dans le grand concours universel ; il y a eu des mécontents, et nous serions bien près de partager leurs plaintes, surtout quant à ce qui touche à notre industrie horlogère, unique en France pour la quantité vraiment merveilleuse et le bon marché de ses produits. Les Français sont réellement trop courtois pour nos voisins les étrangers ; ainsi, si nous voulons résumer la somme des récompenses accordées à l'horlogerie, nous voyons que la France a obtenu cinq médailles d'or, dix médailles d'argent, neuf médailles de bronze et vingt-huit mentions honorables ; tandis que l'Angleterre, qui ne vient qu'en troisième ligne comme fabrication, a obtenu, pour vingt exposants, dix-huit récompenses. Que pensent après cela nos cent dix-sept exposants bisontins ? Le jury avait-il la prétention de trouver dans les trois cent mille montres de notre fabrique trois cent mille chronomètres ou montres marines, que nos voisins les Anglais ne peuvent produire qu'à des prix excessivement élevés et peu à la portée de tous (10 ou 15 livres sterling, soit 250 à 375 francs). Quels que soient la couleur et le nombre des médailles obtenues par nous, il n'en reste pas moins avéré que l'industrie horlogère de notre province, en raison de son mouvement industriel et com-

mercial, du chiffre toujours croissant de sa production et du nombre considérable d'ouvriers qu'elle occupe, se place parmi les industries appelées à lutter avec avantage sur les marchés du monde entier, et sollicitant par cela même le plus vivement l'attention des économistes.

Quant à celle des amateurs de recherches historiques, elle vient d'être réveillée de nouveau par deux ouvrages d'un haut intérêt.

Sous le titre de *Questions alsaciennes à propos de l'Histoire de Jules César par l'empereur Napoléon III*, M. l'abbé Ch. Martin, directeur du gymnase catholique de Colmar et membre de l'académie de Besançon, vient de publier un écrit piquant, où la clarté française s'allie heureusement à une érudition toute germanique, et qui paraît battre très sérieusement en brèche quelques assertions de l'écrivain impérial. Ces assertions, contenues dans le second volume de l'*Histoire de César*, M. l'abbé Martin croit les avoir complètement réfutées en démontrant : 1° que la Haute-Alsace, à l'époque de César, avait ses habitants propres, qui étaient certainement les Rauraques, et très probablement leurs alliés, les Latobriges et les Tulingiens ; 2° que ces peuples occupant cette contrée, elle ne pouvait être occupée en même temps par les Séquanais ; 3° qu'ils n'étaient ni *clients* ni *tributaires* des Séquanais ; 4° que le tiers de la Séquanie donné à Arioviste ne pouvait être la Haute-Alsace, puisque les Séquanais ne pouvaient donner ce qui ne leur appartenait point ; 5° que le théâtre de la guerre entre Arioviste et César ne pouvait être l'Alsace, mais bien le pays au-delà des Vosges ; 6° enfin que, par conséquent, toute la partie géographique et stratégique de l'*Histoire de Jules César* concernant l'Alsace, et notamment le récit de la campagne de César, est erronée et doit être changée dans la seconde édition de cet important ouvrage.

On voit qu'il ne s'agit pas d'un dissentiment restreint à quelques détails, mais que le système stratégique et géographique que l'auteur critique est mis en question tout entier. M. Martin, qui est Alsacien dans l'âme, a d'abord pour lui sa connaissance personnelle et intime du pays, de sa topographie et de son histoire ; il a pour alliés de très doctes Allemands et des Français non moins savants, parmi lesquels notre Perreiot est maintes fois cité avec honneur. Selon M. Martin, ce serait dans la Haute-Saône, non loin de Lure, qu'aurait eu lieu la célèbre bataille entre Arioviste et César. Le nom de notre province revient du reste fréquemment dans cet écrit, et il en fait un document indispensable à consulter pour quiconque voudra désormais reprendre l'histoire de la Séquanie, ou simplement la suite de cet obscur et interminable procès ou-

vert autour des *Commentaires de César* et de la question alésienne. « Si ces modestes pages, dit M. Martin en terminant, viennent à tomber sous les yeux de l'illustre auteur, qu'il daigne nous pardonner la liberté avec laquelle nous nous sommes permis de le contredire. Une discussion grave et digne est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à la vérité et à l'écrivain qui a cherché à la saisir, mais qui a pu se tromper faute de renseignements suffisants. »

M. Jules Sauzay continue de publier chez M. Jacquin son *Histoire de la Persécution religieuse en Franche-Comté*. Le second volume, qui se rapporte à l'année 1792 et aux travaux de l'Assemblée législative, sera accueilli des esprits sérieux avec tout l'intérêt que le premier avait pu leur inspirer. Il traite d'une des époques les plus remuées et les plus fécondes en événements, et il renferme une multitude de renseignements qui font le plus grand honneur à l'esprit de recherche, de patience et de critique de notre compatriote. Dans tout le cours de ce second volume, on voit grandir à chaque instant le flot envahissant de la marée révolutionnaire, et la transformation qui s'opère pas à pas dans l'état de la religion et de ses ministres, peut très bien représenter en raccourci l'état de la société française tout entière. Les premiers chapitres, consacrés aux troubles innombrables et partiels causés par l'arrivée des intrus, et leurs luttes avec les populations et quelquefois les municipalités, sont d'abord un peu trop chargés de détails pour donner au lecteur un aperçu un peu exact de la situation générale. Mais bientôt cette situation s'accuse plus nettement. Sous la pression sauvage des clubs jacobins, les conseils des départements et des districts deviennent de plus en plus intolérants. La liberté des cultes n'est qu'à l'usage des athées, des protestants ou des juifs; seuls les catholiques n'en peuvent jouir. Les citoyens français sont vexés, tyrannisés et même emprisonnés, dès qu'ils ne partagent pas l'opinion des farouches déclamateurs de tribune qui, à Besançon, font trembler les autorités constituées, tandis qu'à Paris ils menacent et asservissent l'Assemblée nationale elle-même. Les dénis de justice se multiplient, la liberté tant vantée n'est plus qu'un vain nom, et la Révolution, après s'être hypocritement affublée de je ne sais quelle Eglise française, qu'elle ne peut guère recruter qu'avec des moines ignorants ou de mauvaises mœurs, montre enfin le bout de l'oreille, en plaçant un infâme bonnet rouge sur le clocher de Saint-Pierre à Besançon, et en faisant sentir, par l'organe du sanguinaire journal *la Vedette*, qu'une Eglise schismatique sera bientôt trop sainte encore pour la pieuse terre de France. M<sup>r</sup> de Dürfort, de sainte et vénérable mémoire, meurt

en exil, le roi est détrôné, les prêtres sont menacés dans leur liberté et dans leur vie. Le régime terroriel s'avance à grands pas.

Nous sommes heureux de nous associer franchement aux justes louanges qu'adresse à M. Sauzay le comte de Montalembert, et nous rendons, comme l'éloquent auteur des *Moines d'Occident*, hommage à l'admirable sincérité de notre compatriote. Qu'il nous permette de lui donner un conseil. Nous l'engageons à se défaire de quelques mots, de quelques phrases, qui se rencontrent trop souvent sous des plumes moins sincères et moins chrétiennes. Que veut dire, par exemple, *l'émigration dorée réunie à Coblenz*? Ne reprochons point l'élégance à ceux qui étaient alors hors la loi, et qui perdirent pour la plupart, sinon leur vie, du moins leurs biens. En 1848, alors qu'une révolution sans but intronisait, pour peu de temps, il est vrai, l'anarchie dans notre pays, on traitait de *dorée* la légion de la garde nationale de Paris recrutée dans les vieilles rues du faubourg Saint-Germain. Son colonel lui-même, républicain pour le quart d'heure, avait souvent cette plaisanterie à la bouche. Lorsque Paris vit, quelque temps après, l'affreux spectacle de la guerre civile, le colonel avait un peu plus de sympathie qu'il n'eût fallu pour les défenseurs des barricades. La légion *dorée* parla ferme, et le colonel, bon gré malgré, commanda de croiser la baïonnette contre les fauteurs du désordre. Si l'on jetait un regard sur les listes d'appel des jeunes et héroïques zouaves qui viennent de sauver le dernier rempart de la religion et de la justice, on y trouverait probablement bien des noms appartenant à cette classe *dorée* qui composait les listes de Coblenz.

Nous annonçons dans notre dernière chronique la mort du cadet de ces deux braves jeunes Comtois dont notre province a le droit d'être si justement fière. Nous avons la douleur d'enregistrer aujourd'hui la mort de l'ainé, de M. Dufournel, capitaine adjudant-major aux zouaves pontificaux. Il est tombé non pas en bataille rangée, les lâches chemises rouges n'eussent pu supporter l'élan avec lequel il eût lancé ses soldats contre eux, mais dans une rue de Rome, à l'assaut d'une villa ennemie, sous les balles d'un des *braves* de Garibaldi, qui n'eût certes pas osé le regarder en plein jour.

Cette nécrologie, commencée à Rome avec tant de gloire, s'achève dans nos presbytères et dans nos écoles avec des noms moins connus. Citons d'abord deux prêtres sur lesquels nous avons obtenu quelques renseignements et dont la mémoire demeurera longtemps en vénération dans les paroisses où ils ont exercé le saint ministère.

M. Augustin-Irénée Paris, curé de Pouligney (Doubs), a passé en faisant le



bien ; il s'est fait tout à tous, ne comptant jamais avec ses forces, ne se refusant à aucune fatigue. Il était au milieu de ses paroissiens un modèle de douceur et un apôtre de paix. Longtemps encore ils se souviendront de sa prévoyance et de sa bonté, de sa simplicité tout évangélique, de sa tendresse pour les enfants, de son dévouement et de sa charité à l'égard de tous, particulièrement à l'égard des pauvres et des malades, qui occupaient encore sa pensée dans les derniers moments de sa vie. M. Pâris est mort à l'âge de cinquante ans ; la paroisse de Pouligney jouissait depuis vingt ans de son administration paternelle et sage. Les obsèques de M. Pâris ont eu lieu le 10 octobre dernier. Elles ont prouvé par l'affluence qu'elles ont attirée, malgré la pluie et le mauvais temps, de quelle considération était entouré ce pieux et charitable prêtre, et combien tous ceux qui l'ont connu sont unanimes à regretter sa perte. Quelques jours après, M. Fleury, curé de Saint-Hilaire, avec l'autorisation de Son Eminence, faisait en termes dignes, simples et par cela même éloquents, l'oraison funèbre de M. le curé de Pouligney. Il a retracé à un nombreux auditoire, ému jusqu'aux larmes, cette vie si belle d'humilité et d'abnégation, qu'il avait si bien connue. Les louanges du défunt, comme les exhortations aux vivants, trouvaient un écho dans tous les cœurs.

M. Kolb, curé de Servance, laisse dans notre clergé un plus grand vide. Prêtre instruit autant que zélé, il gouvernait depuis longtemps une des plus importantes paroisses de nos montagnes des Vosges. Son nom demeurera un de ceux que la vénération publique aimera le plus à prononcer, et en le citant, on racontera que, se sentant mourir, il voulut voir un de ses paroissiens avec qui il avait eu quelques difficultés, qu'il se jeta à son cou et qu'il lui dit en le serrant tendrement de ses mains défaillantes : « N'est-ce pas que nous nous aimons bien ? »

L'Académie de Besançon a perdu deux de ses membres, M. le docteur Tournier, auteur d'un *Traité élémentaire de physiologie*, et M. Désiré Monnier, antiquaire et poète comme Boissard, mais meilleur chrétien que cet érudit du xvi<sup>e</sup> siècle. Une notice sera consacrée, par un des collaborateurs des *Annales*, à rappeler les ouvrages et les mérites de ce savant archéologue. M. Tournier est mort dans les bras du christianisme ; M. Monnier n'attendit pas le dernier moment pour lui rendre hommage. Y a-t-il une autre consolation à attendre, le jour « où il faut passer, comme dit Commines, par où tous les autres ont passé ! »

Le C<sup>te</sup> DE VAULCHIER.

## LA BIENHEUREUSE LOUISE DE SAVOIE.

---

Louis, duc de Savoie, était mort en 1463. Il eut pour successeur son fils, le bienheureux Amédée, qui avait épousé Yolande, fille de Charles VII, roi de France. De cette alliance était née une famille nombreuse, composée de neuf enfants. Louise, la dernière fille de cette noble race, naquit le 28 décembre 1461. Son père était à cette époque gouverneur de la Bresse et du pays de Vaud. Il fuyait la cour de Chambéry, alors en proie à des divisions de famille. Quatre ans plus tard, à la mort du duc Louis, Amédée revint à Chambéry et prit possession du duché de Savoie.

La jeune Louise montra de bonne heure les vertus qui font les grandes âmes. D'un esprit vif, pénétrant, sérieux, d'un jugement solide et d'un cœur généreux et fidèle, elle sut, au milieu des dangers de la cour, s'attacher aux saints exemples de sa famille et résister aux séductions de la flatterie et aux entraînements des plaisirs.

Au sortir de l'enfance, elle parut un ange de piété, de charité et de respect pour ses parents. On raconte qu'elle n'oubliait rien de tous les discours religieux qu'elle entendait, et que, pour se rendre utile dans les conversations, elle répétait, avec autant de fidélité que d'onction, les paroles qu'elle jugeait les plus propres à édifier.

Dans son auditoire, se rencontrait fréquemment Hugues, prince de Chalon, que le malheur avait conduit à la cour d'Amédée. Hugues était fils de Louis de Chalon, qui lui avait donné par son testament du 8 septembre 1462, les seigneuries de Jougne et d'Orbe, ainsi que les châteaux et les terres de Granson, de Montagny-le-Corbos, de Belmont, d'Echalens et de Bottens, au pays de Vaud. Mais Guillaume, frère aîné de Hugues, ne tenant aucun compte des dispositions testamentaires de son père, régla lui-même le partage des biens de la maison de Chalon, et garda pour lui l'apanage de ses frères. Hugues, soutenu par le duc Amédée et surtout par Yolande de France, reconquit par les armes, en 1469, ses terres du pays de Vaud. Ce qu'il y eut de plus avantageux pour le

vainqueur, fut de gagner l'estime et l'affection de la cour de Savoie.

Louise était un des plus beaux ornements de cette cour. Aussi, Hugues, épris des qualités aussi extraordinaires que précoces de la fille d'Amédée, cherchait à obtenir sa main. Quant à la jeune princesse, elle acceptait sans murmure comme sans empressement, la volonté de sa mère, alors régente de Savoie.

Le sire de Monjeu, ambassadeur du duc de Bourgogne, fut chargé de négocier cette union. D'après les instructions qu'il avait reçues de la maison de Savoie, l'accomplissement des vœux de Hugues dépendait du gain de son procès concernant la baronie de Granson et du consentement de son suzerain Charles le Téméraire.

Le prince de Chalon, dans le désir d'aplanir ces obstacles, se rendit à la cour de l'empereur, puis au camp du duc de Bourgogne, arrêté à Neuss par le siège de cette ville. Après avoir obtenu gain de cause auprès de l'un et de l'autre de ces souverains, il revint triomphant en Bourgogne. Son mariage se serait célébré aussitôt, sans l'arrivée inopportune des Suisses dans les terres de son patrimoine. C'était le début d'une campagne qui devait causer un grand dommage au prince de Chalon et différer de trois ans la cérémonie de son mariage.

Partisan de Charles le Téméraire, dont il était le vassal, il avait mis au service de ce prince son épée, ses trésors et les hommes qu'il levait sur ses terres. Hugues gardait les défilés du Jura pendant la bataille de Granson; il était à Morat et à Nancy.

Charles, battu deux fois par les Suisses, était en proie à des accès de rage extraordinaire. Il résolut de se venger sur Yolande, régente de Savoie. Elle lui avait cependant fourni un contingent de plusieurs milliers d'hommes; elle était venue jusqu'à Lausanne, lors de la bataille de Morat; Jacques de Romont, qui commandait un corps de troupes à cette journée fameuse, était son beau-frère; n'importe, Charles l'accusait de trahison. Un jour qu'Yolande revenait de Gex et rentrait à Genève, Olivier de la Marche, homme d'action du duc de Bourgogne, s'empara de la régente, de son fils Charles et de ses deux filles Marie et Louise. Philibert, duc de Savoie, fut délivré par son gouverneur et caché dans un champ de blé. Après cet odieux attentat, Olivier s'éloigna en toute hâte de Genève, d'où pouvaient venir des libérateurs de la famille prisonnière. Il passa la Faucille pendant la nuit. Arrivé à Mijoux, il donna cependant quelque repos à ses illustres captifs, et rejoignit à Saint-Claude le duc de Bourgogne.

Charles dirigea ses prisonniers sur Salins, Rochefort et Rouvre. C'est

dans cette dernière forteresse qu'ils restèrent renfermés pendant quelques mois. Ces jours étaient pleins d'angoisses. Que pouvait-on espérer de Charles, dont on connaissait la témérité et la violence ? On se rappelait involontairement Dinan, Liège, les massacres de Nesle, qui lui valurent le surnom de Terrible, et le sort des prisonniers du château de Granson.

Cependant la surveillance exercée sur la forteresse de Rouvre n'était pas bien sévère ; car Hugues, au retour d'une mission qu'il avait été remplir en Italie, put pénétrer dans la prison et voir Louise, sa fiancée. Il tenait à contrebalancer l'influence des émissaires de Louis XI, oncle de cette princesse, qui voulait rompre le mariage projeté.

Trompant les prévisions des captifs de Rouvre, Louis XI se montra empressé de procurer la liberté de sa sœur Yolande et celle de ses enfants. Il donna ordre à du Bouchage d'aller trouver Louis d'Amboise afin de concerter l'enlèvement de la duchesse de Savoie. Le gouverneur de Champagne arriva sans nul empêchement sous les murs du château de Rouvre, avec cent à deux cents lances, et, pendant la nuit, la régente sortait heureusement avec toute sa famille. En peu de temps, les prisonniers rendus à la liberté arrivaient à Plessis-lez-Tours, où le roi les attendait avec de douces paroles et de beaux présents.

Ils ne passèrent que huit jours ensemble. Au départ on était content de part et d'autre. La séparation ne devait pas être longue pour Louise ; car sa mère Yolande mourut le 29 août 1478, et dès lors, la jeune princesse quitta la Savoie pour toujours. Louis XI, son oncle et son tuteur, l'appelait à sa cour.

Dans le cours de l'année précédente, de grands événements s'étaient accomplis en France et en Bourgogne. Charles le Téméraire était mort à Nancy. Marie, sa fille unique et l'héritière de ses Etats, était menacée par l'ambition jalouse de Louis XI. Ce prince attira les seigneurs bourguignons à son parti, en leur faisant des promesses flatteuses. Jean, prince d'Orange et neveu de Hugues de Chalon, fut gagné des premiers, et réussit à faire accepter des garnisons françaises dans quelques villes de Franche-Comté. Mais les Franc-Comtois s'aperçurent bientôt qu'ils étaient dupes des fourberies du roi. Ils chassèrent les garnisons françaises. Le prince d'Orange lui-même, frustré dans ses espérances, mit son épée au service de Marie de Bourgogne. Il s'unit aux principaux seigneurs du pays pour repousser l'armée française, qui avait franchi la Saône sous la conduite de Craon. Une rencontre eut lieu près du village de Pin-l'Emagny. Les Français furent repoussés. Mais dans la lutte,

Hugues de Chalon fut fait prisonnier et conduit à Chalon-sur-Saône.

Louise, sa fiancée, était toujours à la cour du roi de France. Louis XI savait combien Hugues désirait épouser cette princesse. Il voulut tirer profit de ses dispositions et promit, *ou cas qu'il se veuille réduire en nostre obéissance, que nous lui baillerons et faisons avoir en mariaige notre nyepce, Loyse de Savoye, laquelle est entre noz mains.* La condition fut acceptée. Le 12 mai 1479, le monarque passe l'acte de ratification du traité conclu avec Hugues, et le 24 août de la même année, malgré son désir de consacrer à Dieu sa virginité, Louise se marie à Dijon, en présence du roi. Hugues achevait ainsi une captivité de dix-huit mois subie dans les prisons de Chalon-sur-Saône. Il avait vingt-neuf ans et son épouse dix-sept.

Le contrat de mariage de la fille des ducs de Savoie lui assignait une somme de six mille livres de rentes et les châteaux de Nozeroy et de Vers pour habitation. Louis XI, de son côté, lui donnait pour cadeau de noces 45,000 livres. Ce mariage bien assorti profita au rusé monarque français. Il gagnait à son parti le plus puissant soutien de la cause de Bourgogne. Hugues se montra même audacieusement Français. La conduite des états de Franche-Comté l'avait beaucoup irrité. Ils avaient eu la maladresse de ne pas réclamer les châtellenies du pays de Vaud, auquel Hugues tenait autant que ses maîtres d'alors, les Etats de Berne et de Fribourg. Peut-être aussi trouvait-il, avec beaucoup d'autres seigneurs, que Charles le Téméraire s'était rendu coupable du crime de lèse-majesté ; car, au lieu de tenir les intérêts de son suzerain, comme un franc vassal, il avait dit ironiquement qu'à la place d'un roi de France, il voudrait en voir six.

La Franche-Comté vit avec bonheur la nièce du roi de France arriver à Nozeroy. C'était un protecteur contre Louis XI, qui, par son habileté et avec l'argent de la France plutôt qu'avec son sang, dont il se montrait avare, triomphait de ses ennemis les plus puissants. Louise apportait le rameau d'olivier après ce déluge de maux qu'avaient entraîné les guerres de Flandre, de Suisse et de Bourgogne.

La jeune épouse vint habiter le château de Nozeroy, restauré en 1440 par Louis, son beau-père. Celui-ci avait dépensé près d'un million pour réparer ce château et en avait fait un des plus beaux de France.

La nouvelle dame de Nozeroy vécut bien simplement, au milieu d'une cour qui était calquée sur celle de Bourgogne. Sujette de bonne heure aux infirmités, elle souffrait sans se plaindre et se privait souvent du secours de ses dames d'honneur. « Il m'est pénible de vous réveiller uniquement pour moi, » leur disait-elle après une nuit mauvaise où la

crampe l'avait tourmentée plus que d'habitude. Le tourbillon du monde fatiguait ce cœur qui avait désiré le bonheur de la retraite. « Hélas ! disait-elle, comment peut-on désirer de vivre loin des biens éternels du ciel et dans une occasion continuelle d'offenser Dieu ? La mort n'est pas à craindre, quand on la connaît. » Ses nombreux visiteurs étaient choisis parmi les personnes les plus vertueuses. Une peine était infligée à tous ceux à qui il échappait un jurement ou quelque autre faute semblable. Très souvent elle lisait à haute voix devant les gens du château. Elle les rassemblait la veille des grandes fêtes, dont elle exposait les mystères avec beaucoup de talent et de succès. Elle ne pouvait souffrir la médisance, moins encore la calomnie. « Je vous prie de vous taire, disait-elle avec vivacité aux personnes qui manquaient de charité devant elle ; ce n'est pas ainsi qu'on doit parler. »

Peu faite pour les joies bruyantes du monde, elle disait, au sortir des bals et tournois donnés à l'occasion des nombreux visiteurs du château de Nozeroy : « Mon Dieu, quel supplice pour moi ! que j'ai de crainte de rendre compte un jour de ces divertissements où la nature aura pris trop de part ! » Ce mot est encore de Louise : « Les bals et les comédies sont comme des champignons, dont le meilleur ne vaut rien ; il est plus facile de s'en passer que d'en bien user. » Elle portait des habits fort simples, et quand on lui en faisait la remarque, elle répondait : « Il me suffit que monseigneur mon époux m'aime bien. » Mot admirable, qui peint un grand caractère et une grande vertu.

Elle se montra invariablement attentive à soulager les misères d'autrui. Elle aimait à assister surtout les femmes enceintes et les personnes mourantes. Celle qui essuyait les larmes de tous les malheureux, ne pourra retenir les siennes à la mort de son époux, arrivée le 3 juillet 1490. Hugues de Chalon, sire de Châteauguyon et le dernier seigneur de Granson et d'Orbe, mourut à l'âge de quarante ans, au château de Nozeroy.

Par son testament, il donne à son épouse les choses qui lui sont assurées par contrat de mariage, tous ses meubles et équipages, toute sa vaisselle, ainsi que l'or et l'argent monnayé et non monnayé, les bijoux qu'il possède, en quelque lieu que ce soit. Il lui donne, de plus, à titre de jouissance viagère, les châteaux, villes, bourgs et seigneuries de Jougne, de Rochejean et de Châtel-Blanc, ainsi que 2,000 francs de rentes dans les salines de Salins.

Dans l'église de l'abbaye du Mont-Sainte-Marie, à droite du chœur, était la chapelle et la sépulture de la maison de Chalon. Le dix-septième et dernier membre de cette maison qui y fut enterré, est l'époux de

Louise. Il avait été marié onze ans, et il mourait sans laisser d'enfant. Sa race devait s'éteindre quarante ans plus tard, à la mort de Philibert de Chalon, tué au siège de Florence, à la tête de l'armée d'Italie, au service de Charles-Quint.

Restée veuve à vingt-huit ans, possédant une bonne partie de la fortune commune de la maison de Chalon, cousine du roi de France, sœur du duc de Savoie et de la comtesse de Neuchatel, Louise renonce aux alliances les plus honorables que lui offrent plusieurs membres de la noblesse franc-comtoise. Son vœu le plus ardent était d'embrasser la vie religieuse.

Bien que Louise fût, par sa sagesse et sa grande intelligence, le conseil des autres, elle ne voulut pas entrer au monastère sans consulter son directeur, qui était le R. P. Perrin, cordelier à Nozeroy. Ce religieux, plein d'une grande piété et d'une grande science, l'autorisa seulement à prendre l'habit du tiers-ordre de saint François d'Assise, et lui fit attendre longtemps une décision définitive.

Ce temps d'épreuve fut consacré à la charité, à la piété et à l'étude. Pour profiter davantage de la récitation de son psautier, Louise commença l'étude du latin. Ce n'est qu'après trois ans d'attente qu'il lui fut permis de croire qu'elle était vraiment appelée à la vie religieuse. Cette décision, donnée par son directeur, la combla de joie, et il fut résolu qu'elle se retirerait au couvent des clarisses d'Orbe. Ce monastère avait été bâti par Jeanne, princesse de Chalon, la belle-sœur de Louise ; Philippine de Chalon s'y trouvait au nombre des religieuses.

Le 23 juin 1492, Louise cède tous ses droits à l'hoirie tant paternelle que maternelle, à son frère Charles, duc de Savoie, qui, en retour, lui donne les châteaux de Cossonay et de *Venoye*. Elle ne les garda que peu de temps. Le 16 août, la duchesse de Savoie donne ordre à son trésorier de payer à la princesse de Chalon 2,000 florins qui lui étaient encore dus sur la somme de 8,000 qui avait été fixée pour la rétrocession des deux châteaux. Louise fonde une chapelle en l'honneur de la Conception de la Vierge Marie, et une messe quotidienne dans l'église de Sainte-Claire du couvent d'Orbe. Elle fait de nombreuses fondations dans d'autres églises, verse d'abondantes aumônes dans le sein des pauvres et récompense généreusement ses serviteurs. Le château de Nozeroy et les immenses richesses de Chalon deviennent le partage de Jean, son neveu, fils de Guillaume et père de Philibert.

C'est le 23 juin 1493 que Louise arrive à Orbe, suivie de deux de ses dames d'honneur, Catherine de Saulx et Charlotte de Saint-Mauris, deux Bourguignonnes qui, à l'exemple et sur les conseils de leur

maîtresse, embrassaient la vie dure des pauvres dames clarisses d'Orbe.

Une résolution si extraordinaire frappa d'étonnement les habitants de la ville d'Orbe. Ce travail entrepris avec courage, lentement, volontairement, pour donner la main à la pauvreté, cette peine pour descendre du faite de la gloire et des richesses au dernier jalon de la pauvreté et de l'humilité, faisait l'objet de l'admiration et des conversations de tous les pays environnants. Louise n'était pas étrangère à la cité d'Orbe ; le nom de son époux y était en honneur. On se rappelait les brillantes fêtes données au jeune seigneur aux jours des serments réciproques. On se rappelait ce beau cavalier recevant Charles le Téméraire dans son château, avant la bataille de Granson, ou quittant la ville à la tête d'un corps d'armée. On avait toujours vu avec plaisir l'époux ; on vit avec étonnement l'épouse.

Une statue de la Vierge tenant l'enfant Jésus fut donnée, à cette époque, au couvent d'Orbe par la princesse de Chalon. Cette statue, qui existe encore aujourd'hui, se conserve avec beaucoup de soin, par respect pour la mémoire de la donatrice, dans la chapelle du Saint-Rosaire de l'église paroissiale d'Evian. Elle porte cette inscription : *Maria mater misericordiæ*, et plus bas le nom d'Orbe, avec le millésime 1493.

C'est le 27 juin 1493 que Louise vint, pendant la nuit, frapper aux portes du monastère d'Orbe. L'abbesse, Françoise d'Aubonne, la reçut avec le crucifix. Louise, se jetant à genoux, porta à ses lèvres l'image sacrée, et tandis que l'on conduisait la novice au lieu destiné à la vêtue, les religieuses chantèrent ce répons, que l'Eglise a consacré à l'honneur des saintes femmes : *Regnum mundi et omnem ornatum sæculi contempsi*, etc.

L'abbesse dépouilla Louise de ses habits séculiers et la vêtit de l'habit religieux. Elle lui présenta de nouveau le crucifix, en lui disant : *Madame, voici l'image du Sauveur, qui est mort sur la croix pour notre salut ; voulez-vous, pour l'amour de lui, vous dépouiller, à son imitation, de toutes les grandeurs humaines ?* La postulante, ayant de nouveau collé ses lèvres sur la sainte image avec beaucoup de respect, l'appliqua tendrement sur son cœur, disant : *Voici ma portion et mon héritage ; j'ai renoncé et je renonce, pour l'amour de Jésus-Christ, à tout ce que j'ai possédé sur la terre. En ce moment, tous mes vœux sont accomplis. Je rends grâces de tout mon cœur à Dieu, qui m'a accordé cette faveur présente que j'ai désirée si longtemps.*

Cette cérémonie si simple, mais accomplie avec tant de ferveur, se termina par le *Te Deum* chanté avec enthousiasme.

Louise demanda, sans plus tarder, la permission de quêter elle-même,



dès ce jour, pour les besoins du monastère. La première personne qui lui fit l'aumône fut l'épouse du bailli d'Orbe.

Chéries dans la ville et dans les campagnes voisines, qu'elles parcouraient chaque fois que les provisions du couvent touchaient à leur terme, les religieuses étaient très bien accueillies dans la contrée, qui les avait en vénération. Le monastère comptait habituellement une vingtaine de religieuses. Au moment de leur départ d'Orbe, en 1555, pour s'exiler à Evian, après vingt années de persécutions, il se trouva encore au couvent dix-neuf religieuses, qui s'embarquèrent à Ouchy, sous la conduite de l'abbesse, Anne Husson.

Pendant le noviciat de sœur Louise, le monde chercha à la disputer à Dieu et à la vie religieuse. Ce fut inutilement qu'on mit tout en œuvre pour la détourner de ses vœux. Elle préféra aux douceurs qu'elle avait connues, la vie pénitente de ses compagnes, qui allaient nu-pieds, couchaient sur une paille, quelquefois même sur une planche, portaient le cilice de crin et gardaient une abstinence perpétuelle.

L'ancienne princesse de Chalon fit un an de noviciat, après lequel elle fut reçue à la profession. C'était le jour de la fête des saints apôtres Pierre et Paul, le 29 juin 1494. Louise fit solennellement, en présence de toute la communauté, les vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté, et elle les observa avec une fidélité exemplaire jusqu'à sa mort, arrivée le 24 août 1503. Elle était alors âgée de quarante-un ans, et en avait passé dix en religion.

A sa mort, Dieu manifesta sa sainteté par des grâces merveilleuses. Tout ce qui avait servi à sa personne fut partagé entre les cours de Savoie et de Bavière. Son écuelle de bois se conserve encore à la cure d'Evian. Cette écuelle est bordée d'un petit cercle d'argent et porte, dans le fond, une petite plaque aussi d'argent, où est gravé le monogramme du Christ.

Le corps de la défunte, déposé dans le cimetière du couvent d'Orbe, fut exhumé en 1531, à la demande de Philiberte de Luxembourg, veuve de Jean, prince d'Orange. On craignait alors une profanation. On exhuma en même temps celui de Philippine de Chalon, morte aussi au couvent d'Orbe, en 1507, en odeur de sainteté. Ces précieux restes, placés dans une caisse de noyer, furent envoyés secrètement d'Orbe à Nozeroy, et cachés dans l'église du couvent des cordeliers de cette ville. Une visite authentique eut lieu en 1629, le 9 novembre, par l'autorité de S. A. S. Jean, comte de Nassau et seigneur de Nozeroy, à l'instance de S. A. R. Charles-Emmanuel et des infantes sérénissimes.

Charles III, duc de Savoie, avait pris la résolution de retirer le corps

de sa tante Louise et celui de son aïeul, le B. Amédée, pour les faire canoniser. Les guerres de l'empereur Charles-Quint et du roi de France, qui le privèrent de ses Etats, lui en ôtèrent les moyens.

On avait perdu de vue Louise de Savoie, du moins à la cour de Turin, lorsque sa *Vie*, écrite au commencement du siècle passé, par l'abbé Rey, aumônier des religieuses clarisses d'Evian, fut communiquée à M. de Blonay, ambassadeur de Sardaigne, résidant à Lausanne. M. de Vauldry, père de M<sup>me</sup> de Blonay, donna connaissance du manuscrit à la cour de Turin, qui accueillit avec beaucoup de faveur cette notice. Elle était précieuse, car elle révélait le lieu où reposaient les restes de la sainte religieuse d'Orbe.

L'exhumation de ce corps se fit à Nozeroy, à la demande du roi Charles-Albert, le 15 juin 1839. La cérémonie était présidée par M<sup>r</sup> l'évêque de Saint-Claude, Antoine-Jacques de Chamon. Elle se fit au milieu d'un immense concours d'ecclésiastiques et de fidèles. Il fut dressé un procès-verbal de l'exhumation des ossements des princesses Louise de Savoie et Philippine de Chalon, et de leur translation dans l'église, puis dans la sacristie de l'église paroissiale de Nozeroy.

En 1840 eut lieu la remise de la caisse renfermant les ossements à MM. les délégués de S. M. Charles-Albert et de M<sup>r</sup> l'archevêque de Turin. La religieuse d'Orbe repose aujourd'hui sous l'autel de la chapelle du B. Amédée, dans le palais du roi, à Turin.

L'année même de l'exhumation, Rome donnait un décret de confirmation du culte, et S. S. Grégoire XVI proclamait bienheureuse Louise de Savoie.

Aujourd'hui, le nom de la bienheureuse Louise est à peu près oublié dans le pays de Vaud, sa patrie d'adoption. Orbe, toutefois, demeura longtemps fidèle à son culte, et le souvenir de ses vertus, dit M. de Ginggins, fut une des causes de la résistance que les réformateurs trouvèrent à Orbe plus que partout ailleurs.

N'oublions pas de mentionner que dans l'église catholique d'Yverdon, à l'autel de la nef collatérale de droite, se voit un tableau représentant la B. Louise. Elle y est avec son costume de clarisse, à genoux, priant dans l'église du couvent d'Orbe, devant un crucifix qu'elle tient dans ses mains. Ce tableau est un don de S. M. le roi Charles-Albert à la paroisse d'Yverdon, dans le ressort de laquelle se trouve la ville d'Orbe. Dans le diocèse de Lausanne et Genève, que Louise a édifié par son abnégation et toutes les autres vertus évangéliques dont elle a donné l'exemple, on fait sa fête le jour de sa mort, le 24 juillet, et sa *Vie*, partagée en trois leçons, se trouve dans le propre diocésain.

L'abbé JEUNET.

## HUGUES DE CHALON ET LES MOYENS MORAUX DE LOUIS XI

### POUR ANNEXER LA FRANCHE-COMTÉ.

( 1479. )

---

La Notice qu'on vient de lire sur la B. Louise de Savoie nous a été communiquée par M. l'abbé Jeunet, curé de Berlins, diocèse de Fribourg en Suisse. C'est l'abrégé d'un travail important que l'auteur va publier, avec preuves et pièces justificatives. Parmi les documents inédits qu'il a découverts dans les archives de Turin, il en est un qui offre quelque intérêt pour l'histoire de la Franche-Comté, et que nous croyons utile de publier dans les *Annales*.

En 1477, la mort de Charles le Téméraire faisait passer tous ses Etats entre les mains de la princesse Marie, son unique héritière. C'était pour Louis XI une belle occasion de s'emparer de la Bourgogne. « La joye fut très grande au roy, dit Commynes, de se voir au-dessus de tous ceux qu'il haïssoit et estoient ses principaux ennemis. » Le rusé monarque envoya aussitôt ses agents de tous côtés, « pour recevoir en l'obéyssance du roy tous ceux qui s'y voudroient mettre. » Il promit tout ce qu'on voulut, sauf à n'accorder que ce qui lui plairait.

Un des plus puissants seigneurs de Franche-Comté était alors le prince d'Orange, Jean de Chalon-Arlay IV. Louis XI sut l'attirer à son parti. « et s'en ayda, pource qu'il estoit grand seigneur, tant en la comté qu'en la duché de Bourgongne, et aussi, bien apparenté et aimé... Audit prince d'Orange furent promis de beaux Estats, et davantage de luy mettre entre les mains toutes les places qui estoient en ladite comté de Bourgongne. »

Grâce à ce marché honteux, le prince d'Orange « besogna si bien que la ville de Dijon et toutes les autres de la duché se mirent en l'obéys-

sance du roy. » Mais la Franche-Comté ne céda pas aussi facilement. Malgré quelques défections, on s'y défiait du roi de France et on y soutenait encore le parti de la princesse Marie. Le prince d'Orange lui-même, n'ayant pas obtenu ce qu'on lui avait promis, se mit à « rebeller le pays » contre Louis XI. Aussi Commines remarque qu'alors « en Bourgogne se faisoit la guerre tousjours, et n'en pouvoit le roi avoir le bout. »

Toutefois, le courage des Franc-Comtois ne pouvait suppléer aux ressources qui leur manquaient. « L'argent faillait aux Bourguignons : gens qui estoient es places se tournoient par intelligence. » Aussi les faveurs de Louis XI formèrent peu à peu un parti français dans cette province que le sire de Craon, lieutenant du roi, essayait en vain de soumettre par les armes. « Craon, dit Commines, eut quelque avantage sur une bande d'Alemans et Bourguignons, où fut pris le seigneur de Chateauguyon, le plus grand seigneur de Bourgogne. Le demourant de cette journée ne fust pas grande chose. »

Cette bataille, mentionnée par Commines, fut livrée près de Pin-l'Emagny, et ce « grand seigneur de Bourgogne, » fait prisonnier, n'était autre que Hugues de Chalon, fils de Louis, prince d'Orange, et oncle de Jean de Chalon, que nous avons vu tour à tour ami et ennemi de Louis XI. Dans la journée de Pin-l'Emagny, il fut pris par le sénéchal de Toulouse, qui le conduisit dans les prisons de Chalon-sur-Saône, où Hugues fut retenu dix-huit mois, par les ordres du roi de France. Ce prince exigeait cent mille livres pour la rançon du captif.

Mais Louis XI songeait moins peut-être à exiger cette somme qu'à profiter de la captivité de Hugues pour l'attirer à son parti. Il espérait le gagner, d'abord en lui offrant la main de sa nièce, Louise de Savoie, qu'il retenait à sa cour, et dont il savait que ce seigneur était épris ; ensuite, en lui offrant de grands avantages dans le comté de Bourgogne ; enfin, en lui faisant remise de sa rançon. Il réussit enfin dans ce projet par l'intermédiaire de l'évêque d'Alby, Louis d'Amboise, qui fut chargé d'aller, au nom du roi, trouver Hugues dans sa prison, et d'acheter le comté de Bourgogne au prix de ces faveurs. Les preuves de ce fait sont écrites dans le document qui suit, et que nous donnons textuellement, d'après une copie vidimée extraite des archives de Turin.

J.-M. SUGHET.

Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceulx qui ces presantes lettres verront, salut : comme en ensuyvant la charge et commission expresse que par cy-devant et naguères nous avons donné à notre chier et féal cousin

et conseiller, l'évesque d'Alby, de, pour et au nom de nous, retirer et réduire en notre obéissance et service notre treschier et amé cousin, Hugues de Chalon, seigneur de Chasteaulguion (1), par laquelle il avoit pover et puissance de luy accourder plusieurs choses qu'il pourroit demander, ou cas qu'il vouldist entendre à ladite reduction, soit ainsi qu'ilz se soient accourdez et convenuz ensemble, et, de ce, baillé leurs seellez de tenir l'ung à l'autre tous leurs pactes et convenances, et, entre autres choses, ait promis notredit cousin l'évesque d'Alby, par sondit seeller, à mondit cousin de Chasteauguion, de luy faire avoir de nous, dedans vingt jours après la date de sondit seeller, noz lettres de ratification dudit appointement, ainsi que plus applain apparat au contenu dicelluy, duquel la teneur s'ensuit :

Loys d'Amboise, évesque d'Alby, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut ; savoir faisons que, comme le Roy notre seigneur nous ait commis et donné la charge de retirer en son obéissance et service messire Hugues de Chalon, chevalier, seigneur de Chasteauguion et de Noseroy, et, sur ce, faire et conclure certain appointement ja piécà pourparler entre ledit seigneur et ledit de Chasteauguion, ainsi qu'il peult apparoir par la teneur des lettres de notredite commission dont la teneur s'ensuit :

Loys, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous ceulx qui ces presantes lettres verront, salut : comme puis naguères aucuns des serveurs de notre cousin le seigneur de Chasteauguion nous ait fait savoir que notredit cousin, se notre plaisir estoit le prendre et recevoir en notre bonne grace, seroit content et se offroit nous servir et soy meitre, avec toutes et chascunes ses places, terres et seignories, en notre obéissance, et, avec ce, nous a fait offrir nous servir envers et contre tous, à quoy, pour la tresgrant vaillance et loyauté de sa personne, et aussi pour la proximité de lignaige dont il nous actient, soions tres contens et enclins d'entendre ; parquoy soit besoing ordonner et commeitre aucun grant et notable personnaige à nous seur et féable, qui ait puissance de nous de le recevoir et besoigner avec luy ou ses gens, touchans les matières dessus dites, savoir faisons que, pour la trèsgrant et entière confiance que nous avons de la personne de notre chier et féal cousin et conseiller, l'évesque d'Alby, à jcelluy, pour ces causes et autres adce nous mouvans, avons donné et outroyé, donnons et outroyons par ces présentes, plain pover, auctorité, commission et mandement especial de besoigner avec jcelluy notre cousin de Chasteauguion, et de luy promeitre et accourder, ou cas qu'il se veuille réduire en notre obéissance, que nous lui baillerons et fairons avoir en mariaige notre nyepce, Loyse de Savoye (2), laquelle est entre noz mains (3), et l'acquicterons et fairons tenir quicte de sa raençon qu'il doit au seneschal de

(1) Après la mort de son frère Louis, tué à la bataille de Granson (1476), Hugues avait la confiance de Charles le Téméraire. Il était à la tête de la cavalerie à Morat et à Nancy (1477). Il mourut le 3 juillet 1490 et fut enterré dans le tombeau de ses pères, dans l'église de l'abbaye du Mont-Sainte-Marie.

(2) Orpheline du B. Amédée IX, duc de Savoie, et de Yolande de France.

(3) Après la mort de Yolande (1478), Louise et Marie sa sœur étaient parties de Turin pour Tours, le 26 septembre 1478. (*Archives de Turin.*)

Thoulouse, notre conseiller et chambellan ; et si aucune somme il en a payée, que nous l'en faisons rembourser et la luy rendre et restituer ; aussi luy baillerons le gouvernement des pays de Bourgoingne, ou d'autres telz de noz pays qu'il voudra avoir, luy donnerons offices et estatz avecques telle pension et somme de deniers qu'il sera appointé avec luy par notredit cousin l'évesque d'Alby, et faisons envers luy tant qu'il devra estre content. Et voulons que des choses dessusdites il asseure et puisse asseurer notre cousin, et luy en bailler ses lettres, soy faisant fort des notres, lesquelles nous luy promettons bailler toutefois que mestier sera ; et si notre dit cousin vouloit et pavoit meitre en noz mains et obéissance ledit conté de Bourgoingne, de prendre et accepter en notre nom la possession dudit conté, et des places, terres et seignories estans en jcelluy qu'ilz se voudroient meitre en notre dite obéissance, et pourveoir aux estatx et offices d'icelluy conté, et des terres et seignories d'icelluy, de telles personnes qu'il et notredit cousin de Chasteauguion adviserons, et leurs en bailler lettres de don en tel cas requises, et generalmente de faire besoingner et appointer, avec notredit cousin, ses gens et commis deppart luy et tous autres, tout ce qu'il cognoistra estre à faire pour le bien et prouffit de nous et de notre royolme, et tout ainsi que ferions et faire pourrions, se présent y estions, promectans en bonne foy et en parolle de Roy par cesdites présentes, signées de notre main, tenir et entretenir tout ce que par luy fera et aura esté fait, promis et accordé, de point en point, sans jamais aler ne venir au contraire. En tesmoing de ce nous avons fait meitre notre seel à ces dites patentes. — Donné aux Forges-lez-Chinon le xxiiii<sup>me</sup> jour de janvier, l'an de grâce mil cccc, soixante dix-huit, et de notre reigne le dixhuitiesme. Ainsi signé, Loys. Par le Roy, Berziau.

Que nous, en ensuyvant le bon vouloir et plaisir du Roy et par vertu dudit pouvoir à nous donné, avons prins et reçu ledit de Chasteauguion au service et party du Roy, et luy avons promis et promettons que le Roy le traitera bien et honnestement, et l'aura, luy et ses affaires, en espécial recommandacion, et le portera envers et contre tous qu'ilz voudroient entreprendre contre luy et sa chéiance, et noméement contre le dict Maximilien d'Autriche et sa femme, leurs enfens et successeurs, et aussi contre le prince son nepveux (1), et tous autres tenans leur party. Et aussi fra le Roy accomplir, solempnizer et consommer le mariaige entre ledit de Chasteauguion et mademoiselle Loyse de Savoie sa nepte (2), et lui fra appointer son mariaige ainsi que aux autres filles de Savoye (3) de jcelluy le asseurer en manière qu'il en soit payé à termes raisonnables. Et en outre lui fra le Roy rendre et délivrer toutes les terres qui par cidevant ont esté de ses prédécesseurs, tant au Dauphiné que en la conté de Bourgoingne, et dont sesdits prédécesseurs n'ont esté déboutez à autres tiltres que de confiscacion, quelque déclaracion que en ait esté faite au contraire ; et aussi le fra le Roy assigner et paier, sur ceulx qui tiennent les terres

(1) Jean de Chalon, fils de Guillaume, père de Philibert, mort en 1530.

(2) Le mariage eut lieu à Dijon, le 24 août 1479, en présence du roi.

(3) Elle eut pour sa dot 60,000 florins (*archives de Turin*), et par contrat de mariage 6,000 livres de rente, et pour habitation les châteaux de Nozeroy et de Vers.

d'Armignac (1) ou ailleurs, de la somme de soixante mille escuz d'or à luy déhuz pour le mariaige de sa mère. Et aussi le fera le Roy rembourser de la somme de quarante-sept mille livres qu'il a païé de sa raençon au sénéchal de Tholose et à Méritain son lieutenant, et les luy fra assigner et asseurer au lieu de Lyon, par gens seurs et solvables. Et touchant les quarante cinq mil livres restans estre déhuz audit sénéchal de Tholose et Méritain, pour reste de ladite raençon, pour laquelle aucuns oustages ont estez baillés par ledit de Chasteauguion et à présent sont détenus pardeçà, que lesdits oustages seront à présent délivrez et renduz, et que lesdits de Chasteauguion et autres qui pour luy sont obligez pour ladite somme, demoureront obligez et les lettres obligatoires en leur efficace et vertu, jusque à ce que ledit de Chasteauguion ait satisfait de son coustel aux choses qui s'ensuyvent, et dont il a baillier son seeller au Roy, c'estassavoir, que ledit de Chasteauguion prendra et tiendra duresenavant le party du Roy Loys nostreseigneur, à presant régnant, et de ses successeurs Roys de France, et le servira envers et contre tous, et noméement et expressément contre ledit duc Maximilien d'Autriche et sa femme, leurs enfens et successeurs et autres tenans leur party; et sera aussi tenu ledit de Chasteauguion venir en personne là où le bon plaisir du Roy sera lui mander, pour épouser mademoiselle Loyse de Savoye.

Item et pour ce que ledit de Chasteauguion a requis avoir lettres ratificatoires du Roy de ce présent appointement dedans vingt jours à compter de la date de ces présentes pour le plus tart, a promis ledit de Chasteauguion que, emprès d'avoir reçues les lettres de la dicte ratification, que dès incontinent commencera la guerre la plus chaulde qu'il pourra contre ledit duc d'Autriche et sa femme. Et tant par force qu'en toutes bonnes et honnestes pratiques qu'il pourra, s'employera à son povoir à réduire la conté de Bourgoingne en la main et obéissance du Roy, et en entretenant par ledit de Chasteauguion les choses dessus dites plus amplement contenues es lettres et seellé par luy baillé, nous avons promis et pomeitons oudit de Chasteauguion, pour et au nom du Roy et par le povoir à nous donné, et sur notre foy et honneur, que toutes les chascunes les choses dessus dites par nous promises luy seront entretenues de point en point, sans jamais venir au contraire. Et en tesmoing de ce nous avons signées ces présentes de notre main, et fait seeller de notre seel, en la ville de Mascon, le quatrième jour de may, l'an mil cccc soixante dixneuf. Ainsi signé, Loys, évesque d'Alby.

Savoir faisons que nous, ayans regard à ce que notre dit cousin de Chasteauguion soit offert soy déclaré pour nous, en faisant guerre ouverte à l'encontre dudit duc Maximilien d'Autriche, sa femme, leurs adhérans et aliez, si ainsi estoit que nous eussions ledict appointement agréable et tout incontinant que de ce lui aurions outcroyé et fait bailler nos lettres de ratification, dont de part ledit de Chasteauguion avons esté requis à grant instance, que aussi considération à la proximité de lignaige dont il nous actient, et au bon vouloir que notre dit cousin de Chasteauguion, ainsi qui nous a esté rapporté, a à nous

(1) La mère de Hugues de Chalon, prince d'Orange, était Eléonore d'Armagnac, deuxième femme de Louis de Chalon.

et à la couronne de France, aussi bien records de la charge par nous sur ce donné à notre dit cousin et conseiller l'évesque d'Alby, pour ces causes et autres à ce nous movans, par l'advis et délibération d'aucuns des seigneurs de notre sange et lignaige, et gens de notre grant conseil, de notre certaine science, plainière puissance et auctorité royal, jcelluidit appoinctement avons ratiffié et approuvé, ratiffions et approvons par ces dites patentes, promectans, sur notre foy et honneur et en parolle de Roy, d'entretenir et faire entretenir de point en point et sans enfreindre, à notre dit cousin de Chasteauguyon, toutes et chascunes les choses que par ledit évesque d'Alby lui ont esté promises et accordées, et tout ainsi que esdites lettres de seallé ainsi baillées par ledit d'Alby et dessus inserées est contenu, sans jamais venir ne faire ne souffrir qu'il soit venu ou fait au contraire, en quelque manière que ce soit, parmy ce que notredit cousin de Chasteauguion de son coustel entretiengne et face entretenir ce que par ledit appoinctement nous a promis et accordé, et que es lettres du seellé qu'il a sur ce baillé est pareillement contenu. En tesmoing de ce nous avons signé ces présentes de notre main, et à icelles fait meitre notre seel. Donné à Brinon, le douziesme jour de may, l'an de grace mil cccc soixante et dixneuf, et de notre reigne le dixhuitiesme. Ainsi signé, Loys. et sur le repleit: par le Roy, le conte de Marle, mareschal de France. Les sires de Bouchaige, de Joieuse et autres presens.

*(Extrait des archives de Turin.)*





## LE JOURNAL DE M. RAMBOZ.

ESQUISSE DE LA VIE BOURGEOISE A BESANÇON EN 1789 ET 1790

---

En lisant ce qu'on est convenu d'appeler la grande histoire, c'est-à-dire celle des grandes dynasties, des grands coups d'Etat et des grandes guerres, mais surtout après qu'on vient de dévider le long écheveau d'une négociation diplomatique fort emmêlée, ou de suivre laborieusement sur un champ de bataille les évolutions de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et de la réserve, heure par heure et brigade par brigade, quel que soit le prestige de l'écrivain, pour peu qu'on ne soit ni ministre ni général, en réforme, en activité ou en perspective, on éprouve un certain sentiment de lassitude et le besoin de redescendre dans un monde moins étranger à la vie ordinaire et commune, qui rappelle davantage au lecteur le milieu plus modeste où il se meut lui-même, et qui lui offre dans le tableau d'existences plus analogues à la sienne, des péripéties souvent tout aussi curieuses et quelquefois plus émouvantes. De là le succès toujours croissant des chroniques locales, des souvenirs de famille, des mémoires personnels et des correspondances intimes, qui souvent ne nous ouvrent que l'intérieur d'une petite ville, d'une maison ou même seulement d'une âme, mais qui n'en renferment pas moins un côté important de l'histoire générale de l'homme, de ses pensées, de ses passions et de la société réelle, en même temps qu'ils nous permettent de nous retrouver plus fréquemment nous-mêmes, ce qui ne déplaît généralement à personne. Ces esquisses un peu étroites, qui sont à l'histoire ce que les tableaux de genre sont à la peinture, ont un attrait tout particulier pour notre époque réaliste, avide d'analyse, en quête de découvertes, et aimant particulièrement à fureter dans les petits

recoins de l'histoire. Ce goût particulier pour les reliques les plus minimes et en apparence les moins instructives du passé, a bien ses excuses. D'abord, on trouve là une vérité et une exactitude qui manquent trop souvent à ces grands monuments plutôt oratoires qu'historiques, où l'art a usurpé la première place, et dont les historiens de l'antiquité, avec leurs magnifiques harangues parfaitement apocryphes, nous ont fourni le dangereux modèle. Ensuite, il n'est pas rare de trouver dans le tableau de la vie intime d'un simple bourgeois, au sein de sa vieille demeure, de ses occupations, de ses plaisirs, de ses tristesses, et jusqu'à travers ses comptes de ménage, beaucoup plus de lumière sur les mœurs, les sentiments et la situation matérielle d'un peuple, que dans les papiers d'Etat où puisent de préférence les historiens académiques. Ce sont les livres de comptes de nos vieux monastères qui ont fourni les éléments les plus sûrs de notre histoire économique et monétaire. Ce sont les journaux intimes de Saint-Simon, de Dangeau et de la princesse d'Orléans, qui nous ont le mieux fait connaître le temps et la cour de Louis XIV.

Parmi les divers tribunaux qui se partageaient, au moment de la révolution, le soin de rendre la justice à Besançon, il en était un dont les attributions avaient beaucoup d'analogie avec celles de nos tribunaux civils d'arrondissement : c'était le bailliage présidial. Suivant une vieille coutume, il était présidé, au moins d'une manière honoraire, par un grand-bailli, homme d'épée, le prince de Saint-Mauris-Montbarrey, capitaine des gardes de Monsieur et mestre de camp du régiment du même Monsieur.

Après lui, le personnage le plus important de ce corps judiciaire était le lieutenant général, M. Arbilleur de Villars-Saint-Georges. Les conseillers, tous propriétaires de charges achetées avec l'agrément de leur compagnie, n'admettaient aucune autre distinction entre eux que celle de l'ancienneté; ils avaient un doyen, mais point de président. L'un des plus jeunes conseillers était M. Ant.-Fr. Ramboz, originaire de Château-Chalon, et neveu d'un vieil ecclésiastique qui occupait au chapitre métropolitain les fonctions de *séchal*. Il appartenait, du reste, à une famille nombreuse et où les ecclésiastiques abondaient. Il avait un frère docteur en médecine, avec qui il demeurait, chez son oncle, rue du Mont-Sainte-Marie, un frère marin, un frère prêtre et familier au *quart-fief*, à Château-Chalon, etc. Il avait épousé M<sup>lle</sup> Caron, d'une famille de maîtres de forges bien connue dans notre province; mais pour une cause quelconque, M<sup>me</sup> Ramboz demeurait habituellement avec sa mère, à Soing, sur les bords de la Saône. M. Ramboz avait pris, depuis le commence-

ment des agitations politiques, l'habitude d'inscrire, chaque jour, beaucoup de choses plus ou moins mémorables, telles que l'heure à laquelle il s'était levé ou couché, le temps qu'il faisait à chacun de ces deux moments, les occupations et les plaisirs qui avaient rempli sa journée, ses travaux au palais de justice, ses visites, ses dévotions, ses lectures, ses soins de ménage, ses dépenses, et aussi les événements publics ou locaux qui avaient occupé, ce jour-là, la société de Besançon. Comme l'auteur travaillait pour lui seul et nullement pour le public, pas même pour un public restreint, comme le faisait M<sup>me</sup> de Sévigné, on conçoit qu'il se mettait fort peu en peine de ce qui pourrait intéresser un jour les lecteurs ou leur plaire le plus, quatre-vingts ans après; et, naturellement, il accordait aux comptes de son tailleur ou de sa blanchisseuse une place qu'on aimerait mieux voir remplie par des détails plus historiques. Quoi qu'il en soit, chaque journée fournissant régulièrement son contingent de nouvelles, un premier carnet se trouva rempli le 17 mai 1789; et le lendemain, M. Ramboz en commença un second, composé de 190 pages, qu'il termina le 23 août 1790, et qui embrasse ainsi une période de plus de quinze mois. M. Ramboz continua-t-il à enregistrer, avec le même soin minutieux, les circonstances journalières de son existence? D'autres carnets suivirent-ils les deux premiers? Ce serait fort à désirer pour la connaissance intime de cette époque; mais, ou ils sont restés enfouis et ignorés parmi d'autres papiers de famille, ou ils ont été détruits comme des notes inutiles, et la découverte du second de ces carnets a seule, jusqu'à ce jour, couronné mes recherches à la piste des documents de toute nature contemporains de la révolution.

Elu juge de paix d'une des sections de Besançon après la suppression des anciens corps judiciaires, M. Ramboz donna assez de gages à la révolution pour en traverser assez paisiblement les plus mauvais jours, et assez peu pour préserver son nom de toute tache de sang. Il quitta de bonne heure la magistrature, et passa les dernières années de sa vie dans une agréable maison du faubourg de Tarragnoz, dont le jardin, contigu à la rivière et voisin de l'octroi, est encore aujourd'hui décoré de statues qui témoignent du goût plus prétentieux que distingué de l'ancien possesseur. M. Ramboz, marié deux fois, avec les deux sœurs, est mort sans laisser d'enfants, le 4 juillet 1834, à l'âge de soixante-treize ans.

Le journal du magistrat bisontin offre un double intérêt : d'abord, il nous présente le tableau sincère et vivant des troubles dont la France entière était en ce moment le théâtre, et dont une cité aussi considérable que Besançon ne pouvait être exempte. Emeutes soldatesques ou popu-

lares, désorganisation des anciennes autorités, scrutins sans fin pour la formation des nouvelles, débuts héroï-comiques de la garde nationale, échos des événements de Paris, agitation générale mêlée d'inquiétude et de folle gaieté, tout cela est peint avec un relief et un entrain souvent remarquables.

Mais ce n'est pas le seul enseignement que nous fournissent les notes de M. Ramboz. Elles nous initient aussi à tous les détails de la vie bourgeoise à cette époque, et nous peignent au naturel l'ancienne société au moment où elle allait périr. Sous ce rapport, les notes les plus futiles en apparence prennent de la gravité, et par leur futilité même, elles accusent la frivolité qui avait fini par passer de la cour à *la ville*, de *la ville* en province, et de la noblesse à la bourgeoisie. Rien ne ressemble moins à l'existence presque claustrale des anciens magistrats comtois, que la vie évaporée de leur dernier successeur. Cette vie se passe presque tout entière au dehors, en visites, en promenades, en dîners, en pique-niques, en jeux, en galanteries. On sent que le culte et l'amour du foyer domestique ont faibli; quant à la religion, on la voit bien conserver encore un semblant de règne; les cérémonies de l'Eglise sont encore assez exactement suivies par habitude ou convenance; mais on sent que la foi a cessé d'être le guide et la règle des mœurs, et qu'en réalité Dieu est absent de ces existences si futilement agitées.

En produisant au jour des confidences destinées par leur auteur à demeurer ensevelies dans le plus profond secret et à ne pas lui survivre, il a paru indispensable d'en élaguer non-seulement cette multitude de détails sans intérêt d'aucune sorte, qui se reproduisent perpétuellement, comme l'indication de la température, des conseillers présents à l'audience, des procès jugés, des livres achetés, des dettes payées, etc., mais encore tout ce qui n'offrirait qu'un intérêt de curiosité suspecte ou malsaine. A quelque degré d'audace que fussent arrivés, à cette époque, les désordres de la vie privée, il n'était pas plus dans l'intention de M. Ramboz de faire la confession publique de ses amis et de ses voisins que la sienne propre. On n'aurait donc pu, sans une indiscretion coupable, trahir ce qu'il a pu consigner à ce sujet dans son journal. Ce journal renferme d'ailleurs assez d'intérêt de bon aloi, comme on va s'en convaincre, pour ne rien laisser regretter de ce qui pourrait ressembler à du scandale.

Jules SAUZAY.

19 mai 1789. *Saint Yves*. Je me suis levé à quatre heures et quart. J'ai lu toute la matinée... A midi je suis descendu pour dîner avec le docteur. Rentré

dans ma chambre et occupé de peu de chose, j'ai reçu une lettre timbrée de Vesoul avec enveloppe, dans laquelle était un exemplaire d'un arrêt du conseil d'Etat du roi du 28 février 1789 et rien de plus. Cet arrêt casse et annule celui du parlement de Besançon du 20 octobre 1788, qui déclarait infâmes tous ceux qui auraient accepté des places dans les grands bailliages établis le 8 mai 1788, journée à jamais exécration. J'ignore par qui cet arrêt m'a été adressé.

20 mai. Par oubli, je ne marquai pas hier qu'il n'y avait point eu d'audience à cause de saint Yves (fête des avocats) et que l'on ne rentrerait que lundi prochain. L'on a dit qu'étant fête jeudi, l'on ferait le pont du samedi. Levé avec la cérémonie ordinaire à cinq heures, j'ai écrit, sous la dictée de mon oncle, les conditions du bail des dîmes d'Alsace appartenant au chapitre métropolitain... J'ai lu un discours prononcé par le président de la chambre du clergé du bailliage d'Amont, qui est supérieurement fait.

21 mai. L'Ascension. Levé à quatre heures. J'ai écrit à M<sup>me</sup> Caron, de Soing, et à ma femme par le docteur, qui retournait inoculer ma Minette. Je suis allé à la messe de paroisse. — Pour chaise 1 sol... J'ai fait visite à Villequier et, après vêpres, nous sommes allés ensemble à Morre; j'ai apporté des jons et des baguettes à M<sup>me</sup> Sal...

22 mai. L'on m'a dit que de Lamoignon s'était brûlé la cervelle; ergo, beau tapage quand il arrivera aux enfers, nouveau grabuge pour la place de Judas, premier ministre. Le docteur est arrivé de Soing. Nous sommes allés ensemble chez M<sup>me</sup> Saillard; j'y ai porté des replants d'amaranthe, que j'ai placés dans son jardin; j'y ai tricoté et ne suis rentré qu'à six heures.

23 mai. J'ai fait l'inventaire des liqueurs que m'a données M<sup>me</sup> Villequier de la manière suivante, savoir :

Huile d'oranges de 1787,	3 bouteilles.
Huile de roses 1787,	3
Huile d'œillet 1787,	6
Huile de noix 1787,	1
Crème de café 1787,	1
Huile de roses 1788,	5
Ratafia 1788,	6

J'ai encore du vespéro de 1787, 2 bouteilles. Fait par ma mère.

Sirop de vinaigre de 88, 5 bouteilles de 2/3.

Eau de cerises médiocre de 83, 5 b.

24 mai. Dimanche de l'ostension du saint Suaire. Il n'a cependant pas été montré à cause des émeutes de la fin de mars dernier et de la cherté et disette des blés. Je me suis levé à quatre heures et quart, comme d'habitude. Je me suis amusé à lire les discours du roi, de M. le garde des sceaux, de Barentin et Necker, directeur général des finances, qui m'avaient été prêtés par M. Card. Je suis allé à la messe...

25 mai. Il y avait audience et cependant je n'y suis pas allé, sans autre raison que, les affaires n'allant pas, j'en suis dégoûté... Rentré à cinq heures dans ma chambre, je me suis occupé à filtrer mon huile de citron.

26 mai. Je suis allé à huit heures en robe chez M. Rougnon, pour le conduire chez le lieutenant général et l'introduire parmi nous... Je suis allé dîner chez M. Arbilleur avec Louiset, Artus, d'Arcier et Rougnon..... Il a paru depuis

quelques jours un ouvrage de M. le conseiller Droz l'aîné ; il a paru aussi une critique de l'extrait des registres du parlement de Franche-Comté, cet extrait à raison de l'émeute du 30 mars dernier.

28 mai. Après l'audience, j'ai proposé d'envoyer des députés au grand bailli à raison de la croix de Saint-Louis qu'il a reçue depuis peu. MM. Rougnon et d'Arcier ont été nommés... L'avocat Rougnon m'a dit, ce matin, comme je revenais du palais, qu'il se dégoûtait du métier d'avocat et qu'il désirerait avoir pris une charge à la compagnie. Je l'y ai fort engagé ; il m'a répondu qu'il en parlerait à son père.

1<sup>er</sup> juin. Je suis allé à la messe aux Dominicains et, à une heure, dîner chez M. de Langeron.

2 juin. Tout calculé, mon huile de citron me coûte 14 sols la bouteille, l'une dans l'autre.

5 juin. Il faisait froid, j'ai fait du feu, déjà hier et avant-hier. Je suis allé voir M<sup>lle</sup> Caron ; elle m'a remis le chapeau à cloche que je l'avais priée de me faire faire par la Maugras pour M<sup>me</sup> Vernerey. Il m'a coûté 24 sols, et j'ai dit qu'il ne me coûtait rien. L'on m'a rendu les rideaux de nos fenêtres, et je les ai replacés... Par Baptiste, j'ai appris que mon frère, M<sup>me</sup> Caron et Minette étaient à Bucey.

8 juin. Après l'audience, je suis allé payer Métoyer pour m'avoir imprimé quarante affiches pour l'office du père Richardet. Il a exigé 3 livres ; il ne travaillera plus pour moi. J'ai trouvé le docteur de retour de Soing ; il venait de Bucey et m'a dit comment ma femme s'était tirée de l'inoculation. Le docteur étant revenu avec MM. Allard et Antony, je les ai invités à souper à l'hôtel Morel ; il m'en a coûté 12 livres 15 sols.

9 juin. Armés en chasse, nous sommes montés en voiture pour aller à la Chevillotte, où nous sommes arrivés à neuf heures. Nous avons chassé le lièvre et pas tiré. Après dîner, nous avons encore chassé et nous avons manqué.

10 juin. A la chasse, M. Arbilleur et moi nous avons tiré et manqué.

17 juin. Je suis allé au carrosse de Pontarlier pour y prendre place, mais il ne part que le vendredi. J'ai loué un cheval de Baptiste et suis parti à huit heures. J'ai dépensé à l'Hôpital-du-Grosbois 18 sols pour le cheval et pour moi, au valet 4 sols ; à la Maison-Neuve 18 sols, au valet 3 sols, en aumône 3 sols. J'ai été bien mouillé. Je suis arrivé à Pontarlier à six heures du soir (chez M<sup>me</sup> Ramboz, sa parente) ; j'ai causé avec tout le monde et fait connaissance avec la petite. Nous avons soupé en famille.

18 juin. Je suis allé avec ma sœur chez Grillon voir des babits et j'ai renvoyé le cheval de Baptiste par le nommé Gagelin, cordonnier. De là, visite à l'avocat Barbaud. Après dîné au jardin du Chod, j'ai acheté du pain d'épices à Lolotte pour 3 sols ; ensuite chez M<sup>me</sup> Barbaud, à la bénédiction, chez M. Laresche, chez M<sup>me</sup> Bousson.

De là, nous avons acheté un petit coffre à Lolotte, 8 sols.  
et à M<sup>me</sup> Ramboz un service en étain pour 8 s.

19 juin. Grillon m'a apporté un habit noir avec sa veste et trois autres dont le détail suit, savoir :

Habit vert,	15 liv.
— noir, avec sa veste,	21
— olive,	22
— noisette carmélite,	24
Total,	82

J'ai payé à compte 34 liv.

**24 juin.** Levé à trois heures. Déjeuné, au carrosse, à quatre heures et demie. Arrivé à Ornans à midi sonné. Reparti à trois heures moins un quart, avec M<sup>lle</sup> Jeannot, qui était chez le lieutenant général d'Ornans. Elle parut aimable. Arrivé par la pluie à huit heures et quart. — J'ai dépensé pour ma place au carrosse 9 liv. 12 s.

**28 juin.** A la messe. C'est aujourd'hui qu'on a reçu la grande nouvelle de la réunion du clergé, d'une partie de la noblesse, et de la déclaration faite par les gardes-françaises qu'ils étaient troupes de la nation.

**29 juin.** J'ai fait du feu.

**5 juillet.** J'ai entendu la messe chez M. de Langeron, où j'ai dîné. M. Arbillereau a donné à dîner à nos messieurs, avec Lescot, Grappe et Spicrenaël.

**13 juillet.** Le petit Pertuisier est venu demander l'agrément pour entrer à la compagnie conseiller.

**17 juillet.** Montauban m'a apporté une paire de souliers et une autre pour le docteur, à 4 liv. 15 s. l'une, fait 9 l. 10 s. que je lui ai payés. J'ai appris qu'il y avait confédération pour assommer les nobles qui avaient protesté et le parlement, s'il y avait eu de mauvaises nouvelles. Il fallait ôter la ganse de son chapeau ou avoir une cocarde bleue et rouge. Heureusement les nouvelles ont été bonnes. Le roi s'est entièrement confié à la nation, a dissous le camp qui est entre Paris et Versailles, et les états ont tout prévenu, pourvu à tout et il n'y a point eu de tapage.

**18 juillet.** Levé avant trois heures. J'ai couru toute la matinée aux nouvelles qui se sont vérifiées : le camp dissipé, le roi plié, le prévôt des marchands et le gouverneur de la Bastille hachés, le calme rétabli.

**19 juillet,** dimanche. Le peuple était en peine, s'échauffait, s'assemblait et se marquait par des cocardes. Les notables de la ville furent convoqués et s'assemblèrent à huit heures du matin. On chercha la cause de l'effervescence du peuple et les moyens d'y remédier. L'assemblée dura jusqu'à une heure après midi. Le marquis de Langeron et l'intendant y étaient. Il fut arrêté que la procédure des révoltés du 30 mars serait anéantie. Les notables furent de nouveau convoqués, à la prière du président de Courbouzon. Il y apporta cette procédure ; elle fut vérifiée par les notables et brûlée à l'hôtel de ville. Ce succès encouragea le peuple. Il s'assembla au Champ de Mars. Il n'y avait que de la populace. A sept heures le courrier n'était pas arrivé, ce qui échauffait le peuple. Le vicomte de Narbonne arriva de Paris, monta à cheval, courut les rues en annonçant que les Parisiens étaient armés, les troupes du roi renvoyées, le camp dissous et la Bastille rasée. A neuf heures, le courrier arriva, confirma cette nouvelle et donna d'autres détails sur la conduite des troupes, sur le carnage, etc.

**20 juillet.** L'on était toujours en alerte. Le peuple n'était pas tranquille.

Nous nous assemblâmes comme notables et nous arborâmes tous la cocarde rose-blanc-bleu. M. de Narbonne fut député au palais avec onze autres notables pour déclarer que les citoyens s'armaient et défendaient généralement les propriétés ; que l'on demandait que les membres du parlement proscrits et qui s'étaient éloignés revinssent. Le président de Camus répondit avec les termes de reconnaissance et de bonté. On délibéra aux communes un magnifique service pour l'avocat Blanc et une pension à sa veuve sur la caisse provinciale. Après dîner, la confédération continua et le projet d'une troupe bourgeoise et nationale fut décidé.

**21 juillet.** Les citoyens s'enrôlent à l'hôtel de ville pour la troupe nationale... On décida aux communes le règlement des troupes nationales et que l'on s'assemblerait par bannière pour nommer les chefs. Au Champ de Mars, le vicomte de Narbonne fut proclamé colonel général. On procéda au scrutin des chefs et, provisoirement, l'on décida que la bannière de Saint-Quentin marcherait la première et ferait le service et qu'un corps de garde serait établi dans la maison de M. de Mesmay. J'en fus nommé le commandant. Je me rendis au poste à huit heures du soir, à la tête de seize hommes, et nous ne fûmes relevés qu'au bout de vingt-quatre heures.

**22 juillet.** De garde toute la journée. On apprit que des brigands couraient les campagnes et menaçaient du fer et du feu...

**23 juillet.** Toutes les bannières furent assemblées dans différents endroits de la ville. Le scrutin étant fait et le recensement, l'on déclara M. Ranfin commandant de la bannière Saint-Quentin, le médecin Ramboz premier capitaine et moi le deuxième. Dès lors, à nos chapeaux et à nos cocardes, l'on ajouta un plumet de la couleur de la bannière, qui est rouge. L'on s'occupa beaucoup de la formation de la troupe nationale, et toute la ville était en alerte.

**24 juillet.** La ville de Dole demanda du secours. On battit la générale. Toute la troupe nationale s'assembla à Chamars, et l'on demanda des hommes de bonne volonté pour aller sauver la ville de Dole. Il s'en présenta plus que l'on ne voulut ; le détachement fut de trois cents. Ils furent tous prêts à partir et rendus à l'arsenal à midi. On leur donna des armes, et à une heure ils partirent, gais, contents, et le deuil dans le cœur de ceux qui restèrent.

**25 juillet.** De toute part l'on demandait des secours. Le comité des vingt-huit était continuellement en séance à la maison de ville ; et comme le mal était fait, on refusa tout secours. L'on porta à l'intendant une cocarde comme on en avait déjà porté à M. de Langeron. Les officiers de la troupe nationale furent présentés au commandant et aux chefs de tous les corps. Ils étaient vêtus de noir, le ruban distinctif du grade au bras gauche et en épée. Je fis le service pendant la nuit pour visiter les postes. Couché à deux heures.

**26 juillet, dimanche.** Toute notre bannière s'est assemblée à Chamars et dans le tumulte rien ne s'est fait. La journée s'est passée au comité, à l'assemblée des notables et à attendre des nouvelles, qui ont été bonnes.

**28 juillet.** Levé à quatre heures. L'on s'est préparé au service qui devait se faire pour l'avocat Blanc, député aux états. L'archevêque a officié. Le convoi est parti de l'hôtel de ville de la manière suivante : les chevaliers de l'arquebuse marchaient en avant ; quatre cents hommes de la troupe nationale suivaient, vêtus de noir, en queue, le chapeau, la cocarde nationale, le sabre en



baudrier, la giberne et le fusil. Après eux la troupe franche. Dans le milieu, M. de Langeron, en grand manteau noir, les cheveux épars. A côté de lui M. le vicomte de Narbonne, général de la troupe nationale. Ensuite l'hôtel de ville, les notables, les électeurs, le comité des vingt-huit et tous les officiers de la garnison, le crêpe à l'épée, les officiers de la troupe nationale en noir, l'épée en baudrier, mêlés avec toute la garnison. Le service commença à neuf heures et ne fut fini qu'à midi et demi. Ce fut un bénédictin qui fit l'oraison funèbre. Il pleuvait à verse. Deux officiers du régiment de Royal-Etranger-cavalerie étaient venus à Besançon contremander le bal qu'ils avaient promis à notre détachement (à Dole). Nous leur donnâmes à dîner. Il y avait soixante-quatre couverts, et, au second service, nous jurâmes tous sur nos sabres d'être frères, amis et compatriotes. Le nom de *Royal-Etranger* fut changé en celui de *Royal-Nation*.

30 juillet. J'ai oublié de marquer ma dépense pour deux épées et deux crochets, ci

	21 liv.
Pour un dîner au corps de garde,	2
Pour un fourreau d'épée,	1 10 s.
Pour le valet de M. de Mesmay,	5
A un soldat national,	1 4
Pour cocardes,	12 12

J'ai toisé tous les soldats de ma compagnie.

31 juillet. A sept heures, chez M. de Narbonne ; à huit heures, chez M. de Langeron ; à neuf heures, à un service pour l'avocat Blanc, à Saint-Maurice ; à onze heures, à l'enterrement de l'avocat Briffaud. Dîné chez M. de Langeron. Après dîner, je n'ai rien fait jusqu'à sept heures. J'ai assemblé ma compagnie et les ai rangés par rang de taille.

1<sup>er</sup> août. Tous les capitaines commandants se sont assemblés chez M. de Narbonne. Il nous a fait part d'un projet de règlement sur lequel on lui a fait plusieurs objections. Il nous a ordonné d'assembler nos compagnies et de leur en faire part, en réunissant les observations qu'on pouvait nous faire. Après souper, j'ai fait la ronde de nuit et me suis couché à trois heures.

2 août, dimanche. Je suis allé, à six heures, assembler ma compagnie ; à sept heures, je l'ai conduite à Granvelle, où était assemblée la bannière de Saint-Quentin ; à huit heures, je suis monté à la citadelle avec tous les soldats de ma compagnie pour y prendre des armes ; à dix heures et demie, je suis redescendu, et les armes ont été déposées dans ma chambre. A midi, Muiron, sergent-major de la compagnie, vint me rapporter la caisse et le sabre de mon tambour, qui me quittait. Je l'ai traité comme il le méritait et l'ai chassé. A une heure moins un quart, les soldats sont revenus prendre les armes ; je les ai rangés par trois rangs et les ai conduits à Chamars avec un tambour (du régiment) d'*Enghien*, que j'avais loué. A deux heures, j'ai envoyé chercher le drapeau neuf, et il a été placé au centre de ma compagnie. A trois heures, toutes les bannières assemblées se sont rendues au Champ de Mars, et là nous avons formé un bataillon carré si grand que nous ne voyions pas le côté qui nous était opposé. Le général est arrivé, les soldats ont passé sous les drapeaux, reconnu leurs officiers et prêté serment d'obéissance à tout ce qui leur serait commandé pour le service de la nation et du roi. Il y a eu parmi les soldats un peu de fermentation, ce qui a nécessité M. de Narbonne à leur expli-

quer le serment, et ensuite chaque capitaine leur a fait sentir les engagements qu'ils allaient prendre. Après quoi, les tambours se sont réunis au centre du bataillon carré, et le commandant général a ordonné la prestation de serment, qui devait être manifesté en levant, pour les soldats la main droite, et pour l'officier son épée. La cérémonie faite, l'on s'est mis en marche pour revenir. La troupe nationale a défilé devant le général et M<sup>me</sup> de Saint-Mauris et de Damas. Il y avait encore des troupes au Champ de Mars que les premiers étaient déjà à la maison de ville, quoique les compagnies ne fussent pas à moitié.

3 août. Après dîner, visite en corps aux officiers du régiment *Royal-Nation*, qui sont venus inviter à un bal à Dole pour jeudi. On les a invités à souper au *Sauvage*. — A huit heures et demie j'ai entendu du bruit, je suis sorti et j'ai appris qu'il y avait beaucoup de tapage à Granvelle. Je m'y suis rendu, et au corps de garde j'ai appris qu'un soldat national étant au café de Granvelle, avait eu querelle avec le cafetier ; que celui-ci avait appelé à la garde. La garde survenue a voulu s'emparer du soldat national, qui faisait résistance, demandant que le cafetier fût arrêté avec lui. Sur ce, grande querelle. La garde était accourue sans ses fusils, la résistance augmentait, on bernait les soldats de garde, ce qui les a courroucés. Ne voulant pas laisser échapper le soldat national, un des grenadiers, le sabre à la main, a plongé sur le détenu, qui est mort l'instant après. Au même moment, les officiers, les soldats nationaux, se sont assemblés, le peuple est accouru, les femmes s'en sont mêlées. L'on a crié : Aux armes. Tous les soldats, les citoyens, les femmes, arrivaient avec des armes, des perches, des piques, pour venger le défunt. Les officiers nationaux, MM. de Narbonne, du Goulet, s'opposèrent au carnage qui allait commencer ; mais malheureusement M. de Langeron, instruit de cette nouvelle, crut devoir faire relever la garde, et à cet effet il fit partir des casernes un détachement d'*Enghien* qui arriva tout armé presque sur-le-champ dans Granvelle. Le peuple, ainsi que les officiers nationaux, ignorant l'intention du commandant et l'objet pour lequel venait ce détachement, croyant au contraire qu'il venait pour enlever l'assassin et le soustraire à la peine due à son crime, devinrent furieux, crièrent aux armes. Chacun s'en mêlait, les hommes avec des fusils, les femmes avec des perches et des bâtons. Tout annonçait le carnage. Les officiers nationaux, détrompés sur l'arrivée du piquet qui fut contremandé, et les soldats nationaux s'étant emparés du poste du jardin de Granvelle et des soldats qui y étaient de garde et les ayant conduits en prison, le peuple, un peu satisfait, demandait cependant la tête des soldats d'*Enghien* et la démolition du café. Mais les officiers nationaux s'étant portés partout, parvinrent à dissiper le peuple, firent patrouille, et sur leur demande toute la garde du régiment d'*Enghien* fut relevée par ceux de *Piémont* et consignée dans leurs casernes. Enfin, à l'aide des patrouilles multipliées de la milice nationale, l'on parvint à passer la nuit sans troubles. Je ne me couchai pas. Je me rendis au faubourg de Rivotte, qui ignorait encore l'accident et la mort de Pergeau, tailleur de pierres, qui avait été tué par le soldat d'*Enghien* à neuf heures du soir.

4 août. Nous cessâmes de faire patrouille sur les cinq heures du matin, aux portes ouvantes. Je fus sur le port pour annoncer la mort de Pergeau et les précautions qu'on avait prises pour que le grenadier d'*Enghien* fût puni comme il le méritait ; qu'il fallait donner le temps de le juger, et que les officiers na-

tionaux y auraient l'œil. Les parents, les amis, les gens du faubourg, eurent confiance en ce que je leur dis ; ils furent tranquilles. Il n'en fut pas de même dans la ville, malgré qu'à huit heures du matin tous les officiers et bas officiers nationaux eurent ordre de se rendre chez M. de Narbonne. Là, M. de Narbonne nous parla de l'accident arrivé la veille, nous représenta combien il eût été dangereux de se livrer au premier mouvement, nous répéta le tableau des horreurs qui auraient pu s'ensuivre, puis le regret qu'en avait tout le régiment d'*Enghien*, la conduite qu'ils avaient tenue et celle qu'ils se proposaient de tenir. Puis il nous demanda les précautions que nous croyions devoir prendre et à quel tribunal nous désirions que le coupable fût jugé. Après bien des discussions, nous résolûmes de le faire juger au conseil de guerre, en présence de tant d'officiers nationaux choisis *ad hoc*. Dans ces entrefaites, on fut informé que le bailliage criminel était saisi du délit, et que l'accusé était décrété. Sur quoi l'on demanda ce qu'il était de faire pour avoir une prompte justice et pour éviter l'appel au parlement ou les longueurs du conseil de guerre. Il fut résolu qu'on demanderait une attribution pour le grand prévôt, à l'effet de juger en dernier ressort, et que MM. de Narbonne et de Langeron solliciteraient cette attribution. La journée se passa dans ces discussions..... Nous fîmes patrouille jusqu'au jour.

5 août. Il s'agissait de savoir qui partirait pour Dole, pour assister à la fête à laquelle nous étions invités de la part des officiers du *Royal-Nation*. M. de Narbonne m'invita à y aller, j'acceptai l'invitation, et à sept heures du soir nous partîmes dans un fiacre, Laurent, Michelot, Touvet et moi. Nous soupâmes à Saint-Vit pour chacun 1 livre 15 sols. Nous arrivâmes à Dole à trois heures du matin. Michelot nous mena chez M. Verguet et Duchey, où nous fûmes fort bien reçus et où nous logeâmes tout le temps.

6 août. A neuf heures nous allâmes faire visite aux officiers de *Royal-Nation*, que nous ne trouvâmes pas. Ils étaient sortis pour aller à notre rencontre, nous chercher et nous inviter à dîner. Nous fîmes visite à M. le comte de Reculot, général de la milice nationale de Dole. Je fus chargé de lui porter la parole au nom des officiers nationaux de Besançon. Je lui fis mon compliment, auquel il répondit très honnêtement, nous offrit à déjeuner et nous reconduisit jusqu'au bout de l'avenue de son château, placé dehors de la ville. Ensuite, visite à M. le maire et au commandant de place. Nous nous promenâmes avec les officiers jusqu'à une heure, et nous dinâmes avec eux. Nous étions trente-quatre de Besançon et soixante-dix à table. Après dîner, nous continuâmes de nous promener. *Royal-Nation* nous conduisit à la comédie après nous avoir fait visite dans une maison particulière. La comédie se trouva payée, et il ne nous fut pas possible de payer. A six heures, nous nous rendîmes tous au *Paquier*, où se préparaient le bal et le souper. Toute cette promenade était illuminée ; il y avait des salons en verdure préparés pour danser, et 600 couverts sous une seule tente, avec plusieurs autres sous lesquelles étaient les provisions. Avant le bal, Marsoudet chanta trois couplets avec accompagnement de la musique, le premier adressé aux dames de Dole, le second au régiment de *Royal-Nation*, et le troisième à la milice nationale de Dole. Ensuite l'on dansa, et le bal continua toute la nuit jusqu'à cinq heures du matin. L'illumination était des plus belles. Toute la ville y soupa. Tout le monde était mêlé.

7 août. A neuf heures, tous les officiers nationaux de Besançon se rassemblèrent sur la place, et de là on fut rendre visite au régiment de *Royal-Nation*, à M. le comte de Reculot, au maire et au commandant. Après, les officiers municipaux de Dole, MM. Verguet et Duchey, nous menèrent dans une maison dehors de la ville, où nous dînâmes et nous divertîmes. Ensuite nous revînmes souper chez M. Verguet, et à dix heures nous partîmes pour Besançon, où nous arrivâmes à six heures du matin.

8 août. Je fus chez le général, M. de Narbonne, lui rendre compte de notre voyage, des fêtes que l'on nous avait faites, des choses honnêtes que l'on nous avait chargés de lui dire, et pour prendre ses ordres. Il nous annonça que le dimanche à trois heures, il fallait que tous les capitaines conduisissent leur compagnie à Chamars, pour de là aller au Champ de Mars, où M. de Langeron nous passerait en revue.

9 août. Dimanche. A dix heures je fus chez M. de Narbonne, et à onze heures nous fûmes à la messe nationale à Saint-Pierre. M. de Vellexon, capitaine de cavalerie, se présenta chez moi et me pria de l'inscrire comme soldat dans ma compagnie. Je l'inscrivis et lui dis qu'il ne dépendait pas de moi de le recevoir comme soldat ni de le refuser, que je le proposerais. A trois heures, toutes les bannières partirent pour le Champ de Mars, où nous nous rangeâmes sur une seule ligne et sur trois rangs. Arriva M. de Langeron, suivi des colonels, des inspecteurs et de beaucoup d'officiers, tous à cheval. Ils parcoururent les trois rangs, suivis de M<sup>me</sup> de Langeron, et la revue passée, nous défilâmes et n'arrivâmes à Besançon qu'à sept heures et demie. J'étais invité à souper chez M. de Narbonne et je n'y fus pas.

10 août. J'ai été averti que j'étais commandé pour monter la garde à Saint-Pierre, à six heures et demie du soir. J'ai assemblé ma garde, je les ai un peu exercés, et à sept heures me suis rendu à leur tête à l'hôtel de ville. A dix heures, le corps de garde de Saint-Paul m'apporta sur un brancard un homme à moitié mort et tout ensanglanté. Je le fis porter sur-le-champ à l'hôpital, où il fut reçu. Cet homme avait insulté le factionnaire et avait voulu le prendre au collet. A minuit, on m'amena deux chaudronniers que je mis au violon. A la même heure, M. de Narbonne arriva d'Ornans avec toute sa suite. Je fis mettre ma garde sous les armes, et il l'inspecta ; il parut content. A trois heures, j'ai reçu cinq filles ramassées par les patrouilles bourgeoises. Pendant la nuit, les grenadiers de la garnison coururent les rues. Ils avaient bu toute la journée. On cherchait à les raccommorder ensemble, ceux de *Piémont* et d'*Engièn*, brouillés depuis l'affaire de Granvelle. Tout se passa bien.

15 août. A huit heures, à l'assemblée générale de la commune. M. de Narbonne nous proposa un traité d'alliance et de confédération avec toutes les villes et corps de milice nationale de la province. Ce traité fut accepté de toute l'assemblée de la commune, et l'on dit même qu'il partirait deux notables et deux officiers nationaux, pour aller dans chaque ville proposer le même traité.

Les députés parmi les notables furent nommés, et à onze heures on alla à la messe nationale. Après la messe, M. de Narbonne et tous les officiers nationaux se rendirent à Chamars. Là, le général proposa le même traité, il lui fut fait plusieurs observations auxquelles il répondit ; je le soutins même, et il parut à la fin qu'on l'acceptait. Il fut convenu que chaque capitaine assemblerait sa

compagnie et la conduirait à Chamars, pour qu'en présence de toute la troupe, le même traité fût proposé de nouveau. A quatre heures, toutes les compagnies y furent rendues et rangées en bataillon carré long. A peine M. de Narbonne eut proposé, d'un bout, le même traité, que presque généralement l'on cria : *Non, nous n'en voulons point ! la province deviendrait le réceptacle de tous les bannis et proscrits.* Alors le général parcourut à cheval le bataillon carré. Il s'éleva un : *Vive M. de Narbonne* d'un bout ; et de l'autre on criait encore : *Non.* C'était : *Non, point de traité* et non *point de vivat.* Le silence se rétablit, le général commanda un demi-tour à droite, et chaque capitaine reconduisit sa compagnie. La troupe rentrée, nous nous rendîmes chez M. de Narbonne pour lui dire nos regrets du refus du traité et de ce qui avait suivi.

16 août. Dimanche. A sept heures, je fus à la messe. A neuf heures, nous reçûmes un billet de convocation tendant à rassembler les officiers nationaux et bas officiers en l'auditoire du bailliage. Nous nous y rendîmes ; et là, Lécurel, commandant de bannière, nous dit qu'il avait reçu une lettre de M. de Narbonne adressée aux officiers nationaux ; qu'il avait cru devoir nous assembler pour nous en faire part, et qu'il nous priait de délibérer si on devait l'ouvrir. Unanimentement il fut dit que oui. La lettre ouverte et lecture faite, M. de Narbonne nous demandait d'accepter sa démission. L'on délibéra sur le parti à prendre, et il fut arrêté que chaque capitaine assemblerait, à cinq heures, sa compagnie pour proposer aux soldats la démission du général, l'accepter ou la refuser ; que dans chaque compagnie il serait dressé procès-verbal du vœu des soldats pour l'un et l'autre parti, et que les chefs de bannière seraient assemblés en l'auditoire du bailliage pour recevoir lesdits procès-verbaux. A huit heures, tous les procès-verbaux furent apportés ; unanimentement ils portaient refus de la démission et prière de la retirer. Tous les procès-verbaux ayant été remis au secrétaire Muiron et lus par lui, on applaudit beaucoup. Dans cet enthousiasme, quelqu'un dit que la distinction des bannières causait aussi beaucoup de division et quel remède. Le plus efficace fut de se dépouiller unanimentement de toute sorte de distinction, et chacun mit bas le plumet qui distinguait les bannières. L'on se rendit chez M. de Narbonne, il ne s'y trouva pas ; on l'envoya chercher aux Chaprais ; à neuf heures il arriva. On lui fit part du vœu de toute la milice nationale consigné dans des délibérations écrites, et on le pria de reprendre ce commandement. Il répondit : « Mais la différence de bannière est cruelle et nous donnera toujours de l'inquiétude. » On lui répondit qu'il n'y en avait plus, ni de plumets. Alors il nous répondit de la manière la plus flatteuse. On lui sauta au cou, chacun voulait l'embrasser. L'empressement était au point qu'il paraissait y avoir du danger. Ce fut un spectacle attendrissant et qui fit verser des larmes. Cette scène finit par des : *Vive M. de Narbonne !* Ensuite, le général en tête, nous nous transportâmes chez M. de Langeron, nous lui fîmes part de tout ce qui s'était passé. Il fut content et nous parla de la manière la plus honnête et la plus satisfaisante. On reconduisit M. de Narbonne chez lui, et chacun se retira. Une demi-heure après, il fit sa ronde dans les postes, et toute la ville le revit en fonctions avec plaisir.

17 août. A sept heures, je sortis et j'appris que les soldats de *Piémont* et d'*Enghien* murmuraient, qu'ils étaient bien échauffés de prétendues injustices qu'on leur faisait, tant pour ce qu'ils appellent la masse noire, que pour des

appels trop multipliés et encore d'autres choses. Les officiers nationaux redoublèrent de vigilance pour que le service se fit encore plus exactement. Cependant, dans cette journée, les soldats furent chez M. de Langeron demander de l'argent pour se divertir comme avaient fait les grenadiers quelques jours auparavant. M. de Langeron les reçut assez durement, ne leur donna rien, et leur parla même très ferme. Ces soldats se retirèrent en disant qu'ils étaient du tiers état, et ôtèrent leurs cocardes uniformes. Ils se débandèrent et coururent la ville toute la matinée. J'étais invité à dîner chez M. de Langeron, je n'y fus pas. Après dîner, les soldats ont continué et faisaient recrue. Après souper, voyant qu'ils ne rentraient pas aux casernes, la plupart des officiers nationaux passèrent la nuit à courir, à veiller à ce que le service se fit exactement, et ne se couchèrent pas. Tout au matin l'artillerie se souleva aussi.

18 août. Les officiers nationaux se mêlèrent parmi les soldats et coururent avec eux toute la ville en buvant avec eux et mettant à contribution les aubergistes, les cafetiers, les maisons religieuses d'hommes; et les soldats ne rentrèrent plus aux casernes. Les déserteurs, les contrebandiers, furent mis hors de prison; les cahutes des employés des fermes démolies; la maison des Blusseau, vis-à-vis les casernes d'artillerie, démolie pendant la nuit dernière et les barrières de l'artillerie fracassées. Les tambours avec leurs caisses couraient les rues à la tête des soldats soulevés. J'étais malade depuis hier matin, de boire tantôt du vin, de la bière, de l'eau-de-vie ou du sirop. Ivres, nous courions les rues avec ces messieurs, sans cols, nos chemises débraillées et faits comme des diables. La cavalerie en était aussi, mais en petit nombre. Nous fûmes avec toute cette troupe mêlée de bourgeois qui faisait tout le mal, aux prisons civiles pour les ouvrir et à Bellevaux; mais nous fûmes assez heureux pour empêcher l'ouverture de ces deux prisons. Dans la matinée, il fut délibéré à la commune que les soldats nationaux inviteraient toute la garnison, tant cavalerie et artillerie que fantassins, à un repas qui leur serait donné à Chamars le lendemain. A l'instant le traiteur fut mandé, six mille pesant de viande rôtie fut commandée, du pain à l'avenant et quarante muids de vin assurés pour le repas. On fit imprimer des billets d'invitation, on les distribua et l'on fit tous les préparatifs. Pendant ce temps-là le mal augmentait, les soldats continuaient et le danger s'accroissait. Les officiers nationaux, ainsi que les officiers de la garnison, furent invités à aller coucher chez M. de Langeron, et tout le monde s'y rendit; mais l'on ne faisait que paraître et retourner en ville savoir ce qui se passait. La nuit précédente, les soldats et plusieurs bourgeois, s'étant portés à l'intendance, y fracassèrent les meubles et demandèrent la tête de l'intendant. Il s'esquiva et se retira chez M. de Langeron. La nuit se passa dans le plus grand désordre. Toutes les fenêtres étaient illuminées, les patrouilles et les corps de garde augmentés, et les piquets multipliés.

19 août. Je fus envoyé à la tête de vingt hommes de la milice garder l'entrée du pont du petit Chamars au grand, avec la consigne de ne laisser entrer au grand Chamars que des soldats de *Piémont*, d'*Enghien*, de l'artillerie ou cavalerie et les soldats nationaux, le tout par compagnie. Défense d'y laisser entrer d'autres personnes, surtout ni femmes ni enfants. Je fus forcé plusieurs fois, et cependant je vins à bout, avec des patrouilles dans le grand Chamars, de faire ressortir tout ce qui pouvait être entré contre la consigne. Les choses

étaient assez mal ordonnées et malheureusement le vin manqua. Plusieurs compagnies d'infanterie ressortirent et continuèrent tant à Beurre qu'ailleurs à mettre à contribution. Les officiers nationaux allèrent après, dans l'intention de les ramener, et ils y réussirent. Tous les soldats se trouvèrent aux casernes le lendemain à quatre heures du matin. Je restai à ce poste du pont jusqu'à onze heures du soir. A l'aide de plusieurs fallots, je fis sortir tout ce qui était dans le grand Chamars, excepté ce qui était mort-ivre. Et comme il m'était défendu de rien laisser sortir, ni pain, ni vin, ni bouteilles, j'arrêtai plus de cent livres de pain, plus de quatre muids de vin qu'emportaient les bourgeois et que je fis mettre dans des tonneaux et conduire à l'hôtel de ville. J'emmenai ma garde devant le Gouvernement, je rendis compte à M. de Langeron, ensuite à M. de Narbonne, je congédiai la garde, soupai chez moi et me couchai à minuit. Il faisait beau.

20 août. La garnison ou du moins beaucoup de soldats, avec des bourgeois, sortirent des casernes, et ensuite de la ville, ce qui donna de nouveau l'alarme. Je fus au comité pour voir quel parti il y avait à prendre. A dix heures, je cours sur la place Saint-Pierre, où étaient déjà des détachements de la milice nationale, de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie. L'adjudant général me dit que M. de Langeron me demandait. Je me rendis chez lui, et là, je reçus l'ordre de partir avec un détachement qui devait marcher sur la route de Saint-Vit. Je revins sur la place, où M. de Narbonne m'ordonna de prendre quatre cents hommes, de les ranger sur trois de hauteur, de leur faire distribuer à chacun quatre cartouches et de leur faire charger leurs armes, ce que j'exécutai. J'envoyai chercher mes guêtres, je les mis sur la place, et nous nous rangeâmes avec tous les autres détachements. La cloche annonça le départ, les caissons arrivèrent, l'artillerie partit, ensuite les grenadiers de *Piémont*, ensuite moi, l'infanterie, les caissons et la cavalerie. Arrivés au chemin de la Butte, M. le vicomte de Laval, qui commandait l'armée, nous fit faire halte. De là partit un détachement qui devait faire patrouille et chasser devant lui tout ce qui se trouverait entre le Doubs et la route. Continuant notre chemin, nous arrivâmes à Châteaufarine, où M. le vicomte de Laval établit le quartier général et distribua des détachements de toutes parts, avec ordre d'arrêter tous soldats, bourgeois et gens de mauvaise mine, qui seraient sur le chemin, dans la plaine ou dans les maisons, et en cas de résistance et de défense, de se servir de leurs armes.

Chacun partit de son côté, et, après avoir tenu depuis Pirey jusqu'à Avanne, sur les trois heures chacun revint, et la totalité des prisonniers fut de cinquante-deux et deux filles. Pour mon compte j'en amenai dix-huit en deux fois, arrêtés tant dans la plaine qu'à Franois, chez l'avocat Billot. Rentré au quartier général, je rendis compte au général qui m'ordonna de les remettre entre les mains de la prévôté, ce que je fis. Les cavaliers de maréchaussée les garotèrent, et pendant que le prévôt leur faisait leur procès, particulièrement aux bourgeois et soldats auteurs de cette rébellion, je fis tuer, dépouiller et cuire quatre moutons. Dans les entrefaites, la nouvelle se répandit que la ville était en feu, que les régiments se battaient contre les régiments, bannière contre bannière, et que les femmes, auteurs de tous les maux, s'en mettaient. Le général assembla les commandants des différents détachements, et il fut arrêté

qu'il convenait de partir sans avoir fait d'exécution. Alors tout le monde reprit les armes et l'on partit à six heures moins un quart, en laissant un détachement pour les vivres qui devaient suivre et escorter le produit des quatre moutons, un tonneau de vin qu'avaient donné les bénédictins de Saint-Ferjeux et toutes les provisions.

Au chemin qui conduit à la Butte, nous reçûmes un courrier de M. de Langeron qui demandait pressamment le bourreau et le prévôt. On nous fit doubler le pas et nous entrâmes à sept heures et demie en ville. Arrivés à la place Saint-Pierre, nous aperçûmes un bataillon carré de troupes qui gardaient une potence. Nous déposâmes nos prisonniers entre deux haies de soldats qui nous attendaient aux Carmes, et nous retournâmes sur la place Saint-Pierre augmenter la garde. Il tomba une nuée de pluie et nous étions mouillés comme des rats. A huit heures, on annonça à haute voix sur la place, qu'il était défendu de par le roi et M. de Langeron de crier *grâce*, sous peine de mort, avec ordre aux différents détachements de faire observer le plus grand silence sous peine d'être puni extraordinairement. Le plus grand silence régnait, toutes les avenues des rues étaient gardées par des piquets et détachements. Pas une femme ni enfant dans les rues. M. de Narbonne ordonna un roulement général et toute la troupe porta les armes. Un détachement amena dans le bataillon carré le nommé Palantin, bourgeois, et le nommé Michel, soldat de Piémont, la balonnette au corps. Palantin fut pendu le premier aux flambeaux, à huit heures et demie, et ensuite Michel, qui, au moment où le bourreau fut le prendre, se mit à crier, en disant : *Mes amis, au secours ! je n'ai ni volé ni tué ! Mes amis, au secours ! il est temps. Monsieur de Narbonne, ne m'abandonnez pas ! au secours, il est temps ! on m'accroche*, et il fut mort. Ensuite on fit retirer les troupes et il ne resta plus que cent hommes pour garder les cadavres. Je reçus ordre de me rendre à la citadelle pour vérifier les prisonniers et en faire la remise au commandant. À dix heures je redescendis. J'étais invité à dîner chez M. de Laval et je n'y fus pas. Le prévôt étant trop long dans l'instruction du procès, M. de Langeron pria M. Louiset, conseiller au présidial, qui servait d'assesseur au prévôt à Châteaufarine, de lui dicter une ordonnance de mort, ce qui fut fait. M. de Langeron la signa, et il n'y eut point d'autre jugement. Elle portait : « *Nous, commandant, bien informé que des tels ont exécuté..... et étaient les auteurs, etc., nous avons ordonné qu'ils seraient pendus dans la présente journée, etc. Signé Langeron.* »

21 août. A neuf heures, je fus invité à dîner chez M. Dugoulet, colonel d'Enghien ; à dix heures, on m'apporta la procédure de l'homme qui avait fait partir un détachement pour Bellevaux. J'envoyai un sergent d'ordonnance remercier M. Dugoulet et j'envoyai des billets de convocation à la compagnie pour trois heures de relevée. Je fus chez M. de Narbonne pour faire payer la dépense qu'avait faite le détachement à Châteaufarine, sur état certifié de moi. Je dinai à la maison. A trois heures, au palais, je vis le procès de cet homme ; le prévôt fut déclaré compétent. A huit heures, un tambour d'Enghien et le valet d'un homme qui montrait des lions sur la place Labourée furent pendus sur cette place. A huit heures et demie, un soldat d'artillerie, que j'avais arrêté la veille sous Serre et qui avait mis le sabre à la main contre moi, avec le nommé Oudot, marchand de bois, furent pendus sur la place Saint-Pierre comme au-



teurs de la révolte et convaincus par les lettres que je saisis sur eux en les arrêtant. Après cette expédition, le comité quitta ; je vins souper chez L... et, à dix heures et demie, me coucher. Temps un peu couvert.

22 août. Au comité à sept heures, à l'audience à neuf heures, au comité à onze heures jusqu'à une heure. Je dînai chez le traiteur ; il m'en coûta 5 liv.

23 août. A quatre heures et demie, chaque capitaine assembla sa compagnie pour la conduire à Chamars où l'on devait procéder à la nouvelle élection des officiers. A cinq heures, on procéda à cette élection par la voie du scrutin. M. de Percey fut capitaine, de Charme capitaine en second, Rougeot premier lieutenant, moi second, Bonard premier sous-lieutenant et Pertuisier deuxième. Je rassemblai la compagnie, que je conduisis à Chamars, et toute la troupe nationale reconnut les nouveaux officiers, prêta le serment ordonné par l'Assemblée nationale, d'obéir au roi, à la nation et de marcher contre les perturbateurs du repos public. Les troupes l'avaient fait le vendredi précédent. La cérémonie était vraiment majestueuse et imposante.

24 août. A trois heures, j'allai chez M. de Narbonne demander un congé pour aller dehors. Il me renvoya à M. de Langeron, qui me répondit qu'il avait besoin de moi et que cependant il me permettait de m'absenter deux jours au lieu de quinze que je demandais. Il me renvoya à M. de Narbonne, qui m'accorda le congé en me disant qu'il désirait que je restasse le moins possible. Je fus prendre un passe-port chez Belamy, secrétaire de la ville, fis mon paquet et me couchai.

25 août. Je partis à six heures dans la voiture de M. de Charme ; nous fûmes arrêtés à Recologne par la milice nationale, qui visa mon passe-port. Nous arrivâmes à onze heures et demie à Gray, où je restai. Je fus rendre visite à M<sup>me</sup> Muguët, qui fut étonnée de me voir avec le ruban rouge au bras gauche, la cocarde, le plumet rouge et une épée en baudrier. Elle me reçut bien, me retint à souper et voulut que je couchasse chez elle, avec recommandation de ne pas salir sa chambre. Je lui proposai de venir à Soing. Elle me dit que je devrais l'attendre jusqu'au jeudi soir. Elle y mit tant d'honnêteté et de bonne foi que je me soumis à faire tout ce qu'elle voudrait, malgré l'envie que j'avais d'arriver à Soing. Mais aussi elle me rappelle M<sup>me</sup> V...

27 août. Je courus dans la ville et au dehors sur les bords de la Saône, même au bâtiment qu'on appelle la Folie. Après dîner, la voiture de M. Caron, de Seveux, arriva attelée de trois chevaux. A quatre heures, nous partîmes, Madame, M<sup>lle</sup> Muguët, sa cuisinière et moi.

28 août. Nous nous promenâmes. Les dames parurent, ayant bien dormi. On déjeûna avec M. Antony, qui revenait de la chasse. A dix heures arriva la voiture de M<sup>me</sup> Caron, qui venait nous chercher. Sur les trois heures, j'arrangeai la voiture, et à quatre heures nous partîmes. Nous trouvâmes, près de Soing, M<sup>me</sup> Caron et Minette, qui venait à ma rencontre ; je descendis de voiture et je courus à elle. Minette me reconnut la première et dit à sa maman : « Je crois que c'est mon mari. » J'embrasse M<sup>me</sup> Caron, puis Minette, qui avait les larmes aux yeux en me voyant et qui, ne m'ayant rien pu dire, enfin me dit : *Tu es marié*, et versa des larmes. Je l'apaisai et nous fûmes bons amis. Nous arrivâmes, M<sup>me</sup> Caron me fit force caresses, et nous soupâmes.

**29 août.** Je me promenai dans la maison et dans les jardins. Les dames paraissent, bien portantes. On causa, on chanta, l'on me dit de me taire, je chantai et toujours chantai. Nous dinâmes ; je chantai ; sur le soir on fut se promener ; l'on soupa ; je chantai et l'on se coucha à onze heures.

**30 août, dimanche.** A la messe de paroisse, après avoir affiché des regains à amodier. Je chantai, l'on dîna avec M. Antony, de Soing, qui venait faire visite.

**31 août.** Au lever de ces dames, je travaillai à la recherche des baux d'un fermier de Cubry ; l'on dîna, je chantai, l'on soupa

**1<sup>er</sup> septembre.** Je fis une requête pour obtenir la permission de saisir le fermier de Cubry... Je dinai, je m'amusai avec Minette et M<sup>lle</sup> Muguet, je chantai, soupai et me couchai à onze heures, avec une infusion de bouillon blanc, comme tous les soirs et tous les matins, à cause d'un rhume.

**2 septembre.** Je chantai, je badinai avec Minette et M<sup>lle</sup> Muguet, je continuai à chanter, je demandai à partir, j'eus des maux de l'obtenir. La veille, je fus avec ces dames, M. le curé et M. le vicaire, nous promener dans un bois près de Cubry, je fus voir un pré, etc.

**3 septembre.** Lapierre voulut partir à six heures, quoique M<sup>me</sup> Caron avait dit qu'elle me reverrait et qu'il était assez tôt de partir à sept. J'arrivai à Velloreille à dix heures et à Besançon à deux heures. A mon arrivée, j'appris que l'on m'accusait d'être allé en Suisse rechercher les membres du parlement qui avaient protesté, et leur rendre compte de ce qui se passait. J'écrivis à M<sup>me</sup> Caron les nouvelles qu'il m'avait été possible d'apprendre, et je fus voir mon oncle à Bouhey ; j'y soupai et couchai.

**4 septembre.** Je revins à la ville. A huit heures, je fus voir le lieutenant général, et à neuf heures, M. de Narbonne, qui m'invita à dîner pour le lundi.

**5 septembre.** A dix heures, à la commune, où il fut présenté un projet de règlement pour la milice nationale. Assemblée tumultueuse ; on y nomma des commissaires. Dîner chez M. Arbilleur. On apprit que Villequier avait été arrêté au Valdahon et pris pour un brigand, parce qu'il était en chasseur.

**6 septembre, dimanche.** A neuf heures, à l'assemblée de la commune, où il fut proposé une souscription volontaire à l'instar de la ville de Tours, formant trois souscriptions : la première en don gratuit, la seconde de payer les impositions échues, et la troisième de payer les impositions en avance, sur des quittances de l'hôtel de ville, à valoir en l'année pour laquelle le paiement aurait été fait. Les deux premières seulement furent admises. Sorti le soir, je me suis promené avec M<sup>me</sup> R., Lonchamp, Baudran et Gerrier, que je voulais ne laisser revenir qu'aux portes fermées. Ecrivis à M<sup>me</sup> de Soing et à Minette.

**10 septembre.** Levé à quatre heures et demie, j'ai fait l'exercice. Je suis allé, à huit heures, déjeuner chez M. Arbilleur, au palais à huit heures et demie... J'ai fait la feuille des épices avec Guillemet. A trois heures, je suis allé faire visite à M<sup>me</sup> de Narbonne. Revenu, M<sup>me</sup> de Bay est venue me proposer d'être leur arbitre pour leurs partages avec de Pirey. Je l'ai reconduite et ai soupé à Rivotte avec le docteur, qui était de garde. J'ai reçu un billet pour être membre du comité permanent dès demain.

**11 septembre.** J'ai travaillé à la feuille des épices. A sept heures, Guillemet est venu m'aider ; à huit, je suis allé au comité, où l'on s'est occupé d'une assemblée convoquée par billet, de la part des compagnons (ouvriers), à l'effet

de chasser les Allemands et les étrangers. Cette assemblée devait avoir lieu à Chamars. L'on a fait plusieurs démarches vaines. Après dîner, je suis retourné au comité, où l'assemblée des ouvriers continuait d'occuper... J'ai trouvé une lettre du marin de Brest contenant des imprimés, et qui m'a coûté 6 livres 18 sols.

*12 septembre.* Au comité permanent à sept heures moins un quart. J'ai fait une espèce d'information sommaire contre les auteurs des billets de convocation de l'assemblée de Chamars. Lonchamp et Vautier, garçons boulangers, arrêtés et amenés au comité, sont convenus avoir fait de ces billets et les avoir distribués ; ils ont nommé cinq autres personnes encore et ont été conduits en prison. La commune assemblée les a fait reparaitre et interrogés de nouveau ; ils n'ont rien dit de plus, et remis en prison au secret. La commune a arrêté d'inviter les officiers municipaux de requérir M. de Langeron et M. de Narbonne, de donner des forces pour s'opposer à l'assemblée des ouvriers et même la dissiper. Elle a de plus arrêté que le comité continuerait les informations relatives aux auteurs de la convocation de cette assemblée.

*13 septembre.* Dimanche. A sept heures, au comité, où il y a beaucoup d'ouvrage. A onze heures à la messe nationale ; à une heure et demie dîné chez M. de Narbonne, sur les invitations de madame.

*14 septembre.* Je suis allé décommander un pique-nique que j'avais commandé à l'hôtel des Veaux pour les officiers de notre compagnie ; je suis allé dire aux camarades qu'il ne pouvait avoir lieu, que j'étais de garde ce soir. A huit heures, assemblée de la commune pour le règlement de la milice nationale. Balleydier a dit que Louvot, commandant à Saint-Pierre, ne devait pas être de la commune, et tous les officiers nationaux sont sortis ; je suis sorti aussi.

Après que l'on a eu blâmé Balleydier, et que le maire et autres notables ont eu fait de vives instances à M. Louvot et autres officiers nationaux, de rentrer, ce qu'ils n'ont pas voulu faire, la commune a néanmoins continué l'exécution du règlement et procédé à l'élection des officiers de l'état-major, parmi lesquels officiers j'occupais la place de major ou aide-major. Après midi, M. de Narbonne nous a assemblés à l'hôpital, le règlement a été lu et généralement refusé, quoiqu'il fût bon..... Je suis parti avec ma garde et me suis rendu à la porte Notre-Dame. A huit heures, deux lieutenants de la compagnie sont venus me voir : MM. Rougeot et Varroud, puis de Charme ; à onze heures, de Percey et plusieurs autres me consignèrent Fenouillot, dans la crainte qu'il ne partît comme député de la commune aux états généraux, à l'effet de faire approuver leur règlement. A minuit, des soldats d'au delà du pont vinrent me faire la même demande. Je leur répondis très honnêtement qu'il ne passerait pas, et sur ce qu'ils persistaient à exiger de moi que Fenouillot ne sortît pas, et que, pour me déterminer, ils osèrent me menacer, je les fis chasser du corps de garde. Ils se retirèrent et veillèrent toute la nuit aux environs du poste pour épier ma conduite.

*15 septembre.* Les portes furent ouvertes à quatre heures trois quarts. Le carrosse de Pontarlier arriva, je le visitai ; à cinq heures, vint celui de Lyon, que je visitai aussi, et Fenouillot n'y était pas. A six heures, toute la garde but l'eau-de-vie avec moi. A neuf heures, visite de plusieurs officiers nationaux,

qui m'apprirent que les notables (conseil municipal) étaient restés en séance jusqu'à onze heures du soir ; qu'ils demandaient l'exécution de leur règlement ; que les nationaux s'obstinaient à le refuser ; qu'ils avaient doublé la garde partout ; que M. de Narbonne n'avait ni accepté ni refusé le généralat que lui avait déferé la commune, et que les municipaux auraient le dessous. Des officiers nationaux vinrent à mon poste pour m'engager à rester de leur parti ; des notables, pour m'engager à rester dans le leur, et j'eus soin de satisfaire l'un et l'autre parti.

**17 septembre.** Dîné en pique-nique au conseil. Le greffier criminel y était pour la première fois. Le partage des épices s'est fait : j'ai touché 239 livres. Pour le dîner, il m'en a coûté 4 livres 10 sols ; au jeu, j'ai perdu 6 livres.

**18 septembre.** Assemblée générale de la bannière Saint-Quentin en l'église des Carmes, à l'effet de procéder à l'élection de nouveaux notables. Assemblée très tumultueuse, avec brigues et cabales, surtout de la part de Guillaume de Gevigney père et fils, qui ont réussi à faire nommer le père notable ; mais il a été beaucoup question de le renvoyer, à raison de ces cabales et de ce qu'il était à l'assemblée de Quingey.

**20 septembre.** Écrit à M<sup>me</sup> de Soing. Sorti à neuf heures ; visite à M. Arbilleur, au vicomte de Laval, à M. de Narbonne. Rentré à la messe. Après dîner, écrit à M<sup>me</sup> Ramboz, visite à M<sup>me</sup> de Narbonne, à M<sup>me</sup> du Cordon. Il y a eu, ce matin, une assemblée de la bannière Saint-Quentin, où il a été proposé de congédier Guillaume de Gevigney, élu notable par la cabale de lui et de son fils, et cependant il n'a pas été déjeté.

**22 septembre.** A cinq heures moins un quart, au carrosse (de Poligny), avec l'abbé Moretin. Il y avait dans la voiture une Allemande et un Dauphinois. Dîné à Quingey. Arrivé à Arbois, je suis allé prendre Flore, avec son paquet, et j'ai donné à la fille qui l'a apporté à l'auberge depuis le couvent, 9 sols.

**23 septembre.** J'ai habillé Flore, pris du pain et du fruit pour son déjeuner, et parti à cinq heures et demie. Arrivé à Poligny à huit heures. Visite à M<sup>me</sup> Ponsard, qui nous a fait infiniment d'honnêtetés. Parti à midi avec Prost, sa sœur et M<sup>lle</sup> Blanchard. Arrivés à deux heures et demie à Château-Chalon. Mon oncle et moi, nous sommes allés au Perchot, chercher l'abbé, qui n'y était plus.

**24 septembre.** J'ai habillé et peigné Flore. Nous ne sortîmes que pour aller à l'affût.

**27 septembre.** Dimanche, à 8 heures, à la messe paroissiale avec Flore. Ma sœur, qui est ici depuis jeudi, avait l'air de voir Flore de mauvais oeil ; je n'ai pas eu l'air de m'en apercevoir. Dîné chez mon père, causé, et après vêpres, à l'assemblée de la commune, où je pris lecture du projet de délibération que les habitants m'avaient chargé de rédiger, et après les y avoir préparés par tout ce que je pus leur dire et expliqué les différents articles de la délibération, elle fut acceptée à l'unanimité, couchée sur le registre et signée de tous les chefs de famille et des soldats nationaux.

**28 septembre.** Flore se leva à 8 heures ; je la fis prier, je la peignai et l'habillai. Elle déjeuna, et comme j'ai voulu partir avec elle pour Baume, ma mère n'a pas voulu à cause de la conférence de mon frère qui avait lieu le lendemain. Elle fit une telle mine et un tel train, que je fus obligé de rester. On m'occupa à mettre la table, à nettoyer la grande chambre où il y avait bien

un tombereau de *cheni*. Après avoir dîné chez mon père, je m'ennuyai le reste du jour.

29 septembre. Flore se leva à six heures ; elle pria, je la peignai, l'habillai, elle déjeuna et fit la cuisine avec ma mère et ma sœur. Tous les prêtres, curés, arrivèrent et il n'y eut pas assez de couverts. On mit une petite table dans la chambre de mon frère. Après dîner, je voulus partir, et il ne fut pas encore possible à cause du repas du lendemain. Je fus à l'affût.

30 septembre. A 6 heures et demie Flore se leva ; elle pria, je la peignai, l'habillai et elle s'amusa. Il y eut beaucoup de monde à dîner, tant prêtres que bourgeois. Après dîner, je partis pour Baume avec Flore, l'abbé Moretin et le vicaire de Baume.

4 octobre. Dimanche, je fus à la messe au chapitre et j'y dînai. A six heures je voulus m'en venir ; on ne voulut pas, mais je trouvai le moyen de me sauver. J'arrivai à Château-Chalon qu'on soupait.

5 octobre. Nous fûmes à la pipée avec mon oncle et l'abbé.

19 octobre. Dimanche, à la messe paroissiale, où l'on lut les décrets de l'Assemblée nationale des 4 et 5 avec les réponses du roi. A vêpres, on a chanté le *Te Deum* ordonné, la milice y étant avec le drapeau, pour lequel j'ai donné 6 livres.

20 octobre. J'avais reçu hier une lettre du docteur, qui me pressait de retourner à Besançon, que mon oncle grondait fort. Je fis mon paquet et nous vîmes coucher à Arbois.

21 octobre. J'arrivai à Besançon à 6 heures. Je débarquai à Bouhey. Quand mon oncle me vit arriver, depuis le jardin, il se sauva dans sa chambre et boudait de ce que j'étais tant resté ; je lui répondis que j'étais si content de ne plus être à la ville, que j'aurais voulu rester davantage ; je couchai à Bouhey où mon oncle faisait couper le bois parce qu'on le volait.

22 octobre. Vint le docteur, qui était en uniforme national, en qualité de capitaine en second, et moi je n'étais plus rien, à raison de ma qualité de juge.

23 octobre. Je suis allé à Bouhey voir couper le bois. J'y suis allé avec mon fusil et des pistolets, à raison des gens de la rue d'Arènes, qui prétendaient que les bois n'appartenaient pas à mon oncle, et que malgré nous ils en couperaient.

24 octobre. Lu la *Vie de Marie-Antoinette*, qui est une horreur.

26 octobre. L'on continuait à voler le bois de Bouhey. J'y suis allé à cinq heures et demie avec Henry, Baudin, B.... et Martin, portant mon fusil. J'y suis resté jusqu'à midi. Au comité on m'a remis un procès-verbal contre un homme de Chevigney, qui avait volé un chariot à Champagney. Il avait été amené par trois soldats nationaux de Champagney, qui l'avaient fusillé parce qu'il s'était échappé de leurs mains et l'avaient blessé au bras. Le comité m'a remis le procès-verbal qu'il avait dressé du dire de ces gens, pour leur faire à tous leur procès.

27 octobre. J'ai mangé des gaudes chez M. Perrey.....

3 novembre. Je suis sorti d'abord chez Gras, chez M<sup>lle</sup> Caron ; j'ai racommodé son balai.....

5 novembre. Aujourd'hui, il y avait une assemblée convoquée par la commune de Besançon, composée de deux députés des communes de chaque ville

bailliagère, et d'un officier national. Je ne sais ce qu'il en est résulté. Il a fait mauvais tout le jour ; on a lavé la lessive ; je ne suis pas sorti.

6 novembre. Visite à M. Arbilleur, qui m'a dit que l'assemblée des villes bailliagères n'avait pu avoir lieu, parce que Dole, qui prétend que cette assemblée devait se tenir à Dole, avait député dans toutes les villes pour les engager à ne pas se rendre à Besançon, et qu'en conséquence, les villes de Dole et de Lons-le-Saunier ne s'y étaient pas rendues ; que les députés des autres villes n'avaient point de pouvoirs, et qu'aucun ne voulait délibérer faute de pouvoirs ; que néanmoins il avait été arrêté d'envoyer un député à Dole et à Lons-le-Saunier, pour leur dire que nulle ville de la province n'avait la prétention de préséance ou prééminence sur une autre et pour les inviter à se rendre ; que l'on délibérerait et déciderait avant tout où l'assemblée devait avoir lieu ; que pendant ce temps on avait nommé des commissaires pour travailler à un traité de confédération entre toutes les villes de la province, qui ne serait qu'un simple projet, et qu'une fois tous les députés arrivés on le proposerait, et que chacun prendrait le temps pour le proposer et le faire admettre à sa commune.

7 novembre. M. le lieutenant général m'a convoqué à une assemblée au palais. Il s'agissait d'enregistrer, sur réquisition des gens du roi, trois proclamations sanctionnées par le roi : la première sur les passe-ports, la seconde qui défend les assemblées de provinces ou d'états jusqu'à nouvel ordre, et la troisième, qui dit que les assemblées n'auront plus lieu qu'en commun et non par ordre. Les gens du roi, par le fait de d'Arcier, ont requis l'enregistrement et l'affiche, et MM. Arbilleur, de Raze, Monniotte et Rougnon, ont ordonné l'affiche. Je me suis opposé à ce qu'on reçût la proclamation qui défend l'assemblée des provinces et états, et mon avis n'a pas prévalu. La milice nationale a décidé qu'on recevrait le régiment de *Monsieur*, que plusieurs voulaient qu'on refusât. Ils sont allés faire visite au prince de Saint-Mauris à cette occasion.

17 novembre. M. Arbilleur avait donné sa démission, qui a été refusée. Il a été nommé commissaire pour la division de la province par départements et par districts. Il y a travaillé le matin et n'a pas été à l'audience.

22 novembre. Je suis venu chez M. Muguet, où j'ai vu passer les troupes nationales qui allaient bénir leurs drapeaux à la métropole. L'archevêque faisait la bénédiction et donnait à dîner à tous les chefs y compris les capitaines..... Le détachement qui était allé à Nancray a capturé trois hommes qu'ils ont amenés.

26 novembre. L'on m'a apporté la procédure du prévôt contre les carillonneurs de l'archevêché et de l'intendance.

27 novembre. Travaillé à la procédure des brigands de l'intendance et de l'archevêché. Reçu des arbres de Metz pour M<sup>me</sup> de Soing.

29 novembre. Rouget est sorti de prison depuis plusieurs jours, sur une lettre du comité des recherches. Il fait un procès aux notables à raison de sa détention et demande à chacun 1,000 livres.

30 novembre. J'ai lu un *Essai historique sur la vie de Marie-Antoinette d'Autriche, reine de France*.

8 décembre. La Conception. A neuf heures chez M. le procureur général, à dix heures à la messe de paroisse. Visite à Pertuisier.

9 décembre. Le corps de garde de Saint-Jean est allé, fusils en mains, se faire donner du vin chez M. Seguin.

10 décembre. Je suis allé chez M. Arbilleur. Là, MM. Arbilleur, Louiset, Artus, d'Arcier, Denans et moi, par déclaration nous avons abandonné les émoluments de nos offices pour acheter des blés aux pauvres. Après l'audience, M. Arbilleur a proposé à toute la compagnie de faire le même abandon. Ils ont demandé le temps de délibérer.

11 décembre. Artus est venu me dire que tout le monde avait enfin souscrit à ma proposition d'abandonner les émoluments de nos offices aux pauvres, et tout est parti par le courrier d'aujourd'hui.

12 décembre. J'ai reçu une lettre de M<sup>me</sup> Ponsard et 24 livres. Je lui ai acheté six aunes d'indienne à 3 liv. 15 s., en tout 22 liv. 10 s. Je lui ai répondu, mis l'indienne dans une boîte de sapin et porté à Légerot, à la Ville de Poligny.

13 décembre. Dimanche. Je n'ai pas été à la messe. A midi et demi, je me suis habillé et suis allé dîner chez M. de Villars avec Artus, Lescot, l'abbé Millot et les Chevillet.

15 décembre. Dîné chez M<sup>me</sup> Chevillet; après-dîner, on a causé; sur le soir, on a joué; j'ai perdu 7 livres 6 sols.

18 décembre. Nous avons jugé les gens de Laviron, l'échevin à être admonesté, et le théologien renvoyé quitte et absous, avec l'affiche de la sentence.

19 décembre. Chez M. Arbilleur, qui a reçu de l'Assemblée nationale une lettre très flatteuse concernant l'abandon des émoluments de la compagnie. Lorient m'a envoyé un rosier. On a nommé les personnes retenues au concours pour la chaire de M. Belon. C'est Grappe, Proudhon et Guillemet.

20 décembre. Dimanche. Levé à six heures, travaillé, habillé, à la messe, j'ai fait visite à M<sup>me</sup> Faivre, à quatre heures chez mon oncle, ensuite chez M<sup>me</sup> Not., ensuite à la comédie, 2 livres 5 sols.

24 décembre. Il n'y a point de messe de minuit par ordre de M. de Langeon, à raison des troubles.

25 décembre. Noël. Écrit à Minette, chez M<sup>me</sup> Muguet à Gray, en lui envoyant les truffes (demandées par M<sup>me</sup> Caron). A la messe de paroisse.

27 décembre. Dimanche. Visite à MM. Caron. J'ai acheté 10 sols de pastilles souffrées (pour le rhume). Parti à midi pour Bellevaux dans la voiture du prieur. Nous sommes arrivés à cinq heures à l'abbaye, où nous avons été bien reçus.

31 décembre. Je ne suis pas sorti de l'abbaye, on a mesuré le clos. J'ai joué et gagné 6 sols. J'ai payé le cens de la maison de Cirey pour deux ans, 6 livres.

2 janvier 1790. Parti de l'abbaye à midi, dans la voiture du prieur, et comme j'ai tout vendu ce qu'il y avait à Cirey, j'ai payé à mon oncle 700 livres qui m'ont été payées comptant.

6 janvier. Nous avons envoyé 298 livres à la caisse patriotique, des émoluments de la compagnie. Dîné chez M. de Lavernay, de là chez M<sup>me</sup> Chevillet, chez M<sup>me</sup> de Bay, chez M<sup>me</sup> Contet, qui m'a donné une étrenne mignonne.

7 janvier. J'ai fait le rapport de la requête prévôtale, où M. l'avocat Guillaume avait fait les fonctions de procureur du roi commis de la maréchaussée, et j'ai fait juger que M. le prévôt n'avait pas le droit de commettre. J'ai reçu

une lettre de M<sup>me</sup> Moretin et de Poulotte, et j'ai envoyé une étrenne mignonne à Poulotte.

14 janvier. J'ai appris qu'il y a deux ou trois jours, il est parti un détachement pour Villers-Farlay. Le village s'est créé un roi, un Necker, un président. Tout se rapporte au roi, qui juge à mort, et crainte d'exécution, on est allé y mettre ordre.

On a dit que le duc de Sardaigne avait des troupes au nombre de 20,000 hommes sur les côtes, pour défendre les possessions que les seigneurs de ses Etats avaient en France. Nouvelle aristocratique. Visite chez M<sup>me</sup> Chevillet. Joué de moitié avec M. de Rambey.

18 janvier. Chez le maire, pour le remercier des lettres de citoyen qu'on m'a accordées. Visite à Fenouillot. J'ai joué au vingt-un avec M<sup>mes</sup> Wey et Muguet, et j'ai perdu 5 livres.

19 janvier. Rien fait que lire des mémoires. A huit heures et demie au palais, l'audience tenue par MM. Arbilleur, de Raze, Monniotte, Artus, Ramboz, Rougnon, Pertuisier et Denans.

20 janvier. Les régiments de *Piémont* et de *Monsieur* sont sortis de la ville avec les drapeaux, ce qui a alarmé toute la ville. La milice nationale s'est assemblée à trois heures. On a mis de fortes patrouilles pour cette nuit, malgré que le major de *Monsieur* soit allé à l'assemblée (de la milice) nationale, dire qu'ils n'avaient eu d'autre intention que de faire la promenade militaire.

24 janvier. Dimanche. Election des officiers municipaux. A l'élection du maire, au premier scrutin M. Ordinaire a réuni le plus de suffrages, mais il n'avait pas la pluralité absolue ; par un second scrutin, il a réuni bien au delà de la majorité absolue. Scrutateurs, MM. l'abbé de Billy, chanoine à la métropole, le professeur d'Auxiron et l'avocat Bonard, et moi pour suppléant.

25 janvier. On a procédé à l'élection des officiers municipaux. A l'assemblée, on m'a fait travailler comme suppléant pour le travail du scrutin.

26 janvier. A l'assemblée, nous avons continué notre travail, et pour le résultat, j'ai recueilli 25 suffrages. Enfin nous avons fini à huit heures un quart.

28 janvier. Rentré à midi, venant de l'hôtel de ville. Le recensement pour les officiers municipaux n'était pas fini et ne promettait que M. Quirot père, quel'on assurait avoir réuni la moitié et plus des suffrages. L'on a dit que M. de Langeron, commandant, avait écrit une lettre à M. Ordinaire, élu maire, en lui faisant compliment sur son élection. Il lui envoyait la clef de sa loge à la comédie en lui disant : « Je ne suis plus rien, vous êtes le chef, je dois vous céder la place. » M. Ordinaire est allé le remercier du compliment et lui a rendu sa clef, en lui disant : « Je vais rarement à la comédie, et lorsque j'y vais, je me place au milieu de mes concitoyens, où je me trouve fort bien. » L'on a dit que M. le maire de Paris avait envoyé une tabatière à M. Ordinaire, maire.

29 janvier. L'on a annoncé au son de la caisse la continuation de l'assemblée, et de fait, le scrutin général était achevé à l'hôtel de ville, et M. Quirot père a seul réuni la majorité des suffrages, et par là se trouve premier officier municipal. L'assemblée des Carmes s'est formée au nombre de 101. On a fait savoir à l'assemblée le résultat du premier scrutin, et qu'au lieu de 28 personnes sur chaque liste, il n'en fallait plus que 26. Nous avons commencé le dépouillement du scrutin... Continué jusqu'à huit heures et demie du soir.



30 janvier. Je suis allé en robe aux Carmes, croyant avoir fini pour aller à l'audience ; l'opération a duré jusqu'à onze heures. Villequier a porté à l'hôtel de ville le résultat de notre recensement. Une femme blanchisseuse, dont je ne sais pas le nom, est venue en pleurant me demander la charité, je lui ai donné 15 sols.

31 janvier. Dimanche. Je suis allé à l'assemblée aux Carmes pour le scrutin à la pluralité relative concernant le surplus des officiers municipaux ; nous avons travaillé au dépouillement jusqu'à une heure et demie.

2 février. La Purification. Je suis allé à l'assemblée pour nommer le procureur de la commune. Le premier scrutin n'a rien produit ni le second, et comme la pluralité se réunissait sur l'avocat Billot et Couthaud, le troisième scrutin a donné pour procureur de la commune l'avocat Billot.

3 février. Assemblée pour le substitut de la commune. Les trois scrutins ont été faits, et Dangel, notaire, a été nommé. Ecrit à M<sup>me</sup> Mazier pour avoir une poularde de Brèsses. Mon oncle a soupé seul, parce qu'il a failli tomber dans les courants.

4 février. A huit heures aux Carmes, pour les trente notables à nommer. A quatre heures, le travail a été fini. J'ai reçu une lettre de Flore.

5 février. Le recensement des notables n'est pas achevé.

6 février. Le lieutenant général nous a fait part d'une lettre adressée à la compagnie par l'Assemblée nationale, dans laquelle on nous demande l'évaluation de nos offices.... La proclamation du maire s'est faite dans la cour du palais ; la milice nationale était rangée le long des boutiques, dans le couloir en face du greffe du bailliage ; les officiers municipaux en avant, M. Viénot de Bay, ancien maire, au milieu de la cour. L'infanterie formait une ligne parallèle à la milice nationale ; dans le fond de la cour, la cavalerie, et, à l'opposé, l'artillerie, avec une foule immense. L'ancien maire a annoncé ce qui allait être fait, et Belamy, secrétaire, a fait la proclamation. Ensuite, les nouveaux officiers municipaux ont prêté le serment prononcé par M. le maire nouveau, et ils sont remontés à l'hôtel de ville. C'était M. de Narbonne qui commandait les troupes. L'on a reconduit M. Ordinaire, et on lui a laissé une garde d'honneur qu'il a renvoyée ; il lui est cependant resté un factionnaire.

7 février. Dimanche. Visite à M. le maire, à M. de Langeron, à M. de Narbonne. A la messe nationale à Saint-Pierre, à laquelle ont assisté les nouveaux officiers municipaux. On a chanté le *Te Deum* en musique.

9 février. L'abbé de Billy est venu me voir. A quatre heures et demie j'ai été à la comédie, où était une foule inconcevable. M<sup>lle</sup> de Saint-Val jouant le rôle de Gabrielle de Vergy. Je n'ai pu voir cette pièce jusqu'à la fin et j'en ai été malade.

10 février. J'ai acheté et payé un gilet chez Breuillot pour treize livres. Le dessus 8 livres 10 sols et la doublure 4 livres 10 sols.

11 février. J'ai appris que le lieutenant-colonel d'artillerie avait dit à ses soldats assemblés pour la parade, que M. Dubois de Crancey avait eu raison de dire que l'armée française était composée de brigands et qu'il aimerait mieux en commander que de commander les canonniers. Les soldats ont porté plainte à la municipalité, qui les a renvoyés à M. de Langeron. M. de Narbonne a paru et leur a promis justice, ce qui les a un peu apaisés.

14 février, dimanche. Visite à M. le maire, à M. de Langeron, dîné chez Détrez. Payé à Maréchal pour façon d'un gilet et de l'effilé, 4 livres. A la comédie, 3 livres. Le docteur a reçu une lettre de l'abbé qui annonce la mort du curé de Château-Chalon.

15 février. Aux Carmes, pour vérifier si la cure de Château-Chalon est au concours. J'ai trouvé que les curés Meignier et Gouget avaient été nommés par le concours. D'où il résulte que le curé Villermot étant mort en février, cette cure retombe au concours. Sur les renseignements, j'ai appris qu'il était possible de faire appeler mon frère au concours et de lui obtenir la cure.

16 février, mardi gras. Mon oncle, ensuite de la lettre que je lui écrivis hier, viendra dîner ici pour aller à l'hôtel de ville prêter le serment civique. Je suis allé chez M<sup>r</sup> l'archevêque pour le prier de mander l'abbé au concours. Je l'ai trouvé qui allait monter en voiture; il m'a bien reçu et m'a renvoyé à M<sup>r</sup> l'évêque (de Rhosy), où je suis allé de suite. Je lui ai fait ma demande, et après quelques raisonnements suivant moi, et sur mes instances, il m'a fait expédier la lettre de mandat que je sollicitais. A midi, mon oncle est arrivé, et le docteur est allé avec lui à l'hôtel de ville, où il a prêté le serment civique. J'ai dîné chez M<sup>me</sup> Chevillet, où j'ai passé l'après-midi et même soupé. L'on a joué et j'ai perdu trois livres. Rentré à minuit. L'ordonnance de la municipalité qui défendait les bals masqués a été bien exécutée. Cependant, il y a eu un peu de train et un coup de couteau donné à un soldat national par un de Piémont.

17 février, mercredi des Cendres. Levé à sept heures, éveillé par le chanoine Mongenet. J'ai envoyé à la poste deux lettres à l'adresse de l'abbé, l'appel au concours et une autre. Chez Chevillet, jusqu'à huit heures; j'ai joué et perdu 12 sols. Je suis allé à huit heures prendre Bernard, qui m'a donné à souper chez M<sup>me</sup> Sainte-Angèle, avec une autre dame de la comédie, grande, belle et bien faite. Nous avons soupé très agréablement. A minuit et demi nous sommes sortis.

19 février. Chapuis a frisé mon toupet et je lui ai donné une livre dix sols. Visite à M. de Narbonne, qui m'a invité à dîner.

22 février. La nouvelle était que les religieux mendiants auraient une pension moindre que les autres.

23 février. J'ai soupé avec du pain et deux pommes.

25 février. A trois heures, je suis allé avec le docteur chez M. de Narbonne pour la cure de Château-Chalon; nous ne l'avons pas trouvé. J'ai donné par aumône à une femme malheureuse, 1 livre 10 sols.

26 février. Habillé pour aller chez M. de Narbonne pour la cure. Nous l'avons trouvé, et il semble qu'il demandera pour nous.

27 février. Visite à M. de Narbonne à trois heures et demie. Il m'a parlé de la cure et m'a promis d'aller à l'archevêché, demain dimanche. Le dimanche 21 de ce mois, il y a eu à Dole une assemblée de députés des gardes nationales de toutes les villes, bourgs et villages de la province, même d'Alsace, de Bourgogne et de Lorraine, pour un traité de confédération entre toutes les gardes nationales à l'effet de soutenir et faire exécuter les décrets de l'Assemblée nationale et d'entretenir la paix et la tranquillité partout. M. le comte de Narbonne était un des députés de Besançon, contre lequel Regnaud d'Epercy, député du bailliage de Dole, avait écrit une lettre malhonnête, ce qui avait in-

disposé tous les esprits contre lui, sans qu'on le connût ni qu'on l'eût entendu. On a dit qu'un particulier de Poligny l'avait dénoncé comme un ennemi, qu'un des officiers de Besançon avait failli le plonger, et qu'avec beaucoup de peine le calme s'était rétabli; que le mardi il y avait encore eu du train sans mauvaise suite, qu'enfin M. de Narbonne avait regagné tous les cœurs, et que la ville de Dole leur avait donné des fêtes magnifiques. Les députés d'Alsace et du bailliage d'Amont ont été aussi fêtés à leur passage ici en s'en revenant.

28 février. Dimanche. A la messe de paroisse. M. de Bussière est venu me voir. Nous avons causé de son mariage avec M<sup>lle</sup> de Beaurepaire. Je suis allé dîner chez Muguet. M<sup>lle</sup> Victoire m'a demandé d'obtenir qu'elle aille à Francani, et à deux heures nous y sommes allés; mais comme je n'avais pas d'argent j'ai emprunté 24 livres de M. Jobard. Nous y sommes allés huit, et j'ai pris huit billets pour 12 livres. Tout le monde m'a remboursé. J'ai mangé trois pommes pour mon souper.

6 mars. Visite à M. de Narbonne, qui m'a dit de lui envoyer des notes pour la cure. Je suis venu à l'archevêché, où Tellier m'a objecté que mon frère n'était pas *vicarius domesticus*, mais *confessarius*. J'ai disputé la chose et suis sorti.

7 mars. Dimanche. Le docteur a porté les notes à M. de Narbonne. Visite à M. le maire et Bouvenot, puis à l'archevêché. J'ai vérifié que l'abbé fut en 1773 vicaire *tanquam confessarius* et en 1774 *tanquam domesticus*. A onze heures, je suis allé faire visite à l'évêque, il m'a paru que tout cela s'arrangerait. Visite à l'archevêque, qui ne recevait pas; je me suis fait inscrire.

8 mars. Le blé étant augmenté, le peuple fait le tapage.

9 mars. Un soldat arrêté et conduit à Saint-Pierre s'est sauvé dans la rue de la Prison. Le factionnaire de la nation a voulu l'arrêter, et comme il résistait, il lui a passé la baïonnette à travers les reins. Le soldat, dit-on, est mort. L'événement est de cette nuit. Il y a à craindre une insurrection de la part du peuple à raison des blés. Déjà on prend des précautions.

11 mars. Il y a toujours du trouble. Le peuple crie et fait tapage. M. de Narbonne et le major Antony ont été insultés.

12 mars. J'ai lu un prétendu testament de M. de Favras, pendu à Paris le 19 février dernier. La nuit du 8 au 9, on a mis le feu à la forêt de Chailluz; quatre arpents ont été brûlés.

13 mars. Hier soir on a été informé que le peuple de Charmont et de Battant devait faire du train. On a fait courir au delà du pont des billets portant invitation aux bons citoyens de se réunir sur la place Labourée, pour faire patrouille pendant la nuit. Il s'y est trouvé beaucoup de monde, et la nuit s'est passée tranquillement. — A six heures j'ai trouvé l'abbé de Château-Chalon arrivé.

14 mars. Dimanche. L'abbé a visité les vicaires généraux. A onze heures, visite à l'évêque avec mon frère. Tous bien reçus. Inscrits à l'archevêché.

15 mars. Visite à M. Pourtier, à Lescot, à M. de Narbonne qui m'a promis d'aller le matin à l'archevêché et qui m'a montré sa commission pour l'établissement des départements, ayant pour adjoint l'avocat Louvot et Grappe. Rentré, je suis allé au bureau de l'archevêché faire inscrire l'abbé.

16 mars. L'abbé est allé au concours, et j'ignore si la cure de Château-Chalon y est. A huit heures l'abbé est arrivé et n'a pas eu la cure, mais bien l'abbé Lhomme.

17 mars Visite à M. de Narbonne avec l'abbé.

19 mars. L'abbé mon frère est reparti. J'ai appris que ma petite femme était très enrhumée.

21 mars En passant sur la place Saint-Pierre, j'ai aperçu de la troupe. C'était du tapage à l'occasion d'une ou plusieurs voitures de sauniers conduisant du blé à Salins, qui avaient été arrêtées à la porte Notre-Dame, et que ni M. de Narbonne ni M. Antony n'avaient pu faire passer. Sur le compte-rendu à M. le maire, que c'était l'avocat Laurent qui avait ameuté le peuple, la municipalité s'est assemblée et M. de Langeron a donné tous les ordres nécessaires pour que le blé passât. Dès le même soir des détachements de tous les corps sont arrivés. Une partie se sont rendus aux halles, où ils sont arrivés avec peine à raison des gens d'au delà du pont qui ne voulaient pas laisser reprendre le blé. Et comme la nuit approchait, on a préféré retirer la troupe et ne laisser que de fortes patrouilles pour la nuit. M. de Narbonne a assemblé les capitaines nationaux et ils ont pris le parti de n'avoir recours qu'aux bons citoyens, aux officiers nationaux et aux troupes. Telle fut la résolution prise pendant la nuit.

22 mars. Levé à cinq heures ; je suis allé sur la place Saint-Pierre m'informer de ce qui se passait et si l'on se préparait à exécuter la résolution prise la veille. J'ai vu avec plaisir les nationaux déjà en piquet et attendant les ordres et les détachements des autres régiments. Tous les officiers nationaux étaient armés de leurs fusils, et avec eux étaient seulement les soldats, les officiers et citoyens de qui on était sûr. Toute la troupe était rangée en bataillon carré sur la place Saint-Pierre, et les officiers municipaux et notables étaient en séance depuis cinq heures du matin. M. de Narbonne est parti à la tête d'un détachement et s'est rendu aux halles. Là, malgré les mutins et le peuple attroupé, on a pris les voitures, et, accompagnées du détachement, elles ont été, malgré les huées et les sottises, conduites par la Grande-Rue hors de la ville et accompagnées jusqu'à Beure. Le major Antony a été insulté et même attaqué, et le pistolet à la main il s'est défendu. A l'audience, j'ai dénoncé M<sup>me</sup> de Constable, M. du Bouvot, l'avocat Laurent et autres, comme les auteurs et exécuteurs des troubles, et j'ai fait délibérer que l'on informerait de ces excès et que je remplirais les fonctions du ministère public. Par égard, je suis allé à la municipalité prévenir ces messieurs et leur demander si leur projet était d'informer, et sur ce qu'ils m'ont répondu que la plainte était portée, je me suis contenté de donner le nom des témoins qui étaient dans le cas de déposer. Toute la journée il y eut des détachements sur la place Saint-Pierre.

24 mars. J'ai trouvé M. Monniotte, qui m'a dit que MM. Bouvenot, Bassand et Billot étaient venus, comme députés de la municipalité, me prier de suivre la plainte que j'avais dénoncée lundi ; qu'ils étaient incompetents. A l'instant, j'ai dressé ma requête de plainte contre les révoltés, et particulièrement contre l'avocat Laurent, de Montmahou, M<sup>me</sup> de Constable et autres, et à quatre heures on entendait déjà des témoins. Mais d'Arcier est arrivé qui a voulu suivre cette affaire, il a copié ma besogne et je l'ai laissé faire.

28 mars. Dimanche. J'ai porté une femelle de canari à M<sup>me</sup> Sainte-Angèle. Visite à M. le maire, vu avec lui les affaires courantes. Il m'a appris qu'une lettre séditieuse, tendante à la révolte, courait les casernes et surtout celle de l'artillerie. Sur quoi j'ai vu M. de Narbonne, qui m'a donné aussi des rensei-

gnements, et je suis allé trouver d'Arcier et lui ai fait donner une requête par addition pour ce fait. Promené à Chamars avec M<sup>me</sup> et M. Chevillet, y trouvé M<sup>me</sup> Sophie Muguet et Wey. Joint ces dames et fait deux tours avec le lieutenant général.

29 mars. A la chambre du conseil, pris nouvelle délibération de donner nos honoraires à la commune.

30 mars. Réforme de la milice Election des officiers à l'intendance sur une convocation par billet. M. Arbilleur, Billon et moi avons porté la délibération et 750 liv. à la municipalité. Bien reçus. M. le maire m'a remis la copie de cette lettre séditieuse, je l'ai fait employer dans la procédure. Chapuis m'a remis son billet de garde, et à cinq heures je l'ai montée pour lui à la porte Notre-Dame. Soupé au corps de garde avec ce qui était dans ma giberne. J'ai eu la visite de M<sup>me</sup> de R. P.

31 mars. Diné au corps de garde. Je suis allé avec la brouette chercher le bois. A six heures j'ai été relevé.

1<sup>er</sup> avril. J'ai appris que la ville de Dole avait envoyé des gardes nationales contre des communes qui se conduisaient mal, et qu'ils avaient été repoussés, mais qu'accompagnés de la cavalerie, le drapeau rouge marchant, l'on a fait feu. Plusieurs ont été tués, d'autres blessés et quarante prisonniers, du nombre desquels est le vicaire qui a sonné le tocsin. Lécurel a distribué une lettre aux citoyens pour se justifier d'avoir changé les louis qui avaient été distribués aux révoltés du 20 mars.

2 avril. Vendredi. A la passion au petit Saint-Jean.

4 avril. Dimanche. Messe paroissiale. Visite à M. de Narbonne. Adieux à M. de Langeron, qui part demain matin. Visite à M. le maire. Un grenadier de Monsieur, en faction devant la porte de M. de Rans, a trouvé dans sa guérite un imprimé intitulé : *Don patriotique* et qui est diabolique. Visite à M. de Saint-Mauris. MM. de Narbonne, d'Arçon et Antony ont été continués général, commandant en second et major.

5 avril. J'ai été à la messe au petit Saint-Jean. A deux heures je me suis rendu comme volontaire à la compagnie du docteur, pour aller à Chamars reconnaître les officiers supérieurs.

6 avril. Je suis allé à la chambre du conseil pour la procédure de l'émeute des blés du 20 mars. Il y a eu beaucoup de débats à l'occasion de M. d'Ascourt et Montmahou, qui n'a été décrété que d'ajournement personnel.

10 avril. Visite à M. de Narbonne et convenu avec lui qu'on dînerait chez nous lundi. Invité M. de Bloux, M. Antony et le prince de Saint-Mauris, qui était parti pour Ruffey. Invité M. le maire, qui n'a pu me promettre.

11 avril. Dimanche. Rangé ma chambre et fait frotter le salon. Visite au prince de Saint-Mauris pour l'inviter à dîner pour demain ; il a accepté. A la messe.

12 avril. J'ai fait préparer pour notre dîner et à huit heures et demie je suis allé au palais. A une heure et demie, nous avons diné avec MM. de Narbonne, le prince de Saint-Mauris, le comte de Bloux, major de Piémont et lieutenant de roi à Besançon, Antony, major national, Billon, chef de bataillon, Arbilleur, mon oncle, le docteur et moi. Le dîner a été gai ; nous sommes allés à la parade.

**20 avril.** Tout est en combustion dans le clergé à cause de la saisie de leurs biens.

**29 avril.** Levé à quatre heures. Travaillé pour mon oncle. A huit heures je suis allé avec lui à l'assemblée primaire pour la nomination des électeurs. Mon oncle s'est fait jeune pour ne pas présider, mais il s'est trouvé scrutateur. M. Monnot a été élu électeur.

**30 avril.** A huit heures à l'assemblée, où l'on a nommé MM. Laurent, Seguin et Couthaud pour électeurs.

**2 mai.** Dimanche. A Chamars avec la compagnie, pour prêter serment d'obéissance à la municipalité. A six heures, je suis allé monter la garde à Saint-Pierre et ai couché au corps de garde.

**10 mai.** L'assemblée des électeurs commence aujourd'hui dans la grande salle du collège.

**11 mai.** M. Ordinaire a été élu maire à l'assemblée des électeurs.

**13 mai.** Je me suis rendu à Chamars, où j'ai vu M. de Toulangeon prêter le serment civique et gronder le régiment de *Monsieur*.

**22 mai.** J'ai reçu de l'Anne-Pierre, de Bucey, quinze chemises qu'elle m'a faites avec quarante-deux aunes de toile que je lui avais données, à quinze s. la chemise, plus dix-huit s. de fil et quinze s. de port, total, 12 l. 18 s. J'ai passé le reste de l'après-dîner à ranger dans ma chambre.

**23 mai.** Visite à M. de Narbonne à neuf heures; à M. le maire, qui m'a communiqué que l'on avait le projet de me faire nommer à la place de procureur syndic de la commune; j'ai remercié. J'ai vu aussi le procureur général du département, qui m'a fait le même compliment, et plusieurs autres personnes. Louiset est venu me dire qu'il était obligé de partir et qu'il me priait de me charger de la procédure d'Ascourt et autres. Je me suis instamment rendu à la chambre du conseil, où j'ai récolé Boulanger, le cuisinier de M. de Narbonne, et accolé et confronté le canonnier Pillou à d'Ascourt.

**24 mai.** Fête de la Pentecôte. Visite avec mon frère à M. de Narbonne, qui m'a fait le même compliment que M. le maire hier. Nous sommes restés enfermés ensemble bien une heure. Je suis rentré à dix heures et habillé en soldat national. Il est convenu avec M. de Narbonne qu'au sortir de la messe nationale, où j'étais de piquet, nous nous rendrions à la chambre du conseil pour le récoiler à sa déposition. Rendu au palais, j'ai vu Monniotte avec Ravier armé de la procédure. Il se disait commissaire, et je me suis retiré.

**26 mai.** Visite à M. de Narbonne, qui voulait me faire promettre d'accepter la place de procureur de la commune, ce que je n'ai pas voulu. Il est monté à la citadelle. En descendant, il est venu me voir en me renouvelant les mêmes instances, avec M. de Bloux, lieutenant de roi, et je n'ai rien promis. J'ai été chez M<sup>me</sup> Wey l'aînée, qui m'a fait voir tous les appartements.

**27 mai.** Reçu une lettre de l'archevêque de Bordeaux (garde des sceaux), qui m'autorise à juger, mais sans exécuter.

**30 mai.** Dimanche. Je suis venu à la messe paroissiale de Saint-Pierre, où j'ai entendu lire la proclamation de la municipalité qui impute les protestations du chapitre métropolitain. J'ai envoyé à la poste une lettre de l'archevêque pour mon frère à Château-Chalon.

**6 juin.** Dimanche, levé à quatre heures, baigné, à six heures à l'hôtel de

ville, à sept heures à la métropole pour la procession, qui a fini à onze heures. Le parlement n'y était pas, les chanoines en petit nombre et sans leurs croix; la municipalité en écharpes. Le major Antony m'a dit que le détachement de Dole allant à Strasbourg arrivait, je lui ai dit que j'en logerais plusieurs. A une heure après minuit, la milice nationale de Besançon, au son des tambours et de la musique, a amené M. Goubaud, Dolois, coucher ici; je l'ai reçu de mon mieux.

7 juin. Levé à quatre heures. Je suis entré dans la chambre de M. Goubaud, qui déjà était levé. Je lui ai fait tout ce qu'il était possible et l'ai reconduit avec le détachement jusque hors de la ville. Rentré, peigné et rendu au palais à huit heures et demie. Après dîner, je me suis mis militairement et à quatre heures je me suis rendu sur la place Saint-Pierre pour la procession des confrères, qui a commencé à six heures et fini à huit.

12 juin. Besson, du département, a déjeuné avec nous au palais. On a reçu la nouvelle de la débâcle des chapitres et cathédrales et de la déconfiture du régiment de *Royal-marine*. On n'a pas voulu qu'ils traversassent Besançon. Ceux qui en étaient sont entrés et les autres ont passé par Velotte. A l'exercice.

17 juin. Diné avec le capitaine Mongenet. Au palais à trois heures pour délibérer de donner nos épices au conseil d'administration de la garde nationale pour augmenter la distribution gratuite de pain et de riz aux pauvres.

21 juin. A quatre heures en armes sur la place Saint-Pierre pour aller à la rencontre des députés de Besançon et de Dole qui revenaient de la fédération de Strasbourg. Nous sommes allés jusque près de Roche, drapeau déployé. Là, nous les avons rencontrés, et nous leur avons fait les honneurs de la guerre, puis nous sommes revenus dans le meilleur ordre à la ville. Aux portes, M. le maire les attendait et leur a fait un très beau compliment. Arrivés sur la place Saint-Pierre, la municipalité les a encore complimentés; on leur a distribué des billets de logement, et chacun s'est retiré. L'on a soupé au gouvernement, où il y avait une table de 200 couverts, et toutes les santés ont été portées au bruit du canon. Notre hôte, M. Bougaud, est rentré à minuit.

23 juin. Levé à deux heures avec M. Bougaud. Nous sommes allés le reconduire. Arrivés à la Butte, nous avons été salués par une salve de 12 pièces de canon. Nous nous sommes tous rendus en armes au Champ de Mars, et sur l'autel de la patrie nous avons renouvelé le serment de rester unis, amis, etc.; puis nous nous sommes rendus à Châteaufarine, où nous avons déjeuné avec les soldats d'artillerie, puis dansé et fait les fous, fait nos adieux et nous sommes quittés. Nous sommes rentrés en ordre à la ville et nous sommes allés déjeuner et polissonner au possible chez Petey.

27 juin. Dimanche. J'ai fait imprimer nos trois délibérations concernant les épices. J'ai emprunté 102 mesures de blé de Mesdames du Saint-Esprit, à charge de rendre du vieux blé de même qualité. J'ai fait conduire le blé au moulin de Rivotte, le meunier me l'a moulu gratis. MM. les boulangers Jomény du Rondot-Saint-Quentin, Lechelle, Prost et Jomény rue Saint-Paul, ont bien voulu me le cuire pour leurs déboursés seulement. Je suis allé chez M. le maire pour avoir la maison du gouvernement pour faire la distribution du pain aux pauvres; mais il n'a pas été possible, il a fallu le distribuer à l'hôtel de ville.

28 juin. Tout le pain était cuit; j'ai fait préparer l'endroit des pompes pour

le déposer. A cinq heures je le fus conduire à l'hôtel de ville. Il y en a quatre voitures.

**29 juin.** Je suis allé à l'hôtel de ville pour la distribution du pain. Malgré les 40 hommes de garde nationale, nous avons eu bien des maux de procurer la distribution, qui commença à trois heures et finit à cinq.

**30 juin.** J'ai fait toutes les représentations possibles au docteur qui allait à l'assemblée des électeurs, pour nommer en cette qualité la députation de la garde nationale à la confédération de Paris. Il n'a pas paru mécontent, et j'ai bien vu qu'il ferait son possible pour être nommé.

**2 juillet.** A cinq heures moins un quart au palais. Fait le rapport de la procédure des troubles de l'intendance, de l'archevêché, des bénédictins et des minimes jusqu'à midi. A trois heures au palais, j'ai continué mon rapport jusqu'à cinq heures.

**3 juillet.** J'ai continué mon rapport et l'on a jugé; un condamné à 29 ans de galères, trois à 5 ans, trois au carcan, un à plus ample informé, et trois déchargés de l'accusation.

**4 juillet.** Dimanche. Levé à deux heures. Eveillé le docteur pour partir pour Paris. A trois heures et demie, rendu avec lui à l'hôtel de ville, où un détachement de 150 hommes en grande tenue, armes et le sac sur le dos, s'est rangé. Ils sont partis à quatre heures. Je les ai reconduits jusqu'à Château-farine. A sept heures à l'assemblée de la commune pour l'élection du substitut. Au premier et au second scrutin, j'ai réuni la majorité des voix, et au troisième Foyot a été élu.

**10 août.** Appris que M<sup>me</sup> de Lanans avait jeté un pot de chambre rempli de matière sur M. Prost à cause de la conversation qu'il tenait avec les voisins sur les affaires du temps. Prost a porté sa plainte.

**11 août.** Je suis allé chez le procureur de la commune pour le prier d'envoyer un commissaire de police à Tarragnoz contre les Grillet, qui brisaient les tuiles du couvert de mon oncle. L'on a porté à la métropole les drapeaux des compagnies bourgeoises. A sept heures à l'exercice.

**12 août.** Le district a fait l'inventaire de la fabrique de Saint-Jean-Baptiste, chez Archeret, et après, ces messieurs sont venus boire de la bière dans ma chambre.

**13 août.** Jugé un voleur de vache qui a eu l'effronterie de venir à l'interrogatoire en uniforme national, dont il a été dépourvu.

**15 août.** (De garde.) J'ai fait boire l'eau-de-vie à toute la garde. A midi le greffier du présidial est venu me dire qu'il n'y avait point de procession.

**23 août.** Les gens de Rivotte arrêterent (hier) des voitures de blé, et aujourd'hui, à midi, 300 hommes de garde nationale, commandés par M. Antony, le lieutenant de maire, le procureur-syndic et le prévôt, ont fait sortir le même blé en l'escortant. Une femme du port a voulu clabauder et a été arrêtée. Guerrirot, marbrier à la porte Rivotte, pour avoir causé, a été arrêté à six heures et conduit en prison.





## ÉPHÉMÉRIDES MILITAIRES DE LA FRANCHE-COMTÉ.

(Suite et fin — Voir les livraisons du 21 mars, du 30 juin et du 30 septembre 1847.)

### OCTOBRE.

**1<sup>er</sup> octobre 1806.** — Combat de Castel-Novo ; défaite des Russes et des Monténégrins : le colonel Bachelu, du 11<sup>e</sup> de ligne, s'y distingua tout particulièrement, et fut cité par Marmont, général en chef de l'armée de Dalmatie, qui fit de lui le plus grand éloge.

**2 octobre 1770.** — Naissance à Damprichard, près Maiche, du vicomte Pierre-Joseph Farine, général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur. Parti sous-lieutenant au 2<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Doubs, il fut blessé et fait prisonnier à la célèbre retraite de Moreau (1796). Aide de camp du général Michaud à l'armée d'Italie, commandée par Brune, il fut cité pour sa brillante conduite au combat de Valeggio (26 décembre 1800). Il servit avec distinction en Espagne, fut mentionné dans le rapport officiel du siège de Badajoz (10 mars 1811), et fut également cité pour les belles charges qu'il exécuta à la tête du 4<sup>e</sup> dragons, à la bataille d'Albuhéra (16 mars 1811). Nommé général de brigade après la mémorable défense de Dantzick, à laquelle il eut une glorieuse part (27 novembre 1813), il fit la campagne de 1815 dans la division du général Delort, fut blessé à Waterloo, commanda le département de Seine-et-Marne en 1830 et mourut à Paris en 1833.

**3 octobre 1772.** — Naissance à Pointre, près Montmirey, de Claude-Etienne Michel, général de division, comte de l'empire, tué à Waterloo. Général de brigade le 21 juin 1811, général de division le 20 novembre 1813, il fit avec la plus grande distinction la campagne de France, battit les alliés à Saint-Thiébaud, contribua au succès de la journée de Montmirail, où il fut blessé, et fut de nouveau grièvement blessé à la bataille de Paris. A Waterloo, il commandait une division de la vieille garde. C'est

dans sa bouche que plusieurs historiens placent la réponse attribuée à Cambronne. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Etoile. (Voir 11 février.)

**4 octobre 1637.** — Le duc de Longueville emporte Bletterans : la ville, qui avait opposé une héroïque résistance, capitula aux conditions que les soldats sortiraient avec armes et bagages, tambour battant et enseignes déployées, qu'il leur serait fourni des chariots pour transporter leurs bagages, blessés et malades, qu'ils seraient escortés avec toute sûreté jusqu'à la ville de Dole, etc. Le traité des Pyrénées (7 novembre 1659) rendit cette place à l'Espagne.

**5 octobre 1795** (13 vendémiaire an iv). — Révolte des sections de Paris contre les décrets des 5 et 13 fructidor (22 et 30 août), et contre la Convention ; les généraux franc-comtois Carteau et Blondeau contribuèrent à la défaite des sections insurgées. Le général Carteau était chargé de garder le Pont-Neuf avec 400 hommes et quatre pièces de canon, et le général Blondeau commandait les troupes postées dans la rue de l'Échelle.

**6 octobre 1595.** — Le baron d'Aussonville, instruit de l'approche du connétable de Castille, quitte Lons-le-Saunier après y avoir mis le feu. A son arrivée dans cette ville, le connétable de Castille, ne pouvant lui pardonner de s'être rendue à Henri IV sans combattre, s'y montra aussi cruel que d'Aussonville.

**7 octobre 1798.** — Bataille de Sedyman. Morand s'y distingua d'une manière éclatante et reçut les éloges du général Desaix, qui le mentionna dans son rapport au général en chef. Le 21 juillet précédent, Morand avait déjà été cité à la bataille des Pyramides.

**8 octobre 1805.** — Combat d'Haslach. La division Dupont, qui se trouvait sur la rive gauche du Danube et qui avait reçu l'ordre de se rapprocher d'Ulm, s'y heurta contre 25,000 Autrichiens commandés par l'archiduc Ferdinand, les culbuta à la baïonnette, et leur fit 4,000 prisonniers : le colonel Meunier, du 9<sup>e</sup> léger, s'y conduisit avec son entrain habituel. Si Dupont n'eût arrêté les Autrichiens, ils auraient pu s'enfuir en Bohême, et l'une des plus belles combinaisons de Napoléon aurait complètement échoué. Le 17 octobre suivant, Mack capitulait à Ulm, où 30,000 hommes mirent bas les armes. (Voir 5 août.)

**9 octobre 1794.** — Prise de Bois-le-Duc par Pichegru, général en chef de l'armée du Nord. Cette conquête procura aux Français une base solide et des munitions considérables pour pousser leurs opérations au delà de la Meuse et jusqu'au bord du Wahal.

**10 octobre 1764.** — Naissance à Salins d'Etienne-Anatoile-Gédéon Jarry, général de brigade, baron de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, mort en 1820. Il se signala à Austerlitz (2 décembre 1805), à Eylau (8 février 1807), etc., fit avec distinction la campagne de France, et commanda le département du Jura. (Voir 3 mars.)

**11 octobre 1769.** — Naissance à Breurey-lez-Faverney de Claude Sibille, lieutenant-colonel d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, maire de Luxeuil, mort le 27 mars 1831. Il se fit remarquer à la prise de Stralsund (1807), à Wagram (6 juillet 1809), à Znaïm (11 juillet 1809), et fut fait prisonnier au passage de la Bérésina (27 novembre 1812). Son fils, Eugène-François Sibille, chef d'escadron d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, fut blessé mortellement au siège de Sébastopol. M. Armand Marquiset a publié une notice sur Claude Sibille.

**12 octobre 1673.** — Déclaration de guerre de l'Espagne à Louis XIV. Le 18, le manifeste de l'Espagne fut publié dans le comté de Bourgogne par le gouverneur Alveyda, qui ordonna à tous les habitants de la province de se tenir sur leurs gardes en faisant retirer leurs grains, vins et meubles dans les places et châteaux les plus forts, et de cesser tout commerce avec les sujets du roi de France.

**13 octobre 1676.** — L'intendant de la province de Franche-Comté, M. Chauvelin, informe le magistrat de Besançon qu'en vertu d'ordres de Louis XIV transmis par M. de Louvois, la ville était tenue de contribuer à l'érection des fortifications pour 300,000 francs de France, soit 450,000 francs du Comté.

**14 octobre 1806.** — Bataille d'Auerstaedt. Les 26,000 hommes du corps d'armée Davoust y mirent en déroute 70,000 Prussiens ; plus de 3,000 prisonniers et 115 pièces de canon restèrent entre nos mains ; le général Morand s'y couvrit de gloire et y fut blessé ; il s'empara du moulin d'Emsen, et y fit mettre en batterie son artillerie, qui, prenant en flanc la ligne prussienne, y causa de grands ravages. Le même jour, l'empereur battait à Iéna l'armée du prince de Hohenlohe, et le 25 du même mois, le maréchal Davoust entra à Berlin avec son corps d'armée.

**15 octobre 1793.** — Bataille de Wattignies, livrée par le général Jourdan ; défaite du prince de Cobourg et délivrance de Maubeuge. Lecourbe, alors commandant du 7<sup>e</sup> bataillon du Jura, s'élança le premier, un fusil à la main, dans les formidables retranchements du prince de Cobourg, et reçut les félicitations du représentant du peuple Duquesnoy.

**16 octobre 1806.** — Capitulation d'Erfurth, où s'étaient réfugiés tous les blessés et fuyards de l'armée battue à Iéna ; elle nous livra 14,000

hommes et 600 officiers prisonniers, et un butin immense. Le colonel de Préval, du 3<sup>e</sup> cuirassiers, avait été délégué par Murat pour négocier la reddition de cette place.

**17 octobre 1794.** — Deux drapeaux pris à l'affaire de Villanova sont portés à la Convention par le capitaine Delort. Le même jour, le général Moncey, commandant en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, pénètre dans la vallée de Roncevaux, y détruit la pyramide qui rappelait la déroute des peuples de Charlemagne, et s'empare de deux drapeaux.

**18 octobre 1809.** — Mort au château de la Muire, près Domblans, de Claude-Joseph-Nicolas de Grivel, maréchal des camps et armées du roi. Son fils, Claude-Alexandre-Bonaventure-Fidèle, comte de Grivel, maréchal de camp, inspecteur général des gardes nationales du département du Jura, né à la Muire en 1767, mourut le 17 octobre 1838. Il servit avec distinction à l'armée de Condé, et manifesta courageusement sa fidélité lorsque, le 13 mars 1815, il répondit à l'allocution du maréchal Ney en brisant son épée et en criant : *Vive le roi !* Louis XVIII récompensa son dévouement par le don d'une épée d'honneur.

**19 octobre 1794.** — Après avoir franchi la Meuse, Pichegru, général en chef de l'armée du Nord, fit attaquer tous les ouvrages qui couvraient l'espace intermédiaire de la Meuse au Wahal et lança quatre colonnes dans ces prairies inondées et coupées de canaux. Bravant le feu de l'artillerie, nos soldats se jetèrent dans les fossés, ayant de l'eau jusqu'aux épaules ; les Anglais, épouvantés, se retirèrent, ne songeant qu'à sauver leur artillerie, et vinrent se réfugier dans le camp de Nimègue, sur les bords du Wahal. Quelques jours après, le 26 octobre, Moreau, qui commandait la droite de l'armée de Pichegru, entra dans Venloo.

**20 octobre 1773.** — Naissance à Monay, près Sellières, de Jean-François Romme, chevalier de l'empire, général de brigade en 1813, commandeur de la Légion d'honneur, mort en 1826, commandant de la place de Strasbourg. Parti sous-lieutenant au 8<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Jura, il servit à l'armée du Rhin, fit la campagne des Grisons sous Lecourbe (1799), celle de 1800 sous Moreau, combattit à Austerlitz (2 décembre 1805), fut blessé à Iéna (14 octobre 1806), à Pultusk (26 décembre 1806) ; il fut fait chef de bataillon sur le champ de bataille d'Eylau (8 février 1807). Envoyé en Espagne, il se signala au siège de Saragosse (21 février 1809), fit avec distinction la campagne de Russie comme colonel du 7<sup>e</sup> léger, combattit à Smolensk (17 août 1812), à Valontina-Gora (19 août 1812), à la Moskowa (7 septembre 1812), où il fut blessé, à Malo-Jaroslawetz, fit la campagne de 1813, concourut à la défense de Ham-

bourg, où il déploya autant d'intelligence que de bravoure, notamment à l'affaire du 17 février 1814, et combattit à Waterloo.

21 octobre 1829. — Mort du baron Jean-Baptiste-Vincent Durand, général de division honoraire, commandeur de Saint-Louis, né à Besançon en 1753. Il servit avec distinction en Amérique et dans l'armée de Condé, et commanda Besançon sous les deux Restaurations. Il a laissé en manuscrit le journal de ses campagnes en Amérique.

22 octobre 1622. — Mort à Lyon du maréchal de camp Henri de Bauffremont, fils de Claude de Bauffremont, gouverneur d'Auxonne. Il présida la noblesse aux états généraux de 1614, y demanda l'abolition de la vénalité des charges, fut ambassadeur extraordinaire en Espagne en 1617 et 1618, et fut blessé mortellement au siège de Royan en Saintonge.

23 octobre 1812. — Conspiration du général Malet. Il répand la nouvelle de la mort de l'empereur, et publie le faux sénatus-consulte suivant : Article 1<sup>er</sup>. Le gouvernement impérial est aboli. Article 4. Le général Hulin, chef de la première division militaire, est remplacé par le général Malet, etc. Traduit devant une commission militaire présidée par le général comte Dejean, il fut condamné à mort avec les généraux Lahoric et Guidal, deux anciens aides de camp de Moreau, le colonel Rabbe (de Pesmes), du 2<sup>e</sup> régiment de la garde municipale de Paris, le commandant Soulier, chef de la 10<sup>e</sup> cohorte de la garde nationale, et neuf autres accusés.

24 octobre 1812. — Bataille de Malo-Jaroslawetz ; le colonel Romme, du 7<sup>e</sup> léger, s'y conduisit vaillamment et eut à soutenir de nombreux combats en protégeant la retraite de l'armée jusqu'à Wiasma : l'ordre, la discipline et le moral énergique qu'il sut conserver dans son régiment pendant cette retraite, lui méritèrent le grade de général de brigade. (Voir 20 octobre.)

25 octobre 1811. — Bataille de Sagonte. Le maréchal Suchet y mit en déroute l'armée du général Blacke, et le 24<sup>e</sup> dragons, conduit par le colonel Delort, acheva de culbuter les Espagnols, qui laissèrent entre nos mains 12 bouches à feu, 4,700 prisonniers et 4 drapeaux. Le lendemain, la capitulation de Sagonte nous livra 2,500 prisonniers, 17 bouches à feu et 800,000 cartouches, et le 9 janvier suivant, l'armée de Blacke, enfermée dans Valence, se rendit prisonnière de guerre au nombre de 18,000 hommes. Le colonel Delort fut cité dans le rapport du maréchal Suchet comme s'étant particulièrement distingué.

26 octobre 1806. — Mort du général de brigade Denis Battin, né à Co-

lonne, près Poligny, en 1723. Il se signala au siège de Bruxelles, dont le maréchal de Saxe s'empara le 20 février 1746, et fut l'un des douze grenadiers qui montèrent les premiers sur la brèche à l'assaut de Berg-op-Zoom, le 15 septembre 1747. Capitaine en 1792, il combattit à Jemmapes (6 novembre 1792), à Neerwinden (18 mars 1793), où Dampierre lui conféra le grade de colonel sur le champ de bataille, et concourut à la défense de Valenciennes, où il fut fait général de brigade.

27 octobre 1775. — Le lieutenant général comte de Saint-Germain est nommé ministre de la guerre ; le prince de Montbarrey lui fut adjoint l'année suivante, avec le titre de directeur de la guerre.

28 octobre 1754. — Naissance, à Montagney-lez-Pesmes, de Pierre-François Percy, chirurgien en chef des armées, inspecteur général du service de santé militaire, professeur à la faculté de médecine de Paris, membre de l'Institut, baron de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, membre de la chambre des représentants pendant les cent-jours, mort à Paris le 18 février 1825. Percy organisa à l'armée du Rhin un corps mobile de chirurgie militaire qui rendit de grands services. Il forma en Espagne le premier bataillon de soldats d'ambulance, et il fut l'inventeur de voitures d'ambulance appelées Wurtz, que l'on abandonna après diverses modifications. Outre de nombreux articles et mémoires qui parurent au *Magasin encyclopédique* et au *Dictionnaire des sciences médicales*, il a publié : *Mémoire sur les ciseaux à incision ; Manuel du chirurgien d'armée ; l'Art d'appliquer le feu en chirurgie, etc.* Par son codicille du 16 avril 1821, Napoléon lui a légué une somme de 50,000 francs. On voit son buste à la bibliothèque de Dole. M. Laurent, de l'académie de médecine, a publié l'histoire de sa vie et de ses ouvrages. Lorsqu'en 1792, l'Assemblée nationale, considérant qu'il importe de former promptement des établissements où l'homme de guerre puisse trouver dans ses maladies les secours qu'il a droit d'attendre de la patrie, décréta d'urgence la création immédiate d'hôpitaux sédentaires et d'hôpitaux ambulants régis au compte de la nation (décrets des 21 et 27 avril), Percy fut mis à la tête de la chirurgie française, et nul assurément n'en était plus digne ; tous ses actes témoignèrent d'une haute intelligence, d'une rare sagacité administrative, et du plus noble dévouement. Le gouvernement des Bourbons éloigna Percy du conseil de santé, malgré son expérience pratique incontestable.

29 octobre 1812. — Le général de brigade Malet, commandeur de la Légion d'honneur, est fusillé dans la plaine de Grenelle. Né à Dole le 28 juin 1754, Claude-François Malet commanda le détachement envoyé à la fédéra-

tion par le Jura et partit capitaine de volontaires lors de la formation des bataillons de ce département. Adjudant général à l'armée du Rhin, il prit une glorieuse part à l'enlèvement du camp retranché de Nothweiler, placé à l'entrée des gorges de Weissembourg (14 septembre 1793), parvint au grade de général de brigade le 14 août 1799; servit avec distinction en Italie sous Masséna, commanda Pavie, fut enfermé à la prison de la Force en 1808, et n'en sortit qu'en 1812, à la veille de la campagne de Russie. (Voir 23 octobre.)

30 octobre 1770. — Naissance du comte Edme-Aimé Lucotte, général de division, commandeur de la Légion d'honneur, mort à Port-sur-Saône le 21 septembre 1825. Parti comme chef d'un bataillon des volontaires de la Côte-d'Or, il parvint rapidement au grade de général de brigade, se couvrit de gloire à la défense d'Ancône (13 novembre 1799), passa au service de Joseph Bonaparte (1806), successivement roi de Naples et d'Espagne, et fut gouverneur de Séville. Rappelé en France en 1813, il fit avec distinction la mémorable campagne de Saxe, et se signala dans la campagne de France, notamment à la bataille de Laon (9 mars).

31 octobre 1719. — Naissance, à Dole, de Claude-Quentin Lachiche, maréchal de camp du génie, auteur du projet du canal de jonction du Rhône au Rhin, mort à Paris le 14 octobre 1802.

## NOVEMBRE.

1<sup>er</sup> novembre 1828. — Mort à Montpellier de Jules-César-Susanne Mercier, baron d'Equivilley, maréchal de camp en 1822, officier de la Légion d'honneur, né à Faverney le 26 décembre 1765. Après la dissolution de l'armée de Condé, il rentra en France, reprit du service dans nos armées, et se distingua particulièrement en Espagne; le 7 juin 1810, au combat d'Alcaniz, le général comte de Sainte-Croix culbuta les Espagnols, leur tua 700 hommes, fit autant de prisonniers, s'empara d'un approvisionnement considérable de munitions de guerre, et cita, pour sa brillante conduite dans cette journée, le capitaine d'Equivilley, son aide de camp. M. Armand Marquiset a publié une notice sur le général d'Equivilley.

2 novembre 1766. — Naissance à Mantry, près Sellières, de Claude-Louis Simonin, colonel d'état-major, chevalier de l'empire, officier de la Légion d'honneur, mort en 1834. Le major-général Berthier, à l'état-major duquel il était attaché, le chargea de ramener en France les corps du maréchal Lannes et du général de division Saint-Hilaire (blessés mortellement à la

bataille d'Essling, le 22 mai 1809, et déposés au Panthéon), et lui donna diverses autres missions de confiance.

**3 novembre 1843.** — Mort de Jean-Baptiste Charnotet, général de brigade, baron de l'empire, officier de la Légion d'honneur, né à Autrey en 1764. Parti capitaine au 4<sup>e</sup> bataillon de volontaires de la Haute-Saône, nommé commandant de ce bataillon devant Mayence, il assista à la bataille de Hohenlinden (3 décembre 1800), fut appelé au commandement du 27<sup>e</sup> léger, fut cité dans le rapport de Bernadotte après le combat de Passling (31 octobre 1805), et se distingua d'une manière éclatante à la prise de Lubeck (6 novembre 1806); le lendemain, Blücher capitula à Ratkau, se constitua prisonnier avec tout ce qui lui restait de troupes et de matériel, et fut conduit aux avant-postes, au colonel Charnotet. Nommé général de brigade après la bataille de Friedland (14 juin 1807), notre vaillant compatriote commanda Flessingue de 1809 à 1814, fut gouverneur d'Arras pendant les cent-jours, et fut appelé par Louis XVIII au commandement du département du Nord, où il resta jusqu'à la fin de 1816. Son fils, M. Léon-Charles-François Charnotet, a été, en 1848, sous-commissaire de la république à Gray.

**4 novembre 1794.** — Six drapeaux sont pris à Maëstricht et présentés le 12 novembre suivant, par le capitaine Pajol, aide de camp du général Kléber : la Convention nationale décide qu'il y aura mention honorable, inscription au Bulletin, et que son président donnera l'accolade fraternelle au capitaine Pajol.

**5 novembre 1722.** — Naissance à Luxeuil d'Alexis-Martin de Saint-Martin, général de brigade, mort le 20 septembre 1816. Député à la fédération de 1790 par les gardes nationales de la Haute-Saône, il fut chargé de recevoir, pour les bataillons de ce département, l'étendard qui leur était destiné. Il combattit à Jemmapes (6 novembre 1792), devint général de brigade, et fut commandant supérieur du camp retranché de Maubeuge pendant le blocus de cette place. Le général Martin de Saint-Martin était chef de bataillon en retraite lorsque la révolution éclata.

**6 novembre 1776.** — Naissance à Salins de Claude-Antoine, vicomte de Préval, écrivain militaire, général de division, conseiller d'Etat, pair de France, grand'croix de la Légion d'honneur, sénateur en 1852, mort en 1853. Il servit avec distinction à l'armée du Rhin, sous Moreau (1796), se signala en Italie (1799) à la bataille de Vérone (26 mars), à celle de Magnano (5 avril), où il fit prisonnier un bataillon et enleva six pièces de canon, à celle de Novi (15 août), où le général en chef Joubert fut tué à ses côtés; fut chef de l'état-major général du corps d'armée commandé



par le général Suchet (1800), s'y distingua particulièrement dans la défense du Var, et fut chargé, après la bataille de Marengo, de négocier l'évacuation de Gênes; colonel du 3<sup>e</sup> cuirassiers en 1801, il combattit vaillamment à Austerlitz (2 décembre 1805), et fut nommé commandeur de la Légion d'honneur; général de brigade en 1806, commandant supérieur à Francfort-sur-le-Mein en 1813, commandant supérieur du dépôt central de cavalerie, à Versailles, en 1814, il fut élevé au grade de général de division le 10 mai 1814. On doit au général Préal : *Du service des armées en campagne; Un mot sur les remontes et sur la cavalerie; De l'organisation et de l'état actuel de la cavalerie; Observations sur l'administration des corps; Mémoire sur l'avancement militaire; Commentaires qui accompagnaient le projet d'ordonnance sur le service des armées en campagne; Sur le recrutement et le remplacement.* Le nom du général Préal est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Etoile.

7 novembre 1835. — Mort à Montrambert, près Pesmes, de Jean-Georges Grenier, général de brigade, baron de l'empire, officier de la Légion d'honneur, frère du comte Paul Grenier, général de division, mort en 1827. Le 17 mai 1809, le prince Eugène s'emparait du fort de Pradel, et citait dans son rapport le général J.-G. Grenier, alors major du 60<sup>e</sup>, pour sa brillante conduite dans l'attaque de ce fort; le même jour, le général de division P. Grenier se distinguait tout particulièrement à la prise du fort de Malborghetto, qui nous livrait 650 hommes, 8 pièces de canon et des magasins considérables.

8 novembre 1794. — Prise de Nimègue par l'armée du Nord placée sous les ordres de Pichegru. L'armée anglaise, forte de 38,000 hommes, était campée sur la rive droite du Wahal, et un pont de bateaux lui fournissait le moyen de communiquer avec la place et de la ravitailler; lorsque nos batteries atteignirent le pont et mirent en péril les communications de la garnison avec l'armée anglaise, les Anglais qui étaient dans la place se hâtèrent de rejoindre le gros de leur armée, abandonnant à elle-même la garnison, composée de 3,000 Hollandais; le désordre se mit bientôt dans la garnison : une partie rendit les armes; une autre partie, ayant voulu se sauver sur un pont volant, fut faite prisonnière.

9 novembre 1767. — Naissance à Arbois du général de brigade Nicolas David, blessé mortellement au combat d'Alkmaër, le 9 septembre 1799. Parti adjudant au 7<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Jura, David s'était signalé par plusieurs actions d'éclat aux armées des Pyrénées-Orientales et d'Italie, et était parvenu rapidement aux grades d'adjudant général et de général de brigade. L'armée de Hollande, placée sous les ordres du général en

chef Brune, battit les Anglo-Russes à Alkmaër le 2 octobre suivant, et les obligea à capituler le 18 octobre.

**10 novembre 1834.** — Une ordonnance du roi élève le lieutenant général Bernard à la dignité de pair de France, en considération des services qu'il a rendus à l'Etat ; par une autre ordonnance du même jour, le baron Bernard est nommé ministre de la guerre ; quelques jours après, le 18 novembre, il était remplacé au ministère par le maréchal duc de Trévise. (Voir 28 avril.)

**11 novembre 1763.** — Naissance à Héricourt du colonel d'infanterie Jean-Frédéric Minal, baron de l'empire, officier de la Légion d'honneur, mort le 27 mars 1817. Parti capitaine au 6<sup>e</sup> bataillon des volontaires de la Haute-Saône, le colonel Minal, officier supérieur d'une rare intrépidité, se distingua par son entrain à l'armée de Sambre-et-Meuse (1796), sous Jourdan, à l'armée de Dalmatie, sous Marmont, notamment à Raguse, à Castel-Novo (1<sup>er</sup> octobre 1806), à Gratzchatz, puis à l'armée d'Allemagne, à Wagram (6 juillet 1809), à Znaïm (11 juillet 1809), etc. (Voir 17 mai et 6 juillet.)

**12 novembre 1794.** — Le général Michaud s'empare de Monbach et commence l'investissement de Mayence ; le 2 novembre précédent, il avait pris l'importante forteresse de Rheinfels, et cette conquête nous avait rendus entièrement maîtres de la rive gauche du Rhin, à l'exception de Luxembourg et de Mayence. L'armée de la Moselle, commandée par Moreau, investissait en même temps Luxembourg. (Voir 26 septembre.)

**13 novembre 1474.** — Bataille d'Héricourt, défaite des Bourguignons. Les habitants de Faucogney y firent en vain des prodiges au profit de Charles le Téméraire ; sur un contingent de 800 hommes, ils en perdirent plus de 700. Le 26 octobre précédent, à l'assemblée de Lucerne, les Suisses et les Allemands avaient décrété la guerre contre Charles le Téméraire, et quelques jours après, une armée de 18,000 hommes envahissait le comté de Bourgogne. Après leur victoire, les alliés se répandirent dans la province et pillèrent Blamont, Pont-de-Roide, l'Isle-sur-le-Doubs, Clerval, etc.

**14 novembre 1813.** — L'empereur, comptant sur la neutralité de la Suisse et voulant éviter d'alarmer trop tôt les populations de l'Est, retire l'ordre de mobiliser la garde nationale du Doubs, et tandis que les masses ennemies se concentraient près de Bâle, les premières mesures de défense étaient à peine ébauchées à Besançon. Le lendemain, la garde nationale sédentaire de la place de Besançon, complètement organisée et commandée par le général de brigade Pierre de Viantaix, est mise à la disposition

de l'autorité militaire. Le 7 novembre précédent, l'impératrice Marie-Louise avait décrété, au nom de l'empereur, la formation de trois cohortes urbaines composées chacune de 1,000 hommes, et distribuées en sept compagnies, pour faire le service dans la place de Besançon; elle avait décrété en outre la formation, dans chacun des départements du Doubs et du Jura, d'une légion de gardes nationales composée de six cohortes actives, organisées en quatre compagnies de 150 hommes chacune; ces cohortes devaient être formées immédiatement, et être tenues prêtes à se porter sur les points de la frontière qui leur seraient assignés.

**15 novembre 1813.** — Combat de Caldiero; l'ennemi laissa sur le champ de bataille 1,500 tués ou blessés, et 900 prisonniers; le prince Eugène cita dans son rapport le général Jeannin comme s'étant tout particulièrement distingué. Trois combats avaient déjà été livrés à Caldiero, les 12 novembre 1796, 30 octobre 1805 et 30 avril 1809. (Voir 21 septembre.)

**16 novembre 1774.** — Naissance à Arbois de Jacques-Antoine-Adrien Delort, général de division, baron de l'empire, député du Jura, pair de France, aide de camp du roi Louis-Philippe, grand-croix de la Légion d'honneur, mort le 28 mars 1846. Parti volontaire au 4<sup>e</sup> bataillon du Jura, il signala sa carrière militaire par de nombreux et brillants faits d'armes, et son nom figure glorieusement à côté de ceux de nos plus illustres généraux. Employé à l'armée d'Italie (1799), il s'y fit remarquer à la bataille de Vérone (26 mars), où il fut nommé chef d'escadrons. Blessé à la bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805), colonel du 24<sup>e</sup> dragons le 8 mai 1806, il fut envoyé en Espagne et y servit avec une rare distinction; il s'y signala notamment aux deux combats de Walls (25 février 1809, 15 janvier 1811), à Vich, où il fut blessé, à la prise de Tarragone, à la bataille de Sagonte, à Castalla, au Col d'Ordal, etc. Général de brigade après la prise de Tarragone, Delort fit avec distinction la campagne de France, fut blessé à Montereau et nommé général de division. En 1815, il se signalait encore, à la tête d'une division de cuirassiers, à Ligny (16 juin) et à Waterloo. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Etoile. (Voir 18 et 20 février, 28 juin, 21 juillet, 13 septembre, 25 octobre.)

**17 novembre 1789.** — Naissance à Gy de Jean-Claude Lélut, chef de bataillon d'infanterie, officier de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis et de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne, maire de sa ville natale, mort le 10 octobre 1867. Elève à l'école de Fontainebleau en 1807, capitaine en 1813, il servit avec distinction en Espagne depuis 1808 jusqu'à l'évacuation, y fut blessé de deux coups de feu le 4 août 1808,

dans une attaque devant Saragosse, et y reçut deux autres blessures à l'affaire de Castalla (13 avril 1813). En 1823, il fut de nouveau envoyé en Espagne et prit part à la conquête d'Alger (5 juillet 1830).

18 novembre 1812. — Bataille de Krasnoë. Le colonel du génie Jean-Baptiste Bouvier, baron de l'empire, officier de la Légion d'honneur, y est tué. Né à Vesoul le 29 août 1770, élève à l'école de Mézières en 1793, le colonel Bouvier avait été blessé au siège du Quesnoy (16 août 1794), avait pris part aux opérations qui amenèrent la reddition du fort de Bard (1<sup>er</sup> juin 1800) et la capitulation de Peschiera (19 janvier 1804), et s'était particulièrement signalé en Espagne, notamment au mémorable siège de Tarragone. (Voir 28 juin.)

19 novembre 1184. — Mort de Gérard, comte de Vienne et de Mâcon, sire de Salins, fils de Guillaume, comte de Vienne et de Mâcon, mort en 1156, et gendre de Gaucher III, sire de Salins, mort le 15 août 1175. Le comte Gérard fut enterré dans le parvis de Saint-Etienne, à Besançon, auprès de son père et de son beau-père.

20 novembre 1812. — Combat d'Yecla. Le général Delort, de l'armée d'Aragon, informé que le général Elio, qui venait de remplacer Joseph O'Donnell, devait passer par Yecla pour se rendre à Alicante, se porta sur ce point avec 400 fantassins et 300 cavaliers du 4<sup>e</sup> hussards, y surprit pendant la nuit la cavalerie espagnole, la sabra dans les rues et la poursuivit jusqu'à Jumilla.

21 novembre 1766. — Lettres patentes par lesquelles Hugues-Joseph, comte d'Astorgue, est pourvu de l'office de gouverneur de Poligny, titre qu'il conserva jusqu'à la révolution. Son fils, Jacques-P.-P.-Hippolyte, né à Poligny le 1<sup>er</sup> août 1759, fut membre de la chambre des députés en 1814, et mourut en 1828 avec le grade de contre-amiral.

22 novembre 1796. — Siège de Kehl. La garnison exécute une sortie sous la conduite du général Lecourbe, qui s'élance audacieusement dans les lignes ennemies, à la tête de ses colonnes d'attaque, et y prend ou encloue 12 pièces de canon.

23 novembre 1157. — Cour plénière tenue à Besançon. L'empereur Frédéric Barberousse, époux de Béatrix, fille du comte de Bourgogne Rainaud III, s'y fait proclamer roi de Bourgogne et d'Arles, et Dole devient le centre de cette nouvelle monarchie. Béatrix mourut le 13 novembre 1185, et l'empereur Frédéric Barberousse le 10 juin 1190.

24 novembre 1808. — Naissance à Bréry, près Sellières, d'Aimé-Charles-François-Joseph Manèque, général de division, grand officier de la Légion d'honneur, membre du comité d'infanterie, mort le 8 juin 1867.

Sorti de l'école militaire en 1827, colonel en 1851, il fit avec distinction la campagne de Crimée, y fut nommé général de brigade le 11 juin 1855, et y fut blessé à l'attaque du 18 juin suivant. Dans la guerre d'Italie, il commandait une brigade de la garde impériale, se couvrit de gloire à Magenta (4 juin 1859) et à Solferino (24 juin), et fut promu général de division le lendemain de cette dernière journée. Son frère, Claude-Jules-Isidore Manèque, est colonel d'état-major et commandeur de la Légion d'honneur.

**25 novembre 1741.** — Prise de Prague par l'armée franco-bavaroise. Le général Martin de Saint-Martin y fit sa première campagne. Il venait d'entrer au service dans le régiment de Tournésis, et il était retraité comme chef de bataillon dans le régiment de Royal-italien, lorsqu'au moment de la révolution il retrouva dans son patriotisme assez de vigueur et d'énergie pour reprendre du service. (Voir 5 novembre.)

**26 novembre 1815.** — Mort, à Ruffey, près Bletterans, du général de brigade Jean-Joseph Gauthier, baron de l'empire, officier de la Légion d'honneur, beau-frère du général Lecourbe, né à Septmoncel en 1765. Il se signala particulièrement à Wattignies (15 octobre 1793), et servit avec distinction à l'armée d'Helvétie (1799), où il était aide de camp de Lecourbe, à l'armée du Rhin (1800), où il se fit remarquer, notamment au passage de l'Inn (9 décembre), en Espagne, etc. Il fit la campagne de France, et fut blessé mortellement à Waterloo. (Voir 13 février.)

**27 novembre 1492.** — L'empereur Maximilien d'Autriche fait son entrée à Lure et y établit son quartier général. Le roi de France, Charles VIII, venait d'épouser Anne de Bretagne au mépris du traité d'Arras (22 décembre 1482), et Maximilien allait tenter de rentrer en possession du comté de Bourgogne.

**28 novembre 1799.** — Le général de division Lecourbe est nommé au commandement de l'aile droite des armées du Danube et du Rhin, réunies sous les ordres du général Moreau. Lecourbe conserva ce poste jusqu'au 28 décembre 1800.

**29 novembre 1828.** — Mort, à Luxeuil, de Pierre-Joseph de Ferrier du Châtelet, général de division, né le 25 mai 1739. Il était maréchal de camp lorsque éclata la révolution, prit part aux travaux du comité militaire de l'Assemblée constituante, fut employé à l'armée des Alpes, puis à celle du Rhin, où il se distingua lors de l'évacuation des lignes de Weissembourg, et refusa le commandement en chef de l'armée de la Moselle.

**30 novembre 1388.** — Mort d'Hugues de Chalon-Arley II. Il avait suc-

cédé à Jean de Chalon-Arlay II le 25 février 1362, et le premier acte de son administration fut la fondation d'un hôpital à Nozeroy (15 mai 1362).

## DÉCEMBRE.

**1<sup>er</sup> décembre 1800.** — Combat d'Ampfing. L'aile droite de Moreau, placée sous les ordres de Grenier, y fut seule engagée contre 40,000 Autrichiens que commandait l'archiduc Jean, et s'y défendit vigoureusement. Deux jours après, Grenier prenait une glorieuse part à la bataille de Hohenlinden, où Moreau fit aux Autrichiens 11,000 prisonniers et leur prit 300 voitures et 87 pièces de canon. Le même jour, la division Montrichard, du corps d'armée Lecourbe, se porta sur l'Inn et s'empara de Rosenheim, que l'ennemi défendit faiblement, et dont il coupa les ponts.

**2 décembre 1805.** — Bataille d'Austerlitz ; 180 bouches à feu et une immense quantité de voitures d'artillerie et de bagages restèrent entre nos mains ; le général de brigade Morand s'y signala tout particulièrement à l'attaque des hauteurs de Pratzen, que défendait Kutusow, et qui furent enlevées après deux heures d'un combat acharné. Morand fut nommé général de division quelques jours après.

**3 décembre 1813.** — Des ordres expédiés de Paris et parvenus au commissaire ordonnateur le 6 du même mois prescrivaient d'approvisionner la place et la citadelle de Besançon pour 6,000 hommes et 2,000 chevaux, Blamont et Joux chacun pour 350 hommes, et le fort Saint-André pour 120 hommes. Des hôpitaux de siège devaient être établis à Besançon pour 600 malades, à Blamont, Joux et Saint-André pour 35 malades. La garnison de Saint-André, réduite aux dernières extrémités, capitula le 22 février à des conditions honorables.

**4 décembre 1322.** — Mort de Hugues I<sup>er</sup> de Chalon-Arlay ; il avait succédé à Jean I<sup>er</sup> de Chalon-Arlay le 13 février 1315, et affranchit Champagne en 1320. Son fils, Jean II de Chalon-Arlay, fut le rival le plus obstiné et le plus redoutable d'Eudes IV, duc et comte de Bourgogne, contre lequel il ne cessa de combattre.

**5 décembre 1799.** — Armistice conclu entre Lecourbe, général en chef de l'armée du Rhin, et le général autrichien Harray. Cet armistice fut tout à l'avantage des Français, qui ne pouvaient que très difficilement se maintenir sur la rive droite du Rhin, dans un espace resserré entre ce fleuve et le Neckar ; aussi l'archiduc Charles refusa de le ratifier ; mais l'armée de Lecourbe avait déjà repassé le Rhin.

6 décembre 1368. — Jean, sire de Ray, gardien du comté de Bourgogne, vient mettre le siège devant le château de Rochefort, alors possédé par Jean III de Chalon-Auxerre, qui en refusait l'hommage à la comtesse Marguerite. Fait prisonnier après une résistance désespérée, Jean III fut enfermé au château de Grimont, où il mourut peu de temps après. Marguerite fit prononcer à son profit la confiscation du domaine de Rochefort.

7 décembre 1808. — Le général de brigade Marulaz est créé baron de l'empire; le 12 juillet suivant, il était nommé général de division et appelé au commandement de la 6<sup>e</sup> division militaire (Besançon), poste qu'il conserva jusqu'à l'invasion.

8 décembre 1830. — Mort de Jean-Claude Barrelier, lieutenant-colonel d'infanterie, chevalier de l'empire, officier de la Légion d'honneur, né à Lons-le-Saunier le 26 septembre 1767.

9 décembre 1800. — Passage de l'Inn, à Neubeurn, par l'aile droite de Moreau, placée sous les ordres de Lecourbe. Après avoir franchi l'Inn, Lecourbe s'avança rapidement sur la Salza, malgré toutes les difficultés de ce pays montueux, coupé de bois, de rivières, de lacs, et l'archiduc Jean s'efforça en vain de l'arrêter; il ne trouva de refuge que dans Salzbουργ, où il réunit les débris de Hohenlinden. Le passage de l'Inn faillit coûter la vie à Lecourbe; un boulet le renversa de son cheval en emportant un des pans de sa redingote.

10 décembre 1830. — Occupation d'Oran par le général Danrémont; le colonel Lugnot, du 21<sup>e</sup> de ligne, en fut nommé commandant, et conserva ce poste jusqu'au mois de septembre 1831, époque où son régiment reçut l'ordre de rentrer en France.

11 décembre 1800. — Combat de Traunstein, livré par le général Lecourbe; le chef de brigade Marulaz, commandant de l'avant-garde, y exécuta de brillantes charges à la tête du 8<sup>e</sup> hussards, et y fit 300 prisonniers; la veille, Marulaz avait poussé l'ennemi jusqu'à Seebruck et lui avait déjà fait 200 prisonniers.

12 décembre 1780. — Naissance à Charentenay, près Gray, de Joseph Lugnot, général de brigade, grand officier de la Légion d'honneur, mort à Limoges le 13 février 1857. Il se signala à l'armée de Catalogne, notamment sous Gironne et au blocus d'Hostalrich, et reçut trois blessures durant les quatre années qu'il passa en Espagne. Blessé à Polotsk (18 août 1812), il se trouva au célèbre blocus de Magdebourg, et fut encore blessé et fait prisonnier à Waterloo. Il fit la campagne d'Espagne en 1823, fut nommé général de brigade le 27 février 1841, et eut le commandement de la subdivision de l'Ariège. A l'époque de la révolution de 1848, il était

colonel de la garde nationale de Limoges, et, grâce à ses sages mesures, la ville, troublée pendant quelques jours, recouvra promptement sa tranquillité habituelle; il fut récompensé de son dévouement par le grade de grand-officier de la Légion d'honneur. La ville de Limoges lui a fait ériger un monument. (Voir 10 décembre.)

13 décembre 1800. — Passage de la Saal par l'aile droite de Moreau. Après le passage de l'Inn, Lecourbe poursuivit sans relâche l'archiduc Jean et lui livra un brillant combat, le 12, à Salzburghoffen; la division Decaen, détachée du centre, franchit la Salza le 14, et sa marche sur Salzbourg décida l'archiduc Jean à opérer sa retraite. Le chef de brigade Marulaz et le général Montrichard furent cités dans le rapport de Lecourbe comme s'étant particulièrement distingués dans les divers combats livrés depuis le 9.

14 décembre 1450. — Troubles à Besançon, destitution des gouverneurs; le sire Thiébaud de Neuchatel, maréchal de Bourgogne, y fut envoyé par Philippe le Bon pour intervenir à titre de médiateur; mais, loin de réussir à calmer l'agitation, il fut lui-même assailli dans la rue et parvint difficilement à s'échapper. Le 18 juillet suivant, le maréchal de Bourgogne arriva devant Besançon à la tête d'une troupe de 1,500 hommes, entra dans la place sans rencontrer de résistance, rétablit les anciens gouverneurs, condamna les habitants à une forte amende, et fit arrêter les principaux chefs du mouvement populaire; ils furent décapités à Gray le 18 septembre 1451.

15 décembre 1800. — Entrée à Salzbourg; les deux généraux Lecourbe et Decaen pénétrèrent simultanément dans la ville, que l'archiduc Jean avait évacuée en toute hâte dans la nuit du 14 au 15. L'archiduc abandonnait la ligne de la Salza pour se retirer sur la Traun, et la gloire de surmonter ce nouvel obstacle était encore réservée à Lecourbe.

16 décembre 1768. — Naissance à Port-sur-Saône de Jean-Baptiste Noirot, général de brigade, baron de l'empire, commandeur de la Légion d'honneur, mort à Chassev-lez-Scey le 18 septembre 1826; général de brigade après Austerlitz, où il s'était particulièrement signalé, il fut envoyé en Espagne, et y servit avec distinction de 1808 à 1812.

17 décembre 1704. — Louis XIV accorde des lettres de noblesse à Charles-Guillaume Timonet de Gaudières, lieutenant-colonel d'infanterie, brigadier des armées du roi, mort au château de Domblans en 1748; blessé dangereusement au siège de Montmélian (21 décembre 1691), il reçut une nouvelle blessure grave à la défense de Kerserwert, dans l'électorat de Cologne, que M. de Blainville rendit le 15 juin 1702, après cin-



quante-neuf jours de tranchée ouverte, et se signala par d'autres brillants faits d'armes.

**18 décembre 1750.** — Naissance à Fontaine-lez-Luxeuil de Jean-François Girardot, général de brigade, mort le 12 août 1819. Parti commandant d'un bataillon de volontaires de la Haute-Saône, le général Girardot se fit particulièrement remarquer à l'armée du Rhin.

**19 décembre 1767.** — Naissance à Dole du colonel d'infanterie Louis Nicole, officier de la Légion d'honneur, mort en 1847. Il se signala notamment pendant la campagne de Russie, et à la bataille de Toulouse, son régiment soutint seul, pendant quelques instants, le choc de toute l'armée de Wellington.

**20 décembre 1800.** — Combat de Kremsmünster; quatre canons et 1,200 prisonniers restèrent au pouvoir de Lecourbe. L'armistice de Steyer (24 décembre), préliminaire de la paix de Lunéville, arrêta le général franc-comtois lorsqu'il n'était plus qu'à deux marches de Vienne.

**21 décembre 1492.** — Entrée à Besançon de Maximilien d'Autriche; Jean de Baudricourt était alors gouverneur du comté de Bourgogne pour le roi de France Charles VIII, qui, l'année précédente, avait répudié la fille de Marie de Bourgogne et de Maximilien; cet affront avait soulevé la province, et Maximilien venait d'y arriver à la tête de 8,000 hommes.

**22 décembre 1482.** — Traité d'Arras, par lequel est arrêté le mariage du dauphin, fils de Louis XI, âgé de douze ans, avec Marguerite d'Autriche, âgée de deux ans, fille de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne. Marguerite devait apporter en dot la Franche-Comté, à la condition que cette dot reviendrait à Philippe, frère de Marguerite, dans le cas où le mariage ne s'accomplirait pas ou que Marguerite mourrait sans postérité.

**23 décembre 1766.** — Naissance à Lons-le-Saunier de Jean-Baptiste Chevillard, commissaire des guerres, sous-intendant militaire, officier de la Légion d'honneur, mort le 18 janvier 1853.

**24 décembre 1813.** — Le ministre de la guerre rend compte à l'empereur que le général Musnier de la Converserie a reçu l'ordre de se rendre sur-le-champ et en poste sur la frontière du Jura, pour y inspecter les places et forts qui dépendent de cette frontière, vérifier si les armements et approvisionnements sont au complet, reconnaître les débouchés qui conduisent en Suisse et y placer des détachements tirés des garnisons de Belfort, Besançon et Genève; par son ordre du jour de la même date, le général Marulaz déclarait Besançon en état de guerre, l'ennemi étant déjà arrivé à moins de trois journées de marche de cette place.

**25 décembre 1813.** — Investissement du fort de Joux; sa faible garnison

ne se rendit que le 19 janvier, faute de vivres et de munitions. Le même jour, le fort de Blamont, place en très mauvais état, sans garnison et sans approvisionnements, tombait au pouvoir des alliés.

**26 décembre 1793.** — Combat de Geisberg, livré par les armées réunies de la Moselle et du Rhin, placées sous les ordres des généraux en chef Hoche et Pichegru; reprise des lignes de Weissembourg, qui nous avaient été enlevées le 13 octobre précédent; le lendemain, Landau fut débloquée, et les Autrichiens n'occupèrent plus sur notre territoire que le fort Vauban, qu'ils évacuèrent le 15 janvier suivant, après en avoir fait sauter les fortifications; il nous avait été pris le 14 novembre. Dans son rapport au général en chef, le général de division Hatig cita le général de brigade Blondeau comme s'étant tout particulièrement distingué.

**27 décembre 1794.** — Pichegru, général en chef de l'armée du Nord, se rend maître de l'île de Bommel, dans laquelle il pénètre en passant sur les glaces de la Meuse avec son artillerie; puis il franchit le Wahal sur différents points, mais sans s'aventurer au delà du fleuve, la glace n'étant pas assez forte pour porter du canon. La conquête de l'île de Bommel nous livra 1,600 prisonniers et une grande quantité de bouches à feu.

**28 décembre 1794.** — Prise de Bréda et du fort de Grave par l'armée du Nord, général en chef Pichegru.

**29 décembre 1826.** — Mort de Pierre-François Briot, savant médecin, frère du célèbre orateur du conseil des Cinq-Cents, né à Orchamps-Vennes en 1773. D'abord médecin militaire, Briot fut cité particulièrement pour le zèle dont il fit preuve à Marengo (14 juin 1800). Il a publié l'*Histoire du progrès de la chirurgie militaire* en France pendant les guerres de la révolution, et une traduction du *Traité des accouchements*.

**30 décembre 1776.** — Naissance à Montfleur, près Saint-Julien, du colonel d'infanterie Antoine-François Genevay, officier de la Légion d'honneur, mort en 1833. Parti capitaine au 10<sup>e</sup> bataillon des volontaires du Jura, le colonel Genevay, officier supérieur d'un rare mérite et d'une brillante bravoure, servit avec distinction aux armées du Rhin, d'Italie, d'Espagne, des Alpes, etc.; il fut blessé à la bataille de Castiglione (5 août 1796) et à celle de Wachau (16 octobre 1813).

**31 décembre 1814.** — Le général de division Lecourbe, grand'croix de la Légion d'honneur, reçoit le titre de comte; il avait été fait grand-officier de la Légion d'honneur le 29 juillet précédent, et grand'croix le 23 août; le 3 janvier 1815, il fut chargé de l'inspection générale des troupes d'infanterie stationnées dans la 6<sup>e</sup> division militaire (Besançon).

Charles TERNANT.

# GEORGES CUVIER.

ODE COURONNÉE PAR L'ACADÉMIE DE BESANÇON,

Dans sa séance du 24 août 1867.

Ceux qui auront la patience de me suivre dans les Mémoires qui composent cette partie, pourront se faire une idée des sensations que j'ai éprouvées en restaurant ainsi par degrés ces antiques monuments d'épouvantables révolutions. (Cuvier, *Osséments fossiles*, t. IV, p. 52.)

Les temps étaient venus : Dieu dit à la science,  
Comme au soleil levant, de faire un pas immense,  
Et du néant Cuvier surgit pour obéir.  
Son aurore n'eut pas d'ivresses puériles ;  
Mais, par de grands penses et des amours viriles,  
Lui-même il se sentit dès l'enfance envahir.  
Et sur les bords ombreux de l'Isle et de l'Halène,  
S'il s'attardait rêveur, oublieux du présent,  
C'est qu'il cherchait le mot d'un problème écrasant ;  
C'est que l'esprit d'en-haut lui soufflait son haleine.

Longtemps il déchira, dans un stérile effort,  
Ses mains au rude sceau qui résistait encor  
Et lui fermait le livre aux saisissantes pages ;  
Longtemps perdu dans l'ombre, au choc de l'inconnu,  
Aveugle voyageur, il meurtrit son pied nu,  
Sans trouver dans la nuit la trace des vieux âges.....  
Un sillon répété sur son front se marqua ;  
La jeunesse pâlit sur sa lèvre avant l'heure ;  
Mais au monde étonné, qui l'accusait d'un leurre,  
Il put enfin crier son sublime Eurêka !

Il l'avait fait jaillir, ce grand flot de lumière,  
De quelques os blanchis, incrustés de poussière,  
Un par un, lentement, avec peine amassés.  
Ces informes débris, ces vestiges énormes,  
Reprenaient dans ses mains de la vie et des formes,

Et, témoins éloquents, parlaient des jours passés !  
 Les siècles enfouis, groupés en période,  
 Les époques en poudre et leurs bruits et leurs voix,  
 L'œuvre immense de Dieu renaissait à la fois  
 Et révélait pour lui son immuable code !

Chercheur prédestiné, qui dira tes labeurs,  
 Tes épouvantements, tes transports, tes ardeurs,  
 Et l'ivresse sans nom de ta veille féconde ?  
 Ton oreille entendit tous les sourds craquements  
 De la terre ébranlée en ses lourds fondements,  
 Et ton œil contempla la naissance du monde !  
 Ton cœur enfin frémit devant le noir chaos,  
 Devant le globe en feu qui roulait dans l'espace,  
 Devant le froid gagnant sa rugueuse surface,  
 Devant l'amas confus des terres et des flots.

As-tu dit *Hosanna* quand Dieu traça les rives,  
 Força les folles mers à demeurer captives,  
 Massa les continents sous ses habiles doigts ?  
 As-tu dit *Hosanna* quand la verte parure  
 Couvrit du globe nu la rocheuse structure,  
 Et quand la jeune fleur s'ouvrit aux jeunes bois ?....  
 L'as-tu redit plus fort quand l'animale vie  
 S'éveilla pour gravir chaque jour un degré,  
 Et quand avec amour Dieu pétrit à son gré  
 L'homme !.... couronnement de son œuvre bénie !

Et l'homme eut à son front diadème de roi.  
 Dieu lui mit dans le cœur espoir, amour et foi,  
 Et dans l'esprit, lumière et vouloir et pensée.  
 Il sut à son pouvoir asservir tour à tour  
 L'eau, le feu, l'air, la terre, esclaves sans retour ;  
 Et toute force en lui se trouva condensée.  
 La nature appartient à cet être subtil,  
 Mais il doit être à Dieu, qui le fit pour lui-même ;  
 L'homme s'en souvient-il quand il doute et blasphème ?  
 Rebelle si souvent, l'homme s'en souvient-il ?....

Cuvier s'en souvenait. Dans sa lampe le Maître  
 Avait mis l'huile sainte et tracé dans son être

Le gigantesque plan que nul n'avait conçu :  
 Cuvier fit de sa lampe un admirable phare,  
 Cuvier fit de sa vie un holocauste rare  
 Et rendit au Seigneur ce qu'il avait reçu ;  
 Car, de ses flancs profonds, l'urne de la science  
 Exhale incessamment des parfums vers le ciel :  
 C'est un pur encensoir que le savant balance ,  
 C'est une ruche d'or où foisonne le miel,

. . . . .  
 Lorsqu'il déroule, ému, pour les yeux du profane,  
 Quelque horizon nouveau, quelque sublime arcane,  
 C'est à son heure un prêtre, un verbe tout-puissant ;  
 Et le genou fléchit, et la tête s'incline,  
 Et l'âme prend son vol devant l'œuvre divine  
 Qu'il révèle avec foi, d'un solennel accent !  
 Il peut mourir alors, il a fini sa tâche.  
 Mais s'il ferme les yeux, s'il descend au tombeau,  
 En ce monde, à sa place, étincelle un flambeau,  
 Et la gloire à son nom se marie et s'attache.

De son dernier sommeil un soir Cuvier s'endort,  
 Rayonnant dans sa nuit, immortel dans sa mort,  
 Comme une forte souche à l'éternelle sève.  
 La souche a refleurì ; les doctes travailleurs  
 En sont à l'envi tous les rameaux et les fleurs ;  
 Et leur faisceau nombreux se grossit et s'élève.....  
 O savants d'aujourd'hui, du moins n'oubliez pas,  
 Quand au ciel du succès votre soleil flamboie,  
 Que d'autres, les premiers, vous préparant la voie,  
 Ont laissé pour jalons les traces de leurs pas !

Vous montez, vous montez, la cime vous attire ;  
 Superbes conquérants, il vous faut tout l'empire,  
 Et maintenant le monde est pour vous trop étroit.  
 « Plus haut ! plus haut encore ! » ont crié vos phalanges.  
 Prenez garde, pourtant..... l'orgueil perdit les anges.....  
 Et, de certains sommets Dieu veut être seul roi.  
 Il est des profondeurs où nul ne peut descendre ;  
 Il est une altitude où nul ne peut monter ;

Il est des éléments que nul ne peut dompter ;  
Il est de fiers secrets que nul ne peut entendre.....

Vous ne les saurez pas ! Courbez vos fronts jaloux,  
Et devant l'Infini fléchissez les genoux,  
Ou craignez qu'un vengeur ne remplace le père.  
Il peut anéantir son œuvre en un moment.  
L'océan souterrain bouillonne incessamment,  
Et l'écorce du globe est encore bien légère !....  
Splendide est votre part ! que voulez-vous de plus ?  
Un nimbe, une auréole, une couronne d'astres ?  
Non ! l'orgueilleux savoir enfante des désastres,  
Les humbles d'ici-bas au ciel sont les élus !

Mélanie BOUROTTE.



## LES MERCENAIRES DU PAPE,

RÉPONSE A M. GUÉROULT.

---

Mercenaires, dit-on, nous sommes mercenaires !  
Le laurier ne ceint pas nos fronts.  
Nous vendons pour de l'or les larmes de nos mères ;  
C'est pour de l'or que nous mourons !

Pour de l'or, accourus sous la même bannière,  
Anglais, Germain, Helvète ou Franc,  
Descendants des croisés ou fils de la chaumière,  
Nous combattons au même rang !

Pour de l'or, oubliant l'orgueil de ta naissance,  
Va, riche, loin de ton foyer ;  
Légionnaire obscur, va, jure obéissance  
A l'enfant de ton métayer.

Pour de l'or, renonçant aux récoltes prochaines,  
A ta montagne, à ton vallon ,  
De ta charrue aimée abandonnant les rênes,  
Laboureur, quitte ton sillon.

Oui, nous aurons de l'or, vaillants enfants de France,  
Comme les morts de Mentana ;  
Nous mourons à prix fait : pour notre récompense,  
Nous aurons ce qu'on leur donna.....

Mais, pourquoi tant railler un archer sans adresse ?  
Déjà le dard de l'insensé,  
Dans son vol anguleux ricoche et se redresse  
Contre celui qui l'a lancé.

Laissons à d'autres mains le salaire du crime  
Sous quelques aunes de drap bleu ;  
Nous sommes les soldats du juste qu'on opprime  
Et les mercenaires de Dieu !

UN ZOUAVE PONTIFICAL.

Tivoli, le 15 décembre 1867.

## CHRONIQUE.

---

25 décembre.

En Franche-Comté, comme dans l'univers catholique tout entier, on peut dire qu'il n'y a eu pendant le mois qui finit, qu'une seule pensée, une seule préoccupation, et que tous les regards, comme tous les cœurs, étaient tournés du côté de Rome. Les secours en faveur du père commun des fidèles n'ont pas cessé d'affluer d'une manière aussi admirable qu'inattendue, et nous ont montré les populations agricoles de notre vieille province toujours animées du même esprit de foi, du même dévouement généreux, et aussi disposées à défendre vaillamment la divine patrie de leurs âmes, que leur cher pays natal. Ce mouvement, si touchant et si général, a pu soulever quelques dépits, comme tout le bien qui se fait, mais ils ont eu la sagesse de se tenir dans l'ombre, c'est-à-dire à leur place, et de ne pas troubler un accord si unanime et si honorable pour notre contrée. La souscription ouverte à Besançon dépasse aujourd'hui cent mille francs, et elle ne s'arrêtera pas là. Il serait à désirer que, pour perpétuer le souvenir de cet événement, toutes les listes de souscription fussent recueillies et conservées dans une publication spéciale, populaire, et réduite au prix de quelques centimes, afin que toutes les familles des souscripteurs, pauvres et riches, pussent transmettre à leurs enfants le témoignage de fidélité et de dévouement qu'elles ont donné à la plus respectable des causes. On nous fait espérer que cette pensée recevra une prochaine exécution.

Ce n'est pas seulement à Besançon que le mouvement religieux a son foyer. A Lons-le-Saunier, M. l'abbé Besson, missionnaire de Saint-Claude, prêche une véritable croisade ; dans un écrit clair, rapide, à la portée de toutes les intelligences et de toutes les bonnes volontés, publié sous le titre : *De l'assistance due au pape dans les circonstances présentes*, il réclame avec une éloquente énergie en faveur du saint-siège, attaqué par l'impiété de tous les degrés et de toutes les nuances, le triple secours de



la prière, de la parole, de l'aumône, et enfin, de la part des plus courageux, le secours de leur bras et de leur sang. Il montre la puissance de la prière et de la parole, en homme habitué à les pratiquer l'une et l'autre, et à trouver dans la première les forces qu'il sait imprimer à la seconde. Arrivant à l'aumône, il nous initie à quelques-uns de ces touchants mystères de la pauvreté généreuse, qui bien souvent feraient honte à la charité du riche, s'ils étaient tous mis au jour.

« Une jeune fille pauvre, atteinte depuis plusieurs années d'une maladie incurable, venait dernièrement me trouver. Monsieur, me dit-elle, voilà trois ans que je cherche à économiser quelque chose pour le pape. Il est vrai, je ne suis pas riche. — je ne puis pas donner beaucoup. — mais au moins je donne de bon cœur. Tenez, voilà toute ma fortune. — Et elle me présente une pièce de... deux francs. — C'était en effet tout ce qu'elle possédait.

— Non, mon enfant, lui dis-je à mon tour, gardez cet argent, — je sais quelles sont vos ressources, — vous ne pouvez pas donner, — et moi je ne puis pas accepter de vous.

— Ah! Monsieur, reprit-elle naïvement, si vous ne pouvez pas accepter, c'est bien. Mais je trouverai un autre moyen pour faire mon aumône, — je mettrai à la quête. — Et elle a donné ses deux francs.

» Plus récemment encore, je vois venir à moi une dame veuve, mère d'une nombreuse famille.

— Oh! Monsieur, me dit-elle, combien je voudrais pouvoir faire quelque chose pour le pape. Je donne bien un franc, deux francs, quand on fait la quête et que je les ai. Mais, voyez-vous, dans les circonstances actuelles, ce n'est pas assez. Tenez, voilà tout ce que j'ai de plus précieux. Vous le remettrez au pape de ma part. — Et, disant cela, elle me présente un écrin qui renfermait une montre et une chaîne en or, seuls souvenirs de son mari défunt.

» Puis, comme je refusais obstinément, connaissant sa position gênée : — Non, Monsieur, me dit-elle, vous ne pouvez pas me refuser ce que je vous demande, — car je ne me servirai jamais de la valeur de cet objet — quelle que soit ma misère. Mais pour le pape, ah! je le donne de bon cœur. »

» Autre trait non moins touchant.

» Un pauvre aveugle vivant d'aumônes prend, il y a quelques mois, la résolution de faire son offrande au souverain pontife.

» Mais comment réaliser ce pieux projet? Il vit d'aumônes et n'a en temps ordinaire que le strict nécessaire pour ne pas mourir de faim.

» Un moyen toutefois se présente.

» En hiver, se dit-il à lui-même, il me faut un peu de vin pour réchauffer mes membres déjà glacés par les ans. Mais en été, le soleil est chaud, je puis absolument m'en passer. — Donc je n'achèterai plus de vin.

» Quelques mois après, d'un air triomphant, il vient trouver son curé et lui dit : Ah ! Monsieur le curé, je suis heureux aujourd'hui, je viens faire la charité à notre bon pape. Tenez, voilà ce que j'ai économisé pour lui. Et il sort de ses misérables baillons, sous après sous, jusqu'à la somme de vingt francs.

» Pauvre aveugle ! comme vous voyez clair dans les choses de la foi !

» Ah oui ! révolutionnaires du monde entier, vous croyez nous lasser en mettant à l'épreuve la charité catholique. Eh bien, sachez-le, vous n'en viendrez jamais à bout. Nous commencerons par donner notre superflu, — nous donnerons ensuite notre nécessaire, — et quand nous aurons tout donné, nous serons encore dans l'abondance. »

L'accent du missionnaire jurassien prend une nouvelle vivacité lorsqu'il fait appel à la bravoure bien connue de ses compatriotes.

« Au milieu de la joie que me fait éprouver la vue de tant de courage, je ne puis me défendre d'un sentiment de peine profonde. Je suis souverainement peiné que notre Jura, ce pays encore robuste dans la foi, ait fourni jusqu'à ce jour si peu de soldats à l'armée pontificale. Sans doute, nous en avons déjà quelques-uns, qui seront désormais la gloire du pays, mais combien qui pourraient y être, — et qui n'y sont pas. — Quoi, la catholique Bretagne envoie ses soldats par centaines. Le Midi, non moins ardent, organise chaque jour des départs considérables. Besançon, à notre porte, en a déjà fourni un grand nombre. Et nous, nous n'en donnerions point ! — nous en donnerions si peu ! — ce serait une honte pour nos pays.

» Aussi, permettez-moi que je vous le dise, en vous demandant pardon d'avance de la mauvaise impression que cette parole pourrait faire sur vous, depuis bientôt quinze ans que j'ai le bonheur d'être prêtre, pour la première fois de ma vie (ô mon Dieu, pardon de ce blasphème !) j'ai regretté d'être prêtre. Oui, j'aurais voulu partir et aller me faire tuer sur le champ de bataille pour la cause du souverain pontife, mon père, pour la cause de la sainte Eglise, ma mère !!!... Ah ! quelle cause que celle-là ! Quelle plus sublime vocation !

» J'en ai donc écrit à Monseigneur mon évêque, et ne pouvant être admis à combattre avec nos soldats, j'ai sollicité du moins l'honneur de les servir comme aumônier militaire.

» Monseigneur m'a répondu : Je ne puis consentir à votre départ définitif, mais trouvez des volontaires et vous les accompagnerez jusque-là du moins.

» Voilà pourquoi, chers lecteurs, je viens aujourd'hui, au nom du souverain pontife, au nom de tous les évêques, au nom de tous les catholiques, faire un appel à tous mes concitoyens, à tous mes compatriotes. Et en premier lieu à tous les jeunes gens : — « Chers jeunes gens, vous tous qui avez de la foi, de la santé et du courage. — êtes-vous libres? Eh bien ! le temps presse, — levons-nous et marchons. »

» Fut-il jamais une cause plus belle !

» Autrefois un cri d'alarme retentit en Europe. Dieu le veut ! Dieu le veut ! — Et la France partit avec son roi très chrétien pour les croisades.

» Ah ! sans doute cette cause était sublime. Il s'agissait de venger l'honneur du nom chrétien, — de reprendre aux Musulmans le tombeau de notre divin Sauveur, — et d'épargner à cette terre, sanctifiée par les pas et le sang de l'Homme-Dieu, les horribles profanations dont elle allait être souillée. — Ils partirent.

» Et aujourd'hui, en quoi la cause dont nous vous parlons est-elle moins belle, moins sublime? Il est vrai, il ne s'agit pas du tombeau de Notre Seigneur Jésus-Christ, mais il s'agit de la personne vivante et sacrée de son vicaire ; il s'agit également de la cause de notre foi, de la cause de l'Eglise, de la cause de Dieu même. Pourrions-nous hésiter?

» Et voyez combien ces généreuses pensées de la foi ont déjà enfanté de sublimes dévouements.

» Dernièrement un capitaine, presque de nos pays, écrivait à son père et à sa mère :

« Mes chers parents, je vous annoncerai aujourd'hui une bonne nouvelle. Je viens de donner ma démission de capitaine pour m'engager comme simple soldat dans l'armée pontificale. »

» Il y a quelques semaines, deux jeunes gens viennent me trouver en me disant :

« Monsieur, nous voudrions être soldats du pape.

» — C'est bien, mes amis, mais quel âge avez-vous?

» — Dix-neuf ans, me répond le plus âgé, et je suis bien décidé à partir.

» Puis, m'adressant au plus jeune :

» Et vous, mon ami, quel est votre âge?

» Interdit par cette question, qu'il redoute plus que toutes les autres, tout d'abord il ne sait que répondre.

— Oh ! Monsieur, me dit alors le premier, il n'est pas encore bien âgé, mais voyez comme il est grand, comme il est fort, et puis il a du courage, allez, il fera un bon soldat.

» — Très bien, mes amis, mais encore dites-moi l'âge que vous avez ?

» — Oh ! Monsieur, me dit à son tour le plus jeune, il est vrai, je ne suis pas très âgé, mais laissez faire, je suis plus fort et plus courageux que d'autres qui ont vingt ans.

» — Vraiment, mon ami, c'est possible, mais, enfin, votre âge ?

» — Eh bien, j'ai treize ans et demi, me dit-il tout bas ; puis, élevant la voix, mais voyez comme je suis grand, on m'en donnerait au moins dix-sept.

» — Pauvre petit ami, ce sont là de beaux sentiments, mais voyez-vous, vous êtes trop jeune. Le pape n'accepte comme soldat que ceux qui sont résolus à mourir plutôt que de laisser entrer Garibaldi à Rome, et à votre âge, on ne peut être capable d'une résolution semblable.

» — Oh ! Monsieur, s'écria-t-il alors, vous vous trompez ; c'est précisément ce que je voudrais : mourir martyr pour le pape et aller ainsi tout droit au ciel. »

Nous nous arrachons à regret à ces charmantes confidences, pour passer en revue les autres sujets qui ont occupé à divers titres l'attention publique. L'incendie du bourg entier de Saint-Laurent en Grandvaux a ému toutes les âmes et causé des souffrances qui ont droit à tous les efforts de la charité. Les retards inexplicables qu'éprouve la construction du chemin de fer de Besançon à Vesoul ont éveillé la juste sollicitude de nos administrateurs, et un demi-succès a couronné leurs démarches. Quelques centaines de mille francs vont être employées aux premiers et plus longs travaux de construction de cette ligne. Une enquête va s'ouvrir pendant ce temps-là sur un nouveau projet de tracé du chemin de fer direct de Besançon à la Suisse. Ce chemin passera-t-il par la vallée de la Loue, ou par les plateaux ? Telle est la grande question qui menace d'aboutir à cette solution regrettable de ne passer nulle part.

La grande société métallurgique des forges de Franche-Comté vient d'entrer dans une nouvelle phase, et va recevoir une nouvelle direction avec une forme nouvelle. Intelligence, activité, dévouement, rien, sans doute, ne sera épargné par les personnes qui ont eu le courage d'accepter cette tâche ; mais avec combien de difficultés générales n'ont-elles pas à lutter, et combien le succès, s'il couronne leurs efforts, comme chacun le souhaite, sera méritoire ! On peut dire que le vœu de la province entière

les soutiendra, car personne n'y verrait d'un œil indifférent la ruine d'une de nos plus belles industries.

Plus heureuse, l'horlogerie bisontine, en dépit des rigueurs de la commission distributrice des récompenses de l'Exposition universelle, progresse chaque jour et multiplie le nombre de ses produits, fort recherchés. Ce succès est d'autant plus remarquable que l'horlogerie est une industrie de luxe, et que beaucoup d'industries relatives même aux objets de première nécessité, se trouvent aujourd'hui en souffrance.

Comment passer sous silence les différents procès de presse qui ont défrayé depuis quelque temps toutes les conversations, et qui, après nous avoir procuré le plaisir de savourer la parole claire, élégante et spirituelle de M. Ernest Picard, avocat et député de Paris, nous promettent encore la jouissance d'entendre prochainement MM. Jules Favre et du Miral, et peut-être même d'autres maîtres de la parole? Eh bien! ces plaisirs, si vifs qu'ils soient, sont dus à une circonstance qui nous les gâte beaucoup. Une partie de la presse a pris depuis quelque temps des allures agressives, injurieuses et personnelles, qu'à défaut d'autre mérite, nous pouvons nous honorer de n'avoir jamais partagées, malgré les avances qui nous ont été faites à cet égard et à nos dépens. Non, les rédacteurs des *Annales*, s'ils se voient quelquefois obligés de combattre des doctrines, se sont toujours fait un devoir de respecter les personnes et en même temps de se respecter eux-mêmes, en ne se couvrant jamais du triste voile de l'anonymat. Une attaque pour eux ne peut être qu'un devoir pénible, qui demande à être accompli avec la dignité du ministère public dévolu à la presse; ce ne sera jamais pour eux un de ces plaisirs pour lesquels on reconnaît soi-même qu'il convient de se cacher.

L'éloquence académique n'offre pas, comme l'éloquence judiciaire, l'amer plaisir des débats personnels, si friand pour la médisance; elle n'attire pas à Besançon les célébrités parisiennes; elle s'exerce sur des sujets d'outre-tombe, et même en histoire, elle risque assez volontiers les imaginations et les hypothèses. Malgré tous ces désavantages, nos sociétés littéraires sont aussi fréquentées que nos tribunaux et nos cours, même quand on peut espérer de trouver au prétoire un grand avocat et un petit scandale. Ainsi la société d'émulation vient d'attirer la foule par la séance publique qu'elle a donnée le 19 décembre à l'hôtel de ville. M. Victor Girod, qui la présidait, s'est fait applaudir en louant M. Clerc de Landresse et M. Proudhon, et le public a ratifié et les éloges décernés à l'ancien maire et l'hommage rendu à l'esprit sage et conciliant du nouveau. Citons ensuite l'étude de M. Bial sur les mœurs

*celtiques*, pleine de recherches curieuses et de nouveautés piquantes ; un *mémoire* de M. de Rochas d'Aiglun sur *l'organisation militaire des Romains*, non moins savant et non moins rempli d'intérêt. M. Gérard, professeur de philosophie au lycée de Besançon, avait pris pour sujet de lecture la *Correspondance de Jouffroy avec Charles Weiss*. C'était plus moderne, et le style était à la hauteur du sujet. Mais pourquoi se borner à peindre les angoisses du sceptique ? N'était-ce pas un devoir de le flétrir ? M. Castan a terminé la séance par un morceau fort écouté et fort applaudi, de pure érudition. *Y a-t-il eu un capitole à Besançon et où se trouvait-il ?* M. Castan répond affirmativement à la première question. Sur celle de l'emplacement, il n'a été ni moins clair ni moins agréable à entendre. La conclusion est que notre capitole se trouvait au fond de la maison Ethis, Grande-Rue, 91. Après cette séance, on ne partagera guère cette étrange opinion que la *société d'émulation* sort de son rôle et qu'il ne lui manque plus que de distribuer des prix de poésie. Nous souhaitons, nous, et de grand cœur, qu'elle en donne et surtout qu'on les mérite.

Cependant l'attrait principal de nos compatriotes sera toujours pour les sciences exactes au détriment des lettres, pour les livres pratiques au détriment de la poésie. Il n'est pas surprenant que l'*Annuaire du Doubs et de la Franche-Comté*, par M. Laurens, demeure au premier rang des ouvrages qui ont un débit assuré. Les amateurs d'archéologie souhaiteraient de trouver, dans l'*Annuaire* de 1868, plus de documents et de dissertations pour la science qu'ils cultivent ; mais les amateurs de statistique comparative n'ont plus rien à désirer. Tout ce qui regarde le territoire et la population, le commerce et l'industrie, les professions diverses, est traité avec une exactitude que l'on ne saurait trop louer, parce qu'elle est le mérite du genre. Nous apprenons que la population du Doubs a augmenté en cinq années de 4,792 habitants. L'arrondissement de Besançon en a gagné 46, et celui de Montbéliard 3,021 ; mais celui de Baume en a perdu 855 et celui de Pontarlier 390. Dans la Haute-Saône, l'augmentation n'est que de 523. Gray, Pesmes, Marnay, sont en baisse ; Champagny, Lure et Aillevillers en hausse. Dans le Jura, l'augmentation est moins sensible encore, puisqu'elle se réduit à 424. Les cantons d'Arbois, des Planches et de Nozeroy ont éprouvé de grandes pertes, tandis que Morez, Saint-Claude et Fraisans se sont notablement accrus. Dans les trois départements, les bourgs se dépeuplent au profit des grandes villes, et l'agriculture au profit des établissements industriels.

L'année s'achève dans notre province par des pertes bien douloureuses

pour l'armée, pour notre clergé, pour nos œuvres de charité chrétienne.

L'armée vient de perdre M. Lyautey, général de division, sénateur, grand-croix de la Légion d'honneur. Ce vaillant et généreux Comtois, qui a marqué si haut sa place dans la société, n'avait jamais cessé d'être attaché à sa province et de rendre à ses compatriotes ces services empressés par lesquels se signalent les grands cœurs. Nous ne pouvons pas oublier surtout qu'il était chrétien et chrétien fervent, et que depuis longtemps il avait mis d'accord les convictions les plus sincères et les pratiques les plus intimes de sa vie.

M. l'abbé Cretin, curé de Saint-Martin aux Chaprais, banlieue de Besançon, a terminé à 66 ans une vie marquée par toutes les fatigues et toutes les peines du ministère ecclésiastique. Prêtre instruit, zélé et plein de dévouement, après avoir rendu, dans sa première paroisse, à Arc-sous-Montenot, les plus signalés services, notamment en faisant attribuer aux familles pauvres de la commune une part équitable dans l'affouage des bois communaux et en poursuivant devant toutes les juridictions le procès qui avait été engagé sur ce grave sujet, il vint occuper aux Chaprais un poste plus difficile encore, peu envié, plein de soucis et de labeurs. Pendant les vingt ans qu'a duré son administration, la population de sa paroisse s'est élevée de 1,800 à 3,500. L'église est devenue insuffisante, et la dernière pensée du pasteur mourant était d'en obtenir à tout prix la reconstruction. Ce soin regarde aujourd'hui M. l'abbé Conrad, son successeur, qui vient d'être appelé de la cure de Confrecourt à celle des Chaprais. Il sera accueilli à Besançon avec toute l'estime due à sa personne et à son mérite, et les souvenirs si excellents qu'il y a laissés comme vicaire de Saint-François-Xavier, profiteront à son nouveau ministère.

M<sup>lle</sup> Pauline Drouhard, doyenne des dames de charité de Besançon, décédée le 29 décembre, à l'âge de 80 ans, était la dernière survivante de trois sœurs qui n'ont eu, dans toute leur vie, de pensées que pour Dieu et pour le prochain. Elle comptait parmi celles qu'on ne loue point sur la terre et dont les bienfaits ne seront connus et révélés qu'au grand jour ; mais en terminant notre chronique et notre année par ce nom béni des pauvres, nous croyons satisfaire à la reconnaissance publique et recommander, par un nouvel exemple, les humbles vertus et les œuvres pieuses qui sont plus nécessaires que jamais à la société.

JULES SAUZAY



## TABLE DES MATIÈRES

### DU HUITIÈME VOLUME.

#### VII. — JUILLET.

L'abbé Ballanche, curé de Morteau. . . . .	L'abbé NARBÉY . . . . .	3
Légendes franc-comtoises. — La Vigne de la Motte de Vesoul (fin) . . . . .	J. MOREY . . . . .	19
Les Franc-Comtois à l'exposition . . . . .	Ch. DE VAULCHIER . . . . .	47
Annie Varange, nouvelle franco-chinoise (suite) . . . . .	Félix MAHON . . . . .	60
Chronique. . . . .	Le C <sup>te</sup> DE VAULCHIER . . . . .	72

#### VIII. — AOUT.

<i>La Persécution religieuse de 1789 à 1791. —</i>		
Lettre à M. Jules Sauzay . . . . .	Ch. DE MONTALEMBERT . . . . .	81
Notice sur M. Mauvais, représentant du Doubs, membre de l'Institut . . . . .	Ulysse ROBERT . . . . .	97
Annie Varange, nouvelle franco-chinoise (suite) . . . . .	Félix MAHON . . . . .	108
Poésies : La Mort du président Lincoln . . . . .	Edouard GRENIER . . . . .	132
Les poètes s'en vont . . . . .	Ch. VIANCIN . . . . .	137
Stances à l'Académie . . . . .	L. PIOCHE . . . . .	139
Un incompréhensible défaut de mé- moire . . . . .	Ch. VIANCIN . . . . .	142
Chronique. . . . .	Le C <sup>te</sup> DE VAULCHIER . . . . .	146

#### IX. — SEPTEMBRE.

L'évêque gallo-romain à la cour des rois barbares . . . . .	F. RICHARD-BAUDIN . . . . .	161
<i>La France sous Louis XV</i> , par M. Al. Jobez. . . . .	M <sup>te</sup> DE TERRIER DE LORAY . . . . .	180
Annie Varange, nouvelle franco-chinoise (suite) . . . . .	Félix MAHON . . . . .	194



Ephémérides militaires de la Franche-Comté.	Charles TERNANT . . .	210
Chronique.	Le C <sup>te</sup> DE VAULCHIER . . .	231

## X. — OCTOBRE.

L'évêque gallo-romain à la cour des rois barbares (suite) . . . . .	F. RICHARD-BAUDIN. . .	241
Le droit d'asile à Ornans . . . . .	L'abbé H. GROSJEAN. . .	261
Les premiers fusils . . . . .	J.-M. SUCHET. . . . .	277
Annie Varange, nouvelle franco-chinoise (suite) . . . . .	Félix MAHON . . . . .	281
Poésie: Eve de Cotebrune ou le Chanteur noir.	Louis MERCIER . . . . .	303
Le canon des cordeliers . . . . .	P. DE BEAUSÉJOUR . . .	309
Chronique. . . . .	Le C <sup>te</sup> DE VAULCHIER . . .	316

## XI. — NOVEMBRE.

L'évêque gallo-romain à la cour des rois barbares (suite et fin) . . . . .	F. RICHARD-BAUDIN. . .	321
Annie Varange, nouvelle franco-chinoise (suite et fin) . . . . .	Félix MAHON . . . . .	332
Jean de Vienne et les canons portatifs . . .	M <sup>re</sup> DE TERRIER DE LORAY .	356
Les instructions de l'assemblée électorale de Vesoul en 1789 . . . . .	Jules SAUZAY . . . . .	360
Rome et les Franc-Comtois . . . . .	L. BESSON. . . . .	372
Cantique pour la fête de saint François . .	L. PIOCHE . . . . .	395
Chronique. . . . .	Le C <sup>te</sup> DE VAULCHIER . . .	396

## XII. — DÉCEMBRE.

La Bienheureuse Louise de Savoie . . . .	L'abbé JEUNET . . . . .	401
Hugues de Chalon et les moyens moraux de Louis XI pour annexer la Franche-Comté.	J.-M. SUCHET . . . . .	410
Le Journal de M. Ramboz. Esquisse de la vie bourgeoise à Besançon en 1789 et 1790 . .	Jules SAUZAY . . . . .	416
Ephémérides militaires de la Franche-Comté.	Charles TERNANT . . . . .	448
Georges Cuvier, ode . . . . .	Mélanie BOUROTTE . . .	466
Les Mercenaires du pape, poésie . . . .	Un zouave . . . . .	470
Chronique. . . . .	. . . . .	471

NY  
JH12

LDIN  
HEAN

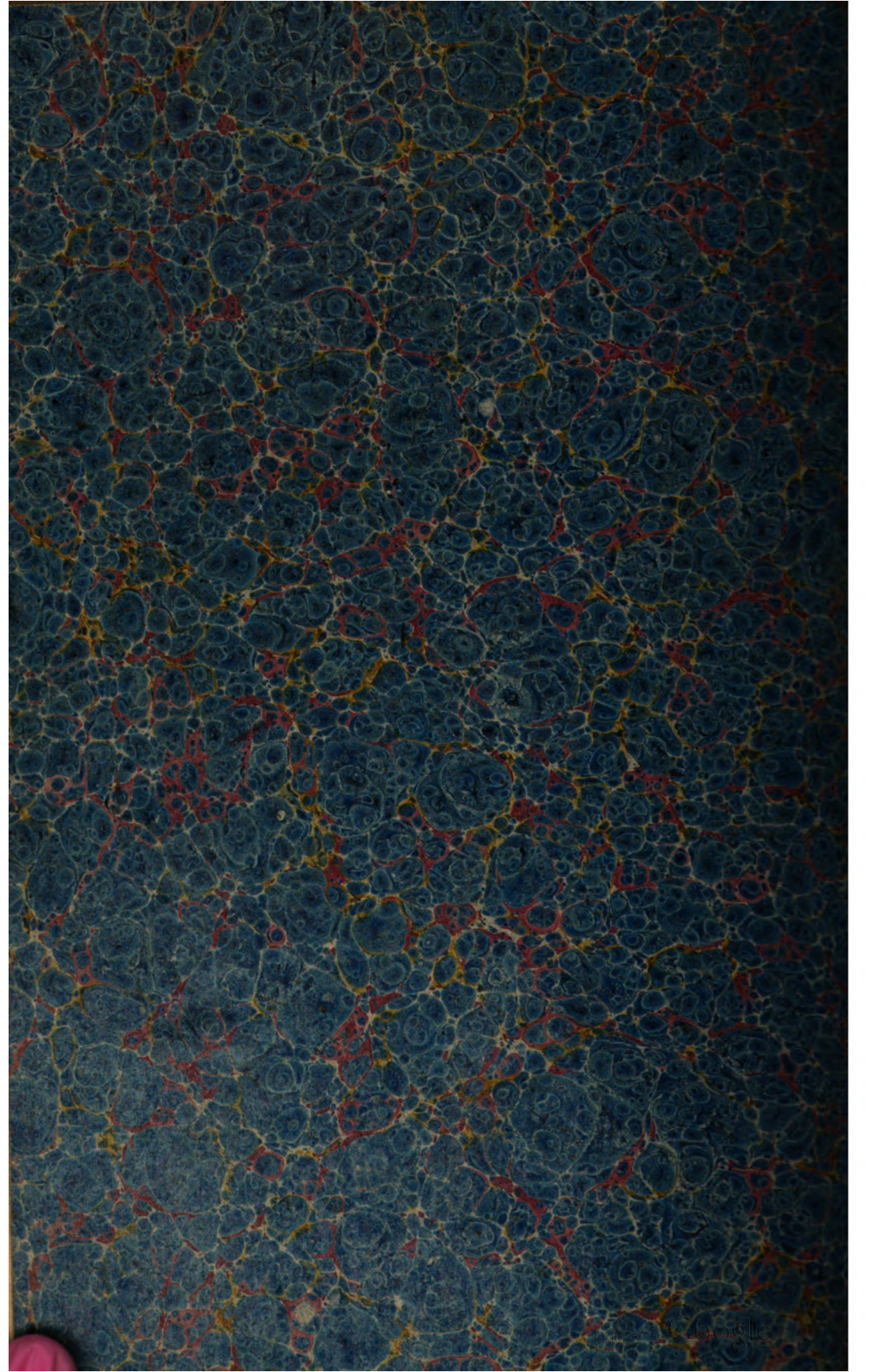
R  
TIED

X

LOAN











3 9015 06851 5942

